Thèse de Doctorat

en Sciences économiques

présentée à *l'École Doctorale en Sciences Humaines et Sociales* (ED 586)

de l'Université de Picardie Jules Verne

par

Simon PAPAUD

pour obtenir le grade de Docteur de l'Université de Picardie Jules Verne

Réformer la monnaie et partager la terre pour sortir du capitalisme?

Origines et postérités théoriques et pratiques de l'économie franche de Silvio Gesell

Soutenue le 10 janvier 2025, après avis des rapporteurs, devant le jury d'examen :

M. Ludovic FROBERT, Directeur de recherches, CNRS	**Président**
M. Massimo AMATO, Associate Professor, Università Bocconi	**Rapporteur**
Mme Claire Pignol, MCF HDR, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	**Rapportrice**
Mme Pépita OULD AHMED, Directrice de recherches, IRD	**Examinatrice**
M. Bruno THÉRET, Directeur de recherches émérite, CNRS	**Examinateur**
Mme Odile LAKOMSKI-LAGUERRE, Professeure, UPJV	**Directrice de thèse**
M. Jérôme BLANC, Professeur, Sciences Po Lyon	**Directeur de thèse**

Remerciements

Les mots sont peu de choses en comparaison de ce que l'on reçoit, au long d'une aventure aussi longue et transformatrice que la rédaction d'une thèse. A défaut de solder ma dette, je veux ici exprimer toute ma reconnaissance aux personnes qui m'ont aidé, entouré et soutenu, sans lesquelles ce travail n'aurait pas pu voir le jour.

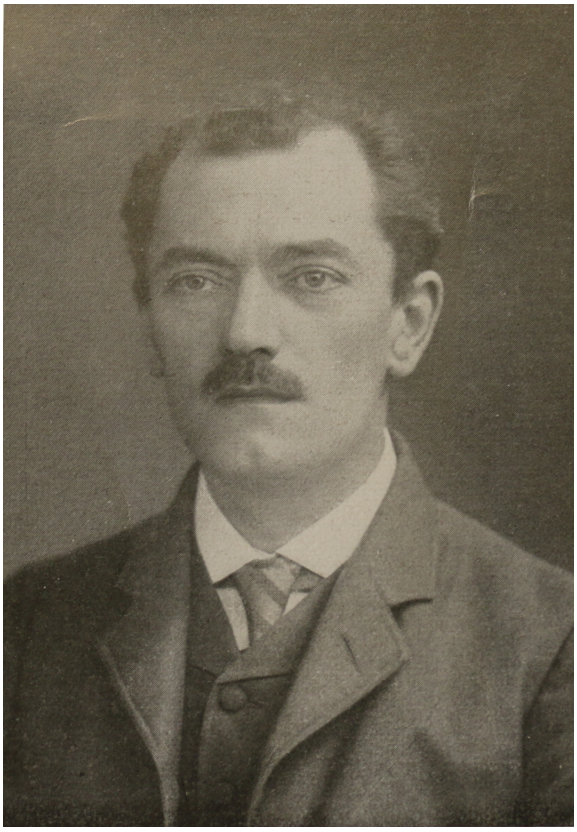
Un grand merci tout d'abord à Odile Lakomski-Laguerre et Jérôme Blanc d'avoir accepté d'encadrer cette thèse. Leur soutien, leur écoute et leurs conseils sont pour beaucoup dans son aboutissement. Merci également à André Orléan et Bruno Théret, qui m'ont encouragé à entreprendre ce travail, et pour les échanges marquants et chaleureux que j'ai pu avoir avec eux ; à Jaime Marques Pereira, Clément Coste et Ludovic Frobert, pour leurs encouragements, leurs remarques, et l'attention qu'ils ont bien voulu accorder à mes efforts ; à Thomas Boccon-Gibod et Edward Castleton, dont les remarques m'ont parfois redonné confiance. Merci enfin à Werner Onken, dont l'aide a été essentielle à la réalisation de cette thèse et qui m'a appris les rudiments du *plattdeutsch*, ainsi qu'à Quentin Badaire et Oriane Lafuente-Sampietro pour leur amitié et la richesse de nos échanges.

Merci également, bien sûr, à mes parents, qui ont su me soutenir en toute circonstance, à Esther et Judith, à Nono, qui m'aide mieux que personne à faire face au quotidien et dont la patience a été infinie, à Marion et Avril, qui restent jour après jour les meilleurs minous, à Bàton et à Djamila, pour les amitiés hors du commun dont iels me font cadeau ; à mes ami·es, qui m'aident à avoir confiance en l'avenir, qui m'ont tant appris et continuent de tant m'apporter : Julie, Capu, Lucien, Thomas, Roxane, Gwen, Max, Léo, Tristan, Arthur, Lise, Lola, Mathilde, Pépi, Plo, Clim, Aimée, Clémence, Léna, Louise, Momo, Melaine, Shifu Martin, François, Quentin, Gwen et leurs petit·es, et tant d'autres qui se reconnaîtront. On ne dit jamais assez aux gens qu'on aime qu'on les aime, dit la chanson. Que cette page liminaire soit une occasion de le leur rappeler. Qu'elle serve aussi, avec un peu d'avance, à souhaiter bienvenue sur la Terre à Atahualpa, petit·e héritier·e d'un monde à construire.

À Suzy et Nanie, qui nous ont quitté·es pendant la rédaction de ce travail, et qui n'en finissent pas de nous manquer. Que Suzy se rassure : dans nos cœurs elle aura toujours les plus belles jambes d'Alexandrie.



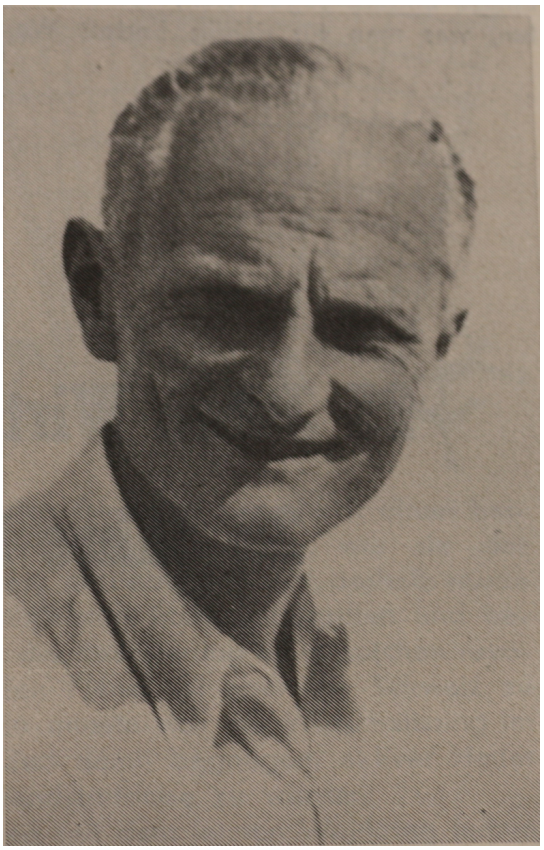
Silvio Gesell



Georg Blumenthal



Michael Unterguggenberger



Werner Zimmermann



Johannes Ude (à gauche) et H.K. Sonderegger (à droite)

Table des matières

Remerciements....2
Résumé....3
Abstract....4
Table des figures....11
Liste des abréviations....12
Remarques sur la traduction et les citations....13

Introduction générale....15

Partie I – Aux origines de la pensée gesellienne : un mouvement, de multiples courants (1890-1919)....35

Chapitre 1. L'Argentine, terre d'innovations monétaires....37

1. L'Argentine, terre d'innovations monétaires : des monnaies fiscales provinciales à la crise de la Barings (1890)....38
   1.1. A la recherche de l'unification monétaire : Argentine, 1810-1890....38
   1.2. La crise de la Barings de 1890....40
2. Aux origines de l'idée de monnaie à dépréciation périodique : les premiers écrits de Silvio Gesell....41
   2.1. La première publication de Gesell : *Die Reformation im Münzwesen als Brücke zum socialen Staat* (1891)....41
   2.2. *Nervus Rerum* (1891) et *Die Verstaatlichung des Geldes* (1892) : deux publications de continuité....46
   2.3. A la recherche des sources des premiers écrits de Gesell....48
3. Pratiques monétaires autochtones et « monnaies de la terre » : les premières « monnaies oxydables » en Argentine....49
   3.1. Révélation ou imprégnation ? Les racines pré-coloniales de l'idée de monnaie à dépréciation périodique....49
   3.2. Monnaie et valeur : l'écho préhispanique des thèses de Gesell....51
4. La réforme de 1899 de la Caja de conversión argentine : une victoire des idées gesselliennes ?....52
   4.1. Gesell se tourne vers l'Argentine : *El sistema monetario argentino* (1893)....53
   4.2. les racines monétaires de la crise économique, des États-Unis à l'Argentine : *La cuestión monetaria argentina* (1898)....56
   4.3. La réforme « tornquinienne » de 1899 : une manifestation de l'influence de Silvio Gesell ?....62
5. *Excursus* : L'héritage argentin de Silvio Gesell....63
   5.1. Du départ vers l'Europe à la fondation de Villa Gesell....65
   5.2 La *Red Global de Trueque* : Gesell et le développement économique....67
   5.3 La MonedaPAR : une « monnaie gesellienne » ?....69
   Conclusion....70

Chapitre 2. Silvio Gesell et l'anarchisme individualiste....73

1. Gesell et la réforme foncière : du *Bund deutscher Bodenreformer* à la coopérative Eden 74

1.1. Gesell et le mouvement allemand pour la réforme foncière : la publication de *Die Verwirklichung des Rechtes auf den vollen Arbeitsertrag* (1906).....74
1.2. La coopérative Eden.....78
2. Gesell et l'anarchisme individualiste : de Georg Blumenthal à Gustav Landauer.....80
2.1. Georg Blumenthal et la naissance de la « physiocratie » gesellienne.....80
2.2. La doctrine physiocrate : une « nouvelle tactique révolutionnaire ».....82
2.3. Gustav Landauer et la République des Conseils de Bavière.....85
2.4. Le « démantèlement de l'État » : Silvio Gesell et Max Stirner.....94
Conclusion.....99

Chapitre 3. Économie franche, nature et spiritualités.....100

1. *Lebensreform* et franchisme : deux mouvements jumeaux ?.....100
1.1. La *Freiwirtschaft* de Gesell : une extension politico-économique du mouvement de la *Lebensreform*.....101
1.2. *Lebensreform* et pédagogies alternatives : l'implantation du mouvement gesellien en Suisse.....103
1.3. Gesell et l'héritage romantique de la *Lebensreform* : *Freiwirtschaft*, nature et spiritualité.....105
2. Anthroposophie et *Freiwirtschaft* : les convergences de Rudolf Steiner et Silvio Gesell 109
2.1. Steiner et la tri-articulation de la société.....110
2.2. « La monnaie s'usera comme les marchandises s'usent » : la pensée monétaire de Steiner.....114
2.3. Silvio Gesell et Rudolf Steiner : des convergences décisives.....118
3. Économie franche et christianisme : l'occident médiéval comme univers de référence politique.....120
3.1. Économie franche et éthique chrétienne : Dieu (ou la nature) contre la chrématistique.....120
3.2. L'occident médiéval comme univers de référence politique : de la prohibition de l'usure à la *renovatio monetarum*.....125
Conclusion.....127

Chapitre 4. La pensée gesellienne et le mouvement völkisch.....129

1. Pensée raciste et antisémite dans le mouvement gesellien.....130
2. Sélection naturelle et darwinisme social : de Nietzsche à Gesell.....135
2.1. Nietzsche, Darwin, Spencer : prémisses partagées, conclusions opposées.....135
2.2. D'Ernst Frankfurth à Silvio Gesell : un évolutionnisme libéral empreint de pensée nietzschéenne.....136
3. « Brechung der Zinsknechtschaft » : Gottfried Feder et Silvio Gesell.....142
3.1 Gottfried Feder et le mouvement national-socialiste.....142
3.2. Quelle influence du franchisme sur la doctrine économique et politique de Gottfried Feder ?.....144
3.3. Gesell et Feder : une inimitié profonde et réciproque.....148
Conclusion.....150

Partie II - Entre théorie et pratique (1920-1948) : du projet politique anticapitaliste à la solidarité anti-crise.....152

Chapitre 5. De l'idéalisme à la pratique : brève histoire des monnaies « fondantes ».....154

1. La structuration et l'essor du mouvement gesellien en Allemagne.....155
1.1. Le mouvement franchiste.....155
1.1.1. Le *Freiwirtschaftsbund FFF* (1921-1933).....155
1.1.2. Les partis politiques franchistes.....158
1.2. Le *Fysiokratischer Kampfbund* (1924-1933).....159
1.3. Les organisations *völkisch*.....160
1.3.1. Du Deutscher Kulturwart au Deutscher Bund für krisenlose Volkswirtschaft 160
1.3.2. La Schafferbewegung et la Selbsthilfe der Arbeit.....161
1.3.3. La Zielbewegung et la Tatgemeinschaft.....162
1.4. L'échec du FFF-Kartell et l'interdiction du mouvement en Allemagne.....162
2. Le mouvement en Suisse et en Europe.....163
2.1. Le développement du mouvement en Suisse.....163
2.2. Les autres pays européens.....166
2.2.1 Les expériences françaises.....166
2.2.2. En Angleterre.....167
2.2.3. En Yougoslavie.....168
2.2.4. En Union soviétique.....168
3. De la *Wära-Tauschaktion* aux monnaies fondantes privées.....169
3.1. Georg Blumenthal et la tactique de la « grève monétaire ».....169
3.2. Wära, une expérience monétaire à grande échelle.....171
3.3. Le « miracle de Schwanenkirchen » : octobre 1930 – 30 octobre 1931.....175
3.4. De Nice à Porto Alegre : une dépolitisation progressive.....177
4. Le temps des monnaies communales : l'expérience de Wörgl.....182
4.1. Le « miracle de Wörgl » : 8 juillet 1932 – 10 septembre 1933.....183
4.2. Les suites de l'expérience de Wörgl.....187
4.2.1. Le mouvement des communes autrichiennes.....187
4.2.2. Un écho européen….....189
4.3. … et mondial : Irving Fisher, des *Stamp scrips* au Congrès des États-Unis.....190
Conclusion.....193

Chapitre 6. Un « socialisme proudhonien » ?.....196

1. Gesell et Proudhon.....197
2. Deux expériences pratiques pour un même projet politique : la Banque du Peuple et le *Wirtschaftsring*.....200
2.1. La Banque du peuple : du capitalisme à la mutualité.....201
2.1.1. La Banque du Peuple : Janvier 1849-Avril 1849.....201
2.1.2. Projet politique et dispositif pratique : petit manuel de la Banque du Peuple 202
2.2. Le cercle économique WIR : entraide ou émancipation ?.....205
2.2.1. Le cercle économique WIR : un projet radical.....206
2.2.2. Le cercle économique WIR des pionniers : 1934-1948.....209
2.2.3. De la Banque du Peuple au cercle économique WIR : une idée, deux projets ? 212

3. Monnaie capitaliste, monnaie anticapitaliste : le socialisme proudhonien en théorie et en pratique....213
3.1. Quel capitalisme ? Socialisme proudhonien et analyse monétaire de l'économie. 214
3.1.1. Proudhon : la propriété, c'est la rente – et la rente, c'est le vol....214
3.1.2. Zimmermann : « le capital, c'est la propriété portant intérêt »....215
3.1.3. Socialisme proudhonien et analyse monétaire....217
3.2. Qu'est-ce qu'une monnaie proudhonienne ? Faire la monnaie des producteur·rices 218
3.2.1. Intermédiaire des échanges et réserve de valeur : deux fonctions contradictoires de la monnaie....218
3.2.2. Les systèmes de crédit mutuel : un dispositif monétaire anticapitaliste ?....220
Conclusion....223

Partie III - Gesell, de l'anarchisme au socialisme libéral : quelle place dans l'histoire de la pensée économique?....225

Chapitre 7. Hétérodoxies monétaires, de Gesell à J.M. Keynes....227

1. L'hétérodoxie monétaire de Silvio Gesell....228
1.1. Le refus des théories de la valeur : la monnaie comme pivot de l'analyse économique gesellienne....228
1.2. Faire une monnaie de papier : la nature institutionnelle de la monnaie....230
1.3. La monnaie : un objet politique....233
1.3.1. Monnaie et classes sociales : la théorie gesellienne de l'intérêt....233
1.3.2. Système monétaire et conjoncture économique : la monnaie, gardien de l'ordre propriétaire....235
1.4. Silvio Gesell et l'analyse monétaire de l'économie....237
2. Gesell et Keynes : une convergence indéniable....240
2.1. Monnaie, intérêt et rendement des capitaux....241
2.1.1. la monnaie possède des caractéristiques qu'aucune autre marchandise ne possède....241
2.1.2. Taux d'intérêt monétaire et rendement des capitaux : des grandeurs distinctes 244
2.2. « L'intérêt tend constamment vers un niveau trop élevé » : intérêt et sous-emploi 245
2.2.1. L'intérêt monétaire limite le volume de l'emploi....245
2.2.2. Comment faire baisser l'intérêt ? L'éloge keynésien de la dépréciation monétaire....247
2.3. Étalon-or ou monnaie fiduciaire ? Keynes et la gestion rationnelle de la masse monétaire....251
2.3.1. Une opposition résolue à l'étalon-or....251
2.3.2. Soumettre la monnaie à l'empire des décisions délibérées : la gestion rationnelle de la monnaie....254
2.3.3. La réforme du système monétaire international....256
2.4. Monnaie et valeur....258
2.5. Des philosophies politiques jumelles....261
Conclusion....264

Chapitre 8. Les geselliens, néo-physiocrates ?.....267

1. Physiocratie et réforme foncière : de Quesnay à Gesell via Henry George ?.....268
   1.1. Les geselliens, des « physiocrates » ?.....268
   1.2. Rente foncière et produit net : une confusion ? Henry George et les physiocrates 271
   1.3. La question de l'impôt unique.....275
2. Boisguilbert, Quesnay, Gesell : la question de la circulation.....277
   2.1. Les physiocrates et le circuit : la condamnation de la thésaurisation.....277
   2.2. Une économie politique de la jouissance : l'injonction à consommer.....279
3. La monnaie et l'intérêt chez les physiocrates.....283
   3.1. La monnaie comme signe.....284
   3.2. Limiter le taux de l'intérêt.....285
   3.3. Physiocratie et approche monétaire.....288
4. « L'ordre naturel » : quel ordre, quelle nature ? La question de la souveraineté politique 289
   4.1. Physiocratie et droit naturel.....289
      4.1.1. Du jusnaturalisme classique au jusnaturalisme moderne : la perte du sens....290
      4.1.2. L'ordre naturel physiocrate : un ordre hédoniste.....292
   4.2. Le despotisme légal.....293
Conclusion.....299

Chapitre 9. Le mouvement gesellien et l'objectif de la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie.....302

1. L'objectif central des réformes geselliennes : stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie 303
   1.1. Gesell et la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie.....303
   1.2. Le mouvement gesellien et Irving Fisher : entre distance et reconnaissance.....306
2. « Nationaliser le système monétaire » : de Gesell au plan « 100 % Money ».....310
   2.1. La théorie quantitative de la monnaie, une arme aux mains des geselliens.....310
   2.2. La « nationalisation du système monétaire » : Gesell et le plan « 100 % Money » de Fisher.....312
   2.3. De Gesell à Frederick Soddy : une convergence profonde.....315
3. Theophil Christen et la « double monnaie dynamique » : une autre « tactique » franchiste 321
   3.1. « Monnaie absolue » et « double monnaie dynamique » : les propositions de Theophil Christen.....322
   3.2. De Theophil Christen à Robert Eisler : une autre convergence.....325
Conclusion.....330

Chapitre 10. Silvio Gesell et Maurice Allais.....332

1. La nécessité de l'annulation de l'intérêt pur.....333
2. Comment annuler l'intérêt ? Réforme monétaire et collectivisation du sol.....334
   2.1. Propriété foncière privée et positivité de l'intérêt.....334
   2.2. Thésaurabilité de la monnaie et positivité de l'intérêt.....336
   2.3. Méthode pour annuler l'intérêt : collectiviser le sol et réformer la monnaie.....337
3. La recherche de la neutralité monétaire de l'économie.....341
   3.1. Les facteurs d'instabilité de la monnaie : Thésaurabilité de la monnaie et création monétaire privée.....342

3.2. Une solution : la nationalisation du système monétaire.....344
4. Une philosophie politique commune.....345
4.1. Une condamnation des rentes : la suppression des « revenus non gagnés ».....345
4.2. L'intérêt personnel et la concurrence : moteurs du développement économique et du progrès social.....347
4.3. Organiser la liberté : pour un « planisme de structure ».....350
Conclusion.....351

Chapitre 11. Un socialisme libéral ?.....353

1. A la recherche d'une troisième voie : qu'est-ce que le socialisme libéral ?.....353
2. Des convergences nombreuses et fondamentales.....358
2.1. Le marché comme mode de coordination.....359
2.2. Le travail, seule source légitime de revenus.....359
2.3. Égalité des conditions, inégalité des positions.....360
2.4. Supprimer les rentes : impôt unique ou réformes de structure.....360
2.5. Le statut particulier de la monnaie et de la terre.....361
2.6. Autonomie collective, association et coopération.....363
2.7. Pacifisme et internationalisme.....365
2.8. Le socialisme libéral est-il anticapitaliste ?.....365
3. Divergences.....367
3.1. L'État ou l'autogestion ? La question de l'autonomie politique.....368
3.2. La politique ou la science ? La question de la souveraineté populaire.....368
4. Quatre types de socialisme libéral.....374
Conclusion.....378

Conclusion générale.....380

Bibliographie générale.....389
Textes de Silvio Gesell.....389
Autres sources bibliographiques.....392

Table des figures

Index des figures

Figure 1: Illustrations de "monnaie de réforme", 1906 77
Figure 2: Fac-similé du billet dont Gesell a demandé l'impression à la firme Parcus, 1919….91
Figure 3: Un Tauscher de 1931.....162
Figure 4: Billet de 1 Wära de 1927.....173
Figure 5: Les communes autour de Schwanenkirchen où la Wära circulait régulièrement (1932-1933) Carte élaborée par l'auteur sur fond de carte contemporain.....176
Figure 6: Billet de 10 Valors de 1934.....179
Figure 7: Bon d'Achat de 500 francs de 1957 émis par la Commune libre de Lignières-en-Berry (recto).....180
Figure 8: Bon d'Achat de 500 francs de 1957 émis par la Commune libre de Lignières-en-Berry (verso).....181
Figure 9: Cautela de compra de 50 cruzeiros de 1960 émis par l’Orecopa (recto).....182
Figure 10: Cautela de compra de 50 cruzeiros de 1960 émis par l’Orecopa (verso).....183
Figure 11: Un ABSchein de 5 Schilling.....185
Figure 12: "Einkaufsbriefe" de Lilienfeld, 1933.....189
Figure 13: Le système de l'IVA tel que présenté dans L’Ordre économique naturel.....259
Figure 14: Détail d’un fac-similé de monnaie gesellienne. Argentine, 1899.....342

Liste des abréviations

ABSch.	*Arbeitsbestätigungsschein*
ASM	*Aktionsgemeinschaft Soziale Marktwirtschaft*
BA	*Bon d'Achat*
BA	*Buchungsauftrag*
DAP	*Deutsche Arbeiterpartei*
DWG	*Deutsche Wirtschaftsgemeinschaft*
FFF	*Freiland-Freigeld-Festwährung*
FKB	*Fysiokratischer Kampfbund*
FPD	*Freiwirtschaftliche Partei Deutschlands*
FWB	*Freiwirtschaftbund*
FZ	*Freiwirtschaftliche Zeitung*
IEESG	*Instituto de Estudios Económicos Silvio Gesell*
INWO	*Jungbund für eine Natürliche Wirtschaftsordnung, puis Initiative Natürliche Wirtschaftsordnung*
KPD	*Kommunistische Partei Deutschlands*
LSP	*Liberalsozialistische Partei der Schweiz*
MNER	*Movimiento Nacional de Empresas Recuperadas*
NSDAP	*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*
Orecopa	*Organização Econômica Pórtoalegrense*
PAR	*Programa de Autosuficiencia Regional*
RAR	*Revolutionärer Arbeiterrat*
RGT	*Red Global de Trueque*
SFB	*Schweizerischer Freiwirtschaftbund*
SFFB	*Schweizer Freiland-Freigeld-Bund*
SPD	*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*
UDCA	*Union de Défense des Commerçants et des Artisans*
USPD	*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*
VS	*Verrechnungsschein*
ZLB	*Zero Lower Bound*

Remarques sur la traduction et les citations

Nous avons fait le choix de faire systématiquement figurer le texte original des sources primaires en regard de sa traduction. Trois langues sont concernées : l'allemand, l'anglais, et le castillan. Si aucune référence n'indique l'origine de la traduction proposée, c'est que celle-ci a été réalisée par nos soins : c'est le cas pour de nombreux textes de langue allemande, inédits à ce jour en français.

Sur quelque choix de traduction et de terminologie

- Le mot *Geld* a été traduit par *monnaie*, plutôt que par le mot argent, qui lui est parfois préféré. Le terme argent en français, outre les confusions qu'il peut induire avec le métal du même nom, renvoie d'abord à la dimension matérielle de la monnaie, quand le terme Geld renvoie à la fois à ses dimensions matérielles et institutionnelles.

- Le mot *Freiwirtschaft*, qui désigne une partie du mouvement gesellien, signifie littéralement économie libre. On a préféré à cette traduction le terme *économie franche* ou *franchisme*, adopté par la partie francophone du mouvement. Le même principe a été appliqué au mot *Freigeld*, monnaie libre, traduit par *monnaie franche*.

- Nous avons choisi de réserver le terme *monnaie fondante*, parfois associé à Gesell et qui traduit l'allemand *Schwundgeld*, aux expériences monétaires locales qui voient le jour dans la deuxième moitié des années 1920 en Allemagne – période où ce terme se diffuse progressivement, notamment dans la presse. Pour évoquer cet aspect des propositions de réforme monétaire geselliennes, qui correspondent au terme anglais *demurrage*, nous parlerons, selon les cas, de *dépréciation* ou de *taxation périodique des moyens de paiement*.

Sur les citations

Les renvois bibliographiques indiquent la date de parution de l'édition citée, et signalent entre crochets la date de première parution du texte, lorsque celle-ci est connue. Les

textes issus des *Œuvres complètes [Gesammelte Werke]* de Silvio Gesell éditées de 1988 à 1997 par Werner Onken, font exception à ce principe : pour faciliter la lecture, les renvois indiquent la date de première parution du texte concerné. L'ouvrage qui synthétise la pensée de Gesell, *L'Ordre économique naturel*, est cité en règle générale dans sa quatrième édition, datée de 1920. Pour ne pas alourdir la lecture, nous n'avons pas systématiquement rappelé que la première édition de ce texte date de 1916.

Sauf mention contraire, les emphases figurent dans les textes cités, qui sont reproduits le plus fidèlement possible.

Introduction générale

Une doctrine ne meurt jamais ; elle dort.
(Daniel Villey, cité selon Herland 1992)

C'est la monnaie et le marché, la vraie police du capitalisme.
(Deleuze et Guattari 2012 [1972], 287)

La crise économique mondiale de 2009, et la période prolongée de stagnation économique qui l'a suivie, ont eu au moins un effet inattendu : celui de ramener dans la bouche des banquiers centraux le nom de Silvio Gesell. Après avoir maintenu leurs taux d'intérêt à zéro pendant plusieurs années, devant l'inefficacité de la relance monétaire et la menace de déflation, plusieurs banques centrales – dont la Banque centrale européenne (BCE), celle du Danemark, de la Suède, de la Suisse, puis celle du Japon – fixent à partir de 2014, pour la première fois dans l'histoire, des taux d'intérêt nominaux négatifs. Au moment de prendre cette décision, la figure de ce commerçant et économiste autodidacte, qui a proposé dès la fin du XIXe siècle une taxation périodique des moyens de paiement, leur revient logiquement en mémoire. Deux mois après la décision de la BCE de fixer un taux d'intérêt négatif sur sa facilité de dépôt, Benoît Cœuré, membre de son directoire, s'interroge ainsi : en fin de compte, Gesell serait-il effectivement un « prophète », comme le suggérait John Maynard Keynes en 1936 (Cœuré 2014) ?

Rétrospectivement, il y a quelque chose d'étonnant à l'invocation, par des économistes parmi les plus puissants et les plus prestigieux de la planète, d'une figure comme Gesell : longtemps marginalisé dans l'histoire des idées économiques, ce dernier n'a rien d'un *policy advisor*, et n'a, jusqu'en 2014, que rarement été pris au sérieux par l'académie. Ses théories

lui valent d'ailleurs souvent d'être désigné, d'après les mots de Keynes, comme un excentrique (« crank ») ou un hérétique (Dimand 1991; Ingham, Coutts, et Konzelmann 2016), avec parfois une pointe de tendresse, mais en le présentant, toujours, comme l'une des curiosités que l'histoire de la pensée produit parfois. De son œuvre pléthorique, on retient surtout son idée d'estampiller périodiquement les billets de banque afin d'accélérer la circulation monétaire. Le projet de Gesell est cependant bien plus ambitieux : il démontre en effet que deux des institutions fondamentales du système économique – les modalités d'accès et d'usage de la terre d'une part, et le système monétaire d'autre part – fonctionnent en fait comme des outils de captation des richesses produites dans l'économie au bénéfice d'une classe oisive. En les réformant, il espère trouver la voie vers une transformation radicale de l'économie, permettant l'élimination des classes sociales tout en préservant la liberté et l'autonomie personnelle des agents économiques. Alors que les inégalités de patrimoine deviennent de plus en plus extrêmes à l'échelle mondiale – 1 % des humains possèdent 43 % des actifs financiers, d'après le dernier rapport de l'ONG Oxfam (2024) –, et que le capital capte une part toujours plus importante de la valeur ajoutée au détriment du travail (International Labour Organization 2022, 54; OECD 2023, 52), l'œuvre de Gesell pourrait sans doute être mobilisée à meilleur escient que pour suggérer des outils de politique monétaire : Gesell nous invite en effet à réfléchir au rôle structurel des institutions fondamentales de l'économie, et en particulier, au rôle du système monétaire, dans ce phénomène de concentration des richesses. La monnaie, nous dit-il, n'est pas simplement un outil technique permettant de faciliter les échanges : elle est un rapport social fondamental dans nos sociétés, qui cristallise les conflits de distribution et les rapports de pouvoir entre les groupes sociaux ; elle doit donc être étudiée et analysée comme telle.

Ce travail propose de revenir sur l'œuvre de Silvio Gesell afin d'étudier ses thèses, leurs origines, le mouvement politique qu'elles ont inspiré, et leurs diverses postérités, tant sur le plan des idées et des théories académiques que de leurs concrétisations pratiques. Il poursuit ainsi l'ambition de redonner à la pensée et au personnage de Gesell toute leur complexité, et de les réinscrire dans l'histoire des mouvements politiques socialistes. « L'avenir apprendra plus de l'esprit de Gesell que de celui de Marx », enchérissait Keynes dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (2013b [1936], VII:355) : Quel est donc cet « esprit de Gesell » auquel l'un des plus grands économistes du XXe siècle a rendu hommage ? Cette thèse s'efforce de contribuer à le définir.

Revue de la littérature existante

La littérature scientifique consacrée à l'œuvre de Silvio Gesell s'articule principalement autour de quatre corpus. Le premier s'intéresse à la place de Gesell dans l'histoire de la pensée économique, et aux liens de filiation et de paternité qu'il entretient avec les idées des auteur·ices majeur·es de la discipline (1). Le deuxième, déjà évoqué plus haut, tente de réactiver le souvenir des propositions geselliennes comme de possibles outils de politique monétaire, en particulier pour faire face à la « barrière du taux zéro » (*Zero Lower Bound*, ZLB) (2). Un troisième ensemble de contributions évoque la figure de Gesell comme inspirateur de système monétaires parallèles ou locaux (3). Le quatrième corpus a ceci de particulier qu'il est issu du mouvement inspiré par les idées de Gesell, le « mouvement pour une économie franche » (*Freiwirtschaftbewegung*[1]). Ce mouvement, toujours actif à nos jours de diverses manières, s'efforce de démontrer la pertinence de la pensée de Gesell pour faire face aux problèmes économiques contemporains (4).

1. Silvio Gesell dans l'histoire de la pensée économique.

Silvio Gesell jouit de la notoriété conférée par les cinq pages que lui consacre Keynes dans sa *Théorie Générale* (2013b [1936], VII:353-57). C'est principalement cette ligne de filiation, qui relie la pensée de Gesell à celle de Keynes et aux doctrines de Proudhon, qui fait l'objet de publications par les historien·nes de la pensée : elle est ainsi relevée dès les années 1940 par Dudley Dillard (1942b; 1942a; 1997 [1940]), et rappelée par Charles Rist (1955). Michel Herland, dans un article de 1977, montre la parenté sans équivoque du plan Bancor de Keynes avec les idées de Proudhon et de Gesell, et avant eux, celles de Boisguilbert : il identifie, à partir de ces doctrines, « un courant théorique selon lequel c'est le mauvais fonctionnement du secteur monétaire qui, au moins pour une grande part, est responsable des crises économiques. » Dans un texte de 1987, le même auteur présente également les théories de Gesell sur l'intérêt comme une étape intermédiaire entre celles de Knut Wicksell et celles de Keynes. La parenté des idées de Gesell et de Keynes est encore soulignée par Seccareccia (1987; 1988; 1997), qui voit déjà chez Gesell la notion keynésienne de préférence pour la liquidité, et établit quant à lui un lien entre la pensée de Gesell et celle de deux autres réformateurs du début du XXe siècle, Frederick Soddy et Nicholas Johannsen. Darity (1995) identifie pour sa part chez Proudhon et Gesell la « philosophie politique » de Keynes ; mais c'est Guido Preparata (2002) qui va le plus loin, en soutenant sans détour que Keynes a

1 Voir plus bas les remarques sur notre politique de traduction.

directement emprunté à Gesell de larges pans de sa théorie de l'intérêt et de son analyse monétaire des crises. Sans aller jusque là, Cordelius Ilgmann (2015) défend la thèse que les écrits de Gesell constituent la porte d'entrée vers des lectures de l'œuvre de Keynes plus fidèles aux intentions de l'auteur. Carlos Louge (2015), en soulignant la proximité de Gesell et Keynes, tente d'établir que les théories de Keynes sont d'origine argentine[2], et fait le lien entre la pensée de Gesell et celle d'économistes argentins qu'il cherche à rassembler au sein d'une « école économique du Río de la Plata ». Dernièrement, Aldo Barba (2023) s'appuie sur les archives des correspondances de Keynes avec un militant du mouvement gesellien pour éclairer les débats portant sur la théorie de l'intérêt de Gesell.

D'autres publications font état de liens moins systématiquement explorés. Rosario Patalano (2017) est l'un des seuls auteurs à analyser la relation de la pensée de Gesell avec celle d'Irving Fisher, malgré l'importance de celle-ci. On peut également évoquer les textes de l'auteur japonais Tsuyoshi Yuki, qui s'efforce de confronter la pensée gesellienne à une autre tradition critique avec laquelle Gesell cherche à rivaliser : la tradition marxiste (2021). Yuki signale d'ailleurs un certain nombre de textes japonais à propos de Gesell, dont le contenu ne nous est malheureusement pas accessible en raison de la barrière linguistique (Aida 2001; 2010; Morino 2000). Morino (2000) semble ainsi faire le lien entre la pensée de Gesell et les écrits du romancier allemand Michael Ende. Lanteri (2011) explore quant à lui l'affinité de la pensée de Gesell avec l'éthique économique du poète américain Ezra Pound. Enfin, Oreste Popescu (1963; 1997) et Florencia Sember (2020) proposent des présentations générales et des mises en contexte historique de l'œuvre de Gesell.

Si l'affinité de la pensée de Gesell avec celle de Keynes et de Proudhon a fait l'objet de plusieurs publications de qualité, on voit ainsi qu'il existe un manque criant dans l'étude de la relation de la pensée gesellienne avec les pensées libérales plus orthodoxes, et en particulier avec la tradition issue de la pensée d'Irving Fisher, alors même que Fisher a collaboré de près avec un membre du mouvement gesellien, Hans Cohrssen, et repris à son compte certaines propositions pratiques geselliennes (Fisher et Cohrssen 1933). Maurice Allais, grand admirateur de Fisher et promoteur, lui aussi, de profondes réformes monétaires et sociales (1990a; 1990b), se reconnaît d'ailleurs explicitement dans certaines conclusions de Silvio Gesell (1998 [1947], 599), sans que la littérature économique n'ait jamais étudié cet hommage surprenant. De plus, aucune publication n'analyse la revendication, par Gesell, de

2 Les premiers écrits de Gesell sont rédigés alors que celui-ci est établi comme commerçant en Argentine, voir ch. 1.

la qualification de « physiocrate » pour lui et une partie de son mouvement, et la généalogie possible que celle-ci suggère avec l'école de pensée française initiée par François Quesnay. Enfin, on peut relever que la pensée de Gesell est presque systématiquement présentée de manière abstraite, à partir de ses propositions les plus connues, sans mention claire et détaillée de leur contexte d'émergence, ni du large mouvement politique qui les a portées.

2. Les propositions de Silvio Gesell, une solution face à la « barrière du taux zéro » ?

Le second corpus mobilisant la figure de Gesell, identifié à sa proposition pratique de taxation périodique de la monnaie courante, a pour objectif d'alimenter la réflexion des banquiers centraux ; il cherche à contrer en particulier une limite à l'efficacité des politiques monétaires à laquelle les banques centrales se heurtent dans la pratique à compter de la fin du XXe siècle : la « barrière du taux zéro », ou *Zero Lower Bound* (ZLB). Dès lors que les billets et les pièces peuvent être conservés par les agents économiques sans coût substantiel, il est impossible pour les banquiers centraux d'abaisser leurs taux directeurs en-dessous de zéro. S'ils s'aventuraient à le faire, les agents se tourneraient vers la détention de monnaie courante, puisque celle-ci assure en toute hypothèse un rendement de 0 %. Ce problème représente une limite majeure à l'efficacité de la politique monétaire pour relancer une économie en situation de stagnation. Pour y faire face, certains auteurs redécouvrent les propositions de Gesell, déjà mentionnées par Fisher comme des remèdes pratiques utiles pendant la dépression des années 1930 (1933; 1934). Marvin Goodfriend (2000) est l'un des premiers à le faire : sans faire référence à Gesell, il propose aux banques centrales d'imposer une taxe (*i.e.* un taux d'intérêt négatif) sur les réserves excédentaires détenues par le banques commerciales auprès de la banque centrale, et d'imposer dans le même temps une « taxe au porteur » (*carry tax*) de 5 % sur l'ensemble de la base monétaire (y compris la monnaie manuelle, par le moyen de bandes magnétiques apposées sur les billets). Il a alors à l'esprit la situation de la Banque du Japon, dont les taux d'intérêts sont à l'époque bloqués à zéro depuis deux ans, et qui est de ce fait privée de ce levier de relance monétaire. Buiter et Panigirtzoglou (1999; 2003) concluent comme lui que ces propositions sont à la fois faisables et efficaces pour sortir d'une situation de « piège à liquidités » (*liquidity trap*) ; ils font cette fois explicitement le lien avec les propositions geselliennes. Dans leur modèle, c'est une conversion périodique des billets de banque qui permet la levée de la taxe. En réponse à la proposition de Fukao (2004) de soumettre tous les actifs financiers publics à une taxation périodique, Buiter (2005) réaffirme qu'une taxation de l'ensemble des composantes de la base monétaire suffirait à permettre à la

banque centrale de s'affranchir de la ZLB. Comparant les propositions de Gesell à celles d'un autre réformateur monétaire des années 1930, Robert Eisler, il conclut que les propositions de Gesell lui semblent plus robustes.

La crise économique mondiale de 2008 fait changer la discussion d'échelle : la stagnation économique s'étend désormais à l'ensemble de l'économie mondiale. Buiter (2009) identifie trois manières de s'émanciper de la ZLB : la suppression de la monnaie manuelle, une taxation périodique de la monnaie courante (prônée par Gesell), et la définition d'un taux de change entre la monnaie de compte et les moyens de paiement (prônée par Eisler). Ces propositions sont discutées à la fois par des économistes renommés (Mankiw 2009; Rogoff 2014) et par les banquiers centraux, d'autant plus après l'adoption par la Banque centrale européenne, en juin 2014, d'un taux d'intérêt négatif sur les réserves excédentaires des banques commerciales (Cœuré 2014; 2016; Haldane 2015). Miles Kimball (2015) estime pour sa part que le fait de fixer des taux d'intérêt négatifs n'est pas une politique monétaire non-conventionnelle dès lors que l'on parvient à faire peser ces taux d'intérêt négatifs y compris sur le papier-monnaie. Dans deux *Working Papers* édités par le FMI, Kimball et son co-auteur Ruchir Agarwal (2015; 2019) évoquent plusieurs manières de faire supporter des taux négatifs au papier-monnaie dans le cadre du système bancaire actuel. Pour finir, Ilgmann et Menner (2011) proposent une remise en perspective historique bienvenue de ces débats sur les taux d'intérêt négatifs qui manquent parfois de recul sur leur objet, et soulignent que certains modèles de « search » néoclassiques concluent eux aussi à l'efficacité de l'imposition de taux d'intérêt négatifs sur la monnaie.

Ce corpus montre que la pensée de Gesell a connu, dans la période récente, un regain d'intérêt, après de longues années de marginalité : c'est en particulier la valeur pratique de sa proposition de taxation périodique de la monnaie qui est mise en avant. La valeur et l'intérêt de cette actualisation des propositions geselliennes est indéniable, en particulier pour les économistes et banquiers centraux chargés de mettre en œuvre les politiques monétaires. À de rares exceptions près, la vision de Gesell qui est présentée dans ces contributions est cependant assez réductrice et instrumentale : la pensée de Gesell n'est pas présentée dans sa cohérence, et les objectifs qu'il poursuit réellement par l'intermédiaire de ses propositions ne sont pas précisés. Les projets de réforme geselliens sont en effet bien plus ambitieux, tant en termes de finalités que de moyens, que cette littérature ne le laisse penser.

3. Silvio Gesell et les systèmes monétaires parallèles

Le troisième champ de recherche évoque la figure de Gesell comme inspirateur de systèmes monétaires parallèles ou locaux. Ce champ est inauguré dès 1938 par la thèse de Janine Delannès intitulée « La monnaie fondante », qui fait une part importante aux récits d'application pratique à l'échelle locale des théories monétaires geselliennes, en particulier aux États-Unis, en Allemagne et en Autriche. Jérôme Blanc (1998a; 1998b; 1998c; 2001; 2007) prend sa suite, en décrivant de manière détaillée le contexte d'émergence des théories de Gesell et la manière dont celles-ci ont inspiré des expériences locales, en particulier au début des années 1930 dans les villes de Schwanenkirchen en Allemagne et de Wörgl en Autriche (une expérience également décrite dans le travail d'Ester Barinaga Martin (2024)), ou encore aux États-Unis, notamment sous l'impulsion d'Irving Fisher. Cette expérience américaine est aussi évoquée par Loren Gatch (2006) et Jonathan Warner (2010; 2012). C'est Claude Million qui en fait le compte-rendu le plus détaillé (2019) ; s'appuyant sur un travail d'archive et des entretiens menés avec Hans Cohrssen, il décrit aussi les efforts de Fisher pour promouvoir le déploiement d'une monnaie timbrée aux États-Unis, à l'échelle nationale et à divers échelons locaux, entre 1932 et 1934. Enfin, Hugo Godschalk (2012) tente de tirer de ces expériences des leçons quant à l'intérêt, pour un système monétaire parallèle, de mettre en place un mécanisme de « *demurrage* » (dépréciation périodique).

Gesell continue aujourd'hui d'inspirer la mise en place de systèmes monétaires parallèles et de nourrir un imaginaire monétaire alternatif : c'est ce que soulignent l'universitaire péruvien Jürgen Schuldt (1997) et la chercheuse argentine Adela Plasencia (2012). Certaines expériences monétaires menées en Argentine pendant la crise économique de 2001, impliquaient une dépréciation périodique de la monnaie (voir par ex. Plasencia 2008), ce qui amène le nom et les idées de Gesell à être fréquemment cités dans le contexte de leur étude, et à propos d'expériences plus contemporaines (Valdecantos 2018; cf. ch. 1).

4. L'actualité du mouvement gesellien

Le quatrième corpus de contributions se distingue par le fait qu'il n'est pas exclusivement le fruit du travail d'universitaires, mais également d'institutions et de personnes engagées dans le mouvement initié par Silvio Gesell et toujours actif à ce jour. Ces contributions cherchent à démontrer la pertinence et l'actualité des solutions prônées par Silvio Gesell. Une revue, la *Zeitschrift für Sozialökonomie*, rassemble de très nombreux articles, en langue allemande pour la plupart, confrontant la pensée de Gesell aux enjeux contemporains. Les ouvrages de Dieter Suhr (1986; 1989), Helmut Creutz (2008; 2018) ou

Werner Onken (2020) procèdent de la même démarche. Le mouvement gesellien a également produit des ouvrages historiques à propos de la vie de Gesell (Schmid 1954; Onken 1999; 2018) ou de l'histoire de son mouvement (Werner 1989; Bartsch 1994). Ces publications sont d'une qualité variable au regard des standards académiques. Une contribution se distingue : celle de Dirk Löhr (2012), qui s'efforce de faire le lien entre les théories de Gesell et les enjeux écologiques contemporains.

Objectif de la thèse

Cette revue de la littérature impose plusieurs constats. D'abord, Gesell demeure mal connu : aucun travail académique d'ampleur n'a été consacré à son œuvre depuis les années 1940. Son nom est systématiquement associé à l'idée d'une dépréciation périodique de la monnaie (*i.e.* d'un taux d'intérêt négatif qui pèserait sur celle-ci), alors même que ce mécanisme ne correspond qu'à une partie de ses préconisations pratiques : ni celles-ci, ni la théorie qui est à leur fondement ne font d'ailleurs véritablement l'objet d'une présentation et d'une analyse d'ensemble dans la littérature existante. La place de Gesell dans l'histoire des idées est en outre très fréquemment présentée de manière réductrice : celui-ci est principalement reçu comme servant d'intermédiaire entre la pensée de Proudhon et de Keynes, sans, souvent, qu'une attention sérieuse ne soit portée aux affinités réelles de sa théorie avec d'autres courants de la pensée économique libérale. Enfin, les idées de Gesell sont parfois présentées de manière décontextualisée et dépolitisée, sans mention de l'important mouvement politique qui les a portées, ni de la place que ce mouvement pourrait prendre dans l'histoire du socialisme.

Ce travail veut contribuer à combler ces manques. Il s'agit pour nous d'exposer de manière systématique l'origine et le contexte d'émergence des idées geselliennes et la manière dont celles-ci se sont implantées en Europe dans l'ensemble de l'espace germanophone, en nous appuyant sur un travail d'archive approfondi, afin de pouvoir donner à Gesell sa juste place dans l'histoire des idées économiques, sans occulter l'aspect politique de sa pensée, ni la critique fondamentale du capitalisme dont il s'estime porteur.

Notes sur la méthodologie. L'histoire de la pensée économique, une science des possibles ?

L'histoire des idées économiques est riche en théories que le progrès scientifique a laissées sur le bord du chemin, marginalisées, défaites ou ignorées. Faut-il regarder ces théories comme dépassées, et penser qu'elles n'ont plus rien à nous dire ? Ce serait considérer que la science se construit de manière cumulative, dans un progrès constant vers un dévoilement toujours plus précis de la vérité. Cette idée d'une science économique unifiée et en progrès ne correspond pas à la réalité. Chaque auteur·rice qui cherche à contribuer à la construction des savoirs économiques élabore ses propositions à partir du savoir disponible à son époque, mais aussi à partir d'un point de vue ancré dans un contexte historique. Les savoirs vraisemblables ont ainsi toujours un caractère temporaire (Dockès et Servet 1992): il s'agit ainsi non pas de faire l'histoire de la science économique, mais bien l'histoire des doctrines, situées, partielles et forcément partiales. Il s'agit de voir l'histoire de la pensée plutôt comme une histoire des controverses (Latour 2021) que comme celle de la fabrique d'une science économique unifiée. Seule la connaissance et l'étude de ces controverses sont à même de permettre l'émergence d'une pensée critique véritablement informée au sein de notre discipline.

Ce postulat doit aussi nous conduire à ne pas adopter une délimitation trop rigide entre la science des experts et celle des praticiens ; les mouvements sociaux, les choix de dirigeants politiques, les expériences pratiques, les contestations en acte et les théories profanes sont des éléments de controverse tout aussi importants qu'une publication scientifique, l'ouvrage d'un·e chercheur·euse aguerri·e ou une communication dans un colloque – bien qu'ils ne puissent évidemment pas être placés sur le même plan. A notre avis, l'histoire de la pensée doit donc rechercher une connaissance précise du contexte historique d'émergence des idées et de leur fortune pratique. Toutes les théories cherchent à produire un effet sur le monde : l'histoire d'une pensée semble nécessairement incomplète si l'on n'en vient pas à rechercher dans quelle mesure elle y a réussi et dans quelle mesure elle y a échoué. Il nous semble que dans le champ disciplinaire de l'économie, où les enjeux scientifiques et politiques sont impossibles à dissocier[3], appelle particulièrement une telle méthode.

3 Schumpeter s'y est essayé dans son *Histoire de l'analyse économique* (2004), dans laquelle il poursuit cependant un objectif bien précis (*ibid.*, 25-26).

Ce point de départ historique, matérialiste, nous a amené à chercher, lorsque c'était possible, à reconstituer le cheminement concret des idées : correspondances, récits de rencontres, lectures avérées, citations explicites, nous ont parfois permis de le faire. Mais cette voie n'est pas toujours ouverte, soit que cette reconstitution soit matériellement impossible, soit que les idées n'aient tout simplement pas cheminé concrètement : il arrive en effet que deux auteur·rices redécouvrent la même idée à plusieurs années, décennies ou siècles d'intervalle, sans qu'il faille nécessairement postuler le « plagiat »[4], ou l'inspiration directe ou indirecte. Pour étudier ces échos, ces récurrences de motifs entre la pensée d'auteurs en apparence éloignée, une part d'analyse rationnelle est donc nécessaire, afin d'estimer si celle-ci peut provenir d'une perspective analytique commune ou de postulats communs. Si elle s'enferme dans le matérialisme, l'histoire de la pensée ne peut espérer rendre compte de l'existence de filiations, de courants de pensée, et manque alors à sa mission de rendre intelligibles les controverses du passé. Ce travail de mise en analogie de doctrines énoncées à des époques différentes doit être effectué avec prudence : les contre-sens et les projections rétrospectives sont des écueils dont il convient de ne pas minimiser le danger. Cette entreprise ne doit pas non plus nous conduire à regarder les affinités établies entre deux doctrines comme des généalogies – ce qui reviendrait à postuler des circulations d'idées que nous ne sommes pas en mesure d'établir.

Pour nous, l'histoire de la pensée est en quelque sorte une histoire des possibles : les doctrines délaissées et leurs échos pratiques dessinent les contours d'un ailleurs, d'hétérotopies qu'il est toujours possible de réactiver pour nourrir la critique de ce qui est – ou tout simplement, pour nourrir l'imagination, et inspirer, grâce aux idées du passé, d'autres manières de penser et d'agir dans le monde. Cartographier ces ailleurs : voilà, à notre sens, l'ambition qu'elle doit poursuivre.

Sources et corpus

Le corpus primaire sur lequel nous nous sommes appuyés pour réaliser ce travail est constituée des *Œuvres complètes* [*Gesammelte Werke*] de Silvio Gesell, éditées par Werner Onken en 18 tomes (dont un tome de correspondances) entre 1988 et 1997, et non traduites de l'allemand à ce jour. Pour faciliter la lecture, les textes issus de ces ouvrages sont cités selon leur date de parution originale : leur origine exacte – en particulier le tome dont ils sont issus – est indiquée en bibliographie. À ce premier ensemble de textes se sont ajoutées, pour

4 Voir par ex. Preparata (2002)

comparaison, les traductions en français (1948) et anglais (1958) de *L'Ordre économique naturel*, l'ouvrage où Gesell synthétise les plus grandes lignes de sa pensée, ainsi que la réédition, sous l'égide du ministère argentin de l'économie, des textes hispanophones de Gesell (2020).

Ce premier corpus a été complétée par l'exploitation d'un corpus secondaire issu de plusieurs fonds d'archive :

- La *Freiwirtschaftliche Bibliothek*, conservée pour partie au sein des Archives économiques suisses (*Schweizerisches Wirtschaftsarchiv*, SWA) de l'Université de Bâle, et pour une autre partie par M. Claude Million, avec lequel nous avons pu échanger. Ces archives conservent de nombreux textes et documents issus du mouvement gesellien, en particulier les œuvres de Theophil Christen, Georg Blumenthal, Jean Barral, Werner Zimmermann, Johannes Ude, Fritz Schwarz ou Hans Bernoulli.

- Les archives de la Banque WIR, à Bâle, auxquelles M. Daniel Flury nous a donné accès. Nous y avons notamment consulté l'ensemble des bulletins d'information diffusés par l'organisation depuis sa création (*Wirtschaftsring*, *WIR-Nachrichten*, *WIR-Pionier*), ainsi que plusieurs ouvrages de Werner Zimmermann, des publications internes de la Banque, et des travaux de recherche portant sur cette expérience.

Nous avons pu accéder à ces fonds au cours d'un séjour de recherche à Bâle à l'automne 2020.

- L'*Archiv für Geld- und Bodenreform*, hébergé par l'Université Carl-von-Ossietzky d'Oldenbourg, conserve de très nombreux documents et ouvrages issus du mouvement gesellien, de ses débuts à nos jours. Notre séjour nous a notamment permis d'y consulter les archives de plusieurs titres de presse du mouvement (les éditions allemande et suisse de la *Freiwirtschaftliche Zeitung*, *Letzte Politik, TAU*, *Wära Handelsblatt*). Il a également été l'opportunité d'échanger avec Werner Onken, qui y joue le rôle d'archiviste et nous a donné accès à des documents rares (coupures de presse, correspondance de Silvio Gesell et Jean Barral, échantillons numismatiques…). Son aide et ses éclairages ont été précieux tout au long de la

rédaction de cette thèse. Nous avons pu accéder à ce fonds au cours d'un séjour de recherche à Oldenbourg au printemps 2022.

- Enfin, la *Bibliothek der Freien*, à Berlin, qui détient des documents d'archive en lien avec le mouvement gesellien, nous a permis d'y accéder à distance.

Cette thèse s'appuie donc avant tout sur la littérature primaire issue des œuvres complètes de Silvio Gesell, des œuvres de ses proches et des membres du mouvement gesellien, ainsi que sur les titres de presse associés au mouvement gesellien et aux expériences pratiques qu'il a portées. Ce travail nous a donné l'opportunité de reproduire et de traduire des extraits de textes inédits en français, et parfois difficilement trouvables. Pour cette raison, le choix a été fait de faire systématiquement figurer la version originale en regard des extraits traduits. Sauf mention explicite d'une autre source, toutes les traductions ont été réalisées par nos soins.

Problématisation, définitions et cadre théorique

1. Silvio Gesell et le mouvement pour une économie franche

Silvio Gesell naît en 1862 dans la commune prussienne de Sankt Vith (actuellement Saint-Vith, en Belgique), dans le canton de Malmedy, comme le septième enfant d'une fratrie de neuf. Sa mère est une enseignante catholique wallonne, et son père un protestant prussien employé dans l'administration fiscale du canton (Onken 1999, 6). Après avoir conclu ses études secondaires, Gesell rejoint son frère à Berlin pour apprendre à ses côtés le métier de commerçant. Celui-ci l'envoie pendant deux ans dans la ville de Malaga, où il est correspondant de commerce pour son compte. Après un an de service militaire, et des expériences comme employé de commerce à Brunswick et Hambourg, Gesell quitte l'Europe pour s'établir à Buenos Aires, en Argentine, en 1887. Il s'y établit à son compte, ouvrant une filiale de l'entreprise détenue par son frère à Berlin, puis une entreprise de cartonnage.

En 1890, l'Argentine est frappée par une grave crise économique, qui détermine Gesell à se pencher sur les questions monétaires ; il le fait sans connaissances théoriques, à partir de sa seule expérience de commerçant : ce n'est que plus tard qu'il se penche, en autodidacte, sur la littérature économique de son époque. En 1899, Gesell quitte l'Amérique pour s'établir en Suisse, aux Hauts-Geneveys, dans le canton de Neuchâtel, dans une ferme qu'il exploite tout en continuant de se former à l'économie et de promouvoir ses propositions

de réforme. Après un nouveau séjour de plusieurs années en Argentine, de 1906 à 1911, il revient en Europe. Laissant sa famille en Suisse (aux Hauts-Geneveys, puis à Stäfa, au bord du lac de Zurich), il s'établit dans la colonie Eden, à Oranienbourg, près de Berlin – un lieu créé par des réformateurs fonciers et fréquenté par de nombreuses figures issues des cercles libertaires. Impliqué dans la courte aventure de la République des Conseils de Bavière, il est interdit de séjour en Suisse après la première guerre mondiale. Il s'établir alors à Rehbrücke, près de Potsdam, avant de revenir à Eden en 1925, après un dernier voyage en Argentine. Il décède à Eden en 1930 (Binn 1978; Onken 1999, 6-11).

Le mouvement pour une économie franche (*Freiwirtschaftbewegung*), initié par le Gesell, atteint l'apogée de son développement entre les deux guerres mondiales. Ce mouvement porte une critique des institutions économiques dans un sens différent de celui proposé par l'économie politique marxiste : si, pour ce dernier, c'est la question du travail, de son exploitation et de son aliénation qui doit être au cœur de la critique du capitalisme et de son dépassement, le mouvement gesellien concentre pour sa part sa réflexion et son action sur deux autres institutions fondamentales de la sphère économique : la monnaie d'une part, et la terre d'autre part. Les modalités de la propriété et de l'usage privé de la terre et le système monétaire fondé sur un étalon métallique sont désignés par Gesell comme les instruments de la captation et de la concentration des richesses économiques entre les mains d'une classe oisive : c'est ce phénomène qu'il nomme le capitalisme.

Si, au début du XXe siècle, la réforme foncière possède d'ores et déjà plusieurs défenseurs importants (George 1916; Flürscheim 1884; Hertzka 1890; Walras 1896, pour n'en citer que quelques uns), aux théories desquelles Gesell ne fait pas d'apport majeur, ce n'est pas le cas de la réforme monétaire qu'il prône dès 1891. C'est cette proposition de réforme fondamentale du système monétaire qui fait l'originalité de sa doctrine, et qui fait l'objet, par Gesell et son mouvement, de l'investissement argumentatif le plus important ; c'est également cette proposition qui lui permet d'accéder à la notoriété au-delà de son mouvement, jusque dans les cercles académiques, comme on l'a vu plus haut. C'est donc sur cet aspect des théories geselliennes que nous axerons principalement notre analyse – sans pour autant ignorer la place de la réforme foncière dans le dispositif théorique et pratique de Gesell.

2. Un cadre institutionnaliste pour aborder le problème monétaire

L'établissement d'un lien entre système monétaire et capitalisme soulève des questions importantes. En premier lieu, il exige que nous puissions nous doter d'une conception de la monnaie comme institution politique. Pour comprendre et critiquer l'argumentation de Gesell, nous ne pouvons nous contenter de définir la monnaie par ses fonctions, comme le prône le paradigme dominant en sciences économiques : nous avons besoin d'un concept de la monnaie comme rapport social, à l'interface entre sphère économique et souveraineté politique. L'approche institutionnaliste de la monnaie, telle qu'elle s'est développée en France depuis le début des années 1980 (Aglietta et Orléan 1998; 2002; Théret 2007; Alary et al. 2016) propose une telle approche du fait monétaire. C'est ce corpus qui nous servira de cadre de référence pour définir la monnaie tout au long de ce travail. À sa suite, nous regardons la monnaie comme un phénomène indissociablement symbolique, économique et politique (Théret 2016). La monnaie doit tout d'abord être étudiée comme une institution, c'est-à-dire un ensemble de règles, de nature politique. Ces règles fondent la possibilité des échanges, c'est-à-dire de la quantification et du paiement des dettes au sein d'une société donnée. En tant qu'institution politique, la monnaie émane ainsi nécessairement d'une communauté politique. Ses règles sont l'expression de la souveraineté politique de cette communauté. Elles conditionnent la manière dont certains objets physiques se voient investis de la confiance collective, et dotés du pouvoir de représenter l'ensemble de la communauté dans les échanges : c'est l'aspect symbolique de l'institution monétaire, qui permet l'émergence et le fonctionnement d'un système de paiements, envisagé comme circulation concrète de signes ou d'objets matériels. Simultanément, elles permettent à la monnaie d'être reconnue par l'ensemble de la communauté comme le langage permettant d'exprimer et de quantifier les valeurs économiques, et donc de servir d'unité de compte pour les dettes contractées entre ell·eux par les membres de la communauté. Par là, la monnaie crée les conditions de l'émergence du marché (Aglietta et al. 1998; Aglietta et Orléan 2002, 11-33; Théret 2016).

Parmi les trois fonctions canoniques de la monnaie (unité de compte, moyen de paiement, moyen de mise en réserve de la valeur), seules deux sont donc, selon cette définition, proprement monétaires : le compte et le paiement. Courbis, Froment et Servet (1990) défendent ce point de vue, et affirment que l'idée d'une fonction « réserve de valeur » de la monnaie « repose sur la conviction que pour qu'un objet serve de monnaie, d'instrument de mesure ou d'échange, il doit avoir une valeur stable, plus stable que les autres biens. » Certaines monnaies, dans l'histoire, ont cependant connu de fortes instabilités de valeur tout en continuant d'être utilisées comme unité de compte et moyens de paiement. Le fait de

vouloir attribuer à la monnaie la fonction de réserve de valeur, ajoutent-ils, « s'appuie sur la vision d'une monnaie-marchandise », qui n’est pas indépassable.

3. Définir le capitalisme à travers les flux monétaires ?

C’est le dépassement de cette vision que Gesell cherche à promouvoir. Lorsque la monnaie peut être détournée de son usage pour le paiement et servir de réserve de valeur, elle acquiert un avantage sur les marchandises dont elle est le moyen d’échange ; cet avantage, ce trop grand pouvoir de la monnaie, donne naissance à un revenu de rente : l’intérêt. C’est l’existence même de cette rente que Gesell entend combattre.

Gesell n’est pas le premier à chercher à identifier les causes du détournement de la monnaie de son usage marchand. D’où provient ce pouvoir particulier de la monnaie, qui lui donne un statut si hors du commun, et suscite le désir de la détenir au détriment de son utilité sociale ? Dans sa *Philosophie de l’argent*, publiée en 1900, le philosophe allemand Georg Simmel montre que la monnaie acquiert une importance d’autant plus centrale que la société devient plus complexe, et que l’échange marchand permet aux individus d’arriver à leurs fins dans un plus grand nombre de domaines de la vie. Il parle à ce propos d’un « allongement des séries téléologiques » : plus le nombre d’étapes, d’outils, d’énergies nécessaires pour atteindre un but donné augmente, plus la « série téléologique » (*Zweckreihe*) est longue. Plus les séries téléologiques sont longues dans une société donnée, plus le nombre de finalités effectivement accessibles aux individus au sein de cette société sont nombreuses (Simmel 2007 [1900], 240-43). C’est alors que réapparaît la monnaie : plus une série téléologique est longue, plus elle requiert le concours d’individus, de forces et d’objets nombreux et souvent éloignés les uns des autres ou étrangers les uns aux autres. L’allongement des séries téléologiques requiert ainsi une médiation qui permet de surmonter cet éloignement : l’instrument de cette médiation est la monnaie, qui apporte la validation, le sceau de la société dans les transactions. Plus les séries téléologiques s’allongent, plus la monnaie prend d’importance dans la société, puisque toutes les séries téléologiques comprennent la monnaie comme point de passage obligé. Pour Simmel :

> Dans ses formes les plus pures, la monnaie[5] est le moyen absolu, dès lors
>
> Das Geld in seinen reinsten Formen ist das absolute Mittel, indem es einerseits

5 On a fait le choix, tout au long de ce travail, de traduire le terme allemand *Geld*, utilisé ici par Simmel, par le mot français « monnaie » plutôt que par le terme « argent » retenu ici dans la traduction française la plus récente (Simmel 2007 [1900], 244). Ce choix nous est dicté par notre cadre théorique, mais aussi par une recherche de cohérence : le terme « argent » en français (outre les confusions qu’il peut induire avec le métal

que, d'une part, elle possède des déterminations pleinement téléologiques et rejette toute détermination provenant d'autres types de séries, mais que d'autre part, elle se limite vis-à-vis du but au rôle de pur moyen et instrument, qu'aucun but singulier ne préjuge de ce qu'elle est, et qu'elle s'offre à la série téléologique comme un point de passage totalement indifférent.

völlige teleologische Bestimmungen besitzt und jede aus anders gearteten Reihen stammende abweist, andererseits sich aber auch dem Zweck gegenüber auf das reine Mittel- und Werkzeugsein beschränkt, durch keinen Einzelzweck in seinem Wesen präjudiziert wird und sich der Zweckreihe als völlig indifferenten Durchgangspunkt darbietet. (Simmel 1989 [1900], 191-92)

A mesure que la société se complexifie, la monnaie est incluse dans un nombre toujours plus important de séries téléologiques : la possession de monnaie permet donc d'atteindre un nombre toujours plus important de buts. Cette caractéristique de la monnaie peut être mise en relation avec le concept de liquidité : le signe monétaire est l'objet qui permet l'accès au plus grand nombre d'autres richesses dans la société, et donc la satisfaction du plus grand nombre de besoins. Actif le plus liquide, moyen absolu : plus la société se complexifie, plus l'instrument monétaire devient puissant. Il est ainsi inévitable qu'il finisse par être désiré, non plus en raison des buts qu'il permet d'atteindre, mais pour lui-même.

Simple moyen certes, mais à un degré absolu, récusant donc toute détermination objective préjugeant [d'elle, la monnaie] est à la fois l'absolu *terminus a quo* menant vers tout, et l'absolu *terminus ad quem* vers quoi tout mène. (Simmel 2007 [1900], 261)

Denn weil das Geld zwar bloßes Mittel, dieses aber in absolutem Maße ist, und so jede Präjudizierung durch irgend eine sachliche Bestimmtheit ablehnt, so ist es ebenso der unbedingte terminus a quo zu allem hin, wie es der unbedingte terminus ad quem von allem her ist. (Simmel 1989 [1900], 206)

La critique de ce désir de la monnaie pour elle-même et ses conséquences sur la société est ancienne : c'est Aristote qui est regardé comme l'ayant formulée pour la première fois. Dans le premier livre de la *Politique*, Aristote distingue deux types d'« art d'acquérir »,

du même nom) renvoie d'abord à la dimension matérielle de la monnaie, quand le terme « Geld » renvoie à la fois aux dimensions matérielles et institutionnelles de la monnaie. On traduit ainsi couramment « Geldsystem » par « système monétaire », « Geldreform » par « réforme monétaire ». Pour une discussion de l'usage de ces deux termes selon les disciplines, voir Ould-Ahmed (2008).

qu'il nomme aussi « chrématistiques »[6]. Le premier art d'acquérir a pour objet l'acquisition des choses nécessaires à la « vie bonne » : il regarde la monnaie comme un simple moyen en vue de cette fin – c'est la chrématistique conforme à la nature. Le deuxième art d'acquérir confond les moyens et les fins, et se donne pour objet l'acquisition de monnaie pour elle-même : cette deuxième chrématistique substitue ainsi un désir, par nature illimité, d'accumulation de monnaie au désir d'assouvir les besoins limités liés à la vie bonne ; elle est, dit Aristote, contre-nature (Berthoud 1981, 85-89 ; 1981, 99-101; Mardellat 2024, 208; 2024, 212).

Gesell et son mouvement s'inscrivent dans cette tradition qui dénonce la confusion des moyens et des fins dans l'économie : ils assimilent en fait largement, dans leurs écrits, le capitalisme à la mauvaise chrématistique aristotélicienne. L'accumulation de monnaie n'est pas une fin légitime au sein de la sphère économique, affirment les geselliens ; pire, une telle fin nuit profondément au bon fonctionnement de l'économie, engendrant crises, chômage et misère au seul nom du droit de quelques un·es de s'enrichir sans limite. Le moyen de cette accumulation, ce sont les rentes : celles-ci sont au cœur de la critique gesellienne de l'économie. C'est l'existence et le maintien de flux monétaires injustifiés de la classe des travailleurs vers des classes oisives que les geselliens nomment capitalisme : ces flux sont la rente foncière, l'intérêt et des revenus des capitaux. Ces flux monétaires doivent d'après les geselliens leur existence à deux institutions fondamentales de la sphère économique : les règles qui encadrent l'accès et l'usage de la terre, et le système monétaire. Seule une réforme profonde de ces deux institutions permettra de restaurer le fonctionnement « naturel » de l'économie : un fonctionnement qui éliminera, si l'on reprend la terminologie d'Aristote, la chrématistique dévoyée au profit de la chrématistique naturelle. Les règles encadrant l'usage de la monnaie, en particulier, devront permettre de la cantonner à son usage naturel, l'achat des biens et services (ou, comme l'a nommée Marx, la « circulation marchande simple »), et interdire son usage dévoyé, l'accumulation. C'est le sens de la proposition centrale de Gesell pour transformer l'institution monétaire : priver la monnaie de sa fonction de réserve de valeur, en organisant la taxation périodique des moyens de paiement.

Il n'est donc pas innocent qu'une partie du mouvement gesellien revendique pour lui-même le qualificatif de « physiocrate », ni que l'ouvrage principal de Silvio Gesell soit intitulé *Die natürliche Wirtschaftsordnung*, « L'Ordre économique naturel ». Cette référence à

6 Du grec χρήματα, « richesses ».

la nature suggère que la critique adressée par le mouvement gesellien au système économique capitaliste se place sur le plan de l'éthique. Il s'agit de replacer la justice, l'utilité commune et la mesure au fondement des règles de fonctionnement des institutions économiques, alors que la monnaie « telle qu'elle est » (Gesell 1920a, 111-237) a introduit la démesure et l'abstraction au cœur du système économique. Ce travail s'appliquera, dans les pages qui suivent, à étudier les formes prises dans la théorie et dans la pratique par la critique gesellienne du capitalisme, afin de montrer que sa place dans l'histoire de la pensée économique pourrait en fait être moins marginale qu'on a coutume de le considérer.

La **première partie** tente de reconstituer les origines de la pensée gesellienne, et la manière dont celle-ci s'est implantée en Europe en s'associant ou en s'hybridant à des courants politiques qui étaient déjà ancrés dans les sociétés des pays germanophones du continent. Le ***chapitre 1*** étudie la naissance et les premiers succès de la pensée de Gesell en Argentine. Le contexte spécifique de ce pays, tant du fait de l'instabilité monétaire chronique qu'il connaît au cours du 19e siècle que de son histoire coloniale et pré-coloniale, offre un terreau propice au développement de ses thèses. Les chapitres suivants analysent la manière dont la pensée gesellienne s'est implantée en Europe à partir du tournant du siècle. D'abord concentré sur les enjeux monétaires, Gesell entre en contact, à son arrivée en Europe en 1900, avec le mouvement pour une réforme foncière, lui-même lié aux cercles anarchistes individualistes dont Gesell se rapproche. Ce contact influence fortement l'évolution de sa pensée et de sa doctrine, et amène l'émergence d'une nouvelle « physiocratie » (***chapitre 2)***. C'est le rapprochement de Gesell avec les militant·es de la *Lebensreform* (réforme de la vie), mouvement critique de la modernité capitaliste et aspirant à une vie plus proche de la nature, qui permettra à la pensée gesellienne de connaître ses premiers succès publics. La pensée de Gesell entre en résonance avec des mouvements spirituels du début du XXe siècle, comme l'anthroposophie ou un certain christianisme critique du matérialisme de la société moderne. C'est la naissance du « franchisme » (***chapitre 3***). La critique romantique du capitalisme, telle qu'elle est portée dans les cercles de la *Lebensreform*, a cependant une face plus sombre : celle du mouvement pangermanique, ou *völkisch*, dont la nostalgie d'une époque prémoderne va souvent de pair avec un antisémitisme violent. Bien que Gesell se soit tenu clairement à distance de ce mouvement, il ne fait pas de doute qu'il n'a pas été étranger à l'implantation de sa pensée en Europe centrale. On peut même penser que la pensée de Gesell a pu influencer la doctrine économique qui a permis au parti national-socialiste d'accéder aux responsabilités en 1933 (***chapitre 4***).

La **deuxième partie** de ce travail étudie les principales tentatives de mise en pratique des idées geselliennes à partir du début des années 1920, et montre que leur mise en place s'accompagne d'une disparition progressive de leur charge politique. Les années 1920 voient en effet le mouvement se massifier et se structurer, selon ses diverses tendances, et s'internationaliser ; elles sont également le point de départ d'une série d'expérimentations locales destinées à acculturer le public aux réformes monétaires geselliennes, qui trouveront un écho international important pendant les années 1930. Reste que la mise en place à l'échelle locale de monnaies « fondantes » est assez éloignée de ce que Gesell appelait de ses vœux dans son œuvre (***chapitre 5***). Le ***chapitre 6*** se penche quant à lui sur une expérience majeure inspirée de la pensée gesellienne : la mise en place par Werner Zimmermann, en 1934, du cercle économique WIR en Suisse. L'étude de ce dispositif permet de s'interroger sur les relations entre la pensée de Gesell et celle d'un penseur dont il invoque souvent la mémoire, Pierre-Joseph Proudhon. En proposant une comparaison du modèle de la banque du Peuple élaborée par Proudhon et des premières années du cercle économique WIR, issue du mouvement gesellien, ce chapitre tente de dégager les traits communs de ces deux entreprises politiques afin d'en tirer des enseignements quant aux positionnements politiques de Proudhon et du mouvement gesellien.

La **troisième partie** de ce travail s'appuie sur les éléments dégagés dans les deux parties précédentes pour conclure quant à la place qu'il convient de donner au socialisme gesellien dans l'histoire de la pensée économique. Le ***chapitre 7*** revient sur les liens étroits qui unissent la pensée de Gesell à celle de John Maynard Keynes. Mais pour comprendre l'ambivalence des théories de Gesell et l'affinité de sa pensée avec une pensée libérale plus orthodoxe, il est indispensable de comprendre l'usage qu'il fait du concept de « nature » : Gesell entreprend en effet de concevoir un ordre économique juste car conforme à la nature humaine, et ne nécessitant aucune intervention discrétionnaire. Le ***chapitre 8*** propose une réflexion sur la valeur du mot « nature » dans la pensée de Gesell et sur la filiation revendiquée par Gesell vis-à-vis de la pensée physiocrate. Le ***chapitre 9*** prolonge cette réflexion en étudiant les liens entre la pensée de Gesell et celle d'autres réformateurs monétaires ayant cherché, comme lui, à stabiliser la valeur de la monnaie, comme Irving Fisher, Frederick Soddy, ou Robert Eisler ; il montre que la réflexion de Gesell est ainsi loin d'être aussi isolée, à son époque, que le suggère sa marginalité dans l'histoire de la pensée. Le ***chapitre 10*** confronte la pensée de Gesell avec celle de l'un des plus importants disciples de Fisher : Maurice Allais. Les propositions de ces deux penseurs entrent largement en résonance, ce qui permet d'ouvrir la

réflexion sur l'étiquette sous laquelle Allais lui-même prétend les rassembler : le socialisme libéral. Si, comme l'affirme Allais, on peut réunir sous l'étiquette du « socialisme libéral » des penseurs aussi divers que Proudhon, Gesell, Keynes, Fisher et lui-même, alors il semble important de réfléchir tant à ce qui les rassemble qu'à ce qui les sépare. L'objectif du ***chapitre 11*** est de proposer une définition du socle doctrinal commun qui pourrait justifier une telle dénomination commune, et une classification de types de socialisme libéral, permettant de comprendre comment des doctrines apparemment aussi éloignées peuvent s'articuler les unes aux autres.

Partie I – Aux origines de la pensée gesellienne : un mouvement, de multiples courants (1890-1919)

L'histoire du mouvement gesellien est mal connue de la littérature. Trop souvent, elle se voit réduite à la trajectoire personnelle de son principal instigateur, Silvio Gesell. L'ambition de la première partie de cette thèse est de dresser une brève histoire de la genèse et de l'essor du mouvement gesellien, au-delà du parcours et de la personnalité de Gesell lui-même. De l'Argentine à l'Europe, l'histoire de l'implantation du mouvement gesellien est une histoire d'hybridations avec des idées, des courants culturels et des mouvements politiques déjà solidement installés. On cherche ici à contextualiser son émergence, afin de comprendre comment il fut capable, en peu d'années, de trouver un ancrage dans la vie intellectuelle et politique de l'Europe germanophone, et de trouver des échos dans des milieux en apparence éloignés les uns des autres. Le **chapitre 1** est consacré aux premiers écrits de Gesell, et au contexte argentin de son émergence, en lien avec les mouvements de contestation de l'étalon-or aux États-Unis d'Amérique. Le **chapitre 2** étudie les liens noués par Gesell avec le mouvement pour une réforme foncière à son arrivée en Europe au tournant du siècle : l'évolution de sa pensée au contact du mouvement anarchiste individualiste, dont l'empreinte est une clé de lecture importante de son œuvre, amènera la naissance d'une nouvelle « physiocratie ». Le **chapitre 3** s'intéresse à l'appropriation des thèses geselliennes par les militant·es de la *Lebensreform* (réforme de la vie), mouvement critique de la modernité capitaliste et aspirant à une vie plus proche de la nature. Par ce biais, la pensée de Gesell de connaît ses premiers succès publics, et entre en résonance avec des mouvements spirituels du début du XXe siècle, comme l'anthroposophie ou un certain christianisme anticapitaliste. : c'est la naissance du « franchisme » (*Freiwirtschaft*). La critique romantique du capitalisme, telle qu'elle est portée dans les cercles de la *Lebensreform*, a cependant une face sombre : celle du mouvement pangermanique, ou *völkisch*, dont la nostalgie d'une époque prémoderne va de pair avec un antisémitisme parfois violent, et préfigure l'avènement du nazisme. Le **chapitre 4** analyse la circulation des idées geselliennes au sein de ce mouvement. Bien que

Gesell s’en soit très explicitement tenu à distance, il ne fait en effet pas de doute que celui-ci n’a pas été étranger à l’implantation de la pensée gesellienne en Europe centrale.

Chapitre 1. L'Argentine, terre d'innovations monétaires

Genèse et postérité de la doctrine gesellienne en Amérique du Sud

> *Tengo mucho respeto por los economistas, admiro la rara paciencia con que han expuesto en enormes volúmenes sus opiniones sobre cuestiones relativamente insignificantes, pero quedo asombrado al ver con qué ligereza criminal han abordado el estudio del dinero, base de toda la economía política.* (Gesell 2020 [1893], 102)

> *No people in the world take a keener interest in currency experiments than the Argentines.* (W.R. Lawson, 1899, cité dans Paolera et Taylor 2007, 28)

Silvio Gesell débarque en Argentine en 1887, à l'âge de 25 ans, en qualité de correspondant de commerce. Il y importe les articles médicaux et pharmaceutiques de l'entreprise de son frère, et y crée une entreprise de cartonnage, qui lui permettent d'accéder rapidement à une certaine aisance financière. C'est également en Argentine qu'il commence, dès 1891, à tenter de promouvoir ses projets de réforme monétaire et de jeter les bases d'un mouvement politique. L'objectif de ce chapitre est de tenter de comprendre les conditions d'émergence de la pensée de Gesell. Trois éléments apparaissent déterminants à cet égard : la grande instabilité monétaire que connaît l'Argentine au XIXe siècle tout d'abord ; ensuite, le contexte mondial de contestation de l'étalon-or, en particulier aux États-Unis, sur lequel Gesell prend appui ; et enfin, l'existence, sur le continent sud-américain (et en Argentine en particulier) de pratiques monétaires pré-coloniales et coloniales qui ont pu inspirer Gesell. Ce chapitre est divisé en quatre parties : on s'intéressera d'abord à la pénurie monétaire que connaît l'Argentine à cette époque (1), qui est souvent citée comme la première cause de la naissance des idées réformatrices de Gesell (2). Mais ces idées voient le jour dans un contexte

qui est loin d'être neutre : certains auteurs établissent un lien entre l'émergence des idées de Gesell et certaines pratiques et traditions de pensée locales (3), et vont jusqu'à suggérer l'influence de Gesell dans des réformes qui marquent l'évolution des institutions monétaires argentines, en lien avec les mouvements de contestation monétaire à l'œuvre, notamment, aux États-Unis (4).

1. L'Argentine, terre d'innovations monétaires : des monnaies fiscales provinciales à la crise de la Barings (1890)

Pour comprendre le contexte d'émergence de la pensée de Gesell, il n'est pas inutile de rappeler quelques éléments relatifs à l'histoire monétaire mouvementée de l'Argentine au XIXe siècle, de sa difficile unification monétaire (1.1.) à la crise économique qu'elle traverse en 1890, un an avant la parution du premier ouvrage de Gesell consacré aux questions monétaires (1.2.)

1.1. A la recherche de l'unification monétaire : Argentine, 1810-1890

L'Argentine acquiert son indépendance de fait vis à vis de l'Espagne en 1810. S'ensuivent plusieurs années de guerre d'indépendance et de guerre civile, au cours desquelles les provinces peinent à se donner une constitution et des institutions fédérales : dans les premières années de l'indépendance argentine, les monnaies sont principalement émises au niveau provincial, où des monnaies fiscales inconvertibles des autorités locales coexistent souvent avec du papier-monnaie convertible, des devises étrangères, des monnaies métalliques ou des titres privées (Paolera et Taylor 2007, 37). Ce n'est qu'en 1853 que la première constitution de la Confédération Argentine est adoptée : elle prévoit que la compétence de l'émission monétaire revient au gouvernement fédéral, mais aussi que celui-ci peut déléguer cette émission aux provinces. De fait, les émissions de monnaie provinciales sont fréquentes entre la naissance de la République Argentine (et l'incorporation définitive à la fédération de la Province de Buenos Aires en 1861) et les années 1880 (Théret et Zanabria 2007; Théret 2020). L'Argentine naît ainsi marquée à la fois par la pluralité monétaire et par l'usage, à large échelle, de papier-monnaie inconvertible.

Le pouvoir central argentin aspire cependant, dès les années 1860, à établir un régime monétaire crédible et stable, c'est à dire à assurer la convertibilité de la monnaie en or, la fixité des taux de change et l'ouverture du pays aux capitaux étrangers, comme le veut la norme internationale d'alors. Après un premier essai infructueux (Paolera et Taylor 2007, 23),

une loi (n° 1130) est adoptée en 1881, qui doit établir une monnaie nationale unique, le *peso moneda nacional*[7], sous un régime d'étalon bimétallique (Paolera et Taylor 2007, 46). Des taux de change fixes vis à vis des principales devises internationales sont établis, en particulier vis à vis du Franc français (au taux d'un peso or pour cinq francs), et la circulations des monnaies étrangères sur le territoire est prohibée. Le privilège d'émission de billets est réservé à cinq banques seulement (le Banco Nacional, trois banques provinciales et une banque privée), qui doivent en garantir la convertibilité en espèces métalliques (loc. cit.). La loi ne les contraignant cependant à aucun ratio de couverture des billets émis, et n'établissant d'ailleurs aucune autorité monétaire nationale capable d'intervenir au bénéfice du système, la période de convertibilité ne dura que dix-sept mois (Paolera et Taylor 2007, 47), de l'entrée en vigueur de la loi en juillet 1883 à la suspension de la convertibilité par les banques en décembre 1884. Le gouvernement fédéral, dépourvu de pouvoir institutionnel sur le système monétaire, ne peut alors que s'adapter : il déclare le cours forcé du papier-monnaie, tout en cherchant à amener les banques à rétablir la convertibilité en espèces – sans succès.

A la recherche d'une solution pour contrer l'inflation et la dévalorisation du papier-monnaie, et unifier la circulation monétaire, le Congrès adopte en 1887 une nouvelle loi, dont la mise en œuvre précipite l'entrée dans la crise : la loi des banques nationales garanties. Cette loi tente de transposer le National Currency Act, que les Etats-Unis ont adopté en 1863 pour faire face à des enjeux similaires. Elle permet à toute banque disposant d'un certain niveau de capital d'émettre des billets garantis par les fonds publics, sous réserve d'une couverture en titres de ces émissions. La loi argentine, enregistrée sous le n° 2216, prévoit ainsi que les banques souhaitant émettre des billets libellés en *peso moneda nacional* doivent acheter, en lingots d'or, un montant équivalent de titres-or auprès du Banco Nacional. La totalité de la monnaie ainsi émise est donc gagée, à travers des titres rémunérés émis à cette fin, sur l'or détenu par le Banco Nacional, qui permet d'en garantir la valeur (Paolera et Taylor 2007, 58; 2007, 240-43; Louge 2015, 157-59). Contrairement au dollar américain, le peso est cependant, à cette époque, toujours inconvertible.

Deux phénomènes ont raison de ce système : une surémission de papier-monnaie par rapport aux règles définies par la loi d'une part ; et d'autre part, le recours par les banques argentines à l'emprunt d'or sur les marchés internationaux (en particulier sur le marché londonien, principal apporteur de capitaux étrangers vers l'Argentine) afin de gager leurs

7 Elle remplace le *peso moneda corriente* qui avait cours jusqu'alors.

émissions (Paolera et Taylor 2007, 243). La surémission a pour conséquence une perte de confiance du public dans le système bancaire, au vu de la dévaluation du papier-monnaie par rapport aux espèces métalliques : le public demande et thésaurise ainsi une part toujours plus importante des espèces métalliques en circulation, jusqu'à détenir 90 % du stock d'espèces du pays en 1891 (Paolera et Taylor 2007, 62). Elle alimente en outre la spéculation et le surendettement d'un certain nombre d'acteurs publics et privés, nourrissant une bulle spéculative encore renforcée par l'afflux continu de capitaux britanniques.

1.2. La crise de la Barings de 1890

Au premier trimestre 1890, une panique bancaire frappe le pays : les signes de tension s'accumulant sur les marchés des financiers, de nombreux Argentins décident de retirer leurs dépôts. Le Banco Nacional et le Banco de la Provincia de Buenos Aires sont alors presque à court de liquidités[8]. L'intervention de l'État fédéral permet de sauver ces banques en prêtant largement au secteur bancaire afin de l'aider à faire face à la crise de liquidités, ainsi qu'en autorisant une nouvelle émission de papier-monnaie, au prix d'une dépréciation de 20 % de celle-ci, et d'un net renchérissement des intérêts de la dette extérieure.

Le Banco Nacional informe alors la banque londonienne Baring Brothers & Co.[9], la plus grande banque commerciale du monde à l'époque et l'un des principaux créanciers de l'État fédéral argentin, de la suspension du service de la dette nationale (Paolera et Taylor 2007, 72), ce qui a pour effet de mettre en danger de faillite cet établissement très exposé à la dette argentine. La Banque d'Angleterre réagit immédiatement, et réunit un syndicat de banques privés afin de renflouer la Barings, dont la faillite aurait pu déstabiliser toute la place bancaire et financière londonienne, et bien au-delà. Si les effets de la crise ont ainsi été limités en Grande-Bretagne, l'histoire ne s'arrête pourtant pas là en Argentine : la politique poursuivie par le gouvernement déclenche en effet une seconde panique bancaire, qui restreint plus encore ses options. Le poids de la dette étant devenu insoutenable (les intérêts annuels atteignaient 40 % des recettes fiscales en 1890 (Paolera et Taylor 2007, 73)), le gouvernement envoie en novembre 1890 une mission chargée de négocier un rééchelonnement de la dette publique argentine avec la Barings. En janvier 1891, la Banque d'Angleterre coordonne à nouveau un syndicat de banques privées dans le but d'accorder un prêt d'urgence à l'Argentine. Un prêt qui n'est, bien sûr, accordé qu'à la condition de réformes d'ampleur du

8 Leur statut de banques de l'État fédéral et provinciales, et le rôle qu'elles jouaient au service du Trésor de ces entités, joue un rôle décisif à cet égard (Paolera et Taylor 2007, 71).

9 Également connue sous le nom de Barings Bank.

système monétaire. Mais avant qu'aucune mesure puisse être prise, une troisième panique bancaire frappe le pays en avril 1891, causant la faillite du Banco Nacional et du Banco de la Provincia de Buenos Aires et signant la fin du système des banques garanties. La crise bancaire et financière qui s'ensuit plonge l'Argentine dans une récession sévère.

Sous l'impulsion de ses créanciers étrangers, et dans l'espoir de mettre fin une fois pour toutes à ses déboires monétaires, le gouvernement argentin cherche à mettre en place un système monétaire supposé placer la politique monétaire hors d'atteinte des influences politiques, afin de garantir sa crédibilité. En octobre 1890, une nouvelle institution est créée : la Caja de Conversión (caisse de conversion), à laquelle le privilège exclusif d'émission des billets de cours légal est confié (Paolera et Taylor 2007, 103). Sa mission est de rétablir la convertibilité du peso moneda nacional à parité avec l'or, ce qui implique une forte contraction de la masse monétaire. L'accord passé en janvier 1891 avec les créanciers du pays prévoit que la Caja de Conversión devra retirer chaque année, durant trois ans consécutifs, 15 millions de pesos papier de la circulation, soit, au total, environ 20 % de la base monétaire (Paolera et Taylor 2007, 106). Ces mesures sont la cause de nouvelles émissions de monnaies fiscales dans plusieurs provinces (Théret 2020).

2. Aux origines de l'idée de monnaie à dépréciation périodique : les premiers écrits de Silvio Gesell

La très grande instabilité des prix amène le commerçant Gesell à publier un premier ouvrage prônant une réforme monétaire afin de permettre l'avènement de « l'État social » (2.1.), une vision qu'il développe dans ses ouvrages suivants (2.2.). Ces ouvrages citent peu de sources, mais les quelques noms qui nous sont indiqués par Gesell permettent déjà de brosser un premier tableau de son univers de références (2.3.)

2.1. La première publication de Gesell : *Die Reformation im Münzwesen als Brücke zum socialen Staat* (1891)

C'est dans ce contexte de très forte instabilité des prix, d'incertitude quant à la convertibilité de la monnaie, et de mise en place de mesures monétaires extrêmement restrictives au nom du retour à l'étalon-or, que paraissent les premiers écrits de Gesell. L'inflation vient de passer d'un rythme annuel de 48 % (entre 1889 et 1891) à une déflation de 9 % dès la mise en place du *currency board* opéré par la nouvelle Caja de Conversión – au grand soulagement d'une partie de la population, comme le signale Gesell dans un écrit plus

tardif (Gesell 1920c, 104). Gesell, en tant que commerçant, dresse des tableaux pour suivre l'évolution moyenne du niveau des prix et leur impact sur son activité commerciale : il se considère comme l'un des inventeurs de cette méthode, même s'il n'est pas certain d'être le premier à l'avoir développée (Gesell 1903b, 190). En 1891, il publie un premier ouvrage à compte d'auteur : *Die Reformation im Münzwesen als Brücke zum socialen Staat*[10]. Sur la page de garde, la phrase suivante est en exergue :

> Dans le système monétaire actuel de tous les pays du monde, chaque Mark prélève sur la communauté une taxe annuelle de 10 Pfennig au profit du détenteur de ce Mark, peu importe si ce Mark est conservé dans la caisse d'une entreprise, dans un bas, ou à la banque.
>
> Beim heutigen Münzwesen aller Länder der Welt erhebt jede Mark vom Gemeinwesen eine jährliche Steuer von 10 Pfennig zu Gunsten des Inhabers jener Mark, einerlei ob die Mark in der Geschäftskasse, im Strumpf oder auf der Bank aufbewahrt wird. (Gesell 1891a, 26)

Gesell y aborde des thèmes qu'il développera tout au long de son œuvre, jusqu'à sa mort en 1930. La monnaie n'a, selon lui, pas d'autre fonction que celle d'être *intermédiaire des échanges* (Gesell 1891a, 27). L'usage de l'or comme monnaie constitue ainsi le « péché originel » (Gesell 1891a, 32), car il conduit les humains à rechercher l'accumulation de monnaie, qui devient la finalité de l'activité économique : l'or est le *nervus malorum*, un « reptile nuisible » auquel il convient de déclarer une « guerre d'anéantissement » (Gesell 1891a, 66). L'or étant impérissable, rare et universellement désiré, son détenteur peut exiger le paiement de l'intérêt, et son usage monétaire est ainsi à l'origine de l'apparition de la rente (Gesell 1891a, 38), comme l'indique la citation reproduite plus haut. L'or s'est ainsi fait « despote » de la circulation et de l'économie, et il s'agit de mettre fin à son règne, ainsi qu'aux privilèges de ceux qui le détiennent :

> La monnaie à valeur fixe et immuable est le péché originel dont l'humanité a souffert et ce péché originel, nous voulons le laver complètement.
>
> La monnaie doit être le représentant de la marchandise, son passeport, son
>
> Das Geld mit festem, unveränderlichem Werthe, ist die Erbsünde, woran die Menschheit gelitten und diese Erbsünde wollen wir gründlich abwaschen.
>
> Das Geld muss Vertreter der Waare sein, sein Pass, seine Etiquette, und wenn die

10 La réforme du système monétaire comme pont vers l'État social

étiquette, et si la marchandise rouille, alors son représentant doit en supporter les conséquences ; il doit rouiller aussi.

C’est avec cette justification que je vais demander au ministre des finances que les billets du papier-monnaie qu’il convient de créer portent l’inscription suivante :

La Reichsbank paye au porteur à vue :

Au	1er	janvier	189.	M.	100.--
‘’	2	‘’	‘’	‘’	99,97
‘’	3	‘’	‘’	‘’	99,94
‘’	31	‘’	‘’	‘’	99,10
‘’	31	avril	‘’	‘’	98,50
31		juin			97.--
31		octobre			94.--

31 décembre 90.-- etc. etc.

c’est à dire que la valeur des billets décroîtra continuellement au cours de l’année, en proportion des pertes que les marchandises, à l’échange desquelles la monnaie est destinée, subissent en moyenne chaque année sous l’effet du temps.

Waare rostet, so soll der Vertreter die Folgen tragen ; er soll auch rosten.

Mit dieser Begründung werde ich drum beim Finanzminister beantragen, dass die zu creierende Papier-Geld-Noten folgenden Wortlaut haben sollen :

Die Reichsbank zahlt dem Inhaber bei Sicht :

am	1.	Januar	189.	M.	100.--
‘’	2.	‘’	‘’	‘’	99,97
‘’	3.	‘’	‘’	‘’	99,94
‘’	31.	‘’	‘’	‘’	99,10
‘’	31.	April	‘’	‘’	98,50
31.		Juni			97.--
31.		Oktober			94.--

31 Dezember 90.-- etc. etc.

d.h. der Werth der Noten wird im Verlaufe des Jahres continuierlich abnehmen, und zwar im Verhältnis zu dem Verluste den die Waaren, zu deren Austausch das Geld bestimmt ist, im Durchschnitt alle Jahre durch den Einfluss der Zeit verlieren. (Gesell 1891a, 52)

Ce passage est la première exposition du projet de monnaie à dépréciation périodique défendu par Gesell, qui le désigne alors sous le terme « rostende Banknote », billet de banque qui rouille[11]. On note que dans cette première version, le taux de dépréciation de la monnaie envisagé par Gesell est de 10 % par an[12], et qu’il préfère une version « tabulaire » de la dépréciation au timbrage des billets qu’il défendra par la suite. Les billets de petites dénomination (5, 10 et 50 Pfennig) ne subissent pas la dévaluation, mais sont imprimés en 10 séries de 10 couleurs différentes. A la fin de l’année, une couleur est tirée au sort et les billets

11 Ce terme est resté en espagnol, où l’on parle d’« oxidación » (rouille) monétaire à propos des projets de Gesell (Louge 2015, 13).

12 Plus tard, Gesell évoquera plutôt un taux de dépréciation de 0,1 % par semaine, soit 5,2 % par an.

de la série correspondante perdent leur valeur[13]. Pour compenser le désagrément lié à des pertes de pouvoir d'achat inéquitables, une loterie est également organisée, par le tirage d'un numéro de billet : plus une personne possède de billets d'une série donnée, plus ses chances de remporter la loterie sont grandes (Gesell 1891a, 53-54). L'État, pour garantir la stabilité des prix, doit compenser la diminution de la quantité de monnaie en circulation : il émet ainsi chaque année 10 % de la masse monétaire, qu'il met en circulation via la dépense publique (Gesell 1891a, 60). Il peut considérer cette émission compensatoire comme un revenu, produit d'une « taxe levée honnêtement » (Gesell 1891a, 60) ; les billets ainsi émis servent à financer les dépenses publiques, et ne sont pas gagés ni convertibles : ils ont cours légal, et peuvent être utilisés en paiement des impôts.

Le papier-monnaie ainsi conçu a donc cours légal sans couverture ; il peut être échangé par les entreprises importatrices contre de l'or auprès de la Reichsbank pour effectuer des paiements internationaux (Gesell 1891a, 54)[14]. Le projet présenté par Gesell en 1891 ressemble ainsi quelque peu aux monnaies fiscales provinciales dont les émissions viennent à l'époque de reprendre à la faveur de la politique monétaire restrictive menée par le gouvernement fédéral – bien que Gesell n'y fasse jamais directement référence. Comme les monnaies fiscales provinciales, les billets de Gesell sont émis par l'autorité publique : « C'est juste, la monnaie appartient au banquier, elle est sa propriété, mais pourquoi alors l'État m'oblige-t-il à payer mes impôts avec la propriété du banquier ? », demande ainsi Gesell un an plus tard (1892, 165), réclamant une gestion entièrement publique de la monnaie. Dans *La cuestion monetaria argentina* (1893), Gesell développe ce point de vue :

> Il me semble pour ma part qu'il serait juste que ce privilège de la monnaie [l'intérêt], dès lors que ce sont les producteurs qui le payent, doive revenir au profit des producteurs, puisque la monnaie est une institution exclusive des producteurs. Il me paraît étrange que le gouvernement, seul fabricant de la monnaie, cède aux banques privées et
>
> A mí me parece que sería justo que este privilegio del dinero, ya que se cobra de los productores, debería redundar en provecho de los productores, puesto que es una institución exclusiva de los productores. Me parece raro que el gobierno, único fabricante del dinero, ceda a los bancos particulares o extranjeros el privilegio del dinero sin

13 Ce système de révocation annuelle d'un dixième des unités monétaires en circulation est évoqué par Gregory Mankiw à la suite de la crise économique de 2008 : le taux de dépréciation de 10 % par an ainsi obtenu sur la monnaie liquide aurait permis à la Réserve fédérale des États-Unis de pratiquer des taux d'intérêt négatifs, et de relancer ainsi l'investissement (Mankiw 2009).

14 Une proposition qui paraît quelque peu hasardeuse.

étrangères le privilège de la monnaie sans compensation d'aucune sorte. Le droit que le gouvernement aurait de faire payer aux banques une compensation pour le privilège dont elles profitent est parfaitement fondé dès lors que l'existence d'un tel privilège a été prouvée, puisque la monnaie est une institution publique, et tous les avantages liés aux institutions publiques appartiennent au public.

compensación de ninguna clase. El derecho que tendría el gobierno de cobrar de los bancos una compensación para el privilegio del que gozan está perfectamente fundado desde el momento en que la existencia de un tal privilegio se ha comprobado, pues el dinero es una institución pública y al público pertenecen todas las ventajas que están vinculadas con sus instituciones. (Gesell 2020 [1893], 91-92)

Cette thèse n'est pas sans rappeler le projet de Proudhon d'une monnaie des producteur·rices, dont il sera question *infra*.

La dépréciation périodique, dont Gesell défend le concept, doit en outre avoir pour effet de rendre impossible l'accumulation privée de capital. A mesure que les capitaux privés s'amenuisent, le capital de l'État s'accroît : la monnaie gesellienne doit permettre la socialisation progressive de l'économie, et l'avènement de l'État social idéal : celui qui « laisse à chacun sa liberté totale et a pour objectif de garantir à chacun sa liberté, son droit et sa propriété » (Gesell 1891a, 62). La justesse de ce raisonnement paraît douteuse : si la monnaie se déprécie périodiquement, il devient certes impossible d'accumuler ou de thésauriser de la monnaie (c'est à dire, d'utiliser la monnaie comme réserve de valeur), mais il reste possible d'accumuler des capitaux non-monétaires, qui remplissent alors la fonction de réserve de valeur. En outre, Gesell ne dit rien des fonctions que cet « État social » serait amené à remplir, ni de sa gouvernance.

2.2. *Nervus Rerum* (1891) et *Die Verstaatlichung des Geldes* (1892) : deux publications de continuité

La publication de la *Reformation im Münzwesen als Brücke zum socialen Staat* est suivie de celle deux autres publications à compte d'auteur, qui lui font suite : *Nervus Rerum* (1891b), et *Die Verstaatlichung des Geldes*[15] (1892). Il y développe sa vision de la monnaie

15 L'étatisation de la monnaie

comme *öffentliche Verkehrseinrichtung* (« institution publique de circulation »), au même titre que les routes ou les chemins de fer :

> La monnaie doit être comme le chemin de fer, rien de plus qu'une institution d'État, pour servir d'intermédiaire dans l'échange des marchandises ; qui l'utilise, doit payer le fret.
>
> Das Geld soll wie die Eisenbahn sein, weiter nichts als eine staatliche Einrichtung, um den Warenaustausch zu vermitteln ; wer sie benutzt, soll Fracht bezahlen. (Gesell 1892, 153)

Gesell y soutient que le seul critère pertinent pour évaluer une monnaie est sa capacité à servir d'intermédiaire aux échanges de la manière la plus rapide, sûre, et économique possible. Seul l'État peut garantir que cette institution ne sera pas détournée au profit d'intérêts privés ; il prélève un droit d'usage sur le système monétaire, qui constitue son revenu. *Nervus Rerum* examine ensuite les conséquences de la réforme dans différents domaines de la vie sociale (de l'école aux impôts en passant par la question foncière et les droits des femmes), avec pour objectif « d'attirer l'attention des socialistes sur le système monétaire » (Gesell 1891b, 152). *Die Verstaatlichung des Geldes* marque un changement de ton : le commerçant Gesell s'y confronte pour la première fois avec les concepts de l'économie politique, et passe d'une argumentation chargée d'images et reposant sur des apologues à une argumentation plus rationnelle et systématique. Il y dénonce l'idée que la monnaie serait une marchandise, et critique la « fable de la valeur intrinsèque » de la monnaie et la « fable » selon laquelle la monnaie serait un équivalent pour les marchandises. Gesell s'oppose ainsi à plusieurs auteurs – Paul Leroy-Beaulieu, Émile de Laveleye, Michel Chevalier[16], dont il cite les noms, mais aussi, bien sûr, aux socialistes et à Karl Marx, qui est explicitement visé par ces attaques. C'est dans cet ouvrage que les théories de Marx font pour la première fois l'objet des critiques de Gesell – qui cherche par là, sans doute, à se démarquer de la figure dominante du mouvement socialiste. Il alerte aussi, pour la première fois, sur les effets asymétriques de l'inflation et de la déflation sur l'activité économique, l'inflation stimulant le commerce et l'entreprise quand la déflation les paralyse (1892, 162). Fait notable, dans la représentation de « l'intermédiaire des échanges oxydable » qu'il propose dans cet ouvrage (1892, 254), le taux de dépréciation préconisé par Gesell a baissé par rapport à 1891, pour atteindre 0,1‰ par jour, soit 3,65 % par an. C'est en 1897 que Gesell propose le taux de dépréciation d'1‰ par semaine, soit 5,2 % par an, qu'il maintiendra de manière constante par la suite (1897, 178).

16 Voir 2.3. pour plus d'éléments sur ces auteurs.

Ces trois premières publications de Gesell frappent par leur apparente déconnexion avec le contexte argentin : il n'y est pas question de la situation argentine, et les exemples pris par Gesell concernent presque tous l'Europe, en particulier L'Allemagne, l'Autriche et la France[17] ; les grandeurs évoquées sont les « Mark » et les « Taler », et les évolutions institutionnelles profondes que connaît alors l'Argentine ne sont pas évoquées. En outre, ces trois publications paraissent en allemand, et s'adressent ainsi bien plus au public européen ou à la communauté germanophone argentine qu'au public argentin. La dénonciation du système monétaire fondé sur le principe de convertibilité métallique se fait en outre non pas sur la base d'une analyse précise du système argentin ou européen, mais sur la base d'un discours qui pourrait sembler, à en croire le vocabulaire utilisé et la généralité des principes invoqués, plus inspiré par une condamnation morale de la chrématistique et du mécanisme de l'intérêt que par une véritable analyse économique[18] : Gesell déclare d'ailleurs, à la fin de *Nervus Rerum*, qu'il « se réjouirait s'il se trouvait quelqu'un pour agrémenter de fioritures scientifiques ce qu'[il a écrit là] dans un style commerçant simple » (1891b, 152). Ce qui paraît certain, c'est que, dans l'élaboration de ces premiers écrits, Gesell est plus inspiré par les effets ressentis des déboires monétaires de l'Argentine (changements brutaux du niveau des prix, appels au rétablissement de la convertibilité de la monnaie papier, crises, conséquences économiques des politiques déflationnistes...) que par le détails des transformations institutionnelles du système monétaire argentin. Des effets ressentis qui ne sont d'ailleurs presque jamais directement évoqués dans ces trois premières publications.

2.3. A la recherche des sources des premiers écrits de Gesell

Gesell nous donne très peu d'indications sur les références qui ont influencé sa pensée : les seuls auteurs qu'il cite semblent être ses adversaires, et il paraît plus prompt à citer pour dénoncer que pour appuyer son point de vue sur celui d'autorités reconnues. Comme on l'a vu plus haut, c'est dans *Die Verstaatlichung des Geldes* qu'il fait pour la première fois allusion à des auteurs : Chevalier, Leroy-Beaulieu, et Laveleye. Ces trois universitaires français et belges ont pour point commun d'avoir publié, antérieurement à 1891, des ouvrages traitant de la monnaie ou de l'intérêt. Dans une publication de 1897, Gesell cite certains des ouvrages sur lesquels il s'est appuyé : *La richesse des nations* d'Adam

17 A l'exception d'un passage de *Die Verstaatlichung des Geldes,* dans lequel les problèmes de convertibilité du papier-monnaie en Argentine sont évoqués (1892, 178-79)

18 Si l'on sait que la mère de Gesell était catholique et son père protestant, on ne sait pas si lui-même était croyant ou pratiquant, et si cette condamnation peut avoir été inspirée, dans cette première période, par des motifs religieux. La figure d'un Dieu est en toute hypothèse absente de ses œuvres, et même explicitement rejetée dans ses écrits plus tardifs.

Smith, *La monnaie* (1851) de Michel Chevalier, Le *Traité de la science des finances* de Paul Leroy-Beaulieu, *La monnaie et le bimétallisme* (1891) d'Emile de Laveleye, *Le Capital* de Karl Marx, *Reichsgold* (1876) de Ludwig Bamberger et *Studii sul valore della moneta* (1890) d'Achille Loria (Gesell 1897, 26). La lecture de la *Richesse des nations* a sans doute incité Gesell à s'intéresser à l'importance de la monnaie dans le cadre d'une économie à travail divisé (cf. *infra*, p. 52). Les autres auteurs qu'il cite semblent plutôt représenter les positions théoriques que Gesell cherche à dénoncer : Chevalier, saint-simonien proche de Prosper Enfantin et représentant de l'école libérale française, défend la sortie française du bimétallisme et le passage à l'étalon-or (Silvant 2012) et l'utilisation, pour faire la monnaie, d'une « substance possédant une valeur intrinsèque » (Chevalier 1851, 1). Paul Leroy-Beaulieu, professeur à l'Ecole libre des sciences politiques et successeur de son beau-père Chevalier à la chaire d'économie politique du Collège de France, dénonce quant à lui la « falsification des monnaies » liée à l'émission de monnaie papier non-gagée (1899 [1876], iv). Bamberger, homme politique libéral et banquier, est l'un des artisans de l'unification du système monétaire suite à l'unification allemande, sous le régime de l'étalon-or. Quant à Achille Loria, économiste et socialiste italien, il adhère dans ses *Studii sul valore della moneta*[19] (1890, 192) à la théorie des coûts de production et à l'idée que la monnaie doit posséder une valeur intrinsèque pour circuler. Parmi ces auteur·rices, c'est sans doute l'économiste socialiste belge Emile de Laveleye qui est le plus susceptible d'avoir influencé ses théories : partisan de la méthode historique (Silvant 2012), défenseur du bimétallisme et de l'Union latine (à laquelle Gesell se réfère en plusieurs instances de manière positive), Laveleye adhère à la théorie quantitative de la monnaie, tout en précisant que le niveau général des prix pouvait également être influencé par la variation de la vitesse de circulation de la monnaie, le développement du crédit, et le niveau de l'activité économique (1891, 39) ; il insiste également sur l'effet positif de l'abondance de monnaie sur l'activité et la prospérité économique (1891, 46-48) et sur les crises que peut générer la déflation et « l'anémie » monétaire (1891, 54-55) – un terme que Gesell reprend dans le titre d'un écrit ultérieur de 1909, *La plétora monetaria de 1909 y la anemia monetaria de 1898* (2020, 203-32). Laveleye se prononce en revanche pour la libre frappe illimitée de l'or et de l'argent, contrairement à Gesell, qui prône la démonétisation des métaux précieux et l'usage généralisé du papier-monnaie inconvertible.

19 Études sur la valeur de la monnaie

3. Pratiques monétaires autochtones et « monnaies de la terre » : les premières « monnaies oxydables » en Argentine

Au-delà des sources qui nous sont indiquées par Gesell, l'étude du contexte local permet de réaliser que les monnaies « oxydables » on déjà une histoire en Argentine au moment où l'auteur y publie son premier ouvrage (3.1.), de même que la critique des théories occidentales sur la valeur à laquelle il se livre (3.2.).

3.1. Révélation ou imprégnation ? Les racines pré-coloniales de l'idée de monnaie à dépréciation périodique

Lorsque Gesell évoque, plusieurs années plus tard, la naissance de son idée maîtresse, celle-ci paraît étonnamment décontextualisée :

> Tout, tout le vaste complexe d'interrelations de portée mondiale, tout son lien avec l'histoire, la politique, l'économie, tout ce qui me servit de boussole pour mes écrits pour le reste de ma vie, tout a germé en une seule demi-heure, avec l'idée de la monnaie franche. L'impact que me causa cette idée fut si puissant que pendant les trois jours suivants je sautais plutôt dans ma chambre. Ma propre épouse me crut fou. J'ai vraiment eu l'impression que ma tête était devenue instantanément beaucoup plus lourde. (Popescu 1963, 45-46; voir aussi Bartsch 1994, 17).

Ce récit, qui évoque plutôt une révélation qu'une découverte, ne permet pas de connaître précisément les chemins qui ont conduit Gesell à élaborer l'idée d'une monnaie à dépréciation périodique. Pourtant, plusieurs auteurs signalent que l'idée d'une dépréciation de la monnaie circulante n'est pas nouvelle en Argentine : l'historien de la pensée roumano-argentin Oreste Popescu, qui étudie l'œuvre de Gesell dans ses *Ensayos de doctrinas economicas argentinas* (1963, 39-90), s'est également penché sur les systèmes d'échange mis en places par les missions jésuites à partir du XVIe siècle dans la « Province jésuite du Paraguay », dont le territoire correspond peu ou prou à celui des actuelles Bolivie, Argentine, Uruguay, Paraguay, ainsi qu'à une partie du Chili, du Brésil et du Pérou (Popescu 1952, 12). Il y montre que les populations autochtones, en particulier Guarani, n'utilisaient alors pas de monnaies métalliques, mais des moyens d'échange d'usage courant, comme la yerba mate, le tabac, le miel, le maïs ou la toile de coton[20]. Ces moyens d'échange sont mentionnées dans les Lois des Indes, édictées par la Couronne espagnole, comme les « monedas de la tierra », les monnaies

20 Absi (2006) ajoute à cette liste les feuilles de coca, les graines de cacao, des lames de fer…

de la terre (Popescu 1952, 91). Afin de pouvoir nouer des relations commerciales avec les populations autochtones, les jésuites établissent une unité de compte abstraite : le *peso hueco*, ou peso creux (Popescu 1952, 90). Des rapports d'échange fixes étaient établis entre les monedas de la tierra et le peso hueco (Popescu 1952, 91), ce qui permettait d'exprimer les prix en peso et d'avoir recours aux monedas de la tierra comme moyen de paiement. Ce système semble proche de celui proposé par Gesell, avec des prix stables exprimés en Mark (par exemple) et des moyens de paiement rendus « périssables » par la dépréciation périodique ; à ceci près que, chez Gesell, c'est non plus la terre, mais l'État qui apporte au marché les nouveaux moyens de paiement.

Plusieurs travaux d'anthropologues portant sur les pratiques monétaires des peuples précolombiens, et sur leur persistance après la colonisation espagnole et jusqu'à aujourd'hui, montrent que l'usage des monedas de la tierra a justement pour objectif d'empêcher l'accumulation individuelle de richesses. L'étude de Michael Taussig sur les mineurs d'argent du Potosí en Bolivie et les paysans du Cauca en Colombie (Taussig 2010)[21] analyse cette « diabolisation » de l'accumulation de monnaie et de l'enrichissement individuel, qui fait l'objet d'une réprobation sociale unanime. C'est également ce que fait Pascale Absi, elle aussi à propos des mineurs du Potosí : elle montre que l'argent gagné dans les mines, considéré comme diabolique, doit être dépensé au plus vite par les mineurs (dans des fêtes ou par des dépenses ostentatoires, par exemple) sous peine de porter malheur à celui qui l'accumulerait. L'attribution de qualités symboliques maléfiques au métal tiré des mines permet de « [forcer] la circulation des richesses entre les hommes » (Absi 2006). L'argent, pour ces populations de langue quechua, peut « manger les hommes », les détourner de la vie sociale et les tourner vers le travail immodéré, la consommation d'alcool, ou des comportements d'accumulation obsessionnelle. Comme l'écrit Absi (loc.cit.) :

> la force séductrice de l'argent menace l'intégrité sociale, morale et physique de la personne. Le danger lié à sa thésaurisation est conçu comme une accumulation de force sauvage qui peut aboutir à une overdose mortelle.

Cette réprobation de l'accumulation individuelle n'est pas tournée vers les inégalités sociales qui en seraient le produit : D'après Absi (2006),

21 Cette étude est critiquée pour son réductionnisme marxiste, mais les faits sur lesquels elle se fonde ne sont pas controversés.

> c’est à l’interruption de la circulation des richesses que s’adresse la mise en accusation de l’accumulation. En effet, seule la circulation qui transforme le flux monétaire en lien social rend l’argent fertile.

Antoinette Molinié (2012) décrit elle aussi cette « domestication » d’une monnaie considérée comme sauvage ou diabolique par les populations andines qu’elle étudie, par le biais de sa mise en circulation, en particulier par les femmes dans le circuit de la reproduction, ou par le biais de fêtes, de rites ou de cérémonies. Ces éléments font évidemment écho à des thèmes développés dans l’œuvre de Gesell dès 1891, comme on l’a vu plus haut, et tout au long de sa vie.

3.2. Monnaie et valeur : l’écho préhispanique des thèses de Gesell

Carmen Bernand (2000) met l’accent sur un autre aspect de la pensée économique autochtone d’Amérique du Sud, qui entre lui aussi en résonance avec l’œuvre de Gesell : il s’agit de la manière dont ces cultures (en particulier de celles issues de l’empire inca, qu’elle étudie dans ce texte) conçoivent la monnaie, et partant, la valeur. Bernand insiste en effet sur l’importance, dans les cultures andines, de la notion de « double » : chaque être est associé à un double abstrait, qui l’anime. Pour les marchandises, c’est la monnaie qui remplit ce rôle :

> Dans [les] transactions d'achat et de vente, tout se passe comme si l'argent qui correspond au prix d'un objet devenait en fait son substitut. Tout ce qui circule comme marchandise posséderait un double non matériel exprimé en valeur monétaire. La monnaie, réelle ou virtuelle, est le double abstrait du maïs, des animaux ou des étoffes.

La monnaie est donc conçue comme étant d’une nature abstraite, distincte de celle des marchandises : si elle les anime, leur permet de circuler, elle n’est pas elle-même une marchandise, n’a pas de valeur intrinsèque, puisqu’elle ne fait que représenter les richesses réelles en exprimant leur valeur. La valeur, elle, ne découle pas de caractéristiques propres à la marchandise, mais de la reconnaissance de sa contribution (ou de la contribution du travail qui l’a produite) à la prospérité de la société (au temps de l’empire inca, c’est l’Inca qui représente la totalité sociale, répartit les obligations et valorise les travaux individuels) : la monnaie est donc le medium qui rend présente la totalité sociale dans les échanges. Dans son ouvrage *Die Verstaatlichung des Geldes* (1892), puis dans tous ceux qui suivront, Gesell défend des positions qui peuvent sembler proches des représentations culturelles andines

décrites par Bernand, en s'opposant frontalement aux conceptions de la monnaie qui dominent alors la science économique occidentale : la monnaie, pour Gesell, n'est pas une marchandise, mais le « représentant des marchandises », le double abstrait des marchandises, qui permet leur circulation. C'est d'ailleurs à ce titre que la monnaie doit êre réformée – afin de se déprécier comme le font les marchandises, c'est à dire, afin d'entrer en analogie avec elles. La valeur, pour Gesell, n'est pas non plus une caractéristique attachée aux marchandises, mais une donnée circonstancielle, jamais fixe, dépendant de la demande pour cette marchandise et de la capacité du marché à répondre à cette demande (Gesell 1892, 169; 2020 [1893], 60-61). Cette opinion s'oppose, bien entendu, aux théories classiques de la valeur-travail, mais aussi aux tentatives néoclassiques de continuer à rechercher les fondements (subjectifs) d'une valeur qui resterait distincte du prix : pour Gesell, il ne fait aucun doute que la valeur d'une marchandise et son prix en monnaie s'identifient l'un à l'autre – une opinion qui n'est pas si répandue en cette fin de XIXe siècle.

Si Gesell ne fait pas référence dans son œuvre publiée à l'héritage de la pensée économique autochtone sud-américaines ou aux pratiques issues de cet héritage, force est de constater que son œuvre y fait écho de manière remarquable, et en traduit certains concepts dans le référentiel culturel occidental. Nous n'avons malheureusement pas pu consulter les fonds d'archive conservés en Argentine, qui comprennent de la correspondance et une partie de la bibliothèque personnelle de Silvio Gesell. L'étude de ces archives pourrait permettre de découvrir des éléments plus précis quant aux inspirations directes ou indirectes de la pensée gesellienne. Carlos Louge (2015, 116-20; 2015, 127) fait l'hypothèse de l'influence sur Gesell de penseurs argentins, comme Manuel Belgrano, Esteban Echeverría, Mariano Moreno ou Mariano Fragueiro, éduqués selon lui par les jésuites argentins, et par l'intermédiaire desquels certaines représentations autochtones auraient pu transiter avant d'atteindre Gesell. A défaut d'éléments plus concrets, ces considérations demeurent hypothétiques, et doivent faire l'objet d'investigations plus poussées.

4. La réforme de 1899 de la Caja de conversión argentine : une victoire des idées geselliennes ?

Dans la littérature (Louge 2015, 172; Théret 2020), on attribue parfois à Gesell une influence sur la réforme des conditions d'émission de la monnaie en Argentine en 1899, qui signe la sortie du pays d'un régime d'étalon-or strict. Qu'en est-il réellement ? Cette partie se tourne vers les écrits de Gesell consacrés au système monétaire argentin, et cherche à évaluer

la réalité de son influence sur le cours des évènements monétaires dans le pays. La publication de son premier ouvrage sur la question en 1893 délaisse la question de la vitesse de circulation de la monnaie pour se concentrer sur celle de l'étalon-or (4.1.), en prenant appui sur les mouvements de contestation émergeant dans le monde au même moment, des États-Unis à l'Europe (4.2.). Mais dans le contexte d'hégémonie de l'or de la fin du XIXe siècle, les idées de Gesell, qui prône la mise en place d'un système de papier-monnaie inconvertible, sont radicales : il est donc difficile de voir dans la réforme de 1899 plus qu'une influence lointaine de sa part (4.3.).

4.1. Gesell se tourne vers l'Argentine : *El sistema monetario argentino* (1893)

En 1893, Gesell se confronte finalement à la situation monétaire argentine, avec une première publication en castillan, éditée cette fois par l'éditeur-photographe Arturo W. Boote à Buenos Aires : *El sistema monetario argentino, sus ventajas y su perfeccionamiento*[22]. Il s'y confronte à la problématique monétaire du moment : le peso papier a toujours un cours dévalué par rapport au peso métallique, de l'ordre de trois pour un. La priorité pour les autorités monétaires est de rétablir la convertibilité, en réduisant la quantité de papier-monnaie en circulation. Gesell, de son côté, interroge : est-ce vraiment l'or qui donne sa valeur à la monnaie ? Ce qui donne leur valeur aux marchandises, explique-t-il, ce n'est pas leur utilité intrinsèque, mais la demande (2020 [1893], 60). Ce qui garantit la valeur de la monnaie, ce n'est donc pas son gage, ou la valeur intrinsèque du matériau qui la constitue, mais les phénomènes qui la rendent indispensable, c'est à dire, principalement, la division du travail (2020 [1893], 68) – mais aussi l'obligation légale de payer ses impôts en monnaie (2020 [1893], 64). L'existence d'une offre constante de marchandises (du fait de la division du travail) constitue en elle-même une demande constante de moyens d'échange, qui suffit à garantir la valeur de la monnaie. Ainsi, la monnaie peut n'avoir aucune valeur intrinsèque, et devra même n'en avoir aucune :

> La valeur intrinsèque[23] de la monnaie interromprait le travail et l'échange, et les producteurs se trouveraient dans cette position terrible : l'État, percevant des
>
> El valor intrínseco del dinero interrumpiría el trabajo y el intercambio, y los productores se encontrarían en esta terrible posición: el Estado, percibiendo

22 « Le système monétaire argentin, ses avantages et son perfectionnement ». Nous avons ici privilégié la version hispanophone, rééditée par le ministère des finances argentin avec d'autres textes concernant l'Argentine (Gesell 2020 [1893]), à la version germanophone reproduite dans les *Gesammelte Werke*.

23 Par « valeur intrinsèque », Gesell entend ici « utilité intrinsèque ».

impôts en monnaie, oblige chacun à la division du travail. La division du travail crée des marchandises qui n'acquièrent leur valeur que par l'échange, et cet échange a été rendu impossible puisque la monnaie, dès lors qu'elle avait une valeur intrinsèque, a été consommée ou détenue par ceux qui par accident la tenaient en leur pouvoir. Notez bien !

En nous basant sur ce raisonnement et en contradiction directe avec ce que disent les économistes, nous pouvons avancer l'idée suivante : une bonne monnaie ne doit avoir aucune valeur intrinsèque, et plus sa valeur intrinsèque sera faible, meilleure sera la monnaie.

impuestos en dinero, obliga a todos a la división de trabajo. La división de trabajo crea mercancías que solo por el cambio adquieren valor, y este cambio se ha hecho imposible desde que el dinero por tener un valor intrínseco ha sido consumido o detenido por los que casualmente lo tenían en su poder. ¡Ojo!

Basados sobre este raciocinio y en directa contradicción con lo que dicen los economistas, podemos adelantar lo siguiente: un buen dinero no debe tener ningún valor intrínseco, y cuanto menor es su valor intrínseco tanto mejor será el dinero. (Gesell 2020, 67)

Fort de ces constats, Gesell fait un éloge appuyé du papier-monnaie inconvertible argentin : dépourvu de coûts de production, il est si économique « qu'il ne serait pas étrange que d'autres nations nous imitent » (2020 [1893], 127) : l'étalon-or et les contraintes qu'il implique sont coûteux et inutiles, et nuisent au développement – comme le prouve le moindre développement du commerce dans l'Uruguay voisin : « Les [uruguayens] fuient l'or et sont venus chercher refuge auprès du misérable papier argentin » (2020 [1893], 129). L'abondance de papier-monnaie est bonne pour le commerce : « Tous les commerçants s'accordent à dire qu'il n'existe aucun pays au monde où il est aussi facile de faire des affaires qu'ici, et il est vraiment étonnant de voir avec quelle relative facilité la monnaie circule » (2020 [1893], 130). Et il ne faut pas s'y tromper : c'est bien la facilité avec laquelle circule la monnaie qui est à l'origine de la prospérité, et non la prospérité du pays fait circuler la monnaie (2020 [1893], 131). La monnaie argentine, en outre, peut être gérée par le pouvoir politique, et être émise en fonction des besoins du pays, de la croissance de la population, et de l'approfondissement de la division du travail[24], contrairement aux monnaies fondées sur l'or,

24 Ici, Gesell raisonne comme si l'Argentine ne s'était pas engagée auprès de ses créanciers à rétablir la parité du peso avec l'or et disposait encore de sa souveraineté monétaire. En outre, il suggère que le gouvernement est à l'origine des émissions monétaires – ce qui est le cas, par exemple, pour les monnaies fiscales provinciales, mais pas pour la monnaie nationale, depuis au moins 1881.

dont la quantité disponible dépend « du rendement incontrôlable des mines, du hasard, de la fantaisie de quelque artiste ruiné qui amène ses bijoux à la Monnaie » (Gesell 2020 [1893], 131). La seule chose qui manque à la monnaie argentine, conclut Gesell c'est une valeur stable. Comment améliorer le système argentin pour permettre la stabilité des prix ?

Afin de diriger la politique d'émissions, l'autorité monétaire a besoin d'un point fixe. Vu l'importance du commerce extérieur pour la République argentine, celle-ci a eu coutume de considérer le prix de l'or comme point fixe (2020 [1893], 142) – mais, le prix de l'or étant lui-même variable, une telle monnaie ne pourra prétendre garantir la stabilité des prix. La stabilité des prix ne pourra être atteinte qu'en adaptant toujours l'émission à la quantité de marchandises offertes, à l'aide d'indicateurs statistiques (2020 [1893], 141-42). Pourtant, ici Gesell fait une autre proposition : afin de « convaincre le monde entier que les fluctuations continues du prix du billet inconvertible ne sont pas une conséquence logique de son absolue inutilité intrinsèque, mais seulement la conséquence de la façon étrange d'administrer ce billet qui a subsisté jusqu'à ce jour » (2020 [1893], 143), il propose d'établir une Banque régulatrice du prix de la monnaie, en tant que banque publique unique, dont l'objectif sera de stabiliser le prix du billet et de maintenir la stabilité de son change en or – c'est à dire, pour faire la démonstration de sa méthode, d'axer la politique monétaire sur la stabilité du taux de change plutôt que sur la stabilité des prix. La Banque disposerait pour ce faire des moyens statistiques de l'État, de la possibilité d'augmenter les droits de douane afin de restreindre les importations en cas de besoin, et mettrait sa monnaie en circulation via l'achat ou la vente de titres de la dette publique argentine (2020 [1893], 142-43). Une fois que la démonstration de la viabilité d'une telle monnaie aurait été faite pendant « deux, cinq, dix ans », l'Argentine pourrait prendre la tête d'une coalition internationale de pays « écrasés par leurs dettes en or », comme l'Espagne, la Grèce, le Portugal, l'Italie, l'Égypte, la Russie, l'Australie et toute l'Amérique du Sud, afin d'en réclamer la démonétisation.

> Avec la démonétisation de l'argent les banquiers européens ont multiplié la valeur des dettes argentines : il appartient à présent aux Argentins de réduire leurs dettes en démonétisant l'or, et ils y parviendront le jour où ils pourront réunir en leur capitale un congrès monétaire international et
>
> Con la desmonetización de la plata los banqueros europeos han duplicado el valor de las deudas argentinas, a los argentinos pertenece ahora reducir sus deudas desmonetizando el oro, y esto lo conseguirán el día en que puedan reunir en su capital un congreso monetario internacional y demostrar a los

démontrer aux congressistes sur la base de faits qu'on peut fabriquer avec du papier inconvertible un moyen d'échange infiniment supérieur à l'or.	congresistas con los hechos que con papel inconvertible se puede fabricar un medio de cambio in finitamente superior al oro. (Gesell 2020 [1893], 155)

Une fois cette preuve faite, il deviendrait possible d'organiser l'émission monétaire selon des principes plus rationnels.

Dans cet ouvrage de 1893, la dépréciation périodique de la monnaie n'est pas évoquée : c'est la reconnaissance des vertus de la monnaie de papier inconvertible et de la démonétisation de l'or, d'une part, et la nécessité d'une gestion publique du système monétaire en fonction des besoins de l'économie, d'autre part, qui sont au cœur des revendications de Gesell. La suite annoncée de cette publication, dans laquelle il était supposé détailler les réformes à introduire dans l'administration de la monnaie, n'est jamais parue.

4.2. les racines monétaires de la crise économique, des États-Unis à l'Argentine : *La cuestión monetaria argentina* (1898)

La publication suivante de Gesell, *Die Anpassung des Geldes und seiner Verwaltung an die Bedürfnisse des modernen Verkehrs*[25] (1897), renoue avec le mode d'exposition abstrait de ses premiers ouvrages[26]. Mais dès l'année suivante, il reprend son analyse du contexte argentin, dans deux publications jumelles : *La cuestión monetaria argentina*[27] et *La razón económica del desacuerdo chileno-argentino*[28]. Ces deux ouvrages ont le même texte[29], mais Gesell donne au second une introduction qui vise à démontrer que les tensions autour de la définition des frontières en Patagonie que vivent les deux pays seraient vite oubliées si les deux pays sortaient de la crise économique dans laquelle les plonge leur système monétaire déflationniste, et que les opinions publiques tendaient à attribuer aux tensions géopolitiques (1898, 224). La suite est strictement identique.

25 L'adaptation de la monnaie et de son administration aux besoins de la circulation moderne

26 Gesell y démontre à nouveau que la monnaie, qui « personnifie » la demande, doit être réformée de manière à devenir une institution d'État, et à ce que son émission ait pour objectif la stabilité des prix. Afin qu'ils soient contraints de circuler, les billets de papier inconvertibles doivent se dévaluer au taux d'1‰ par semaine, soit 5,2 % par an, et ont toujours la forme décrite plus haut (monnaie tabulaire et séries de couleur pour les petites dénominations). Cette réforme permettra de mettre fin à l'accumulation des marchandises, aux variations des prix, aux crises économiques, au chômage chronique, etc. (Gesell 1897, 175-81)

27 La question monétaire argentine

28 La raison économique du désaccord argentino-chilien

29 Ce texte paraît d'abord uniquement en castillan. Gesell le traduira en allemand pour le publier en annexe d'un texte intitulé *Das Reichswährungsamt*, qui paraît en 1920.

Dans ce texte, Gesell attaque pour la première fois frontalement le caractère déflationniste du système monétaire adopté en 1890, qui fait désormais sentir ses effets dans l'économie argentine. « La loi favorise la baisse des prix » dénonce ainsi Gesell : la valorisation de la monnaie est l'effet « nécessaire et attendu de la politique monétaire actuelle » (2020 [1898], 157) – l'objectif des politiques monétaires étant le rétablissement du peso-papier avec le peso-or, et donc, le triplement de valeur du peso papier. Quelles sont les conséquences à en attendre ? Le simple fait de chercher à faire baisser le niveau des prix nuit au commerce, qui a besoin de stabilité dans la valeur de la monnaie, argumente Gesell. Mais, plus grave, les faits historiques nous apprennent que la pénurie monétaire s'accompagne toujours de la stagnation de l'économie et du progrès de la société, quand les périodes d'abondance monétaire sont associées à l'essor du commerce, de l'entreprise et de la pensée : c'est le cas, nous dit Gesell, au Moyen-Age, qui correspond à une période de « léthargie dans l'esprit des peuples », jusqu'à la colonisation de l'Amérique et à l'afflux de métaux précieux qui en provenaient. La démonétisation de l'argent en Allemagne en 1872, et la crise économique mondiale qui s'est ensuivie, est un autre exemple des conséquences délétères de la pénurie monétaire sur l'activité économique. De même, la période de prospérité qu'ont connue les États-Unis sous le régime de la libre frappe de l'argent et de l'émission des *greenbacks*, et la crise qui a suivi le retrait des *greenbacks* et la démonétisation de l'argent, sont une preuve supplémentaire en ce sens (1898, 226-27; 2020 [1898], 159-60).

Pour la première fois, Gesell fait ainsi directement références aux luttes sociales politisant la question monétaire dont il est contemporain, en particulier aux États-Unis, ou le National Greenback Labour Party est créé en 1875 pour protester contre le « crime » de 1873 (la fin de la libre frappe de l'argent, et l'adoption officielle par les USA du monométallisme or), et la disparition annoncée des *greenbacks*, monnaie papier inconvertible introduite pendant la guerre civile américaine (Friedman et Schwartz 1993 [1963], 48; 1993 [1963], 113-14). En 1896, soit deux ans avant la publication de *La cuestión monetaria argentina*, le Parti démocrate américain a accordé son investiture pour l'élection présidentielle à l'avocat William Jennings Bryan, resté célèbre pour son « Cross of Gold speech » lors de la convention nationale du parti, dans lequel il défend le rétablissement du bimétallisme comme une politique en faveur des classes laborieuses et contre les intérêts de la « richesse organisée », dans des termes combatifs :

S'ils osent venir à découvert et défendre l'étalon-or comme une bonne chose,	If they dare to come out in the open field and defend the gold standard as a good

nous les combattrons sans relâche. Avec derrière nous les masses productives de cette nation et du monde, soutenus par les intérêts commerciaux, les intérêts du travail et les besogneux du monde entier, nous répondrons à leur demande d'un étalon-or en leur disant : vous ne poserez pas sur le front du travail cette couronne d'épines, vous ne crucifierez pas l'humanité sur une croix d'or.

thing, we will fight them to the uttermost. Having behind us the producing masses of this nation and the world, supported by the commercial interests, the laboring interests, and the toilers everywhere, we will answer their demand for a gold standard by saying to them: You shall not press down upon the brow of labor this crown of thorns, you shall not crucify mankind upon a cross of gold. (Bryan 1896)

Battu à deux reprises à l'élection présidentielle états-unienne, en 1896 et 1900, en ayant totalisé à chaque fois plus de 45 % des voix, Bryan a contribué à faire de la question monétaire une question centrale de la vie politique nord-américaine de son époque ; et si Gesell ne fait pas directement référence à Bryan dans cet écrit (il le fera dans des textes postérieurs (Gesell 1920b, 28)), il faut se souvenir que c'est dans ce contexte international que paraissent ses textes argentins. Gesell, bien sûr, ne défend pas le bimétallisme, à l'inverse de Bryan : mais tous deux s'accordent à considérer que l'étalon-or constitue une règle d'émission trop stricte, et que son adoption conduit, entre autres problèmes, à une rareté de la monnaie qui nuit au bon fonctionnement de l'économie et aux intérêts des travailleur·euses.

Gesell tire des considérations précédentes une conclusion définitive : la valorisation de la monnaie, c'est à dire la baisse du niveau des prix, et la crise, vont toujours de pair. La crise que connaît alors le Chili, et celle qui semble s'annoncer en Argentine, n'en sont que des preuves supplémentaires. La déflation est-elle cause ou conséquence de la crise, interroge Gesell ? Elle est son unique cause, pour deux raisons :

1) La baisse des prix fait augmenter la valeur réelle des dettes : le triplement de la valeur du peso papier prévu par la loi correspondrait ainsi à un triplement du poids réel des dettes.

Si la monnaie se renchérit, tous ceux qui doivent de la monnaie voient leurs dettes augmenter dans l'exacte proportion de

Si el dinero encarece, todos los que deben dinero ven aumentar sus deudas en la exacta proporción al aumento del

l’augmentation de la valeur de la monnaie. Nominalement, rien ne change, mais matériellement le poids de la dette augmente. Les sacrifices pour se libérer des engagements contractés en monnaie augmentent. [...]

Avec l’augmentation de la valeur des 300 millions de l’émission [de pesos papier], l’actif des commerçants sera intégralement absorbé par le passif, l’hypothèque consumera la propriété, tout le capital industriel et commercial passera du Crédit au Débit, il ira s’immobiliser entre les mains des créanciers. [...]

Avec la perspective d’avoir à payer le triple de ce que l’on a reçu, qui osera contracter une dette pour établir la moindre industrie dans ce pays ? Qui osera signer un contrat de location ou de fermage, si l’on sait que les lois du pays tendent à tripler progressivement la valeur effective du contrat ?

valor del dinero. Nominalmente nada cambia, pero materialmente el peso de la deuda crece. Los sacrificios para librarse de los compromisos contraídos en dinero aumentan.

Con la valorización de los 300 millones de la emisión, el activo de los comerciantes será absorbido íntegro por el pasivo, la hipoteca consumirá la propiedad, todo el capital industrial y comercial pasará del Haber al Debe, irá a parar en manos de los acreedores. […]

[C]on la perspectiva de tener que pagar el triple de lo que recibe, ¿quién se atreverá a contraer una deuda para establecer cualquiera industria en el país? ¿Quién se atreverá a firmar un contrato de alquiler o de arrendamiento, si se sabe que las leyes del país tienden a triplicar paulatinamente el valor efectivo del contrato? (Gesell 2020 [1898], 166-69)

Gesell décrit ainsi la déflation comme un transfert massif de valeur des débiteurs vers les créanciers, et comme un puissant frein à l’endettement, c’est à dire, à l’investissement, et donc à l’activité économique. En augmentant le poids réel des dettes, la déflation paralyse les débiteurs, dont toutes les ressources sont désormais absorbées par le remboursement de leurs créances, jusqu’à les contraindre à liquider leur actif pour honorer leurs engagements, alimentant ainsi la déflation : c’est le phénomène de déflation par la dette, qui sera décrit par Irving Fisher (1932, 25; 1933) – lequel n’hésitera pas à désigner la déflation comme « la racine de presque tous les maux » (1932, 39). Une formule que Gesell, donc, n’aurait pas reniée.

2) La baisse des prix annule la profitabilité des opérations commerciales : le commerçant est forcé de vendre à perte, puisque les prix ont baissé dans l'intervalle entre l'achat et la vente. Le profit devient donc impossible, et le commerçant interrompt les échanges, alimentant la baisse du prix des marchandises, que plus personne ne veut acheter.

Le commerçant ingénieux liquide alors son commerce, tout comme l'industriel :

Tant que nous sommes dans la perspective d'un renchérissement de la monnaie, la meilleure manière de tirer profit du capital consiste à fermer les usines, exporter les machines, licencier les ouvriers, liquider tout en monnaie légale et garder cette monnaie en caisse. Car là, sans aide personnelle, sans travail, sans risque, sans casse-têtes, progressivement, son prix monte : il triple.

Les lois qui favorisent la valorisation de la monnaie, la baisse générale des prix, interrompent fatalement la circulation des capitaux, paralysent le mouvement commercial et forment la vraie cause qui a arrêté la marche *ad astra* de la jeune industrie argentine.

Que la Caja de Conversión continue à brûler les billets, et il ne faudra pas longtemps avant que sa cheminée soit l'unique, parmi celles de toutes les usines argentines, à encore envoyer de la fumée dans le ciel.

En tanto que tenemos la perspectiva de mayor valorización del dinero, la mejor manera de sacar provecho del capital consiste en cerrar las fábricas, exportar las máquinas, despedir a los obreros, liquidar todo en moneda legal y guardar esa moneda en caja. Pues allí, sin ayuda personal, sin trabajo, sin riesgo, sin rompecabezas, paulatinamente va subiendo de precio, se va triplicando. [...]

Las leyes que favorecen la valorización del dinero, la baja general de precios, interrumpen fatalmente la circulación de los capitales, paralizan el movimiento comercial y forman la verdadera causa que ha detenido la marcha ad astra de la joven industria argentina. [...]

Siga la Caja de Conversión quemando los billetes y no pasará mucho tiempo, que su chimenea será la única de todas las fábricas argentinas que mandará humo al cielo. (Gesell 2020 [1898], 170-71)

La circulation économique, et donc la production, sont ainsi nécessairement interrompues par la déflation. Celle-ci fonctionne comme un processus cumulatif, au cours duquel les liquidations alimentent la baisse des prix, la hausse du chômage, et laminent le tissu productif.

La déflation est, selon Gesell, la cause de la plupart des maux économiques ; mais l'inflation n'est pas non plus souhaitable : « Tout excès [d'émission monétaire] produit la hausse des prix, et ce dont le commerce a besoin, c'est la fixité des prix. Les prix ne doivent pas baisser, mais ils ne doivent pas non plus monter » (2020 [1898], 181). S'il est injuste d'avantager les créanciers par la baisse des prix, il est également injuste d'avantager les débiteurs par la hausse des prix : la justice commande la stabilité de l'étalon des valeurs. C'est ce que note également Keynes en 1923, dans un teste intitulé *Social Consequences of Changes in the Value of Money* (2013a [1923], IX:59-75): inflation et déflation sont à l'origine de transferts de valeur entre débiteur·rices et créditeur·rices. Des deux phénomènes, c'est cependant la déflation qui est la plus redoutable, car « il est moins grave, dans un monde appauvri, de décevoir le rentier que de provoquer du chômage ». La justice, en tout état de cause, demande un étalon stable des valeurs, et une régulation de la monnaie qui la soumette à l'empire de décisions délibérées (2013a [1923], IX:75). Ce texte rejoint, sur l'essentiel, l'argumentation de Gesell dans *La cuestion monetaria argentina* (1898).

Pour Gesell, la stabilité de la valeur de la monnaie ne pourra être obtenue que par le monopole de la puissance publique sur l'émission monétaire, et par l'adaptation constante de cette émission aux besoins du commerce. Cette adaptation sera le résultat de l'adoption d'une monnaie de papier :

> La démonétisation de l'or se décrétera le jour où une partie du globe se décidera à faire un essai sérieux avec la monnaie de papier. Ce jour-là, le problème monétaire trouvera sa solution définitive.
>
> Y la desmonetización del oro se decretará el día en que en alguna parte del globo determinen hacer un ensayo serio con la moneda de papel. Ese día el problema monetario encontrará su solución definitiva. (2020 [1898], 200)

Comme il le raconte lors de la parution de la traduction allemande de *La cuestion monetaria argentina* en 1920, Gesell n'hésite pas à envoyer son texte à tous les députés et sénateurs, à la presse, aux banques, ainsi qu'à de nombreux commerçants et entrepreneurs

(1920c, 105). Rencontrant un succès limité, il se sépare de son usine de cartonnage avant que la crise n'éclate, et prépare son retour en Europe, où il débarque en décembre 1898.

4.3. La réforme « tornquinienne » de 1899 : une manifestation de l'influence de Silvio Gesell ?

En 1899, le sénateur et ancien Président Carlos Pellegrini et l'industriel et banquier Ernesto Tornquist parviennent à imposer une réforme de la Caja de Conversión : la valeur légale du peso papier est fixée à 2,27 peso papier pour 1 peso or, soit sa valeur de marché au moment de la réforme[30]. La Caja de Conversión a pour mission d'assurer la convertibilité en or du peso papier à ce nouveau taux, et cesse ainsi son intervention déflationniste sur la masse monétaire : le taux de couverture en or de la monnaie papier passe ainsi, dans la loi, de 100 % à environ 44 %.

Faut-il voir derrière cette réforme une victoire des idées de Gesell, voire, une conséquence directe de son action ? Louge (2015, 176) affirme que Gesell et Tornquist, tous deux membres de la communauté germanophone de Buenos Aires, étaient amis personnels. Aucune autre source ne permet d'étayer cette information[31] : John H. Williams, qui analyse les évènements monétaires argentins de la période 1880-1900, et qui s'est rapproché du fils d'Ernesto Tornquist (Williams 1920, v), n'évoque pas le rôle de Gesell, même s'il cite l'un de ses textes en bibliographie. Gerardo della Paolera et Alan Taylor (2007) considèrent que l'influence des idées de Gesell sur la réforme ne fait aucun doute, mais n'avancent pas non plus d'éléments permettant d'étayer la thèse d'une influence directe. Dans l'introduction de la traduction allemande de *La cuestion monetaria argentina*, Gesell ne revendique d'ailleurs pas une telle influence : il indique seulement que la réforme « correspondait aux propositions » qu'il avait faite dans cet écrit (1920c, 105)[32]. Sur le plan des idées, il ne fait pas de doute que les avertissements de Gesell concernant les dangers de la déflation ont probablement contribué à donner l'alerte ; l'aggravation de la situation économique du pays y est sans doute aussi pour beaucoup. Mais la dévaluation du peso et l'abandon de la politique monétaire déflationniste est en fait la seule victoire idéologique potentielle de Gesell : le *currency board* de la Caja de Conversion est maintenu, et c'est bien la quantité d'or amenée à la conversion

30 Le taux de change a brusquement baissé suite à une baisse de valeur de l'or entre 1898 et 1899.

31 Une études des archives argentines de Gesell, auxquelles nous n'avons pas eu accès, ou de celles d'Ernesto Tornquist, pourrait permettre d'aller au bout de la question.

32 Dans un autre écrit, *La plétora monetaria de 1909 y la anemia monetaria de 1898*, qui paraît en castillan en 1909 (2020 [1909], 203-32), Gesell affirme que la loi de conversion argentine a été « proposée pour la première fois » (2020 [1909], 207) dans son texte de 1898, ce qui semble un peu au-delà de la réalité.

qui détermine le montant de l'émission monétaire. Paolera et Taylor précisent en outre qu'il s'agissait, par cette réforme, pour Carlos Pellegrini et ses soutiens, d'éliminer « cet élément d'anarchie et de destruction – le papier monnaie inconvertible » (2007, 119). Les arguments de Gesell en faveur d'un système monétaire basé sur le papier monnaie et le contrôle rationnel de son émission par la puissance publique semblent donc bien être restés, à l'époque, lettre morte.

5. *Excursus* : L'héritage argentin de Silvio Gesell

La pensée de Gesell connaît aujourd'hui un surprenant regain d'intérêt en Argentine, notamment au sein du mouvement des entreprises récupérées (MNER). Un « Institut Silvio Gesell » est même créé à Buenos Aires en 2020. Avant que notre étude ne se tourne vers l'Europe, où le mouvement gesellien connaît son implantation la plus forte, il n'est pas inutile de retracer la fortune des théories de Gesell au sein du pays qui les a vues naître, afin de comprendre ce retour contemporain.

5.1. Du départ vers l'Europe à la fondation de Villa Gesell

Le départ de Gesell vers l'Europe ne marque pas la fin de son influence dans le pays : l'entreprise « Casa Gesell » d'import de produits pharmaceutiques, puis de produits pour bébés, qu'il a fondée, est florissante. Il en confie l'exploitation à son frère Ernst, qui était son associé depuis 1895. Six ans plus tard, celui-ci décède: entre 1906 et 1911, Gesell séjourne donc à nouveau en Argentine pour diriger son affaire. Pendant cette période, il publie en 1909 *La plétora monetaria de 1909 y la anemia monetaria de 1898*[33] (2020 [1909], 204-34) – un texte bref qui dénonce à nouveau l'étalon-or et les « doctrines de la valeur », et appelle à une conférence monétaire mondiale : si l'or doit être monnaie internationale, alors il faut donner à la gestion de la monnaie des règles internationales. La monnaie de tous les pays participants devra donc être gérée selon les nécessités du commerce, en émettant ou retirant de la circulation les billets de banque de manière à stabiliser un indice des prix intérieurs. Un *Bureau monétaire international* devra veiller à la stabilité des changes, en ordonnant aux pays dont la balance commerciale est déficitaire (et dont l'or fuit à l'étranger) de restreindre leur émission monétaire, et aux pays dont la balance commerciale est excédentaire (et qui subissent « l'invasion de l'or ») d'augmenter leurs émissions afin de « repousser » le métal – avec pour objectif de stopper complètement la migration de l'or et d'équilibrer les balances

33 L'abondance monétaire de 1909 et l'anémie monétaire de 1898)

commerciales (Gesell 2020, 220-21). Ce système préfigure l'*International Valuta Association* proposée plus tard par Gesell, et dont il sera question plus loin[34].

Gesell retourne en Europe en 1911, et ne fera plus en Argentine que des séjours de plus courte durée. Mais une partie de sa famille continue d'y vivre : son fils Carlos Idaho Gesell y acquiert, en 1931, près de 17 km² de terre désertique en bord de mer, sur la côte atlantique. Il entreprend à grand-peine d'y planter une forêt de pins pour en exploiter le bois. La ville, qui compte aujourd'hui plus de 30 000 habitants, est devenue une station balnéaire réputée ; elle a été nommée par Carlos Gesell en hommage à son père : Villa Silvio Gesell, ou plus sobrement, Villa Gesell.

Gesell accède progressivement à une place à part entière dans l'histoire de la pensée économique argentine, grâce, en particulier, aux travaux d'Oreste Popescu (1965; 1997). Sa pensée est également propagée en Amérique du Sud par Paul Studer au Pérou et en Colombie, Ernst Frankfurth en Uruguay et en Argentine, Hans-Joachim Tuercke, qui fonde avec un autre fils de Gesell, Ernesto Fridolin, la « Asociación Fisiocrática Argentina », ou encore par Hans Timm, proche collaborateur de Gesell qui fuit le nazisme en Argentine dans les années 1930 (Popescu 1963, 59-62). Mais ce n'est ni la reconnaissance académique, ni le maintien d'une tradition d'activisme gesellien, qui permettent à Gesell d'accéder à la postérité en Argentine. C'est plutôt au sein de cercles militants qui redécouvrent sa pensée au début des années 2000 et la font vivre par des pratiques monétaires alternatives, que la mémoire de l'auteur est aujourd'hui réactivée.

5.2 La *Red Global de Trueque* : Gesell et le développement économique

A partir de 1995, un réseau de monnaies complémentaires se développe en Argentine : la *Red global de trueque*[35] (RGT). Les clubs de troc (*clubes de trueque*), qui en constituent les cellules fondamentales, fonctionnent initialement selon un principe de compensation scripturale des dettes et des créances qui permettent des échanges de marchandises lors d'évènements appelés *ferias*[36] (Saiag 2016, 50-51). L'unité de compte utilisée pour exprimer les prix lors des *ferias* n'est pas le peso, mais le « crédit » (*crédito*). Rapidement, les clubs de troc se multiplient et la compensation scripturale laisse progressivement place à l'émission de

34 Dans ce texte, Gesell propose également la mise en place d'un impôt international sur les objets d'or, afin de dissuader l'usage industriel de l'or et la contraction correspondante des masses monétaires qui en résulte sous le régime de l'étalon-or.
35 Réseau global de troc
36 Foires

billets libellés en *créditos*, qui servent à effectuer les paiements. La création de la RGT, à la fin de l'année 1996, correspond à la centralisation de l'émission des billets par les fondateur·rices du système : les *créditos* peuvent alors être utilisés sur toutes les *ferias* du réseau, et non plus seulement sur la *feria* où ils ont été émis, comme c'était jusqu'alors le cas. Les fondateur·rices, réuni·es dans une instance nommée « conseil consultatif du PAR »[37], valident également la mise en places de nouvelles *ferias*, désormais également appelées nœuds (*nodos*) (Ould-Ahmed 2010; Saiag 2016, 51-52). En 1997, le réseau se sépare en plusieurs zones, chacune autonome dans l'émission des *créditos* (sous la surveillance d'une « commission interzonale »), tout en continuant de garantir la circulation des billets dans tous les *nodos* du réseau. A son apogée, à la mi-2002, la RGT a compté 4500 *nodos* et plus de 2,5 millions d'utilisateurs (Ould-Ahmed 2010).

La figure de Gesell ne semble pas présider à la création du réseau : dans un écrit de 1998, trois des fondateur·rices de la RGT, Carlos de Sanzo, Horacio Covas et Heloisa Primavera, affirment leur intention de « réinventer un marché dont [ils ont] été exclus, avec tant d'autres citoyens de ce pays » (Primavera, Covas, et De Sanzo 1998, 3): la première fonction de la RGT est donc de permettre un accès à la monnaie à des personnes à qui cet accès est refusé, du fait de leur situation de précarité, ou du fait de la rareté monétaire induite par le *currency board* en vigueur dans le pays depuis 1991. Cet objectif social n'est qu'indirectement celui de Gesell, qui pense d'abord à la stabilité des prix et de la conjoncture économique, et n'envisage le déploiement de son système qu'à l'échelle nationale : jamais l'auteur n'évoque la possibilité de mettre en place ses idées à une échelle inférieure. Dans cet écrit de 1998, les fondateur·rices du réseau citent d'ailleurs E.F. Schumacher, Bruno Latour, Fernand Braudel, quelques références d'économie sociale et du développement – mais pas directement Silvio Gesell. La seule référence à faire lien avec sa pensée est un ouvrage de Jürgen Schuldt intitulé *Dineros alternativos para un desarrollo local*[38] (1997). Schuldt, universitaire péruvien[39], évoque longuement les théories de Gesell et les expériences monétaires qui ont été menées sur leur base dans les années 1930 (voir plus bas) ; il décrit aussi les caractéristiques de ce que serait une monnaie locale gesellienne orientée vers le développement (Schuldt 1997, 263-66). Petit à petit, comme on va le voir plus bas, la figure de Gesell gagne pourtant en popularité au sein du réseau : on voit ainsi qu'à la fin des années

37 Le PAR (pour Programme d'Autosuffisance Régionale) est une ONG fondée en 1989 par deux des fondateur·rices de la RGT, Carlos de Sanzo et Rubén Ravera. Elle devient plus tard la structure porteuse de la RGT (Ould-Ahmed 2010).

38 Monnaies alternatives pour un développement local

39 Il obtient son doctorat à l'université de St-Gall, en Suisse.

1990, les idées de Gesell sont réactivées et adaptées aux enjeux de développement et de lutte contre la précarité et l'exclusion sociale – des dimensions qui sont pour ainsi dire absentes dans l'œuvre de l'auteur.

Au sein de la RGT, il semble que ce soit Heloisa Primavera qui diffuse le plus assidûment la pensée gesellienne : d'après Adela Plasencia (2008, 78), c'est elle qui accompagne la mise en place, a Venado Tuerto, dans la province de Santa Fé, d'un club de troc utilisant une monnaie à dépréciation périodique, en référence directe à Gesell. Mis en place en 1999, ce club se baptise « Groupe d'économie naturaliste » (*Grupo de economia naturalista*), laissant peu de doute quant à son inspiration gesellienne[40] ; il institue sa propre monnaie au sein de la *Red Global de Trueque*, qu'il nomme *puntos* (points). Contrairement aux *créditos*, les *puntos* subissent une « oxydation » : les billets ont une durée de vie de quatre mois, et doivent ensuite être échangés contre de nouveaux billets (Gómez 2008, 201-2). La somme reçue en échange est dépréciée de 5 % à chaque échange (Gómez 2008, 202; Plasencia 2008, 43), ce qui correspond à une dépréciation d'un peu plus de 14 % par an, avec pour objectif de favoriser le développement de l'économie locale. Ce club comptera, au plus fort de la crise argentine, plus de 1300 participant·es. Primavera mène également, au début des années 2000, une expérience pédagogique consistant à brûler toute la monnaie circulante à l'issue des *ferias* (Plasencia 2008, 45), conformément à l'idée gesellienne selon laquelle la monnaie doit servir uniquement de moyen d'échange, et jamais de réserve de valeur. Au fil du temps, la référence à Gesell semble être devenue plus largement acceptée : Pépita Ould-Ahmed (2010) signale ainsi que le portrait de Gesell est reproduit sur les murs du *club de trueque* « El comedero », et que les fondateur·rices font directement référence à lui dans les documents d'information que le PAR distribue en 2005 au moment de l'échange des billets. A la suite d'Adela Plasencia, Georgina Gómez et Ricardo Orzi, la littérature scientifique concernant ces monnaies locales fait elle aussi de plus en plus régulièrement allusion à cette figure fondatrice.

5.3 La MonedaPAR : une « monnaie gesellienne » ?

En 2015, l'avocat et auteur Carlos Fernando Louge publie un ouvrage nommé *Keynes & Gesell, ¿Nuevo paradigma?*[41]. Il y défend la thèse d'une place centrale de Silvio Gesell dans l'histoire de la pensée économique, et d'un rôle charnière que celui-ci aurait joué entre la

40 Comme on le verra plus bas, l'ouvrage proposant la synthèse de la pensée de Gesell, publié pour la première fois en 1916, s'intitule *L'Ordre économique naturel*.

41 Keynes et Gesell : nouveau paradigme ?

pensée sud-américaine autochtone et moderne, et la pensée économique occidentale. D'après lui, les conceptions économiques autochtones des Andes auraient influencé, par l'intermédiaire des missions jésuites dont il a été question plus haut, les penseurs scolastiques de l'École de Salamanque, parmi lesquels au premier chef, Juan de Matienzo et Juan de Mariana. Elles auraient ainsi préfiguré la création d'une « école de pensée économique du Río de la Plata »[42], au sein de laquelle Louge intègre plusieurs figures de l'indépendance argentine, comme Manuel Belgrano, Mariano Moreno, Esteban Echeverría et Mariano Fragueiro, mais également Silvio Gesell et Ernesto Tornquist, ainsi que Raúl Prebisch. Louge suggère également que les théories de John Maynard Keynes ont été préfigurées par Gesell, et sont ainsi « d'origine argentine » (2015, 99). Bien qu'aucune de ces propositions ne paraisse absurde (certaines sont analysées dans le cadre de cette thèse), l'argumentation de l'ouvrage est malheureusement beaucoup trop lacunaire, et parfois un peu trop hagiographique, pour prétendre étayer des prétentions aussi vastes. Mais l'enjeu ne semble au fond pas être là pour l'auteur : il semble s'agir avant tout de produire un récit mettant en évidence « l'influence de l'Amérique du Sud sur la pensée économique européenne » (2015, 347), et proposant une synthèse entre la pensée autochtone sud-américaine, attachée au lien à la terre, et la pensée moderne individualiste : les « systèmes monétaires sans intérêt », comme les propose Gesell, sont présentés comme le moyen de cette synthèse, et estimés capables de générer une « abondance soutenable » (2015, 346).

En 2017, un nouveau système monétaire est créé en Argentine : il s'agit de la MonedaPAR[43], fondée à l'initiative du Mouvement National des Entreprises Récupérées (MNER)[44], d'une structure réunissant des ONG actives dans la communauté *crypto* argentine, l'*Espacio Bitcoin*, et d'une organisation d'inspiration chrétienne et péroniste, qui se donne pour objectif de « mettre en pratique le message de François dans l'encyclique *Laudato Sí*, le Document aux Mouvements Populaires de Santa Cruz, Bolivie, et l'ensemble de sa prédication quotidienne » (Observatorio de la Riqueza Padre Pedro Arrupe 2017). Cette structure se donne pour nom « Observatoire de la richesse *Padre Arrupe* »[45] (Porcherot 2023,

42 Le Río de la Plata est le delta commun des fleuves Uruguay et Paraná, au bord duquel se situe la ville de Buenos Aires.

43 « Par » signifie « pair » en castillan. Le nom de la MonedaPAR n'a dont a priori pas de lien avec le PAR qui gérait la *Red global de trueque*.

44 Le MNER est un mouvement de coopératives, formé par des entreprises récupérées par leurs travailleurs après leur faillite, en particulier après la crise de 2001.

45 Le père Pedro Arrupe était un prêtre espagnol, attaché à un lien fort des ordres religieux avec les populations les plus pauvres (Orzi, Valdecantos, et Porcherot 2020) et à une conception émancipatrice et politique de la religion. Il est supérieur général de la Compagnie de Jésus de 1965 à 1983. C'est lui qui nomme Jorge Bergoglio, l'actuel pape François (qui aurait, lui aussi, fait partie d'une organisation péroniste), à la tête des jésuites argentins en 1973. On peut noter que Louge remercie le même François au début de son livre (2015,

62; 2023, 162). MonedaPAR se présente comme un système de crédit mutuel[46] fondé sur la technologie blockchain, dont l'infrastructure technique est gérée par la plateforme WABA.network. Dès sa fondation, la référence à Gesell semble largement partagée dans le réseau : sur le site personnel de Mario Cafiero[47], l'un des initiateurs de l'expérience et membre fondateur de l'Observatoire *Padre Arrupe*, décédé en septembre 2020, on peut ainsi lire :

> **Moneda Par** était et est une nouvelle proposition politique de Mario Cafiero avec une vision pratique et une innovation technique de pointe, mais qui ravive une tradition économique nationale, avec une inspiration venue d'auteurs comme Silvio Gesell, Manuel Belgrano, Mariano Fragueiro et les expériences d'échanges régionaux des jésuites et les grandes traditions de réciprocité andine construites par les peuples.
>
> **Moneda Par** fue y es una nueva propuesta política de Mario Cafiero con una visión práctica e innovación técnica de avanzada, pero que rescata una tradición económica nacional, con inspiración en autores como Silvio Gesell, Manuel Belgrano, Mariano Fragueiro y las experiencias de intercambios regionales de los Jesuitas y las amplias tradiciones de reciprocidad andina construidas por los pueblos. (Cafiero 2022b)

Sur le même site, on trouve une interview de Mario Cafiero datée de novembre 2018, dans laquelle il revendique explicitement la filiation de Silvio Gesell :

> Nous nous rattachons à l'école de **Silvio Gesell**, un économiste, un penseur, philosophe germano-argentin, le père de Carlos Gesell (celui de Villa Gesell), qui a produit une vision totalement différente de la monnaie. Il a établi des principes très importants. (John Maynard) Keynes lui-même a dit que le monde avait plus à apprendre de lui que
>
> Nosotros respondemos a la escuela de **Silvio Gesell** un economista, un pensador, filósofo argentino-alemán, el padre de Carlos Gesell (el de la Villa Gesell), que generó una visión totalmente distinta de la moneda. Él estableció principios muy importantes, que el propio (John Maynard) Keynes, dijo que el mundo tenía más para

8),

46 Voir *infra* pour une description plus précise de ce type de système. MonedaPAR s'inspire en particulier de la banque suisse WIR, dont le modèle est analysé dans le chapitre 6 de ce travail.

47 Cafiero était également ingénieur, député, président de l'*Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social*, et fils de l'homme politique argentin et ancien ministre de Juan Perón, Antonio Cafiero.

de Karl Marx. Tu vois à quel niveau Keynes a placé Silvio Gesell ! Il disait que la monnaie de transaction devait être libre. Que personne ne pouvait avoir le pouvoir de la contrôler, parce qu'en le faisant il contrôlait notre production, notre travail. Et regarde ce qui se passe aujourd'hui en Argentine. L'activité économique baisse. Les ventes baissent. Pourquoi ? On détruit des usines ? Des milliers de travailleurs sont morts ? Non. Ce qui manque, c'est de la monnaie. C'est à dire, la monnaie est artificiellement retirée du circuit, par conséquent, l'activité baisse.

aprender de él que de Karl Marx. ¡Mirá dónde lo puso Keynes a Silvio Gesell! Él hablaba de que esta moneda de transacción tenía que ser libre. Que nadie podía tener el poder de controlarla, porque al hacerlo nos controlaba la producción, el trabajo. Y fijate lo que pasa hoy en Argentina. Cae la actividad económica. Caen las ventas. Cae la industria. ¿Por qué? ¿Se destruyeron fábricas? ¿Se murieron miles de trabajadores? No. Lo que falta es moneda. Es decir, la moneda es artificialmente quitada del circuito, entonces cae la actividad. (Cafiero 2022a)

Cette idée, attribuée à Gesell, d'une monnaie mise au service de l'économie et des producteur·rices est également reprise par l'économiste Sebastián Valdecantos, co-fondateur et coordinateur national de la MonedaPAR, Chief economist du projet, ainsi que CEO de la plateforme WABA.network (WABA.network 2018). Dans une présentation de 2018, Valdecantos décrit l'origine gesellienne de l'idée de MonedaPAR, en tant que système de crédit mutuel :

Les monnaies de crédit mutuel se fondent sur l'idée de Silvio Gesell selon laquelle la seule finalité de la monnaie est de permettre aux communautés de profiter au maximum de leurs capacités productives, en facilitant l'échange de biens d'une manière sûre, rapide et économique. Tant que la monnaie est utilisée comme moyen d'épargne et non comme moyen d'échange, il tend à être

Las monedas de crédito mutuo se basan en la idea de Silvio Gesell de que el único propósito del dinero debe ser permitir a las comunidades aprovechar al máximo sus capacidades productivas, facilitando el intercambio de bienes de una manera segura, rápida y económica. Siempre que se utiliza el dinero como medio de ahorro y no como medio de cambio, tiende a ser retirado de la

> retiré de la circulation et sa rareté se révèle être un obstacle pour l'échange réciproque de richesses.
>
> circulación y su escasez resulta ser un obstáculo para el intercambio recíproco de riqueza. (Valdecantos 2018)

La dépréciation périodique (ou rouille, *oxidación*) et le crédit mutuel, ajoute-t-il dans le même document, sont deux moyens également efficaces pour stimuler la circulation monétaire comme Gesell souhaitait le faire.

Cafiero et Valdecantos s'appuient donc, comme on le voit, sur une vision assez juste (bien que partielle) des idées monétaires de Gesell. Le travail de Carlos Louge n'y est sans doute pas étranger : Valdecantos le cite dans sa communication de 2018, et les références citées par Cafiero *supra* font bien sûr immédiatement écho à la thèse défendue par Louge dans son ouvrage de 2015. En 2020, Louge lance l'*Instituto de Estudios Económicos Silvio Gesell* (IEESG), et organise les premières « Journées d'économie gesellienne » à Villa Gesell les 13 et 14 mars 2020 : Valdecantos et Cafiero y participent à un panel présidé par Louge intitulé « L'économie gesellienne », et la présentation de Valdecantos est intitulée « la praxis gesellienne : le cas de Moneda Par » (IEESG 2020). MonedaPAR est donc conçue par ses initiateur·rices, dès son lancement, comme une monnaie gesellienne. Plus de cent ans après son départ du pays, les idées de Gesell semblent ainsi avoir trouvé une nouvelle vigueur en Argentine où elles sont nées[48].

Conclusion

Beaucoup d'inconnues subsistent quant à l'origine précise des idées de Gesell : simple coup de génie d'un commerçant affecté par la déflation ? Circulation d'idées autochtones, par l'intermédiaire des jésuites, ou des grandes figures de l'indépendance argentine, avec les discours ou les écrits desquels Gesell aurait pu entrer en contact ? Inspiration des émissions provinciales de papier-monnaie ? Une enquête plus précise portant sur les sources inédites conservées en Argentine, auxquelles nous n'avons pas pu avoir accès, pourrait peut-être éclairer ce point. L'étude des écrits argentins de Gesell nous apprend pourtant déjà plusieurs choses.

48 En 2022, le MNER lance une autre monnaie sur le modèle des systèmes de crédit mutuel, qui se revendique elle aussi de l'exemple de la Banque WIR : la MIA (Moneda de Intercambio Argentino, ou Monnaie d'échange argentine). <https://monedamia.com.ar/>

- Tout d'abord, l'idée de monnaie à dépréciation périodique (ou monnaie « rouillante », ou oxydable, pour reprendre le terme castillan) est présente dès la toute première publication de l'auteur en 1891 : seule la forme, et le taux de dépréciation, seront amenés à évoluer par la suite. Ce dispositif vise à produire plusieurs effets : d'une part, l'absence de thésaurisation – la monnaie devant servir uniquement d'intermédiaire des échanges ; d'autre part, l'absence de détournement de la monnaie au bénéfice d'intérêts privés – thésaurisation signifiant capacité, pour les détenteur·ices de monnaie de prélever un revenu sur la richesse sociale, l'intérêt.

- Ensuite, on constate à la lecture de ses textes que la première préoccupation de Gesell n'est, à cette période, pas l'introduction d'une monnaie oxydable, mais d'abord, la démonétisation de l'or et son remplacement par une monnaie-papier inconvertible gérée par la puissance publique, au bénéfice du public. La monnaie doit être « infrastructure publique de circulation », et non marchandise privée, privativement accumulée et générant un revenu pour des personnes privées. Le système qu'il propose ne prévoit ainsi pas simplement une dépréciation périodique de la monnaie, mais simultanément, le retour périodique entre les mains de la puissance publique d'une partie de la masse monétaire en circulation.

- Enfin, l'objectif de Gesell n'est pas seulement d'empêcher la thésaurisation, mais aussi de permettre à la puissance publique de gérer la monnaie – pour reprendre les mots de Keynes, de « l'assujettir aux décisions délibérées » (2013a [1923], IX :75) – afin de lui permettre d'adapter la quantité de monnaie aux besoins du commerce, c'est à dire, de stabiliser le niveau des prix, évitant ainsi les crises déflationnistes (et les mouvements inflationnistes) : Une position qu'on peut qualifier de moderne en pleine Belle Époque, âge d'or de l'étalon-or international.

Gesell n'écrit pas dans un espace hermétique. Qu'il y ait ou non une influence directe ou indirecte, et quelle que soit la nature de cette influence, il est indéniable que les propositions de Gesell font écho de manière remarquable à certaines conceptions économiques et monétaires autochtones, et aux système d'échange mis en place à la Renaissance par les jésuites de la province du Río de la Plata. Gesell a aussi conscience de s'inscrire dans un mouvement international de contestation et de résistance à l'étalon-or, des États-Unis du *Greenback Party,* de la lutte pour la libre frappe de l'argent et de W. J. Bryan, à l'Europe, où le métal argent est progressivement démonétisé dans tous les grands pays du

continent. Si son rôle dans la réforme de 1899 est probablement surestimé par cell·eux qui cherchent à construire sa légende, c'est à juste titre que le nom de Gesell est aujourd'hui invoqué pour soutenir les luttes des pays du Sud cherchant à s'émanciper de relations de subordination monétaire, comme c'est le cas aujourd'hui encore de l'Argentine. La résurgence actuelle de la référence à Gesell dans ce pays doit être comprise à cette aune : subordonner les règles de fonctionnement et d'émission de la monnaie aux besoins des producteur·ices plutôt qu'aux contraintes de l'insertion dans l'économie mondialisée reste aujourd'hui tout aussi subversif qu'en 1891 : si ce combat recherche des figures de proue, Gesell, à n'en pas douter, en est une.

Chapitre 2. Silvio Gesell et l'anarchisme individualiste

De la coopérative Eden à la République des Conseils de Bavière

Lorsque Gesell émigre à nouveau sur le continent européen fin décembre 1898, puis s'installe dans une ferme aux Hauts-Geneveys, dans le canton de Neuchâtel, en 1900, il s'en faut encore de beaucoup pour pouvoir parler d'un mouvement gesellien. Les chapitres 2 à 4 tentent de saisir comment ce commerçant isolé, sans parti ni relais politiques, est parvenu à populariser ses idées, qui trouvent un ancrage dans le paysage politique européen en à peine une quinzaine d'années. La capacité de Gesell à se saisir des revendications pour une réforme foncière, qui font déjà l'objet d'un mouvement politique important en Europe et au-delà, et à articuler ces enjeux à ses idées relatives à la réforme monétaire, font sans doute beaucoup pour faciliter la diffusion de ses idées, et l'aider à réunir ses premiers adeptes. Ce chapitre se propose d'étudier la manière dont Gesell entre en contact avec le mouvement allemand pour une réforme foncière (1), et à travers lui, avec certaines figures du mouvement anarchiste allemand (2) : ces deux mouvements constitueront ses deux principaux poins d'ancrage, à son arrivée en Europe, pour la diffusion de sa doctrine – et leurs thèses auront en retour une influence notable sur l'évolution des idées geselliennes.

1. Gesell et la réforme foncière : du *Bund deutscher Bodenreformer*[49] à la coopérative Eden

En Argentine, Gesell s'est surtout penché sur la question monétaire : en Europe, c'est la question foncière qui occupe le devant de la scène en ce début de XXe siècle. Gesell s'approprie cette problématique pour l'intégrer entièrement à son programme de réforme (1.1). Ce nouveau combat l'amènera à s'établir dans la colonie Eden, épicentre du mouvement allemand pour la réforme foncière, où Gesell approfondira son intégration dans le mouvement libertaire allemand (1.2).

1.1. Gesell et le mouvement allemand pour la réforme foncière : la publication de *Die Verwirklichung des Rechtes auf den vollen Arbeitsertrag* (1906)

Dès son arrivée en Europe, Gesell semble prendre intérêt pour la question foncière. C'est peut-être son contact avec le pacifiste chrétien Moritz von Egidy, proche des milieux allemands promouvant la réforme foncière[50], qui l'a amené vers ce sujet : c'est dans la revue d'Egidy, *Versöhnung*[51], que paraît la première recension positive de son travail[52] (Onken 1988, 8). Egidy lui-même manifeste un intérêt pour les thèses de Gesell, qui n'a reçu jusqu'alors que très peu de soutien, et cherche immédiatement à entrer en contact avec le publiciste. Malheureusement, celui-ci décède le 29 décembre 1898, un jour avant que Gesell ne mette pied à terre sur le continent à Hambourg (Onken 1988, 9-10). Dans un article publié en 1899 dans la revue d'Egidy (qui se renomme, après le décès de son éditeur, *Ernstes Wollen*[53], d'après le titre d'un de ses livres), Gesell mentionne pour la première fois Henry George, en lui attribuant l'affirmation selon laquelle « le droit au produit du travail annule nécessairement les droits de propriété du sol, individuelle comme collective » (Gesell 1899, 275) : la fréquentation des cercles d'Egidy semble ainsi l'avoir amené à lire George, mais également à fréquenter, le *Bund Deutscher Bodenreformer* (Fédération des réformateurs fonciers

49 Fédération des réformateurs fonciers allemands

50 Dans le « comité du souvenir » qui organise les commémorations après la mort d'Egidy, on retrouve des figures du mouvement, comme Adolf Damaschke, Franz Oppenheimer, Gustav Lilienthal, Bruno Wille ou Gustav Landauer (« Gedächtnis-Feier für den verstorbenen Oberstlieutnant a. D. M. v. Egidy » 1898).

51 Réconciliation

52 L'auteur de cette recension de son ouvrage de 1897, *Die Anpassung des Geldes und seiner Verwaltung an die Bedürfnisse des modernen Verkehrs*, est Arthur Mülberger, auteur d'une biographie en langue allemande de Proudhon (Onken 1988, 8; Mülberger 1899), et traducteur de la controverse de Proudhon et Bastiat « Intérêt et Principal », deux textes que Gesell cite dans son ouvrage de 1906 (1906, 238; 1906, 251-52). Il cite également la biographie que Karl Diehl (1888) consacre à cet auteur. C'est donc, semble-t-il, à cette période, que Gesell découvre et étudie la pensée de Proudhon et fait de lui une référence incontournable de son argumentation. La première mention connue de Proudhon dans l'œuvre de Gesell est une citation, dans un prospectus rédigé par l'auteur en 1898 (1898b, 265)

53 Vouloir sérieusement

allemands), créé en 1898 par l'instituteur et activiste chrétien Adolf Damaschke. Sa correspondance en témoigne : dans une lettre du 22 décembre 1900, Gesell reproche à Damaschke d'avoir ouvert l'assemblée générale du mouvement par un toast à l'empereur Wilhelm II, « le plus grand protecteur du privilège de la propriété foncière » (1997 [1900], 18:32-33), et gardera de cet épisode une opinion très critique de l'écrivain. Il correspond également, à cette époque, avec Michael Flürscheim, réformateur social allemand émigré aux États-Unis (où il se lie d'amitié avec Henry George), puis en Nouvelle-Zélande. Flürscheim défend, à la suite de George, une réforme foncière et la mise en place d'un impôt unique (*single tax*, selon la doctrine de George), mais également une réforme monétaire, à l'instar de Gesell – entre 1898 et 1905, il fait campagne pour la création d'une banque d'échange mutuelle en Nouvelle-Zélande, dont le fonctionnement s'avère être un succès (Sargent 2010)[54]. Le lien entre les deux hommes est fort : outre leur correspondance (et leur rencontre personnelle à Zurich (Gesell 1997 [1907], 18:59)), Flürscheim cite Gesell et ses tableaux d'indexation dans ses ouvrages (1902, 174-77; 1909, 104); Gesell désigne quant à lui Flürscheim comme « son unique compagnon de but ou de parti » (1903a, 183), et publie une recension approfondie de son ouvrage *Clue to the Economic Labyrinth* (1902) dans son journal (Gesell 1903b). A partir de sa deuxième année de parution, en 1904, le journal que Gesell fait paraître depuis les Hauts-Geneveys, *Die Geldreform* (la réforme monétaire), change de nom pour devenir *Die Geld- und Bodenreform* (la réforme monétaire et foncière), et les deux enjeux sont traités de pair. En un peu plus de deux ans, de 1902 à 1904, le journal ne trouvera en tout et pour tout que trois abonnés ; ceux-ci joueront cependant tous trois un rôle important dans le développement du mouvement.

L'aboutissement de cette mise en cohérence du problème foncier et du problème monétaire est la parution, en 1906, de l'ouvrage *Die Verwirklichung des Rechts auf den vollen Arbeitsertrags durch die Geld- und Bodenreform* (La réalisation du droit au produit intégral du travail par la réforme monétaire et foncière)[55]. Le livre est divisé en deux parties. La première traite de la réforme foncière, ou « de l'abolition de la rente foncière privée, la première et la plus importante partie du revenu sans travail » (1906, 17). Pour réaliser cet objectif, Gesell propose le rachat des terres par l'État, et leur affermage par un système d'enchères : il s'agit ainsi plutôt d'une étatisation de la rente foncière que d'une suppression

54 Cet épisode, qu'il serait intéressant de rapprocher de la Banque du Peuple de Proudhon et du cercle économique WIR, mériterait de faire l'objet de plus amples investigations.

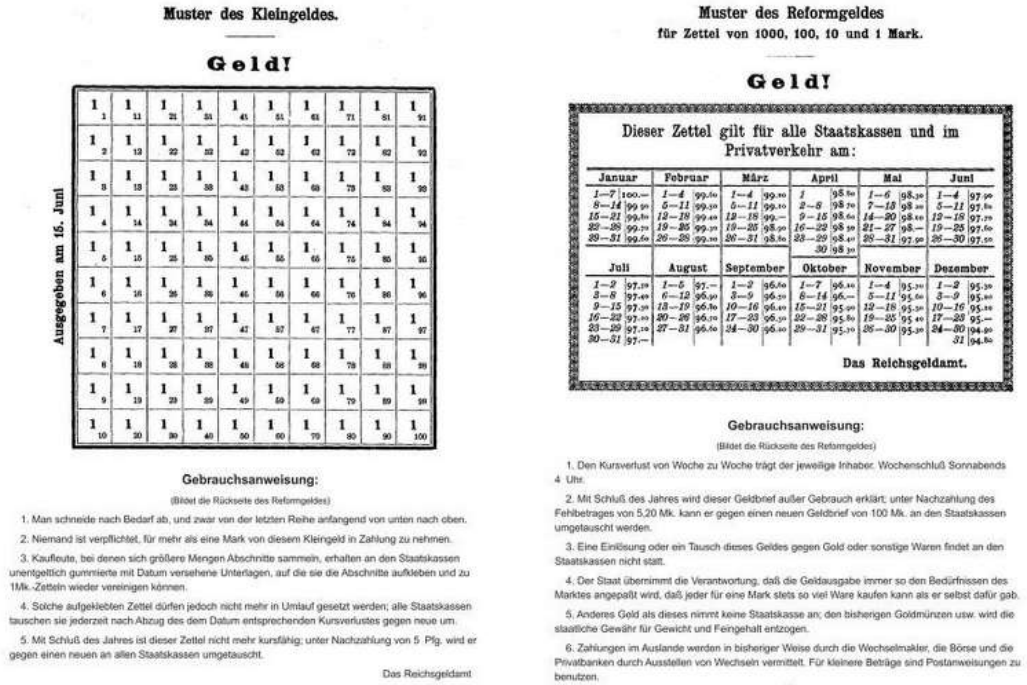
55 Le titre est peut-être emprunté à l'ouvrage d'Anton Menger (1891), *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag in geschichtlicher Darstellung* (Le droit au produit intégral du travail dans l'histoire), cité par Gesell (1906, 82)

de celle-ci[56] (1906, 46). La réforme foncière a, pour Gesell, vocation à s'étendre à toute la planète, permettant ainsi la suppression des douanes, la liberté de circulation des personnes (qui pourront s'établir où elles le désirent), l'instauration du libre-échange à l'échelle mondiale, et par conséquent, une paix mondiale consolidée par des intérêts partagés (1906, 73). Cet engagement internationaliste et pacifiste ne se démentira jamais dans l'œuvre de Gesell : en 1915, en pleine guerre mondiale, il propose la création d'un « État mondial » dont le nom pourrait être « Quatre »[57] - l'important étant qu'il n'évoque aucune représentation « raciale, culturelle, historique ou […] géographique » (1915, 295). Il republie ce texte en 1924, sous le nom de « Statuts pour les États-Unis d'Europe ». Dans cet « État mondial », le libre-échange donnera aux États un intérêt matériel à la paix, l'espéranto sera la langue officielle, et les modalités d'émission monétaire seront unifiées (Gesell 1915, 299-302; 1924b, 100-101).

La deuxième partie de l'ouvrage traite à nouveau de la réforme monétaire, en pratique et en théorie. Le « Reformgeld » (monnaie de réforme) qu'il y présente – ce terme remplace celui de « rostende Banknote », billet de banque qui rouille, qu'il avait utilisé jusqu'alors – a toujours la forme d'un tableau, imprimé sur le billet et indiquant sa valeur à une date donnée, avec une dépréciation d'1 % par semaine, soit 5,2 % par an. L'innovation, dans la forme, provient de la petite monnaie, qu'il propose d'imprimer en planches découpables et autocollantes : les commerçants qui les reçoivent peuvent coller ces timbres sur des feuilles datées prévues à cet effet, qui ne pourront pas être à nouveau dépensées, mais devront être échangées dans une caisse de l'État, moyennant une taxe correspondant au taux de dépréciation applicable (1906, 98-99). Ce système, abandonné plus tard par Gesell, sera utilisé par la banque WIR à ses débuts (voir chapitre 6).

56 Pour concevoir son système, Gesell s'appuie sur une conception de la rente foncière qui rappelle celle de Ricardo (voir ch. 9). Plus tard, lorsqu'il prônera la « déconstruction de L'État » (1919a), il suggérera que l'argent ainsi collecté soit directement reversé aux mères sous la forme d'une rente, fonction du nombre d'enfants, afin de de compenser la charge supplémentaire qui leur échoit du fait de leur éducation (1920a, 120). Il nomme cette rente Mutterrente, rente des mères.

57 En référence aux trois précédents « États mondiaux » : ceux d'Alexandre, César, et Napoléon (Gesell 1924b, 97)



Muster des Kleingeldes.

Geld!

Ausgegeben am 15. Juni

Gebrauchsanweisung:

(Bildet die Rückseite des Reformgeldes)

1. Man schneide nach Bedarf ab, und zwar von der letzten Reihe anfangend von unten nach oben.
2. Niemand ist verpflichtet, für mehr als eine Mark von diesem Kleingeld in Zahlung zu nehmen.
3. Kaufleute, bei denen sich größere Mengen Abschnitte sammeln, erhalten an den Staatskassen unentgeltlich gummierte mit Datum versehene Unterlagen, auf die sie die Abschnitte aufkleben und zu 1Mk.-Zetteln wieder vereinigen können.
4. Solche aufgeklebten Zettel dürfen jedoch nicht mehr in Umlauf gesetzt werden; alle Staatskassen tauschen sie jederzeit nach Abzug des dem Datum entsprechenden Kursverlustes gegen neue um.
5. Mit Schluß des Jahres ist dieser Zettel nicht mehr kursfähig; unter Nachzahlung von 5 Pfg. wird er gegen einen neuen an allen Staatskassen umgetauscht.

Das Reichsgeldamt

Muster des Reformgeldes
für Zettel von 1000, 100, 10 und 1 Mark.

Geld!

Dieser Zettel gilt für alle Staatskassen und im Privatverkehr am:

Januar	Februar	März	April	Mai	Juni
1—7 100.—	1—4 99.10	1—4 99.10	1 98.10	1—6 98.30	1—4 97.90
8—14 99.90	5—11 99.30	5—11 99.10	2—8 98.70	7—13 98.30	5—11 97.80
15—21 99.80	12—18 99.40	12—18 99.—	9—15 98.60	14—20 98.10	12—18 97.70
22—28 99.70	19—25 99.30	19—25 98.90	16—22 98.50	21—27 98.—	19—25 97.60
29—31 99.60	26—28 99.20	26—31 98.80	23—29 98.40	28—31 97.90	26—30 97.50
			30 98.30		

Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1—2 97.10	1—5 97.—	1—2 96.80	1—7 96.40	1—4 95.70	1—2 95.30
3—8 97.40	6—12 96.90	3—9 96.50	8—14 96.—	5—11 95.60	3—9 95.80
9—15 97.30	13—19 96.80	10—16 96.40	15—21 95.90	12—18 95.30	10—16 95.10
16—22 97.10	20—26 96.70	17—23 96.10	22—28 95.80	19—25 95.10	17—23 95.—
23—29 97.10	27—31 96.50	24—30 96.10	29—31 95.10	26—30 95.30	24—30 94.90
30—31 97.—					31 94.80

Das Reichsgeldamt.

Gebrauchsanweisung:

(Bildet die Rückseite des Reformgeldes)

1. Den Kursverlust von Woche zu Woche trägt der jeweilige Inhaber. Wochenschluß Sonnabends 4 Uhr.
2. Mit Schluß des Jahres wird dieser Geldbrief außer Gebrauch erklärt; unter Nachzahlung des Fehlbetrages von 5,20 Mk. kann er gegen einen neuen Geldbrief von 100 Mk. an den Staatskassen umgetauscht werden.
3. Eine Einlösung oder ein Tausch dieses Geldes gegen Gold oder sonstige Waren findet an den Staatskassen nicht statt.
4. Der Staat übernimmt die Verantwortung, daß die Geldausgabe immer so den Bedürfnissen des Marktes angepaßt wird, daß jeder für eine Mark stets so viel Ware kaufen kann als er selbst dafür gab.
5. Anderes Geld als dieses nimmt keine Staatskasse an; den bisherigen Goldmünzen usw. wird die staatliche Gewähr für Gewicht und Feingehalt entzogen.
6. Zahlungen im Auslande werden in bisheriger Weise durch die Wechselmakler, die Börse und die Privatbanken durch Ausstellen von Wechseln vermittelt. Für kleinere Beträge sind Postanweisungen zu benutzen.

Figure 1: Illustrations de "monnaie de réforme" reproduites dans Die Verwirklichung des Rechtes auf den ganzen Arbeitsertrag.

Dans cet ouvrage, Gesell développe également sa théorie de l'intérêt. Le taux d'intérêt, dit-il, se divise en trois parties : « 1. l'intérêt pur du capital (intérêt net) ; 2. la prime de risque ; mais parfois le taux d'intérêt contient aussi un troisième élément, à savoir : 3. une rémunération pour une baisse attendue du prix de la monnaie (perte de pouvoir d'achat) » – qu'il nommera plus tard respectivement l'intérêt fondamental (*Urzins*), la prime de risque, et la prime d'inflation. Contre les théories alors en vigueur concernant l'intérêt[58], il attribue l'origine de l'« intérêt pur » ou fondamental à un rapport entre offre et demande de monnaie : en l'absence d'une « obligation d'offre » pesant sur la monnaie comme elle pèse, du fait de leur caractère périssable, sur les marchandises, le détenteur de monnaie (renommé « Geldkapitalist », capitaliste monétaire) peut interrompre la circulation de la monnaie, réduisant ainsi l'offre de monnaie et augmentant l'intérêt. Cet intérêt pur constitue une « grandeur d'airain », comprise depuis l'Antiquité entre 4 et 6 %, comme il tente de le démontrer à l'aide d'ouvrages historiques[59] : l'intérêt pur, qui provient de la nature même de la monnaie, constitue la limite inférieure du taux de l'intérêt. La fin des monnaies métalliques et l'introduction, à l'échelle

58 Gesell cite à plusieurs reprises Böhm-Bawerk (1884). Celui-ci, dit-il, « discute toutes les théories de l'intérêt dans l'ordre ; d'une théorie qui met l'intérêt en rapport direct avec les privilèges de la monnaie, il n'est pas fait mention » (Gesell 1902b, 140)

59 Il se réfère en particulier à l'étude de Gustav Billeter, *Die Geschichte des Zinsfusses im grieschich-römischen Altertum bis auf Justinain* (L'histoire du taux d'intérêt dans l'Antiquité gréco-romaine jusqu'à Justinien, 1898)), mais aussi à la *Richesse des nations* d'Adam Smith.

internationale, d'une monnaie sur laquelle pèse une « obligation de circulation » (sous la forme, propose Gesell, d'une taxation périodique d'1 % par semaine), inverse le rapport de force, et, en augmentant l'offre de monnaie, peut faire baisser l'intérêt à zéro, et même en dessous de zéro (Gesell 1906, 287). C'est enfin dans ce livre que Gesell se réfère pour la première fois à Knut Wicksell, en particulier à son ouvrage *Geldzins und Güterpreise*[60] (1898): les deux auteurs se rejoignent en effet dans leur adhésion critique à la théorie quantitative de la monnaie (Gesell 1906, 232; 1906, 237; 1906, 240).

Intérêt pur (ou fondamental) et rente foncière sont les deux « revenus sans travail » (Gesell 1906, 22) qu'il convient d'éliminer afin de réaliser le « droit au produit intégral du travail » – une revendication, considère-t-il à la suite d'Anton Menger (1891), commune à tout le mouvement socialiste. La littérature anglo-saxonne utilise parfois le terme *producerism* pour évoquer cette perspective, qui valorise avant tout l'activité de production, et cherche à lui attribuer la totalité du produit du travail, au détriment de la rémunération des autres facteurs de production – en particulier au détriment de la finance et des banques. Aucune traduction satisfaisante de ce terme ne semble exister en français (« producteurisme » ou « producérisme » seraient des néologismes assez disgracieux). Le mouvement pour la réforme foncière, en partie inspiré par Henry George, est profondément *producerist*, ce qui explique sans doute la facilité de Gesell à s'approprier certaines de ses thèses et à trouver en son sein un auditoire réceptif.

1.2. La coopérative Eden

En 1906, Gesell quitte l'Europe pour l'Argentine. Il n'en revient qu'en 1911, après avoir confié la gestion de la « Casa Gesell » à ses fils Ernesto Fridolin et Carlos Idaho. Mais ce n'est pas vers les Hauts-Geneveys qu'il se dirige alors : il choisit de s'établir à Oranienburg, près de Potsdam, au sein de la « Obstbau-Siedlung Eden », une colonie-verger dans laquelle les principes de la réforme foncière sont mis en pratique par des militant·es du mouvement. Fondée en 1893 par dix-huit végétarien·nes, au terminus d'une des lignes de la S-Bahn[61] berlinoise, Eden est l'une des premières « cités-jardin » (*Gartenstadt*) d'Allemagne[62]. Le sol y est une propriété collective, affermée par lots de 2800 m² (40 m x 70

60 « Intérêt de la monnaie et prix des biens », traduit en anglais sous le titre *Interest and Prices*.

61 Straßenbahn, ou train urbain, équivalent des RER parisiens.

62 Le mouvement des cités-jardins (Gartenstadtbewegung) aspire à la création de villes proposant des logements sains, avec accès à un jardin. Le mouvement souhaite rendre la spéculation foncière impossible par la propriété commune du sol. Des loyers sont perçus afin de couvrir les coûts collectifs, et restent ainsi relativement bas.

m) aux résident·es, qui peuvent léguer leurs baux ; tout ce qu'ils·elles fabriquent elles·eux-mêmes, notamment leur logement, leur appartient cependant en propre. Chacun·e peut y cultiver son jardin pour y faire pousser fruits et légumes (sans usage d'animaux), ce que beaucoup de « réfugié·es de la ville » pratiquent comme activité complémentaire (Collectif 1920, 37)[63].

Lorsque Gesell s'établit à Eden en 1911, la colonie est au cœur du mouvement allemand pour la réforme foncière. Adolf Damaschke, fondateur et président du *Bund deutscher Bodenreformer*, vient lui aussi de s'y installer. Fondé en 1895 par Alwin Esser, le *Deutscher Verein Freiland*, l'« Association allemande Terre libre », y a établi son siège la même année, à la faveur de l'installation d'Esser lui-même (Eden Gemeinnützige Obstbau-Siedlung eG. 2019). Gesell rejoint cette association en 1915 (Bartsch 1994, 31), à la faveur d'une « réorganisation » dans laquelle il pourrait avoir joué un rôle important (Onken 1990a, 12) : l'association permet désormais d'acheter des terres avec les contributions libres de ses adhérent·es, à la manière d'une société foncière, et de les affermer « selon les principes de la réforme foncière » (Gesell 1997 [1915], 18:90). Gesell espère ainsi passer à « l'action » (*loc cit.)*, lui qui est de plus en plus critique du *Bund deutscher Bodenreformer* et de Damaschke. Le terme « Freiland » fait probablement référence au roman de Theodor Hertzka, *Freiland : ein sociales Zukunftsbild*[64] (1890), qui a eu un retentissement important dans les cercles des réformateurs fonciers (Repussard 2016). Gesell l'adopte l'année suivante dans ses écrits, sans doute pour se démarquer du mouvement de Damaschke : la première édition de *Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld*, l'Ordre économique naturel par la terre libre et la monnaie libre, paraît en 1916.

A Eden, Gesell retrouve l'un des trois abonnés de son journal *Die Geldreform*, Gustav Simons, avec lequel il est bien sûr resté en contact. *Lebensreformer*[65] et végétarien, Simons est également impliqué dans le mouvement pour la réforme foncière et monétaire. Il est aussi impliqué dans le mouvement *völkisch* (voir ch. 4), et adhère à des idées antisémites et racistes[66] : résidant à Eden depuis 1908, il y édite le journal *Deutsche Kultur*, dans lequel il promeut une version « allemande » des très internationalistes réformes foncière et monétaire

63 Eden existe encore aujourd'hui : https://www.eden-eg.de/

64 Terre libre : une image sociale du futur

65 *Lebensreform* signifie « réforme de la vie ». Il s'agit d'un mouvement critique de la modernité qui prône un retour à la nature. Voir ch. 3.

66 Sa notice bibliographique sur le site de la coline Eden signale qu'il aurait appartenu au Nouvel Ordre Templier, une organisation suprémaciste aryenne (« Gustav Simons » 2019). Simons meurt cependant en 1914, alors que le Nouvel Ordre Templier ne comptait qu'une cinquantaine de membres, principalement dans la région de Vienne. Cette information devrait donc faire l'objet de plus amples vérifications.

de Gesell (Onken 1990b, 7). Dans la cité-jardin, Gesell a également pu croiser Franz Oppenheimer, économiste et figure du mouvement allemand pour la réforme foncière[67], mais aussi les penseurs libertaires Martin Buber, Gustav Landauer et Erich Mühsam – il partagera d'ailleurs avec les deux derniers l'aventure politique de la brève République des Conseils de Bavière. A cette période, c'est vers les penseurs anarchistes que Gesell se tourne, en refusant systématiquement de travailler avec la mouvance *völkisch.* Une personnalité joue un rôle particulier à cet égard : il s'agit de Georg Blumenthal, un autre des trois abonnés de *Die Geldreform,* qui réside à Berlin, à trois quarts d'heures en train d'Eden.

2. Gesell et l'anarchisme individualiste : de Georg Blumenthal à Gustav Landauer

Peu après s'être établi en Europe, Gesell commence à travailler avec Georg Blumenthal, qui l'aide à bâtir le mouvement qu'ils nomment ensemble « physiocratie » (2.1), porteur d'une « nouvelle tactique révolutionnaire », bien loin de celle des marxistes (2.2). C'est ainsi que Gesell prend pied dans le mouvement anarchiste individualiste allemand, où il côtoie Gustav Landauer, et participe avec lui à l'éphémère République des Conseils de Bavière de 1919 (2.3). Au sortir de la 1ère guerre mondiale, Gesell a ainsi toute sa place au sein du mouvement anarchiste individualiste : tout au long des années 1920, il continuera à promouvoir un ordre social libéré de l'État, dans la filiation de la pensée de Max Stirner (2.4).

2.1. Georg Blumenthal et la naissance de la « physiocratie » gesellienne

Georg Blumenthal est l'un des premiers et des plus actifs compagnons de lutte de Gesell. Menuisier berlinois, il entre en contact, pendant son compagnonnage et sa formation d'artisan, avec des cercles anarchistes et socialistes. Dans une *Arbeiterbildungschule,* une université populaire visant l'éducation des travailleurs, il reçoit l'enseignement de Benedict Friedlaender (Bartsch 1994, 23), scientifique berlinois et militant anarchiste (il est l'auteur en particulier de l'ouvrage *Der freiheitliche Sozialismus im Gegensatz zum Staatsknechtsthum der Marxisten,* soit « Le socialisme libertaire opposé à la servitude étatique des marxistes » (1892)). C'est par son intermédiaire que Blumenthal entre en contact avec Adolf Damaschke et le *Bund deutscher Bodenreformer*, mais aussi avec le poète, penseur anarchiste et militant homosexuel John Henry Mackay, à qui l'on doit la redécouverte de l'œuvre de Max Stirner :

67 Oppenheimer est également connu comme l'un des précurseurs de l'économie sociale de marché, lui qui a eu pour élèves Ludwig Erhard et Walter Eucken. Bien que réformateur foncier de premier plan, il critique les conceptions monétaires de Gesell, considérant que la monnaie devait conserver une « valeur matérielle intrinsèque » (Onken 1990b, 8)

dans la biographie qu'il lui consacre (1898), Mackay fait de Stirner le père de l'anarchisme individualiste, et qualifie son ouvrage *Der Einzige und sein Eigenthum* (L'Unique et sa propriété) de « crime [sans honte] perpétré contre la sainteté de toute forme d'autorité » (1898, 192). Proche des cercles anarchistes, lecteur de Stirner et de Nietzsche, Blumenthal restera un promoteur actif des idées anarchistes individualistes au sein du mouvement gesellien, et cherchera inversement sans relâche à faire la promotion des idées geselliennes au sein du mouvement anarchiste.

Blumenthal est, à partir de 1904, l'un des trois abonnés de *Die Geldreform.* Gesell développe avec lui des liens d'amitié et de patronage, le soutenant financièrement à plusieurs reprises (Gesell 1997 [1907], 18:63; 1997 [1913], 18:80), pour soutenir ses efforts de propagande au service du mouvement, et venir en aide à son commerce. Gesell, adepte de l'amour libre, en viendra également à entretenir – en accord, semble-t-il, avec sa propre épouse et le berlinois[68] – une relation avec l'épouse de Georg Blumenthal, Jenny, dont naît un fils en 1915. Pendant le séjour de Gesell en Argentine, de 1906 à 1911, c'est Blumenthal qui reprend la tâche construction du mouvement. En 1909, ce dernier crée à Berlin, en l'absence de Gesell, le *Verein für physiokratische Politik* – l'association pour la politique physiocratique, puis, en 1910, le *Physiokratischer Verlag* – les éditions physiocratiques. C'est le *Physiokratischer Verlag* qui publie, en 1911, *Die neue Lehre vom Geld und Zins*[69], un nouvel ouvrage de Gesell qui se borne à reprendre, en étayant les développements sur sa théorie de l'intérêt, la partie concernant la réforme monétaire de son précédent opus, *Die Verwirklichung des Rechtes auf den vollen Arbeitsertrag*. L'utilisation du terme « physiocratie » pour désigner les idées de Gesell et le mouvement qui se constitue autour d'elles est donc associée de très près à Georg Blumenthal. L'idée d'un « ordre naturel », qui deviendra plus tard centrale dans les écrits de Gesell (jusqu'à lui fournir le titre de son *magnum opus, Die natürliche Wirtschaftsordnung,* ou l'Ordre économique naturel), apparaît ainsi d'abord dans les écrits de Blumenthal (1912b, 28). Sans doute faut-il y voir l'influence d'Henry George, qui s'est lui aussi référé aux physiocrates français. L'analyse détaillée de l'usage de ce terme et de ses implications est faite au chapitre 8 de ce travail.

Dès 1907, il est question, entre Gesell et Blumenthal, d'éditer un journal pour le mouvement (Gesell 1997 [1907], 18:65). *Der Physiokrat* voit finalement le jour en 1912, et

68 Les relations entre Georg et Jenny Blumenthal s'étaient alors déjà sensiblement dégradé depuis plusieurs années, d'après Onken (1997, 15)

69 La nouvelle doctrine de la monnaie et de l'intérêt

tire à environ 500 exemplaires (Onken 1997, 8) jusqu'à son interdiction par la censure de guerre en 1916. Lorsque la guerre les oblige à suspendre la parution de leur journal, Gesell et Blumenthal font circuler une série de « tracts de guerre » afin de continuer à diffuser leurs idées, critiquant la politique de la Reichsbank : en l'absence de « pression ou d'obligation » pesant sur l'offre de monnaie et en permettant la « circulation en circuit fermé », le papier-monnaie émis à la faveur de la suspension de la convertibilité sera thésaurisé par les citoyens sans bénéfice pour l'économie (Gesell 1914b, 134-44).

2.2. La doctrine physiocrate : une « nouvelle tactique révolutionnaire »

L'objectif affiché par Gesell et Blumenthal est de rallier les ouvrier·es à leur cause, en contrant l'idéologie marxiste. Blumenthal publie ainsi en 1912 un texte intitulé « An die Arbeiter ! » (Aux travailleurs ! »), dans lequel il attaque la vision marxiste du combat politique et de la société au nom des principes individualistes.

> Ne vous laissez pas lier les mains sous le prétexte que la « société » serait tout ; – mais vous – l'individu, ne seriez rien ! A quoi sert à chaque individu la bonne fortune de la « société », si lui-même est un esclave, une poupée sur fil et doit manger docilement dans la main de la « société » – de l'État ou de l'État du futur – à chaque bouchée !
>
> A quoi lui sert la « prospérité de la société » s'il endure tourments et souffrances parce que la « société » l'oppresse, le mutile et tue ce qu'il y a de plus personnel en lui ? Le travailleur ne doit donc pas être un « prolétaire », mais un maître de lui-même et de sa propriété. Que le produit plein et entier de son travail lui appartienne, - sans aucune forme

> Laßt Euch nicht die Hände binden unter dem Vorwande, die « Gesellschaft » sei alles ; – Ihr aber – der Einzelne, sei nichts ! Was nützt jedem Einzelnen das Wohlergehen der « Gesellschaft », wenn er selbst ein Sklave, eine Puppe am Draht ist und er bei jedem Bissen der « Gesellschaft » - dem Staat oder Zukunfsstaat zahm aus der Hand fressen muß !
>
> Was nützt ihm das « Gedeihen der Gesellschaft », wenn er sich in Qualen und Leiden windet, weil ihn die « Gesellschaft » erdrückt, verstümmelt und das Allerpersönlichste in ihm ertötet ? Nicht ein « Proletarier » soll deshalb der Arbeiter sein, sondern ein Herr über sich selbst und über sein Eigentum. Der volle, ungeschmälerte Ertrag seiner Arbeit gehöre ihm, - ohne jede Ausbeutung.

d’exploitation.

Voici le but ! Voilà notre but, le but des physiocrates.

C’est pourquoi je vous crie dans les oreilles : débarrassons-nous de ce maudit « prolétariat » ! [...]

Nous ne voulons plus voir aucun « prolétariat », cela offense notre sens de la beauté ; – notre humanité, notre cœur se révolte de vivre au milieu de cette misère, de cet embourbement et de cet abrutissement ! Nous voulons combattre le « prolétariat » comme une épidémie – le faire disparaître à jamais. Nous voulons faire de vous des hommes fiers, beaux et heureux, nous voulons construire le temple de l’humanité supérieure[70] sur la base de l'ordre naturel – de la physiocratie.

Das ist das Ziel ! Das ist unser Ziel, das Ziel der Physiokraten.

Deshalb rufe ich Euch in die Ohren : Fort mit diesen verfluchten « Proletariat » ! [...]

Wir wollen kein « Proletariat » mehr sehen, es beleidigt unseren Schönheitssinn ; - unser Menschenthum, unser Herz bäumt sich dagegen auf, inmitten dieses Elends, dieser Versumpfung und Verblödung zu leben ! Wir wollen das « Proletariat » bekämpfen wie eine Seuche – es für immer aus der Welt schaffen.

Wir wollen stolze , schöne und glückliche Menschen aus Euch machen, wollen den Tempel des höheren Menschentums bauen auf der Grundlage der natürlichen Ordnung – der Physiokratie. (Blumenthal 1929 [1912], 7-8)

Fidèle aux principes défendus par Stirner (voir p. 94) et Nietzsche (voir ch. 4), Blumenthal condamne ici les « masses » et les doctrines politiques qui font d’elles le sujet du progrès. Les physiocrates cherchent à préserver l’autonomie, la personnalité des individus : l’ordre naturel doit leur permettre de déployer leur individualité, sans devoir prêter allégeance à une autorité supérieure, quelle qu’elle soit. La révolution industrielle a produit des masses de travailleur·euses séparés de la terre et privés d’une partie du produit de leur travail : il s’agit désormais d’inverser ce processus, en permettant aux travailleur·euses de construire leur autonomie. Les deux réformes proposées par Gesell, la réforme foncière et la réforme monétaire, sont des moyens vers ce but. « A tous, la terre ! », réclame ainsi Blumenthal (1929 [1912], 9) : la réforme foncière doit permettre à chacun·e d’accéder à la terre et de la cultiver. « A chacun le revenu intégral du travail ! » : intérêts, dividendes, profits sont des revenus

70 « supérieur » traduit ici « höher », littéralement « plus haut ». Ce terme est ici à mettre en relation avec la notion d’élévation (« Erhöhung ») dont il sera question plus bas, en lien avec la spiritualité dans le mouvement de la *Lebensreform* (voir ch. 3), mais aussi avec la pensée de Nietzsche et son idée d’élévation de l’humanité (voir ch. 4).

volés aux travailleur·euses, et cette « exploitation » doit disparaître ; c'est l'objet de la réforme monétaire.

La « tactique révolutionnaire » des marxistes – et son principal outil, la grève – est, elle aussi, fortement critiquée, puisqu'elle va en fait directement contre les intérêts des travailleur·euses. Le désaccord tactique exprimé par Blumenthal, provient d'une divergence de fond, comme il le souligne en 1912 dans un retournement étonnant de la rhétorique marxiste :

> Plus il y a de machines, plus grand est le capital – plus grandes sont la misère et l'exploitation – c'est ce que concluent les travailleurs, et ils agissent en conséquence ; peu importe s'ils se nomment consciemment marxistes ou non.
>
> Ils dirigent toujours le regard seulement sur le processus de production et restent accrochés aux phénomènes isolés et trompeurs de celui-ci, sans reconnaître qu'il est pour sa part absolument dominé et mené par la circulation de la monnaie et ses lois. Ce sont celles-ci qu'il convient donc d'étudier en premier lieu.
>
> Je mehr Maschinen, je grösser das Kapital – umso größer das Elend und die Ausbeutung – so folgern die Arbeiter und handeln demgemäß ; gleichviel, ob sie sich bewußt Marxistn nennen oder nicht.
>
> Sie alle richten den Blick immer nur auf den Produktionsprozeß und bleiben an den irreleitenden Einzelerscheinungen desselben hängen, ohne zu erkennen, daß es seinserseits absolut beherrscht und geleitet wird, von der Geldzirkulation und ihren Gesetzen. Diese gilt es deshalb in erster Linie zu studieren. (Blumenthal 1929 [1912], 11)

Arrêter le travail a bien pour conséquence, dit Blumenthal, d'affaiblir le capital, mais affaiblir le capital n'est pas dans l'intérêt des travailleur·euses, puisque cela revient à réduire les opportunités de travail, donc à faire augmenter le chômage et baisser les salaires (1929 [1912], 13). Pour Blumenthal, « le capital n'a le pouvoir d'exploiter les prolétaires qu'en raison de son offre insuffisante » : dès lors que ce sont l'intérêt et les revenus des capitaux qui constituent l'exploitation, la multiplication des capitaux réels est de nature à réduire cette exploitation jusqu'à l'annuler (1929 [1912], 15). Il s'agit, pour reprendre la formule de Gesell, de « noyer l'intérêt dans une mer de capital ». Les travailleur·euses doivent donc œuvrer sans relâche dans ce but, et la grève est donc frontalement opposée à leurs intérêts. L'argent mobilisé pour les caisses de grève et pour financer les syndicats marxistes serait ainsi mieux

employé par les ouvrier·es si ils·elles l'utilisaient pour s'acheter de la terre et « se construire eux-même un avenir » (Blumenthal 1929 [1912], 9)

Le seul obstacle sur le chemin de la multiplication des capitaux est, bien sûr, le système monétaire : la rareté des capitaux a pour origine la rareté de la monnaie, qui ne s'offre qu'en échange d'un intérêt. Supprimer cet intérêt implique une réforme de l'institution monétaire. Pour mobiliser les travailleur·euses vers ce but, Blumenthal propose, dans un troisième texte lui aussi publié en 1912, un moyen, cette fois conforme à leurs intérêts : la « grève de la monnaie », ou *Geldstreik* (1929 [1912], 18-29). Il s'agit pour les travailleur·euses d'échanger, de manière coordonnée, la monnaie de leur paie contre le *Reformgeld*, la « monnaie de réforme » gesellienne : l'opération serait répétée chaque année, sur une durée limitée à l'issue de laquelle la reconversion de billets serait à nouveau possible, avec l'objectif de faire grandir son étendue et de démontrer la viabilité de la monnaie gesellienne (Blumenthal 1929 [1912], 20). Quand la quantité de *Reformgeld* en circulation sera suffisante, ajoute Blumenthal, la caisse pourra attaquer frontalement l'étalon-or en convertissant ses billets en métal auprès de la Reichsbank : les pièces seront fondues, l'argent revendu et l'or conservé afin d'assurer les paiements internationaux des commençant·es utilisant le *Reformgeld* – au moins, jusqu'à ce que celui-ci soit adopté internationalement (1929 [1912], 25-26). C'est ce programme (du moins, sa première partie) que suit Hans Timm à partir de 1926, lorsqu'il lance la *Wära-Tauschaktion* (l'opération d'échange Wära) en introduisant une monnaie d'inspiration gesellienne nommée *Wära* (voit ch. 5). Timm rédige d'ailleurs la postface de l'ouvrage qui rassemble les trois textes de Blumenthal cités ici (1929, 30-32)

2.3. Gustav Landauer et la République des Conseils de Bavière

C'est également par l'intermédiaire de Blumenthal que Gesell se rapproche d'une autre figure du mouvement anarchiste allemand : Gustav Landauer. Figure majeure, avec son compagnon de route Martin Buber, du judaïsme libertaire, il est l'un des principaux théoriciens anarchistes de la période. Blumenthal et Landauer ont tous deux fréquenté Benedict Friedlaender, et, d'après une lettre de Gesell adressée à Landauer, ils se connaissent (Gesell 1997 [1914], 18:86). Il est probable que Blumenthal ait mis Landauer au contact de la pensée de Gesell entre 1905 et 1910, puisque, dans son *Aufruf zum Sozialimus* (Appel au socialisme) de 1911, Landauer témoigne d'une connaissance approfondie des idées monétaires de Gesell, auxquelles il souscrit entièrement : pour lui aussi, « la monnaie doit,

comme chaque marchandise, porter le double caractère de l'échange et de la consommation » (1919 [1911], 122) – et un moyen d'échange qui ne porterait pas ce double caractère, c'est-à-dire, qui ne perdrait pas de sa valeur au cours du temps, rendrait la propriété nuisible, et lui donnerait la possibilité d'exiger un tribut. Landauer reconnaît ici dans les idées de Gesell la filiation de Proudhon, dont il connaît bien l'histoire[71]. Dans l'*Appel au socialisme*, c'est au nom de cette filiation qu'il endosse entièrement les propositions de Gesell :

> C'est pourquoi les propositions faites par Silvio Gesell pour trouver une monnaie dont la valeur n'augmente pas avec les années comme c'est le cas aujourd'hui, mais qui, au contraire, perd progressivement de la valeur dès le départ, sont très précieuses, de sorte que celui qui est entré en possession du moyen d'échange en donnant un produit n'aura pas d'autre intérêt que de l'échanger le plus rapidement possible contre un autre produit, et ainsi de suite. Silvio Gesell est l'un des très rares à avoir appris de Proudhon, à reconnaître sa grandeur et à être parvenu, à sa suite, à une prolongation viable de ses idées. Sa description de la façon dont cette nouvelle monnaie met en mouvement le flux de la circulation, et de la façon dont chacun ne peut avoir d'autre intérêt dans la production et l'obtention du moyen d'échange que celui de la consommation, est entièrement issue de l'esprit de Proudhon, qui, le premier, nous a appris qu'une circulation rapide
>
> Sehr wertvoll sind darum die Vorschläge, die Silvio Gesell gemacht hat, um ein Geld zu finden, das nicht, wie heute, mit den Jahren an Wert gewinnt, sondern umgekehrt von Anfang an progressiv an Wert verliert, so daß der, der durch Hingabe eines Produktes in den Besitz des Tauschmittels gelangt ist, kein angelegentlicheres Interesse haben wird, als es so schnell wie möglich wieder gegen ein Produkt einzutauschen und so immer weiter. Silvio Gesell ist einer der ganz wenigen, die von Proudhon gelernt haben, seine Größe anerkennen und im Anschluß an ihn zu selbständigem Weiterdenken gekommen sind. Seine Beschreibung, wie dieses neue Geld den Fluß der Zirkulation in lebhafte Bewegung bringt, wie jeder kein andres Interesse bei der Produktion und beim Erlangen des Tauschmittels mehr haben kann, als das des Konsums, ist ganz aus Proudhons Geist entsprungen, der uns zuerst gelehrt hat, wie der schnelle Umlauf Heiterkeit und Lebendigkeit ins

71 Erich Mühsam, dont il sera question plus bas, déclare ainsi, de stirnerien, être devenu proudhonien « sous l'influence de Landauer » (Mühsam 1999 [1929], 20)

> apporte la joie et la vitalité dans la vie privée et publique, tandis que le blocage sur le marché et la stagnation de l'argent têtu font aussi stagner nos humeurs, paralysent la pensée et déposent sur nos âmes la putréfaction de l'immobilité.
>
> private und öffentliche Leben bringt, während die Stockung auf dem Markte und die Verstocktheit des beharrenden Geldes auch unsre Säfte ins Stocken bringt und Starrsinn und stockige Fäulnis über unsre Seelen legt. (Landauer 1919 [1911], 122-23)

Gesell ne découvre ce texte de Landauer qu'en septembre 1914 : il prend alors immédiatement contact avec lui, le louant comme l'« excellent compositeur » du « cantique du socialisme » (1997 [1914], 18:86), et tâchant de convenir d'un rendez-vous – Gesell résiste alors à Eden, près d'Oranienburg, et Landauer à Berlin-Hermsdorf, à quelques kilomètres à peine. Landauer entretiendra également une correspondance, entre 1915 et 1917, avec une autre figure du mouvement gesellien (dont il sera question plus bas), Paulus Klüpfel (Landauer, s. d.) ; il déplore notamment, dans sa correspondance, que Gesell envisage ses réformes comme une action de l'État et n'envisage pas explicitement un déploiement progressif de ses réformes au sein de communautés de vie autonomes (voir aussi Onken 2018, 22).

En novembre 1918, alors que la perspective de sa défaite se fait de plus en plus précise, l'Allemagne est secouée par des grèves massives et des mutineries de soldats ; les conseils ouvriers s'y multiplient. A Munich, c'est l'écrivain et journaliste Kurt Eisner qui prend la tête du mouvement révolutionnaire. Le 7 novembre un rassemblement de masse sur la *Theresienwiese*[72] prend de l'ampleur et se mue en cortège, rejoint par les soldats (qui avaient reçu l'ordre de rester dans leurs casernes). Face à l'ampleur du mouvement, Eisner proclame le lendemain devant le *Revolutionärer Arbeiterrat* (RAR, ou Conseil ouvrier révolutionnaire), qui vient de se constituer, le *Freistaat Bayern*, l'État libre de Bavière, et la fin de la monarchie des Wittelsbach. Le RAR est une

> création spontanée, autonome, constituée des éléments prolétariens ayant pris part au bouleversement, une cinquantaine de personnes regroupées autour d'Eisner, qui était alors une figure extrêmement populaire. Ce *Revolutionäre Arbeiterrat*

72 La *Theresienwiese* est une place de 42 ha proche du centre ville de Munich, où se déroulent fêtes, célébrations, et rassemblements.

était la force motrice la plus énergique et il devait le rester jusqu'en avril 1919. (Mühsam 1999 [1929], 23)

, d'après le récit d'Erich Mühsam, témoin des évènements. Mühsam est un proche de Landauer et de Buber, et représente une tendance anarchiste, autogestionnaire et internationaliste, contre Eisner, qui est issu de la social-démocratie[73] et défend le maintien d'un régime parlementaire.

Le 9 novembre, Kurt Eisner prend la tête d'un gouvernement socialiste. Dans le même temps, le RAR coopte Erich Mühsam, puis Gustav Landauer, qui rejoint Munich depuis Berlin où il se trouvait – à la demande, selon certaines sources, d'Eisner lui-même. Le RAR entreprend également de créer un Conseil ouvrier munichois, à partir d'élections dans les entreprises, et de mettre en lien les différents conseils qui ont émergé en Bavière, sous l'égide d'un Conseil central. Eisner, pour sa part, s'abstient d'actions politiques d'ampleur : son mandat est pour lui provisoire, dans l'attente d'élections parlementaires – quand la frange révolutionnaire la plus active demande que tout le pouvoir politique soit confié aux Conseils. Le RAR et le parti communiste (KPD) nouvellement créé appellent ainsi à boycotter les élections organisées 12 janvier, qui voient la victoire de la *Bayerische Volkspartei*, un parti conservateur de droite, et du rival d'Eisner, Erhard Auer, du SPD. Mais le jour même de l'entrée en fonction de la nouvelle assemblée, le 21 février 1919, Eisner est assassiné à bout portant par un militant nationaliste.

L'assassinat d'Eisner renforce la rivalité entre le parlement nouvellement élu et les Conseils, qui se disputent la légitimité du gouvernement. Le 17 mars, l'assemblée désigne Johannes Hoffmann (SPD) comme ministre-président, qui fait appel à l'économiste autrichien Otto Neurath pour élaborer un plan de socialisation de l'économie. Mais le 21 mars, une République des Conseils est proclamée à Budapest, ce qui n'est pas sans écho au sein de la classe ouvrière bavaroise, qui réclame de plus en plus fortement l'établissement d'une République des Conseils. Le 4 avril, la nouvelle d'une grève générale à Augsbourg, à l'ouest de Munich, atteint les meneurs du mouvement. La proclamation de la République des Conseils apparaît alors inéluctable : elle a lieu le 7 avril, dans une ambiance de tension entre le mouvement, le SPD (soupçonné de complicité avec la bourgeoisie), et le KPD (dont la

73 Eisner appartient au USPD, ou « SPD-indépendant », issu d'une scission du SPD – le SPD majoritaire acceptant l'entrée en guerre en 1914 et les dissidents à l'origine de l'USPD la rejetant. Le mouvement spartakiste (qui compte dans ses rangs Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht) est lui aussi issu de l'USPD, qu'il quitte en 1918 pour fonder, avec d'autres groupes, le parti communiste allemand (KPD).

direction berlinoise dépêche des délégués opposés à la proclamation, et qui refuse de participer à cette première République des Conseils). Le gouvernement Hoffmann se retire alors à Bamberg, dans le nord de la Bavière, et rassemble ses forces afin de reprendre le contrôle de la situation à Munich.

La veille de la proclamation, lors de la réunion proposant la composition du Conseil central provisoire, Mühsam et Landauer avaient proposé, pour reprendre le ministère des finances,

> le physiocrate Silvio Gesell, dont nous connaissions le vaste savoir en matière de système monétaire en même temps que les idées sincèrement anarchistes. En outre, la mise en pratique de sa théorie de l'argent mobile jointe à la nationalisation des banques nous paraissait un moyen particulièrement efficace d'en finir au plus vite avec l'exploitation et la spéculation. (Mühsam 1999, 66)

Ernst Niekisch (SPD), président du Conseil central jusqu'au 7 avril, avec lequel Gesell avait brièvement correspondu (1997 [1918], 18:181; 1997 [1919], 18:202), connaissait lui aussi les théories geselliennes depuis plusieurs années et les avait défendues dans la presse sociale-démocrate (Gesell 1920b, 19) : il soutient également la nomination de Gesell en qualité de commissaire du peuple aux finances, d'après son témoignage reporté dans le procès-verbal du procès de Gesell suite aux évènements de Munich (Onken 1992b, 48). La reconnaissance dont bénéficie Gesell auprès de ces figures du mouvement socialiste en 1919 suggère qu'à cette époque, son isolement était surmonté, et qu'il appartenait de plein droit à l'avant-garde anarchiste allemande.

Lors de sa nomination au poste de commissaire du peuple aux finances, Gesell se trouve déjà à Munich depuis le 1er avril (Gesell 1920b, 19) : son ami le médecin Theophil Christen, actif dans la branche suisse du mouvement gesellien mais résidant à l'époque dans la capitale bavaroise, s'était entretenu avec Niekisch, dans l'idée d'associer Gesell au « comité de socialisation » du gouvernement Hoffmann (Gesell 1920b, 19) – ce que Gesell est prêt à accepter, même s'il dit « attend[re] peu des entreprises d'État » (Gesell 1997 [1919], 18:202). Lorsqu'il est appelé, Gesell est donc prêt à s'atteler à la tâche. Il prend avec lui Theophil Christen comme conseiller économique, et le professeur de droit Karl Polenske, de l'université de Greifswald, comme conseiller juridique.

Les trois camarades s'attellent alors à la tâche : ils publient d'abord des textes de vulgarisation à propos du système monétaire et des théories geselliennes dans les journaux munichois. Le 10 avril, Gesell annonce des mesures d'urgence visant à endiguer la pénurie monétaire (en particulier, les titres de dette publique peuvent désormais être utilisés comme moyens de paiement). Il demande également à une imprimerie locale (Parcus) l'impression de 100 millions de billets de monnaie, dont la dépréciation serait assurée par l'apposition, chaque semaine, d'un timbre représentant le millième de sa valeur[74] ; mais l'imprimerie demande un délai de quatre à six semaines pour livrer les billets, ce qui fait craindre à Gesell une tentative de sabotage politique de la part de la firme (Gesell 1919g).



Figure 2: Fac similé du billet dont Gesell a demandé l'impression à la firme Parcus, reproduit dans l'ouvrage que Karl Polenske consacre à l'expérience. Le texte de l'élément supérieur indique "100 Mark de monnaie d'État sud-bavaroise". Le texte du cadre inférieur indique "Ce billet est moyen de paiement légal pour un montant de cent Mark, si son recto est affranchi par un timbre rouge pour chaque semaine écoulée (au plus tard le vendredi). Le billet entièrement affranchi est échangé contre de la monnaie d'État pour 1920 dans la période du 16 décembre 1919 au 15 janvier 1920 aux caisses de la Banque d'État. Le prix des Marks sera tel qu'il pressera continuellement les possesseurs de monnaie excédentaire à la demande de travail et de marchandises. Tiré de Onken 2018, 33.

74 C'est en 1916, dans la première édition de son ouvrage *Die Natürliche Wirtschaftsordnung*, que Gesell propose pour la première fois l'idée d'une monnaie à timbrer périodiquement. Ce dispositif remplace la monnaie tabulaire, dont le calendrier de dépréciation était inscrit sur le billet lui-même.

Le 11 avril, Gesell adresse un télégramme à la Reichsbank :

Au directoire de la Reichsbank, Berlin.
L'interruption des relations diplomatiques entre la République des Conseils de Bavière et le gouvernement du Reich nous demande de décider si nous devons agir de manière autonome également dans le domaine monétaire. La transposition de la rupture diplomatique au système monétaire compliquerait la réunification de manière regrettable. Je veux assainir la monnaie par des moyens énergiques, quitter les chemins de l'économie de papier-monnaie sans système, j'introduis la monnaie absolue et demande la communication de votre prise de position.
Le Commissaire du peuple aux finances de la République des Conseils de Bavière.
Silvio Gesell.

An das Reichsbankdirektorium, Berlin.
Der Abbruch der diplomatischen Beziehungen zwischen der Räterepublik Bayern und der Reichsregierung stellt uns vor die Frage, ob wir auch in Bezug auf die Währung selbständig vorgehen sollen. Die Übertragung des diplomatischen Bruches auf das Geldwesen würde den Wiederanschluß in beklagenswerter Weise erschweren. Ich will mit durchgreifenden Mitteln die Währung sanieren, verlasse die Wege der systemlosen Papiergeldwirtschaft, gehe zur absoluten Währung über und bitte um Bekanntgabe Ihrer Stellungnahme.
Der Volksbeauftragte der Räterepublik Bayern für das Finanzwesen.
Silvio Gesell. (Gesell 1919f)

« L'économie de papier-monnaie sans système » fait référence, pour Gesell, au cours forcé de la monnaie, qui a cours depuis le début de la guerre, et à l'émission massive de billets à laquelle procède la Reichsbank pour pallier la pénurie monétaire : sans contrainte à la circulation de la monnaie, un tel mode d'émission ne peut réguler la valeur de la monnaie, qui sera soumise aux mouvements d'humeur des détenteur·rices de monnaie. Cell·eux-ci auront tendance à la thésauriser en période de stagnation économique, et à la dépenser massivement lors de la reprise, accentuant d'abord la déflation, puis l'inflation. Gesell, lui, veut instaurer la "monnaie absolue" (un terme marqué par son ami Theophil Christen (voir par ex. Christen 1920)), c'est à dire l'indexation des prix et des engagements futurs, et le contrôle de la stabilité de la valeur de la monnaie par rapport à un indice des prix, grâce au contrôle de la quantité de

monnaie émise et de sa vitesse de circulation[75]. La réponse du président de la Reichsbank ne se fait pas attendre: dès le lendemain, Rudolf Havenstein fait parvenir à Gesell le télégramme suivant: « Ich warne Sie vor Experimenten » – je vous mets en garde contre toute expérimentation (Gesell 1920b, 26; Onken 2018, 31). Le même Havenstein présidera le directoire de la Reichsbank durant toute la période d'hyperinflation que connaît l'Allemagne au sortir de la guerre.

Le 13 avril 1919, la République des Conseils est attaquée par la *Republikanische Schutztruppe*, une compagnie de soldat restée fidèle au gouvernement Hoffmann (bien qu'ayant juré fidélité aux Conseils, d'après Mühsam (1999 [1911], 81-82)). Cette troupe arrête plusieurs meneurs du mouvement, dont Erich Mühsam, et les envoie en captivité dans le nord de la Bavière. Gesell, Polenske et Christen sont également incarcérés. Mais dans la nuit, les soldats de la garde rouge, constituée par les communistes, reprennent le contrôle de la ville : c'est la fin de la première République des Conseils, et le début d'une seconde, dirigée cette fois-ci par le KPD. Le 14 avril, Gesell est libéré, et retourne donc à sa tâche : il proclame, et publie dans les journaux, une taxation générale et progressive du patrimoine, qui doit permettre la prise en charge des invalides de guerre, des chômeurs, des veuves et des orphelins du conflit, ainsi que la répartition des grandes propriétés foncières et l'établissement de foyers pour le prolétariat rural et urbain, doté en animaux d'élevage et en moyens de travail, et enfin, le remboursement de toutes les dettes publiques (Gesell 1919c). Le montant de la taxe est de 10 % à partir de 10 000 Mark de patrimoine[76], et s'échelonne jusqu'à 100 % au-delà de 300 000 Mark de patrimoine[77]. Gesell annonce également l'introduction de la « monnaie franche » (*Freigeld*), ainsi que du « sol franc » (*Freiland*)[78] : les rentes foncières issues des terres socialisées doivent ainsi être reversées aux mères, en raison de leur nombre d'enfants, afin de constituer une « rente des mères » (*Mutterrente*). Enfin, il convoque, par voie télégraphique, une conférence monétaire internationale (Gesell 1919e). Le 16 avril 1919, Gesell est définitivement démis de ses fonctions par le Conseil central communiste, sans qu'aucune de ces mesures n'ait pu se concrétiser.

Après la fin de la première République des conseils, Gesell, Christen et Landauer se retrouvent à deux reprises pour évoquer la possibilité de créer une organisation commune : un

75 Ce système est décrit plus en détail dans le chapitre 9

76 Environ 13 000 € de 2023, d'après les chiffres de la Bundesbank (Deutsche Bundesbank 2024)

77 Environ 390 000 € de 2023, d'après la même source.

78 « Freiland » et « Freigeld » sont les termes qu'utilise Gesell à partir de la première publication de *Die Natürliche Wirtschaftsordnung* en 1916 pour se référer à ses propositions de réforme monétaire et foncière. On donnera plus de détails sur cette publication et sur ce choix de vocabulaire dans le chapitre 3.

Sozialistischer Freiheitsbund (« Fédération socialiste pour la liberté »), afin de s'opposer ensemble au centralisme et l'étatisme marxiste du nouveau Conseil central, et en particulier, aux projets d'Otto Neurath (Onken 2018, 43). Leur initiative, à laquelle s'associent Else Eisner (la veuve de Kurt Eisner) et Krezentia Mühsam (l'épouse d'Erich Mühsam), ne voit jamais le jour : le 30 avril 1919, l'assaut du gouvernement Hoffmann sur Munich met un terme sanglant à l'expérience conseilliste bavaroise.

Retiré à Bamberg, Hoffmann prépare en effet sa reprise de contrôle sur la capitale bavaroise. La propagande de Hoffmann, selon laquelle les révolutionnaires bavarois auraient par exemple fait des femmes un bien commun pour les bolcheviques (Mühsam 1999 [1911], 81), et qui n'hésite pas à recourir à une rhétorique antisémite, nationaliste, antirusse et anticommuniste, excite la population contre Munich. Hoffmann suscite et soutient ainsi la création de corps francs *(Freikorps*), des milices de volontaires également connue comme la « garde blanche », constituées afin de mettre fin à l'expérience des conseils par la force. Il demande également à Gustav Noske, ministre SPD de la défense de la République de Weimar naissante et responsable de la répression sanglante des révoltes spartakistes à Berlin[79], le concours de l'armée du Reich, qui lui est accordé : 35 000 soldats de la Reichswehr marchent sur la Bavière afin de mettre un terme à la « folie » munichoise. Le 30 avril, les troupes entrent dans la ville, et le 2 mai, leur victoire est assurée. Le même jour, Gustav Landauer est torturé et frappé à mort en prison par les miliciens des corps francs. Les combats font plus de 600 morts, et plusieurs centaines de personnes sont sommairement exécutées.

Gesell et Christen sont placés en prison, dans l'attente de leur procès pour haute trahison. Le 3 juillet, les militants stirneriens Rolf et Käthe Engert, qui sont venus prendre soin de Gesell durant sa captivité, réunissent la somme permettant sa libération sous caution. Le 9 juillet 1919, le procès a lieu : Christen et Gesell sont acquittés par le tribunal (Onken 1992b, 53). Les évènements de Munich vaudront à Gesell une interdiction de séjour en Suisse : ne pouvant revenir aux Hauts-Geneveys, ni auprès de son épouse Anna Boettger, qui réside avec sa fille Johanna et sa famille à Stäfa, dans la région de Zurich (Onken 1997, 15), il s'installe à Rehbrücke, près de Potsdam, au sud-ouest de Berlin.

La première République des Conseils, à laquelle ont participé Gesell, Christen et Polenske, est parfois dénigrée par les auteur·rices communistes, qui la désignent comme la *Schriftstellerrepublik*, la République des écrivains – par opposition à la deuxième, qui aurait

79 Au nombre des victimes, on compte, parmi de nombreuses autres, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

représenté une véritable tentative d'établir un État révolutionnaire, sur le modèle russe et sous la conduite des communistes. On peut voir dans cette minoration de l'importance de ce premier épisode par les communistes une nouvelle occurrence du conflit entre anarchistes et communistes pour la légitimité de conduire les luttes des travailleur·euses : ce terme n'est d'ailleurs pas sans rappeler le qualificatif d'« utopistes », que les marxistes ont usage d'employer à propos des penseur·euses anarchistes. Malgré le peu de résultats concrets issus de cette période, ce qu'on peut très largement mettre sur le compte de la confusion ambiante et du manque de moyens effectifs, pour le gouvernement des Conseils, de mettre en œuvre sa politique, Gesell s'y révèle comme étant au centre des luttes politiques anarchistes pour l'émancipation des travailleur·euses dans l'immédiat après-Première Guerre mondiale. L'assassinat de Landauer et l'incarcération de nombreux·ses autres meneur·euses du mouvement (dont Erich Mühsam) sont des évènements décisifs dans l'affaiblissement de ce camp politique au sortir du conflit.

2.4. Le « démantèlement de l'État » : Silvio Gesell et Max Stirner

Gesell, à cette époque, s'inscrit en effet sans équivoque dans le mouvement anarchiste, en particulier stirnerien : dans le discours de défense qu'il renonce finalement à prononcer lors de son procès, il se définit comme « ausgesprochener Individualist », « Eigenständler » (individualiste revendiqué, partisan de l'autonomie personnelle) – des termes qui font évidemment référence à l'individualisme radical des adeptes de Max Stirner, qui se revendiquent comme « libres égoïstes ».

Du 6 février 1919 au 21 mai 1920, l'assemblée nationale constituante de la nouvelle république allemande siège à Weimar. Gesell fait parvenir aux constituant·es deux essais, dans le but d'influencer leurs travaux : le premier (Gesell 1919d) porte naturellement sur l'organisation du système monétaire, et les mesures à mettre en œuvre afin d'instaurer une monnaie au pouvoir d'achat constant, ou *absolute Währung* (monnaie absolue). Le second, intitulé *Der Abbau des Staates nach Einführung der Volksherrschaft*[80] (Gesell 1919a), préconise un démantèlement complet de l'État, à l'exception des « moyens de circulation » que sont « la monnaie, la poste, les chemins de fer, le télégraphe, la navigation » (1919a, 224). En particulier, l'école, l'église, les universités, le commerce et l'industrie, les affaires sociales et les affaires étrangères, la santé, la guerre, la justice, l'état civil et la vie conjugale, peuvent être « désétatisées » et prises en charge par la société elle-même, les personnes privées, les

80 Le démantèlement de l'État après l'introduction de la souveraineté du peuple.

associations ou les communes. L'État, en somme doit renoncer à toute forme d'intervention dans la vie des individus et des communautés : il ne peut (et doit) que faciliter la circulation des personnes, des marchandises et des informations – il est ainsi entièrement au service des personnes et de leurs besoins, et ne peut en aucun cas les contraindre. Dans le système de Gesell, il peut également avoir un rôle redistributif en direction des personnes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins : la nationalisation de la rente foncière permet ainsi sa redistribution aux mères en raison de leur nombre d'enfants (c'est la rente aux mères, ou *Mütterrente*, déjà évoquée plus haut). Cet état de liberté, d'absence de contrainte pesant sur les individus, Gesell le nomme, à partir de 1916, « ordre économique naturel ». Son objectif est de permettre le déploiement le plus complet de la personnalité des individus, comme il l'affirme dans la préface qu'il donne à la quatrième édition de son ouvrage, en mai 1920 :

> L'O.E.N [Ordre économique naturel], qui tient debout sans la moindre mesure légale, qui rend superflus l'État, les autorités publiques et toute forme de mise sous tutelle […] donne à l'être humain qui s'y efforce une voie libre vers le plein déploiement du « Moi », vers la personnalité responsable d'elle-même, libérée de toute domination par autrui, qui représente l'idéal de Schiller, Stirner, Nietzsche, Landauer.
>
> Die N.W.-O., die ohne irgendwelche gesetzlichen Maßnahmen von selber steht, die den Staat, die Behörden, jede Bevormundung überflüssig macht [...] gibt dem strebenden Menschen die Bahn frei zu vollen Entfaltung des "Ich", zu der von aller Beherrschtheit durch andere befreiten, sich selbst verantwortlichen Persönlichkeit, die das Ideal Schillers, Stirners, Nietzsches, Landauers darstellt. (Gesell 1920a, XXVI)

Pour Gesell, ce n'est pas précisément l'État qui doit disparaître, mais plutôt sa souveraineté, son pouvoir de contrainte. L'individu étant souverain, l'État ne peut le demeurer : tant que l'État est souverain, il reste garant de l'ordre social capitaliste, des privilèges et de l'exploitation qui l'accompagnent, et maintient les individus sous sa sujétion. La suppression de ces privilèges (et donc, de la souveraineté de l'État) est la condition pour l'émergence d'un ordre social fondé sur la liberté, permettant le plein épanouissement, la pleine souveraineté des individus. Gesell ne se limite pourtant pas à revendiquer, pour lui, le terme « anarchiste », ou même « acrate » – un terme qu'il utilise plus volontiers, et qu'on retrouve dans ses écrits à partir de 1924 (1924a, 274). Il considère en effet que le programme annoncé par le terme

« anarchisme » ou « acratie » est réalisé avec la disparition de la souveraineté de l'État : or, il cherche quant à lui à déterminer, dès lors que la souveraineté aurait disparu, quel ordre institutionnel permettrait à des humains ordinaires, égoïstes (et non aux humains « idéaux » des communistes ou les chrétiens), de « vivre et de prospérer sans qu'il soit nécessaire d'intervenir dans les rouages par des lois et par la violence exécutive qu'elles impliquent » (Gesell 1927a, 294). Dessiner, en somme, les contours d'un ordre institutionnel qui se maintiendrait de lui-même, car il serait conforme aux aspirations et aux élans fondamentaux des individus : un ordre « naturel ». Gesell se dira ainsi, jusqu'à la fin de la vie, plutôt « physiocrate » qu'acrate. En 1927, Gesell fait paraître un deuxième ouvrage sur le sujet, sous la forme d'un récit utopique : *Der abgebaute Staat – Leben und Treiben in einem gesetz- und sittenlosen hochstrebenden Kulturvolk* : L'État démantelé – Vie et activité dans une civilisation sans loi ni morale, aspirant à s'élever. Afin de répondre aux objections de certains anarchistes, qui critiquent la manière dont il laisse subsister une forme d'État et lui confie une tâche aussi décisive que la gestion de la monnaie, Gesell envisage dans cet écrit la disparition totale de l'État, et la gestion des terres collectivisées et du système monétaire par des *Mutterrentkassen* (ou caisses de rente aux mères), gérées par les mères du pays, qui émettraient leur propre monnaie, la Muwa (pour *Mutterwährung*, monnaie des mères) (Gesell 1927a, 307-16). Un dernier article sur le même thème, *Die herrschaftslose Gesellschaft* (la société sans souveraineté) paraît la même année : il y réaffirme le caractère radicalement individualiste de l'ordre social qu'il propose, et prend, encore une fois, des accents rappelant Stirner ou Nietzsche.

L'ordre social acrate est, en tant qu'ordre individualiste, libre de toute morale publique. Il est amoral, ou bien il n'existe pas. La morale, conçue comme un ensemble de règles pratiques pour la conduite de la vie, est l'affaire de l'individu. La société en tant que telle n'a aucun but ni aucune aspiration propre. Elle n'a aucun début ni aucune fin.	Die akratische Gesellschaftsordnung ist als individualistische Ordnung frei von öffentlicher Moral. Sie ist entweder amoralisch oder sie ist überhaupt nicht. Die Moral, als Schatz von praktischen Regeln zur Lebensführung gedacht, ist Sache des Individuums. Die Gesellschaft als solche hat keine eigenen Ziele und Bestrebungen. Sie hat keinen Anfang und kein Ende.
L'individu est seul responsable de lui-même et de son bonheur.	Das Individuum ist allein für sich und sein Glück verantwortlich.

> Ce qui n’exclut naturellement pas, que certaines personnes ainsi disposées ne cherchent leur bonheur dans le fait de rendre les autres heureux. Les choses sont le plus souvent telles que celui qui veut fonder solidement son bonheur doive emprunter pour cela le chemin de la prospérité de tous. On trouve son propre bien soigneusement empaqueté dans le bien de l’humanité.
>
> Was natürlich nicht ausschließt, daß mancher so veranlagte Mensch sein persönliches Glück darin sucht, andere glücklich zu machen. Die Dinge liegen zumeist auch so, daß, wer sein eigenes Glück fest begründen will, dazu den Weg über die Wohlfahrt aller einzuschlagen hat. Das eigene Wohl findet man sorgsam verpackt im Wohle der Menschheit. (Gesell 1927b, 100)

En 1920, Rolf Engert, qui a rencontré Gesell en venant le soutenir lors de son séjour en prison à Munich, fait une présentation lors du « premier congrès européen des individualistes » à Berlin, en « 76 après l’Unique de Stirner », qu’il intitule « L’économie franche comme expression pratique de la philosophie stirnerienne ». Engert y décrit l’ordre économique naturel de Gesell comme « le complément évident » de l’œuvre de Stirner, en ce qu’il « donne pour la première fois aux échanges égoïstes entre individus une forme libre » (1998 [1920], 19). D’après lui,

> Ce qui unit fondamentalement Gesell et Stirner, c’est que lui aussi fonde l’économie sur l’égoïsme. L’intérêt personnel, l’instinct d’autoconservation donné par nature, doit être et rester la force motrice de l’économie, car lui seul parvient à satisfaire les hautes exigences que l’économie impose à la force de volonté de l’individu. En conséquence, Gesell exige que toutes les conceptions chrétiennes-religieuses soient tenues éloignées de l’économie, où elles sont tenues en échec.
>
> Was Gesell mit Stirner grundsätzlich eint, ist, daß auch er die Wirtschaft auf den Egoismus gründet. Der Eigennutz, der naturgegebene Selbsterhaltungstrieb, soll die treibende Kraft der Wirtschaft sein und bleiben, weil er allein den hohen Anforderungen zu genügen vermag, die die Wirtschaft an die Willenskraft des Einzelnen steilt. Dementsprechend fordert Gesell die Fernhaltung aller christlich-religiösen Anschauungen von der Wirtschaft, wo sie versagen. (Engert 1998 [1920], 12)

L’entreprise de Gesell se lit ainsi, du point de vue stirnerien, comme la tentative de fonder l’analyse de l’économie sur l’intérêt individuel, et de concevoir un ordre social dans lequel cet intérêt peut être poursuivi librement. C’est, reconnaît Engert, également ce que tentent de faire les économistes de l’école de Manchester, mais sans jamais prendre en compte les privilèges que confèrent les institutions qui régissent la propriété du sol et de la monnaie. Gesell dénonce en outre l’usage, en économie, de toute catégorie morale ou métaphysique, en écho tant aux écrits de Stirner qu’à ceux de Nietzsche. Le rejet radical des théories de la valeur par Gesell peut d’ailleurs être lu à cette aune : la valeur, grandeur métaphysique, supposée garantir une forme de justice et d’équilibre dans les échanges, empêche de concevoir les grandeurs économiques comme le simple résultat d’une lutte d’intérêts égoïstes. Pourtant, souligne Engert, Gesell n’a pas encore fait tout le chemin qui le sépare de Stirner : Gesell parle en effet encore de « droit » au produit intégral du travail – et se réfère par là à un principe moral, un principe de justice – comme le faisait d’ailleurs Proudhon avant lui. Pour Stirner, le droit est une question de puissance : les individus n’ont droit qu’à ce qu’ils sont en capacité de s’approprier et de conserver en leur possession.

> Les travailleurs, tant qu’ils n’ont pas réussi à s’approprier le plein produit de leur travail, n’ont aucun droit sur lui – car ils n’ont aucune puissance sur lui ; et s’ils se l’appropriaient, ils ne fonderaient pas un nouveau droit, mais feraient valoir leur puissance avec succès. Gesell n’est pas encore parvenu à se frayer un chemin vers la clarté de cette idée stirnerienne.
>
> Daß die Arbeiter, solange sie sich ihren vollen Arbeitsertrag noch nicht zu verschaffen wissen, auch kein Recht auf ihn — weil keine Macht über ihn haben, und daß sie auch dann, wenn sie sich ihn verschafften, damit kein neues sondem Recht begründen, nur eine Macht mit Erfolg geltend machen würden, zu dieser klaren Stimerschen Auffassung hat sich Gesell noch nicht durchgerungen. (Engert 1998 [1920], 11)

Ce dernier pas vers Stirner est franchi dans les écrits de Georg Blumenthal, qui poursuit son œuvre de synthèse des pensées stirnerienne et gesellienne au sein du mouvement physiocrate et dans ses écrits (voir par ex. Blumenthal 1922; 1925).

Conclusion

Gesell arrive en Europe en y apportant ses idées relatives à la réforme monétaire. Très vite, il les articule avec celles d'un mouvement puissant en Europe et dans le monde: le mouvement pour une réforme foncière. Ce geste lui permet de gagner une audience, mais aussi de trouver ses premiers compagnons de lutte. Parmi eux se trouve Georg Blumenthal, ouvrier et militant anarchiste, qui sera l'un des principaux artisans de la diffusion de la pensée de Gesell avant la première guerre mondiale. Le rapprochement des enjeux monétaires et fonciers fait évoluer la pensée de Gesell, qui n'aborde désormais les deux sujets qu'en relation l'un avec l'autre, revendiquant le « droit au produit intégral du travail » contre toute forme de revenu de rente. Son internationalisme s'en voit lui aussi renforcé : lui-même grand voyageur, Gesell défend, à travers son combat pour une réforme foncière, le droit pour chaque humain·e de s'établir où il·elle le désire sur la planète.

Cette nouvelle doctrine prend, dès la fin de la première décennie du XXe siècle, le nom de « physiocratie » – un courant qui est et restera fortement lié à l'anarchisme individualiste stirnerien. Anti-autoritaire, opposé à toute intervention arbitraire de l'État dans la vie des individus (et en tirant argument pour se définir comme anti-marxiste), partisan de l'autonomie et de l'épanouissement individuels, le mouvement physiocrate aspire à construire un ordre social « naturel », sur le fondement d'institutions qui ne requièrent pas d'intervention discrétionnaire de la part d'un quelconque pouvoir politique pour organiser la vie en société. Pour être solide, cet ordre doit reposer sur l'intérêt individuel, et sur des institutions garantissant strictement l'égalité de chacun·e dans la compétition économique – à commencer, bien sûr, par les institutions monétaire et foncière. Cette doctrine vaut à Gesell une certaine considération au sein du mouvement anarchiste : Gustav Landauer témoigne ainsi de son soutien aux projets geselliens de réforme monétaire, et Erich Mühsam lui fera suffisamment confiance pour l'appeler à gérer les finances de la République des Conseils de Bavière. Fidèle jusqu'au bout de sa vie à cette tradition politique, Gesell peut ainsi légitimement revendiquer d'être l'un des auteurs anarchistes les plus prolifiques quant aux questions économiques.

Chapitre 3. Économie franche, nature et spiritualités

Lebensreform, anthroposophie et activisme chrétien

Au sein de la colonie Eden, Gesell entre en lien avec un autre mouvement d'ampleur de l'Allemagne du début du siècle : le mouvement pour la réforme de la vie, ou *Lebensreform*. Inspiré par la critique romantique de la modernité capitaliste, ce mouvement prône un mode de vie plus proche de la nature, et dénonce les méfaits de l'urbanisation et du matérialisme qui dominent selon lui son époque. La pensée de Gesell acquiert à son contact une dimension spirituelle, culturelle, dans laquelle la nature occupe la place d'une nouvelle transcendance (1). Le rapprochement du mouvement gesellien avec l'anthroposophie de Rudolf Steiner, qui reprend certaines de ses thèses (2) ainsi que le ralliement de plusieurs prêtres ou anciens prêtres catholiques ou protestants, qui voient dans les idées de Gesell l'opportunité de promouvoir une économie conforme à la morale chrétienne (3), sont des phénomènes qui vont dans le même sens : celui du développement de la *Freiwirtschaft* (économie franche, ou franchisme, comme on l'appelle à partir des années 1915) qui veut être la doctrine économique d'une soumission de l'humain aux forces et aux lois de la nature.

1. *Lebensreform* et franchisme : deux mouvements jumeaux ?

Au-delà du mouvement anarchiste, c'est un phénomène culturel de fond qui favorise l'implantation des idées geselliennes dans l'Europe germanophone : le mouvement de la *Lebensreform*, qui prône un mode de vie plus proche de la nature et critique de la modernité, dont Gesell propose une forme d'« extension politico-économique » (1.1). Cette proximité favorise l'implantation du mouvement gesellien en Suisse, notamment à travers les cercles militants promouvant des pédagogies alternatives (1.2). La référence à la nature, chère tant aux tenants de la *Lebensreform* qu'à ceux de l'*Ordre économique naturel* gesellien, favorise

encore des rapprochements, qui prennent parfois la forme de références spirituelles communes (1.3).

1.1. La *Freiwirtschaft* de Gesell : une extension politico-économique du mouvement de la *Lebensreform*

La *Lebensreform,* ou « réforme de la vie », émerge en Allemagne et en Suisse à partir du milieu du 19e siècle, en réaction aux incidences de l'industrialisation croissante du pays sur les conditions de vie de la population. « Mouvement de mouvements » (Repussard 2016), la *Lebensreform* réunit une classe moyenne critique de l'industrialisation, de l'urbanisation et de leurs conséquences sur la santé et le bien-être, et prône un « retour à la nature » (Just 2001 [1896]) dans tous les domaines de la vie. La transformation des conditions de la vie individuelle est alors vue comme un moyen de transformer, d'assainir la société, en même temps que de créer un nouvel humain, délivré des maux de la civilisation moderne. La *Lebensreform* s'étend ainsi à tous les domaines de la vie : l'alimentation, avec la pratique du végétarisme et de l'agriculture biologique, mais aussi la santé, avec la promotion de la médecine naturelle (*Naturheilkunde*), de l'exercice physique (gymnastique ou yoga), des « bains d'eau, de lumière et d'air » à pratiquer nu (*Freie Körperkultur),* et de l'abstinence en matière de consommation d'alcool, de tabac ou de produits sucrés ou industriels ; le logement, l'architecture, l'habillement, ou les mœurs (avec la pratique de l'amour libre) ne sont évidemment pas délaissés. La *Lebensreform* est étroitement liée au mouvement pour la réforme foncière (*Bodenreform*), et du mouvement des villes-jardins (*Gartenstadtbewegung*), dont il a été question plus haut : elle a inspiré de nombreux projets de colonies rurales visant à se rapprocher d'un mode de vie naturel, permettant de pratiquer l'agriculture au quotidien et de vivre au grand air. La colonie Eden, déjà évoquée, en est un exemple, au même titre que celle de Monte Verità, à Ascona dans de Tessin suisse, ou celle de Schatzacker, fondée à Bassersdorf par un proche de Gesell dont il sera question dans ce chapitre, Werner Zimmermann. Elle trouve également des expressions dans le domaine de la pédagogie, des mouvements de jeunesse, de l'art, ou de la spiritualité – domaine dans lequel l'influence de la théosophie favorise un certain orientalisme. Dans l'ouvrage qu'il consacre au mouvement de la *Lebensreform* en Suisse, Stefan Rindlisbacher (2022, 17) cite la définition que donne Paul Häusle dans le petit « Guide suisse pour *lebensreformer* et végétariens » qu'il édite en 1932 : il s'agit, selon lui, de « réformer le corps, l'âme et l'esprit » afin de donner naissance à un « style de vie nouveau, plus élevé ». Cette « réforme de la vie » comprend « l'alimentation pure, l'agriculture biologique, le fait de se loger mieux et sans intérêt ni servitude pour dette,

la réforme de l'éducation, de la santé, et celle de l'économie, de la monnaie et du sol », sans oublier les « nombreuses ambitions dans le domaine purement spirituel ». L'individu, pleinement responsable de lui-même, contribue ainsi à « la construction d'un nouveau monde. »[81]

Gesell s'inscrit sans conteste dans ce mouvement – et on peut conclure de la citation de Häusle que ses propositions de réforme monétaires et foncières sont comprises par certain·es *lebensreformer* comme faisant pleinement partie de l'entreprise de « réforme de la vie ». Rindlisbacher consacre ainsi une partie de son ouvrage à l'économie franche (*Freiwirtschaft*) de Gesell, qu'il nomme « eine wirtschaftspolitische Erweiterung der Lebensreform », une extension politico-économique de la *Lebensreform* (2022, 353-65). L'usage, par Gesell, de 1903[82] à 1916, de l'expression « Reformgeld » pour parler de sa monnaie à taxation périodique, et son choix du titre « Die Geldreform » pour le journal qu'il édite à partir de 1902, ne sont pas innocents à cet égard : ils sont supposés lui ménager une audience dans le milieu actif des *Reformer*. Parmi les trois abonnés de son premier journal, l'un est déjà un *lebensreformer* convaincu : Gustav Simons, dont il a été question *supra* (voir ch. 2), est végétarien, réformateur foncier, résident d'Eden, et a promu la consommation de céréales complètes pour des raisons de santé (il est l'inventeur d'un pain complet aux céréales maltées, le Simonsbrot). Gesell et sa familles sont végétariens[83], et Gesell lui-même ne consomme ni alcool ni tabac (Zimmermann 1930, 5; Onken 1997, 13). Il s'intéresse également à la médecine naturelle : dans la correspondance qu'il entretient avec lui en 1905, Gesell adresse ainsi à un autre de ses abonnés, Ernst Frankfurth, qui soigne une tuberculose dans un sanatorium à Arosa, dans le canton suisse des Grisons, un cahier du journal *Der Naturarzt* (le médecin naturel) (Gesell 1997 [1905], 18:43), lui recommande de se soigner par le jeûne (1997 [1905], 18:45), ou par une cure de raisins (1997 [1905], 18:48), lui adresse des

81 Le passage original dans l'ouvrage de Rindlisbacher est celui-ci : « Um näher zu bestimmen, was Lebensreform bedeutet, lohnt sich ein weiterer Blick in den *Schweizerischen Führer für Reformer und Vegetarier*. In einer kurzen Einleitung, die konsequent in Kleinschrift verfasst wurde, erklärt der Herausgeber Paul Häusle, wie die in der Broschüre vorgestellten Produkte und Dienstleistungen zu verwenden seien. Sie sollten den Lesern und Leserinnen
dabei helfen, eine umfassende „reform an körper, seele [und] geist“ durchzuführen, um damit einen „neuen, höheren lebensstil“ zu gestalten. Diese „lebensreform“ umfasst nach Häusle „die reine ernährung, den biologischen landbau, das zinsfreie und bessere wohnen ohne schuldknechtschaft, erziehungs-, heil-, und wirtschafts-, […] geld-und bodenreform […].“ Nicht zu vergessen seien auch „die vielen bahnbrechenden bestrebungen auf rein geistigem gebiete […]“. Das selbstverantwortliche „individuum[…]“ sollte dadurch nicht nur sein eigenes Leben verbessern, sondern auch „den aufbau einer neuen welt“ voranbringen. » (Rindlisbacher 2022, 17).

82 La première occurrence peut être trouvée dans le n°10, année 1 de *Die Geldreform* (Gesell 1903a)

83 Zimmermann raconte avoir dégusté chez Gesell son premier *Bircher-Müsli*, un muesli confectionné selon la recette du médecin suisse Max Bircher-Benner (1930, 5)

coordonnées de naturopathes, et lui suggère d'adopter une alimentation végétarienne (1997 [1905], 18:46), voire d'exclure de son alimentation tout produit d'origine animale (Gesell 1997 [1905], 18:48). Gesell pratique en outre l'amour libre (il aura, au cours de sa vie dix enfants avec quatre personnes différentes : quatre avec Anna Boettger, son épouse, un avec Jenny Blumenthal, trois avec Wanda Tomys et deux avec Margarete Siermann (Onken 1997, 15-16)).

C'est depuis la colonie Eden, carrefour du mouvement pour la *Lebensreform*, que Gesell prépare l'édition de la synthèse, largement remaniée, de ses ouvrages précédents, *Die Verwirklichung des Rechtes auf den vollen Arbeitsertrag* (1906) et *Die neue Lehre vom Geld und Zins* (1911) : *L'Ordre économique naturel* paraît en 1916. Gesell en profite pour introduire des innovations lexicales décisives, en partie sous l'influence de l'ancien prêtre catholique Paulus Klüpfel. Ce dernier devient son compagnon de route à partir de 1914 (et jusqu'à son décès en 1918), et réside lui aussi un temps à Eden (Bartsch 1990) : pour se référer à la réforme foncière, il utilise désormais le terme *Freiland*, terre libre. Klüpfel propose de nommer la revendication jumelle de Gesell, celle du *Reformgeld*, « Freigeld », monnaie libre (Gesell 1997 [1929], 18:390). *Freiland* et *Freigeld* deviennent ainsi les mots d'ordre pour une partie du mouvement – qui prend pour deuxième nom, après *Physiokratie*, « Freiwirtschaft » : économie libre, ou économie franche, selon la traduction retenue par le mouvement gesellien francophone en suisse, ou par le traducteur en français de l'*Ordre économique naturel*, Félix Swinné (Gesell 1948). En 1915, Gesell fonde avec Klüpfel le *Freiland-Freigeld-Bund*, la ligue terre libre et monnaie libre (ou « sol franc et monnaie franche ») ; son pendant suisse, qui porte le même nom, est fondé la même année à Berne.

1.2. *Lebensreform* et pédagogies alternatives : l'implantation du mouvement gesellien en Suisse

En Suisse, le mouvement gesellien se structure plus tardivement qu'en Allemagne, mais il existe d'emblée en lien avec les milieux de la *Lebensreform*, en particulier dans le domaine de l'éducation. En 1915, le *Schweizer Freiland-Freigeld-Bund* (ligue suisse terre libre et monnaie libre, ou SFFB) est créé à Berne : il émane principalement de la *Schweizerische Gesellschaft für Boden- und Steuerreform*, la ligue suisse pour la réforme foncière et fiscale. Parmi les membres fondateurs se trouvent Fritz Trefzer, vice-président de l'Office fédéral des assurances, le médecin et mathématicien Theophil Christen, pionnier de la recherche sur les rayons X, et le président de l'école normale du canton de Berne, Ernst

Schneider (Werner 1989, 26). Schneider, partisan de la *Reformpädagogik*, la réforme de la pédagogie, et adepte des idées de Johann Heinrich Pestalozzi, fait la promotion de ses idées liées à la *Lebensreform* et à la *Freiwirtschaft* dans son journal *Die Schulreform* (la réforme de l'école) : ses positions lui valent d'entrer en conflit avec son administration, et d'être démis de ses fonctions en 1916. Soutenu par une partie des étudiant·es du *Berner Oberseminar* – en particulier Fritz Schwarz, qui deviendra un acteur majeur du mouvement pour l'économie libre en Suisse –, il crée en 1917 le journal *Die Freistatt* (l'asile), qui promeut lui aussi les idées de Gesell, et en 1918 la Pestalozzi-Fellenberg-Haus, une institution promouvant les méthodes d'éducation nouvelle. La Pestalozzi-Fellenberg-Haus sera la maison d'édition de nombreux textes geselliens en Suisse. C'est donc en connexion étroite avec les milieux de la *Lebensreform* et des pédagogies nouvelles que le mouvement s'implante dans le pays.

Une figure majeure du mouvement suisse pour la *Freiwirtschaft*, en même temps que de celui de la *Lebensreform*, est l'instituteur Werner Zimmermann. Zimmermann rencontre Schneider à l'école normale en 1911, alors qu'il y poursuit sa formation : Schneider y diffuse déjà les idées geselliennes, ainsi, raconte-t-il, que celles de Freud, transposées à l'éducation (Zimmermann 1930, 2). À l'été 1915, dans un rassemblement de la « Schweizer Pädagogische Vereinigung » (l'union pédagogique suisse), Zimmermann, âgé de 22 ans, fait la connaissance de la fille cadette de Gesell, Johanna, surnommée Tutti, qui l'invite à venir rendre visite à la famille dans la ferme des Hauts-Geneveys. Avant de s'y rendre, il lit enfin les écrits de Gesell, dont lui avait parlé son professeur, et y adhère immédiatement (1930, 3). La visite, à laquelle il se rend en vélo, en compagnie de son frère, lui fait une forte impression : il décrit Gesell comme un homme plein d'humour, de bienveillance et de simplicité (1930, 4) ; le séjour dans cette famille le convainc de devenir végétarien à son tour (1950b, 101-2)[84]. Les deux penseurs se croiseront souvent par la suite, à Stäfa, Rehbrücke ou Eden. Zimmermann rédige de nombreux textes afin de défendre la *Freiwirtschaft*, dans les journaux qu'il publie, mais aussi dans des livres (1933; 1964; 1966). Il écrit également sur l'éducation émancipatrice (1947), l'égalité de droits entre femmes et hommes (1922), et s'engage pour le pacifisme et la non-violence (dans un ouvrage de 1950, il dit – avec une pointe d'humour – défendre « la paix dans le monde par le végétarisme et la *Freiwirtschaft* » (1950b, 101)). Zimmermann est également un auteur extraordinairement prolifique en matière d'ouvrages et brochures sur la « réforme de la vie » : il y évoque ainsi, entre autres, le végétarisme et la naturopathie (1965),

84 C'est lors de son séjour chez Gesell que Zimmermann déguste son premier *Bircher-Müsli*, plat emblématique de la réforme de l'alimentation, dont la recette traditionnelle a été collectée et améliorée par le médecin et diététicien suisse Maximilian Bircher-Benner.

l'habillement (1939), les bénéfices pour la santé de la pratique de la nudité (1951) et des bains (1965b), donne des conseils pour la pratique du yoga (1950a) et celle du tantra (il traduit un ouvrage de l'anglais portant sur la pratique de la *Karezza*, l'art de pratiquer une sexualité sans émission de sperme (Lloyd 1930)), écrit sur l'amour (1925) le taoïsme, la médecine chinoise (1954), la spiritualité, le mysticisme et la méditation (1952). Ses voyages, nombreux (il se qualifie lui-même de « Weltvagant », vagabond mondial), qui l'emmènent en Amérique, en Chine, en Inde (où il rencontre Mahatma Gandhi) et jusqu'au Japon, font eux aussi l'objet de compte-rendus qu'il publie (1920; 1950b). Zimmermann participe en outre à la création, en 1932, d'une colonie rurale créée selon les principes de la réforme foncière, la colonie Schatzacker à Bassersdorf, près de Zurich, ainsi qu'à celle de la banque coopérative WIR, en 1934 (Zimmermann 1938) (voir chapitre 6) ; il contribue enfin à l'émergence d'un espace dédié au naturisme et à la *Lebensreform* au bord du lac de Neuchâtel, à Thielle : le centre naturiste « die neue zeit »[85] - la nouvelle époque. Zimmermann est l'un des artisans les plus actifs d'une connexion étroite entre *Freiwirtschaft* et spiritualité.

1.3. Gesell et l'héritage romantique de la *Lebensreform* : *Freiwirtschaft*, nature et spiritualité

En 1916, Gesell tire les conséquences de l'essor de la *Physiokratie*, et nomme son nouveau livre – qui deviendra son œuvre de référence – « Die natürliche Wirtschaftsordnung » : l'Ordre économique naturel. Dans le contexte de la *Lebensreform*, cette référence à la nature prend un relief particulier. La pensée de la *Lebensreform* est en effet imprégnée des idées héritées de la période romantique allemande : la nature y représente ce qui est sain, authentique et vivant, par opposition à la société moderne, perçue comme malsaine, artificielle et mécaniste (Sayre et Löwy 2019, 5-6). Les lois de la nature sont vues comme justes et bienfaisantes ; les lois des sociétés modernes, quant à elles, sont arbitraires, imparfaites, et contrarient les processus naturels ; elles dissolvent le lien social, car elles favorisent une relation instrumentale aux ressources et aux autres humains. A l'instar de certains auteurs romantiques (Sayre et Löwy 2019, 5), Gesell et Blumenthal dénoncent ainsi, dans les pages du *Physiokrat*, le « Mammonisme », le culte du dieu-argent, et la manière dont celui-ci dénature les relations sociales et « dévore » les humains[86] (Blumenthal 1912c; Gesell 1912a; 1912b).

85 Ce site existe encore de nos jours: https://www.die-neue-zeit.ch/fr/

86 Il est remarquable que Gesell et Blumenthal utilisent ici les mêmes images que les populations boliviennes étudiées par Pascale Absi (2006 ; cf. chapitre 1)

L’influence de la *Naturphilosophie* de Goethe et Schelling, qui considère la nature comme un tout organique et vivant, irréductible à la raison et à la science moderne, se fait également sentir dans la vision du monde de la *Lebensreform*. La nature, en somme, a un caractère transcendant : il s’agit d’accepter de se plier à ses règles afin de pouvoir mener une vie saine et harmonieuse, dirigée vers l’amélioration de soi et du monde. Le rapport à la nature de la *Lebensreform* n’est donc pas un rapport instrumental, mais un rapport spirituel : accepter de se soumettre à ses lois, c’est s’élever, se rendre plus puissant – c’est être libre. C’est l’idée que développe Paulus Klüpfel dans la préface qu’il donne à la première édition de *L’Ordre économique naturel*, lors de sa parution en 1916 – non sans établir le lien entre cette perspective et les spiritualités asiatiques :

> La doctrine de l’ordre économique naturel est ainsi la doctrine de l’autonomie du système économique. Libre ne veut pas dire sans loi. Rien ni personne n’a cette liberté. Libre signifie : n’obéissant qu’à sa propre loi. [...]
> Rien n’est sans loi – mais il ne s’agit pas d’une loi uniforme au-dessus de tout. Il s’agit plutôt d’ordre : tout a sa propre loi. Il est surprenant que cette compréhension appartienne d’abord à l’Asie, et non à l’Europe. Bouddha « est libéré, car il a reconnu la loi ». Le terme « loi » ne traduit pas parfaitement le grand « Dharma ». Ce n’est pas une loi quelconque, mais l’ordre. Pour le Tao de l’Extrême-Orient (Lao Tseu), c’est la même chose. En Chine nous trouvons justement le combat classique entre les amis de l’ordre autonome et ceux de la législation intempestive. Lao Tseu et ses élèves posent partout la question : doit-on ordonner le monde ? La réponse, à

> Die Lehre von der natürlichen Wirtschaftsordnung ist also die Lehre von der Eigengesetzlichkeit des Wirtschaftswesens. Frei heißt nicht gesetzlos. Diese Freiheit hat nichts und niemand. Frei heißt: nur seinem Gesetz gehorsam. [...]
> Nichts ist gesetzlos - aber es ist nicht ein monotones Gesetz über allem, sondern Gesetzlichkeit: alles hat sein Gesetz. Es überrascht, daß diese Einsicht Asien zuerst gehört, nicht Europa. Buddha „ist erlöst, denn er hat das Gesetz erkannt." „Das Gesetz" gibt nicht ganz das große „Dharma" wieder. Es ist nicht irgend ein Gesetz, sondern die Gesetzlichkeit. Das Tao des fernen Ostens (Laotse) ist dasselbe. In China haben wir geradezu den klassischen Kampf zwischen den Freunden der Eigengesetzlichkeit und der Gesetzgeberei. Laotse und seine Schüler stellen überall die Frage: Soll man die Welt ordnen? Die Antwort ist,

rebours du confucianisme étroit et zélé, est : non. On doit, disent-ils, laisser la vie parvenir à son ordre, faire tout comme elle le veut, et non comme notre arbitraire le voudrait. La même sagesse repose au fondement de la chrétienté du Christ et de toute mystique véritable – c'est certain. [...]

Le problème se nomme Cosmos : façonnage de toute chose chaotique de sa nécessité vers sa forme.[87]

allem beflissenen, engen Konfutseismus entgegen: Nein. Man solle das Leben zu seiner Ordnung kommen lassen, alles tun, wie es will, nicht wie unsre Willkür möchte. Daß im Grunde des Christentums Christi und aller echten Mystik dieselbe Erkenntnis ruht, ist sicher. […]

Das Problem heißt Kosmos: Gestaltung alles Chaotischen aus seiner Notwendigkeit zu seiner Form. (Klüpfel 1916)

L'ordre économique naturel doit libérer les forces de la vie contenues en l'homme, et que le matérialisme de la société moderne et de l'économie « mammoniste » répriment, entravent et dénaturent. Redonner la main à la « nature », là où la société et sa législation arbitraire ont échoué ; laisser la vie « libre » plutôt que de la contraindre dans des structures économiques favorisant l'exploitation, la déshumanisation : telles sont les tâches que s'assigne la *Freiwirtschaft* dans son entreprise de construction d'un « ordre économique naturel ».

Car si la nature représente ce qui est sain, le capitalisme est parfois présenté en miroir dans les écrits geselliens comme une maladie du corps social – qu'il s'agit donc de guérir. Ainsi Zimmermann, dans un texte publié pour la première fois en 1919, et réédité cinq fois (la dernière en 1946) :

Le socialisme est l'aspiration à la santé de l'ensemble du peuple. Les symptômes d'une maladie sont-ils présents ? Alors l'aspiration se voit dotée d'un but concret : découvrir leurs

Sozialismus ist das Streben nach Gesundheit des Volksganzen. Sind Krankheitserscheinungen vorhanden ? Dann erhält das Streben ein greifbares Ziel : ihre Ursachen aufzudecken und zu

87 On trouve chez Werner Zimmermann des passages comparables : « Freiheit ist nicht Willkür, sie gedeiht nur bei Einordnung in die großen Lebensgesetze » (1938, 5): « La liberté n'est pas l'arbitraire, elle ne s'épanouit qu'en se conformant aux grandes lois de la vie ». Ou encore : « Leben ist etwas Ganzes. Es hat seine ewigen Gesetze. Sie zu erkennen und zu befolgen bringt Gesundheit, Erfolg, Glück, Frieden. Dies gilt fïr einzelne Menschen, für Völker, für die Menschheit » (1950b, 101) : « La vie est un tout. Elle a ses lois éternelles. Les reconnaître et les suivre amène santé, succès, bonheur, paix. Cela vaut pour les individus, pour les peuples, pour l'humanité. »

causes et les écarter.

LES SYMPTÔMES

Ils nous font partout la grimace : alcoolisme, déraison, crime, prostitution, maladies vénériennes, mortalité infantile, suralimentation, sous-alimentation, crise du logement, tuberculose, gloutonnerie, mode, militarisme, révoltes, guerre, souffrances de l'âme, insatisfactions de toutes sortes. [Toutes ces choses] ne sont que des fruits de l'arbre unique, des excroissances de la racine unique.

LE CAPITALISME

Tel est le nom de l'arbre. [...]

beseitigen.

DIE KRANKHEITSERSCHEINUNGEN

Diese grinsen uns überall entgegen : Alkoholismus, Irrsinn, Verbrechen, Prostitution, Geschlechtskrankheiten, Säuglingssterblichkeit, Überernährung, Unterernährung, Wohnungsnot, Tuberkulose, Schwelgerei, Mode, Militarismus, Aufstände, Krieg, seelische Leiden, Unbefriedigtheit aller Art. [Alle diese Dinge] sind alle nur Früchte des einen Baumes, Auswüchse der einen Wurzel.

DER KAPITALISMUS

So heißt der Baum. [...] (Zimmermann 1933 [1919], 15)

Mettre fin au capitalisme, identifié par les auteurs geselliens au matérialisme « mammoniste », au comportement accumulateur et au revenu obtenu sans travail, c'est réaliser la « Gesundung des sozialen Organismus » (Nidecker 1926) – rétablir la santé de l'organisme social. *Lebensreform* et *Freiwirtschaft* s'articulent ainsi autour de ce double objectif : assurer la santé et l'élévation de l'individu par la réforme de la vie ; assurer la santé et l'élévation de la société par la suppression du revenu obtenu sans travail, par le biais de la réforme monétaire et de la réforme foncière – deux réformes institutionnelles qui sont supposés rendre matériellement impossibles les comportements accumulateurs et spéculatifs. Le terme élévation (« Erhöhung ») est fréquemment employé dans les textes de Gesell et des partisans de sa théorie : il suggère bel et bien l'effort de créer un nouvel humain, une nouvelle société, plus parfaits parce que plus conforme à « l'ordre naturel ». La mise en parallèle de ces deux entreprises d'élévation (individuelle et collective) amène certains auteurs (dont Zimmermann) à établir une analogie entre organisme humain et organisme social, selon un principe de composition : la société est composée d'humains de même que l'humain est composé de cellules vivantes ; la santé des cellules et celle de l'organisme sont étroitement interdépendantes, de même que la santé des individus et celle de « l'organisme social ». *Freiwirtschaft* et *Lebensreform* peuvent ainsi être comprises comme deux mouvements

jumeaux, l'un tourné vers la transformation des structures sociales, l'autre vers la transformation du style de vie, étroitement connectés par une même idée : celle d'une soumission aux lois de la nature comme chemin du perfectionnement de l'individu et de la société.

2. Anthroposophie et *Freiwirtschaft* : les convergences de Rudolf Steiner et Silvio Gesell

Au moment où la *Freiwirtschaft* s'implante de plus en plus fermement dans l'Europe germanophone, un autre mouvement voit le jour : en 1913, la Société anthroposophique est créée par Rudolf Steiner, ancien secrétaire général de la section allemande de la Société théosophique[88]. Steiner se donne pour objectif le développement de la conscience humaine, et le déploiement de cette conscience dans tous les domaines de la vie, afin de redonner à l'existence humaine une dimension spirituelle dont le matérialisme de la société moderne la dépouille. Très influencé, lui aussi, par Goethe et la *Naturphilosophie*, il considère que les forces de vie à l'œuvre dans la nature et dans l'humain sont irréductibles à leur seule expression matérielle, mesurable ou connaissable par les procédés de la science moderne. La tâche qu'il s'assigne est ainsi de développer la conscience et la connaissance de ces forces (à laquelle chacun·e peut parvenir, d'après Steiner, par le développement d'une sensibilité particulière au monde naturel et à ses enseignements, notamment par le biais de la méditation et du travail spirituel), afin que cette connaissance puisse infuser la pratique dans tous les domaines de la vie : médecine, éducation, agriculture, art, architecture… Si l'anthroposophie puise donc aux mêmes sources culturelles que la *Lebensreform* et la *Freiwirtschaft*, elle se présente quant à elle d'emblée comme une entreprise spirituelle, initiatique ou mystique, visant à donner à celles et ceux qui suivent ses préceptes un accès à la connaissance de vérités suprasensibles, et à un rapport au monde et un mode de vie déduit de ces connaissances : Steiner parle à cet égard d'une « science spirituelle ». Au rang des sources communes, on peut également nommer l'influence sur Steiner d'auteurs comme Nietzsche (auquel il dédie une étude (Steiner 2019 [1895])), ou comme Stirner (Preparata 2006; Skagen 2020). La connaissance, l'expression et le développement du « Moi », dans toutes ses dimensions, et en particulier dans sa dimension spirituelle (la plus délaissée selon lui), restent en effet pour Steiner un objectif central.

88 La Société théosophique est fondée en 1875 à New York par l'occultiste Helena Blavatsky. Elle entend proposer une synthèse syncrétique des dogmes des grandes religions du monde (bouddhisme, hindouisme, judaïsme, christianisme, islam, ésotérisme…), en démontrant qu'elles sont toutes l'expression d'une vérité commune, et prônant la fraternité universelle.

Économie franche et anthroposophie vont, là encore, développer un corpus d'idées communes et entretenir un jeu de résonances qui rendront leurs publics poreux. La doctrine économique de Steiner, tant sur le rapport de l'économie au reste de la société (2.1) que dans sa conception de la monnaie et de ses fonctions dans l'économie (2.2) converge en effet avec celle de Gesell sur des points majeurs (2.3)

2.1. Steiner et la tri-articulation de la société

Par rapport à son œuvre pléthorique (constituée en grande partie du texte de ses très nombreuses conférences), la part des travaux de Steiner consacré à l'étude de la société ou à l'économie politique en tant que telle est relativement restreinte. Le concept fondamental de son analyse politique est la « soziale Dreigliederung », ou « tri-articulation sociale », qu'il expose dans un ouvrage publié en 1919, *Die Kernpunkte der sozialen Frage in den Lebensnotwendigkeiten der Gegenwart und der Zukunft*[89] (Steiner 2010 [1919]). Steiner identifie chez l'humain trois fonctions ou trois systèmes fondamentaux : le système nerveux et sensitif, le système « rythmique » de la circulation sanguine et de la respiration, et le système des « échanges de matière » à proprement parler. Le centre de la fonction nerveuse et sensitive est la tête ; le centre de la fonction rythmique est la poitrine ; et le centre de la fonction d'échange de matière est le ventre (Steiner 2010 [1919], 24-25). Chacun de ces trois système assure la fonction qui lui est dévolue de manière relativement autonome, sans besoin d'une centralisation, et chacun dispose de sa propre interface avec le monde extérieur. Ce fonctionnement reflète l'organisation naturelle d'un organisme sain, et peut inspirer la vision de ce que serait un « organisme social »[90] sain : à savoir, un organisme qui s'organiserait lui aussi selon ce principe de tri-articulation et d'indépendance interdépendance des fonctions (Steiner 2010 [1919], 26). Les trois fonctions assurées par l'organisme social, ses trois « membres », sont la vie économique, comprenant la production, circulation et consommation des marchandises ; la vie du droit public et la garantie des droits humains, c'est à dire la sphère politique, domaine de l'État de droit ; et la vie spirituelle, qui comprend les arts, les sciences et la spiritualité[91]. Le système économique règle les rapports matériels des humains avec le monde, le système politico-juridique règle les relations entre êtres humains, et le

89 Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités vitales du présent et du futur

90 Steiner précise que son utilisation du mot « organisme » n'est en rien une analogie entre un corps vivant et le corps social (2010 [1919], 27) : il considère le social comme un système à part entière, doté de ses propres règles – des règles conformes aux lois générales du vivant, dont les humains peuvent acquérir l'intuition par l'observation du monde (*loc.cit*).

91 Cette idée n'est pas sans trouver une certaine résonance dans les travaux de Georges Dumézil (1968) ou de Georges Duby (1996)

système intellectuel-spirituel permet à l'individualité humaine de s'exprimer et de nourrir l'organisme social (Steiner 2010 [1919], 28-30). Chacun de ces systèmes est autonome et possède sa propre logique, irréductible à celles des autres. L'interférence de ces systèmes entre eux est la cause des dérèglements du fonctionnement de l'organisme social : « L'humanité récente a développé une vie de l'esprit hautement dépendante des institutions étatiques et des forces économiques », explique ainsi Steiner (2010 [1919], II), ce qui menace le nécessaire équilibre que les trois systèmes doivent entretenir. C'est en particulier le système économique qui a pris une place prépondérante :

> Dans l'organisme social qui s'est constitué jusqu'ici au cours du devenir historique de l'humanité, et qui est devenu, à travers l'âge de la machine et la forme économique capitaliste moderne, ce qui donne sa marque au mouvement de la société, la vie économique englobe plus que ce qu'elle doit englober dans l'organisme social sain. Actuellement, dans le circuit économique où seules des marchandises devraient circuler, circule aussi la force de travail humaine, et circulent aussi des droits. […] Si l'on achète une parcelle de terre, cela doit être considéré comme l'échange du terrain contre des marchandises, dont la monnaie doit être vue comme le représentant. La parcelle de terre elle-même ne joue pas le rôle d'une marchandise dans la vie économique. Elle se tient dans l'organisme social à travers le droit que l'être humain a de l'utiliser. […]
>
> Il deviendra clair aux yeux de quiconque analyserait de manière impartiale ce fait
>
> In dem sozialen Organismus, der sich im bisherigen geschichtlichen Werden der Menschheit herausgebildet hat und der durch das Maschinenzeitalter und durch die moderne kapitalistische Wirtschaftsform zu dem geworden ist, was der sozialen Bewegung ihr Gepräge gibt, umfaßt das Wirtschaftsleben mehr, als es im gesunden sozialen Organismus umfassen soll. Gegenwärtig bewegt sich in dem wirtschaftlichen Kreislauf, in dem sich bloß Waren bewegen sollen, auch die menschliche Arbeitskraft, und es bewegen sich auch Rechte. […] Wenn jemand durch Kauf ein Grundstück erwirbt, so muß das als ein Tausch des Grundstückes gegen Waren, für die das Kaufgeld als Repräsentant zu gelten hat, angesehen werden. Das Grundstück selber aber wirkt im Wirtschaftsleben nicht als Ware. Es steht in dem sozialen Organismus durch das Recht darinnen, das der Mensch auf seine Benützung hat […]

de l’existence, que ce dernier doit trouver son expression dans les institutions de l’organisme social sain. Tant que les marchandises sont échangées contre des marchandises dans la vie de l’économie, la constitution des valeurs de ces marchandises demeure indépendante des rapports de droit entre les personnes et les groupes de personnes. Dès que les marchandises sont échangées contre des droits, c’est le rapport de droit lui-même qui est atteint.

Wer eine solche Lebenstatsache unbefangen durchschaut, dem wird einleuchten, dass sie ihren Ausdruck finden muss in den Einrichtungen des gesunden sozialen Organismus. Solange Waren gegen Waren im Wirtschaftsleben ausgetauscht werden, bleibt die Wertgestaltung dieser Waren unabhängig von dem Rechtsverhältnisse zwischen Personen und Personengruppen. Sobald Waren gegen Rechte eingetauscht werden, wird das Rechtsverhältnis selbst berührt. (Steiner 2010, 36-37).

La logique du système économique, qui ne devrait gouverner que les rapports entre marchandises, a colonisé les rapports entre humains, qui relèvent du domaine des droits : ainsi, le fait de vendre ou d’acheter de la terre repose sur la fiction que la terre serait elle-même une marchandise, alors qu’elle n’existe dans l’organisme social qu’à travers le droit qu’on a d’en faire usage comme moyen de production. De même pour le travail, qui est traité comme une marchandise alors qu’il s’agit, là encore, d’un rapport de droit : seul le produit du travail peut être vendu, et le salaire du travail doit être compris comme le partage de la valeur des marchandises produites par les travailleur·euses entre cell·eux-ci et la personne qui les emploie : pour Steiner, le travail ne *peut pas* être payé, pour la simple raison qu’il ne saurait être comparé ou assimilé à une marchandise (Steiner 2010 [1919], 41-42). Travail et terre sont pour Steiner, pour reprendre le terme introduit par Karl Polanyi (2001 [1944], 71-80), des marchandises fictives ; et le fait qu’elles soient traitées comme telles menace la santé de l’organisme social. Il en va de même pour la vie intellectuelle et spirituelle : entièrement administrées par l’État, l’éducation et l’enseignement, la science et la recherche perdent leur autonomie et se voient subordonnées aux besoins de l’État (Steiner 2010 [1919], 45) : elles ne peuvent dès lors, comme elles le devraient, permettre la pleine contribution des individus à la vie de intellectuelle et spirituelle de la société.

L’organisme social sain, au contraire, doit permettre à chaque système de se développer selon sa propre logique interne. L’art, la science, l’enseignement, doivent ainsi

pouvoir « se développer et s'administrer librement selon leurs propres impulsions [...] » (2010 [1919], 46). Le travail devrait lui aussi pouvoir s'organiser de manière autonome, sur la base d'associations, de coopératives ou d'organisations professionnelles : Dans un article qu'il lui consacre, Polanyi compare ainsi l'économie de Steiner au *guild socialism* (1934), un courant socialiste alors notamment influent au Royaume-Uni, qui propose la réinstauration de sociétés de métier et le contrôle de l'industrie par les travailleurs par leur biais. Dans l'organisme social sain, résume Steiner, l'économie doit être régie par le principe de *fraternité* et d'association ; la vie de l'esprit, par le principe de *liberté* ; et le droit public, par le principe d'*égalité*. (Steiner 2010 [1919], 51). Le point de vue de Steiner est explicitement anti-marxiste : il s'oppose ainsi à toute forme d'intervention de l'État dans l'économie, et défend la liberté d'initiative et l'autonomie du travail. Cette autonomie du travail repose sur la garantie de l'accès des individus qualifiés à l'usage des moyens de production :

> Les institutions du droit veilleront à ce qu'un outil de production ne reste lié à une personne ou à un groupe de personne qu'aussi longtemps que ce lien est justifié par les facultés individuelles de ces personnes. Plutôt que la propriété commune des moyens de production, c'est une circulation de ces moyens dans l'organisme social qui sera de mise, qui les amènera toujours à nouveau aux personnes dont les capacités individuelles peuvent les rendre utiles à la communauté de la meilleure manière possible. C'est de cette manière que sera, pour un temps, établie la relation entre personnalité et moyens de production qui était assurée jusque là par la propriété privée.
>
> Die Rechtseinrichtungen werden dafür sorgen, dass ein Produktionsbetrieb nur so lange mit einer Person oder Personengruppe verbunden bleibt, als sich diese Verbindung aus den individuellen Fähigkeiten dieser Personen heraus rechtfertigt. Statt dem Gemeineigentum der Produktionsmittel wird im sozialen Organismus ein Kreislauf dieser Mittel eintreten, der sie immer von neuem zu denjenigen Personen bringt, deren individuelle Fähigkeiten sie in der möglichst besten Art der Gemeinschaft nutzbar machen können. Auf diese Art wird zeitweilig diejenige Verbindung zwischen Persönlichkeit und Produktionsmittel hergestellt, die bisher durch den Privatbesitz bewirkt worden ist (Steiner 2010 [1919], 80-81).

Pour Steiner, l'économie doit ainsi être construite sans intervention de l'État, sur le fondement de la libre association des travailleur·euses, et selon le principe d'une libre circulation du droit d'usage du capital et de la terre. Il conteste les droits donnés par la propriété privée, et les logiques d'accumulation individuelle qui en découlent : pour lui, « ce qui est produit de manière privée en raison des facultés individuelles doit être ramené à la collectivité selon les chemins justes » (2010 [1919], 80). Il s'agit de placer l'action et la libre initiative individuelle au service de la collectivité, grâce à des institutions garantissant la justice en même temps que la liberté (2010 [1919], 74-75): les surplus générés par l'économie doivent ainsi être dirigés vers les inactif·ves (personnes âgées ou malades, enfants, veuves ou invalides (2010 [1919], 84)), ainsi que vers l'État, et la vie intellectuelle, artistique et spirituelle de la société (Preparata 2006).

2.2. « La monnaie s'usera comme les marchandises s'usent » : la pensée monétaire de Steiner

Selon Steiner, c'est la circulation monétaire qui garantit l'unité du corps économique et la cohérence des initiatives individuelles indépendantes (2010 [1919], 85). La division du travail implique une solidarité du corps social (2010 [1919], 89) : dans le domaine économique, c'est la monnaie qui est l'instrument de cette solidarité. Selon le principe de la tri-articulation sociale, il revient donc non pas à l'État, mais aux institutions qui administrent et garantissent le fonctionnement de l'économie, issues de l'association des producteur·rices, d'établir et de gérer la monnaie (2010 [1919], 85). On retrouve ici un principe cher à Proudhon, dont le projet de Banque du peuple (voir ch. 6) est cohérent avec les principes posés par Steiner.

La vision de ce que devrait être la monnaie développée par Steiner est d'une grande cohérence avec les thèses de Gesell. Les citations qui suivent en sont une illustration flagrante : leur longueur est justifiée par le fait que le texte dont elles sont issues est inédit en français, et essentiel pour comprendre les rapprochements et les convergences entre le mouvement anthroposophe et la *Freiwirtschaft*.

> Dans l'organisme social sain, la monnaie ne sera vraiment qu'un étalon des valeurs ; car derrière chaque pièce ou billet de monnaie se tient une marchandise : c'est uniquement par son
>
> Das Geld wird im gesunden sozialen Organismus wirklich nur Wertmesser sein; denn hinter jedem Geldstück oder Geldschein steht die Warenleistung, auf welche hin der Geldbesitzer allein zu

biais que le détenteur de monnaie a pu accéder à la monnaie. La nature des situations rendra nécessaires des institutions qui privent la monnaie de sa valeur quand elle a perdu la signification caractérisée plus haut.

dem Gelde gekommen sein kann. Es werden sich aus der Natur der Verhältnisse heraus Einrichtungen notwendig machen, welche dem Gelde für den Inhaber seinen Wert benehmen, wenn es die eben gekennzeichnete Bedeutung verloren hat. (Steiner 2010 [1919], 87)

La monnaie est d'abord l'unité de compte, « l'index commun qui est là pour la comparaison commune des valeurs respectives des marchandises » (Steiner 1985 [1919], 139) ; elle ne doit référer qu'aux marchandises, c'est à dire, n'avoir pas d'autre fonction que d'assurer la mesure de la valeur et l'échange réciproque des marchandises. Dès qu'elle est utilisée dans un autre but – en particulier, afin de stocker de la valeur – elle doit perdre sa valeur, car elle perd sa signification d'équivalent direct des marchandises, de simple étape dans le processus d'échange des marchandises contre d'autres marchandises. Steiner précise que cette perte de valeur doit être garantie par les institutions mêmes qui gouvernent le système monétaire. Il développe :

La possession de la monnaie est transférée à la collectivité, dans une forme appropriée, après une période de temps donnée. Et pour que la monnaie qui ne travaille pas dans les initiatives de production ne soit pas conservée par des détenteurs contournant les mesures de l'organisation de l'économie, le remplacement des pièces ou l'impression de nouveaux billets peut avoir lieu de temps en temps. De cette situation, il résultera cependant aussi que l'intérêt perçu par un capital se réduira toujours plus au fil des ans. La monnaie s'usera, comme les marchandises s'usent. Mais

Geldbesitz geht nach einer bestimmten Zeit in geeigneter Form an die Allgemeinheit über. Und damit Geld, das nicht in Produktionsbetrieben arbeitet, nicht mit Umgehung der Maßnahmen der Wirtschaftsorganisation von Inhabern zurückbehalten werde, kann Umprägung oder Neudruck von Zeit zu Zeit stattfinden. Aus solchen Verhältnissen heraus wird sich allerdings auch ergeben, dass der Zinsbezug von einem Kapitale im Laufe der Jahre sich immer verringere. Das Geld wird sich abnützen, wie sich Waren abnützen. Doch wird eine solche vom Staate zu

cette mesure que l'État doit prendre est juste. Il n'y aura plus d'« intérêt sur les intérêts ».

treffende Maßnahme gerecht sein. «Zins auf Zins» wird es nicht geben können. (Steiner 2010 [1919], 87)

On retrouve ici un système dont la philosophie se rapproche beaucoup des idées de Gesell. La monnaie qui n'est pas directement utilisée dans l'économie (investie dans la production ou engagée dans les échanges) doit revenir au bénéfice de la collectivité : c'est précisément ce que propose Gesell, avec la dépréciation périodique des moyens de paiement, qui est en fait le moyen d'un transfert périodique d'une fraction de la monnaie thésaurisée vers les caisses de l'État. Cette mesure, en obligeant la monnaie à circuler, fait baisser le rendement des capitaux (l'efficacité marginale du capital, dans les termes de Keynes), jusqu'à l'annuler, espère Gesell. Une monnaie qui « s'use » ou qui « rouille » pour être « en équivalence avec les marchandises » et ne pas avoir sur elle « un avantage » (Steiner 2002 [1922], 165) : les propositions de Gesell et de Steiner semble bel et bien se confondre. Steiner propose cependant une modalité qui n'est pas évoquée par Gesell : la révocation ou le renouvellement périodique des moyens de paiements – une modalité institutionnelle parfois utilisée au Moyen-âge sous le nom de *renovatio monetarum*, ou bractéates, comme les geselliens le rappellent souvent (par exemple Schwarz 1932, 43-53; Suhr 1988, 81-82; voir aussi Eisler 1924, 176-89, qui cite explicitement les thèses franchistes en évoquant ce phénomène historique ; voir *infra* pour plus de détails).

Steiner poursuit :

Celui qui épargne a pourtant fourni des prestations qui lui donnent droit de prétendre en contrepartie à des biens dans le futur, de la même manière que des prestations actuelles donnent droit à l'échange de prestations en contrepartie ; mais ce droit doit admettre une certaine limite ; car les prétentions issues du passé ne peuvent être satisfaites que par les prestations du travail présent. De telles prétentions ne doivent pas devenir un moyen de violence économique.

Wer Ersparnisse macht, hat allerdings Leistungen vollbracht, die ihm auf spätere Waren-Gegenleistungen Anspruch machen lassen, wie gegenwärtige Leistungen auf den Eintausch gegenwärtiger Gegenleistungen; aber die Ansprüche können nur bis zu einer gewissen Grenze gehen; denn aus der Vergangenheit herrührende Ansprüche können nur durch Arbeitsleistungen der Gegenwart befriedigt werden. Solche Ansprüche

C’est seulement si ces conditions sont réalisées que la question monétaire sera posée sur une base saine.

dürfen nicht zu einem wirtschaftlichen Gewaltmittel werden. Durch die Verwirklichung solcher Voraussetzungen wird die Währungsfrage auf eine gesunde Grundlage gestellt. (Steiner 2010 [1919], 87-88)

S’il est légitime de pouvoir transférer la valeur dans le temps, cette faculté doit être limitée, au risque qu’elle devienne un « moyen de violence économique » : les prétentions venues du passé pourraient autrement étouffer la vie de l’économie présente. On peut mettre en parallèle cet avertissement de Steiner avec la condamnation du revenu obtenu sans travail par Gesell : ce revenu, pour lui, est extorqué par « chantage » auprès des travailleurs et des entrepreneurs, qui créent la richesse présente, alors que ces richesses devraient être intégralement dirigées vers la rémunération du travail qui les a produites. On n’a, en somme, pas plus le devoir de rémunérer le capital qui a permis la création des richesses qu’on aurait le devoir de rémunérer la terre qui a permis la production des denrées agricoles. Toute dérogeance à cette règle constitue une spoliation des travailleurs au profit des classes propriétaires, qui font de leur travail accumulé – de leurs « prétentions issues du passé » - un moyen de s’approprier la richesse présente au détriment de cell·eux qui la produisent.

Et Steiner de conclure :

Car peu importe quelle *forme* prend la monnaie en fonction d’autres circonstances : c’est à travers son administration que *la monnaie* devient l’institution raisonnable de l’ensemble de l’organisme économique. La *question monétaire* ne sera jamais résolue de manière satisfaisante par un État à travers des *lois* ; les États contemporains ne la résoudront que s’ils renoncent à le faire eux-mêmes et abandonnent ce qu’il

Denn gleichgültig wie aus andern Verhältnissen heraus die *Geldform* sich gestaltet: *Währung* wird die vernünftige Einrichtung des gesamten Wirtschaftsorganismus durch dessen Verwaltung. Die *Währungsfrage* wird niemals ein Staat in befriedigender Art durch *Gesetze* lösen; gegenwärtige Staaten werden sie nur lösen, wenn sie von ihrer Seite auf die Lösung verzichten und das Nötige dem von

faut à l'organisme économique, qu'il convient de distinguer d'eux. (les emphases figurent dans le texte original)

ihnen abzusondernden Wirtschaftsorganismus überlassen. (Steiner 2010 [1919], 88)

Ce n'est pas à l'État de gérer la monnaie de manière discrétionnaire : c'est l'organisme économique qui indique ce qu'est une administration raisonnable de l'institution monétaire. Encore une fois, Gesell pourrait souscrire à ce diagnostic – lui qui préconise que la monnaie soit administrée de manière à toujours garantir la stabilité de l'indice des prix : ce critère, purement économique, exclut tout arbitraire de la part des autorités monétaires, qui doivent se contenter de réagir de manière automatique aux signaux que leur adresse l'économie[92].

2.3. Silvio Gesell et Rudolf Steiner : des convergences décisives

Les perspectives économiques dessinées par Steiner et Gesell se rejoignent ainsi sur plusieurs points :

1. La valeur de la monnaie doit diminuer au fil du temps, pour être restituée à la collectivité, de manière à limiter dans le temps le pouvoir de cell·eux qui la détiennent. Cette monnaie devra être gérée selon des critères strictement économiques.

2. Les moyens de production (en particulier, la terre) doivent être rendus accessibles à tous·tes : pour Gesell, c'est l'idée du « sol franc » (*Freiland*), propriété publique affermée à des exploitant·es privé·es, que chacun·e peut postuler à cultiver. La terre, d'après Steiner, ne peut pas être une marchandise, et ne peut exister dans la société qu'à travers le droit qu'on a d'en faire usage, qui doit être équitable : nul doute que la réforme foncière proposée par Gesell se situe dans cette logique.

3. Les inactif·ves doivent pouvoir disposer d'un revenu : c'est le cas, chez Gesell, des mères qui se consacrent à l'éducation de leurs enfants. Les fermages perçus par l'État doivent ainsi, selon lui, être reversés aux mères en raison du nombre d'enfants, légitimes ou non, qu'elles ont à charge. Contrairement à Steiner, Gesell ne mentionne cependant pas d'autres catégories d'inactif·ves – chômeur·euses, personnes malades ou retraité·es, par exemple : le mouvement physiocrate se prononce contre les prestations assistancielles (dans un texte de 1919, Gesell se prononce « contre l'octroi

92 On néglige ici un aspect important de la pensée monétaire de Steiner : la distinction de trois usages de la monnaie, répondant à des besoins sociaux distincts. Steiner distingue monnaie d'achat, monnaie de prêt et monnaie-don. L'analyse de cette proposition dépasse le cadre de cette étude.

de bienfaisances étatiques, de protection étatique, d'assistance étatique » (1919f, 288)) ; les assurances ne peuvent pour lui être que « privées », ce qui n'exclut pas des formes d'organisation collective comme les mutuelles – mais ne les prévoit pas non plus explicitement. Sur ce point, Steiner va donc bien plus loin que Gesell.

4. Pour les deux auteurs, l'économie doit être une sphère autonome de l'Etat, dans laquelle règne le principe de l'association des travailleur·euses – de la « fraternité », pour reprendre le terme de Steiner. C'est également le cas de la vie intellectuelle, culturelle et spirituelle ainsi que l'éducation et l'université, qui doivent être libres et indépendantes de l'État. On a déjà cité les textes de Gesell dans lesquels il détaille son programme de « démantèlement de l'État » (1919a; 1927a). Avec son projet d'une autonomie de la fonction intellectuelle-spirituelle de la société, espace de déploiement de la personnalité qui s'y met au service du développement de la société, Steiner semble souscrire à cet objectif. Dans ce domaine, l'influence de Stirner et de Nietzsche se manifeste chez les deux penseurs.

5. Enfin, Steiner et Gesell se rejoignent dans leur condamnation du capitalisme, vu comme une accumulation indue de pouvoir entre les mains d'une classe sociale, qui menace l'équilibre de la société. L'institution monétaire est, pour les deux auteurs, décisive dans ce phénomène. Pour Steiner, le capitalisme est une « maladie », un dérèglement du corps social – un discours, on l'a vu, déjà tenu par Zimmermann au sein du mouvement franchiste[93]. Le symptôme de cette maladie, ce sont les « privilèges de classe » (2010 [1919], 89), qui manifestent un « égoïsme » incompatible avec l'harmonie de l'organisme social. Ces privilèges créent une « situation socialement insoutenable, qui mène à des perturbations dans l'organisme social » (*loc.cit*).

Plusieurs ouvrages franchistes tentent d'établir des ponts entre les deux édifices théoriques : Nidecker (1926), un militant franchiste, rédige ainsi une brochure pour proposer une lecture de Steiner au prisme de la pensée gesellienne. Plus tard, Buess (1987) tentera lui aussi de montrer l'influence de Gesell sur Steiner. Steiner lui-même n'hésite pas à citer le mouvement franchiste dans ses conférences. En 1919, interpellé par un militant franchiste après un exposé, il répond, à propos du mouvement gesellien qu'il est « tout à fait d'accord

93 Si Gesell lui-même parle en de rares occasions de « maladie » et de « guérison » de la société, ce discours est chez lui beaucoup plus marginal que chez Steiner ou chez d'autres auteurs franchistes.

avec ce mouvement », et déclare vouloir converger avec lui (ainsi qu'avec d'autres mouvements, comme la *Lebensreform*, qu'il évoque plus loin) dans « un grand courant commun » (Steiner 1985 [1919], 137-39). Il n'est donc pas surprenant que nombreux anthroposophes aient appartenu au mouvement gesellien, comme le souligne Hans-Joachim Werner dans son histoire du mouvement franchiste (1989, 76).

Pour autant, il ne faut pas déduire de ces nombreuses convergences que les doctrines de Gesell et de Steiner, ou les mouvements qu'ils ont initiés, se confondraient : Le système théorique de Steiner est infiniment plus étendu et complexe que celui de Gesell – et on pourrait ajouter, plus riche sur le plan philosophique. Gesell se contente en effet d'analyser le système monétaire et foncier et leurs conséquences économiques, quand Steiner a pour ambition d'étudier l'humain dans toutes ses dimensions. Steiner ne consacre ainsi, comme on l'a rappelé plus haut, qu'une infime partie de son œuvre aux questions d'économie politique, et ne fait qu'évoquer les questions monétaires et foncières, sans faire d'elles le cœur de son projet de transformation de la société. Cela n'a pas empêché une grande porosité d'exister entre les deux mouvements, qui constituent deux prolongations distinctes du mouvement de la *Lebensreform*.

3. Économie franche et christianisme : l'occident médiéval comme univers de référence politique

Les liens de l'économie franche gesellienne à la spiritualité ne se limitent pas à l'anthroposophie ou aux cercles orientalistes de la *Lebensreform* : de nombreux chrétiens se tournent vers ce mouvement, attirés par l'écho de ses propositions avec certains messages des évangiles, ainsi qu'avec leur résonance avec l'éthique chrétienne (3.1). D'autres dispositifs également à l'œuvre dans l'occident médiéval et ayant notamment pour effet d'accélérer la circulation monétaire, sont également cités comme références pour arguer de la justesse des propositions franchistes (3.2)

3.1. Économie franche et éthique chrétienne : Dieu (ou la nature) contre la chrématistique

La condamnation de l'intérêt par Gesell attire progressivement à lui un autre public, qui finira par constituer une part significative du mouvement franchiste : il s'agit des chrétiens critiques des dérives du capitalisme. Ce rapprochement ne va pas de soi pour Gesell, que ses idées nietzschéo-stirneriennes amènent à rejeter la morale, et en particulier la morale

chrétienne. Un texte publié dans *Der Physiokrat* en 1913 donne à voir cette tension : Gesell défend en effet le christianisme contre le rejet dont il peut faire l'objet. Selon lui : « Certes, le christianisme est prêché depuis dix-neuf siècles, mais pas par des chrétiens : par des prédateurs ; pas comme une religion, mais comme un moyen de maîtriser le peuple » (1913a, 202). Il poursuit : « Le christianisme n'a en fait jamais ni nulle part eu l'opportunité d'être mis en pratique » (1913a, 205). Le christianisme implique en effet, selon Gesell, antimilitarisme et pacifisme (1913a, 206) et absence d'exploitation de l'homme par l'homme (1913a, 204) – donc anticapitalisme. Cette prise de position ouvrira la voie à de nombreuses convergences.

Plusieurs figures du mouvement franchiste, qui rejoignent le mouvement dans le courant des années 1910, sont en effet des prêtres, ou d'anciens prêtres. On a déjà évoqué Paulus Klüpfel, ancien prêtre catholique, qui donne une préface empruntée de spiritualité à *L'Ordre économique naturel*. On peut également penser au pasteur bernois Eduard Burri, au chapelain catholique de Solothurn Viktor Pfluger, ou au pasteur de l'Engadine Hans Konrad Sonderegger, qui joueront tous un rôle dans le mouvement à travers leur action et leurs publications (Karner 2002, 255), ainsi qu'à Jean Barral, prêtre catholique et seul représentant connu du mouvement franchiste en France[94]. D'autres auteurs, comme le pédagogue Fritz Schwarz, secrétaire de la ligue franchiste suisse (SFB), ou le directeur de l'école supérieure municipale pour jeunes filles de Nuremberg, Benedikt Uhlemayr, s'intéressent également de près aux liens entre christianisme et franchisme (Uhlemayr 1933; Schwarz 1959). Mais la principale figure à tenter d'établir une véritable doctrine commune est le prêtre catholique autrichien Johannes Ude (1930; 1932; 1935). *Lebensreformer, v*égétarien et ne consommant ni tabac ni alcool, pacifiste, partisan de la réforme foncière[95], Ude voit dans les idées geselliennes un corpus théorique permettant d'établir un ordre économique conforme à l'éthique chrétienne, telle qu'elle s'exprime dans les textes bibliques.

C'est la condamnation de l'intérêt qui constitue le principal point de convergence entre chrétiens et geselliens. Les évangiles sont ainsi fréquemment cités par les auteurs franchistes chrétiens : d'après l'évangile de Matthieu (6:24), « Nul ne peut servir deux maîtres : car

94 Encore faut-il préciser que Barral développe, au cours des années 1930 et 1940, une lecture antisémite du franchisme et soutiendra le régime de Vichy.

95 Ude manifestera des sympathies pour le parti national-socialiste (dont le programme a pu sembler, aux yeux de certains franchistes, reprendre leurs revendications (Karner 2002, 144-53; voir aussi ch. 4), et ne dénonce pas immédiatement l'annexion de l'Autriche au Reich. La nuit de cristal du 9 au 10 novembre 1938, et les violences et saccages dirigés contre la communauté juive de Graz, dont il est témoin, le détournent définitivement du nazisme et l'amènent à manifester cette rupture sans ambiguïté par écrit auprès des autorités nazies (Karner 2002, 152).

toujours on haïra l'un et on aimera l'autre. On ne peut servir à la fois Dieu et Mammon ». La dénonciaion du « mammonisme », qu'on retrouve dans la culture romantique et le mouvement physiocrate, a des racines chrétiennes : il faut choisir de servir Dieu et de se conformer à l'éthique chrétienne, ou bien de se laisser tenter par le culte de l'argent, qui détourne des valeurs chrétiennes. La prohibition de l'intérêt par Moïse, puis par Jésus, sont également citées : « Prêtez sans rien attendre en retour », aurait dit Jésus (Luc 6:35) ; les épisodes de la colère de Moïse lorsqu'il découvre le culte du veau d'or, ou de celle de Jésus chassant les marchands du temple, sont également fréquemment mobilisés (Schwarz 1959, 14-15). Dans un ouvrage qu'ils rédigent ensemble, Burri et Schwarz se livrent ainsi à un inventaire de citations de l'Ancien et du Nouveau Testament, du Coran, des Pères de l'Église, des papes, mais aussi de Martin Luther et Ulrich Zwingli, pères de la réforme protestante en Allemagne et en Suisse (Burri et Schwarz 1933, 101-18; voir aussi Schwarz 1959, 30-31), ou même d'Aristote, dont la critique de la chrématistique est mise en parallèle avec celle des religions du Livre. Judaïsme, islam et christianisme ont ainsi en commun, considèrent les auteurs, d'assimiler le prêt à intérêt à « l'usure » (*Wucher*) et de condamner cette dernière comme un pêché. Ce principe de prohibition de l'intérêt est au fondement d'un ordre économique éthique, raisonnable – chrétien (Ude 1935, 6).

> Cette interdiction de l'intérêt, à nouveau, n'est pas seulement une mesure sociale-économique isolée, mais un immense principe : l'empêchement du règne de l'argent, dont l'organe le plus important, à côté de la propriété privée du sol et de la terre, est le capital – dont l'intérêt constitue encore l'organe principal. En ce sens, l'interdiction de l'intérêt traverse la culture chrétienne, et y est vivante dans la mesure où l'esprit de la Bible lui-même est vivant. Il est valable dans toute l'époque du christianisme primitif et durant tout le Moyen-Âge : le fait de prélever l'intérêt reste de l'usure. Ce ne sont que la réforme de l'Église et
>
> Dieses Verbot des Zinses ist wieder nicht bloss eine einzelne wirtschaftlich-soziale Maßnahme, sondern ein gewaltiges Prinzip : die Verhinderung der Geldherrschaft, deren wichtigsten Organ, neben dem Privatbesitz von Grund und Boden, das Kapital ist, dessen Hauptorgan wieder der Zins bildet. In diesem Sinne geht das Zinsverbot durch die christliche Kultur und ist darin lebendig in dem Masse, als der Geist der Bibel überhaupt lebendig ist. Es gilt in der ganzen altchistlichen Zeit und im ganzen Mittelalter : Zinsnehmen bleibt Wucher. Erst die kirchliche Reformation und die weltliche Renaissance heben das

la Renaissance qui lèvent l'interdiction de l'intérêt et ouvrent ainsi la voie au développement du capitalisme, qui porte finalement le règne de l'argent au sommet, remplaçant Dieu et l'humain par Mammon. Aujourd'hui, l'action de Moïse redevient vivante quand le procès contre l'intérêt est réactivé par le mouvement franchiste, qui s'appuie sur le livre de Silvio Gesell au titre significatif : « L'Ordre économique naturel ».

Zinsverbot auf und öffnen damit jener Entwicklung zum Kapitalismus die Bahn, welche die Geldherrschaft zuletzt auf dem Gipfel bringt, Gott und den Menschen durch Mammon verdrängend. Heute wird das Wirken Moses wieder lebendig, wenn der Prozess gegen den Zins von der Freiwirtschaftsbewegung erneut aufgenommen wird, die sich ja auf das Buch von Silvio Gesell mit dem bezeichnenden Titel « Die natürliche Wirtschaftsordnung » gründet. (Schwarz 1959, 39-40)

Dans le contexte de la pensée chrétienne, l'idée d'« ordre économique naturel » prend en effet une nouvelle connotation. Est « naturel » ce qui est conforme à l'ordre divin, ce qui accepte de se soumettre au projet de Dieu pour le monde : les jésuites de l'école de Salamanque, au XVIe siècle, par exemple, ont déjà utilisé ce terme en ce sens pour définir ce que serait le « droit naturel ». L'ordre économique chrétien est ainsi indissociable d'une éthique économique, de la reconnaissance de valeurs qui transcendent la sphère économique et la maintiennent à sa juste place. C'est l'idée que défend Johannes Ude :

Pour tout chrétien, la phrase suivante sonne d'emblée comme une évidence : l'économie et l'éthique sont liées entre elles de telle sorte que ce qui est éthiquement injuste ne peut jamais être juste économiquement. En d'autres termes : l'économie a besoin d'être guidée par l'éthique pour ne pas s'égarer.

Für jeden Christen ist folgender Satz von vornherein selbstverständlich : Wirtschaft und Sittenlehre sind derart miteinander verbunden, daß das, was sittlich falsch ist, niemals wirtschaftlich richtig sein kann. Mit anderen Worten : Die Wirtschaft bedarf der Leitung durch die Sittenlehre, um nicht irre zu gehen. (Ude 1935, 5)

Pour Ude, l'économie doit rester « encastrée » dans la société – pour reprendre, une nouvelle fois, les termes de Karl Polanyi – et demeurer soumise aux finalités humaines :

> Du point de vue de l'éthique naturelle et raisonnable, le fonctionnement de l'économie n'a pas le droit d'être sa propre fin. Il doit plutôt toujours n'être qu'un moyen subordonné à la finalité la plus noble de l'humain. Le plus haut but de la vie terrestre est la glorification de Dieu par l'observation de l'ordre éthique. Toute l'économie humaine doit également servir ce but. […] Par l'économie, chaque humain doit se créer les moyens matériels qui lui garantissent une existence digne, et qui lui permettre de vivre vertueusement. Car le plus haut but de l'activité économique est de rendre possible une existence digne et conforme à son rang pour chaque individu humain.
>
> Vom Standpunkt der natürlich-vernünftigen Sittenlehre aus darf das Wirtschaften nie Selbstzweck sein, sondern soll stets nur ein dem höchsten Endziel des Menschen untergeordneten Mittel sein. Der höchste Zweck des Erdenlebens nun ist die Verherrlichung Gottes durch Beobachtung der Sittenordnung. Diesem Zweck soll auch die gesamte Wirtschaft des Menschen dienen. […] Durch die Wirtschaft soll sich jeder Mensch nach Gottes Willen jene stofflichen Mittel schaffen, die ihm ein menschenwürdiges Dasein sichern und es ihm ermöglichen, tugendhaft zu leben. Denn das oberste Ziel des Wirtschaftens ist die Ermöglichung eines menschenwürdigen, standesgemäßen Daseins für jeden einzelnen Menschen. (Ude 1935, 12)

L'économie conforme à l'ordre éthique garantit à chacun sa liberté, ainsi que la pleine propriété des fruits de son travail : de ce point de vue, l'intérêt, « appropriation injuste de la propriété d'autrui », est « en toutes circonstances de l'usure, que son niveau soit faible ou élevé. Mais l'usure est un péché. L'intérêt est donc un vol » (Ude 1935, 62). Sur ce point, l'ordre économique appelé de ses vœux par Ude rejoint largement les objectifs de Gesell : il le rejoint d'ailleurs aussi entièrement sur les moyens – monnaie franche, sol franc, indexation des prix (Ude 1935, 159-214). Mais Ude amène également une justification à ces réformes qui n'est pas toujours explicitement présente chez d'autres auteurs franchistes : l'idée d'une économie fondée sur les besoins (Ude 1935, 15). D'après lui,

> Le fait de rendre possible une existence digne, telle qu'elle corresponde à la nature humaine et doit être recherchée au
>
> Die Ermöglichung eines menschenwürdigen Daseins aber, wie es der Natur des Menschen entspricht und

regard du but ultime et le plus noble de l'humain, serait rendu vain si des biens de consommation nuisibles, inutiles ou superflus étaient produits et consommés dans l'économie ; et plus de tels bien de consommation, qui ne seraient pas irréprochables sur le plan éthique, seraient produits en grand nombre, plus cela serait rendu vain.

in Hinsicht auf das letzte und höchste Ziel des Menschen erstrebt werden soll, würde vereitelt, wenn in der Wirtschaft schädliche, unnütze oder überflüssige Bedürfnisgüter hergestellt und verbraucht würden ; es würde umsomehr vereitelt, je mehr solche sittlich nicht einwandfreie Bedürfnisgüter hergestellt werden. (Ude 1935, 13)

Si les « sommes immenses que les peuples dépensent aujourd'hui pour l'alcool et la nicotine, pour le luxe et la mode, pour les plaisirs immoraux de toute sorte, pour la loterie, etc. » étaient dépensées pour « la construction de maisons saines pour les familles, pour une nourriture saine, pour l'assistance sociale etc. » (Ude 1935, 14), la misère, la maladie et la sous-nutrition seraient rapidement éliminées. L'économie éthique doit être dirigée par les besoins, en biens de consommation « nécessaires, utiles, agréables » (*ibid.*, 15). L'économie capitaliste, à l'inverse, n'oriente la production qu'en fonction de « l'aspiration au revenu obtenu sans travail » (*ibid.*, 19). Afin de réorienter l'économie vers les besoins, il s'agit donc de rendre impossible l'acquisition d'un revenu sans travail : c'est le sens de la réforme monétaire et de la réforme foncière auxquelles souscrit Ude, comme on l'a dit plus haut. Ude rejoint ainsi la critique aristotélicienne de la chrématistique : la recherche du revenu obtenu sans travail, la maximisation des rentes, a pour effet de détourner l'économie de sa fonction sociale de satisfaction des besoins et de garantie de la dignité matérielle de chaque individu. En rendant, par la transformation des institutions monétaire et foncière, l'accumulation impossible, en éliminant le revenu obtenu sans travail, Ude espère faire disparaître l'accumulation égoïste de richesses, et rendre l'économie conforme à l'éthique chrétienne. Sa conception de l'économie s'inscrit ainsi, en quelque sorte, dans la continuité de la tradition chrétienne du droit naturel (voir ch. 9).

3.2. L'occident médiéval comme univers de référence politique : de la prohibition de l'usure à la *renovatio monetarum*

L'inspiration que le mouvement franchiste trouve dans les monothéismes n'est pas seulement philosophique et éthique : les geselliens n'hésitent pas à faire référence aux institutions médiévales régulant la monnaie et son commerce afin d'y trouver des points

d’appui pour leurs propositions de réforme. Le premier de ces points d’appui est évidemment la prohibition de l’usure, et la nature de péché du prêt à intérêt : les doctrines d’Augustin (Burri et Schwarz 1933, 28) et de Thomas d’Aquin (auquel est malgré tout reproché d’avoir ouvert la voie, à travers la légitimation de la prime de risque, à la banalisation du revenu sans travail (Burri et Schwarz 1933, 51)) sont parfois citées. Le droit canon, que ces doctrines influence, est lui aussi souvent mentionné : le concile de Nicée (325) et le deuxième concile de Latran (1139), par exemple, qui interdisent l’usure aux prêtres, puis aux chrétiens.

La prohibition de l’usure n’est pas la seule institution médiévale qui intéresse les franchistes. Ils mettent également particulièrement l’accent sur les institutions visant à favoriser la circulation de la monnaie. Ainsi, Schwarz mentionne une décision du pape Boniface VIII (qu’il cite d’après le glossaire latin de Du Cange (1733, 320)), dans lequel celui-ci excommunie « tout ceux qui possèdent chez eux de la monnaie inactive ou dormante » (Schwarz 1959, 8-9). D’après les franchistes, la monnaie malfaisante, « Mammon », est la monnaie passive, stockée. La monnaie active, circulante, la monnaie qui sert la société est au contraire valorisée. Plusieurs dispositifs institutionnels médiévaux visaient à assurer cette circulation, considèrent les geselliens, mettant ces dispositifs en parallèle avec la monnaie à dépréciation périodique de Gesell : en particulier, les bractéates, déjà citées plus haut, sont considérées comme une « monnaie franche du Moyen-âge ». (Schwarz 1932, 43-53; voir aussi Delannès 1938, 51-55). Les bractéates sont, d’après les geselliens, des monnaies de métal très fines, à usure rapide, introduites entre le XIIe et le XVe siècle. Ces monnaies étaient rappelées à chaque décès du souverain, et parfois pendant son règne de manière arbitraire, avec un coût pour le détenteur de numéraire avoisinant d’après Schwarz les 20 à 25 % des sommes détenues à chaque renouvellement (1932, 44; 1959, 23), un ordre de grandeur confirmé par Robert Eisler (1924, 176-77). Ces révocations monétaires, aussi nommées *renovatio monetarum,* qui s’apparentent à une « taxation des moyens de circulation » (Eisler 1924, loc. cit.), sont à l’origine, d’après les franchistes, de la période d’essor économique qu’a connue l’Europe à l’époque gothique (Schwarz 1925; Fack 1944; Weitkamp 1983). Construction des cathédrales, hausse des salaires et prospérité, dynamisme des arts et de la spiritualité… L’abondance de la circulation monétaire crée les conditions de la prospérité, car la monnaie est « l’activateur de la civilisation et de la culture » (Fack 1944, 8-9). Ce système garantissait ainsi à la fois une circulation constante des moyens de paiement et une faiblesse du taux de l’intérêt, conforme à la doctrine de l’Église : Schwarz affirme ainsi que l’une des premières figures à mettre en place un tel système est l’archevêque Wichmann

de Magdebourg (1959, 22-24). Pour des une étude récente de ces phénomènes historiques, voir Svensson (2016; 2017; Svensson et Westermark 2020).

Enfin, les chrétiens franchistes n'hésitent pas à se réclamer de la doctrine sociale de l'Église : ils citent ainsi le baron Karl von Vogelsang, précurseur autrichien du catholicisme social, qui aurait considéré que « l'intérêt, [qui] a empoisonné toute l'économie et a détruit la morale sociale de telle manière qu'il n'en est plus demeuré chez certains qu'un souvenir [...] est la pierre angulaire de la question sociale » (Schwarz 1959, 11). Les bulles *Rerum novarum* (1891) et *Quadragesimo anno* (1931), deux textes en partie inspirés de la doctrine économique de Thomas d'Aquin qui définissent la doctrine sociale du Vatican, font eux aussi figure de référence. Ude y voit par exemple la démonstration du fait que « l'économie fondée sur l'intérêt est une économie immorale » (Ude 1935, 223), et se livre à une analyse poussée de ces textes afin de démontrer qu'ils vont en réalité dans le sens des préconisations franchistes (Ude 1935, 221-43).

Conclusion

Au contact du mouvement de la *Lebensreform*, la pensée de Gesell s'enrichit de nouveaux aspects : l'aspiration gesellienne à un ordre social *physiocrate*, dominé par la nature, se met en rapport avec la critique romantique d'un style de vie capitaliste fondé sur la répression de cette même nature, et sur le triomphe du matérialisme. La nature, érigée en force transcendante, bienfaisante et purifiante pour les humains comme pour la société, joue pour les franchistes un rôle tempérant pour les comportements humains, pour peu que ces mêmes humains acceptent de se soumettre à l'ordre qu'elle leur prescrit : il s'agit ainsi de lire dans la nature elle-même les règles qui doivent gouverner les institutions humaines, pour connaître les traits d'un ordre social sain, naturel. L'impossibilité de l'accumulation, ou la nécessité d'une circulation constante des richesses, sont l'exemple même de principes « naturels » que les franchistes cherchent à transposer à l'ordre social, en les inscrivant au cœur de l'institution monétaire. Il n'est donc pas étonnant que le franchisme rencontre les spiritualités orientales, l'anthroposophie, et même une certaine mystique chrétienne : l'idée d'une soumission à l'ordre du cosmos, aux lois de l'univers ou à celles de la nature – que ces lois aient été écrites par un Dieu ou qu'elles soient le simple résultat de l'enchaînement infini des causes et des effets – est en effet au fondement même de la plupart des démarches spirituelles et religieuses.

En s’articulant à ces spiritualités, le franchisme s’articule aussi à leur histoire, et à la manière dont elles ont elles aussi cherché, par le passé, à inscrire leurs prescriptions morales dans des dispositifs institutionnels. Les franchistes chrétiens font ainsi fréquemment appel à la pensée de Thomas d’Aquin, qui a tenté de concilier le christianisme et la pensée d’Aristote, et inspiré la scolastique chrétienne, mais aussi à la mémoire des institutions médiévales condamnant l’usure ou les comportements matérialistes, et limitant de fait les tendances accumulatrices. La condamnation romantique du « mammonisme » est ainsi mise en parallèle direct de la prohibition médiévale de l’usure et de la pratique de la *renovatio monetarum*. Ces traditions issues de sociétés pré-modernes sont vues comme des ressources pouvant servir à combattre l’immoralité de l’ordre économique contemporain ; elles sont ainsi mobilisées pour nourrir les imaginaires de ce que pourrait être un ordre social qui ne souffre pas des maux contemporains : un ordre social libéré du capitalisme.

Chapitre 4. La pensée gesellienne et le mouvement *völkisch*

Racisme, antisémitisme et darwinisme social dans le mouvement gesellien

Le dernier milieu où les idées de Gesell trouvent un écho et s'implantent – et ce, malgré leur auteur, comme il l'affirme de manière répétée – est le mouvement *völkisch.* Ce mouvement se développe en Europe centrale à partir du milieu du XIXe siècle, et commence à se structurer à partir des années 1890. Il partage une partie de la matrice idéologique romantique de la *Lebensreform* : en particulier, le rejet de la modernité, la volonté de proximité à la nature, et y compris la dénonciation du matérialisme et du « mammonisme » et de leurs méfaits. Mais le cœur de l'idéologie *völkisch* n'est pas là : elle consiste dans l'idéalisation d'un *Volk*, d'un peuple allemand aux racines germaniques (Hartung 1996). La mythification d'un passé et de traditions communes aux populations germanophones d'Europe (les *« Volksdeutsche »*) s'exprime parfois par l'ambition de réunir les population germaniques dans un seul État (le pangermanisme), ainsi que par la réintroduction ou la réinvention de pratiques religieuses païennes, inspirées par la mythologie nordique et germanique (von Schnurbein 1996). Elle s'exprime également par un suprémacisme germanique, alimenté par des travaux historiques dont la fragilité a depuis été démontrée, selon lesquels les ancêtres des peuples germaniques seraient venus d'Inde pour s'établir en Scandinavie, et seraient à l'origine d'une « race » humaine prétendument supérieure (*Herrenrasse*, ou race de seigneurs), nommée à partir de la fin du XIXe siècle la race aryenne (du sanskrit arya, noble : Wiwjorra 1996). Ces théories racialistes nourrissent un antisémitisme puissant : les juifs, considérés comme appartenant à une « race inférieure », sont vus comme des « *Volksverderber* », des corrupteurs de peuple, dans la mesure où, se

mêlant à elle, ils menaceraient la pureté de la race germanique. La pureté raciale, qui est vue comme la condition de la création d'une « humanité supérieure », doit ainsi être produite pas des mesures d'« hygiène raciale », afin de protéger la race supérieure, seule capable de culture (Sieferle 1996; Hartung 1996). Le mouvement *völkisch* constitue la principale matrice intellectuelle du nazisme.

La pensée raciste et nationaliste du mouvement *völkisch* et la théorie franchiste et physiocrate, farouchement internationaliste, favorable à l'abolition des frontières et à la libre circulation des personnes à l'échelle de la planète, n'ont en soi aucun point de contact ; cependant, leur diffusion respective dans les cercles de la *Lebensreform* mènera à des formes d'hybridation entre ces deux courants, dont Gesell se tiendra toujours clairement éloigné (1). Deux éléments de sa doctrine continueront cependant d'amener certains de ses détracteurs à voir en Gesell un penseur proche des cercles *völkisch* et nazis : son usage de la pensée darwinienne dans un contexte d'analyse économique et sociale (2) et la proximité supposée de sa doctrine avec celle de Gottfried Feder, l'économiste du mouvement national-socialiste (3). Ce chapitre a pour objectif d'analyser la réalité et la nature exacte des liens entre pensée gesellienne, mouvement franchiste, et pensée *völkisch.*

1. Pensée raciste et antisémite dans le mouvement gesellien

La pensée *völkisch*, on l'a dit, se diffuse dès la fin du XIXe siècle au sein des cercles de la *Lebensreform,* critiques comme elle des modes de vie modernes et du matérialisme qui les caractérise ; Sa demande de pureté raciale et d'un retour à des sources culturelles et civilisationnelles largement fantasmées s'hybride ainsi parfois avec l'aspiration à un mode de vie plus sain et plus proche de la nature caractéristique de la *Lebensreform* : c'est ainsi que le mouvement *völkisch* sera amené à créer plusieurs colonies rurales, sur le modèle de celles de la *Lebensreform* et des réformateurs fonciers, comme les colonies Heimland et Klingberg (Linse 1996) ou Donershag (Bartsch 1994, 60) : les penseurs *völkisch* voient en effet dans la réforme foncière, et dans le partage de la propriété foncière au sein des colonies qui la défendent, la réintroduction de la coutume germanique de l'*Allmende*, des terres communales. Au sein de la colonie Eden, on trouve ainsi également plusieurs personnalités proches des idées *völkisch*, comme Gustav Simons, qui a déjà été évoqué plus haut, ou le professeur de musique Karl Klindworth (Linse 1996, 401).

Gustav Simons est, on l'a dit, l'un des trois abonnés du journal *Die Geldreform*, et par conséquent l'un des tout premiers adeptes des idées de Gesell. Il est également le premier à faire le lien entre la pensée *völkisch* et le franchisme. Il s'oppose ainsi au pacifisme et à l'internationalisme qui caractérisent la majeure partie du mouvement gesellien, au nom du fait que

> l'adhésion de la judaïté toute entière au mouvement pacifiste et éthique devrait être une preuve suffisante du fait que ces deux mouvements, s'ils s'élargissent, amèneront nécessairement les peuples [*Völker*] forts et conscients d'eux-mêmes à être dissous de l'intérieur. (Bartsch 1994, 60).

Outre *Deutsche Kultur*[96], Simons édite un journal dédié aux idées de la *Lebensreform*, nommé *Neues Leben* (« nouvelle vie »), dans lequel il fait également la promotion des idées franchistes, réadaptées pour intégrer le discours *völkisch*. Ce journal est repris après son décès en 1914 par Ernst Hunkel, qui poursuit dans une veine comparable, et dénonce fermement la participation de Gesell à la « soi-disant République des Conseils » de Bavière. L'épouse de Hunkel crée en 1917 la *Deutsche Schwesternschaft*, la « sororité allemande », dont le but est d'élever des enfants « de bonne valeur raciale » et de les éduquer dans le sens de la réforme *völkisch* de la vie (Bartsch 1994, 60-61). Hunkel, son épouse et la *Deutsche Schwesternschaft* s'établissent en 1919 dans la colonie Donershag, mentionnée plus haut.

En parallèle de la création par Gesell et Klüpfel du *Freiland-Freigeld-Bund* et de son équivalent suisse par Theophil Christen et Ernst Schneider, le *Bund für Freiwirtschaft* (« ligue pour l'économie franche ») accueille certain·es représentant·es de l'orientation nationaliste-*völkisch* du franchisme. Les deux principaux historiens du mouvement franchiste diffèrent quant à la date de sa création : l'organisation naît en 1915 selon Günter Bartsch (1994, 60) et en 1919 selon Hans-Joachim Werner (1989, 54), qui précise que les défenseurs d'un franchisme *völkisch* se réunissent déjà pendant le premier conflit mondial dans les groupes locaux du *Bund für Freiwirte* et du *Deutscher Verein Freiland* (auquel appartient aussi Gesell, cf p. 78 et suivante). Parallèlement, le journal *Deutsche Freiwirtschaft* (« économie franche allemande ») est édité à partir de 1919, et sert d'organe de diffusion des idées *völkisch* au sein du mouvement (Werner 1989, 54; Bartsch 1994, 60). Un autre représentant important de la pensée *völkisch* dans les cercles franchistes est Paul Hasse, qui édite à partir de 1924 le *Deutscher Kulturwart* (la « vigie culturelle allemande »), qui défend à la fois certaines idées

96 « Culture allemande », un périodique édité par Simons au sein de la colonie Eden pour promouvoir une version germanisée de l'économie franche. Voir ch. 1, 1.2.

franchistes et le programme de la NSDAP (Bartsch 1994, 64), et sur la première page duquel figure une croix gammée. Les positions « juives-internationales » de Gesell y sont dénoncées, et le parti de Gottfried Feder, l'économiste du nazisme (voir 6.3) systématiquement pris (Bartsch 1994, 62-63). De ce journal émanera une autre organisation en 1929, le *Deutscher Bund für krisenlose Volkswirtschaft* (« Ligue allemande pour une économie sans crise »), dirigé par Hasse, qui réclame la « libération du peuple allemand des ennemis extérieurs et intérieurs », la fin du pouvoir de l'argent, l'instauration d'une monnaie index, la protection de la propriété et de l'épargne et le revenu intégral du travail (Bartsch 1994, 66-67).

Gesell est très clair dans son rejet de la pensée *völkisch* et de l'antisémitisme. Dès son premier ouvrage, *Nervus Rerum*, en 1891, Gesell s'exprime à propos de la « question juive » :

> L'agitation contre les juifs est une injustice colossale et l'une des conséquences d'une institution injuste, une conséquence du système monétaire actuel.
> La réforme monétaire rend impossible que quiconque récolte sans semer, et les juifs seront contraints par elle de valoriser leurs grandes capacités intellectuelles non plus dans des marchandages infructueux mais dans la science, l'art et l'industrie honnête.
> La réforme monétaire protège les juifs non seulement contre toute nouvelle persécution, mais elle assure aussi à la science allemande et à la législation la contribution de l'intelligence juive.
>
> Die Judenhetzerei ist eine kolossale Ungerechtigkeit und eine Folge einer ungerechten Einrichtung, eine Folge des heutigen Münzwesens. [...]
> Die Münzreform macht es unmöglich, daß jemand erntet ohne zu säen, und die Juden werden durch dieselbe gezwungen werden, die Verwertung ihrer großen geistigen Fähigkeiten nicht mehr im unfruchtbaren Schacher zu suchen, sondern in der Wissenschaft, Kunst und ehrlichen Industrie.
> Die Münzreform schützt die Juden nicht allein vor jeder weiteren Verfolgung, sondern sie sichert auch der deutschen Wissenschaft und Gesetzgebung die Mitwirkung des jüdischen Scharfsinnes. (Gesell 1891b, 140)

Si ce texte n'est pas entièrement exempt de préjugés antisémites (il suggère en effet un rapport particulier des juif·ves à l'argent, ainsi qu'une intelligence particulière des juif·ves – deux façons problématiques d'essentialiser ces communautés), il s'oppose très clairement à tout traitement différencié des juif·ves par rapport au reste de la population, et s'inscrit en

faux vis à vis des discours assimilant les juif·ves au capitalisme, ou à une menace pour l'intégrité du peuple allemand. Gesell, rappelons-le, est farouchement internationaliste, favorable à la libre circulation des personnes sans restriction d'aucune sorte. Comme il l'écrit dans *L'Ordre économique naturel :*

> Vis-à-vis de la Terre, du globe terrestre, tous les humains doivent être égaux en droits, et par là nous entendons tous les humains sans exception – sans différence de race, de religion, d'éducation ou de constitution physique. Chacun doit pouvoir s'établir là où sa volonté, son cœur ou sa santé l'amène. Là, il devra avoir sur le sol les mêmes droits que les autochtones. Aucun individu, aucun État, aucune société ne doit avoir le moindre privilège. Nous sommes tous les autochtones de cette Terre[97].
>
> Der Erde, der Erdkugel gegenüber sollen alle Menschen gleichberechtigt sein, und unter Menschen verstehen wir ausnahmslos alle Menschen - ohne Unterschied der Rasse, der Religion, der Bildung und körperlichen Verfassung. Jeder soll dorthin ziehen können, wohin ihn sein Wille, sein Herz oder seine Gesundheit treibt. Und dort soll er den Altangesessenen gegenüber die gleichen Rechte auf den Boden haben. Kein Einzelmensch, kein Staat, keine Gesellschaft soll das geringste Vorrecht haben. Wir alle sind Altangesessene dieser Erde. (Gesell 1920a, 100)

Cet engagement, ainsi que son implication connue dans les mouvements anarchistes (où il côtoie et collabore avec de nombreuses personnalités d'origine ou de confession juive, à commencer par Gustav Landauer) lui valent la condamnation et la défiance de la presse *völkisch*. Un sentiment que Gesell retourne au mouvement *völkisch* : il s'abstiendra ainsi avec constance toute collaboration avec le courant *völkisch* du franchisme, se tenant à l'écart de Gustav Simons, et refusant d'écrire dans le journal *Deutsche Freiwirtschaft*[98], dont il ne partageait pas l'orientation nationaliste (Werner 1989, 54). A l'occasion d'un congrès du mouvement franchiste, Gesell adresse ainsi une série de « principes » aux délégués des fédérations, et y précise sa pensée à propos du mouvement *völkisch :*

97 Cette position, si elle n'est pas raciste ni nationaliste, interroge tout de même au regard de l'histoire de la colonisation européenne et de la violation systématique des droits des peuples autochtones qu'il l'a accompagnée. Gesell adopte ici un point de vue cosmopolite, universaliste, conforme à son histoire de prussien polyglotte émigré en Espagne puis en Argentine, envisageant l'expatriation aux États-Unis ou en Nouvelle-Zélande ; il n'est cependant apparemment pas conscient de la violence qui a été nécessaire pour permettre à des Européen·nes de se sentir chez ell·eux partout autour de la planète.

98 Économie franche allemande

15. L’idée *völkisch*, telle qu’elle est dénaturée dans la politique[99], doit être combattue, au couteau si besoin. La lutte des classes doit être menée jusqu’au bout. Nous ne pouvons dévier du chemin tracé par cette expression, aussi longtemps qu’il y a des classes. Nous devons nous opposer avec force à tout dénigrement d’autres races, de telle sorte que tout ce que nous disons et écrivons puisse être immédiatement porté dans tous les pays du monde, parmi tous les peuples du genre humain.

16. L’esprit de notre combat doit être porté par ce qu’il y a de cosmique, d’universellement humain dans l’économie franche. L’amour pour le genre humain, pour cette humanité abandonnée par tous les dieux, doit livrer l’arsenal où nous prenons nos armes dans le combat contre les conceptions et les préjugés nationalistes.

15. Das Völkische, soweit es in Politik ausgeartet ist, muß bis aufs Messer bekämpft werden. Der Klassenkampf muß bis zur Strecke ausgefochten werden. Dem Ausdruck darf nicht aus dem Wege gegangen werden, so lange es Klassen gibt. Jeder Herabwürdigung anderer Rassen ist mit Kraft entgegenzutreten, so daß alles, was wir sagen und schreiben, ohne weiteres in alle Länder der Welt, unter alle Völker des Menschengeschlechtes getragen werden kann.

16. Das Kosmische, das Allmenschliche der Freiwirtschaft muß den Geist unseres Kampfes tragen. Die Liebe zum Menschengeschlecht, zu dem von allen Göttern verlassenen Menschengeschlecht muß das Arsenal liefern, wo wir unsere Waffen herholen im Kampfe mit nationalistischen Anschauungen und Vorurteilen. (Gesell 1924c, 109)

Cette clarté de Gesell n’empêche pas une partie de ses compagnons de route de tenir des discours racistes – c’est le cas en particulier de Theophil Christen, qui assiste Gesell pendant son action au sein de la République des conseils de Bavière : médecin de profession, il publie en 1917 un ouvrage nommé *Die menschliche Fortpflanzung, ihre Gesundung und ihre Veredelung* (« la reproduction humaine, son assainissement et son ennoblissement »). Ce livre est empreint de pensée raciste et eugéniste (les « mélanges entre races » y sont désignés comme une cause de « dégénérescence » (Christen 1926 [1917], 7)), et fait référence à plusieurs reprises au médecin suisse Auguste Forel, lui aussi partisan de l’hygiène raciale.

99 « das Völkische » signifie littéralement « le populaire », ce qui est inhérent au *Volk*, le peuple. Dans ce contexte, Gesell fait référence au mouvement *völkisch*, d’où mon choix de traduction.

2. Sélection naturelle et darwinisme social : de Nietzsche à Gesell

Malgré la clarté de son discours sur le racisme et l'antisémitisme, Gesell a été parfois accusé – par la littérature germanophone, avant tout – d'entretenir une proximité forte avec la pensée nationale-socialiste. Un ouvrage publié en 2012 par le journaliste allemand Peter Bierl, intitulé *Schwundgeld, Freiwirtschaft und Rassenwahn. Kapitalismuskritik von rechts : der Fall Silvio Gesell* (« monnaie fondante, économie franche et folie raciste. Une critique du capitalisme depuis la droite : le cas Silvio Gesell », Bierl et Burschel 2012) tente d'en faire la démonstration, de façon caricaturale et peu rigoureuse[100]. Mais cette accusation, pour infondée qu'elle soit, ne se base sans doute pas sur rien : si Gesell s'oppose aux conceptions racistes et nationalistes du mouvement *völkisch*, il n'est pourtant pas imperméable au darwinisme social qui imprègne une partie importante de l'opinion publique au tournant du XXe siècle. L'hypothèse que nous défendrons ici est que ce darwinisme social est certainement plutôt à mettre en rapport avec la pensée nietzschéenne qu'avec les pensées racistes et suprémacistes qui inspireront le nazisme.

2.1. Nietzsche, Darwin, Spencer : prémisses partagées, conclusions opposées

Les rapports entre la pensée de Nietzsche et celle de Darwin ont été étudiés par de nombreux·ses philosophes (Stiegler 1998; Düsing 2006; Merlio 2009; Wilson 2013; Stegmaier 2018; Steiner 2019). Il semblerait que Nietzsche n'ait eu qu'une connaissance indirecte de l'œuvre de Darwin (Stiegler 1998) ; en revanche, il se serait directement confronté au « darwinisme social » d'Herbert Spencer, qui transpose la pensée de Darwin aux rapports humains et aux sociétés humaines (Wilson 2013). Bien que sa réception du darwinisme soit nuancée, et très critique à certains égards, tous les auteurs soulignent l'importance de cette doctrine dans la construction de la pensée nietzschéenne, alors que le philosophe se détourne de l'idée de Dieu pour construire un système philosophique radicalement matérialiste. Si « Dieu est mort », et que plus aucune idée ne transcende le monde organique, alors ne demeurent que les forces de la nature, et la manière dont elles s'imposent aux êtres vivants, aux corps ; et c'est donc à partir des forces naturelles qu'il faut expliquer et transformer le monde humain (Merlio 2009)[101]. Nietzsche rejette ainsi, pour reprendre les termes qu'Edith Düsing emprunte à Kant, la théocratie, pour embrasser la

100 Le même Bierl avait d'ailleurs adressé la même critique à Rudolf Steiner et à la pensée anthroposophe (2015 [1999]).

101 Ce motif de l'humanité abandonnée de Dieu, « désespérément seule dans l'Univers infini », est présent aussi dans l'œuvre de Gesell (voir par ex. Gesell 1923, 211; 1924c, 109)

« physiocratie » (Merlio 2009; Düsing 2006, 537). Le darwinisme (tel qu'il est vulgarisé et popularisé au cours du XIXe siècle) et l'idée de sélection naturelle et de survie des plus aptes[102] font alors office de lois de la nature, et peuvent être transposés au sein des sociétés humaines : depuis le « vers » ou le « singe », l'évolution a fait naître les humains. En toute logique, elle doit encore les faire évoluer, afin de permettre l'avènement d'une « humanité supérieure » : les « derniers hommes », matérialistes, grégaires et médiocres, constituent « une transition et un déclin », « ein Übergang [...] und ein Untergang » (Nietzsche 1961 [1883], 13), La dissipation des illusions imposées par le christianisme amène ainsi vers « le grand Midi », le moment qui « sanctifie le Moi et béatifie l'égoïsme » (Nietzsche 1961 [1883], 146-47). Le grand Midi dévoile ce que doivent être le Surhomme et l'humanité supérieure : une somme d'individus libérés de la morale, conscients de leur force créative et pleinement autonomes.

Si la pensée de Nietzsche mêle ainsi de très près l'analyse des phénomènes sociaux et la biologie, il faut souligner que le philosophe n'est pas pleinement évolutionniste, et est même critique du darwinisme à de nombreux égards (Wilson 2013). En particulier, pour lui les forces naturelles de l'évolution ne sélectionnent pas les plus forts, mais les plus grégaires. La masse est en effet plus forte que les individus seuls ; mais elle est moins susceptible de progrès, de croissance : elle étouffe les forces de vie, la « volonté de puissance » des individus. Or, ce sont les individus dont la « volonté de puissance » est la plus forte, dont l'individualité est la plus affirmée, qui sont capables de faire progresser l'humanité. Afin de permettre leur affirmation, il faut rejeter la morale chrétienne, grégaire, qui empêche l'affirmation des individus « surhumains » et nivelle l'humanité par le bas. Il invite ainsi les humains à rejeter la « domestication » (*Zähmung*) dont ils ont fait l'objet de la part des prêtres chrétiens, et à procéder à l'« élevage » (*Züchtung*) de l'humanité supérieure, c'est à dire, à intervenir dans le processus d'évolution (Merlio 2009). Ces positions rendront sa pensée susceptible de récupération par la pensée raciste et eugéniste des mouvements *völkisch* et national-socialiste.

2.2. D'Ernst Frankfurth à Silvio Gesell : un évolutionnisme libéral empreint de pensée nietzschéenne

Il semble que ce soit Ernst Frankfurth, le dernier des trois abonnés de *Die Geldreform*, qui importe les idées social-darwinistes dans le mouvement franchiste. Imprégné par le rejet

102 Une expression que l'on doit non pas à Darwin, mais à Herbert Spencer, père du darwinisme social.

nietzschéen de la morale et du christianisme, Frankfurth se montre moins nuancé que Nietzsche dans sa transposition de la doctrine darwinienne à la société humaine, comme on peut le lire dans un ouvrage qu'il publie en 1906, *Das arbeitslose Einkommen* (« le revenu sans travail ») :

Oui, l'humain moderne pense de façon darwinienne, scientifique. Il veut voir et comprendre, rien de plus. Et où qu'il regarde dans la nature – partout c'est la lutte qui vient à sa rencontre comme phénomène décisif. Lutte et oppression, mort et dégradation. Mais aussi partout de la vie, de la vie qui progresse et s'élève. Et il forme la pensée merveilleusement belle de l'évolution. Il ne croit pas à l'évolution, il la reconnaît. Il voit que c'est la lutte qui mène vers le haut. Pour les plantes, et pour les animaux.

Naturellement, pour l'humain aussi [l'emphase figure dans le texte original]. Il se garde bien d'accorder à l'humain une position d'exception. Mais alors s'élèvent mille voix de contradiction. Et pas seulement du côté de ceux qui craignent la connaissance, qui préfèrent croire plutôt que voir, répéter plutôt que réfléchir, mais aussi de la part des amis de Prométhée, qui se targuent de leur scientificité, de leur amour de la lumière ; qui pensent être préservés des fausses conclusions par leur « matérialisme historique ». Eux aussi reculent d'effroi devant la pensée que

Ja, der moderne Mensch denkt darwinistisch, naturwissenschaftlich. Er will sehen und verstehen, weiter nichts. Und wo er in die Natur blickt – überall tritt ihm als entscheidende Erscheinung der Kampf entgegen. Kampf und Unterdrückung, Tod und Verderben. Und doch auch überall Leben, fortschreitendes, aufsteigendes Leben. Und er faßt den wunderbar schönen Gedanken von der Entwicklung. Er glaubt nicht an eine Entwicklung, er erkennt sie. Er sieht, daß der Kampf es ist, der aufwärts führt. Bei Pflanzen und Tieren.

Natürlich auch beim Menschen. Er verschmäht es, dem Menschen eine Ausnahmestellung anzudichten. Aber da erhebt sich ihm vieltausendstimmiger Widerspruch. Und nicht bloß von den Erkentnisscheuen, die lieber glauben als sehen, lieber nachsprechen als denken, sondern auch grade von Freunden des Prometheus, die sich ihrer Wissenschaftlichkeit, ihrer Lichtfreude rühmen ; die mit ihrer « materialistischen Geschichtsauffassung » vor allen Fehlschlüssen bewahrt zu sein glauben. Auch sie schrecken zurück vor dem Gedanken, daß Entwicklung auch beim

l’évolution, chez l’humain aussi, ne peut avoir lieu que par la lutte.

Menschen nur durch Kampf erfolgen kann. (Frankfurth 1906, 3-4)

Le darwinisme social de Frankfurth est sans détour : c’est la concurrence, la lutte (*Kampf*) qui permet la sélection des plus aptes, l’évolution et l’amélioration de l’espèce. Toute vision des rapports humains qui ne reposerait pas sur cette réalité froide et « naturelle » se fonde sur des illusions, qu’il s’agisse de la morale chrétienne ou de la doctrine communiste. Le combat « brutal » pour l’existence fait disparaître ce qui est faible et conserve ce qui est fort, mieux adapté à la vie – encore faut-il comprendre, affirme Frankfurth, que l’altruisme, la compassion ou l’amabilité sont eux aussi signe de force, puisqu’ils garantissent la protection du groupe à l’individu qui en fait preuve (1906, 6-7). Le raisonnement, jusqu’à ce point, est très fidèle à celui d’Herbert Spencer. Pourtant, d’après Frankfurth, la société moderne ne permet pas à la lutte de déployer son « action bienfaisante », et à l’humanité de progresser : en effet certaines institutions permettent l’obtention d’un revenu sans travail. Ce faisant, elles faussent la compétition pour l’existence, puisqu’elles dispensent les personnes qui bénéficient de rentes de devoir lutter pour l’existence. Les rentes sont ainsi « l’ennemi de l’évolution » (1906, 8) : la « lutte » économique doit se dérouler sur le terrain le plus équitable possible, afin de ne pas fausser la sélection naturelle. Et Frankfurth de conclure :

Le droit au produit intégral du travail est un droit aristocratique. Il est le droit du fort. L’inférieur[103], l’incapable n’a pas d’intérêt à sa réalisation. Le prolétaire qui se sent bien comme plèbe, qui ne connaît pas d’autre but que d’être, avec un niveau de vie aussi élevé que possible, un prolétaire parmi d’autres prolétaires et de le rester, qui est loué par le bourgeois patelin pour sa perspicacité et son sens de la realpolitik, et présenté comme un enfant modèle aux compagnons utopistes et sans patrie, celui-là n’est pas un adversaire supérieur

Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag ist ein aristokratisches Recht. Es ist das Recht des Starken. Der Minderwertige, Unfähige hat kein Interesse an seiner Verwirklichung. Nicht der Proletarier, der sich als Plebs wohlfühlt, der weiter kein Ziel kennt als unter möglichst hochgehobener Lebenshaltung Proletarier unter andern Proletariern zu sein und zu bleiben, der vom biederen Bourgeois wegen seiner Einsicht und seines realpolitischen Sinnes gepriesen und den utopistischen vaterlandslosen Gesellen als Musterknabe vorgehalten

103 « Minderwertig » signifie « de moindre valeur »

de la rente ; mais le travailleur qui sent en lui la force d'être plus qu'un prolétaire, qui essaie du moins de devenir plus, qui a la volonté de puissance[104], celle d'acquérir la puissance de l'individu fort, celui-là libérera sa personnalité de l'esclavage des rentes, il brisera les chaînes que la rente impose au développement libre. Et la réforme monétaire et foncière sera son instrument !

wird, nicht der ist der Rente ein überlegener Gegner ; sondern der Arbeiter, der in sich die Kraft fühlt, mehr als ein Proletarier zu sein, der es wenigstens versucht, mehr zu werden, der den *Willen hat zur Macht*, zur Macht des starken Individuums, der wird die Persönlichkeit aus der Rentenknechtschaft befreien, der wird die Fesseln sprengen, die die Rente der freien Entwicklung anlegt. Und die Geld- und Bodenreform wird sein Werkzeug sein ! (Frankfurth 1906, 37-38. C'est moi qui souligne.)

L'expression « volonté de puissance » (*Wille zur Macht*) est ici directement empruntée à Nietzsche. Pour Frankfurth, il s'agit ainsi pour les travailleur·euses d'affirmer leur individualité, de sortir de la « masse », de la « plèbe » que constitue le prolétariat, sortir de la passivité et de la faiblesse des « inférieurs » pour ébaucher ce que serait une « humanité supérieure » libérée de sa « morale d'esclave », et de la servitude que lui imposent les institutions monétaires et foncières : libérée, donc, des rentes qui la privent du produit de son travail. On retrouve ici la rhétorique de l'anarchisme individualiste, férocement anti-marxiste, que l'on avait déjà pu trouver sous la plume de Georg Blumenthal (voir ch. 2).

Gesell reprend ce discours à son compte, et on trouve tout au long de son œuvre, à compter des années 1910, des références à la concurrence comme moyen de la sélection des plus aptes – et une dénonciation corrélative des rentes comme dispositif à même de fausser la sélection naturelle dans l'économie (voir par ex. Gesell 1913c, 286; 1917; 1918). L'idée d'un « ordre économique naturel » procède ainsi d'une volonté d'appuyer l'analyse des phénomènes sociaux sur les phénomènes biologiques, dont l'inspiration pourrait bien venir, comme on l'a vu *supra*, d'une certaine lecture de la pensée de Nietzsche. La préface à la troisième édition de l'*Ordre économique naturel*, rédigée en 1918, en est un exemple marquant :

104 L'expression traduit « Willen zur Macht », concept central de la philosophie de Nietzsche. Littéralement, cette expression signifie « volonté vers la puissance », ou « volonté d'acquérir la puissance ».

La prospérité du genre humain, comme celle de tous les êtres vivants, exige avant tout que la sélection s'effectue selon les lois naturelles. Or ces lois veulent la lutte concurrentielle. C'est seulement par la voie de la concurrence, qui se déroule principalement sur le terrain économique, que pourra advenir une évolution favorable, une élévation[105]. Pour recueillir tout le merveilleux effet des lois d'élévation de la nature, il faut établir l'ordre économique de telle manière que la concurrence s'exerce comme le veut réellement la nature, c'est à dire avec les armes fournies par la nature, tout privilège étant exclu. Il faut que les succès remportés par les compétiteurs soient exclusivement déterminés par leurs qualités innées, car c'est seulement de la sorte que les causes de succès seront transmises à la descendance et deviendront une caractéristique humaine générale. Il faut que les enfants doivent leur succès non pas à l'argent ni aux titres de privilège, mais à l'habileté, à la force, à l'amour, à la sagesse de leurs parents. Alors, nous pouvons espérer qu'avec le temps, l'humanité sera libérée de tout ce qui est inférieur[106], avec quoi des millénaires de

Wie bei allen Lebewesen, so hängt auch das Gedeihen des Menschen in erster Linie davon ab, daß die Auslese nach den Naturgesetzen sich vollzieht. Diese Gesetze aber wollen den Wettstreit. Nur auf dem Wege des Wettbewerbs, der sich überwiegend auf wirtschaftlichem Gebiete abspielt, kann es zur förderlichen Entwicklung, zur Hochzucht kommen. Wer darum die Zuchtgesetze der Natur in ihrer vollen, wundertätigen Wirksamkeit erhalten will, muß die Wirtschaftsordnung darauf anlegen, daß sich der Wettbewerb auch wirklich so abspielt, wie es die Natur will, d. h. mit der von ihr gelieferten Ausrüstung, unter gänzlicher Ausschaltung von Vorrechten. Der Erfolg des Wettstreites muß ausschließlich von angeborenen Eigenschaften bedingt sein, denn nur so wird die Ursache des Erfolges auf die Nachkommen vererbt und zur allgemeinen Menscheneigenschaft. Nicht dem Geld, nicht verbrieften Vorrechten, sondern der Tüchtigkeit, der Kraft, der Liebe, der Weisheit der Eltern müssen die Kinder ihre Erfolge verdanken. Dann darf man hoffen, daß mit der Zeit die Menschheit von all dem Minderwertigen

105 « Hochzucht » signifie « haut-élevage », élevage vers le haut. Dans sa traduction française de l'OEN (Gesell 1948, XI-XII), Félix Swinné traduit « Hochzucht » par « eugénisme », orientant la lecture vers l'idée d'une sélection raciale, ou tout du moins, d'une intervention humaine dans la sélection des meilleurs profils. Pour Gesell, c'est la concurrence qui procède à « l'élevage », l'amélioration de l'humanité, via le mécanisme spontané de la sélection naturelle : une idée somme toute très libérale, et qui exclut toute autre intervention que les réformes institutionnelles qu'il prône.

mauvaise sélection menée par l'argent et le privilège l'ont chargée ; que la souveraineté sera arrachée d'entre les mains des privilégiés, et que l'humanité, sous la conduite des plus nobles, reprendra son ascension, depuis longtemps interrompue, vers des buts divins.

erlöst werden wird, mit dem die seit Jahrtausenden vom Geld und Vorrecht geleitete Fehlzucht sie belastet hat, daß die Herrschaft den Händen der Bevorrechteten entrissen werden und die Menschheit unter der Führung der Edelsten den schon lange unterbrochenen Aufstieg zu göttlichen Zielen wieder aufnehmen wird. (Gesell 1920a, XV)

Gesell reprend ici totalement le point de vue d'Ernst Frankfurth, et adhère à sa lecture spencérienne et biologisante de Nietzsche. Il ne tombe cependant pas, pas plus que Frankfurth, dans le travers qui lui a été reproché à tort : celui d'essentialiser des « races » humaines, ou d'introduire une hiérarchie entre ces races : le darwinisme social qui transpire chez Gesell est centré sur les individus, loin du darwinisme social collectif et raciste des nazis (Barkai 1988, 27). Pour Gesell, c'est la concurrence libre et non distordue par les privilèges qui améliore l'humanité. Ce raisonnement peut sembler limité et très étroitement individualiste, porteur en outre d'une forme de violence sociale et de mépris pour les prolétaires « faibles » et moutonniers, dont on peut trouver sans peine la source chez Nietzsche ou chez Stirner ; pour autant, il paraît grossièrement outrancier de condamner Gesell pour avoir souscrit à la « folie raciste » des nazis, à un projet eugéniste, suprémaciste ou antisémite. Gesell se contente de défendre une forme d'évolutionnisme libéral, élitiste et individualiste, dans lequel les conditions du perfectionnement de l'humanité seraient la perfection des conditions de la concurrence économique, et la garantie de l'égalité de chacun·e face à celle-ci par les institutions. En analogie avec l'héroïsme du « surhomme » nietzschéen, Gesell pose ainsi l'image du travailleur autonome, créatif, victorieux dans la concurrence économique et maître de ses conditions matérielles d'existence, acceptant de se mettre en concurrence avec les autres sur un terrain neutre garantissant à chacun·e toutes ses chances. Loin de l'image de sympathisant du nazisme qu'on a parfois voulu lui accoler, Gesell reprend ici à son compte des thèmes classiques du libéralisme.

106 Swinné traduit ici « que l'humanité se déchargera du fardeau des êtres inférieurs » (Gesell 1948, XI), traduction qui prête à Gesell des propos qu'il ne tient pas.

Il ne faut cependant pas occulter le fait que l'évolutionnisme de Gesell entretient des affinités fortes avec la transposition du darwinisme à l'analyse des phénomènes sociaux à laquelle procède Herbert Spencer. La concurrence et la sélection des plus aptes ne se déroule ainsi, pour Gesell, pas seulement sur le plan économique, mais aussi sur celui des relations amoureuses et de la reproduction. Le choix d'un partenaire par les femmes doit ainsi être lui aussi absolument libre, et la concurrence pour l'accouplement ne doit pas, elle non plus, être faussée par la fortune ou les privilèges dont bénéficieraient certains à l'exclusion des autres. « De ce libre choix sélectif [*Zuchtwahlrecht*], nous attendons maintenant l'élévation [*Höherentwicklung*] de l'humain. N'attendons-nous pas absolument tout ce qu'il y a de bon de la liberté ? Pourquoi alors, dans ces affaires primordiales, tolérer une exception à cette règle ? » (Gesell 1923, 213). Ces remarques confirment une tendance, que Gesell tire probablement d'une lecture de Nietzsche à l'aune de Spencer, à analyser les phénomènes sociaux comme des phénomènes biologiques.

3. « Brechung der Zinsknechtschaft » : Gottfried Feder et Silvio Gesell

*O*utre la porosité entre *Freiwirtschaft* et mouvement *völkisch,* et le darwinisme social qui imprègne certains de ses textes, le procès en proximité de Gesell avec la pensée économique nationale-socialiste repose sur le rapprochement entre Gesell et l'économiste du parti nazi : l'ingénieur bavarois Gottfried Feder. « Briser l'esclavage de l'intérêt » (*Brechung der Zinsknechtschaft*) est son principal mot d'ordre, et celui du parti national-socialiste – en tout cas, tant que ce dernier n'a pas encore conquis le pouvoir. La proximité de vocabulaire et de thèmes entre Gesell et Feder amène ainsi à s'interroger : Gesell n'aurait-il pas influencé Feder de manière décisive, et ainsi indirectement inspiré la doctrine économique du parti nazi ? C'est ce que l'on tente d'établir ici.

3.1 Gottfried Feder et le mouvement national-socialiste

En 1918, Gottfried Feder est en grave difficulté financière, après s'être impliqué dans plusieurs projets infructueux de création d'entreprise. C'est ce qui l'aurait poussé à s'intéresser aux questions financière et monétaires (Plöckinger 2018) : en 1919, il fonde le *Deutscher Kampfbund zur Brechung der Zinsknechtschaft* (« ligue allemande de lutte pour briser l'esclavage de l'intérêt »), qui déploie de nombreux groupes locaux en Allemagne, et il rédige le *Manifest zur Brechung der Zinsknechtschaft* (« Manifeste pour briser l'esclavage de

l'intérêt »). Membre de la société Thulé, une société secrète *völkisch* et antisémite fondée en 1918 à Munich, Feder est l'un des membres fondateurs, en 1919, de la *Deutsche Arbeiterpartei* (« Parti allemand des travailleurs », DAP), qui devient un an plus tard la *National-Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (« Parti national-socialiste allemand des travailleurs », NSDAP), ou parti nazi – un groupuscule munichois d'extrême-droite, *völkisch* et antisémite, dont l'influence grandira tout au long des années 1920, jusqu'à la nomination de son chef Adolf Hitler comme chancelier du Reich, le 30 janvier 1933. Feder est très bien introduit dans les cercles *völkisch* et antisémites (Plöckinger 2018), et son rôle au sein du mouvement nazi devient rapidement important : il est, par exemple, l'une des seules personnes nommément citées dans *Mein Kampf*, le manifeste autobiographique dont Hitler débute la rédaction durant sa captivité suite à son putsch raté de novembre 1923 à Munich. « Après avoir entendu le premier exposé de Feder, j'ai immédiatement pensé que j'avais désormais trouvé la voie vers l'un des plus essentiels prérequis à la création d'un nouveau parti »[107], écrit Hitler à son propos (1943 [1925], 229). Autour de l'année 1920, le thème de l'« esclavage de l'intérêt » devient central pour la NSDAP, tant dans les discours d'Hitler que dans le *25-Punkte-Programm* (« Programme en 25 points ») que le parti publie la même année et qui sert de base à sa conquête du pouvoir : les thèses de Feder, et la résonance qu'elles trouvent dans l'opinion, sont ainsi un élément central de la stratégie du parti. Si Hitler fait, au cours des années 1920 de moins en moins référence à Feder (Plöckinger 2018), ce dernier peut à juste titre être considéré comme le principal inspirateur de la doctrine économique du parti nazi. Cela ne l'empêchera pas, il faut le souligner, d'être marginalisé après la prise de pouvoir du parti : Feder ne devient alors, à sa déception, que secrétaire d'État au sein du ministère de l'économie du Reich, et si la politique monétaire expansionniste menée par Hjalmar Schacht peut être à certains égards rapprochée de l'esprit de ses propositions, elle est mise en place sans référence à sa doctrine, sans doute pour ne pas aliéner au régime les milieux d'affaire. Dès 1934, Feder se retire ainsi du gouvernement et se consacre à l'enseignement.

107 « Nachdem ich den ersten Vortrag Feders angehört hatte, zuckte mir auch sofort der Gedanke durch den Kopf, nun den Weg zu einer der wesentlichsten Voraussetzungen zur Gründung einer neuen Partei gefunden zu haben. » (Hitler 1943 [1925], 229)

3.2. Quelle influence du franchisme sur la doctrine économique et politique de Gottfried Feder ?

Comme la doctrine physiocrate, la doctrine de Feder repose sur la dénonciation du « mammonisme » : c'est ainsi que s'ouvre son « *Manifest zur Brechung der Zinsknechtschaft* ».

> Le mammonisme est la lourde maladie qui saisit tout et envahit tout, dont souffre tout le monde civilisé, voire toute l'humanité. Il est comme une épidémie dévastatrice, comme un poison dévorant qui s'est emparé des peuples du monde.
> Par mammonisme, il faut comprendre : d'une part, les colossales puissances d'argent, le pouvoir financier supra-étatique qui prévaut sur tout droit des peuples à l'autodétermination, le grand capital international, l'Internationale qui n'est que celle de l'or ; d'autre part une constitution d'esprit qui s'est emparé des cercles les plus larges du peuple ; l'insatiable soif d'acquérir, la philosophie de vie purement tournée vers l'ici-bas, qui a déjà conduit et continuera à conduire à l'effrayant naufrage de toutes les idées morales.
> Cette constitution d'esprit est incarnée et poussée à l'extrême au sein de la ploutocratie internationale.
>
> Der Mammonismus ist die schwere, alles erfassende und überwuchernde Krankheit, an der unsere heutige Kulturwelt, ja die ganze Menschheit, leidet. Er ist wie eine verheerende Seuche, wie ein fressendes Gift, daß die Völker der Welt ergriffen hat.
> Unter Mammonismus ist zu verstehen: Zum einen die internationalen übergewaltigen Geldmächte, die über allem Selbstbestimmungsrecht der Volker thronende überstaatliche Finanzgewalt, das internationale Großkapital, die einzig goldene Internationale; zum andern eine Geistesverfassung, die sich weitester Volkskreise bemächtigt hat; die unersättliche Erwerbsgier, die rein aufs Diesseitige gerichtete Lebensauffassung, die zu einem erschreckenden Sinken aller sittlichen Begriffe schon geführt hat und weiter führen muß.
> Verkörpert und auf die Spitze getrieben ist diese Geistesverfassung in der internationalen Plutokratie. (1919, 5)

On voit ici que la pensée de Feder puise aux mêmes sources que la *Lebensreform* et que la pensée néo-physiocrate : la dénonciation romantique du « mammonisme » comme « maladie » du corps social, qui va de pair, on le devine, avec une idéalisation des sociétés prémodernes européennes, considérées comme intrinsèquement « saines ». Elle s'en distingue cependant d'emblée en ceci que, pour Feder, ce n'est pas le système monétaire qui est responsable de ce mal, mais une élite internationalisée (« la ploutocratie internationale », « les puissances d'argent », le « pouvoir financier supra-étatique »), qui sera évidemment, dans le mouvement nazi, assimilée au peuple juif afin de nourrir la stigmatisation antisémite qui est au cœur de son projet politique. Feder poursuit :

L'idée de l'intérêt d'emprunt est l'invention diabolique du grand capital de prêt, à elle seule elle rend possible la vie indolente de parasites d'une minorité de puissants fortunés aux dépens des peuples laborieux et de leur force de travail, elle a conduit aux antagonismes profonds et insurmontables et à la haine de classe dont est née la guerre civile et la guerre fratricide.

Un seul remède, le moyen radical de la guérison de l'humanité souffrante est de briser l'esclavage de l'intérêt de la monnaie.

Briser l'esclavage de l'intérêt de la monnaie représente la libération définitive, et la seule possible, du travail créateur des puissances d'argent colossales et secrètes.

Briser l'esclavage de l'intérêt signifie la restauration de la personnalité libre, la libération de l'humanité de l'esclavage, du charme dans lequel son âme a été enfermé par le mammonisme. Qui veut

Der Leihzinsgedanke ist die teuflische Erfindung des Großleihkapitals, sie ermöglicht allein das träge Drohnenleben einer Minderzahl von Geldmächtigen auf Kosten der schaffenden Völker und ihrer Arbeitskraft, sie hat zu den tiefen, unuberbrückbaren Gegensätzen, zum Klassenhaß gefuhrt, aus dem der Bürgerkrieg und Bruderkrieg geboren ist.

Ein einziges Heilmittel, das Radikalmittel zur Gesundung, der leidenden Menschheit ist die Brechung der Zinsknechtschaft des Geldes.

Die Brechung der Zinsknechtschaft des Geldes bedeutet die einzig mögliche und endgültige Befreiung der schaffenden Arbeit von den geheimen übergewaltigen Geldmächten.

Die Brechung der Zinsknechtschaft bedeutet die Wiederherstellung der freien Personlichkeit, die Erlösung des Menschen aus der Versklavung, aus dem

combattre le capitalisme doit briser l'esclavage de l'intérêt.	Zauberbanne, in die seine Seele vom Mammonismus verstrickt wurde. Wer den Kapitalismus bekampfen will, muß die Zinsknechtschaft brechen. (Feder 1919, 5-6)

L'opposition, chez Feder, des travailleurs et des peuples productifs aux élites capitalistes internationalisées improductives et parasitaires, est au cœur du discours : elle reflète une opposition du capital productif (ou « capital ») et du « Leihkapital », le « capital de prêt », qui ne sert qu'à générer une rente au profit d'une élite ploutocratique. L'analyse de Feder se fait ainsi d'emblée sur le mode de la dénonciation d'une conspiration, et jamais sous celui d'une analyse systémique, comme Gesell et ses compagnons s'efforcent de le faire. Chez Feder, les puissances d'argent déploient leur pouvoir en secret : « le mammonisme est la domination sulfureuse, invisible et secrète des grandes puissances internationales de l'argent »[108] (1919, 11) ; Plus loin : « Plus concrètement encore, nous devons voir le mammonisme comme la coopération consciente des grands capitalistes de tous les peuples, avides de pouvoir. »[109] (1919, 12). La naissance de l'intérêt, instrument d'asservissement des peuples, est ainsi pour lui le fruit d'une décision concertée (et « diabolique ») visant à asseoir le pouvoir d'une élite internationale de l'argent (1919, 13).

Afin de « briser la servitude de l'intérêt » Feder préconise que tous les titres de dette publique (y compris l'emprunt de guerre) acquièrent immédiatement la qualité de monnaie, et que l'obligation de payer un intérêt sur ces titres soit suspendue. Tous les titres de dette privée font l'objet non plus d'une obligation de paiement d'intérêt, mais d'une simple obligation de remboursement, à échéance plus ou moins longue. Enfin, l'État doit acquérir le monopole de l'émission de monnaie et de l'émission de crédit, afin de pouvoir pratiquer le crédit gratuitement (Feder 1919, 7-8) ; toutes les dépenses publiques seront par la suite financées par la création monétaire, rendant les impôts superflus (Senft 1990; 1995). Feder ajoute que « chaque membre du peuple a un droit sur le sol de la patrie » (1919, 61), et a par conséquent le droit d'accéder, par le biais de l'État, aux aliments essentiels. Deux points du « Programme en 25 points » adopté par le parti nazi à Munich en mars 1920 font écho à ces revendications :

108 « Mammonismus ist die unheimliche, unsichtbare, geheimnisvolle Herrschaft der großen internationalen Geldmachte » (Feder 1919, 11)

109 « Noch konkreter miissen wir den Mammonismus ansehen als das bewußte Zusammenspiel der machtgierigen Großapitalisten aller Völker » (Feder 1919, 12)

11. Abolition du revenu obtenu sans travail ni effort. *Brisons l'esclavage de l'intérêt !*	11. Abschaffung des arbeits- und mühelosen Einkommens. *Brechung der Zinsknechtschaft!*
[…]	[...]
17. Nous demandons une *réforme foncière* adaptée à nos besoins nationaux. Création d'une loi pour l'expropriation sans dédommagement de terres pour des objectifs conformes à l'intérêt commun. Abolition de la rente foncière et empêchement de toute spéculation foncière.	17. Wir fordern eine unseren nationalen Bedürfnissen angepaßte *Bodenreform*, Schaffung eines Gesetzes zur unentgeltlichen Enteignung von Boden für gemeinnützige Zwecke. Abschaffung des Bodenzinses und Verhinderung jeder Bodenspekulation.

Les propositions de Feder, telles qu'elles sont reprises dans le programme de la NSDAP, semblent rejoindre certaines de celles portées par le mouvement physiocrate depuis les années 1910 : abolition du revenu obtenu sans travail, nationalisation de l'émission monétaire et suppression de l'intérêt, émission par l'État d'une monnaie-papier non gagée, réforme foncière et promotion des villes-colonies[110], valorisation de la « personnalité » individuelle, critique du matérialisme, références aux institutions médiévales[111]… On comprend que certains franchistes aient sincèrement pu croire que le parti nazi réaliserait leur projet politique, tant le jeu d'échos est frappant : on croit d'ailleurs parfois retrouver, sous la plume de Feder, des éléments de discours directement tirés des articles que Blumenthal et Gesell publient dans le *Physiokrat*. La volonté de Feder de nationaliser l'émission monétaire et de permettre à la banque nationale de pratiquer le crédit gratuitement[112] est rapprochée par certains auteurs du projet de Banque du peuple de Proudhon, dont Gesell, on le sait, revendique l'influence : Peter Krier (2009) voit ainsi en Proudhon un « précurseur du Troisième Reich ». Le mot *Zinsknechtschaft* lui-même, « servitude » ou « esclavage de l'intérêt », central pour Feder, a été utilisé par Gesell à quelques reprises au moment de la

110 Feder, au moment de son passage au ministère de l'économie, sera brièvement *Reichssiedlungskommissar* (« Commissaire du Reich aux villes-colonies »), et est l'auteur d'un ouvrage publié en 1939, *Die neue Stadt* (« La ville nouvelle ») dans lequel il décrit le modèle de ville idéale qu'il entend promouvoir, dans un esprit qui n'est pas sans rappeler la colonie Eden et les autres entreprises de la Lebensreform.

111 Le point 19 du *25-Punkte-Programm* préconise l'abandon du droit romain, associé à « l'ordre matérialiste du monde », au profit d'un « droit commun allemand ».

112 Dans le projet de Feder, tout crédit « réel », d'investissement, est assuré par la banque nationale, qui peut concéder aux banques commerciales uniquement le crédit à la consommation et l'escompte des effets du commerce (Feder 1919, 7).

publication du *Manifest* de Feder[113] : pour la première fois, dans un article paru dans le *Physiokrat* en 1914 (Gesell 1914a, 86), puis dans le discours de défense qu'il rédige en détention suite à l'aventure de la République des Conseils[114] (Gesell 1920b, 23; 24; 25; 35; 36; 37). L'antériorité des écrits de Gesell sur ceux de Feder, ainsi que le nombre de thèmes qu'ils partagent (y compris des mots comme « abolition du revenu sans travail », « réforme foncière », « mammonisme », « personnalité libre », « servitude de l'intérêt »…) laissent supposer que Feder a bien pu être inspiré par les thèses franchistes ; tout au moins, il est indéniable que Feder s'inscrit dans un univers de référence commun avec le mouvement physiocrate, inspiré par la critique romantique du matérialisme et de la modernité. Dans l'ouvrage qu'il consacre à la doctrine économique du mouvement national-socialiste, Avraham Barkai (1988, 29) soutient la thèse d'une influence de Gesell sur Feder. Des investigations plus poussées seraient utiles afin de trancher ce point.

3.3. Gesell et Feder : une inimitié profonde et réciproque

Cette proximité de thèmes et de vocabulaire ne doit pourtant pas éclipser les divergences, tant théoriques qu'humaines, qui séparent les deux personnages. Sur le plan de la doctrine, on l'a dit, Feder ne soutient en aucun cas l'idée gesellienne d'une monnaie à dépréciation périodique : son plan de réforme monétaire serait, d'après Gerhard Senft (1990; 1995), plutôt inspiré de celui de deux intellectuels viennois de la fin du 19e siècle, Wenzel Schober et Josef Schlesinger – dont Feder partage les obsessions *völkisch* et antisémites. En outre, alors que Gesell cherche à argumenter sur un plan scientifique, en analysant les caractéristiques institutionnelles du système monétaire, et en mobilisant la théorie quantitative de la monnaie (même si sa tentative de gagner la considération du milieu académique a échoué dans une très large mesure, du moins de son vivant), Feder s'en tient de son côté pour l'essentiel à une argumentation complotiste, participant à faire des communautés juives des boucs émissaires politiques en les assimilant à une finance prédatrice et internationale.

Feder et Gesell se rencontrent par hasard à deux reprises à Munich, lorsque Gesell y séjourne, avant l'écrasement de la seconde République des Conseils. La deuxième rencontre aurait été interrompue abruptement par Gesell (Werner 1989, 84). Une inimitié réciproque et profonde, faite d'attaques régulières par journaux interposés, débute alors. En 1920, Feder

113 Nos recherches n'ont pas permis d'établir avec certitude si ce terme faisait alors l'objet d'un usage plus large.

114 Ce texte, publié en 1920, est rédigé au cours de l'année 1919, année de publication du manifeste de Feder – et, il faut le souligner, dans la même ville, Munich.

publie dans le journal *völkisch* Hammer (n° 441) un article qu'il nomme « Die Irrlehre des Freigeldes » : « la fausse doctrine de la monnaie franche ». Gesell y réagit dans une lettre à Georg Blumenthal : « L'article de Feder dans « Hammer » ne pourrait pour nous pas être mieux écrit. Toute l'étroitesse d'esprit de Feder s'y révèle assez joliment » (Gesell 1997 [1920], 18:222). Il ajoute, s'adressant à Fritz Schwarz : « [vous] en ririez beaucoup » *(loc.cit.)*. Feder publiera encore un article dénonçant les idées de Gesell dans un article publié en 1923 dans le journal de la NSDAP, le *Völkischer Beobachter*, nommé « Falsche Propheten und Schwärmegeister » (« Faux prophètes et esprits frappeurs »), et lui consacrera plusieurs pages de son ouvrage de 1923, *Der deutsche Staat auf nationaler und sozialer Grundlage*[115] (Onken 1992a, 19). Il y considère que Gesell compte parmi « les existences les plus problématiques », lui qui a fait « cause commune avec les chiens sanguinaires juifs » au « temps bolchévique de Munich » (Senft 1990). Les liens de Gesell avec des personnalités juives (comme Niekisch ou Landauer) lui seront constamment reprochés par Feder comme par tout le mouvement *völkisch*, de même que son cosmopolitisme, ou son projet de réforme foncière ouvrant l'accès à la terre à toute personne indépendamment de sa nationalité. En 1933, Feder écrit ainsi dans le journal *Volk und Wirtschaft* :

> Le mouvement F.F.F. [c'est le nom que se donne le mouvement franchiste dans les années 1920, *NdA*] tente dernièrement de faire à nouveau parler de lui. Il semble par conséquent indiqué de détailler l'inanité des propositions franchistes. […] Le sol franc est la deuxième proposition de Silvio Gesell, et elle révolte plus encore chaque homme au sentiment national. Afin de mettre fin à la spéculation foncière, il demande dans son « Ordre économique naturel » que toute la terre allemande soit vendue chaque année aux enchères *au plus offrant*. […] Traduit en allemand, cela signifie : la première
>
> Die sogenannte F.F.F. Bewegung versucht in letzter Zeit wieder von sich reden zu machen. Es erscheint deshalb angezeigt, die Unsinnigkeit der freiwirtschaftlichen Vorschläge darzulegen. […] Freiland ist der zweite, jeden national empfindenden Menschen noch mehr empörenden Vorschlag Silvio Gesells. Er fordert in seiner « Natürlichen Wirtschaftsordnung », zur Beseitigung des Bodenwuchers sollte alles deutsche Land jährlich an den *Meistbietenden* versteigert werden […] Ins Deutsche übersetzt heißt das : Jeder hergelaufene Lump aus Galizien, der nur genügend Geld hat, hat das Recht,

115 « L'État allemand sur une base nationale et sociale »

> vermine accourue de Galice avec juste assez d'argent, a le droit, en faisant la meilleure offre, de supplanter la paysannerie allemande établie depuis toujours. […] Théoriquement, la doctrine gesellienne est un bric-à-brac de mécanismes insensés. Personnellement, on peut dire sur Gesell qu'il est un germano-suisse [qui] a voulu appliquer ses théories fantaisistes en s'alliant avec les *juifs* de la République des Conseils de M. *Eisner* à Munich. (les emphases figurent dans le texte original)
>
> meisbietend das alteingesessene deutsche Bauerntum zu verdrängen […] Theoretisch sind die Gesellschen Lehren ein Sammelsurium unsinnigster Mechanismen. Persönlich ist über Gesell zu sagen, daß er ein Deutsch-Schweizer ist, [der] im Bunde mit den *Juden* der Räterepublik des Herrn *Eisner* in München seine phantastischen Theorien durchführen wollte. (Werner 1989, 85)

Comme Gesell, la plupart des auteurs franchistes sont sans ambiguïté par rapport à Feder et au national-socialisme : c'est le cas de Benedikt Uhlemayr, qui publie en 1923 un ouvrage critiquant le programme économique du parti nazi (1923; voir Werner 1989, 87). Le même Uhlemayr décèdera en 1942 des suites de son agression en pleine rue par les milices national-socialistes. C'est le cas également d'Otto Maaß (1923), de Paul Heinrich Diehl (1931), et des articles qui paraissent dans la presse franchiste, de la *Freiwirtschaftliche Zeitung* à *Letzte Politik,* où le scepticisme vis à vis de la montée du nazisme et la dénonciation de l'antisémitisme comme impasse politique prédominent, ainsi que la dénonciation des théories de « l'affabulateur Feder ». Pourtant, une partie du mouvement franchiste croira aux promesses national-socialistes, et rejoindra le parti en espérant infléchir, de l'intérieur, le national-socialisme vers le franchisme. Ces franchistes ralliés, parmi lesquels Wilhelm Radecke, forment au sein de la NSDAP le « Rolandbund », et tentent au début des années 1930 de convaincre les dirigeants du parti nazi de mettre en pratique les thèses de Silvio Gesell – sans succès, bien sûr.

Conclusion

Le dernier mouvement dont on peut rapprocher la pensée gesellienne – malgré les protestations de son principal auteur – est le mouvement *völkisch*, dont le parti nazi émane en 1919, avant de prendre le pouvoir en 1933. Le mouvement *völkisch* puise en effet ses racines

dans les mêmes courants culturels que le franchisme – romantisme critique du matérialisme moderne, individualisme nietzschéen – et il est, comme le franchisme, proche des cercles de la *Lebensreform* ; mais il se distingue par une idéologie fortement imprégnée de nationalisme pangermanique et d'antisémitisme. On peut en réalité parler d'une véritable concurrence entre les deux mouvements, dont les revendications se recoupent partiellement – au point qu'on peut légitimement penser qu'une partie du discours gesellien a pu être récupérée par les auteurs de la doctrine économique national-socialiste. Le discours dénonçant le caractère injuste des rentes et la spoliation des travailleur·euses par les propriétaires, porté par les deux mouvements, prend ainsi la figure, chez Gesell et au sein du mouvement anarchiste, d'une demande de réforme des institutions fondamentales de l'économie ; chez Gottfried Feder et au sein du mouvement *völkisch*, il est le prétexte de la dénonciation du pouvoir juif, de l'emprise juive sur l'économie et la politique, et *in fine*, l'excuse de la persécution de cette minorité. Cette concurrence entre les deux mouvements prend d'abord la forme d'anathèmes réciproques adressés par voie de presse ; à mesure que le niveau de violence politique augmentera en Allemagne, elle prendra la forme de violences physiques des milices nazies à l'égard des franchistes, jusqu'à l'interdiction définitive de toute organisation et de toute publication franchiste au printemps 1933, après l'accession d'Adolf Hitler à la chancellerie du Reich. Les accusations de proximité avec les nazis adressées à Gesell ne résistent ainsi pas à l'analyse : fidèle à ses convictions cosmopolites et internationalistes, Gesell sera jusqu'à la fin de sa vie l'un des adversaires les plus résolus de la pensée *völkisch* et du parti national-socialiste.

Partie II - Entre théorie et pratique (1920-1948) : du projet politique anticapitaliste à la solidarité anti-crise

Au sortir de la première guerre mondiale, le mouvement gesellien a trouvé une assise en Allemagne et en Suisse. En Allemagne, on trouve un courant physiocrate, proche des cercles anarchistes individualistes, et un courant franchiste, proche des cercles de la *Lebensreform*. Un troisième courant, au sein du mouvement *völkisch*, milite sur des thèmes proches, mais rejette la figure de Gesell, lui préférant celle du penseur antisémite Gottfried Feder. En Suisse, seul le courant franchiste semble s'être réellement implanté, s'appuyant sur la très grande diffusion des idées liées à la *Lebensreform* dans ce pays.

Les violents évènements monétaires de l'après-guerre, de l'hyperinflation allemande de 1922-1923 à la pénurie monétaire qui suit la crise de 1929, soutiennent les thèses du mouvement gesellien, qui réclame avec constance une monnaie au pouvoir d'achat stable, gérée de manière rationnelle, et séparée de toute référence à l'or. Les périodes de crise monétaire du début des années 1920 et du début des années 1930 seront les périodes de plus forte capacité de mobilisation dans l'histoire du mouvement gesellien. Les années 1920 voient ainsi le mouvement se structurer en organisations aux durées de vie variables, et essaimer à travers l'Europe. Elles voient également les premières expériences de mise en pratique « par en bas » des idées geselliennes, qui cherchent à faire la démonstration de la viabilité des propositions de Gesell. La pensée de Gesell pose cependant un problème majeur à ses promoteur·ices : les réformes proposées par celui-ci dans ses ouvrages se déploient à l'échelle nationale, voire internationale, et ne sont jamais envisagées comme pouvant faire l'objet d'une mise en place partielle ou locale. Dès lors, les expériences geselliennes locales se trouvent tiraillées entre deux objectifs contraires : faut-il tenter de mettre en place des outils capables de contribuer effectivement à la réalisation des objectifs politiques du mouvement gesellien (à savoir, mettre fin au capitalisme par la réforme monétaire et foncière), ou plutôt se contenter de proposer des dispositifs permettant de répondre aux urgences de la crise ? Le caractère exceptionnel des circonstances dans lesquelles ces outils seront mis en place fera

primer le deuxième objectif, malgré les intentions de leurs instigateurs : de dispositifs visant à changer l'économie en profondeur, les expériences monétaires inspirées des idées geselliennes se changent progressivement en outils plus ou moins dépolitisés de dynamisation économique et d'entraide entre commerces et petites entreprises. La deuxième partie de cette thèse vise à rendre compte de la mise en place de ces dispositifs monétaires et de leur dépolitisation progressive. Le **chapitre 5** étudie la massification et la structuration du mouvement dans les années 1920, et analyse les premières expérimentations locales de monnaie « fondante », destinées à acculturer le public aux réformes proposées par Gesell. Ces expériences, qui acquièrent une notoriété internationale dans les années 1930, perdent progressivement leur teneur politique pour devenir un outil de lutte contre la crise. Le **chapitre 6** se penche quant à lui sur l'histoire d'une expérimentation locale d'inspiration gesellienne qui perdure jusqu'à nos jours : la Banque WIR, en Suisse, fondée en 1934, sur un modèle qui rappelle certaines propositions de transformation monétaire formulées par Pierre-Joseph Proudhon en 1848. Créée elle aussi sur une promesse de transformation radicale de l'économie, avec un projet qu'on tentera de rapprocher de celui de Proudhon, la Banque WIR connaît elle aussi une dépolitisation progressive, et ne se conçoit plus, dès les années 1950, que comme un dispositif de solidarité entre petites et moyennes entreprises.

Chapitre 5. De l’idéalisme à la pratique : brève histoire des monnaies « fondantes »

Le mouvement gesellien entre l’hyperinflation allemande et la Grande Dépression

Au cours des années 1920, on assiste à un véritable foisonnement d’organisations et de publications se réclamant de la pensée de Gesell : affiliées au courant franchiste, physiocrate ou *völkisch*, acceptant de s’inscrire dans les institutions de la démocratie parlementaire ou prônant un mode d’action révolutionnaire, axées sur un militantisme théorique ou mettant en place des outils de solidarité d’inspiration mutualiste, actives en Allemagne, en Suisse et en Autriche, mais aussi en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en France ou ailleurs en Europe… Cette multiplicité d’entités témoigne de la grande vitalité du mouvement gesellien entre les deux guerres mondiales. Mais ce sont les expériences monétaires qu’il mène à partir du milieu des années 1920 qui valent au mouvement sa notoriété internationale, tant académique que médiatique.

Théret et Blanc (2025) distinguent trois types de pluralité monétaire : la pluralité institutionnalisée, qui correspond à la pluralité des usages et des émissions monétaires au sein d’un régime monétaire stabilisé ; la pluralité transitoire, qui vise à pallier une situation d’urgence ou de crise, avant un retour à la normale ; et la pluralité transformatrice, qui visent à faire évoluer le compromis monétaire. On montrera dans ce chapitre que, si les initiatives d’émissions monétaires portées par le mouvement gesellien ont évidemment, à l’origine, pour vocation de faire évoluer le régime monétaire, elles perdent progressivement leur charge politique pour devenir principalement des outils de lutte contre la crise ou de dynamisation du commerce : De dispositifs destinés à populariser les idées geselliennes, et à affirmer une

vision politique à visée transformatrice dans le domaine monétaire, elles tendent à ne plus représenter que des instruments participant d'une pluralité transitoire.

Il paraît impossible de comprendre l'ampleur qu'ont prises les expériences monétaires geselliennes sans avoir d'abord pris la mesure de l'importance du mouvement gesellien lui-même. On cherchera donc d'abord, dans ce chapitre, à brosser un portrait rapide des différentes initiatives geselliennes en Allemagne (1), en Suisse, et dans le reste de l'Europe (2). La diffusion rapide que connaît l'expérience de monnaie privée gesellienne Wära en Allemagne est le résultat de cette implantation, mais la notoriété qu'acquiert l'expérience de Schwanenkirchen dans le contexte de crise des années 1930 la fait passer dans une autre dimension (3). Ce scénario se reproduit dans la commune tyrolienne de Wörgl, dont la monnaie timbrée acquiert très vite une renommée mondiale (4). Les deux décennies de l'entre-deux-guerres voient donc bien le mouvement gesellien passer de la théorie à la pratique : mais les expériences monétaires qu'il initie se diffusent sans que leur contenu idéologique ne circule avec elles : les monnaies « fondantes », comme on les appelle désormais dans la presse, tendent progressivement à faire seulement figure d'outils de lutte contre la crise et la dépression économique.

1. La structuration et l'essor du mouvement gesellien en Allemagne

Au début des années 1920, les organisations geselliennes se multiplient en Allemagne et en Autriche. En 1921, franchistes et physiocrates tentent de s'unir sous une seule bannière (1.1.). Cette expérience ne durera que trois ans : en 1924, le courant physiocrate reprend son indépendance (1.2.). Au sein du mouvement *völkisch*, qui se structure en parallèle, d'autres organisations inspirées de la pensée de Gesell voient le jour (1.3.). Devant la menace représentée par la montée du nazisme, le mouvement tente de se réunifier au début des années 1930, sans succès : il est interdit en Allemagne au printemps 1933 (1.4).

1.1. Le mouvement franchiste

1.1.1. Le Freiwirtschaftsbund FFF (1921-1933)

Au sortir de la Première guerre mondiale, deux principales organisations geselliennes coexistent en Allemagne. Il y a d'une part le *Verein für physiokratische Politik*, créé en 1910 par Georg Blumenthal (voir ch. 2) : l'association se transforme dès 1913 en *Physiokratische*

Vereinigung, ou Union physiocrate. L'organisation rassemble largement, des syndicats chrétiens aux anarchistes individualistes, et compte des membres dans toute l'Allemagne – bien que ses activités soient fortement concentrées à Berlin et Hambourg (Bartsch 1994, 23). D'autre part, le *Freiland-Freigeld-Bund*, créé en 1915 par Gesell et Paulus Klüpfel depuis la coopérative Eden, compte des membres d'un profil plus bourgeois que la prolétarienne *Physiokratische Vereinigung*. En mai 1919, une troisième organisation s'ajoute à celles-ci : le *Bund für Freiwirtschaft* (« Ligue pour l'économie franche »), créée par Theophil Christen à Munich (en lien avec le militant stirnerien Rolf Engert et Otto Maaß), dans le but de rassembler tous les courants franchistes, et perméable aux cercles *völkisch* (Werner 1989, 54; Bartsch 1994, 33). Il suffit alors de quelques mois avant que le *Freiland-Freigeld-Bund* et le *Bund für Freiwirtschaft* ne fusionnent en une seule organisation : le *Deutscher Freiland-Freigeld-Bund*, qui voit le jour le 14 septembre 1919. La nouvelle organisation s'efforce de prendre ses distances avec la pensée nationaliste (Werner 1989, 54).

En 1921, toutes les organisations geselliennes (à l'exception de la *Physiokratische Vereinigung* de Berlin, proche de Georg Blumenthal et attachée à son indépendance) fusionnent en une seule : le *Freiwirtschaftsbund FFF* (« Fédération économie franche FFF ») : les trois F, pour *Freiland, Freigeld, Festwährung* (« Sol franc, monnaie franche, monnaie stable »)[116], deviennent alors l'un des symboles du mouvement. Celui-ci compte 100 groupes locaux en 1921 : ce chiffre double pour atteindre 200 groupes locaux, pour 13 000 membres actifs, dès 1924 (Werner 1989, 57-58). Le contexte de très forte inflation du début des années 1920, qui culmine dans l'hyperinflation de 1923, joue un rôle déterminant dans le succès du mouvement : la promesse d'une fixité de la valeur de la monnaie (*Festwährung*) portée par les franchistes exerce alors un attrait certain, et c'est d'ailleurs sur cet aspect de leurs propositions que se concentre leur propagande, bien plus que sur la perspective d'une monnaie à dévaluation périodique. Les troubles sociaux associés à cette période favorisent une (relative) massification du mouvement, dont les revendications sont reprises dans certains milieux ouvriers : Bartsch relate ainsi qu'en 1923, une manifestation de mineurs réunit plus de 20 000 personnes à Essen, dans le bassin de la Ruhr, à l'appel du militant et mineur Adolf Simat, réclamant l'introduction de la monnaie franche et l'accession au pouvoir de Silvio Gesell (1994, 35).

116 Gesell confie dans une lettre de 1929 qu'il aurait préféré que le troisième F fasse référence au *Freihandel*, au libre échange, dès lors que la stabilité de la monnaie était pour lui impliquée par l'idée de *Freigeld*. Dans la période des années 1920, marquée par l'hyperinflation, l'idée de stabilité de la monnaie jouait cependant un rôle déterminant qui explique ce choix (Gesell 1997 [1929], 18:390).

En 1922, le mouvement décide de participer aux élections locales et fédérales. Les discussions de préparation du programme pour les élections fédérales de 1924, et en particulier celles à propos de l'institution du mariage et de l'amour libre, font rapidement apparaître, au sein du mouvement, deux courants opposés : le courant franchiste, plus conservateur, autour de la figure d'Otto Maaß ; et le courant physiocrate, révolutionnaire et libertaire, autour de la figure de Hans Timm (Bartsch 1994, 41; Werner 1989, 59-60). L'année 1923 apporte un premier succès électoral, avec l'élection d'un député au parlement du Land de Mecklembourg-Strelitz (Werner 1989, 54; Bartsch 1994, 42); l'organisation prépare également un référendum d'initiative populaire (*Volksbegehren*, une procédure prévue par la constitution de la République de Weimar) afin d'obtenir l'introduction d'une monnaie-index dans le but de stabiliser les prix.

L'introduction du Rentenmark en octobre 1923, et la stabilisation de l'inflation qui s'ensuit, rendent l'initiative caduque – et font sans doute perdre beaucoup de son attrait au mouvement dans l'opinion. Aux élections fédérales de mai 1924, le *Freiwirtschaftsbund FFF* ne réunit que 90 000 voix (Werner 1989, 60), soit moins de 1 % des suffrages (Bartsch 1994, 44). Ce résultat décevant précipite une scission qui s'annonçait déjà : le courant radical, dans lequel se font entendre des voix antiparlementaires et révolutionnaires, prend son indépendance et se renomme en août 1924 *Fysiokratischer Kampfbund* (FKB), ou « Ligue de combat physiocrate ». La nouvelle organisation prône la grève générale et l'action directe comme modes d'action, et n'hésite pas à envisager une dictature temporaire pour introduire l'ordre social auquel elle aspire (Werner 1989, 60-61) – se rapprochant ainsi des méthodes préconisées par certains militants communistes inspirés par la révolution russe de 1917. Gesell, partisan de la lutte des classes, convaincu de la nécessité de s'adresser au prolétariat, et idéologiquement plus proche du *Fysiokratischer Kampfbund*, adhère à celui-ci de manière démonstrative, en dénonçant l'embourgeoisement du *Freiwirtschaftsbund* (Bartsch 1994, 36). Ce dernier persiste à l'inverse à défendre la réconciliation des classes grâce à la doctrine franchiste (Bartsch 1994, 45).

Amputé de son aile radicale, le *Freiwirtschaftsbund* (FWB) se maintient jusqu'à son interdiction par les autorités nazies en 1933, et fait principalement circuler ses idées par l'intermédiaire de la *Freiwirtschaftliche Zeitung* (« Journal franchiste »). Ses victoires demeurent essentiellement locales : Paul Diehl, membre de la direction du FWB, élu maire de la commune de Gräfeling (à proximité de Munich) acquiert par exemple au nom de sa

commune plus d'un million de mètres carrés de terrain, qu'il loue pour des sommes modiques conformément au projet gesellien de « sol franc » (Werner 1989, 62). Devant la menace de la montée du nazisme, le mouvement adresse en 1932 au gouvernement von Papen, au président Hindenburg et aux assemblées un « programme de gouvernement libérateur », dans lequel il propose, à défaut de la mise en place de la monnaie franche, l'introduction d'une monnaie parallèle au Reichsmark (RM), le *Binnenmark* (BM, « Mark intérieur »), convertible en RM contre une décote et émis de manière à stabiliser l'indice des prix (Werner 1989, 63; Bartsch 1994, 50) – une proposition évidemment restée lettre morte.

1.1.2. Les partis politiques franchistes

L'une des raisons de la scission entre FKB et FWB est donc, comme on l'a compris, une divergence stratégique : faut-il ou non s'investir dans le jeu de la démocratie parlementaire ? Le FWB répond, on l'a vu, par l'affirmative, même si elle hésite à présenter elle-même des candidat·es. Plusieurs partis politiques externes à l'organisation, mais liés à elle, tentent ainsi de prolonger son action.

L'une des personnalités les plus en vue du mouvement franchiste dans les années 1920 est le syndicaliste Wilhelm Beckmann, l'un des dirigeants de la *Deutsche Angestelltengewerkschaft*, le syndicat des employés allemands. Beckmann rédige en 1925 le manifeste d'un nouveau parti, qu'il nomme *Partei der Arbeit* (Parti du travail), qui défend les réformes monétaire et foncière proposées par Gesell (Bartsch 1994, 46-47). Ce parti est créé peu après. Peu de choses sont connues sur son évolution ultérieure.

Au sein du FWB, certains militants restent eux aussi convaincus de la pertinence de continuer à participer à la compétition électorale, alors que l'organisation se refuse à devenir un parti politique (Werner 1989, 62). Deux militants franchistes créent en 1929 la *Volkspartei der Mitte* (« Parti populaire du centre »). Cette dernière est absorbée en 1931 par un nouveau parti issu du FWB, la *Freiwirtschaftliche Partei Deutschlands* (« parti franchiste allemand », FPD. cf. Bartsch 1994, 48-49). Ce parti rassemble 14 400 voix aux élections fédérales de juillet 1932, puis 11 200 aux élections de novembre 1932 (Werner 1989, 63), soit nettement moins que le FWB en 1924. En juin 1927, un « parti franchiste du travail » (*Freiwirtschaftliche Arbeitspartei*) voit le jour à Hambourg, dont peu de choses sont connues (*Freiwirtschaftliche Zeitung* 1927b).

Le mouvement franchiste possédait également une organisation de jeunesse, le *Freiwirtschaftlicher Jugendverband* (« association de la jeunesse franchiste »). Ce mouvement, dirigé par Hein Beba, comptait 3 000 membres au moment de son interdiction en 1933 (Werner 1989, 91).

1.2. Le *Fysiokratischer Kampfbund* (1924-1933)

Le *Fysiokratischer Kampfbund*, ou FKB, est créé en 1924. Il est dirigé par Hans Timm, figure du courant radical du FWB, et se structure en unités de dix personnes (ou « groupes de combat ») dotés d'une grande autonomie. La fille de Georg Blumenthal, Hanna Blumenthal, fait partie des leaders du mouvement (Bartsch 1994, 53). Bien que les physiocrates aient été minoritaires au sein du Freiwirtschaftsbund, la présence de Gesell dans les rangs du FKB donne à l'organisation un poids particulier. C'est le FKB qui porte la principale initiative politique gesellienne des années 1920 : *i*nspiré par la doctrine de Georg Blumenthal et sa « nouvelle tactique révolutionnaire » de la « grève monétaire » (Blumenthal 1929), le mouvement commence, dès 1926, à émettre et à faire circuler une monnaie gesellienne timbrée, la Wära – une contraction des mots allemands *Währung*, « monnaie » ou « devise », et *Ware*, marchandise. L'expérience, qui se prolonge jusqu'en 1931, fera beaucoup pour la notoriété du mouvement : elle est décrite plus en détail dans la partie 3 de ce chapitre.

Pour promouvoir ses idées, le FKB dispose de deux journaux : *Die Freiwirtschaft durch Freiland und Freigeld*, qu'il reprend des mains du FWB, et l'hebdomadaire *Letzte Politik* (« dernière politique ») - auparavant *Der neue Kurs* (« le nouveau cap ») puis *Neue Zeitung der Arbeit* (« Nouveau journal du travail »). Ce mouvement n'échappe pas, à son tour, à la scission : en juillet 1926, une frange du mouvement menée par Martin Hoffmann, mieux connu sous son nom de plume, Diogenes, décide de fonder le *Fysiokratischer Kampfbund – Proletarischer Block* (« ligue de combat physiocrate – bloc prolétarien ») en se réclamant du matérialisme historique de Marx et de la stratégie politique de Lénine, tout en aspirant à la mise en pratique du plan de transformation sociale de Gesell (Bartsch 1994, 54-55). Le *Proletarischer Block* fusionne brièvement avec la *Physiokratische Vereinigung* de Berlin, restée indépendante, et crée avec elle une « Internationale physiocrate » – avant de disparaître, dès 1928 (Bartsch 1994, 56). Ce sont dès lors les anarchistes individualistes – ou, comme ils se nomment, les *Fregosten*, pour « Freie Egoisten » (« libres égoïstes ») qui dominent au sein du FKB.

Si FWB et FKB sont sans conteste les deux principales organisations franchistes dans l'Allemagne des années 1920, de multiples organisations de plus petite taille ont existé au même moment, se réclamant de la pensée gesellienne[117]. A cela s'ajoute le fait que tant le FWB que le FKB étaient des structures fédérales, garantissant à leurs unités locales une très large autonomie d'action : les années 1920 voient donc un très grand foisonnement des formes d'action au sein du mouvement gesellien.

1.3. Les organisations *völkisch*

1.3.1. Du Deutscher Kulturwart *au* Deutscher Bund für krisenlose Volkswirtschaft

Plusieurs de ces organisations se réclamaient du mouvement *völkisch.* Les journaux *Neues Leben* (« nouvelle vie », qui allie pensée *völkisch*, franchisme et *Lebensreform*), *Deutsche Freiwirtschaft* (« économie franche allemand ») et le *Deutscher Kulturwart* (« Vigie culturelle allemande », qui paraît à partie de 1924 sous la direction de Paul Hasse) sont des points de ralliement pour la branche *völkisch* du mouvement gesellien, et se réfèrent d'ailleurs plus volontiers à Gottfried Feder qu'à Gesell. Ernst Hunkel, Paul Hasse et Otto Weißleder sont des figures importantes de cette orientation. En 1929, le *Deutscher Bund für krisenlose Volkswirtschaft* (« Ligue allemande pour une économie sans crise ») est créé par la rédaction et le lectorat du *Deutscher Kulturwart* ; sa branche autrichienne est fondée la même année à Innsbruck, et prend le relais du *Freiwirtschaftsbund* autrichien, en dormance depuis plusieurs années (Bartsch 1994, 89). Bartsch évalue que le mouvement compte environ 350 membres individuels (ainsi que plusieurs organisations membres) entre 1930 et 1932 ; il est pleinement intégré au mouvement *völkisch*, et reçoit en 1930 la visite du réformateur monétaire antisémite anglais Arthur Kitson (Bartsch 1994, 66-68). Le *Deutscher Bund für krisenlose Volkswirtschaft* soutient en 1931 la mise en circulation d'une monnaie inspirée du Wära à Gera, au sud de Leipzig : introduit par le *Allgemeiner deuscher Tauschverband* (« Association allemande générale d'échange »), le « Geraer Tauscher » perd chaque semaine 1% de sa valeur, et porte imprimé sur ses billets son tableau de dépréciation. Il est interdit dès sa mise en circulation (Weißleder, s. d.).

117 Au sein du mouvement physiocrate, on peut ainsi citer la *Physiokratische Selbstversicherung* (« Assurance mutuelle physiocrate »), créée en 1924. Active à Mannheim et Ludwigshafen, elle servait d'assurance vieillesse et chômage à ses adhérent·es. Elle comptait 2000 membres et disposait d'un capital de 50 000 Mark en 1926 (Bartsch 1994, 80).



Figure 3: Un Tauscher de 1931, portant le nom de Paul Hasse. Photographie prise au sein de l'Archiv für Geld- und Bodenreform, dossier Hans Klabunde

1.3.2. La Schafferbewegung *et la* Selbsthilfe der Arbeit

Ernst Hunkel, quant à lui, croit à la nécessité de créer, en dehors du mouvement politique franchiste, un « mouvement des créateurs » (« Schafferbewegung »), d'inspiration mutualiste, à destination des travailleurs – Les créateurs (« Schaffer ») étant opposés aux pillards (« Raffer », les « capitalistes » qui perçoivent un revenu sans travail), selon un slogan célèbre de Gottfried Feder. Hunkel met sur pied, en 1926, une Schaffergesellschaft (« société des créateurs ») qu'il nomme *Selbsthilfe der Arbeit* (« Entraide du travail », SdA), à laquelle est associée une banque à monnaie-index (« Indexbank »), une société foncière (« Freilandhort » : Werner 1989, 62), et une caisse d'épargne collective pour la construction de maisons individuelles (Bartsch 1994, 78). La SdA émet brièvement son propre moyen d'échange, le « Wara », qui sera ensuite absorbé par l'expérience du « Wära » (Werner 1989, 62; Bartsch 1994, 83). Hunkel voyait également la colonie *völkisch* Donershag, fondée en 1919 près de Sontra, comme une initiative visant à la concrétisation de l'idée gesellienne du sol franc (Bartsch 1994, 79). La SdA est également active en Autriche (*ibid*).

1.3.3. La Zielbewegung *et la* Tatgemeinschaft

Will Noebe, proche de la branche nationaliste du franchisme, crée en 1925 la « Zielbewegung » (« mouvement-but »). Au sein de ce mouvement naît la *Deutsche Wirtschaftsgemeinschaft* (« Communauté économie allemande », DWG), dont le but de rassembler l'épargne des militant·es franchistes et de l'utiliser pour pratiquer un crédit à faible coût. A sa caisse centrale était associée une « caisse d'épargne vacances », afin de permettre aux épargnant·es de bénéficier de séjours à crédit dans le centre de cure de la communauté, Zielburg (Bartsch 1994, 80-81). Deux journaux sont associés au mouvement : le premier est nommé *Ziel* (« But »), et prend plus tard le nom de *Telos.* Le deuxième se nomme *Wirtschaft und Freiheit* (« Economie et liberté »), sous-titré « L'union rend fort – contre la servitude de l'intérêt ! ». Le mouvement revendique 16 000 sympathisant·es en 1932 (au nombre desquel·les les abonné·es de ces deux publications sont compté·es), réparti·es entre l'Europe et l'Amérique (Bartsch 1994, 81). Après l'accession au pouvoir des nazis en Allemagne, le mouvement s'étend en Autriche, sous le nom de *Tatgemeinschaft* (« communauté d'action »). Le maire de la commune de Wörgl, où se déroule l'une des plus célèbres expériences geselliennes (cf. partie 4. de ce chapitre) deviendra président d'honneur de la *Tatgemeinschaft* (Bartsch 1994, 82). Ce mouvement peut, d'après Bartsch, être considéré comme le principal mouvement de résistance au nazisme d'inspiration gesellienne (*ibid.*).

1.4. L'échec du FFF-Kartell et l'interdiction du mouvement en Allemagne

Le 14 septembre 1930, les élections fédérales voient la NSDAP obtenir 18,3 % des suffrages – pus de 15 points au-dessus des 2,6 % obtenus en 1928. Devant l'imminence du danger, les organisations franchistes réfléchissent à un rapprochement afin de faire front dans la période. Un autre évènement vient accélérer ce processus : le 9 avril 1932, deux militants proches du mouvement franchiste (après avoir adhéré brièvement à la NSDAP, ils avaient rejoint une organisation franchiste nommée *Freigeld, Freiwirtschaft, Freiboden*[118] *:* Bartsch 1994, 71) tentent d'assassiner, à la gare de Potsdam, le président de la Reichsbank, Hans Luther. L'attentat, infructueux, joue son rôle de « propagande par le fait » et attire l'attention médiatique sur les théories geselliennes. Par conséquent, les réunions des organisations franchistes et physiocrates sont désormais surveillées par les autorités.

Un congrès tentant de rassembler toutes les organisations franchistes du Reich au sein d'un FFF-Kartell (« Cartel FFF ») est organisé en octobre 1932 à Northeim. Cela n'avait, au

118 « monnaie franche, économie franche, sol franc »

regard de leur émiettement, rien d'évident : plus d'une dizaine d'organisations sont conviées. Des cultures politiques et militantes trop divergentes ont cependant raison de cette initiative. Des coalitions d'organisations geselliennes voient malgré tout le jour, mais aucun de ces efforts ne suffit à endiguer la progression et la victoire des nazis (Bartsch 1994, 72-77). Au printemps 1933, toutes les organisations franchistes et leurs titres de presse sont interdits.

Hans-Joachim Werner (Werner 1989, 64) considère que le mouvement gesellien allemand a pu connaître son plus haut niveau historique en 1932, renforcé par la crise économique – deux ans après la mort de Silvio Gesell, le 11 mars 1930. Les deux principaux journaux du mouvement, *Freiwirtschaftliche Zeitung*, rattaché au FWB, et *Letzte Politik*, proche du FKB, tiraient alors chacun à 10 000 exemplaires. L'*Ordre économique naturel*, l'œuvre de référence de Gesell, a été éditée à 40 000 exemplaires en 1930. Werner estime à 16 000 le nombres de membres actifs du mouvement en Allemagne à cette période.

2. Le mouvement en Suisse et en Europe

Les mouvements geselliens allemand et autrichiens sont, on l'a vu, très proches, et de nombreuses entités sont actives des deux côtés de la frontière[119]. C'est moins le cas du mouvement Suisse, dont les institutions franchistes se développent certes en lien constant avec leurs homologues allemandes, mais restent toujours indépendantes d'elles (2.1.). C'est le cas également dans les autres pays d'Europe, de la France à la Yougoslave, où des initiatives d'inspiration gesellienne voient le jour – sans réussir toutefois à prendre pied aussi fermement que dans l'Europe germanophone (2.2.)

2.1. Le développement du mouvement en Suisse

L'autre principal pays de développement du mouvement franchiste est la Suisse, et particulièrement sa partie germanophone. Le paysage des organisations franchistes y est cependant nettement moins morcelé : le mouvement franchiste suisse, on l'a vu, est principalement issu des cercles de la *Lebensreform* et de l'éducation nouvelle (voir ch. 3). Le mouvement suisse reste donc durablement marqué par un recrutement au sein de la classe moyenne éduquée, et touche beaucoup moins la classe ouvrière qu'en Allemagne. La question de la stratégie politique se pose également de manière beaucoup moins prégnante : le mouvement présente des candidats aux élections, et mène une action de propagande via des

119 Le mouvement franchiste autrichien est très peu documenté par la littérature. Est-ce parce que, comme le suggèrent Bartsch et Werner, le mouvement autrichien ne s'est pas développé indépendamment du mouvement allemand, ou y a-t-il ici une véritable insuffisance de la littérature ?

réunions publiques et la diffusion de littérature militante. La « physiocratie » révolutionnaire ne prend ainsi jamais réellement pied en Suisse.

Le *Schweizerischer Freiland-Freigeld-Bund* (SFFB) est créé, on l'a vu, la même année que son homologue allemand, en 1915. En 1917, le journal du mouvement, *Die Freistatt* est lancé : il deviendra en 1923 la *Freiwirtschaftliche Zeitung* (FZ), prenant le même nom que son équivalent allemand. Le SFFB prend en 1924 le nom de *Schweizerischer Freiwirtschaftsbund* (« ligue franchiste suisse », SFB). Au sortir de la guerre, le mouvement compte environ 200 membres, et *Die Freistatt* environ 500 abonné·es (Werner 1989, 28). En 1925, un *Physiokratischer Kampfbund* est créé à Zurich, mais il ne réunit jamais plus d'une centaine de membres (Werner 1989, 31).

Les fortunes électorales du mouvement sont meilleures en Suisse qu'en Allemagne. En 1919, les franchistes se rapprochent du *Grütliverein* (« Société du Grütli[120] »), le syndicat social-démocrate, et tentent de le gagner aux idées geselliennes, ce qui fonctionne localement : Theophil Christen, proche collaborateur de Gesell, est ainsi candidat aux élections fédérales à Bâle sous les couleurs du syndicat, et un militant franchiste, Ernst Dick, est élu en 1920 au parlement cantonal au nom du *Grütliverein* (Werner 1989, 28). Les efforts pour gagner l'échelle nationale du *Grütliverein* et du parti socialiste, dont étaient issus de nombreux franchistes, aux thèses du mouvement, demeurent pourtant infructueux (Werner 1989, 29).

En 1922, le SFB se présente à nouveau aux élections fédérales dans le canton de Berne, organisant plus de 100 conférences et diffusant des milliers de tracts. Werner Zimmermann participe activement à cet effort de propagande, qui permettra au SFB d'obtenir 1 % des voix (Werner 1989, 30). La campagne attire l'attention des autorités sur le mouvement, et le ministère confédéral des finances accorde en 1923 deux journées d'échange aux franchistes pour présenter leurs thèses – avant de conclure à l'impraticabilité de leurs réformes (*ibid.*). Les franchistes assistent également régulièrement aux assemblées générales de la Banque nationale suisse afin de réclamer la mise en place d'une politique d'émission orientée par un indice des prix (Werner 1989, 32). En 1925, le mouvement compte 400 membres et la FZ environ 1 000 abonné·es. Lors de nouvelles élections au conseil national, le SFB obtient 1 % des voix dans les cantons de Berne et Bâle-ville (Werner 1989, 30)

120 La prairie du Grütli, dans le canton d'Uri, est un lieu dont l'histoire (partiellement mythique) est liée à la fondation de la confédération helvétique à la fin du XIIIe siècle.

La crise économique mondiale de 1929 marque un tournant pour le mouvement. Fritz Schwarz, l'architecte et professeur zurichois Hans Bernoulli, ou encore le juriste Hans Konrad Sonderegger sillonnent la Suisse germanophone pour tenir des conférences, qui rassemblent parfois plus de 500 personnes (Werner 1989, 38). En 1933, le député chrétien-démocrate Otto Walter, alarmé par l'essor du mouvement, interpelle le Conseil national suisse : il indique qu'un numéro spécial de la *Freiwirtschaftliche Zeitung* adressé aux paysan·nes s'est vendu à plus de 60 000 exemplaires, et que le mouvement organise entre 40 et 50 réunions d'information par semaine, ainsi que des cours du soir « dans le moindre village » (Walter et Schwarz 1934, 6). En 1934, on compte dans le mouvement franchiste 150 groupes locaux et 3000 membres. Une organisation de jeunesse, le *Jungbund für eine natürliche Wirtschaftsordnung* (« Association de jeunesse pour un ordre économique naturel », INWO) rassemble quant à elle 300 membres en 1935, et organise pour ell·eux des formations à la prise de parole en public. La *Freiwirtschaftliche Zeitung* voit le nombre de ses abonné·es monter à 4000 (Werner 1989, 39). Werner Schmid, instituteur, militant paneuropéen et ancien membre du parti socialiste, rejoint alors le mouvement : il en sera un représentant important pendant et après la guerre, au parlement du canton de Zurich, puis au conseil national. C'est dans ce contexte qu'est créée une autre institution franchiste, sous l'impulsion notamment de Werner Zimmermann : le cercle économique WIR est fondé à Zurich en octobre 1934 (voir ch. 6). Les élections de 1934 permettent au SFB d'être représenté au parlement cantonal de Berne (par Fritz Schwarz) et au conseil des Etats (par H.K. Sonderegger, pour une durée d'un an, étant donnée son élection lors d'un scrutin partiel). En 1935, les franchistes manquent de peu les mandats nationaux, mais deux membres du mouvement sont élus au conseil municipal de la ville de Berne (Werner 1989, 40).

Le mouvement sort également de son isolement, et lutte de concert avec les syndicats et le parti des Jeunes paysans contre la politique récessive du gouvernement suisse. Le SFB participe ainsi à la campagne pour l'initiative populaire « pour combattre la crise économique et ses effets », soumise en novembre 1934 et rejetée par votation le 2 juin 1935 (Werner 1989, 40-41). Aux élections confédérales de 1939, les franchistes atteignent 7 % des voix dans le canton de Bâle-campagne, ce qui garantit un mandat au conseil national à H.K. Sonderegger. Werner Schmid, Hans Bernoulli et le bernois Friedrich Salzmann siégeront aux aussi au parlement national après la guerre : du SFB émane en effet en 1946 le Parti libéral-socialiste suisse (ou *Liberalsozialistische Partei der Schweiz*, LSP), qui continue de porter les idées franchistes dans le débat politique national. Ce parti disparaît en 1990 pour devenir la branche

suisse de l'*Initiative für Natürliche Wirtschaftsordnung* (« Initiative pour un ordre économique naturel », INWO), nouveau nom de l'organisation de jeunesse citée plus haut.

2.2. Les autres pays européens

Le premier congrès international du mouvement franchiste se tient en 1924. De tels congrès se tiennent régulièrement par la suite, organisés par la *Internationale Freiwirtschaftliche Union* (« Union franchiste internationale »), puis par *l'Internationale Vereinigung für Natürliche Wirtschaftsordnung* (« Union internationale pour un ordre économique naturel ». Voir Werner 1989, 101). Le mouvement s'ancre cependant principalement en Allemagne et en Suisse, les deux pays où Gesell a été politiquement actif. Si des initiatives liées à sa pensée voient le jour dans d'autres pays, notamment européens, elles sont généralement de courte durée, et fortement liées à des personnalités acquises aux idées franchistes, qui ne parviennent pas, en général, à structurer ni à ancrer un mouvement politique dans la durée.

2.2.1 Les expériences françaises

En France, les idées geselliennes sont principalement promues par l'ancien prêtre catholique Jean Barral (1870-1946). D'après les recherches non publiées de Werner Onken (s.d.), Barral est l'élève de Charles Gide à Paris, et apprend l'allemand à l'Université de Bonn, puis à Berlin, où il enseigne le français ; il y échange avec Paulus Klüpfel (Barral 1926), l'un des proches collaborateurs de Gesell – et lui aussi, ancien prêtre catholique. Déjà acquis aux thèses de Proudhon, Barral adhère alors aux idées geselliennes. En tant que ressortissant français, il est incarcéré au début du premier conflit mondial, et n'est libéré qu'en 1918. Il garde de ce séjour une parfaite maîtrise de l'allemand, qui lui permet d'entretenir une correspondance avec Gesell, qu'il appelle son « camarade », en français et en allemand : certaines de ces lettres sont conservées au sein de l'Archiv für Geld- und Bodenreform. Etabli à Berre-les-Alpes, près de Nice, à son retour en France, il publie à partir de 1919 le journal *L'Ordre social*, sous-titré « Journal de l'alliance nationale d'économie franche ». L'hebdomadaire prend en 1925 le nom de *L'École franchiste*. Le journal promeut les thèses franchistes et la pensée proudhonienne, fédéraliste, syndicaliste et mutualiste, ainsi que la pratique de l'esperanto. Parallèlement, Barral publie une « étude biblique d'économie internationale » titrée *La Suprématie universelle des juifs et la Société des nations* (1924) dans laquelle il ne manque pas d'assimiler les juifs à la finance prédatrice dont il dénonce la mainmise sur l'économie. Il est également, d'après Brugière (2012), secrétaire fédéral du Parti

agraire et paysan. En décembre 1933, Barral crée, avec Marino-Bertil Issautier[121], la « Mutuelle nationale d'échange » et la « Mutuelle d'échange des Alpes-Maritimes », avec sièges sociaux à Nice (Brugière 2012, 103). Cette organisation mettra en circulation une monnaie franche avec l'appui d'un réseau de commerçants locaux, le Valor. Celle-ci est retirée de la circulation en 1936, sur injonction du préfet des Alpes-Maritimes (Brugière 2012, 114). *Letzte Politik* (1933) signale la participation à l'expérience de Pierre Mouton, chef du parti « L'Union par l'action », fondateur du journal *L'Action nouvelle* et figure du mouvement fasciste. Le même Mouton préfacera un ouvrage de Barral, *La Révolution économique* (1935), qui s'ouvre sur une citation des *Protocoles des sages de Sion* et alimente les préjugés associant le peuple juif à la « spéculation parasitaire » (Barral 1935, 12).

L'expérience de Nice se prolonge dans deux initiatives après-guerre, à Lignières-en-Berry (Cher) en 1956, et à Marans (Charente-Maritime) en 1958. Salomon Soriano, un ancien bijoutier à Monte-Carlo qui avait participé à l'initiative niçoise, joue le rôle de passeur des idées franchistes auprès des commerçants de Lignières (Laacher 1998); la commune de Marans suit l'exemple de Lignières en août 1958 (Spier 1961, 24). Les deux expériences prennent fin en 1959 : Laacher (1998) attribue cette interruption à la publication d'une ordonnance durcissant les peines pour « mise en circulation de moyens de paiement ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les signes monétaires ayant cours légal », et à la crainte de représailles fiscales par les commerçants ; Spier, quant à lui, parle plutôt d'une décision délibérée et concertée des deux initiatives, face au refus de la monnaie franche par certains commerçants et à l'émergence de doutes quant à l'honnêteté des gérants de l'association (1961, 27). Laacher souligne que les deux expérimentations sont inspirées et soutenues par le mouvement poujadiste.

Si le mouvement franchiste a également pu avoir un écho fugace au sein du parti radical (voir partie 4.), il ne parvient pas à trouver une implantation militante ou organisationnelle durable et solide en France.

2.2.2. En Angleterre

La *Free Economy Association* est fondée en 1921 par Philip Pye, qui sera l'éditeur de la 2e édition de la version anglaise de *L'Ordre économique naturel* (1958). Pye s'applique également à publier des articles afin de promouvoir les idées franchistes (Bartsch 1994, 91). Werner rapporte que dans les années 1930, les chambres de commerce de Cardiff,

121 Issautier sera plus tard l'éditeur de la version française de l'*Ordre économique naturel* (1948).

Manchester et Londres auraient milité pour remplacer l'étalon-or par une monnaie stable ou par la monnaie franche, et que le *Daily Herald*, un quotidien proche du *Labour* qui tirait alors à plus d'1,5 million d'exemplaires, publiait régulièrement des articles franchistes (Werner 1989, 102).

2.2.3. En Yougoslavie

Le principal promoteur du franchisme en Yougoslavie est le Dr. Paja Stanisic, correspondant de Karl Kautsky, qui jouit d'une certaine influence, et recrute des adeptes au sein du Parti-social-démocrate et du Parti démocrate, l'un des principaux partis politiques du pays. Le Dr. Kockar aurait élaboré pour ce parti, d'après Bartsch (1994, 91), un programme inspiré du franchisme. Un ministre social-démocrate pour les affaires sociales, Witomir Korac, aurait également rédigé une brochure pour s'opposer au revenu obtenu sans travail. Un parti politique inspiré des thèses franchistes aurait également émergé en Croatie, le Parti radical social (Bartsch, *loc.cit).*

2.2.4. En Union soviétique

Un mouvement voit le jour en Union soviétique en 1922, et prend contact avec Gesell afin d'unir ses forces à celles du reste du mouvement franchiste : il s'agit du « Terrisme », dont l'un des représentants se nomme S. Szabuniewiecz. Les terristes sont proches des thèses du mouvement pour une réforme foncière, et réclament à l'instar des franchistes la reconnaissance de la propriété commune de l'humanité sur la terre, la liberté d'installation, et le paiement en contrepartie d'une rente foncière qui se substituerait à tous les impôts et contributions publiques. Ce mouvement n'avait a priori, à l'origine, pas de revendications monétaires (Bartsch 1994, 90).

Des organisations franchistes, principalement initiées par des militants allemands, ont également vu le jour en Tchécoslovaquie, en Roumanie, ou encore à Dantzig – actuellement Gdansk en Pologne, à l'époque ville libre sous la protection de la Société des Nations (Bartsch 1994, 91-92).

3. De la *Wära-Tauschaktion* aux monnaies fondantes privées

L'une des actions les plus marquantes du mouvement franchiste, on l'a vu plus haut, émane du *Fysiokratischer Kampfbund* (FKB), l'organisation la plus radicale de la nébuleuse franchiste, qui rassemble notamment de nombreux·ses tenant·es de l'anarchisme individualiste. Le FKB, et son dirigeant Hans Timm, s'inspirent, pour agir, de la méthode proposée par Georg Blumenthal dans le *Physiokrat* en 1912 : le *Geldstreik*, ou « grève monétaire » (Blumenthal 1929 [1912], 18-29) (3.1.). A partir de 1926, une monnaie commence à circuler parmi les militant·es gesellien·nes et dans certains commerces ou entreprises affiliées au mouvement : la Wära (3.2.). La crise de 1929 donne à cette monnaie son heure de gloire : c'est le « miracle de Schwanenkirchen », en Bavière (3.3.). La diffusion du modèle à l'étranger, notamment en France et au Brésil, s'accompagne de sa progressive dépolitisation (3.4.).

3.1. Georg Blumenthal et la tactique de la « grève monétaire »

Georg Blumenthal, l'un des premiers compagnons de combat de Gesell, imagine dès 1912 une méthode de lutte dont le but est de promouvoir les idées de Gesell, et d'habituer les militant·es à la manipulation de la monnaie timbrée. Loin d'envisager pour cette monnaie une circulation continue, il voit la « grève monétaire » comme une action circonscrite dans le temps et reconductible, qui doit d'abord grandir avant de pouvoir porter de véritables fruits politiques. Blumenthal la décrit ainsi :

> Nous devrons commencer par faire produire des petits portefeuilles remplis d'échantillons de différents types de monnaie (c'est-à-dire de petite monnaie et de billets de 1, 10, 100 et 1000 Mk.) et qui contiennent un tableau du cours de la monnaie sous la forme d'un petit bloc détachable. Nous enverrons ces échantillons à tous les secrétariats ouvriers avec les explications correspondantes et les mettrons à disposition de tous les amis de nos efforts comme moyen d'instruction,
>
> Wir werden also zunächst damit zu beginnen haben, daß wir kleine Banknotentaschen herstellen lassen, welche mit Mustern der verschiedenen Geldarten (also mit Kleingeld und Scheinen zu 1,--, 10,--, 100,-- und 100,-- Mk.) gefüllt sind und auch zugleich in Form eines kleinen Abreißblockes die Kurstabelle für das Geld enthalten. Diese Muster werden wir allen Arbeitersekretariaten mit entsprechenden Erläuterungen senden und sie ebenso allen Freunden unserer Bestrebungen als

d’exercice et de propagande.

Ensuite, avec l'aide des organisations ouvrières existantes et de toutes les autres associations professionnelles qui y sont favorables, nous entreprendrons, si possible chaque année, une opération de grève monétaire.

Lors de ces opérations préparatoires, comme dans le cas d’une véritable grève monétaire, **le travail n’est en aucun cas interrompu ;** au contraire, il est poursuivi de la manière la plus intense possible. La monnaie de réforme[122] mise en circulation a en toute circonstance un effet stimulant sur le marché du travail. Mais le jour de la paie, les ouvriers se rendent aux comptoirs de leur fédération ou de leur syndicat et **échangent la monnaie qu'ils ont reçu contre de la monnaie de réforme**, pendant que leur argent est mis sous clé.

Belehrungs, Übungs- und Propaganda-Mittel zur Verfügung stellen.

Sodann werden wir mit Hilfe der bestehenden Arbeiterorganisationen und aller sonstigen Berufsvereinigungen, die dafür sind, möglichst jährlich ein Geldstreikmanöven unternehmen.

Bei diesen Manövern sowohl, wie auch im Ernstfalle des Geldstreikes wird also die **Arbeit keineswegs unterbrochen ;** es wird im Gegenteil möglichst intensiv weitergearbeitet. Das in den Verkehr gelangende Reformgeld wirkt ohnehin belebend auf den Arbeitsmarkt. Aber am Löhnungstage gehen die Arbeiter nach den Zahlstellen ihres Verbandes oder ihrer Gewerkschaft und **wechseln das Geld, welches sie erhalten haben, gegen Reformgeld um,** während ihr bisheriges Geld unter Verschluß genommen wird. (Blumenthal 1929 [1912], 20-21)

Cette « grève » devait avoir lieu un trimestre par an, de préférence entre octobre et décembre, car la circulation monétaire y est la plus importante, et la « monnaie de réforme » devait être mise en circulation de façon à éviter tant les risques de falsification que le conflit avec les lois en vigueur (1929 [1912], 21). Une *Physiokratische Geldzentrale* (« centrale monétaire physiocrate ») émet les moyens de paiement et dispose des sommes sous séquestre (*ibid.*, 22). La répétition de l’action doit permettre aux sommes en circulation de s’accroître, jusqu’à ce que la monnaie de réforme puisse tout à fait se substituer à la monnaie capitaliste (*ibid.,* 23). Lorsque les sommes en sa possession sont suffisamment importantes, la centrale monétaire peut passer à « l’attaque directe contre la citadelle de la monnaie-or », en demandant le change en métaux de l’ensemble des billets qui lui ont été confiés (*ibid.*, 25),

122 *Reformgeld*, ou « monnaie de réforme », est le nom utilisé pour la monnaie franche avant 1915.

espérant ainsi mettre la Reichsbank en grande difficulté. La centrale monétaire peut alors fondre le métal qui lui est confié, vendre le métal-argent et garder l'or pour procéder aux paiements internationaux le temps que la réforme monétaire soit déployée internationalement *(ibid.*, 26). La « grève monétaire » se présente ainsi comme une stratégie de la classe ouvrière afin d'obtenir la chute du système de l'étalon-or. On peut remarquer incidemment que Blumenthal peut être considéré, à l'aune de ce texte, comme le précurseur de nombreuses monnaies locales contemporaines, qui reposent elles aussi sur ce système de change avec séquestre de la monnaie. Il l'est en tout cas bien plus que Gesell, qui n'a jamais envisagé de réforme monétaire qu'à l'échelle nationale et internationale. Sa « grève monétaire » est cependant conçue comme une action limitée dans le temps, pour permettre l'acculturation à la monnaie gesellienne : au bout de quelque mois, celle-ci serait reconvertie en Marks, jusqu'au jour où l'action pourrait être menée de façon définitive : Blumenthal n'envisage ainsi pas vraiment la circulation à long terme de deux monnaies en parallèle l'une de l'autre. La « grève monétaire » reste une stratégie pour substituer, à terme, la monnaie gesellienne au Reichsmark.

Dans un texte publié en 1929, à l'occasion du décès de Blumenthal et de la réédition de certains de ses textes marquants, Hans Timm, dirigeant du FKB, revient sur la genèse de la Wära. Le nom, raconte-t-il, a été trouvé par lui-même, lors d'un après-midi de réflexion avec Silvio Gesell : « il faisait penser à *Ware* [marchandise], au rang desquelles la monnaie doit être rabaissée, et à *Währung* [monnaie] » (Timm 1929, 31). Timm présente son idée de concrétisation du *Geldstreik* à l'assemblée du FKB du 28 septembre 1925, à Chemnitz. Le nom Wära est adopté, un comité constitué pour dessiner les contours de l'expérience – qui voit le jour en juillet 1926 (ibid.)[123].

3.2. Wära, une expérience monétaire à grande échelle

L'expérience de la Wära n'est pas une transposition exacte de la méthode proposée par Blumenthal. La monnaie de Hans Timm est échangée, à 1 pour 1, contre des Reichsmark. Elle subit alors une fonte d'1 % par mois, soit 12 % par an, appliquée par timbres. Au bout d'un

123 On peut noter, en passant, que la Wära n'est pas la première monnaie à tenter d'appliquer la tactique de Blumenthal. On trouve un exemple d'une telle monnaie « fondante » dès début septembre 1923. En plein épisode hyperinflationniste, une société est créée par deux commerçants, J. Hansen et H. Duer, à Flensbourg, la troisième ville du Land de Schleswig-Holstein, à la frontière germano-danoise : la Goldmarkgesellschaft mbH. Cette société émet des billets de monnaie à dépréciation périodique (le tableau indiquant à la valeur du billet à une date donnée était imprimé sur le billet lui-même), libellés en dollar, et garantis par le Dr. Karl Polenske – l'un des deux collaborateurs de Gesell à Munich pendant l'épisode de la République des Conseils de Bavière. L'expérience est rapidement interrompue quand les billets sont confisqués par la police (Freisoziale Union Hamburg 1961).

an, le billet plein est échangé contre un billet neuf, d'une couleur différente (Bartsch 1994, 83). Échangée à un comptoir ou distribuée comme salaire, la Wära est ensuite dépensée auprès d'artisans ou de détaillants ; mais ceux-ci n'ont pas souvent l'opportunité de continuer à faire circuler les Wära auprès de leurs fournisseurs ou de leurs grossistes, qui n'acceptent cette monnaie que rarement : celle-ci est alors le plus souvent ré-échangée par les commerçant·es au comptoir de change. Pour atténuer ce problème, le réseau cherche à mettre en place un système « d'épargne et de virement », permettant aux personnes qui le souhaitent d'épargner leurs Wära sans subir la fonte ; un compte courant, qui subit quant à lui la fonte, permet de réaliser des paiements par virement (*Wära Handelsblatt* 1931f; *Wära Handelsblatt* 1931g).

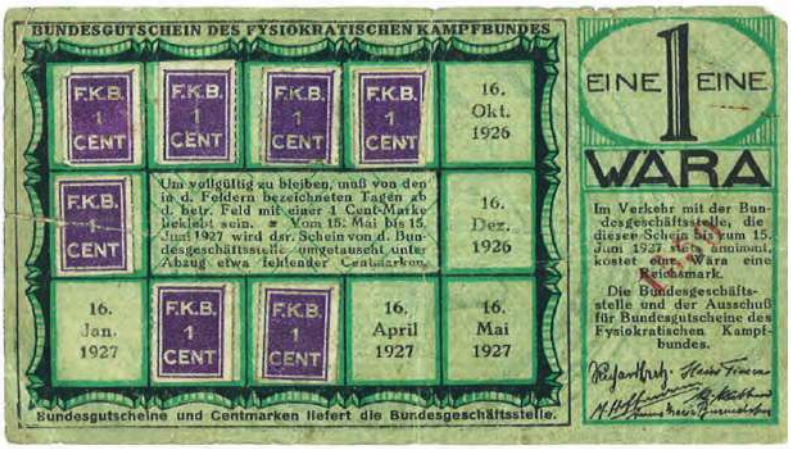


Figure 4: Billet de 1 Wära de 1927, reproduit d'après Million 2019, 55.
Taille originale: 120 x 75 mm

En mai 1929, on décompte au moins une quarantaine de commerces affiliés à Berlin et Oranienbourg, une trentaine à Hambourg et dans ses environs, une vingtaine à Cologne et ses environs, une dizaine dans la Ruhr (Dortmund, Düsseldorf, Essen), plusieurs autres à Stettin (en actuelle Pologne), Kiel, Schwerin, Eisenach, Ulm. Une Wära circule également de Suisse : on trouve à la même date au moins une vingtaine de commerces à Zurich, une trentaine à Bâle, quelques uns à Berne, Interlaken, Schaffhouse, ou dans le canton de Vaud (*Letzte Politik - Wära-Beilage* 1929a; *Letzte Politik - Wära-Beilage* 1929b). La mise en circulation d'une monnaie concurrente à la Wära, nommée Wara, par la *Selbsthilfe der Arbeit* d'Ernst Hunkel (voir plus haut) mène à l'unification des deux initiatives : celle-ci se déroule le 20 octobre 1929 à Erfurt, date de création de la *Wära-Tauschgesellschaft* (« Société d'échange Wära »), dominée par le FKB (*Letzte Politik* 1929). La *Tauschgesellschaft* se présente comme une initiative d'entraide entre artisans et petits commerces, et trouve un relais

efficace dans les cercles de la *Lebensreform*, qui forment un groupe de travail à part entière au sein de la société (*Wära Handelsblatt* 1931e).

Les krachs boursiers qui marquent le début de la Grand Dépression surviennent quelques jours seulement après la fondation de la *Wära-Tauschgesellschaft,* entre le 24 et le 29 octobre 1929. La dépression économique qui s'ensuit amène des entreprises plus éloignées des milieux franchistes à s'intéresser à la Wära. Le nombre des commerces affiliés continue de croître, et le réseau de s'étendre : en 1931, on trouve des commerces acceptant la Wära en Saxe, en Bade, en Thuringe, à Halle, Leipzig, Cassel, Nuremberg, Bielefeld, Flensbourg, dans de nouvelles villes de la Ruhr (Leverkusen, Wuppertal, Gelsenkirchen), en Frise orientale (Norden, Nordeney, Emden, Varel, Aurich) et dans d'autres villes encore (*Wära Handelsblatt* 1931d; *Wära Handelsblatt* 1931c; Onken 1983).

C'est l'initiative de Schwanenkirchen, dont il sera question en détail dans la prochaine sous-partie, qui vaut à la Wära son premier coup de projecteur national et international. Mais si elle est la plus connue des expériences allemandes, elle n'est en réalité pas aussi isolée que la littérature sur le sujet le laisse croire. La presse franchiste se fait ainsi l'écho d'autres réussites du mouvement, par exemple en Frise orientale : cette région qui borde la mer du Nord, proche de la frontière néerlandaise, a vu elle aussi un développement important de la circulation de la *Wära* : d'après l'édition suisse de la *Freiwirtschaftliche Zeitung*, qui a correspondu avec l'une des figures franchistes locales, le Dr. Nordwall, la Wära a connu une circulation étendue dans la ville de Norden et sur l'île de Nordeney, qui lui fait face. La monnaie franche y était acceptée non seulement par les épiciers, mais aussi par les grossistes et par les banques locales, et avait su convaincre la population locale de son utilité (*Freiwirtschaftliche Zeitung (CH)* 1931c; *Freiwirtschaftliche Zeitung (CH)* 1931b).

3.3. Le « miracle de Schwanenkirchen » : octobre 1930 – 30 octobre 1931

C'est en 1930 que commence l'expérience de Schwanenkirchen, qui représente un tournant pour le mouvement. Un ingénieur des mines bavarois, du nom de Max Hebecker y rachète pour 8 000 Mark en 1929 la mine dont il dirigeait l'exploitation, après que l'entreprise qui l'employait a fait faillite (Hebecker 1946a). Schwanenkirchen est une petite commune de Basse-Bavière, proche de la frontière tchèque et autrichienne et du cours du Danube. Franchiste depuis 1915 (Hebecker 1946a), l'ingénieur voit dans le recours à la Wära l'opportunité non seulement de sauver son entreprise, mais aussi de promouvoir l'économie

franche par l'exemple (Million 2019, 56). Il sollicite alors un prêt auprès de la *Wära-Tauschgesellschaft*.

Soucieuse de préserver sa liquidité, la *Tauschgesellschaft* décide de créer une société spécifique, le *Wära-Finanzierungs-Konsortium* (« Consortium de financement Wära »), qui se chargerait de financer l'opération en collectant de l'épargne. Le consortium est créée le 8 août 1930 à Leipzig (Million 2019, 56-57). Max Hebecker se voit accorder un prêt d'un montant de 50 000 Wära (*Freiwirtschaftliche Zeitung (CH)* 1931a), à la condition de payer en Wära une partie de ses salaires de ses ouvriers. Les 43 mineurs employés à Schwanenkirchen acceptent de recevoir deux tiers de leurs salaires en Wära, à condition de pouvoir se procurer de quoi subsister avec cette monnaie (Million 2019, 57). Devant le scepticisme des commerçants locaux, Hebecker ouvre alors lui-même un magasin, où il propose tout ce dont ses travailleurs ont besoin (Friedmann 1931), en se fournissant auprès d'entreprises de la région de Leipzig, Dresde et Halle, qui acceptaient les Wära en paiement (*Freiwirtschaftliche Zeitung (CH)* 1931a). Les commerces environnants ne tardent alors pas à surmonter leurs appréhensions et à accepter la Wära à leur tour : trois mois après son ouverture, Hebecker ferme son magasin. Un reportage de la *Süddeutsche Sonntagspost* de mars 1931 présente les témoignages de certains commerçants locaux, qui ne tarissent pas d'éloges sur le Wära et les gains de chiffre d'affaire qu'ils retirent de l'expérience. Hebecker confie quant à lui espérer, pour la fin de l'année 1931, que la fin de la construction d'une usine de briquettes de charbon lui permettra d'employer 150 personnes au sein de son entreprises ; il paye alors 90 % des salaires en Wära, et les 10 % restants en Reichsmark (Friedmann 1931). La circulation du Wära va jusqu'à s'étendre aux bourgs voisins de Hengersberg et Schöllnach, aux villages d'Iggensbach, Winzer, Waltersdorf, Niederalteich, Schwarzach (Hebecker 1946b), Auerbach, et jusqu'à la ville de Deggendorf (*Wära Handelsblatt* 1931c), pour constituer une « île-Wära dans la Forêt bavaroise ».

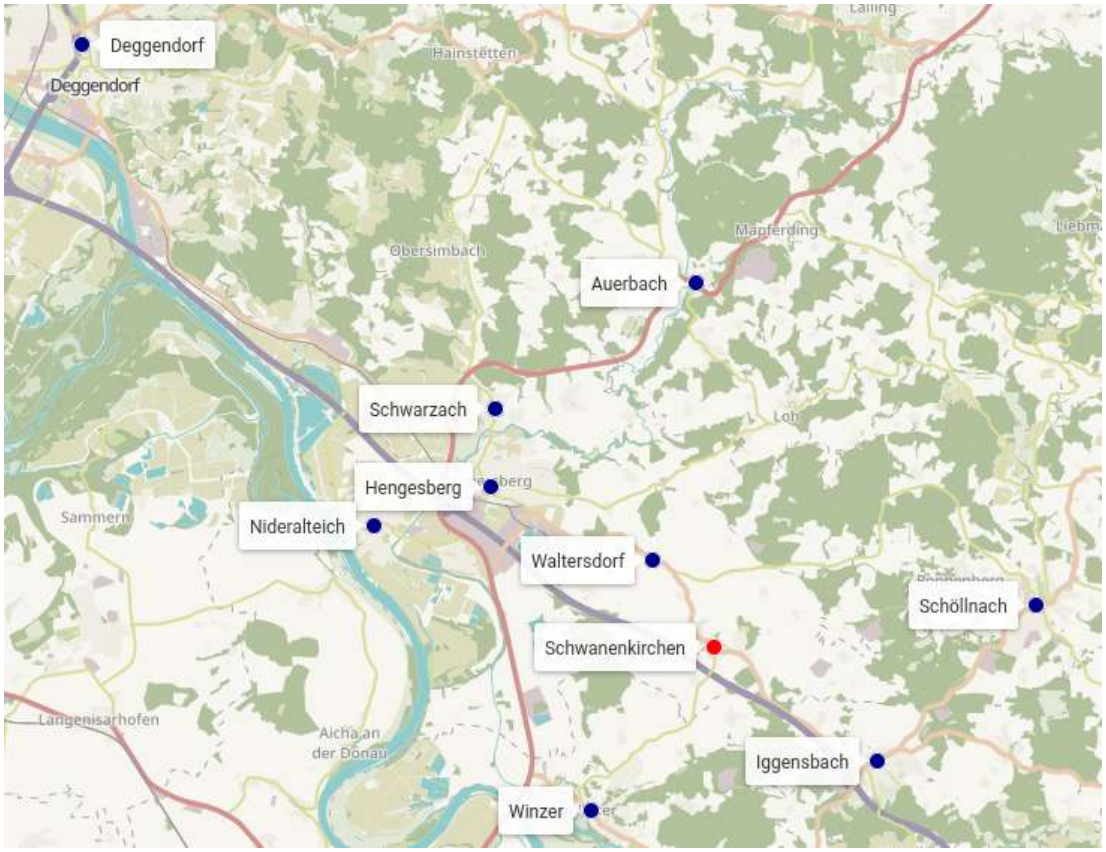


Figure 5: Les communes autour de Schwanenkirchen où la Wära circulait régulièrement. Carte élaborée par l'auteur (fond de carte contemporain).

Le reportage de la *Süddeutsche Sonntagspost* est un tournant pour l'expérience, qui reçoit dès lors une attention nationale et internationale : la légende du « Miracle de Schwanenkirchen » voit le jour. Au même moment, la situation du crédit et du secteur bancaire se dégrade encore en Allemagne : entre juin et août 1931, la Reichsbank décide d'augmenter ses taux d'intérêt de 5 à 15 %. La faillite d'une des principales banques allemandes, la banque Danat, crée une panique bancaire à la mi-juillet 1931 (Million 2019, 60). Au vu de la difficulté d'accéder au crédit et du ralentissement de l'activité économique, de plus en plus d'entreprises, et même des organisations de mineurs ou des municipalités envisagent de solliciter la *Wära-Tauschgesellschaft* (Million 2019, 60-61).

La Reichsbank, de son côté, s'intéresse à l'initiative de Hebecker dès le mois d'octobre 1930 (Million 2019, 61). Les autorités bavaroises, quant à elles, signalent l'expérience au ministère de l'économie du Reich, qui partage leur inquiétude face au danger que représenteraient les Wära et l'expérience de Schwanenkirchen pour la politique monétaire de l'État. Dans une lettre du 2 mai 1931, le ministère de l'économie du Reich préconise une

action rapide contre la *Wära-Tauschgesellschaft* et le *Fysiokratischer Kampfbund* (Million 2019, 63-64). L'affaire est portée par le gouvernement devant le tribunal de Deggendorf, qui le déboute le 18 août 1931, ne voyant dans les agissements de Hebecker aucune infraction aux lois en vigueur. Ce jugement est confirmé en appel le 29 octobre 1931. Mais sans attendre la décision de la cour d'appel, le président Hindenburg et le chancelier Brüning avaient promulgué, dès le 6 octobre, des décrets d'urgence *(Notverordnungen*), sur le fondement de l'article 48 de la Constitution de Weimar – lequel l'autorise, avec l'aval du président, à légiférer sans l'aval du Reichstag « lorsque la sûreté et l'ordre public sont gravement troublés ou compromis au sein du Reich »[124]. Ces décrets donnaient pouvoir au ministre des finances pour « interdire l'émission et la propagation de monnaies d'urgence [*Notgeld*] ainsi que toute préparation ou promotion de la circulation de monnaies d'urgence » et « définir ce qui est à regarder comme monnaie d'urgence au sens de ce décret » (*Wära Handelsblatt* 1931a). C'est chose faite au lendemain de la confirmation en appel de la légalité de la Wära : le ministre des finances, Hermann Dietrich, prend le 30 octobre 1931 un décret précisant la définition des monnaies d'urgence, pour y inclure « 3. Les certificats libellés dans une autre unité de compte que [le Reichsmark ou le Rentenmark], dès lors qu'ils sont destinés ou propres à être utilisés dans la circulation comme moyens de paiement ou d'échange (par exemple *les billets Wära*, les titres immobiliers, les bulletins de change) » (c'est moi qui souligne). Il y interdit la fabrication, l'émission, la transmission et l'acceptation des monnaies d'urgence, ainsi que le fait de se déclarer publiquement prêt à accepter en paiement des monnaies d'urgence. Les contrevenant·es sont passibles d'une amende de 10 000 Reichsmark (*Wära Handelsblatt* 1931b). Nommément ciblée dans le décret, la *Wära-Tauschgesellschaft* déclare poursuivre dans un premier temps ses activités, malgré la répression (*Wära Handelsblatt* 1931a). L'interdiction rend cependant les opérations de plus en plus difficiles, et tout progrès de l'initiative devient vite illusoire. La mine de Schwanenkirchen souffre quant à elle du désintérêt pour l'initiative, et éprouve des difficultés à se financer. Au bout de cinq ans de lutte, victime d'une tempête qui dégrade ses installations (Hebecker 1946a), elle fait à nouveau faillite, et ne peut rembourser le prêt que lui a consenti le *Wära-Finanzierungs-Konsortium* (Hebecker 1946b).

124 Brüning, issu du *Zentrum*, le parti centriste, ne pouvait pas s'appuyer sur le Reichstag, où son assise était fragile : pour retrouver des marges de manœuvre politiques, il avait dissout la chambre en septembre 1930, avec pour effet de voir le nombre de députés nazis passer de 14 à 107, et s'était vu contraint de former un gouvernement minoritaire avec l'appui du SPD.

Il est intéressant de noter que les autorités publiques allemandes comme la Reichsbank sont restées passives tant que la Wära était une simple monnaie de consommation : dès lors que la *Tauschgesellschaft* se met en mesure de financer les entreprises, il faut moins d'un an au gouvernement pour interdire en urgence l'initiative, y compris par des procédés dont la constitutionnalité peut être questionnée[125].

3.4. De Nice à Porto Alegre : une dépolitisation progressive

L'expérience de la Wära s'interrompt brutalement en Allemagne, suite à l'interdiction, par les autorités national-socialistes, de toutes les organisations et publications franchistes et physiocrates, au printemps 1933. D'autres expériences voient le jour, selon le même modèle d'une monnaie de consommation, émise par et pour les artisans et les petits commerçants ; mais à mesure que l'expérience essaime, elle est progressivement vidée de son contenu idéologique franchiste, qui fait place aux seuls intérêts des commerçants qui la mettent en circulation. A cet égard, il est significatif que les expériences des années 1950 en France soient portées par des militants poujadistes, *a priori* peu perméables aux discours révolutionnaires des physiocrates geselliens et aux projets de transformation économique des franchistes.

En France, comme on l'a mentionné plus haut, c'est Jean Barral, correspondant de longue date du mouvement franchiste qui reprend le flambeau allumé par la Wära. Accompagné de Marino-Bertil Issautier, il crée à Nice la *Mutuelle d'échange des Alpes-Maritimes* et la *Mutuelle nationale d'échange*, par décision du 10 novembre 1933, publiée au Journal Officiel du 7 décembre de la même année (Brugière 2012). Ces organismes sont supposés émettre une monnaie « estampillée », gagée sur le franc, subissant un taux de fonte de 1 % par mois et une prime de reconversion de 2 %, nommée « Valor ». Celle-ci circule entre 1934 et 1936 parmi les commerçants de Nice, Monaco et Beausoleil. Les commerces participants sont invités à convertir 10 à 20 % de leurs disponibilités en Valors.

Le 18 mars 1935, le commissariat de Beausoleil adresse un courrier à l'administration parisienne, avec copie au préfet des Alpes-Maritimes, pour attirer leur attention sur l'expérience. Le même jour, le directeur de la police d'État de Nice fait le même signalement au préfet. Il estime le nombre d'adhérents à Nice à 109 à Nice et à 200 dans le reste du

125 La constitution de la République de Weimar ne prévoyant pas de procédure de contrôle de la constitutionnalité des lois, aucune juridiction n'avait compétence pour connaître des litiges concernant une mesure législative, malgré les griefs des franchistes (*Wära Handelsblatt* 1931a).

département des Alpes-Maritimes, essentiellement des petits et moyens commerçants. En réponse, le ministre de l'intérieur demande, le 26 juillet 1935, au préfet des Alpes-Maritimes de mettre un terme à la circulation des Valors dans son département : la Mutuelle nationale d'échange, dit-il, « s'arroge un droit qui rentre exclusivement dans les prérogatives de l'État souverain » (Brugière 2012). Après avis du procureur général près la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, le ministre confirme son instruction, et demande au préfet d'enjoindre la mutuelle au retrait des Valors. Le préfet informe le ministre par courrier du 26 mars 1936 que les billets ont été retirés de la circulation – bien qu'il semblerait, d'après Brugière, qu'une circulation ait perduré jusqu'à l'été 1936. A Monaco, la chronologie des évènements n'est pas connue avec précision : le gouvernement monégasque avait autorisé le 3 juin 1935 M. Salomon Soriano, bijoutier à Monte-Carlo, à émettre des Valors dans la principauté sous sa propre responsabilité (Brugière 2012). On ne sait pas quand ni comment cette autorisation a été révoquée.

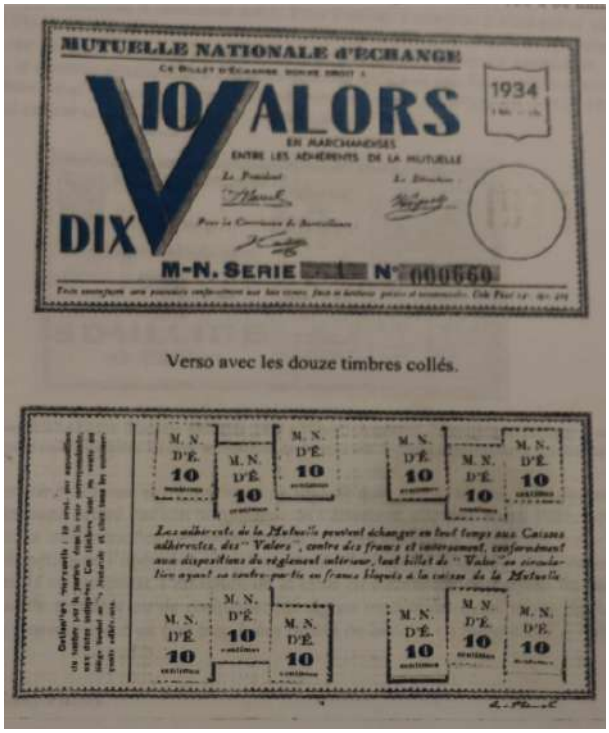


Figure 6: Billet de 10 Valors de 1934 émis par la Mutuelle nationale d'échanges. Photographié au sein de l'Archiv für Ged- und Bodenreform (Brugière 2012).

Il faut attendre 1956 pour voir réapparaître une expérience comparable en France : elle verra le franchisme converger avec le mouvement poujadiste. Le 12 avril 1956, Pierre Tournadre, horloger, et Georges Lardeau, cinéaste, créent l'Association des commerçants et artisans de Lignières, dans le Berry. Ses statuts prévoient la création de la « Commune libre

de Lignières-en-Berry ». Cet évènement est signalé dans le journal *Fraternité Française* (Spier 1961, 8-9), l'organe de presse de l'Union de Défense des Commerçants et des Artisans (UDCA), association créée en 1953 par Pierre Poujade. L'objectif initial de l'opération est de nommer des « citoyens d'honneur » de la commune libre, afin de participer à sa notoriété et d'y attirer de la clientèle ; mais devant l'échec de l'opération, Tournadre et Lardeau changent de stratégie et commencent à distribuer gratuitement des bons d'achat utilisables dans les commerces de la commune. L'opération, là encore, échoue, car les personnes qui les recevaient avaient tendance à les accumuler plutôt que de les dépenser (Spier 1961, 10; Laacher 1998). Renseigné sur l'expérience par le biais de *Fraternité française*, Salomon Soriano prend contact avec Lardeau et Tournadre, et séjourne trois mois à Lignières. En août 1956, les nouveaux Bons d'achat (BA) entrent en circulation : il s'agit d'une monnaie timbrée, gagée sur le franc, dont le taux de fonte mensuel est d'1 % et dont la reconversion coûte 2 % de la valeur faciale. Le mouvement franchiste (Fritz Schwarz, Félix Swinné, Marino-Bertil Issautier, Max Albrecht) ne manque pas de se saisir de l'évènement, de se rendre sur place et d'adresser aux nouveaux expérimentateurs toute la littérature pertinente (Spier 1961, 13).



Figure 7: Bon d'Achat de 500 francs de 1957 émis par la Commune libre de Lignières-en-Berry (recto). Photographie prise au sein du Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (Spier1961)

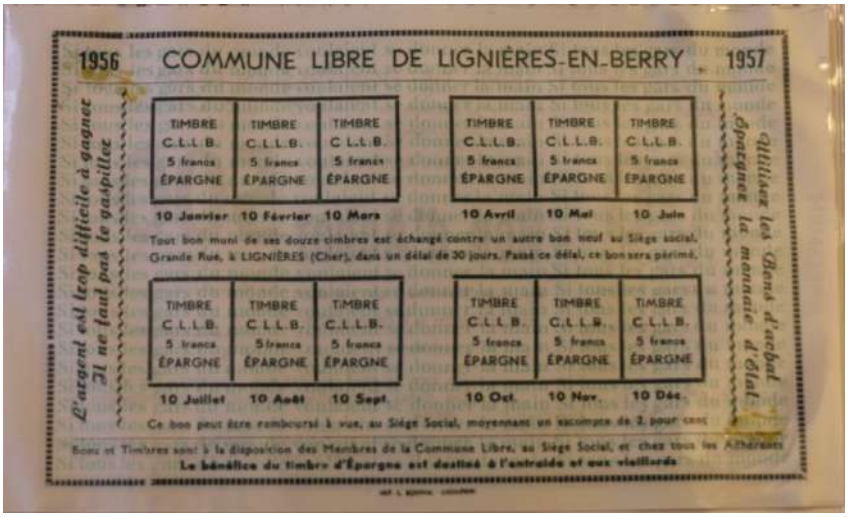


Figure 8: Bon d'Achat de 500 francs de 1957 émis par la Commune libre de Lignières-en-Berry (verso). Photographie prise au sein du Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (Spier1961)

Afin d'intéresser les salarié·es au dispositif, la Commune libre de Lignières leur propose, à partir d'avril 1957, une bonification de 5 % sur le change de franc en BA (Spier 1961, 15). Entre août 1956 et décembre 1957, c'est en moyenne l'équivalent en BA de 50 000 francs qui circule dans la commune. Devant la notoriété de l'expérience, le gouvernement de Guy Mollet dépose une proposition de loi en octobre 1956, visant à interdire, sous peine de prison ou d'amende, « la souscription, l'émission ou la mise en circulation de moyens de paiement ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les signes monétaires ayant cours légal » (Spier 1961, 17). Faute de majorité parlementaire pour le texte, il entre en vigueur sous forme d'ordonnance le 24 décembre 1958, sur le fondement de la nouvelle Constitution de la Vème République, adoptée en octobre. Les nouvelles dispositions juridiques ne mettent pas un terme, d'après Spier, à l'expérience (*loc.cit*).

Fin décembre 1957, Georges Lardeau participe à une réunion départementale de l'UDCA à Saintes, en Charente-Maritime, afin d'y présenter l'expérience de Lignières. Enthousiastes, des militant·es originaires de la commune de Marans, dans le nord du département, proposent le système aux commerçants de la commune. Le 21 mars 1958, une association « des commerçants, artisans, cultivateurs et salariés de la ville de Marans », en Charente-Maritime, est déclarée, afin d'émettre une monnaie timbrée sur le modèle de celle de Lignières. Le premier BA est émis le 2 août 1958. Sur 120 commerçants de la commune, 84 participent à l'expérience. Les affaires sont si bonnes que l'avantage accordé aux salarié·es, d'abord fixé à 5 % comme à Lignières, est porté à 10 %, calculés sur la moyenne mensuelle des bons échangés pendant six mois. D'après les statuts de l'association, les

particuliers pouvaient également bénéficier d'un timbrage gratuit au comptoir de change (Spier 1961, 22). L'expérience s'interrompt en octobre 1959, afin, d'après Spier, de « tirer les enseignements pratiques » de l'expérience, des dysfonctionnements étant apparus (1961, 27). A cette date, la somme reçue en contrepartie des bons émis dépassait les deux millions de francs (Spier 1961, 23).

Mais ce n'est pas qu'en Charente que l'expérience de Lignières fait des émules : Georges Rosier, commerçant français établi à Porto Alegre, au Brésil, prend connaissance de l'expérience par le biais d'un article paru dans Paris Match le 31 mai 1958 (Spier 1961, 30). Le 27 octobre 1958, il fonde l'Orecopa (*Organização Econômica Pórtoalegrense*, « organisation économique de Porto Alegre »), qui émettra des « cautelas de compra », ou bons d'achat. L'administration brésilienne, consultée, donne son accord à l'opération. Elle démarre le 3 novembre 1959, et offre elle aussi 10 % de bonification lors du change. Un supermarché coopératif est créé, et des efforts sont faits pour boucler le circuit commercial, ce qui faisait défaut à Lignières et Marans, et a mené, comme ailleurs, à l'accumulation des BA dans les commerces de détail, qui manquaient de débouchés pour les dépenser. Les détails concernant la fin de l'expérience ne sont pas connus.

-



Figure 9: Cautela de compra de 50 cruzeiros de 1960 émis par l'Orecopa (recto). Photographie prise au sein du Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (Spier 1961)

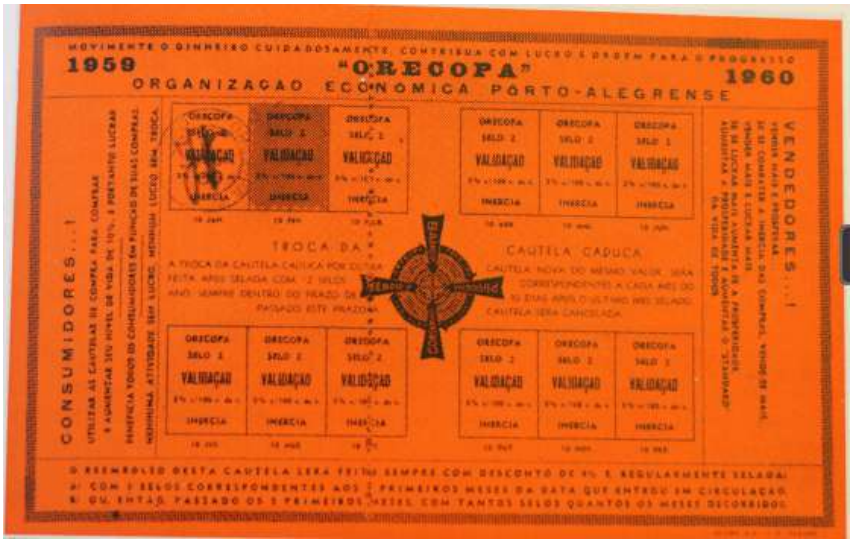


Figure 10: Cautela de compra de 50 cruzeiros de 1960 émis par l'Orecopa (verso). Photographie prise au sein du Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (Spier 1961)

4. Le temps des monnaies communales : l'expérience de Wörgl

Initiée par le FKB, l'initiative Wära était portée avant tout par des particuliers, des artisans et des commerçants, sur le fondement – d'abord, tout au moins – d'une politisation franchiste. L'expérience de Schwanenkirchen et sa médiatisation font passer le mouvement dans une autre dimension : l'efficacité contre la crise de la « monnaie fondante » (*Schwundgeld*), comme on la nomme désormais dans la presse, paraît désormais démontrée. Ce ne sont alors plus seulement des entreprises, mais aussi des communes qui s'intéressent à cet instrument – avec l'avantage certain que les autorités publiques, disposant du levier fiscal, sont en mesure de résoudre l'une des principales difficultés auxquelles sont confrontés les commerçants : l'absence d'opportunité de dépense pour les détaillants, qui se voient souvent obligés de reconvertir leur monnaie. La première commune à adopter officiellement la monnaie fondante comme moyen de lutte contre la dépression économique et le chômage est la commune tyrolienne de Wörgl, en Autriche, dont l'expérience connaît un retentissement plus fort encore que celle de Schwanenkirchen (4.1.). De nombreuses communes autrichiennes cherchent à reproduire l'expérience, qui trouve un certain écho en Europe (4.2.), mais aussi aux États-Unis : Irving Fisher se fait en effet, au début des années 1930, l'avocat déterminé des monnaies timbrées devant le Congrès des États-Unis et auprès des communes et des administrations locales de son pays (4.3.). Là encore, le projet politique gesellien passe

rapidement au second plan face à l'enjeu de lutte contre les conséquences de la crise économique.

4.1. Le « miracle de Wörgl » : 8 juillet 1932 – 10 septembre 1933

Proche de la frontière bavaroise, la commune de Wörgl est située à l'intersection de deux axes ferroviaires majeurs, la ligne Innsbruck-Vienne et la ligne Trieste-Munich. En 1932, elle compte environ 4 200 habitant·es – parmi ell·eux, 400 chômeur·euses, et 1 500 dans son bassin d'emploi, qui comprend une brasserie, une usine de ciment et une usine de cellulose, toutes durement touchées par la crise (Unterguggenberger 1934b; Onken 1983). Parmi les chômeur·euses de Wörgl, la moitié au moins n'a plus droit à l'assurance chômage fédérale, et relève de l'aide aux pauvres de la commune, ce qui pèse lourdement sur ses comptes (Hornung 1934, 7). Le maire social-démocrate de la commune, un ancien employé de chemin de fer du nom de Michael Unterguggenberger, a été élu en 1931 ; il est, comme Hebecker, un fervent adepte des théories de Gesell (Bourdet 1933; Unterguggenberger 1933). Il a lu dans la presse les récits de l'expérience de Schwanenkirchen, et échangé avec Max Hebecker par courrier. Pour sortir sa commune de la crise, il propose au conseil municipal et au comité d'action sociale de la ville un plan d'« aide de crise » (*Nothilfe*) inspiré de la Wära. Le plan prévoit l'émission, par le comité d'action social de la commune, de « billets-certificats de travail » (*Arbeitsbestätigungscheine,* ABSch.) timbrés. Ils sont émis sous la forme de billets de 1, 5 et 10 Schilling, portant l'inscription « Er lindert die Not, Gibt Arbeit und Brot ! » - « Il soulage la misère, donne travail et pain ! », une phrase qui deviendra un slogan du mouvement franchiste autrichien. Les ABSch. ne sont valides qu'à condition qu'y soit apposé, au début de chaque mois, un timbre représentant 1 % de leur valeur faciale. Les revenus générés par la vente des timbres (ou « Notabgabe », contribution de secours) sont versés dans un fond d'aide sociale. Les billets sont obtenus par la commune ou par des personnes privées en échange de Schilling autrichiens, lesquels sont placés sous séquestre. La reconversion est possible, avec une retenue de 2 % de la somme reconvertie (c'est le « Arbeitsbeschaffungsbeitrag », la contribution à la création d'emplois) : d'après le maire, l'effet ainsi recherché est de décourager la reconversion en Schilling afin que les dépenses aient lieu dans la commune et stimulent son économie, en plus de permettre de financer de nouvelles dépenses. Le but poursuivi par l'introduction de cette monnaie est la stimulation de l'activité économique de la commune par l'accélération de la vitesse de circulation de la monnaie (Unterguggenberger 1932).

Le comité d'action sociale de Wörgl accepte le plan à l'unanimité le 5 juillet 1932, et le conseil municipal le 8 juillet, à l'unanimité transpartisane également, huit mois après l'interdiction des monnaies d'urgence en Allemagne. La résolution adoptée par le conseil municipal mentionne que « sur le domaine de la commune de Wörgl, la monnaie à circulation lente de la Banque nationale d'Autriche doit être remplacée par un autre moyen d'échange doté d'une vitesse de circulation plus rapide » (Hornung 1934, 8). La commune paye dès lors les salaires de ses ouvriers et employés, ses factures et ses aides sociales en ABSch. La participation au système est facultative, mais la mairie ne se voit opposer aucun refus ; tous les magasins locaux acceptent également de recevoir les ABSch. en paiement, et la commune les accepte pour le paiement des impôts, taxes, loyers, et des services publics (*loc.cit*). La caisse Raiffeisen locale adopte elle aussi les ABSch., les accepte en dépôt et octroie des crédits.



Figure 11: Un ABSchein de 5 Schilling. Photographie prise au sein de l'Archiv für Geld- und Bodenreform, dossier Hans Klabunde.

Dès le mois d'août 1932, la commune lance des travaux publics sur la maison communale, les routes et ponts, l'éclairage public et le patrimoine de la commune (Unterguggenberger 1934b), en rémunérant les ouvrier·es en ABSch. : de 20 en 1932, le nombre de personnes employées sera porté à 120 en 1933 (Unterguggenberger 1934a; 1936). Dès la mise en circulation, les paiements d'arriérés fiscaux sont multipliés par huit par rapport à l'année 1931 (Unterguggenberger 1932), les recettes fiscales de la commune augmentent sensiblement, ainsi que la consommation dans les commerces locaux. Le journaliste français Claude Bourdet, attiré par la couverture médiatique tantôt flatteuse, tantôt critique reçue par

l'expérience dans les journaux autrichiens, suisses et allemands, se rend sur place en août 1933, un an après le début de l'expérience, et témoigne :

> On doit reconnaître, sans parti pris, que l'effet tient du miracle. Les rues si tristement réputées[126] ressemblent maintenant à des autostrades. La mairie, gaie, pimpante, refaite à neuf, a l'air d'un chalet-boîte à musique où l'on aurait mis des géraniums. Un nouveau pont en ciment armé porte orgueilleusement l'inscription : « Construit en 1933 avec de l'argent libre[127]. » Partout, on voit des lampadaires globuleux analogues à ceux de la « rue » Silvio-Gesell. Le petit saint du village lui-même a bénéficié des attentions d'un maire socialiste : on lui a fait une niche à la Le Corbusier. Les travailleurs que l'on rencontre sur de nombreux chantiers sont tous des partisans fanatiques de l'« argent fondant ». Je suis allé dans les magasins : on accepte partout la « monnaie de secours » au même titre que la monnaie officielle. Les prix n'ont jamais monté. (Bourdet 1933)

La commune n'échappe pourtant pas à la surveillance des autorités publiques. Le 22 juillet 1932, le gouvernement du Land du Tyrol demande à la commune de Wörgl un rapport sur la situation. Suite à une enquête, l'administration du district de Kufstein, dont relève la commune de Wörgl, conclut le 9 août au caractère bénéfique de l'expérimentation, qui doit être, selon elle, encouragée (Bürgermeisteramt der Marktgemeinde Wörgl/Tirol 1933). Le gouvernement fédéral autrichien ne partage cependant pas cet avis, et considère que l'émission de billets par la commune de Wörgl constitue une violation de l'article 122 de la loi du 14 novembre 1922 portant statuts de la Banque nationale d'Autriche, qui garantit son privilège d'émission. Le 5 janvier 1933, l'administration du district de Kufstein prononce l'annulation de la décision du conseil municipal de Wörgl du 5 juillet 1932. Le recours de la commune auprès du gouvernement du Tyrol est rejeté le 22 février 1933 : tout en maintenant la circulation des ABSch. sur son territoire, Wörgl cherche alors à faire annuler la décision par les tribunaux administratifs, tout en plaidant sa cause auprès du ministère fédéral des finances (Bürgermeisteramt der Marktgemeinde Wörgl/Tirol 1933). Sa requête reste sans réponse, et la Cour administrative, la plus haute juridiction administrative du pays, rejette son recours le 18 novembre 1933. A cette date, la commune s'était déjà résolue, le 10 septembre 1933, à retirer les billets de la circulation.

126 D'après le maire M. Unterguggenberger, un poème satyrique avait été écrit sur un mur de la ville : « Das grösste aller Laster/Ist, Wörgl, dein Strassenpflaster » - Le plus grand des maux, Wörgl, c'est le pavage de tes rues… (Unterguggenberger 1934a)

127 Traduction littérale de *Freigeld*, monnaie franche.

Le bilan tiré par le maire est extrêmement positif, et ce n'est qu'à regret qu'il interrompt l'expérience. La masse monétaire d'ABSch. ayant effectivement circulé pendant la durée de l'expérience correspond, en moyenne, à environ 12 000 Schilling. La commune parvient à accroître ses recettes fiscales de 1932 par rapport à 1931, de 17 751 Schilling d'après Michael Unterguggenberger, une somme évaluée à 22 064 Schilling dans l'étude rédigée par Alfred Hornung (1934, 32), soit environ 60 % d'augmentation par rapport à l'exercice précédent ; cette hausse est d'autant plus remarquable qu'elle survient dans un contexte de diminution généralisée des recettes fiscales sur la même période dans les communes avoisinantes, au niveau du Land et de l'État. Le maire souligne qu'en l'absence de hausse d'impôts, cette hausse est entièrement imputable à une augmentation de la vitesse de la circulation de la monnaie. Sur les 83 000 Schilling d'arriérés fiscaux, 79 410 remboursés sont remboursés au cours de l'année 1932, soit 26 289 Schilling de recettes de plus que l'année précédente à ce poste (Unterguggenberger 1933). La commune a en outre pu engager des travaux publics « d'urgence » pour un montant de 103 497 Schilling en 1932 et de 109 454 Schilling en 1933 (Unterguggenberger 1934b) – comme préfigurant, à l'échelle communale, le New Deal du président Roosevelt, élu le mois même du début de l'expérience de Wörgl. La vente des timbres permettant la fonte des billets, et la taxe sur la reconversion, ramènent quant à elles 2 000 Schilling dans les caisses de la commune. L'impression des billets et des timbres ayant coûté environ 400 Schilling, ce sont 1 600 Schilling qui sont affectés à l'aide aux démuni·es (Hornung 1934, 33).

Première expérience d'émission de monnaie fondante par une autorité publique, l'expérience de Wörgl peut-elle être vue comme la validation par l'exemple des théories monétaires de Gesell, comme le voudraient certains franchistes ? Bien que la circulation de la monnaie fondante ait indéniablement dynamisé l'économie locale, il n'est pas certain que cette conclusion puisse en être tirée. Comme le souligne Hornung, le surplus notable de recettes communales est sans doute en partie imputable au fait que les organisations acceptant les ABSch. en paiement n'étaient pas nombreuses : en l'absence de possibilité de dépenser cette monnaie hors de la commune (sauf à subir la taxe de 2 % sur la reconversion), le paiement des arriérés fiscaux et des impôts (parfois réglés d'avance) représentait l'une des principales opportunités de dépense des ABSch. La dette importante des administré·es envers la commune a ainsi transformé les ABSch. en une monnaie fiscale à circulation rapide. L'expérience de Wörgl et celle de Schwanenkirchen sont ainsi très différentes : la Wära était une monnaie conçue pour circuler entre entreprises et particuliers ; les ABSch. sont quant à

eux constamment remis en circulation par la municipalité via la dépense publique, et leur circulation est dynamisée par les montants importants d'arriérés fiscaux et les augmentations d'impôts que connaît la commune entre 1931 et 1932. Wära comme ABSch., en outre, partagent des caractéristiques qui les éloignent beaucoup des propositions de réforme monétaire de Gesell. D'une part, leur dynamisme vient en partie du fait que leur espace de circulation est restreint, alors que la circulation du *Freigeld* gesellien n'est jamais envisagée par l'auteur autrement qu'à l'échelle nationale, comme monnaie ayant cours légal. D'autre part, l'autre caractéristique principale de la monnaie franche – l'émission en fonction d'un indice de stabilité des prix – ne trouve évidemment pas de sens à l'échelle locale, et ne peut donc pas être testée dans le cadre d'une expérience comme celles que nous avons décrites. Reste que ces expérimentations, leur indéniable succès et leur écho médiatique ont, pour un temps, fortement renforcé la dynamique du mouvement franchiste.

4.2. Les suites de l'expérience de Wörgl

4.2.1. Le mouvement des communes autrichiennes

La couverture médiatique de l'expérience de Wörgl est plus forte encore que celle de Schwanenkirchen : Wörgl, dit Bourdet, s'est transformée en « Mecque » pour les partisans de l'économie franche : un « lieu de pèlerinage pour tous les « économistes libres »[128] du monde entier ». En Autriche, l'écho de l'expérience inspire d'autres maires touchés par la crise, et la nouvelle du litige en cours avec l'administration ne suffit pas à les décourager. Le 5 mai 1933, le conseil municipal de la commune de Liezen, en Styrie, décide d'introduire, à Liezen et dans sa région, une monnaie fondante sur le modèle de Wörgl. L'émission commence le 1er juillet 1933 ; des travaux publics sont immédiatement entrepris. Les autorités du district de Liezen interdisent l'émission le 22 août 1933 (Sarlay 1947). En juin de la même année, de retour d'un séjour d'étude à Wörgl (Hackl 1934), Hermann Hackl, maire de la commune de Lilienfeld, en Basse-Autriche, convie les maires de onze communes environnantes afin de discuter de l'introduction d'une monnaie fondante dans le canton. Le 22 juin 1933, les douze édiles décident à l'unanimité de la création d'une association nommée « Selbsthilfe » (« Entraide »), dont la fonction sera l'émission d'« Einkaufsbriefe » (« lettres d'achat »), dotées d'un taux de fonte de 1 % par mois et d'une contribution de 2 % pour toute reconversion (Marktgemeinde Lilienfeld 1933). Hackl pense pouvoir jouer d'une faille juridique en ne faisant circuler les billets qu'entre les membres de l'association (*Geld und*

128 Traduction littérale de l'expression « Freiwirtschaftler », traduite dans ce travail par « franchiste ».

Arbeit 1933; Hackl 1934). Celle-ci est créée le 22 août 1933. L'émission commence début septembre 1933 : les employés de la commune sont payés à 90 % en Einkaufsbriefe, ceux de l'usine à 50 %. Les premiers travaux publics étaient sur le point de commencer quand les autorités du district de St. Pölten interdisent la poursuite de l'expérience, le 9 novembre 1933. Les recours introduits par la commune restent sans réponse ; les sources disponibles n'indiquent pas si l'expérience a été interrompue avant février 1934 (Hackl 1934).

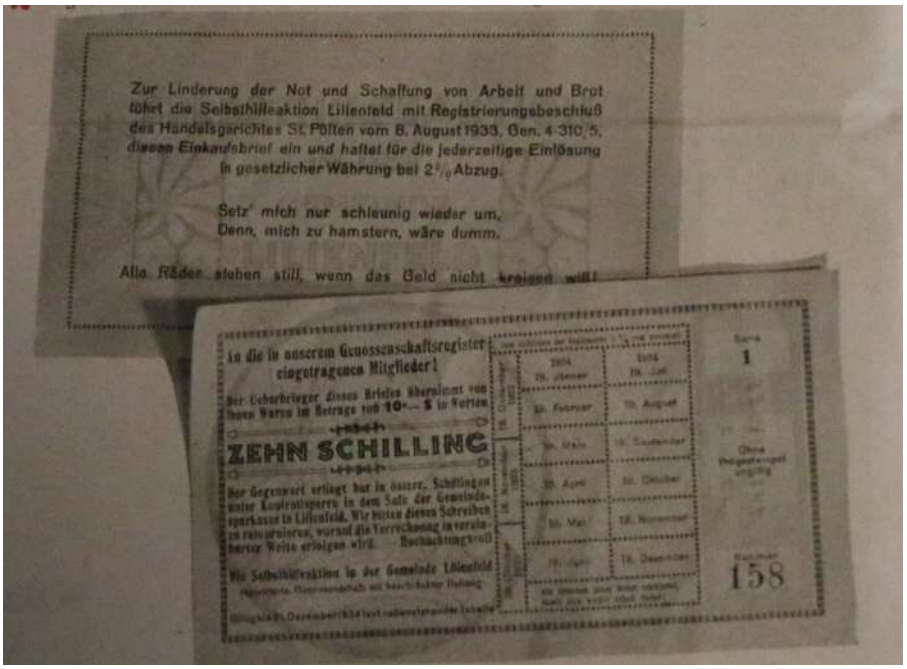


Figure 12: "Einkaufsbriefe" de Lilienfeld, reproduites dans le mensuel suisse "Geld und Arbeit" en novembre 1933. Photographie prise au sein de l'Archiv für Geld- und Bodenreform, dossier Hans Klabunde.

Le 15 juillet 1933, plus de 140 maires autrichiens se retrouvent à Vienne à l'initiative du « comité d'action Wörgl », afin d'échanger sur l'utilisation de la monnaie fondante comme outil face à la crise qu'ils traversent (*Freiwirtschaftliche Zeitung* 1933). Une organisation est créée, le *Zentralverband der Selbsthilfe-Aktionen Österreichs « Pro Austria »* (« Association centrale des actions d'entraide d'Autriche '*Pro Austria*' »), présidée par le maire de Lilienfeld, Hermann Hackl. L'association devait émettre des billets de monnaie fondante pour le compte des communes affiliées, afin de renforcer son effet (Zwinger 1933). Malgré les risques juridiques, et l'échec de la tentative de trouver un terrain d'entente avec l'administration (Marktgemeinde Liezen 1933) d'autres communes se joignent encore au mouvement (Hall, Schwaz et Wattens dans le Tyrol, Rottenmann en Styrie (*Freiwirtschaftliche Zeitung* 1933); les villes de Linz et St. Pölten auraient aussi eu de tels projets.). Peu de choses sont connues sur ces expériences, si elles se sont concrétisées.

Toute possibilité d'expérimentation monétaire disparaît brutalement en Autriche en février 1934. Du 14 au 18 février, des affrontements meurtriers opposent le parti social-démocrate et ses alliés au le gouvernement conservateur-fasciste du chancelier Dollfuß, appuyé par l'armée. Dollfuß avait déjà, un an auparavant, le 4 mars 1933, dissout le Parlement autrichien sans convoquer de nouvelles élections. Au cours de cet épisode, resté célèbre comme la « guerre civile autrichienne », Dollfuß écrase le mouvement socialiste ; les maires sociaux-démocrates sont par la suite démis de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement.

4.2.2. Un écho européen…

L'écho de l'expérience de Wörgl, on l'a dit, amène de nombreux·ses journalistes, universitaires et personnalités à faire le déplacement jusqu'à Wörgl. L'article de Claude Bourdet dans *L'Illustration* suscite un certain intérêt en France, où les premiers articles universitaires consacrés à la monnaie fondante et aux idées franchistes sont publiés (von Muralt 1934; Baudin 1936). Interpellé par l'article de Bourdet, Edouard Daladier, député, ancien Président du Conseil[129] et figure du Parti radical socialiste, se rend à Wörgl en 1934 et s'entretient « longuement » avec le maire déchu, M. Unterguggenberger (*L'information sociale* 1934a). Il rend compte de sa visite lors du congrès du Parti radical à Nantes, en octobre 1934, en des termes élogieux. Critiquant d'abord la loi Poincaré de 1928, qui fonde l'émission des francs sur l'or plutôt que sur les besoins du commerce, Daladier appelle à « rendre à la monnaie sa véritable place », et signale les expérimentations en cours aux Etats-Unis avec l'aval d'Irving Fisher (voir plus bas). Après avoir décrit l'expérience de Wörgl, il commente :

> Pour le reste, on dit à Woergl que l'épargne sous forme de billets, de monnaie, appartient à une période de civilisation qui est passée. *(Mouvement.)* Si légitime que soit l'épargne, si utile qu'elle soit pour l'homme qui a besoin de s'assurer contre les risques de la vie, nous entrons, disent les partisans de ce système, dans une période où nous allons voir se succéder une série de phénomènes qui se dérouleront tous au détriment de la richesse acquise et au profit de la richesse en formation. *(Applaudissements.)* (*L'information sociale* 1934a)

Une partie de la presse française réagit vivement à cette première mention, par un responsable politique français de premier plan, de la « monnaie fondante », en la qualifiant de « rêveries

129 Il le sera à nouveau d'avril 1938 à mars 1940.

étranges », de « fantasmagories », d'« illusions » « effarantes » qui précipiteraient le pays dans le « chaos », le « néant » et « l'enfer communiste »[130] (*L'information sociale* 1934b). D'autres compte-rendus sont plus cléments, mais l'idée d'une monnaie « fondante » n'est pas réellement prise au sérieux, et tombe rapidement dans l'oubli. Des membres du Parti radical-socialiste redécouvriront après guerre l'idée de monnaie franche (Meunier 1959) et s'en feront les promoteurs, sans que ce mouvement ne prenne une ampleur réelle[131].

Des tentatives de suivre l'exemple de Wörgl voient le jour ailleurs en Europe : c'est le cas des communes de Triesen, au Liechtenstein, de Bienne et Hofstetten bei Brienz, dans le canton de Berne en Suisse. En Suisse toujours, des communes du canton de Lucerne adressent une demande à l'administration afin d'obtenir l'autorisation de mettre en place une monnaie fondante à l'échelle communale, qui leur est refusée. Michael Unterguggenberger se voit quant à lui interdire l'entrée sur le territoire suisse, sans doute par crainte d'une contagion de ses idées (Werner 1987, 52-53). En Tchécoslovaquie, les communes de Bílovec (Klabunde 1947) et Dvorce en Moravie, et celle d'Odry en Silésie (Horna 1938) envisagent de mettre en circulation une monnaie timbrée, avant d'y renoncer, de peur des représailles juridiques. La ville de Tallinn, en Estonie, étudie elle aussi, en juin 1934, l'introduction d'une monnaie timbrée afin de lutter contre le chômage et de rémunérer ses fonctionnaires (*Kölnische Zeitung* 1934b), mais elle y renonce sous la pression des autorités nationales (*Kölnische Zeitung* 1934a).

4.3. … et mondial : Irving Fisher, des *Stamp scrips* au Congrès des États-Unis

Ce n'est pas seulement en Europe que l'expérience de Wörgl fait des émules : un autre développement majeur de cette expérience est la promotion, par l'économiste américain Irving Fisher, de la monnaie timbrée, devant le Congrès américain et à l'échelle locale, ce qui aboutira à son expérimentation dans plus d'une centaine de communes états-uniennes. Fisher n'est pas un inconnu pour le mouvement franchiste, qui voit en lui l'un des principaux défenseur des idées qu'il cherche à promouvoir : remise en question de l'étalon-or, gestion rationnelle de la masse monétaire en fonction d'un indice de prix, défense de la stabilité de la monnaie et dénonciation de l'« illusion monétaire »… Sollicité à de nombreuses reprises au cours des années 1920, notamment par Gesell, qui espère de sa part une préface pour l'édition

130 Le journal conservateur *Le Temps* titre son compte-rendu du discours de Daladier « La folle du logis ».
131 Il est intéressant de noter que les franchistes allemands se doteront après la Seconde guerre mondiale d'un parti nommé « Radikal-soziale Freiheitspartei », ou « Parti radical-social de la liberté ».

anglophone de *L'Ordre économique naturel*, Fisher garde cependant ses distances avec le mouvement (voir ch. 9). La violence de la crise de 1929 et la recherche des moyens permettant d'en sortir lui fera changer de regard sur les geselliens et les méthodes qu'ils proposent.

Un élément décisif de ce changement de pied, outre la sévérité de la crise, est la rencontre de Fisher avec un militant franchiste émigré d'Allemagne et résidant à New York, Hans Cohrssen. Cohrssen fréquentait assidûment la bibliothèque de la *Stable Money Association*, l'association créée par Fisher en 1921 pour promouvoir certaines de ses propositions de réforme monétaire. Après le décès du bibliothécaire et la fermeture de la bibliothèque, il entre en contact avec Fisher une première fois, afin de récupérer certains ouvrages (Million 2019, 3). Suite à la parution d'un article dans le *New York Times* évoquant le soutien de Fisher au plan d'émission de monnaie timbrée d'un businessman du Wisconsin, Earl S. Barker (Million 2019, 7), Cohrssen contacte à nouveau Fisher pour lui présenter les idées de Gesell (Million 2019, 3 ; 8). Fisher s'y montre cette fois réceptif, et demande à Cohrssen de l'aider à populariser l'idée de la monnaie timbrée aux Etats-Unis (Million 2019, 8). Cohrssen accepte bien sûr avec enthousiasme : militant franchiste, il sert dès lors de passerelle entre le mouvement et l'économiste. Il peut alors rendre compte à Fisher des expériences de Schwanenkirchen et de Wörgl, et entretient, pour son compte, des correspondances en allemand avec Max Hebecker, Michael Unterguggenberger, Fritz Schwarz, ainsi que d'autres figures du mouvement franchiste.

Cohrssen et Fisher collaborent ainsi pour défendre, devant le Congrès des Etats-Unis, des textes de loi permettant l'émission de monnaie timbrée (en anglais, *stamp scrips*), par la Federal Reserve ou par des autorités publiques locales. Le premier texte est introduit le 12 janvier 1933, et devait permettre au Trésor américain d'émettre directement de la monnaie timbrée : transmis pour examen en commission, il ne poursuit pas son parcours législatif (Million 2019, 108). Un second texte est élaboré par Fisher et Cohrssen, et introduit avec le soutien du sénateur John H. Bankhead et du représentant Samuel B. Pettengill, tous deux démocrates : il s'agit d'un amendement au « Costigan-LaFollette Relief Bill », qui prévoyait un plan de relance de 500 millions de dollars, financés par l'endettement. L'amendement présenté par le sénateur Bankhead le 17 février 1933 prévoit que le Trésor américain puisse émettre des certificats monétaires d'une valeur faciale de 1 dollar, sur lesquels devraient, chaque semaine, être apposé un timbre postal d'une valeur de 2 cents. Ce taux de fonte de 2 %

par semaine correspond à 104 % par an[132] : ainsi, la valeur de chaque certificat serait reconstituée en un an grâce à la vente des timbres, ce qui rend l'opération budgétairement neutre pour le gouvernement. Mais le 4 mars 1933, Herbert Hoover cède la présidence à Franklin Roosevelt, qui s'empresse de faire adopter ses premières mesures de lutte contre la crise. Peinant à convaincre de son utilité, le texte de Bankhead et Pettengill est abandonné (Million 2019, 141-42). Le 29 mai 1933, le sénateur Bankhead fait un dernier essai, en introduisant un texte prévoyant la mise à disposition de monnaie timbrée au secteur bancaire par le Secrétariat du Trésor. Le Congrès le rejettera à nouveau, non sans avoir auditionné Fisher à deux reprises. La presse franchiste européenne suit bien entendu les péripéties parlementaires de la monnaie timbrée devant le Congrès américain avec attention et enthousiasme.

Dans la période de transition entre Hoover et Roosevelt, Fisher, consulté par ce dernier sur la conduite à tenir face à la crise, se fait l'avocat d'une politique de reflation, et d'un abandon de l'étalon-or au profit d'une politique monétaire visant à établir la stabilité des prix ; il recommande en outre plusieurs fois à Roosevelt l'émission de monnaie timbrée (Million 2019, 126), d'abord en 1932, puis en 1934, lorsque celui-ci recherche les moyens de financer les dépenses du New Deal (ibid., 159). Le président se montre réceptif à l'idée, mais elle ne trouve jamais d'écho parmi ses proches collaborateurs, et ne sera donc pas suivie d'effet. Conformément aux suggestions de Fisher, Roosevelt suspend cependant l'étalon-or au printemps 1933 et mène une politique visant à stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie, applaudie par Keynes comme par le mouvement franchiste, qui y voit la validation de ses thèses et de son combat (*ibid*, 152).

Mais Fisher et Cohrssen ne s'en tiennent pas là. La crise a amené de nombreuses autorités locales à envisager l'émission de monnaies d'urgence. Ayant défendu dans la presse l'émission de monnaie timbrée, Fisher reçoit plusieurs centaines de requêtes concernant la meilleure manière de procéder pour en émettre : Hans Cohrssen se charge d'y répondre sous sa surveillance (Fisher et Cohrssen 1933, 1). Fisher et Cohrssen se résolvent alors à rédiger ensemble un ouvrage, qui paraît en 1933 sous le titre de *Stamp scrip*, remanié et republié un an plus tard sous le titre *Mastering the crisis, with additional chapters on stamp scrips* (1934), Ce livre était destiné à donner aux autorités publiques qui souhaiteraient émettre une

132 Ce taux est 20 fois plus élevé que celui préconisé par Gesell, qui parle quant à lui d'une taxation de la monnaie circulante à hauteur de 5,2 % par an. Fisher, dans *Booms and Depressions* (1932, 226-30) avait déjà mentionné la monnaie timbrée comme remède face à la crise : il parlait alors d'une taxation d'1 % par mois, soit 12 % par an.

monnaie locale timbrée un « manuel » pour le faire. L'une des motivations de Fisher est l'apparition, aux Etats-Unis, d'un type de monnaie timbrée inefficace à ses yeux : à Hawarden, dans l'Iowa, un homme nommé Charles Zylstra propose en octobre 1932 l'émission par la municipalité de billets de 1 dollar supposés recevoir à chaque échange un timbre de 3 cents. Au bout de 36 échanges, la valeur faciale du billet est entièrement remboursée par les timbres qu'il porte, ce qui rend l'émission *« self-liquidating »*, autoportante. Fisher considère que ce type de monnaie timbrée est moins efficace que la monnaie d'inspiration franchiste, timbrée à date fixe : plutôt que d'accélérer la vitesse de circulation de la monnaie, ce dispositif pourrait bien la ralentir, argue-t-il (Fisher et Cohrssen 1933, 31). *Stamp scrip* défend ainsi le modèle gesellien d'un timbre à apposer à date fixe, en s'appuyant notamment sur l'exemple des réussites de Schwanenkirchen (Fisher et Cohrssen 1933, 18-22) et Wörgl (*ibid.*, 22-29). Entre 1932 et 1934, plusieurs centaines de municipalités et d'organisations privées américaines recourent à l'émission d'une monnaie timbrée (Gatch 2006; Champ 2007). Cohrssen lui-même prépare, en lien avec la chambre de commerce de la ville de Reading, en Pennsylvanie, une émission de monnaie timbrée dans le compté de Reading-Berks. Prévue pour le 10 mars 1933, l'émission de 600 000 dollars de *stamp scrips* est suspendue, puis annulée en raison du prêt inattendu de 500 000 dollars en cash de la part d'un investisseur privé new-yorkais (Million 2019, 137).

Conclusion

Les trois courants principaux du mouvement gesellien allemand se structurent au cours des années 1920 en une myriade d'entités. Parmi elles, deux se distinguent par leur taille et leur rôle : d'une part le *Freiwirtschaftsbund FFF* (FWB), un temps organisation unitaire du mouvement, puis représentante du seul courant franchiste ; d'autre part, le *Fysiokratischer Kampfbund* (FKB), qui rassemble la mouvance physiocrate et rejette les institutions de la démocratie parlementaire. Gesell se rallie pour sa part à la seconde. C'est du FKB qu'émanent les expériences de monnaie « fondante » qui font la popularité internationale du mouvement pendant la Grande Dépression des années 1930. Inspirées par une méthodologie proposée par Georg Blumenthal, ces expérimentations sont principalement de deux types :

- La Wära est une monnaie timbrée privée accessible aux militant·es en conversion de leurs Reichsmark, et aux commerces ou entreprises qui le souhaitent. Cette monnaie connaît déjà une diffusion dans toute l'Allemagne avant la crise de 1929, mais c'est l'expérience de Schwanenkirchen qui permet sa médiatisation. Tolérée quand elle

n’était qu’une monnaie de consommation, elle est rapidement interdite quand elle se dote des institutions lui permettant de financer l’investissement des entreprises.

- Les monnaies timbrées municipales, comme celle émise à Wörgl, ont un fonctionnement plus proche de celui des monnaies fiscales. Si elles fonctionnent elles aussi sur la base d’un système de conversion de la monnaie officielle et de mise en séquestre des fonds convertis, c’est ici une autorité publique locale qui est à l’initiative ; la monnaie est mise en circulation via la dépense publique (qu’elle soit de fonctionnement, comme pour le versement des salaires des employé·es ou des prestations sociales, ou d’investissement, souvent dans les travaux publics) ; elle revient aux caisses de la collectivité par le biais de l’impôt et des recettes des services au public. Ces monnaies d’initiative publique ne touchent ainsi l’économie privée que par effet d’entraînement.

D’après toutes les sources disponibles, ces expériences sont effectivement parvenues à accélérer la circulation monétaire et à favoriser un regain d’activité économique là où elles ont été mises en place : leur large médiatisation, dans le mouvement gesellien et au-delà, est à mettre sur le compte de ce succès. Ces modèles sont ainsi transposés ailleurs, dans le même but de dynamiser la circulation économique, mais sans référence aux idées geselliennes : Irving Fisher s’en saisit ainsi comme d’un outil pratique (voir ch. 9), dont il faut la promotion aux États-Unis ; en France, c’est le mouvement poujadiste qui se saisit de ce dispositif. Des systèmes monétaires locaux contemporains s’en sont également saisi, comme le Chiemgauer Regiogeld, qui circule en Bavière depuis 2003 : mais plus personne ne prétend se servir de ce type de monnaie pour supprimer l’intérêt ou surmonter le capitalisme, comme ses premier·es initiateur·rices le prétendaient : d’instruments de transformation du compromis monétaire, elles tendent à devenir de simples outils techniques, mobilisés en cas de crise, dans le cadre d’une pluralité monétaire transitoire, ou des monnaies « complémentaires », cherchant à coexister avec les autres monnaies officielles au sein de la pluralité monétaire institutionnalisée. Les monnaies « fondantes » des années 1930 ont ainsi un effet paradoxal pour le mouvement gesellien : tout en assurant sa renommée, elles font passer au second plan ses thèses et son projet politique, jusqu’à les faire tomber dans l’oubli. Très éloignées du projet de Gesell, qui réclamait une réforme de l’émission et une stabilisation du niveau des prix par les autorités monétaires ainsi qu’une réforme du système monétaire international, les monnaies « fondantes » ont également limité la réception de sa pensée à ce simple dispositif,

par ailleurs souvent décrié et mal compris – et contribuant à enfermer Gesell dans le statut peu flatteur de « crank », de réformateur monétaire excentrique.

L'histoire de la Banque WIR, créée en 1934 en Suisse par une figure du mouvement franchiste, Werner Zimmermann, présente des similitudes avec celle des monnaies « fondantes ». Elle est présentée dans le prochain chapitre.

Chapitre 6. Un « socialisme proudhonien » ?

De la Banque du Peuple au Cercle économique WIR[133]

Au sein du mouvement gesellien, la technique de la « grève monétaire » et les expérimentations de monnaies fondantes qui s'efforçaient de la mettre en pratique, ne sont pas le seul mode d'action imaginé afin d'agir contre le capitalisme. Une autre réalisation majeure du mouvement – la seule, d'ailleurs à avoir survécu jusqu'à nos jours, est la création par Werner Zimmermann à Zurich, en 1934, de la *Wirtschaftsring-Genossenschaft*[134], plus tard connue sous le nom de « Banque WIR ». Cette nouvelle initiative s'efforce en fait de réaliser les objectifs politiques du mouvement par d'autres moyens que ceux proposés par Gesell : abandonnant l'idée d'une réforme d'ensemble du système monétaire, Zimmermann entreprend plutôt de le transformer progressivement et « par en-bas », en associant progressivement les entreprises, puis les collectivités locales de son pays. Un projet qui ne laisse pas d'en évoquer un autre, porté par Pierre-Joseph Proudhon dans le sillage de la révolution de 1848, brièvement lancé puis avorté : la Banque du Peuple. L'étude et la comparaison de ces deux initiatives nous donne l'opportunité d'analyser les liens qu'entretient la pensée de Gesell avec celle de Proudhon, une référence omniprésente dans son œuvre. Malgré la divergence de leurs propositions pratiques – monnaie franche contre mutualité du crédit –, peut-on parler d'un « socialisme proudhonien », comme certains auteurs se sont parfois aventurés à le faire (Blanc 2001)? Si les liens directs entre Proudhon et Gesell semblent pour le moins ténus (1), une comparaison du projet de Banque du Peuple de Proudhon et du Cercle économique WIR de Zimmermann semble bien suggérer une cohérence d'approche entre la pensée de Proudhon et le mouvement gesellien (2). La mise en parallèle des discours justifiant ces deux initiatives permet de s'en assurer : les théories et les expériences pratiques de Proudhon et celle du mouvement gesellien relèvent bel et bien d'une

133 Une version précédente de ce chapitre est à paraître en 2024 dans les *Cahiers d'économie politique* sous le titre « Les systèmes de crédit mutuel, remède anti-crise ou dispositif monétaire anticapitaliste ? ». Il n'a pas été possible, lors de la reprise de ce texte, d'éliminer toutes les redondances de contenu avec les autres chapitres de cette thèse. Nous prions le lecteur de nous en excuser.

134 La traduction de ce premier nom est malaisée : Ring signifie « anneau » ou « cercle », l'organisation se nomme donc « Coopérative cercle économique » ou « coopérative économie circulaire ». On retient ici l'expression « cercle économique WIR ».

même démarche – celle d'une critique du système économique « capitaliste » axée sur le (dys)fonctionnement de ses institutions monétaires (3).

1. Gesell et Proudhon

Proudhon est une référence centrale dans l'oeuvre de Gesell; pourtant, tout porte à croire que le second ne disposait pas d'une connaissance approfondie des écrits du premier. La partie de la bibliothèque personnelle de Gesell encore en possession de ses descendant·es ne contient que de la littérature secondaire relative à l'oeuvre de Proudhon, notamment l'ouvrage de Karl Diehl, *P.J. Proudhon: seine Lehre und sein Leben* (1888), ou le travail d'Arthur Mülberger (1899), un auteur allemand qui a oeuvré à populariser les idées de Proudhon auprès du public germanophone – deux auteurs d'ailleurs cités dans *L'Ordre économique naturel* (Gesell 1920a, 314). Les références de Gesell à Proudhon sont systématiquement vagues, et ne lui servent qu'à mettre en perspective ses propres théories – au risque de distordre les idées de Proudhon à l'appui de sa démonstration:

> Proudhon avait raison de dire que la disparition du capitalisme ne pourrait être atteinte qu'après avoir rendu les marchandises et la monnaie parfaitement équivalentes, mais il n'a pas investigué la raison pour laquelle cette équivalence n'existe pas de prime abord, et a donc été mené sur une fausse piste. Il voulait élever les marchandises au rang de notre monnaie actuelle, pourvue de mille privilèges ; il voulait rendre les marchandises – en tant que marchandises – meilleures qu'elles ne le sont par nature ! Mais on ne peut absolument rien changer à la nature des marchandises – ni les banques de marchandises, ni les coopératives ne donneront jamais aux briques la transportabilité de la monnaie, à la paille la liquidité de la monnaie, aux pommes-de-terre la durabilité de la monnaie, au coton le faible
>
> Proudhon erkannte richtig, daß die Ablösung des Kapitalzustandes nur nach Herstellung völliger Ebenbürtigkeit zwischen Waren und Geld erreicht werden könnte, da er aber den Grund, warum diese Ebenbürtigkeit nicht schon von vornherein existiert, unerforscht ließ, so wurde er auf eine falsche Spur geleitet. Er wollte die Waren auf die Rangstufe unseres heutigen, mit tausend Privilegien ausgestatteten Geldes erheben; er wollte die Waren - als Ware - besser machen als wie sie von Natur aus sind! Aber an dem Charakter der Waren läßt sich schlechterdings nichts ändern - weder Warenbanken, noch Genossenschaften werden jemals Ziegelsteinen die Transportfähigkeit des Geldes, dem Häcksel der Verkäuflichkeit des Geldes, den Kartoffeln die Haltbarkeit des Geldes, der Baumwolle

encombrement de la monnaie etc. etc.. Les marchandises, considérées comme telles, ne donneront jamais à leur possesseur la possibilité de les retirer selon son souhait, son intérêt ou son humeur, pour attendre une meilleure conjoncture ou pour la susciter.

den geringen Raumbedarf des Geldes etc. etc. verschaffen. Die Waren werden - als Ware betrachtet - dem Inhaber niemals die Möglichkeit bieten, sie nach Wunsch, Interesse oder Laune vom Markt zurückzuziehen, um bessere Konjunkturen abzuwarten oder um solche zu erzwingen. (Gesell 1902a, 63)

Ce discours est tenu par Gesell de manière répétée, et réaffirmé dans les toutes premières pages de *L'Ordre économique naturel* (Gesell 1920a, 35). Il y affirme ainsi que Proudhon cherche, à travers ses projets de réforme monétaire, à "réintroduire le troc" (Gesell 1920a, 146). Cette interprétation semble éloignée de la manière dont Proudhon lui-même s'exprime sur les sujets monétaires – un sujet sur lequel il se penche de manière intensive, bien que brève à l'échelle de son oeuvre, au moment de la Révolution française de 1848. Proudhon cherche en effet, selon ses propres textes, à remplacer l'étalon-or par la « lettre de change généralisée »: un projet significativement différent de la caricature rapide qu'en fait Gesell.

Pourquoi, alors, mobiliser Proudhon et ses idées si fréquemment – plus de 60 fois dans *L'Ordre économique naturel* (Blanc 2001) – si c'est pour le faire avec une telle imprécision ? On peut penser qu'il s'agit d'abord, pour Gesell, de se poser en adversaire résolu du marxisme. Gesell cherche à construire une doctrine politique alternative au socialisme d'inspiration marxiste, proposant un autre chemin vers l'abolition du capitalisme. La reconstruction d'une filiation (partiellement fictive) vis-à-vis de Proudhon peut être considérée comme un élément central de cette stratégie. Elle permet à Gesell de décrire son projet politique comme la recherche d'une troisième voie entre le capitalisme et le collectivisme – de même que Proudhon, qui lançait avant lui, en conclusion de sa brochure *Organisation du crédit et de la circulation et solution du problème social* (2003c): « Entre la propriété et la communauté, je construirai un monde. ». Bâtir un ordre social qui mette fin à l'exploitation capitaliste tout en préservant l'autonomie individuelle : telle paraît être l'entreprise commune de Proudhon et de Gesell.

Si les connexions directes entre les deux penseurs semblent pratiquement inexistantes, ils partagent en effet un ensemble de références et de positions politiques. Tous deux expriment par exemple leur admiration pour John Law, et leur détermination à poursuivre son œuvre (Proudhon 2003c [1848], 112; Gesell 1920a, 157; 1920a, 176). Plus centralement, tous

deux revendiquent le caractère anarchiste de leur pensée, et défendent l'autonomie individuelle et collective contre l'État – et en fait, contre toute forme de pouvoir, public ou privé, qui pourrait porter arbitrairement atteinte à cette autonomie. C'est évident pour Proudhon, qui est l'un des premiers penseurs à revendiquer pour lui le qualificatif « anarchiste », et est largement reconnu comme l'un des pères de la théorie politique libertaire. L'engagement anarchiste (ou « acrate »[135]) de Gesell est moins connu – il n'est souvent mentionné que de manière allusive par la littérature (voir ch. 2). Il s'agit pourtant d'un trait déterminant de sa pensée, et d'une clé de lecture essentielle pour comprendre son œuvre. Ce rejet de l'État constitue d'ailleurs évidemment l'un des angles d'attaque principaux de Gesell vis à vis du socialisme marxiste, angle qui lui permet de s'appuyer sur la figure de Proudhon :

> Dans l'État marxiste justement, on gouverne, tout est gouverné. Écoutons ce que Proudhon, l'adversaire de Marx, dit du gouvernement :
> « Être gouverné signifie : être surveillé, observé, espionné, piloté, révélé, corrigé, enfermé, instruit, averti, contrôlé, taxé, mesuré, censuré, dominé par des êtres qui n'en ont ni la légitimité ni la compétence. […] »
> L'économie libre, telle que nous la souhaitons, est la seule forme de société qui pourra fonctionner sans toute cette gouvernerie.
>
> Im Marxistischen Staat wird eben regiert, alles wird regiert. Hören wir, was Proudhon, der Gegner Marx', vom Regieren sagte:
> 'Regiert werden heißt: bewacht, beobachtet, umspäht, gelenkt, preisgegeben, berichtigt, eingesperrt, unterrichtet, ermahnt, kontrolliert, taxiert, gemessen, zensiert, beherrscht werden von Wesen, die weder den Anspruch dazu noch Befähigung besitzen.' […]
> Die freie Wirtschaft, wie wir sie erstreben, ist die einzige Gesellschaftsform, die ohne solche Regiererei auskommen wird. (Gesell 1921)

Cette posture anti-centraliste et anti-autoritaire amène naturellement Gesell, comme Proudhon avant lui dans une moindre mesure, à se faire l'avocat déterminé de la liberté du marché et du libre-échange. En tant qu'institution permettant de coordonner les actions de proucteurs libres et indépendants sans recourir à une autorité centrale, le marché garantit en effet à la fois la décentralisation des décisions économiques et leur interdépendance (cf. Cartelier 1996, 60). Il

135 Voir dans la préface de la 4e édition de *L'Ordre économique naturel* (1920a, 26). « Akratius » et « Acratillo » sont des pseudonymes fréquents de Gesell.

est par conséquent la fondation nécessaire de l'ordre économique prôné par Gesell comme par Proudhon. Le chercheur japonais Tsuyoshi Yuki (2021, 220) qualifie leur doctrine de « market-centered socialism » : seul le marché peut permettre de préserver l'autonomie des agents économiques tout en coordonnant leur action ; le recours à un autre mode de coordination, en particulier, la planification ou l'intervention de l'État, porterait directement atteinte à la liberté individuelle. La transition vers le socialisme et l'abolition de l'exploitation envisagée par Proudhon et Gesell doit ainsi préserver le marché, voire s'appuyer, pour sa réalisation, sur de mécanismes de marché. Afin d'initier cette transition, suggèrent-ils, le mouvement socialiste doit peser sur les conditions du marché, qui devraient être fondamentalement transformées afin de mettre fin aux « revenus non-gagnés », c'est-à-dire, selon leur définition, à l'exploitation capitaliste.

> Comme le fait le premier paysan venu, Marx considère le capital comme un bien matériel. Pour Proudhon, par contre, la plus-value n'est pas le produit d'un bien matériel, mais d'un état économique, d'un rapport de marché.
>
> Wie es der erste beste Bauer macht, so betrachtet auch Marx das Kapital als ein Sachgut. Für Proudhon dagegen ist der Mehrwert nicht Produkt eines Sachgutes, sondern eines wirtschaftlichen Zustandes, eines Marktverhältnisses. (Gesell 1920a, 32-33)

Pour Gesell, le capitalisme est ainsi essentiellement la conséquence d'un dysfonctionnement du marché, ou pour le dire mieux, d'un déséquilibre structurel du marché. Le but du socialisme est donc de « sauver le marché du capitalisme », pour paraphraser Amato et Fantacci (2014): c'est à dire, de promouvoir un ordre institutionnel dans lequel le marché garantit l'autonomie individuelle sans permettre aucune sorte de domination personnelle ou de classe. La condition, pour y parvenir, est une compréhension approfondie et une réforme radicale de l'institution qui permet et soutient l'existence du marché : le système monétaire.

2. Deux expériences pratiques pour un même projet politique : la Banque du Peuple et le *Wirtschaftsring*

Pour Proudhon, comme pour Gesell et pour Zimmermann, ce n'est pas dans la sphère de la production que se situe la source de l'exploitation capitaliste, mais dans celle de la circulation : la monnaie capitaliste crée un rapport de marché structurellement favorable aux possédant·es, qui se voient mis en capacité d'exiger des rentes, prélevées sur le fruit du travail des entreprises. Afin de sortir du capitalisme, il est donc nécessaire de transformer profondément l'institution monétaire. C'est ce à quoi s'essayent ces trois auteurs, chacun

selon leur méthode. On essaiera ici de présenter brièvement deux expériences, leur genèse et les dispositifs pratiques qu'elles cherchent à mettre en place : d'abord la Banque du Peuple de Proudhon (2.1.), puis le cercle économique WIR initié par un proche de Gesell, Werner Zimmermann (2.2.).

2.1. La Banque du peuple : du capitalisme à la mutualité

2.1.1. La Banque du Peuple : Janvier 1849-Avril 1849

L'histoire de la Banque du Peuple est plus connue que celle de son homologue suisse. Au milieu du XIXe siècle, une grande partie de la population française n'a pas accès au crédit (Chaïbi 2016) : Le taux de l'intérêt est élevé – selon les lieux et les situations, le coût de l'emprunt peut atteindre 25 % de la somme prêtée (Chaïbi 2010, 30). Les grandes institutions bancaires, laborieusement mises sur pied par la monarchie de Juillet pour favoriser l'essor de l'industrie, s'effondrent en 1847, suite à l'explosion d'une bulle de crédit nourrie par la spéculation autour des compagnies privées de chemin de fer (Gille 1970; Stoskopf 2007). L'escompte des effets du commerce devenu impossible, l'activité économique est paralysée, et les faillites d'entreprises se multiplient (Aucuy 1908, 124). C'est dans ce contexte de pénurie monétaire et de blocage de la circulation économique que Proudhon élabore son projet de banque d'échange. Son plan paraît en feuilleton dans son journal *Le Représentant du peuple*, au fil du mois d'avril 1848 : le titre de la troisième livraison, *Organisation du crédit et de la circulation et solution du problème social* (Proudhon 2003c [1848]), est une réponse directe à *L'Organisation du travail* prônée par Louis Blanc dans la brochure de 1839 qui a fait sa notoriété.

Proposé à la députation dans plusieurs villes, et élu au Parlement aux élections complémentaires de juin 1848, Proudhon tente de faire adopter son plan par l'Assemblée nationale, d'obtenir la nationalisation de la Banque de France et sa transformation en Banque d'échange – sans succès (Chaïbi 2010, 75) : la majorité libérale et conservatrice issue des élections ne laisse aucun espoir au mouvement socialiste d'une transformation impulsée par les voies légales. Instruit par son échec à l'Assemblée, Proudhon entreprend alors de créer une Banque selon le principe de la mutualité : l'État s'y refusant, c'était aux travailleurs eux-mêmes d'œuvrer pour leur propre émancipation. Il reçoit pour cela le soutien des délégués de la Commission du Luxembourg[136], qui rédigent un rapport élogieux sur le projet (Proudhon 2003b [1848], 261-75), et proposent d'y adjoindre un syndicat de production et un syndicat de

136 Le gouvernement provisoire de la seconde République, refusant à Louis Blanc la création d'un ministère du Travail, consent au mouvement ouvrier la création d'une commission chargée de réfléchir à l'organisation du travail et de recevoir les délégations ouvrières. Présidée par Louis Blanc, elle est dissoute suite à des émeutes au mois de mai 1848. Ses délégués continuent pourtant de jouir d'une certaine influence dans le mouvement socialiste.

consommation : comme le souligne à juste titre Chaïbi (2010, 17; 2010, 52), le projet de Banque du Peuple n'est pas celui de Proudhon seul, et la création de la Banque n'est pas le résultat de son seul travail – mais bien le fruit d'une alliance entre Proudhon et le mouvement socialiste issu de la révolution de février.

Les statuts de la Banque du Peuple sont déposés devant notaire le 31 janvier 1849. Le succès populaire est rapide : en deux jours, la Banque enregistre plus de 800 souscriptions ; en trois mois, près de 20 000, à Paris, Lyon, Marseille, Besançon, Reims et Lille (Vallat 2009; Chaïbi 2010, 130-31), pour un total de plus de 36 000 francs d'actions vendues, et de 18 000 francs effectivement collectés (i*bid.*). Mais le 28 mars 1849, Proudhon est condamné à une peine de prison pour injure par voie de presse envers le président de la République nouvellement élu, Louis-Napoléon Bonaparte. Proudhon, s'estimant incapable d'assurer la conduite de l'entreprise, et par peur que d'autres (saint-simoniens ou fouriéristes) n'en reprennent la direction et ne dénaturent son projet[137], annonce la dissolution de la Banque du peuple le 12 avril 1849, avant même que les opérations n'aient pu débuter. Il fuit en Belgique, puis revient à Paris incognito, où il est arrêté et écroué en juin 1849.

2.1.2. Projet politique et dispositif pratique : petit manuel de la Banque du Peuple

A travers ces deux projets inaboutis de réforme bancaire et monétaire, Proudhon entendait bien sûr remédier la crise du crédit et mettre fin au chômage, mais aussi en finir tout bonnement avec le capitalisme. « J'ai condensé dans ma brochure, *l'Organisation du crédit*, toutes mes idées sur la solution du problème social. Toute la Révolution est là pour qui sait comprendre », confie-t-il ainsi à son secrétaire, Alfred Darimon (Haubtmann 1982, 844). La Révolution, c'est-à-dire le renversement des rapports entre capital et travail (*ibid.*, 987) : si aujourd'hui le travail est à la discrétion du capital, demain c'est « à l'instrument de se mettre à la disposition de l'ouvrier. Comment cela ? *Grâce au crédit mutuel et gratuit, grâce à la Banque du Peuple ! »* (*ibid.*, 991). L'organisation démocratique du crédit est ainsi une étape incontournable afin de mettre fin à l'exploitation capitaliste. En effet, « dans l'ordre économique, tout produit vient du travail, et réciproquement, tout capital est improductif »,

137 C'est en tout cas ce qu'affirme Proudhon dans un article publié dans le journal *Le Peuple* le 15 avril 1849 afin de justifier sa décision de liquider la banque : « Mais, voyez le malheur ! A peine j'ai déclaré que je renonçais à m'occuper de la Banque du Peuple, qu'un certain nombre de mes ex-collaborateurs annoncent leur intention de continuer mon œuvre ; et cela, disent-ils, DANS DES TERMES NOUVEAUX, à l'aide d'une GÉRANCE DÉMOCRATISÉE ; c'est à dire que les idées de Saint-Simon, de Fourier, de tous les utopistes, seraient venues, sous le titre de *gérance démocratisée* et sous la responsabilité du citoyen Proudhon, se donner rendez-vous dans la Banque du Peuple !… […] Vivant au milieu d'eux, je ne craignais pas leurs erreurs, qui souvent m'étaient utiles. Mais, lorsque je me retire, on me permettra de ne pas leur donner mon blanc-seing » (Proudhon 2003b [1849], 292). Certains auteurs (par exemple Gueslin 2002) considèrent que c'est au contraire l'absence de viabilité du projet qui aurait poussé Proudhon à y mettre fin – reprenant la thèse des opposants à Proudhon, qui ne tardèrent pas à le dépeindre comme un escroc (Chaïbi 2010, 153-54). Le succès rapide décrit par Chaïbi ne plaide cependant pas, a priori, en faveur de cette thèse.

comme l'affirme l'article 9 de l'acte de société de la Banque du Peuple (Proudhon 2003b [1848], 248). Pour Proudhon, seuls les revenus issus du travail sont légitimes : le travail seul étant productif, tout revenu issu de la propriété – et en particulier, de la propriété du capital, est le fruit de la spoliation des travailleurs. En finir avec la « royauté de l'or » (Proudhon 2003c [1848], 92) implique donc de mettre fin à la capacité du capital à capter la richesse. En faisant « de chaque citoyen un banquier, le banquier de tous ses concitoyens, et réciproquement » (Haubtmann 1982, 845), la Banque du Peuple devait permettre aux ouvriers de s'affranchir de la puissance tutélaire de l'or, et de leur dépendance aux institutions bancaires et financières qui tiraient leur pouvoir de leur monopole sur cette ressource.

Le projet de réforme monétaire de Proudhon repose sur trois idées fondamentales.

- Tout d'abord, sa Banque devait fonctionner sans numéraire. Par numéraire, on entend ici le gage supposé garantir la valeur de la monnaie émise par la banque : dans le système des étalons métalliques, auquel Proudhon cherche à mettre un terme, le numéraire est représenté par la monnaie métallique frappée. Son existence implique un rapport de valeur fixe, défini par la loi, entre l'unité de compte légale (le Franc) et les marchandises que sont les métaux or et argent. Proudhon cherche à mettre fin à ce rapport d'équivalence et pose ainsi en fait que la monnaie ne tire pas sa valeur des marchandises qu'elle représenterait : elle n'est pas une marchandise utilisée pour exposer la valeur des autres marchandises, comme le voudraient les théoriciens de la valeur, mais une institution sociale fondant la commensurabilité des marchandises. Ce n'est donc pas une seule marchandise qui doit servir de contrepartie à la masse monétaire, mais l'ensemble des produits amenés au marché par les producteurs : seule la définition d'une unité de compte et de règles d'usage sont nécessaires au bon fonctionnement de l'institution monétaire. Au « gage individualiste » métallique (Proudhon 2003a [1848], 223), on substitue ainsi la garantie collective des adhérents de la banque, qui s'engagent à accepter ce moyen de paiement en contrepartie de leur production. Les billets de crédit émis par la banque sont nommés *bons de circulation.* Proudhon reconnaît d'ailleurs, en réponse au courrier d'un lecteur, qu'il conçoit que ce système pourrait tout à fait fonctionner sans monnaie papier, à l'aide de simples virements de compte ; « Mais réflexion faite, il nous semble que ce serait trop d'écritures, et qu'il est infiniment plus simple, dans l'immense majorité des cas, d'employer le billet d'échange, qui offre, comme la monnaie, l'avantage d'être un compte tout viré » (Proudhon 2003a [1848], 224)[138]. Du fait de la suppression du

138 Proudhon envisage ainsi explicitement des systèmes d'échange semblables au comptabilisme social d'Ernest Solvay (1900), d'ailleurs élaboré avec le concours du proudhonien Hector Denis, ou aux systèmes de crédit

numéraire, affirme Proudhon, « l'industrie banquière est de fait comme de droit supprimée ; le règne de la finance est à sa fin » (Proudhon 2003c [1848], 113), car son pouvoir repose sur le contrôle de cette ressource indispensable à la circulation économique. Mais avant tout, cette suppression permettra de « [creuser] au commerce un débouché sans fond. Car, chose remarquable et point du tout remarquée, l'or, qu'on se figure comme la clé du commerce, n'en est que le verrou »[139] (Proudhon 2003c [1848], 114). La rareté des métaux, qui servent de base monétaire, limite l'émission monétaire, et fait ainsi peser une pression déflationniste sur l'économie : le numéraire est inutile, mais il est au surplus nuisible. La démonétisation de l'or et l'adoption d'une monnaie papier permettront de lever cette contrainte artificielle qui pèse sur l'activité économique et la condamne à subir des crises périodiques.

- Ensuite, la mutualité du crédit permet de décréter sa gratuité. Encore faut-il détailler ce que Proudhon entend par là : il est en effet prévu que la Banque du Peuple opère l'escompte et donne crédit « moyennant un *intérêt* toujours moindre ». Toujours moindre, mais pas nul : « Provisoirement cet intérêt, commission comprise, est fixé à 2 % l'an. Il sera réduit peu à peu, au fur et à mesure des progrès de la Société. Dans aucun cas, la commission d'escompte ne pourra descendre au-dessous de 1/4 % », stipule l'article 35 de l'Acte de Société de la Banque (Proudhon 2003b [1848], 251) – une somme qui correspond aux frais d'administration de la Banque. Il est intéressant de souligner qu'un an plus tôt, dans le projet de Banque d'échange qu'il expose dans la brochure *Organisation du crédit,* Proudhon avait envisagé non pas une suppression pure et simple, mais une socialisation de l'intérêt : les revenus de la création monétaire auraient remplacé tous les autres impôts et seraient devenus l'unique ressource de l'État. (i*bid.*, p. 116-117) – une proposition que formulera d'ailleurs également, un siècle et demi plus tard, Maurice Allais[140] (1990a, 39 ; voir ch. 10). L'enjeu, pour Proudhon, n'est donc pas tant la suppression de l'intérêt lui-même que sa restitution à la collectivité, au lieu que ces revenus ne passent « dans les mains d'une caste de capitalistes parasites, vivant sans travail du sang et de la graisse du pays » (Proudhon 2003c [1848], 114). D'après les statuts de la Banque, l'émission des *bons de circulation* aurait lieu :

mutuel comme le Sardex ou d'ailleurs le Bancor keynésien, qui fonctionnent exclusivement à l'aide de monnaie de compte.

139 Un passage similaire de l'œuvre de Proudhon est cité par Gesell dans *L'Ordre économique naturel* (1920a, 35)

140 Allais adjoint à cette socialisation des revenus provenant de l'augmentation de la masse monétaire une taxe de 2 % sur tous les capitaux physiques et une taxe générale sur les biens de consommation : il est vrai que le budget de l'État français en 1990 sans commune mesure celui de 1848...

> 1° Contre espèces ; /2° Contre effets de commerce à deux signatures ; /3° Contre consignation de marchandises ; /4° Contre obligation collective des corporations et associations ouvrières ; /5° Contre cautions ; /6° Contre annuités et hypothèques ; /7° Contre garanties personnelles. (Proudhon 2003b [1848], 249)

L'escompte et le crédit ouverts par la banque devaient ainsi couvrir l'ensemble de la circulation économique.

- Enfin, l'un des aspects les moins souvent évoqués du projet de Banque du Peuple est certainement l'ampleur de la transformation économique à laquelle il aspire. Proudhon prévoit pour sa Banque une « extension indéfinie » ; il envisage que « la masse entière des producteurs et des consommateurs (fasse adhésion à ses) statuts » (Proudhon 2003b [1848], 246) – une ambition qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle d'un autre projet bancaire, dont Proudhon ne renie pas la paternité : la Banque générale de John Law[141]. Sa banque instituée, et conçue de sorte à procurer aux producteurs un avantage certain, elle devrait nécessairement croître, jusqu'à englober la totalité de l'économie française : les bons de circulation auront alors remplacé les Francs, et la mutualité aura remplacé le capitalisme. « Alors nous aurions le temps de songer aux fermes modèles, aux essais de communauté et de phalanstère, à l'association ouvrière, à l'organisation du travail, à notre constitution politique », conclut Proudhon (2003c [1848], 120) : la réforme de la circulation doit précéder celle des structures de la production – elle est même, pense-t-il, la condition de la transformation d'ensemble de l'économie. La fondation de la Banque du Peuple est la première pierre de cette transformation : elle permet le passage du régime capitaliste à celui de la mutualité.

2.2. Le cercle économique WIR : entraide ou émancipation ?

La littérature scientifique existante sur la banque WIR se préoccupe peu des racines idéologiques du système, souvent évoquées de manière incidente. La plupart des contributions (Studer 1998; Stodder 2009; Stodder et Lietaer 2016) analysent l'institution principalement du point de vue de la stabilité macroéconomique et de ses performances en tant qu'institution bancaire. Celles qui s'attardent sur la genèse de la banque y voient principalement un outil d'entraide et de solidarité économique entre entreprises : Lautner (1964, 27) considère ainsi que l'objectif des fondateurs du cercle économique WIR consistait « dans le soutien mutuel et

141 Pour plus de détails, voir Orain (2018). Proudhon prétend, dans *Organisation du crédit*, réaliser « cette idée qu'ont poursuivie avec tant d'opiniâtreté Law, Ricardo et tous les économistes qui ont cherché à résoudre le problème de la circulation et du crédit » (Proudhon 2003c [1848], 112).

solidaire des petites et moyennes entreprises industrielles et artisanales », qui y voyaient « la solution de leur grave problème économique ». Schroeder (2019) semble se ranger aussi à cette analyse. Seuls Dubois (2014)[142] et Vallet (2015) insistent sur la volonté de transformation sociale profonde qui présida à la création du cercle économique WIR.

2.2.1. Le cercle économique WIR : un projet radical

Le cercle économique WIR voit le jour à Zurich le 16 octobre 1934. A son initiative, on trouve notamment deux citoyens suisses : Paul Enz (1898-1991), commerçant, et Werner Zimmermann (1893-1982), ancien instituteur, grand voyageur, penseur éclectique et adepte des théories de Gesell (voir ch. 3). Zimmermann a connu Gesell, et diffuse déjà ses idées depuis de nombreuses années : il donne de nombreuses conférences à ce sujet, et a été actif dans la commune de Wörgl, lorsque son maire décida d'y introduire une monnaie fondante en 1932, comme « ministre de la propagande » de cette initiative (Kästli 1979; Dubois 2014, 27). Deux ans avant la fondation du cercle économique WIR, Enz et Zimmermann avaient par ailleurs fondé, sur un terrain du 8,5 ha, une communauté agricole, végétarienne et fidèle aux principes de la *Lebensreform* : la *Gartenbau-Siedlung Schatzacker* à Bassersdorf, près de Zurich, où ils résident tous deux, et qui fonctionne selon les règles préconisées par Gesell dans ses projets de réforme foncière (Flury 2012). La coopérative qui assurait l'exploitation de la colonie Schatzacker, la Siga-Genossenschaft, faisait d'ailleurs elle aussi partie des membres fondateurs du cercle économique WIR.

La genèse du cercle économique WIR est mal connue. Le numéro 1 du bulletin de la coopérative (*WIR-Nachrichten* 1934a) signale que le projet s'inspire d'un précédent : en mai puis en août 1934, Enz et Zimmermann se rendent à Aarhus, au Danemark afin d'étudier le modèle d'un « système de compensation sans numéraire »[143], qui vient alors d'y être mis en place. Les initiateurs du WIR donnent peu de détails sur ce projet : ils le nomment « Nordisk Clearing », ou « Afregnings-Centralen », et indiquent qu'il permet le commerce par compensation entre le Danemark, l'Islande, la Scandinavie et les États baltes (*WIR-Nachrichten* 1935b) ; le penseur indien Krishnamurti ou des officiels suédois y auraient pris part. Son fondateur, un grossiste et entrepreneur d'origine saxonne, dont le nom n'est pas mentionné dans les publications du WIR, aurait publié un ouvrage qui sans doute servi de référence lors de la création du cercle WIR, nommé *Richtlinien zur Schaffung einer Entschuldungs- und Verrechnungsstelle, die gegen Krisen gesichertes Wirtschaften gewährleistet* (« Instructions pour la création d'une centrale de compensation et de

142 L'ouvrage *Faszination WIR* d'Hervé Dubois, pour précieuses que soient les informations qu'elle contient, ne peut cependant valoir comme une contribution académique : Dubois fut en effet, 19 ans durant, directeur de la communication de la banque.

143 « Bargeldloses Verrechnungssystem »

mutualisation des dettes, qui garantit une économie protégée des crises »). La recherche dans les archives du mouvement a permis d'identifier cet auteur comme Curt Schönstein, commerçant et fondateur de la firme Schoenstein-Grell-Gjövad-Clearing de Stockholm (Schönstein 1938) : c'est un militant allemand du nom de Kurt Zube, qui aurait servi d'intermédiaire entre Schönstein et Zimmermann, et fait découvrir à ce dernier le système de Schönstein et sa concrétisation au Danemark (Zube, s. d.-b). Le document dont il est question plus haut consiste quant à lui en une brochure d'une douzaine de pages, décrivant techniquement un système de compensation proche du fonctionnement du cercle économique WIR dans ses premières années (Schönstein 1934)[144]. Ce système de compensation danois est très peu documenté, mais les indices laissés par Zimmermann suggèrent que ce système voit le jour au sein du mouvement *Jord-Arbejde-Kapital* (JAK, ou « Terre, travail, capital »), actif au Danemark à partir de 1931[145]. Godschalk (2012) considère que le JAK s'est lui-même inspiré, pour mettre en place le « Nordisk Clearing », d'un modèle de coopératives opérant des transactions par compensation répandu en Allemagne depuis le XIXe siècle : les « Ausgleichkassen » (caisses de compensation). De toute évidence, des investigations complémentaires à ce sujet seraient précieuses.

Quelle que soit l'inspiration du cercle économique WIR, le projet politique qu'il poursuit est quant à lui fermement ancré au sein du mouvement gesellien. Werner Zimmermann est l'auteur d'une grande partie de la littérature fixant les objectifs et les proclamant les valeurs du WIR pendant les premières années d'existence de la coopérative. « Que voulons-nous ? » demande-t-il ainsi dans le premier numéro de *WIR-Nachrichten*, le bulletin d'information de la coopérative :

> Du travail gratifiant, un revenu juste, un bien-être assuré ! (…)
> Nous, les humains, sommes les seuls à avoir porté les choses au point que, dans l'« abondance » que nous avons nous-mêmes créée, nous souffrions de la misère, de la fin, de l'amertume, et nous entre-tuions finalement de la manière la
>
> Befriedigende Arbeit, gerechten Verdienst und gesicherten Wohlstand ! […] Nur wir Menschen haben es so weit gebracht, daß wir im selbsterzeugten « Ueberfluß » verelenden, verhungern, verbittern und uns schließlich noch gegenseitig mit Hilfe modernster Giftgase in qualvollster Weise

144 Schönstein aurait cherché à mettre en place un système similaire à Leipzig, sous le nom de *Universal-Arbeitsgemeinschaft* (Zube, s. d.-a).

145 Il semblerait que le mouvement JAK au Danemark présente de très nombreuses similitudes avec le mouvement franchiste en Allemagne et en Suisse (Bregnsbo 1980) : un élargissement de la présente enquête à la Scandinavie semblerait ainsi pleinement justifié. Comme le WIR en Suisse, Le mouvement JAK a persisté jusqu'à nos jours sous la forme d'une banque basée aujourd'hui en Suède, la *JAK-Medlemsbank* (« Banque des membres JAK », <www.jak.se>), qui pratique des prêts sans intérêt (Carrie 2004).

plus atroce possible à l'aide des gaz toxiques les plus modernes, avec les enfants, les femmes et le bon bétail !
Que voulons-nous ? Nous voulons mettre un terme à cette folie. (…) Cela ne peut ni ne doit arriver par des paroles judicieuses et de belles promesses. Cela requiert une *action pratique. Et c'est ce que que nous avons engagé.*

umbringen werden, mit Kindern und Frauen und dem lieben Vieh ! Was wollen air ? Wir wollen diesem Unsinn ein Ende setzen. [...] Das soll und kann nicht durch kluge Worte und schöne Versprechungen geschehen. Das erfordert praktische Tat. Und diese haben wir begonnen. (*WIR-Nachrichten* 1934c)

Cette action pratique, c'est, bien sûr, en l'occurrence, la réforme monétaire. Zimmermann, fidèle à la pensée gesellienne, écrit ainsi, dans une publication de 1938 tirant le bilan de quatre ans d'existence de la banque WIR :

L'assainissement du système monétaire est d'une importance cruciale [dans la résolution du problème du chômage, de la faim et de la misère]. La monnaie doit être instrument serviteur, et non tyran régnant. Ses défauts de construction actuels doivent être éradiqués, et sa forme techniquement valide doit être concrétisée

Die Gesundung des Geldwesens ist dabei von ausschlaggebender Bedeutung. Das Geld sei dienendes Werkzeug, nicht herrschender Tyrann. Seine heutigen Konstruktionsfehler müssen ausgemerzt und seine technisch vollwertige Form verwirklicht werden. (Zimmermann 1938, 15)

Conformément aux idées franchistes, Zimmermann considère en effet que les défauts du système monétaire sont responsables des déséquilibres économiques : la monnaie officielle est thésaurisable, et fréquemment thésaurisée[146], ce qui interrompt l'échange et réduit le débouché.

Qui veut écarter les causes de la crise économique, devra s'assurer : 1. que le processus d'échange naturel ne puisse pas être interrompu, mais que chaque écoulement de denrée ou de prestation d'un côté conduise également à l'écoulement de denrées ou de

Wer also die Ursachen der Wirtschaftskrise beseitigen will, der muß bewirken : 1. daß der natürliche Tauschvorgang nicht unterborchen werden kann, sonden daß jeder Absatz von Ware oder Leistung auf der einen, auch zu einem Absatz von Ware oder

146 Les contextes de crise économique, comme celui dans lequel le cercle économique WIR est créé, portent ce phénomène à son paroxysme.

prestations de l'autre côté, soit *l'échange circulaire*.

2. Que ceux qui ne possèdent pas de moyens de production puissent les obtenir sans payer d'intérêts, moyennant les garanties correspondantes, soit le *crédit sans intérêt*. Ainsi seulement, le verrou du crédit pourra être effectivement brisé, la pénurie artificielle surmontée et le taux d'intérêt amené à une baisse générale dans le cadre d'une concurrence véritablement libre, jusqu'à ce qu'il soit finalement surmonté.

Leistung auf der anderen Seite füht, also R i n g t a u s c h.

2. daß Leute, die keine Produktionsmittel besitzen, diese zinslos zur Verfügung gestellt erhalten, natürlich unter entsprechenden Sicherungen, also z i n s l o s e K r e d i t e. Nur dadurch kann die Kreditsperre wirksam gebrochen, der künstliche Mangel überwunden und der Zins in wirklich freien Wettbewerb allgemein zum Sinken gebracht und zuletzt überwunden werden. (*WIR-Nachrichten* 1934b)

Tel est donc l'objet de la fondation du WIR, tel qu'il résulte des écrits de Zimmermann et des publications de la banque : transformer le système monétaire de manière à en finir avec les crises économiques et l'intérêt de l'argent ; instaurer « l'échange naturel » afin d'en finir avec « l'exploitation » (*WIR-Nachrichten* 1934b). Si la pensée d'une solidarité des petites et moyennes entreprises cherchant à survivre face à la crise est évidemment présente lors de la fondation du WIR, le projet d'ensemble qui préside à sa création est en réalité infiniment plus ambitieux[147].

2.2.2. Le cercle économique WIR des pionniers : 1934-1948

Au moment de sa fondation, le WIR fonctionne comme une chambre de compensation entre ses membres : les paiements sont effectués via des ordres de virement (*Buchungsaufträge*, ou BA) adressés à la centrale, qui procède au règlement. Lors de l'affiliation, chaque membre doit verser des frais de 5 Fr. et un apport social de 25 Fr., qui lui donne le droit de participer aux bénéfices de la coopérative. En contrepartie, il obtient immédiatement un crédit de 30 Fr., qui lui permet de commencer à participer aux échanges[148]. Les apports en numéraire font l'objet d'une bonification de 5 % lors de leur inscription sur les comptes, et les retraits ne sont possibles, moyennant un malus de 10 %, qu'à concurrence des espèces qui ont été déposées. Enfin, des frais de virement (*Standardsicherung*, ou

147 On peut noter que Zube lui-même, bien que formellement non affilié au mouvement gesellien, a envisagé de publier un ouvrage intitulé *Die Brechung der Zinsknechtschaft und der praktische Weg dazu (der Schönstein-Plan) :* « Briser la servitude de l'intérêt, et le chemin pour y parvenir en pratique (Le plan Schönstein) » (Zube, s. d.-a)

148 Ce crédit initial (Stammkredit) est supprimé en novembre 1937 : les membres le considéraient trop souvent comme un avoir, et laissaient leur compte se vider sans jamais envisager son remboursement.

Standardbelastung) sont déduits, à chaque paiement, du compte du destinataire. Leur montant s'échelonne de 5 % à 0,5 %, selon l'importance de la somme réglée[149]. Leur produit est divisé en trois partie : un tiers va aux frais de gestion de la coopérative ; un tiers est restitué à l'émetteur du paiement afin d'inciter aux dépenses au sein du circuit ; et le dernier tiers est attribué, pendant un an, au membre qui a parrainé l'entrée dans le circuit du destinataire du paiement. Enfin, le cercle économique WIR octroie sur caution des crédits sans intérêt, moyennant le paiement de frais de gestion de 2 % (*WIR-Nachrichten* 1934d). Le nombre d'adhérents croît rapidement : il atteint 1400 membres en janvier 1935, et passe la barre des 3000 en août de la même année (*Wirtschaftsring* 1935) ; le chiffre d'affaire dépasse le million de francs suisses dès l'année 1935 (*WIR-Pionier* 1958b).

En décembre 1936, de nouveaux moyens de paiement font leur apparition : des timbres (*Einkaufsmarke*) servent à régler des petites sommes (*Wirtschaftsring* 1936a). Ils ne doivent servir que pour une seule transaction : ils sont ensuite collés sur une feuille de collecte (*Sammelbogen*) remise à la centrale par le commerçant, et crédités sur son compte après déduction des frais de virement. Mais la banque constate vite que les timbres circulent plus largement qu'elle ne l'avait anticipé et sont remis en circulation sans passer par la centrale, ou que des carnets de timbre entiers servent au règlement de transactions – ce qui permet, bien sûr, aux destinataires des paiements d'échapper au prélèvement des frais (*Wirtschaftsring* 1938a). Pour contrecarrer ce phénomène, la coopérative introduit un troisième moyen de paiement, le 11 avril 1938 : le billet de compensation (*Verrechnungsschein*, ou VS). Ces billets fonctionnaient comme une monnaie liquide – sur laquelle le WIR, afin de s'assurer un revenu, introduit un taux de fonte mensuel de 2 % : afin d'être valides, les VS devaient ainsi être timbrés à l'aide des timbres émis par la banque. Au bout de 12 mois, s'ils ne sont pas ramenés à la centrale pour être échangés ou crédités sur un compte, ils perdent 10 % de leur valeur chaque mois, jusqu'à n'en avoir plus du tout au bout du 23e mois.

149 Dès 1935, la Standardbelastung maximale (facturée pour le paiement des plus petites sommes) est abaissée à 2 %.



Un billet de compensation WIR de 1939

Quatre ans après sa création, et alors même qu'il tente de se démarquer, au moins en paroles, du mouvement franchiste, le cercle économique WIR met ainsi en circulation une monnaie timbrée, inspirée des propositions de Gesell. « Le WIR en soi n'a rien à voir avec le mouvement de la monnaie franche », est-il pourtant écrit dans le n° 15 de *WIR-Nachrichten* (1935). « Son idée fondamentale est que l'appareil de distribution actuel (monnaie et substituts monétaires) n'entretient plus un rapport sain aux possibilités de production, qui ont été considérablement élargies par le progrès technique. Nous devons par conséquent créer pour tous la possibilité de consommer plus, pour que l'absurdité des crises de surproduction ne survienne pas encore et encore pour des millions d'humains affamés et manquant de tout. » – une « idée fondamentale » en fait absolument conforme à la pensée de Gesell. Si le WIR se sent obligé, pour des raisons de crédibilité, et sans doute afin d'élargir son audience parmi les commerçants et chefs d'entreprise suisses, de minimiser ses liens à l'économie franche, les idées geselliennes sont pourtant bien présentes dans le corpus idéologique à la coopérative, et ce sont des outils geselliens qui sont déployés par elle au service de son projet de transformation sociale.

Cet héritage gesellien ne tardera pourtant pas à être liquidé : la guerre porte un coup dur au WIR, dont le chiffre d'affaire et le nombre d'adhérents s'effondrent. En 1943, les VS manquent de peu d'être supprimés, en raison d'une trop faible circulation (la vente des timbres ne couvrait même plus les coûts engendrés par l'émission et la gestion de ces moyens de paiement) et de pratiques spéculatives de la part de non-membres, qui achetaient les VS sous leur valeur faciale, ou les utilisaient sans les timbrer (*Wirtschaftsring* 1943a). Sous la pression du groupe local de Zurich, ils continuent de circuler, avec un taux de fonte porté à 4 % mensuel (*Wirtschaftsring* 1943b). Ce n'est qu'en 1948 qu'ils seront définitivement supprimés[150] : le WIR est alors en pleine normalisation, et cherche à se débarrasser de la part

150 Pour des raisons qui ne sont pas explicitement indiquées dans les publications de la banque.

la plus visible de l'héritage des « idéalistes » qui l'ont fondé. En 1952, une réforme des statuts introduit la rémunération des parts sociales (Lautner 1964, 35). En 1958, la raison sociale du WIR est modifiée : « L'objet de la société est l'entraide des entreprises moyennes de l'artisanat et du commerce de détail. » (*WIR-Pionier* 1958c). C'est la fin de la période d'expérimentation, et la marginalisation définitive des ambitions de réforme sociale au sein du WIR.

2.2.3. De la Banque du Peuple au cercle économique WIR : une idée, deux projets ?

Aucun lien direct ne semble exister entre la Banque du Peuple de Proudhon et le cercle économique WIR : les publications du cercle économique ne mentionnent pas cette expérience, qui ne fait visiblement pas partie de l'univers des références de Zimmermann. Seul un travail de fond sur les « Ausgleichkassen » et le « Nordisk-Clearing » pourrait permettre de déterminer s'il y a eu circulation effective des idées proudhoniennes jusqu'au projet d'Enz et Zimmermann. Pourtant, si aucune autre généalogie entre la Banque du Peuple et le WIR que celle qui conduit de la pensée de Proudhon à celle de Gesell et de celle de Gesell à celle de Zimmermann ne paraît pouvoir être établie avec certitude, la similitude entre les deux projets est frappante.

Tout d'abord, le WIR, comme la Banque du Peuple, aspire à fonctionner sans numéraire. L'objectif déclaré du WIR est d'assurer l'intermédiation des échanges sans recourir à la monnaie : « l'échange naturel » qu'ils appellent de leurs vœux, c'est l'échange direct des produits contre les produits, par opposition à « l'économie monétaire ». « Le cercle n'a en soi absolument pas besoin de monnaie pour l'échange. Il calcule seulement avec un étalon de valeur choisi (il utilise la monnaie officielle à cette fin, pour plus de simplicité), et compense simplement les marchandises et les prestations entre elles » (*WIR-Nachrichten* 1934b). L'intermédiation de la monnaie capitaliste, qui interrompt l'échange quand elle est thésaurisée, est ainsi contournée. Si la dénonciation de l'étalon-or et des limitations artificielles qu'il fait peser sur l'activité économique est présente dans les publications du WIR (voir par exemple *Wirtschaftsring* 1936b), ce n'est donc pas lui qui concentre la critique théorique et pratique des initiateurs du WIR, mais plutôt le caractère accumulable et thésaurisable de la monnaie en tant que tel[151].

Ensuite, le WIR assure lui aussi la gratuité du crédit, grâce à sa mutualité : c'est l'ensemble des membres du cercle économique qui garantit le crédit, et voit dans le fait de l'accorder gratuitement un avantage qui bénéficie à tous. Là encore, le coût du financement

151 Pour autant, le WIR, soumis aux réglementations bancaires suisses à compter de 1936, ne cessera de s'efforcer de se procurer des francs suisses pour assurer son bon fonctionnement.

est socialisé – les éventuels bénéfices de la banque devant même initialement être redistribués sur les comptes des membres. Une nouvelle fois, le WIR oppose ici le « crédit en monnaie » classique, portant intérêt, et le « crédit en marchandises » gratuit qu'elle pratique : la monnaie de compte utilisée par le WIR n'étant échangeable que contre des marchandises (à l'exclusion de tout numéraire), les crédits accordés le sont « en marchandises », et peuvent par conséquent l'être gratuitement. Comme dans la banque de Proudhon, les crédits sont accordés sur caution.

Enfin, Zimmermann et Proudhon ont tous deux en ligne de mire, par la création de leur institution bancaire, une transformation sociale d'envergure, comme on l'a déjà évoqué *supra*. Dans un entretien publié dans le *Tagesanzeiger-Magazin* en mars 1979, un journaliste demande à Zimmermann s'il ne s'est pas imaginé, lors de la création du WIR, que celui-ci, en s'élargissant, ne finisse par englober toute l'économie suisse et à la transformer dans le sens voulu par le mouvement franchiste.

> "C'était en fait tout à fait mon objectif", répond-il. "Commencer petit, à titre privé, mais ensuite inclure des communes, accorder des crédits gratuits aux communes ; et quand nous y serions parvenus, nous aurions connu une croissance rapide et aurions pu englober la totalité de l'économie nationale."
>
> « Das war durchaus eigentlich mein Ziel », antwortet er. « Klein anfangen, eben privat, aber dann auch Gemeinden zinbeziehen, dass wir den Gemeinden genauso zinslose Kredite zur Verfügung stellen können ; und wenn das gelungen wäre, dan hätten wir natürlich ein rasches Wachstum bekommen und hätten dadurch die ganze Volkswirtschaft erfassen können. » (Kästli 1979)

Les intérêts des hommes d'affaire l'ont emporté sur les grandes idées et sur l'intérêt commun, conclut Zimmermann. Reste que la Banque du Peuple et la banque WIR des fondateurs, tant par leur ambition que par les moyens qu'elles entendaient déployer pour l'atteindre, semblent bel et bien correspondre à un seul et même projet de réforme monétaire « par le bas ».

3. Monnaie capitaliste, monnaie anticapitaliste : le socialisme proudhonien en théorie et en pratique

Si ces deux projets, qui semblent avoir si peu de connexions directes, sont à ce point semblables, c'est qu'ils sont inspirés par une une approche théorique commune des phénomènes économiques, et une conception commune – que l'on pourra dire

« proudhonienne » – de ce qu'il faut appeler le capitalisme (3.1.). Cette approche amène Proudhon et Zimmermann à se poser le même problème pratique : qu'est-ce qu'une monnaie anticapitaliste ? (3.2.)

3.1. Quel capitalisme ? Socialisme proudhonien et analyse monétaire de l'économie

On a déjà, au fil de ce chapitre, laissé entrevoir ce que pouvait être le point de vue proudhonien en économie : pour Proudhon comme pour Zimmermann, le capitalisme est un phénomène essentiellement monétaire, lié aux dysfonctionnements de la sphère de la circulation. Il s'agira ici de caractériser cette approche afin de mieux la situer dans l'histoire des doctrines économiques.

3.1.1. Proudhon : la propriété, c'est la rente – et la rente, c'est le vol

La critique que Proudhon adresse à l'économie politique est à mettre en rapport direct avec sa critique de la propriété, formulée dès 1840, dans son mémoire *Qu'est-ce que la propriété ?*. En 1848, il reprend son raisonnement :

> Qu'est-ce que la propriété ? La propriété, pour nous renfermer dans le cercle économique, est le veto mis sur la circulation par les détenteurs de capitaux et d'instruments de travail. Pour faire lever ce veto et obtenir passage, le consommateur-producteur paye à la propriété un droit qui, suivant la circonstance et l'objet, prend tour à tour les noms de rente, fermage, loyer, intérêt de l'argent, bénéfice, agio, escompte, commission, privilège, monopole, prime, cumul, sinécure, pot-de-vin, etc., etc.
>
> Cette immense organisation de péages sur les produits circulants a pour corollaire et pour soutien la police, les tribunaux, la guerre, le culte même, en un mot, l'État, représenté par le budget ; - pour conséquence, le parasitisme, le luxe, l'anarchie mercantile, la fraude, l'inégalité des conditions, la mendicité, le vagabondage, la prostitution, le vol, le meurtre et le suicide ; - pour correctif, la bienfaisance publique, la charité chrétienne, la philanthropie. (Proudhon 2003a [1848], 151-52)

Les institutions de la propriété privée permettent la perception de revenus de rente obtenus sans travail. Or, selon Proudhon, seul le travail est productif , comme on l'a vu *supra*. Le prélèvement des rentes par les propriétaires, c'est à dire ce que nous pourrions appeler la propriété privée lucrative, Proudhon le nomme « parasitisme ». Gesell, puis Zimmermann à sa suite, le nommeront « capitalisme », comme on le verra plus bas.

La racine de ce parasitisme, nous dit Proudhon, c'est la faculté des propriétaires d'interrompre la circulation, et de ne la laisser reprendre que moyennant un droit de passage. En dernière analyse, c'est donc la monnaie, et sa faculté à être thésaurisée, empêchant ainsi l'échange, qui est à la source du capitalisme comme système économique :

> Quel est, dans l'ordre des faits anatomiques, tous plus ou moins imprégnés d'appropriation, celui qui exerce à l'égard des autres la dictature ? Quel est le despote de la circulation, le tyran du commerce, le chef de la féodalité mercantile, le pivot du privilège, le symbole matériel de la propriété ? C'est le numéraire, c'est l'argent ! (Proudhon 2003a [1848], 155)

Le système monétaire, support de la circulation économique, est pour Proudhon le principal déterminant de l'existence de l'économie parasitaire. C'est cette même conception, plus clairement formulée encore, que l'on retrouve chez Zimmermann.

3.1.2. Zimmermann : « le capital, c'est la propriété portant intérêt »

> Le capitalisme, la grande maladie, la racine de tous les autres maux, consiste en ceci que des parties de la collectivité de travail consomment les meilleurs produits de la collectivité sans fournir elles-mêmes de prestation de travail.
>
> Der Kapitalismus, die große Krankheit, die Wurzel all der andern übel besteht darin, daß Teile der Arbeitsgemeinschaft ohne eigene Arbeitsleistung die besten Erzeugnisse der Gemeinschaft verzehren. (Zimmermann 1933 [1919], 17)

Le capitalisme se définit, pour Zimmermann, par l'existence, pour certains agents économiques, de revenus obtenus sans travail. On retrouve donc ici le fondement de la critique proudhonienne : le capitalisme est assimilé à la propriété privée lucrative. Plus loin, Zimmermann se fait plus précis :

> *Le capital c'est la propriété portant intérêt.* Le capitalisme, c'est l'aspiration au maintien et à l'expansion d'une communauté de vie qui rend possible le revenu obtenu sans travail. Un capitaliste est un être qui empoche ces revenus non mérités.
>
> Kapital ist zinstragendes Eigentum. Kapitalismus ist das Streben nach Erhaltung, Ausbau einer Lebesgemeinschaft, die arbeitsloses Einkommen ermöglicht. Ein Kapitalist ist ein Wesen, das diese unverdienten Erträge einstreicht. (Zimmermann 1933 [1919],

Comment émerge ce revenu sans travail ? Il est le fruit d'une rareté artificielle des biens durables : c'est cette rareté qui leur confère la capacité de capter un flux monétaire, et c'est donc elle qui leur confère la nature de capital, au sens où l'entend Zimmermann. Cette rareté est elle-même le fruit d'une rareté de la monnaie. Chez Zimmermann le système monétaire joue donc encore un rôle prépondérant dans l'émergence du revenu de rente :

> Le capital, comme source de l'exploitation n'est pas une simple chose ; son existence est plutôt déterminée par un un *état, le manque.* […] La monnaie n'est plus un capital dès lors qu'on peut la contraindre à se mettre à la disposition de toute personne désirant travailler, sans intérêt. Maisons, usines, machines, tout « capital réel » cesse d'être capital dès lors qu'il est produit dans une quantité telle que l'offre couvre sans reste la demande, voire la dépasse de manière temporaire. Aujourd'hui, la monnaie, le capital financier, ne se met pas à disposition d'une telle libération du travail. Elle fait grève dès que le revenu issu de l'intérêt est menacé. Ce refus de service (sabotage) de l'argent capitaliste contemporain doit être rendu impossible.
>
> Kapital als etwas Ausbeutendes ist nicht einfach eine Sache, sondern ist bedingt durch einen Z u s t a n d, d e n M a n g e l. […] Geld ist nicht mehr Kapital, sobald man es zwingen kann, sich jedem Arbeitswilligen zinsfrei zur Verfügung zu stellen. Häuser, Fabriken, Maschinen, alles « Realkapital » sind nicht mehr Kapital, sobald sie in solcher Menge hergestellt werden, daß das Angebot die Nachfrage restlos deckt, vorübergehend sogar überwiegt. Heute steht das Geld, das Finanzkapital, dieser Arbeitsentfesselung nicht zur Verfügung. Es streikt, sobald der Zinsertrag gefährdet wird. Diese Dienstverweigerung (Sabotage) des heutigen kapitalistischen Geldes ist zu verunmöglichen. (Zimmermann 1933 [1919], 19)

Les biens durables acquièrent la nature de capital quand ils sont rares ; leur rareté est le produit des caractéristiques institutionnelles du système monétaire : c'est donc sur une analyse précise de l'institution monétaire que doit être fondée toute entreprise de dépassement du capitalisme. Il faut cependant noter que, si le mot capitalisme désigne usuellement un *mode de production*, ce concept est plus large dans la bouche de Gesell et de Zimmermann : pour eux, l'accumulation capitaliste n'a pas seulement lieu dans le cadre d'un processus de production. Elle est le produit des institutions de la propriété foncière et de celles qui

permettent le financement de l'économie et l'échange des biens. Leur critique porte ainsi uniquement sur le cadre institutionnel dans lequel se déroulent la production et les échanges marchands, et non sur la nature même de ces opérations : ni Proudhon ni ses successeurs ne critiquent la liberté d'entreprise ou la propriété privée des moyens de production, ni même le motif de profit des entrepreneurs, ou la liberté dans les échanges – tous sont libre-échangistes. Le fonctionnement courant des institutions monétaires pervertit selon eux le fonctionnement vertueux de l'économie marchande, dans laquelle les revenus de rente n'ont en aucun cas lieu d'être – sinon, peut-être, à titre transitoire. Leur « anticapitalisme » rejoint ainsi le libéralisme de certains auteurs critiques de la rente, comme par exemple Maurice Allais ou, bien sûr, Keynes (voir partie III de ce travail).

3.1.3. Socialisme proudhonien et analyse monétaire

La vision de Proudhon et celle de Zimmermann – et d'ailleurs celle de Gesell, dont Zimmermann a repris les thèses – sont comme on l'a vu d'une grande cohérence. Elles dessinent les contours d'un socialisme qui regarde le système monétaire comme l'institution fondamentale de la sphère économique, et s'engage dans une analyse de ses caractéristiques institutionnelles afin de formuler sa critique à l'économie politique. Cette approche concentre son analyse sur les flux monétaires, la capacité de certains agents à les capter ou à les détourner, leur vélocité et leur finalité. Elle adopte ainsi sur les phénomènes économiques le point de vue de l'approche monétaire, pour reprendre la *summa divisio* proposée par J. A. Schumpeter dans son *Histoire de l'analyse économique* (Schumpeter 2006 [1954], 265). L'approche monétaire voit « la monnaie comme la vraie substance des relations économiques » (Cartelier 2018, 3), quand l'approche en termes réels, qui s'y oppose, considère que « tous les phénomènes de la vie économique sont susceptibles d'être décrits en termes de biens et services, de décisions les concernant et de relations entre eux » - la monnaie n'y étant qu'un « expédient technique adopté en vue de faciliter les transactions » (Schumpeter, *loc. cit*). L'approche réelle a ainsi souvent tenté de ramener la monnaie au rôle de représentant d'une marchandise particulière – les métaux précieux dans les systèmes d'étalon métallique, ou le travail dans certains systèmes socialistes – car ce sont justement les marchandises qui sont la catégorie de base de cette perspective analytique. Les théories de la valeur permettent de définir les rapports d'échange entre les biens, et donc de servir de fondement à leur commensurabilité. Les doctrines socialistes qui s'inscrivent dans cette approche théorique, le socialisme ricardien ou la doctrine marxiste, s'intéressent donc d'abord aux rapports sociaux présidant à la production des marchandises et des services : c'est dans le procès de production (et non dans le procès de circulation du capital, dont le principe est

l'échange de marchandises équivalentes en valeur) que la plus-value capitaliste est générée – c'est donc une transformation des structures de la production qui est la clé d'un dépassement du capitalisme.

Le socialisme proudhonien s'oppose presque terme à terme à cette approche : refusant radicalement toute théorie de la valeur – Gesell les appellera « un produit de l'imagination dénué de toute réalité » (1920a, 150) – il voit dans la monnaie le fondement de la commensurabilité des biens et des services. Celle-ci ne représente donc pas une marchandise en particulier, mais l'outil de mesure commun qui permet l'établissement de l'échelle des prix, et donc l'accomplissement de l'échange : elle ne peut ainsi jamais être « l'équivalent », fût-ce en valeur, des marchandises. Il s'agit, pour les proudhoniens, de tenir compte de ce déséquilibre, de cette différence fondamentale de statut entre la monnaie et les marchandises, qui est la cause de la thésaurisation de la monnaie et de l'interruption de l'échange marchand, et par là, du dévoiement du fonctionnement de l'économie marchande par les logiques accumulatrices. La monnaie qu'ils aspirent à voir apparaître est par conséquent un pur signe, dont l'unique fonction est l'organisation de la circulation des biens et des services, dans le cadre d'une économie marchande simple tournée vers la satisfaction des besoins. C'est ainsi d'abord sur l'émission et la circulation de la monnaie que porte leur effort analytique, ainsi que sur les conditions institutionnelles dans lesquelles celles-ci se déroulent. Afin de dépasser le capitalisme – qui reçoit, on l'a vu, une définition exclusivement basée sur les conditions monétaires de la production et de la circulation –, il s'agit donc de transformer les structures sociales organisant la circulation monétaire, c'est à dire, de réformer radicalement l'institution monétaire[152]. Par opposition aux « socialismes de l'approche réelle » évoqués *supra*, le socialisme proudhonien mérite ainsi, sans doute, le qualificatif de « socialisme de l'approche monétaire ».

3.2. Qu'est-ce qu'une monnaie proudhonienne ? Faire la monnaie des producteur·rices

3.2.1. Intermédiaire des échanges et réserve de valeur : deux fonctions contradictoires de la monnaie

Reste à déterminer quel type de système monétaire permet effectivement, selon nos penseurs, de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Ce qui permet aux détenteurs de monnaie de percevoir une rente, c'est, on l'a dit, leur capacité à mettre un « veto » sur la circulation à moins que cette rente ne leur soit servie : pour Proudhon, Gesell ou Zimmermann, il existe en

152 Les structures productives ne sont pourtant pas hors des préoccupations des auteurs proudhoniens : leur transformation doit résulter de la modification des conditions monétaires de la production, qui permettra l'émergence de coopératives, ou la survie de petits artisans et commerçants autrement condamnés à la faillite.

fait une contradiction fondamentale entre la fonction d'intermédiaire des échanges de la monnaie (c'est-à-dire sa fonction de support de la circulation) et la fonction de réserve de valeur. La confusion de ces deux fonctions en un seul et même objet confère à la monnaie son caractère capitaliste :

> **La monnaie a toujours dû servir deux maîtres !** L'argent devait servir **Dieu** et son image, l**'humain laborieux**, et il devait en même temps servir l'idole **Mammon** et **l'exploitation de l'homme par l'homme !** Et il ne peut pas le faire : « On ne peut pas servir Dieu et Mammon. »[153] Mais parce qu'on ne sépare jamais clairement le **moyen d'échange** du **moyen de réserve**, du moyen de thésaurisation, du moyen d'exploitation et de pillage du prochain, parce qu'on veut unir les deux, le système monétaire devient si opaque, si incompréhensible et confus, que même des têtes bien faites ne peuvent aisément y voir clair et désignent la monnaie comme quelque chose d'incompréhensible pour elles.
>
> **Das Geld musste immer zwei Herren dienen !** Das Geld sollte **Gott** und seinem Ebenbilde, **dem arbeitenden Menschen**, und es sollte gleichzeitig auch noch dem Götzen **Mammon** und der **Ausbeutung des Menschen durch den Menschen dienen !** Und das kann es nicht gleichzeitig : « Man kann nicht Gott und dem Mammon dienen. » Aber weil man das **Tauschmittel** nie sauber vom **Schatzmittel,** vom Thesaurisierungsmittel, vom Ausbeutungs- und Ausplünderungsmittel dem Nächsten gegenüber trennt, weil man beides miteinander vereinigen will, wird das Geldwesen so undurchsichtig, so unverständlich und konfus, dass selbst kluge Köpfe nicht leicht klar sehen können und das Geld als etwas für sie Unverständliches bezeichnen. (*WIR-Pionier* 1958a)

C'est également ce que souligne Luca Fantacci dans un texte de 2013 : « Capitalist money is a store of value. » - la monnaie capitaliste est réserve de valeur (2013, 139). Fantacci y identifie trois systèmes s'efforçant de priver la monnaie de son caractère de réserve de valeur, c'est à dire trois systèmes monétaires qui peuvent être dits non-capitalistes en un sens proudhonien. Il cite :

> au niveau local, les *stamp scrips* décrits par Fisher […] ; au niveau national, le système de monnaie imaginaire évoqué par Einaudi […] ; et au niveau

153 Cette citation est issue de l'évangile de Matthieu, 6:24 (voir ch. 3).

> international, l'Union de compensation proposée par Keynes […].[154] (Fantacci 2013, 127)

Ce n'est pas un hasard si le mouvement gesellien a promu chacun de ces trois systèmes : les *stamp scrips* proposés par Irving Fisher (1933) sont en effet directement inspirés de la monnaie franche de Gesell (voir le chapitre précédent). La monnaie imaginaire (c'est-à-dire, la dissociation de l'unité de compte et des moyens de paiement) décrite par Luigi Einaudi peut être mise en rapport avec certains aspects de la pensée de Gesell et des propositions pratiques du mouvement gesellien, formulées notamment par Theophil Christen (voir ch. 9). Quant au plan Keynes pour une *International Currency Union*, ou plan Bancor, il s'agit d'un système de compensation, qu'on peut rapprocher à certains égards du projet de Proudhon et à celui de Zimmermann. Indépendamment du niveau (local, national ou international) auquel ils ont été projetés par les auteurs cités, ces trois systèmes constituent donc de bons candidats pour définir trois types de systèmes monétaires anticapitalistes au sens proudhonien. Après avoir évoqué les monnaies « fondantes » au chapitre précédent, et avant d'évoquer la dissociation de l'unité de compte et des moyens de paiement dans le chapitre 9, nous nous concentrons ici sur les systèmes de crédit mutuel.

3.2.2. Les systèmes de crédit mutuel : un dispositif monétaire anticapitaliste ?

Qu'est-ce qu'un système de crédit mutuel ? On désigne ici par ce terme un système où la circulation monétaire est conjointement garantie par l'ensemble des producteur·rices qui y prennent part. Le crédit peut ainsi y être gratuit – ou presque – car les dettes n'y sont pas contractées vis-à-vis d'institutions bancaires opérant à titre lucratif, mais auprès d'une institution émanant de l'association des producteurs eux-mêmes : dans un tel système, la monnaie est considérée comme le bien commun des producteur·rices, et non comme une marchandise pouvant faire l'objet d'un commerce. Le bon fonctionnement de l'institution monétaire, infrastructure essentielle de la circulation des produits, et donc de la prospérité collective, est ainsi conçu comme relevant de la responsabilité conjointe des producteurs, qui s'associent à cette fin et se garantissent mutuellement et gratuitement le crédit : on passe alors, dans les termes de Proudhon, du régime de « crédit unilatéral » des métaux précieux[155] (Proudhon 2003c [1848], 107) au crédit « réciproque » ou « bilatéral » (*loc. cit.*) – c'est à dire, au crédit mutuel. Ce terme recouvre donc une variété de systèmes d'échange qui dépasse les seuls systèmes dits de « crédit mutuel inter-entreprises », qui fonctionnent selon un principe

154 « at a local level, the stamp scrip described by Fisher […] ; at a national level, the system of imaginary money evoked by Einaudi […] ; and at an international level, the Clearing Union proposed by Keynes […]. » (Fantacci 2013, 127)

155 Unilatéral car le détenteur de numéraire sera toujours prêteur, et celui qui en est dépourvu sera toujours emprunteur. L'argument reste valable, d'un point de vue proudhonien, tant que la monnaie a statut de marchandise privativement appropriable.

de compensation mutuelle des dettes et des créances grâce à l'institution d'une unité de compte interne (Blanc 2018, 36-39), et dont se rapproche également le plan Bancor de Keynes. En tant que tel, le principe de compensation mis en œuvre par les systèmes de crédit mutuel inter-entreprises n'assure en effet qu'une partie des fonctions dévolues au système monétaire dans une économie capitaliste. En reprenant la distinction introduite par Schumpeter (2005 [1970]; cf. Lakomski-Laguerre 2002, 165-212), on peut dire que les systèmes de compensation permettent la circulation marchande, mais sont incapables de dynamique dans la mesure où ils ne disposent pas d'une monnaie de crédit permettant d'anticiper sur une création de valeur future – c'est à dire d'une monnaie permettant l'investissement productif. Les systèmes de crédit mutuel qui ont l'ambition de se substituer au système monétaire capitaliste, comme c'est le cas de la Banque du Peuple ou du WIR, cherchent ainsi à combiner cette dimension de financement de la production avec le modèle de la compensation.

Au sens proudhonien, les systèmes de crédit mutuel se qualifient comme systèmes monétaires non-capitalistes à plusieurs égards.

Tout d'abord, la mutualité du crédit permet de supprimer les charges d'intérêt, et donc d'abaisser le coût du financement ; ainsi, aucun agent ne profite à titre individuel du fonctionnement du système monétaire. Les éventuels frais payés en contrepartie d'un crédit sont socialisés, c'est à dire mis au service de tous – qu'ils soient employés pour couvrir les coûts relatifs au fonctionnement du système, ou pour financer des dépenses dans l'intérêt commun, comme l'a par exemple envisagé Proudhon. La baisse générale du coût du financement a en outre pour effet de permettre la multiplication des biens d'équipement, et de permettre ainsi – pour reprendre les termes de Keynes – de faire baisser l'efficacité marginale des capitaux réels, en la faisant tendre, elle aussi, vers zéro. Cette faculté à générer une extinction des revenus de rente[156] est au cœur du projet proudhonien de dépassement du capitalisme par la réforme monétaire.

Ensuite, les opportunités d'utilisation d'un solde monétaire positif pour un autre usage que l'achat des biens et des services offerts au sein du système est drastiquement réduite. En particulier, la non-rémunération des avoirs doit décourager l'épargne et l'investissement privés, ou les comportements accumulateurs. L'existence d'un système public (ou commun) de crédit gratuit rend *a priori* le recours aux capitaux privés inutile : rien ne sert d'emprunter de l'argent à titre onéreux auprès d'agents privés lorsque le système garantit la possibilité

156 La seule rente qui fait exception est bien sûr la rente foncière, car la terre ne peut être produite : la réforme foncière fait ainsi partie intégrante du programme de réforme des auteurs proudhoniens (Gesell 1920a; Zimmermann 1966)

d'un endettement gratuit – aux frais de gestion et aux primes de risque près. Les projets proudhoniens visent ainsi rien moins que la fin de la finance privée, et du financement de toute la production par des institutions publiques de crédit – ce qui permet d'envisager une forme de contrôle social de l'investissement, ou à tout le moins la garantie de l'orientation du fonctionnement de l'économie vers la production de biens et de services. Comme l'écrit Fantacci,

> quand la monnaie n'est pas réserve de valeur, le crédit est essentiellement une anticipation de biens en vue de recevoir d'autres biens dans le futur. Quand la monnaie est réserve de valeur, le crédit est essentiellement une anticipation de monnaie en vue de recevoir plus de monnaie dans le futur (2013, 139).

La monnaie, pur moyen d'échange, n'est qu'une anticipation des biens : c'est pourquoi Proudhon comme Zimmermann insistent tant sur le fait que les systèmes qu'ils proposent ne sont en fait qu'une forme sophistiquée de troc, ou d'« échange naturel », permettant l'échange direct des produits contre les produits, « sans l'intermédiaire de l'argent » (Proudhon 2003a [1848], 155). La préséance de la monnaie sur les autres biens doit être abolie afin que la monnaie puisse disparaître, ou devenir transparente dans le processus d'échange des biens : la monnaie est un pur signe qui sert de support à l'échange des richesses réelles qui sont les seules véritables richesses. Considérer la monnaie comme une richesse, c'est interrompre l'échange, réduire le débouché, et *in fine*, bloquer l'économie. La neutralité de la monnaie, et la faculté de l'économie marchande à être représentée sous l'espèce d'un système de troc sont ainsi, pour nos auteurs, non pas des hypothèses valides pour modéliser le fonctionnement économique, comme elles le sont pour certains auteurs classiques ou néoclassiques, mais un objectif à atteindre au terme du processus qui rendra la monnaie à sa fonction essentielle : celle d'intermédiaire des échanges[157].

Cette aspiration à une disparition tendancielle de la monnaie s'exprime par la volonté de résorber en permanence tant les soldes positifs que les soldes négatifs, de sorte que la position nette de chaque détenteur de compte tende toujours vers zéro (sans jamais, bien sûr, s'y stabiliser). La monnaie, dans un système de crédit mutuel, doit n'être qu'une anticipation sur l'acquisition de biens : un solde monétaire positif correspond à une transaction *qui n'est pas achevée*, et doit être tout autant résorbé qu'une position débitrice, car elle ne représente pas, du point de vue du système, un problème moins important. Il s'agit ainsi de restaurer la symétrie entre créanciers et débiteurs : la monnaie doit être systématiquement dépensée, et les

157 Comme le dit Keynes dans la *Théorie générale* : « It may well be that the classical theory represents the way in which we should like our Economy to behave. But to assume that it actually does so is to assume our difficulties away ». (2013b [1936], VII:34)

dettes systématiquement payées (Fantacci 2013, 142). Les systèmes de crédit mutuel se prêtent ainsi aux dispositifs incitant à la dépense, comme les frais imposés symétriquement sur les soldes positifs et négatifs dans le Bancor keynésiens, l'« Entschuldungs-Rücklage » de la banque WIR (qui incite à la dépense en rétrocédant à l'acheteur une partie des frais de paiement), la monnaie timbrée introduite par la même banque WIR, ou encore la disparition des avoirs en Sardex lorsqu'ils ne sont pas utilisés pendant une année complète (Bazzani 2020, 43). C'est en fonction de leur capacité à faire circuler la monnaie, en empêchant sa stagnation sur des comptes individuels, que doit être évaluée l'efficacité des systèmes de crédit mutuel comme dispositifs monétaires anticapitalistes, au sens proudhonien du terme : comme le note Michel Herland (1977), rien ne garantit que la monnaie créée au sein de la Banque du Peuple de Proudhon ne sera pas thésaurisée – les améliorations apportées au dispositif par les concepteurs de la Banque WIR visent précisément à résoudre ce problème. Comme le conclut Fantacci :

> le premier pas vers de nouvelles institutions monétaires est de renoncer à l'idée que la monnaie est une chose qui peut être appropriée et accumulée indéfiniment.[158] (2013, 145).

Conclusion

Le projet avorté de Banque du Peuple de Proudhon et le projet de cercle économique WIR porté par Werner Zimmermann présentent une similarité frappante, tant par la finalité qu'ils poursuivent que par la méthode qu'ils proposent afin d'y parvenir : l'un et l'autre sont des dispositifs visant à dépasser le capitalisme à travers l'établissement d'un outil monétaire libéré de sa fonction de réserve de valeur, et donc de la possibilité de son accumulation à des fins de bénéfice privé. Si l'on appelle « capitalisme » le système économique dans lequel les institutions de la propriété privée génèrent des rentes au profit d'une classe oisive et au détriment des travailleurs, les systèmes de crédit mutuel peuvent effectivement être considérés comme des systèmes monétaires anticapitalistes, dès lors qu'ils découragent fortement – voire rendent impossible – l'accumulation de monnaie, permettent un financement quasi-gratuit de la production et par là-même une croissance de l'investissement théoriquement à même de faire baisser la rémunération des capitaux réels. Il s'agit bien de remettre la monnaie au service des échanges et de la société, plutôt que celle-ci ne dirige et n'oriente la production en fonction des impératifs de sa propre multiplication. Le projet proudhonien en économie consiste ainsi à mettre fin à l'exploitation (i.e. la captation de rentes par la classe oisive) par la

158 « the first step towards new monetary institutions is to set aside the idea that money is something which can be appropriated and accumulated indefinitely. » (Fantacci 2013, 145)

réforme monétaire[159], car c'est la seule façon de le faire tout en conservant la plus grande autonomie individuelle possible en matière économique. Les proudhoniens sont ainsi les farouches adversaires de tous les projets de socialisation de la production (autres que les coopératives de travailleurs), d'organisation du travail ou de nationalisation de l'appareil économique : « plutôt qu'esclaves du capital, esclaves de l'État ? » (Zimmermann 1933 [1919], 26). L'arraisonnement du système monétaire constitue selon eux une base suffisante à l'édification d'une économie libre et équitable – et le préalable nécessaire à la transformation des structures de la production et aux progrès de l'association.

Avant la seconde guerre mondiale, les systèmes de crédit mutuel se sont multipliés en Europe : outre le « Nordisk Clearing » que nous avons cité, on trouve des bourses d'échange à Genève et Lausanne à partir de 1935 (*Wirtschaftsring* 1937), un projet en Tchéquie, financé par la ville de Liberec à partir de 1936 (*Wirtschaftsring* 1938b), un autre en Hollande, né en 1939 (*Wirtschaftsring* 1939a). L'idée d'organiser une circulation monétaire internationale entre ces cercles d'échange est évoquée avec enthousiasme ; elle fera long feu : aucun de ces systèmes ne survit au conflit, à l'exception du WIR, qui en sort lui aussi passablement affaibli. La guerre a en outre permis d'évincer les « idéalistes » et d'installer fermement les « réalistes » à la direction de la banque, à la faveur d'une procédure d'assainissement rendue nécessaire par une politique de crédit trop accommodante (*Wirtschaftsring* 1939b; Lautner 1964, 42) : le WIR n'a depuis cessé de se normaliser, orientant son discours vers la solidarité économique des petites et moyennes entreprises et abandonnant les ambitions de transformation sociale qui furent à l'origine de sa création ; il contribue désormais, comme en atteste la littérature à son sujet, à la stabilité du capitalisme suisse (Stodder 2009; Vallet 2015; Stodder et Lietaer 2016). La comparaison avec les monnaies « fondantes » est instructive : de projet monétaire alternatif à vocation transformatrice, le WIR n'est pas devenu un instrument de pluralité transitoire : en Suisse, il fait désormais pleinement partie de la pluralité monétaire institutionnalisée.

159 Et foncière, pour certains auteurs cités *supra*.

Partie III - Gesell, de l’anarchisme au socialisme libéral : quelle place dans l’histoire de la pensée économique?

Les deux premières parties de ce travail dessinent l’image d’un mouvement complexe, aux multiples courants ; un mouvement qui s’est efforcé, avec constance, de politiser la question monétaire et la question foncière, et de construire une mobilisation politique de masse autour de ces sujets ; un mouvement, enfin, qui a rejeté tant la politique libérale du laissez-faire et la misère qu’elle impose à une partie de la population, que les solutions reposant sur la collectivisation portées par le socialisme marxiste. Si l’on a pour l’instant donné des éléments permettant d’apprécier la place du mouvement gesellien dans l’histoire des mouvements socialistes, on n’a cependant pas encore réellement confronté la pensée de Gesell à celle des principales doctrines académiques de son temps. C’est ce que l’on tentera de faire dans la dernière partie de cette thèse.

Économiste autodidacte, Gesell n’accède à une forme de reconnaissance de la part de la science économique académique qu’après sa mort, et du bout des lèvres : aujourd’hui encore, il reste pour beaucoup enfermé dans la catégorie des « cranks », des excentriques (voir Keynes 2013b [1936], VII:353). Le **chapitre 7** permettra d’étudier les liens de la pensée de Gesell avec celle de John Maynard Keynes, qui est l’un des premiers à lui rendre un hommage appuyé, et à souligner le caractère hétérodoxe de sa pensée : c’est ainsi que l’histoire des idées retient en général l’image d’une pensée gesellienne très liée à celle de Keynes. Le **chapitre 8** tentera d’expliquer l’affinité de penseurs plus orthodoxes avec la pensée gesellienne, en étudiant l’usage par les geselliens de la notion de nature et leur lien avec la pensée physiocrate, une généalogie dont ils se réclament. Le **chapitre 9** prolonge cette réflexion en étudiant les liens entre la pensée de Gesell et celle d’autres grands réformateurs monétaires, dont Irving Fisher, ayant cherché, comme lui, à stabiliser la valeur de la monnaie. La réflexion de Gesell est donc loin d’être aussi isolée, à son époque, qu’on ne peut parfois le laisser penser. Le **chapitre 10** étudie l’étonnante convergence de vues entre Gesell et celle de l’un des plus importants disciples de Fisher : Maurice Allais. Cette convergence nous permettra de nous interroger, dans le **chapitre 11**, sur la pertinence du concept de « socialisme libéral »

pour expliquer les traits communs de la pensée d’auteurs que beaucoup semble séparer avec la pensée gesellienne.

Chapitre 7. Hétérodoxies monétaires, de Gesell à J.M. Keynes

« Valeur versus monnaie » : tel est selon nous le choix politique essentiel.
(Aglietta et Orléan 2002, 24)

L'hommage appuyé de John Maynard Keynes à Silvio Gesell dans la *Théorie générale de l'emploi, du taux d'intérêt et de la monnaie,* qui paraît en 1936, a sans doute surpris plus d'un·e de ses lecteur·rices. Keynes consacre en effet près de six pages de cet ouvrage majeur à

> […] l'étrange prophète Silvio Gesell (1862-1930), qui a été injustement méconnu. Son œuvre contient des éclairs de perspicacité pénétrante et il s'en fallut de peu qu'il n'atteignît le fond du problème. (Keynes 2017 [1936], 445)
>
> […] the strange, unduly neglected prophet Silvio Gesell (1862-1930), whose work contains flashes of deep insight and who only just failed to reach down to the essence of the matter. (Keynes 2013b [1936], VII:353)

Cette reconnaissance de la part de l'un des plus grands économistes de son temps intervient six ans après la mort de Gesell en 1930. Ce dernier avait espéré toute sa vie convaincre des chercheurs académiques d'accepter la validité de ses thèses, ou de les soutenir – en vain : Gesell est resté un auteur politique, militant, « prophétique » ; et s'il a réussi à structurer un mouvement autour de ses idées, celles-ci n'ont, de son vivant, jamais été prises au sérieux par la science économique de son époque. Cela ne doit pas surprendre : les thèses de Gesell se situent alors très loin de ce qui est communément accepté par l'orthodoxie scientifique. Gesell délaisse en effet la tradition issue de la pensée classique, puis néoclassique, qui traite théoriquement la monnaie comme une marchandise. A l'inverse, Gesell construit tout son système économique autour de l'idée que la monnaie ne peut pas être une marchandise comme les autres : elle possède des propriétés uniques, qui sont d'après lui à l'origine des

phénomènes propres à l'économie capitaliste. Pour mettre fin au capitalisme, il faut donc d'après lui contrecarrer ces propriétés, par la réforme monétaire. La monnaie, affirme Gesell, est de nature conventionnelle : il ne s'agit pas d'une marchandise, mais d'une institution politique, susceptible d'être profondément transformée. Il ne paraît pas surprenant dès lors que Keynes, dans son projet de construire la théorie d'une économie monétaire de production, place Gesell dans le même camp que lui. Après avoir décrit les principaux traits des théories de Gesell concernant la monnaie, la valeur, les prix et la conjoncture économique (1), on tentera ici de présenter les points de convergence majeurs entre la pensée de Gesell et celle de Keynes, afin de mieux comprendre l'hommage inattendu du second au premier (2).

1. L'hétérodoxie monétaire de Silvio Gesell

Gesell place le système monétaire au fondement de sa théorie économique et de sa critique du capitalisme. Il combat en particulier l'idée que la monnaie puisse être considérée, en théorie comme en pratique, comme une marchandise, ou présenter un quelconque rapport d'équivalence fixe avec une marchandise – en particulier, comme c'est le cas à son époque, avec les métaux précieux. Il s'attaque donc vigoureusement aux théories de la valeur, qui constituent l'un des fondements théoriques des étalons métalliques, et dont la réfutation est pour lui essentielle (1.1.). S'en débarrasser, c'est prouver que la monnaie n'est pas une marchandise comme les autres, mais une institution dont les règles de fonctionnement sont de nature politique (1.2.) : des règles qui peuvent et doivent être modifiées par cell·eux qui aspirent à la justice sociale comme à la stabilisation de la conjoncture économique (I.3.). On montrera enfin que l'analyse gesellienne présentée ici s'inscrit dans une tradition hétérodoxe d'analyse monétaire de l'économique (1.4.)

1.1. Le refus des théories de la valeur : la monnaie comme pivot de l'analyse économique gesellienne

Il est frappant de lire avec quelle vigueur Gesell s'en prend aux théories de la valeur, qui font à son époque consensus parmi les économistes académiques Si l'auteur dépense autant d'énergie à argumenter sur ce point, c'est que les théories de la valeur ont d'après lui un lien fort avec le monnayage des métaux précieux : leur décrédibilisation est ainsi le préalable à toute critique conséquente de celui-ci.

Les marchandises, soutient Gesell, sont *a priori* incommensurables : « Aucune propriété d'un canari, d'une pilule ou d'une pomme ne se mesure à l'aide d'une pièce de monnaie. » (1920a, 39). Une théorie de la valeur est donc impossible, et en toute hypothèse,

inutile : le commerce ne connaît que les prix, déterminés par l'offre et la demande. Lorsqu'un commerçant parle de la valeur d'une chose, il ne pense qu'au prix que son propriétaire pourrait probablement négocier dans des conditions déterminées de temps et de lieu (Gesell 1920a, 151). La valeur économique d'un objet ne peut donc, pour Gesell, pas être distincte de son prix – et ce prix n'est lui-même entièrement déterminé qu'au moment où l'échange a lieu, selon des circonstances propres à chaque situation d'échange. C'est dans le commerce qu'émerge la valeur des marchandises, et c'est le rôle du commerce que de rendre échangeables selon un certain rapport des objets *a priori* dépourvus de toute dimension commune.

Comment les prix sont-ils définis ? Comment le commerce attribue-t-il aux marchandises leur valeur ? La force fondamentale qui conduit l'activité économique est, pour Gesell comme pour la pensée libérale classique, l'intérêt individuel. Chacun·e cherche ainsi, dans chaque situation économique, à obtenir le plus tout en cédant le moins. En bon commerçant, Gesell affirme ainsi que la fixation des prix, c'est-à-dire la détermination des valeurs économiques, ne peut se faire qu'au cours d'une transaction, en raison des rapports de marché (« Marktverhältnisse ») en vigueur. Gesell renvoie ainsi l'étude de la formation des prix à l'étude des situations concrètes dans lesquelles ils se forment : une démarche qui renvoie aux travaux de la sociologie économique (voir par ex. Vatin 2021). Dans cette discipline comme chez Gesell, les marchés sont généralement conçus comme

> des dispositifs agonistiques où s'affrontent et s'éprouvent des définitions contradictoires des biens et de leur qualification. Ces affrontements se résolvent dans des compromis qui prennent la forme de transactions donnant lieu à des paiements monétaires. (Callon 2013).

Aucune loi de la valeur pour pacifier les marchés ou définir *a priori* les rapports d'échange : seulement des intérêts contradictoires et leur lutte pour la prééminence. Comme le résume à son tour Max Weber, l'un des fondateurs de la discipline :

> Les prix […] sont le résultat de luttes et de compromis ; autrement dit, ils découlent de la puissance respective des parties engagées (cité d'après Orléan 2011, 74).

C'est donc la monnaie qui permet l'expression des valeurs : la monnaie est le langage commun des agents économiques, qui permet l'expression des compromis passés entre eux dans leurs luttes pour la définition des valeurs. Ces compromis, ce sont les prix. La présence de la monnaie est donc un préalable indispensable aux échanges. En renonçant à l'idée de

valeur-substance et en dénonçant son inanité, Gesell confère à la monnaie une place primordiale dans le système économique.

1.2. Faire une monnaie de papier : la nature institutionnelle de la monnaie

Le refus des théories de la valeur, et du point de vue orthodoxe qui leur est lié (voir infra), permet à Gesell de développer un point de vue alternatif à la vision dominante de son époque. Il n'y a pour lui aucune nécessité de lier la monnaie à une marchandise particulière. Les valeurs étant déterminées de manière autonome dans l'échange, l'idée même de garantie de la valeur de la monnaie par une « couverture », métallique ou d'une autre nature, perd son sens et se révèle pour ce qu'elle est : un carcan qui limite de façon arbitraire l'émission de monnaie. Gesell entreprend donc de briser ce carcan en montrant qu'il est tout à fait possible (et en fait, souhaitable) d'émettre une monnaie de papier non gagée.

> Lorsqu'un humain a besoin d'un objet quelconque et désire le posséder, et qu'il se trouve que l'objet recherché se trouve entre les mains d'un autre et ne peut être obtenu par un autre moyen, il se verra généralement forcé d'offrir un objet en sa possession, afin d'engager le possesseur de la chose qu'il cherche à le lui céder. Il amènera ainsi l'objet à lui par l'échange. Il devra le faire même si l'objet recherché est inutile à l'autre, il suffit que son propriétaire sache que l'autre a besoin de l'objet ou doit l'obtenir, alors il ne le donnera pas gratuitement. Il arrive même souvent qu'on ne garde ou se procure un objet que parce que l'on sait que quelqu'un viendra à qui cette chose pourra être utile. Et plus le besoin sera pressant, plus le possesseur élèvera haut ses prétentions.
>
> Wenn ein Mensch irgend einen Gegenstand braucht und haben will, und es trifft sich, daß der gesuchte Gegenstand im Besitze anderer, und sonst nicht zu haben ist, so wird er sich in der Regel genötigt sehen, etwas von seiner Habe anzubieten, um den Besitzer der gesuchten Sache zu veranlassen, ihm das, was er braucht, abzutreten. Er wird also den Gegenstand durch Tausch an sich bringen. Und selbst dann wird er das tun müssen, wenn dem anderen der gesuchte Gegenstand nutzlos ist. es genügt, wenn der Eigentümer weiß, daß der andere den Gegenstand braucht oder gar haben muß, dann gibt er ihn sicher nicht umsonst, ja, in vielen Fällen wird es vorkommen, daß jemand eine Sache nur darum aufhebt und in Besitz nimmt, weil er weiß, daß hinter ihm jemand folgt, der die Sache nützlich verwenden kann. Und je dringender dieser andere den Gegenstand braucht, um so höher wird

der Besitzer seine Forderung schrauben. (Gesell 1920a, 157-58)

La valeur de la contrepartie dans l'échange ne sera évaluée qu'en fonction du désir qu'elle suscite, et en aucun cas en fonction d'une valeur qu'elle posséderait en propre. C'est pourquoi, pour Gesell, rien ne peut s'opposer à ce que la monnaie soit faite seulement de papier, tant que la quantité de ce papier en circulation est contrôlée de manière adéquate par l'autorité monétaire :

> L'impossibilité de se le procurer gratuitement suffirait pour faire du papier-monnaie de la monnaie de papier […] La monnaie remplit ses fonctions par le fait qu'il y a toujours quelqu'un qui la recherche et se voit forcé de donner quelque chose en échange.
>
> Die Entgeltlichkeit aber würde schon das Geldpapier in Papiergeld verwandeln […]. Seinen Zweck erfüllt ja das Geld dadurch, daß immer wieder jemand das Geld sucht und zu seiner Erlangung etwas in Tausch geben muß. (Gesell 1920a, 160)

Tant que les personnes impliquées dans l'échange auront confiance dans leur capacité à obtenir, en échange de la monnaie, les marchandises qu'ils désirent, la monnaie sera désirée comme moyen d'accès aux biens, et sa valeur sera garantie. Gesell rejoint dans ce raisonnement, comme on l'a vu, les idées de Proudhon, mais aussi celles d'un autre réformateur social du 19e siècle, Ernest Solvay, qui défend des positions très proches dans ses *Notes sur le productivisme et le comptabilisme* :

> Le fait d'avoir associé à une véritable marchandise l'unité de valeur enlève toute stabilité à la base de nos appréciations sur la valeur des choses. (…) Du moment où il est admis que l'homme doit nécessairement transactionner, si un outil lui est indispensable pour y arriver, cet outil fût-il en papier ou consistât-il en unités comptabilistes, il fera des sacrifices pour se le procurer et aliénera, à cet effet, une partie de son bien. (Solvay 1900, 19).

Cette proximité de thèses entre Proudhon, Solvay et Gesell ne doit d'ailleurs pas surprendre, puisque Solvay a connu et cite à plusieurs reprises dans ses écrits deux universitaires belges qui furent compagnons de Proudhon et engagés dans la diffusion de ses thèses : Hector Denis et Guillaume de Greef[160].

160 Denis et de Greef collaborent de 1894 à 1900 au sein de l'institut de sociologie fondé par Ernest Solvay dans l'Université Libre de Bruxelles ; ils animent ensemble, de 1867 à 1872, le journal *La Liberté*, dans lequel ils défendent le socialisme mutualiste ; ils ont directement connu et côtoyé Proudhon.

La monnaie devient ainsi moyen général d'échange, quel que soit son support, en raison du désir qu'elle suscite. Ce désir est d'autant plus grand que le travail est profondément divisé dans l'économie, et que les richesses auxquelles elle permet d'accéder sont importantes. Dès lors qu'elle accède à ce statut, la monnaie change cependant de nature, et ne peut plus être assimilée à une marchandise :

> Le moyen d'échange porte donc toujours l'empreinte d'une institution d'État, et cette appellation convient autant au métal monnayé qu'au coquillage cauri ou au billet de banque. A partir du moment où le peuple en est venu (peu importe comment) à reconnaître un objet déterminé comme moyen d'échange, cet objet porte le sceau d'une institution d'État.
>
> Das Tauschmittel trägt also immer das Gepräge einer staatlichen Einrichtung, und diese Bezeichnung verdient sowohl das gemünzte Metall, wie auch die Kauri-Muschel und die Banknote. Von dem Augenblick an, wo das Volk dazu gekommen ist (einerlei wie), einen bestimmten Gegenstand als Tauschmittel anzuerkennen, hat dieser Gegenstand das Gepräge einer staatlichen Einrichtung. (Gesell 1920a, 161)

Acceptée par les agents économiques, qui reconnaissent son pouvoir, la monnaie est une institution, qui procède d'une puissance collective de même type que celle qui donne son pouvoir à l'État[161]. En tant qu'institution, elle acquiert une propriété importante : instituée par une « action du peuple » (Gesell 1920a, 161), ses règles de fonctionnement sont de nature politique, et peuvent être transformées, rationalisées. Si la monnaie n'est qu'une marchandise, alors il s'agit d'un pur objet économique, sur lequel la politique n'a pas de prise. La monnaie, en revanche, est bel et bien une institution politique : elle est ce par quoi l'on peut transformer l'économie.

> Laissons donc les marchandises en paix. Les marchandises sont le donné, le monde auquel le reste doit s'adapter. Mais examinons de plus près la monnaie. C'est plutôt de ce côté-ci que nous pourrions entreprendre des modifications. Faut-il que la monnaie soit telle qu'elle est ?
>
> Also lassen wir die Waren in Ruhe. Sie sind das Gegebene, die Welt, der sich der Rest zu fügen hat. Sehen wir uns dafür einmal das Geld näher an. Hier können wir schon eher Änderungen vornehmen. Muß das Geld so sein, wie es ist? (Gesell 1920a, 8)

161 On peut ici rapprocher l'approche de Gesell de celle présentée par Orléan et Lordon (2010).

1.3. La monnaie : un objet politique

La monnaie, n'est donc, pour Gesell, pas assimilable à une marchandise, ni en théorie, ni en pratique. Elle est une institution politique, c'est à dire un ensemble de règles exprimant un compromis social, validées par la souveraineté d'une communauté politique : des règles qui peuvent et doivent donc pouvoir faire l'objet d'une transformation. Les règles de l'institution monétaire, en effet, définissent un certain ordre social (1.3.1.) et assurent sa reproduction (1.3.2.) avec d'autant plus d'efficacité qu'elles se présentent comme des règles techniques plutôt que politiques.

1.3.1. Monnaie et classes sociales : la théorie gesellienne de l'intérêt

En tant qu'institution politique centrale de la vie économique, la monnaie distribue le pouvoir dans la sphère économique. C'est donc dans le système monétaire qu'il faut chercher, d'après Gesell, la source de la domination de classe et de l'exploitation. « La monnaie faite de métaux précieux divise le peuple en riches et pauvres, et par cette division, anéantit sa force » (1920a, 139), dit Gesell : le système monétaire fondé sur les métaux précieux fonctionne selon lui comme un formidable appareil de capture au profit de la classe dominante[162].

Le caractère thésaurisable de la monnaie crée un rapport de marché structurellement favorable aux détenteurs de monnaie, qui ne font par conséquent circuler la monnaie qu'en échange d'un tribut : l'intérêt. La monnaie, utilisée comme moyen d'épargne, reste dans les cassettes jusqu'à ce que l'intérêt l'en fasse sortir. Ce taux d'intérêt fondamental (que Gesell nomme *Urzins)* est purement monétaire, puisqu'il est lié au caractère thésaurisable de la monnaie ; il est, selon Gesell[163], compris entre 3 % et 5 % par an (1920a, 404), et peut s'augmenter d'une prime de risque, et en période d'inflation d'une prime de hausse égale à la hausse du niveau général des prix. Gesell qualifie cet intérêt fondamental de « grandeur d'airain », puisqu'il est selon lui indépendant de l'offre et de la demande de monnaie : consubstantiel à la monnaie thésaurisable, il est modéré uniquement par les alternatives à l'utilisation de la monnaie pour mener à bien les transactions (troc direct, commerce par lettre de change...). Il est prélevé dans chaque échange comme une partie du prix de vente, et

162 Gesell convoque, à l'appui de sa démonstration, la figure de Lycurgue, un dirigeant de Sparte qui aurait procédé simultanément à une vaste réforme foncière et au remplacement des monnaies d'or et d'argent par une monnaie de fer, afin de lutter contre la thésaurisation. Ces monnaies précieuses, bannies par Lycurgue, sont « la seule institution étatique qui soit sortie intacte de cette grise Antiquité pour arriver jusqu'à nous. » (Gesell 1920a, 139)

163 Gesell se réfère notamment aux données d'historiens de la Rome antique, où les monnaies de métal précieux étaient déjà utilisées. Il est intéressant de constater que son estimation du taux d'intérêt monétaire de long terme correspond à celle que fait Thomas Piketty *:* ses résultats montrent un taux d'intérêt de long terme d'environ 5 % (2013, 580).

apparaît ainsi comme une « imposition privée des échanges de biens à l'aide d'une institution étatique » (Gesell 1920a, 228)[164].

Le bénéfice de la rente monétaire s'étend mécaniquement à tous les possesseurs de biens capitaux : le projet d'un entrepreneur, la construction d'un immeuble ou d'une usine ne pourront en effet être menés à bien qu'à la condition qu'ils proposent aux détenteurs de monnaie une rémunération au moins égale au taux d'intérêt fondamental (Gesell 1920a, 226). Il en résulte une rareté des capitaux réels[165], artificiellement maintenue et protégée par la monnaie : si le taux d'intérêt fondamental s'établit à 5 %, tout projet offrant une rentabilité inférieure sera empêché de voir le jour par la « grève » de la monnaie, qui refusera de s'offrir[166]. C'est ainsi qu'émerge un rapport de marché structurellement favorable aux détenteurs de biens capitaux – les capitalistes – et qui leur permet de s'assurer un revenu qui n'est pas issu du travail – l'intérêt des capitaux réels : « La monnaie prépare les rapports de marché qui permettent aux capitaux [réels] de prélever l'intérêt » (Gesell 1920a, 367). Selon Gesell, il serait simple de réduire à rien l'intérêt des capitaux réels si cette barrière de l'intérêt monétaire n'existait pas – en construisant un immeuble à côté de chaque immeuble, une usine à côté de chaque usine, mettant ainsi fin à cette rareté artificielle du capital ; mais le système monétaire organise la pénurie pour protéger la rente. Et de citer Proudhon :

> Car la monnaie est une sentinelle placé aux entrées des marchés, et dont la consigne est de ne laisser passer personne. La monnaie, dites-vous, serait la clé du marché (par quoi il faut comprendre ici l'échange des produits) – ce n'est pas vrai – la monnaie est un verrou.
>
> Weil das Geld eine Schildwache ist, die, an den Eingängen der Märkte aufgestellt, die Losung hat, niemand durchzulassen. Das Geld, so meint ihr, sei ein Schlüssel des Marktes (worunter hier der Austausch der Erzeugnisse zu verstehen ist) - es ist nicht wahr - das Geld ist ein Riegel. (Gesell 1920a, 35)

La limite à la multiplication des signes monétaires que constitue la contrainte de convertibilité est le mécanisme de protection de la rente des capitalistes. Ce sont donc bien les règles de fonctionnement de l'institution monétaire qui garantissent la reproduction d'un certain ordre social, et divisent le peuple en deux classes : travailleurs et rentiers.

164 Similaire en cela à la rente foncière dans la pensée d'Henry George. Voir Seccareccia (1987).

165 Par le terme « capital réel », *Realkapital*, Gesell désigne les actifs physiques dont l'exploitation génère une plus-value sous forme d'intérêt, rente, dividendes, etc. La monnaie est elle-même la forme « originelle » du capital, le capital fondamental (« Urkapital » : 1920a, 367)..

166 A l'inverse, si le taux d'intérêt des capitaux réels est supérieur à l'intérêt monétaire, l'investissement s'en trouvera stimulé jusqu'à ce que le niveau du taux d'intérêt réel baisse au niveau de l'intérêt monétaire. A long terme, le taux d'intérêt des capitaux réels oscille donc autour du taux d'intérêt monétaire (NWO, p. 341).

1.3.2. Système monétaire et conjoncture économique : la monnaie, gardien de l'ordre propriétaire

En empêchant la multiplication des capitaux réels, le système monétaire est responsable, d'après Gesell, du sous-emploi des facteurs de production, et en particulier, du chômage. Il joue ainsi un rôle déterminant dans l'alternance des cycles et des crises économiques, qui ont principalement pour fonction de maintenir l'ordre social.

Le système monétaire fondé sur le monnayage de l'or finit toujours par générer une crise déflationniste. Pour Gesell elle surviendra nécessairement tôt ou tard, pour deux raisons :

- D'une part, la base monétaire ne peut s'adapter à la croissance de la production de marchandises ; or, la quantité de marchandises produites augmente constamment, en raison de la croissance de la population, du progrès technique et de l'approfondissement de la division du travail. A cela s'ajoute qu'en période de prospérité, la demande non-monétaire d'or augmente (Gesell 1920a, 218), diminuant d'autant plus la base monétaire disponible[167].

- D'autre part, la croissance entraîne la multiplication des capitaux réels, ce qui a pour effet de faire baisser la rentabilité de ces capitaux réels au niveau de l'intérêt monétaire. Les détenteurs de monnaie refusent alors de prêter à un taux inférieur à cet « intérêt fondamental », empêchant l'investissement, et donc la constitution de nouveaux capitaux.

Si la masse des marchandises augmente alors que la quantité de monnaie en circulation stagne, ou si la production de marchandises stagne alors que la quantité de monnaie en circulation diminue, alors les prix baissent : c'est la crise déflationniste (Gesell 1920a, 222), qui amène les agents à thésauriser d'autant plus, en attente d'une conjoncture plus favorable, qui pourra restaurer la rentabilité des capitaux. Du fait de son caractère thésaurisable, la monnaie peut s'absenter du marché, alors que les marchandises sont, par nature, obligées d'y paraître[168]. La crise déflationniste est donc auto-entretenue : l'anticipation de baisse du niveau des prix provoque la thésaurisation, qui réduit la quantité de monnaie en circulation, aggravant ainsi la crise et dégradant encore les anticipations des agents, en forme de cercle vicieux. Si l'État s'avise de soutenir la dynamique économique en prêtant à des taux inférieurs

167 Une idée que l'on retrouve par exemple chez Knut Wicksell. Voir Herland (1987).

168 Gesell concentre son analyse uniquement sur la circulation des marchandises, et se désintéresse totalement de la production : dans ce domaine, c'est la liberté qui règne. L'offre de marchandises, dans son raisonnement, est un donné, pour ne pas dire un fait de nature (Gesell 1920a, 209). Les marchandises subissant l'usure, la dégradation, l'obsolescence (contrairement à la monnaie), elles sont contraintes de s'offrir.

au taux d'intérêt monétaire, en émettant du papier-monnaie[169], il ne fait qu'aggraver la situation ; celui-ci, émis massivement, remplacerait progressivement dans la circulation la « bonne monnaie » qui quitterait les caisses d'épargne pour rejoindre les coffres privés. Lorsque le niveau de l'intérêt, sous la pression de cette nouvelle offre, atteint 1 %, toute la monnaie nouvellement émise est thésaurisée, et la politique monétaire ne parvient plus à stimuler l'économie : c'est le piège à liquidités (*liquidity trap*) qui sera plus tard décrit par Keynes. Au moindre signe de réveil de l'inflation, toute la monnaie thésaurisée afflue sur le marché , et il ne reste plus qu'à « utiliser le papier-monnaie pour retapisser l'étable », comme à l'époque des assignats révolutionnaires (Gesell 1920a, 230) : c'est l'hyperinflation.

Pour Gesell, sous le régime de l'étalon-or, la seule crise possible est la crise déflationniste : « Les crises économiques, c'est-à-dire les crises de débouchés et le chômage, et les phénomènes qui les accompagnent, ne sont imaginables que lorsque les prix baissent » (1920a, 222) : « L'argent se retire du marché, et sa circulation est mathématiquement impossible, dès que l'offre de monnaie est insuffisante et qu'un recul des prix des marchandises survient ou est anticipé » (1920a, 212). La dynamique déflationniste est ainsi auto-entretenue, sans qu'aucune force de rappel ne puisse intervenir pour ramener l'économie vers l'équilibre. C'est le cas également pour la dynamique inflationniste : Lorsque les prix augmentent, la vitesse de circulation de la monnaie augmente également, le crédit se développe, la monnaie est attirée sur le marché par les opportunités de rentabilité des investissements. Cette croissance de la demande alimente en retour la hausse des prix – jusqu'à ce que l'insuffisance de la base monétaire ou la baisse de rentabilité des investissements ne déclenche une nouvelle crise déflationniste. Et voici encore le paradoxe que souligne Gesell :

> [la monnaie métallique] génère une demande croissante lorsque celle-ci est déjà trop grande en soi, et ramène celle-ci aux besoins personnels des rares possesseurs de monnaie dès que la demande est déjà en soi trop petite. On ne donne rien à manger à l'affamé parce qu'il a faim, et on gave celui qui est rassasié parce qu'il est repu.
>
> [Die Metallwährung] erzeugt eine wachsende Nachfrage, wenn diese schon an sich zu groß ist, und schränkt die Nachfrage auf die persönlichen, leiblichen Bedürfnisse der wenigen Geldbesitzer ein, sobald sie an sich schon zu klein ist. Man gibt dem Hungrigen nichts zu essen, weil er hungrig ist, und den Satten füttert man zum Platzen, weiL er satt ist. (Gesell

169 C'est ce que propose par exemple Michael Flürscheim (Gesell 1920a, 226)

1920a, 217)

Aucune force de rappel, comme on peut en trouver dans les théories classique et néoclassique : les dynamiques conjoncturelles s'auto-alimentent jusqu'à la crise – ainsi, « l'économie nationale ne peut qu'évoluer d'une crise à l'autre » (Gesell 1920a, 222). Si l'économie pouvait soutenir sur le long terme le niveau de hausse des prix que supposerait un développement régulier et sans heurts, que Gesell estime à 5 % d'inflation annuelle (1920a, 223), alors elle pourrait échapper à cette malédiction : mais l'étalon métallique la condamne à ces crises périodiques, qui ont pour effet de protéger la rente. La croissance et l'accumulation des capitaux réels sont ainsi toujours stoppés avant que l'économie n'atteigne le plein emploi de ses capacités de production.

D'après Gesell, le système monétaire ne se contente donc pas de définir un ordre social et une domination de classe : il les maintient également activement et dynamiquement. Le capital n'est pas « une matière » statique, un stock, mais « une force » dynamique, un processus (Gesell 1920a, 391). En s'appuyant sur les règles du monnayage et de la circulation, les détenteurs de monnaie sont en capacité de faire prévaloir leurs intérêts en toute circonstance : la monnaie ne circulera que si elle se trouve en capacité de générer une plus-value au cours de cette circulation. Dans le cas contraire, les échanges ne pourront pas avoir lieu. La monnaie est donc maîtresse des échanges, alors qu'elle devrait en être l'instrument, le serviteur[170]. Les intérêts de la classe laborieuse, qui n'aspire qu'à vivre, travailler, commercer, sont systématiquement lésés par les intérêts de la classe oisive, qui aspire quant à elle à préserver ses rentes. Le système monétaire est le théâtre de cette lutte d'intérêts, et le dénouement de cette lutte se trouve être, grâce aux mécanismes de la monnaie métallique, la préservation de la rente capitaliste : soit, le sacrifice de la prospérité publique aux profits privés.

1.4. Silvio Gesell et l'analyse monétaire de l'économie

Le point de vue analytique développé par Gesell nous semble ainsi caractéristique de ce que J.A. Schumpeter a désigné, dans son *Histoire de l'analyse économique*, comme l'analyse monétaire de l'économie, par opposition avec une approche « en termes réels ». Pour Schumpeter :

170 On retrouve ici la rhétorique de Proudhon, qui dénonce avec force la « royauté de l'or » et veut, par ses réformes, « républicaniser le numéraire » ; mais aussi Pierre de Boisguilbert, pour qui la monnaie doit rester le « valet du commerce » plutôt que d'en devenir le « tyran » (Herland 1977; Boisguilbert 1707). Dans sa *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs* de 1707, Boisguilbert cite d'ailleurs également Lycurgue. Voir ch. 8 pour plus de détails.

> L'analyse en termes réels se fonde sur ce principe : tous les phénomènes de la vie économique sont susceptibles d'être décrits en termes de biens et de services, de décisions les concernant et de relations entre eux. (Schumpeter 2004 [1954], 389)

Ce paradigme domine, depuis Adam Smith, le champ académique comme, à l'époque de Gesell, le mouvement social. Pour les tenant·es de cette approche – classiques, néoclassiques, marxistes – ce sont les biens marchands (et l'espace qu'ils forment) qui constituent le point de départ de la réflexion économique. Dans une économie à travail divisé, des biens et des services sont produits, et doivent être échangés afin de permettre la subsistance de la société. Pour être échangés, ces biens doivent être commensurables, c'est à dire, posséder une dimension commune qui permet leur comparaison objective. Cette dimension commune est nommée « valeur », et permet d'exprimer la proportion dans laquelle une marchandise donnée s'échangera avec une autre marchandise. Cette valeur est regardée comme inhérente aux biens marchands, à la manière « d'une "substance" ou qualité [qu'ils] posséderaient en propre » (Orélan 2011, 22). C'est ce qu'André Orléan nomme « l'hypothèse substantielle » (*ibid.*) : la valeur des marchandises et la proportion dans laquelle elles sont supposées s'échanger sur le marché sont déterminées avant même que la situation d'échange ne se présente[171] : il est ainsi possible de modéliser la vie économique selon le modèle du troc. La monnaie, dès lors, n'est jamais qu'un « expédient technique adopté en vue de faciliter les transactions » (Schumpeter 2004 [1954], 389). Toute marchandise présente dans l'espace des biens pourrait être choisie comme équivalent général, puisque toute marchandise présente avec chacune des autres un certain rapport d'équivalence en valeur. Cependant, il faut choisir ; et c'est selon un critère de commodité que s'effectue ce choix.

L'analyse monétaire, à l'inverse, pose la monnaie au fondement même de son entreprise de compréhension de la vie économique. En rejetant le postulat d'une valeur qui préexisterait aux échanges, elle rejette également la thèse d'une simple instrumentalité de la monnaie : c'est la monnaie elle-même qui institue les valeurs, qui ne sont pas distinctes des prix ; elle permet ainsi à l'ordre marchand d'accéder à l'existence. On a vu plus haut à quel point la pensée gesellienne s'inscrit dans cette tradition. L'analyse gesellienne envisage d'emblée la monnaie comme une institution politique, qui précède les valeurs et les échanges marchands. Hétérogène aux marchandises, la monnaie peut en définitive n'être qu'un pur signe, intermédiaire voué à disparaître une fois l'échange terminé. Elle n'a besoin pour circuler que de la confiance des agents économiques, et de leur adhésion à ses règles, qui sont

171 Les marxistes insistent cependant sur le fait que la valeur n'est socialement validée qu'après que l'échange ait effectivement eu lieu : c'est le « saut périlleux de la marchandise ». Les valeurs des marchandises n'en restent pas moins, *in fine*, déterminées par le temps de travail socialement nécessaire à leur production. Si la validation sociale des valeurs a lieu dans l'échange, leur détermination est bien antérieure à celui-ci.

de nature politique. Gesell représente ainsi la société comme un ensemble de relations monétaires entre différentes classes. Les flux économiques sont le reflet du compromis institutionnalisé dont la monnaie est l'opérateur : la monnaie, en un mot, est bien pour lui le rapport social fondamental de la sphère économique. En contestant la légitimité de certains flux monétaires permanents de l'économie, qu'il nomme « rentes », Gesell conteste en réalité le compromis social en vigueur, et cherche le moyen de le faire évoluer, notamment en agrégeant un mouvement social autour de ses revendications. Ce n'est qu'en parvenant à supprimer les revenus qui ne correspondent pas à des contributions réelles à la richesse sociale que la monnaie pourra devenir un « outil de comptabilité sociale » juste (Spahn 2007), c'est à dire, le signe de la reconnaissance de la société pour les contributions effectives à l'accroissement des richesses produites.

En proposant une théorie monétaire des prix, de l'intérêt, et en définitive, une définition monétaire de l'exploitation et du capitalisme, Gesell propose donc sans conteste une analyse économique ancrée dans une approche monétaire. Cela ne doit pas masquer les faiblesses de sa théorie : économiste autodidacte, commerçant de métier, la rigueur de ses raisonnements économiques marque parfois le pas. C'est le cas pour sa théorie de l'intérêt, que Keynes a, à juste titre, considéré comme incomplète (voir *infra*). Sa compréhension des dynamiques économiques semble également limitée par une appréhension très partielle des phénomènes liés au crédit et à la création monétaire endogène via le système bancaire. Les banques sont ainsi le grand absent des écrits de Gesell, qui reste, contrairement à Proudhon, tributaire d'une approche exclusivement exogène de la monnaie : il prête ainsi à l'étalon-or des propriétés qu'il n'a pas ou plus à l'époque où il écrit – ses effets déflationnistes étant en partie tempérés par la création monétaire des banques privées – et n'intègre pas à ses analyses les effets sur le cycle économique de la création monétaire privée. Les propositions de réforme geselliennes restent elles aussi marquées par l'assimilation de la monnaie au billet de banque : Gesell ne parvient pas à former un concept plus abstrait de la monnaie, ni à envisager de manière convaincante la pluralité de ses formes – en particulier, l'articulation entre monnaie-papier et monnaie de banque. Ces limites importantes justifient en partie la marginalisation de Gesell par les économistes académiques ; elles n'empêchent pas Keynes de rendre hommage à Gesell, comme au Major Douglas, à Mandeville, Malthus ou Hobson : ces auteurs

> qui, en suivant leurs intuitions, ont préféré voir la vérité obscurément et imparfaitement plutôt que de maintenir
>
> who, following their intuitions, have preferred to see the truth obscurely and imperfectly rather than to maintain error,

l'erreur, atteinte certes avec clarté et conséquence et par une logique simple mais à partir d'hypothèses inadaptées aux faits.

reached indeed with clearness and consistency and by easy logic but on hypotheses inappropriate to the facts. (Keynes 2013b [1936], 371)

2. Gesell et Keynes : une convergence indéniable

Le lecteur aura peut-être reconnu, derrière la description que nous avons faite des théories développées par Gesell, certains aspects de la pensée de John Maynard Keynes. Celui-ci ne fait d'ailleurs pas mystère de cette parenté, puisqu'il consacre comme on va le voir plusieurs passages, plus ou moins longs, de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (2013b [1936]) à Gesell et à sa proposition de monnaie timbrée. Les deux auteurs ne sont pas à placer sur le même plan : Keynes a reçu une formation poussée d'économiste universitaire, et il est, lorsqu'il écrit la *Théorie Générale*, un auteur reconnu et influent sur les questions monétaires et financières. Gesell, quant à lui, est négociant de métier, formé par ses propres lectures. Il écrit non pas pour un lectorat de spécialistes, comme le fait Keynes, mais dans le but de mobiliser en faveur d'un projet de changement politique radical – bien qu'il n'ait jamais cessé de demander aux économistes les plus renommés de réagir à ses écrits, sans succès. Enfin, l'élaboration de son système théorique est très largement postérieure à sa principale proposition pratique, celle d'une taxation périodique des moyens d'échange. Rien d'étonnant dès lors à ce que les théories de Gesell n'aient pas été favorablement reçues dans les cercles académiques.

La convergence de points de vue entre Keynes et Gesell est malgré tout évidente. Elle est d'ailleurs relevée par de nombreux auteurs, étonnés de voir Keynes consacrer plusieurs pages et rendre hommage à la pensée d'un auteur considéré comme marginal. En 1940, Dudley Dillard (1997 [1940]) consacre une partie de sa thèse à décrire cette filiation, bien qu'il porte bien plus d'attention à Proudhon et à Keynes qu'à Gesell. Après lui, Herland (1977; 1987), Seccareccia (1987), Darity (1995), Preparata (2002), Ilgmann (2015) et Louge (2015), notamment, consacrent des études de diverse ampleur aux liens qui unissent les idées de Gesell et de Keynes. On montrera ici, à leur suite, les similitudes qui existent entre leurs théories de l'intérêt (2.1.), et de son caractère limitant pour le volume de l'emploi (2.2.), leurs vues sur l'étalon-or (2.3.), sur les liens entre monnaie et valeur (2.4.), et plus généralement, entre leurs philosophies politiques respectives (2.5). Ces rapprochements permettent de mieux comprendre l'hommage de Keynes à Gesell, mais aussi les limites qu'il y formule : de fortes

divergences – notamment sur le plan de la stratégie politique – persistent en effet entre les deux penseurs.

2.1. Monnaie, intérêt et rendement des capitaux.

Pour Gesell comme pour Keynes, la monnaie se distingue fondamentalement des marchandises : ce sont ses caractéristiques propres qui donnent naissance à l'intérêt (2.1.1.) ; ce n'est que dans un deuxième temps que cet intérêt monétaire est transmis aux capitaux réels, dont le rendement peut être assimilé à une rente de rareté (2.1.2.).

2.1.1. la monnaie possède des caractéristiques qu'aucune autre marchandise ne possède

Keynes, comme Gesell, considère qu'il existe un taux d'intérêt inhérent à la monnaie. Ce taux d'intérêt est, pour lui aussi, une grandeur autonome : La monnaie exerce selon lui un attrait particulier parce qu'elle permet l'accès à toutes les autres marchandises, et qu'elle est donc universellement désirée. La monnaie est, dans l'économie, l'actif le plus liquide. Le niveau de l'intérêt dépendra donc directement de la préférences des individus pour la détention d'actifs liquides, c'est à dire, de leur confiance ou de leur inquiétude vis à vis de l'avenir :

> Ainsi le taux de l'intérêt à tout moment, étant la récompense pour la renoncer à la liquidité, mesure la répugnance des personnes qui possèdent de la monnaie à renoncer à leur pouvoir inconditionnel d'en disposer. Le taux de l'intérêt n'est pas le « prix » qui amène à s'équilibrer la demande de ressources à investir et le consentement à s'abstenir de consommations immédiates. Il est le prix qui équilibre le désir de détenir de la richesse sous forme de monnaie et la quantité de monnaie disponible (Keynes 2017 [1936], 234-35)
>
> Thus the rate of interest at any time, being the reward for parting with liquidity, is a measure of the unwillingness of those who possess money to part with their liquid control over it. The rate of interest is not the 'price' which brings into equilibrium the demand for resources to invest with the readiness to abstain from present consumption. It is the 'price' which equilibrates the desire to hold wealth in the form of cash with the available quantity of cash (Keynes 2013b [1936], VII:167)

La liquidité de la monnaie en fait l'actif le plus sûr ; l'intérêt est le prix qu'il faut payer aux détenteur·rices de monnaie afin qu'ils·elles renoncent au bénéfice de cette sécurité – pour surmonter ce qu'il appelle la « préférence pour la liquidité ». On voit que l'argument de

Keynes est très proche de celui de Gesell : l'intérêt prend bel et bien sa source dans la nature même de la monnaie. De fait, Keynes le souligne lui-même, la préférence pour la liquidité et le phénomène de thésaurisation sont intimement liées :

> Le concept de thésaurisation peut être considéré comme une première approximation du concept de préférence pour la liquidité. A vrai dire, si on remplaçait la « thésaurisation » par la « tendance à thésauriser », les deux concepts seraient strictement identiques. [...] L'habitude de négliger la relation existant entre le taux de l'intérêt et la thésaurisation explique peut-être en partie qu'on a généralement considéré l'intérêt comme la récompense de la non-dépense alors qu'il est en réalité la récompense de la non-thésaurisation. (Keynes 2017 [1936], 242)

> The concept of *hoarding* may be regarded as a first approximation to the concept of *liquidity-preference*. Indeed if we were to substitute 'propensity to hoard' for 'hoarding', it would come to substantially the same thing. […] The habit of overlooking the relation of the rate of interest to hoarding may be a part of the explanation why interest has been usually regarded as the reward of not-spending, whereas in fact it is the reward of not-hoarding. (Keynes 2013b [1936], VII:174)

Si la monnaie exerce un tel attrait sur les agents économiques, c'est qu'elle est un bien durable, grevé de frais de conservation négligeables. Dès lors qu'un tel bien a acquis la qualité de monnaie, il est recherché pour l'échange, mais aussi pour la sécurité qu'il procure : il bénéficie d'une « prime de liquidité » ; cette prime de liquidité implique que l'intérêt monétaire ne peut jamais avoir une valeur négative ou nulle, puisqu'un·e détenteur·rice de monnaie préférera toujours thésauriser la monnaie et continuer à en bénéficier plutôt que de se séparer de la monnaie en échange d'un intérêt négatif ou nul. La positivité de l'intérêt est ainsi liée à un phénomène psychologique qui prend bien sa source dans le caractère durable de la monnaie. Mais – et c'est là l'une des deux principales critiques qu'adresse Keynes à Gesell – la monnaie n'est pas le seul bien de l'économie à jouir d'une prime de liquidité :

> Tant qu'il existe un type de richesse durable, il est susceptible de posséder les attributs de la monnaie et peut donner naissance aux problèmes qui caractérisent l'économie monétaire (Keynes 2017 [1936], 380)
>
> So long as there exists any durable asset, it is capable of possessing monetary attributes and, therefore, of giving rise to the characteristic problems of a monetary economy. (Keynes 2013b [1936], VII:294)

C'est la raison pour laquelle Keynes ne souscrit pas pleinement à la proposition de réforme monétaire gesellienne : bien que l'idée dont il provient soit « saine » (Keynes 2013b [1936], VII:357), le projet franchiste néglige la facilité avec laquelle un autre bien durable que la monnaie pourrait acquérir des qualités monétaires et poser à nouveau les problèmes que la réforme gesellienne cherchait à résoudre.

La seconde critique de Keynes à Gesell est l'incomplétude de sa théorie : Gesell, dit-il, n'a produit « que la moitié d'une théorie du taux de l'intérêt » (2013b [1936], VII:356). En effet, après avoir démontré que, du fait des caractéristiques propres à la monnaie, le taux de l'intérêt ne pouvait être négatif, Gesell ne démontre pas de manière probante, d'après Keynes, pourquoi l'intérêt est positif – ceci car « la notion de préférence pour la liquidité lui a échappé » (*loc.cit.*). Il faut ici donner raison à Keynes : Gesell démontre en effet que la monnaie, en tant que bien durable, a « tendance à être thésaurisée » (pour reprendre l'expression de Keynes), et relève justement que l'intérêt est le paiement permettant de surmonter cette tendance. Mais Gesell ne démontre pas rigoureusement pourquoi la tendance à thésauriser ne pourrait être surmontée par le paiement d'un intérêt très faiblement positif, ni pourquoi il n'est pas indifférent, pour un·e détenteur·rice de monnaie, de thésauriser celle-ci ou de la prêter pour un taux d'intérêt nul[172]. Pour Keynes, c'est le bénéfice psychologique lié à la thésaurisation (qu'il nomme « préférence pour la liquidité ») qui induit la positivité de l'intérêt, car aucun·e détenteur·rice de monnaie n'acceptera de renoncer à la thésaurisation sans un paiement à même de compenser la perte de ce bénéfice psychologique. La préférence pour la liquidité est donc la pièce manquante de la théorie gesellienne de l'intérêt : celle qui permet de démontrer que « le déclin pratiquement possible du taux de l'intérêt [admet toujours] une limite notablement supérieure à zéro » (Keynes 2013b [1936], VII:218; 2017,

172 Gesell considère que l'intérêt est inhérent à la monnaie elle-même : « La monnaie prélève l'intérêt pour son utilisation de la même manière qu'une calèche de location le ferait » (1920a, 362). Aucune concurrence entre les détenteur·rices de monnaie n'entre en jeu : les seules forces susceptibles de modérer le niveau de l'intérêt sont les alternatives à l'usage de monnaie pour réaliser les transactions (troc, commerce par lettre de change…). Le mécanisme précis de l'émergence de l'intérêt fondamental (*Urzins*) demeure donc obscur à la lecture de l'Ordre économique naturel (1920a, 352-64): les détenteur·rices de monnaie semblent garantir conjointement le niveau de l'intérêt, à la manière d'un cartel, mais sans concertation, ni sans que leur volonté n'entre en ligne de compte.

292). Intérêt fondamental et préférence pour la liquidité désignent bien la même réalité : mais seul Keynes parvient à démontrer rigoureusement que cette grandeur est significativement positive. Gesell comme Keynes s'accordent cependant sur la conséquence : l'intérêt, à long terme, ne peut décroître en deçà d'une certaine limite, et cette limite est, historiquement, relativement stable. Keynes la situe entre 2 et 2,5 % (*loc.cit.*), Gesell aux alentours de 3 % (voir plus haut). Parmi les « facteurs institutionnels et psychologiques » (*loc.cit.*) qui concourent à fixer un plancher significativement positif au taux de l'intérêt, on trouve, outre la préférence pour la liquidité, le coût d'appariement des prêteur·euses et des emprunteur·euses, ainsi que l'incertitude sur les taux d'intérêt futurs (Keynes 2013b [1936], VII:219).

2.1.2. Taux d'intérêt monétaire et rendement des capitaux : des grandeurs distinctes

L'existence d'un taux d'intérêt d'origine monétaire, notablement supérieur à zéro à long terme dans des conditions de laisser-faire est donc un point d'accord entre Gesell et Keynes. Ce taux d'intérêt est, pour Keynes comme pour Gesell, à distinguer nettement du rendement des capitaux, que Keynes nomme « efficacité marginale du capital » :

> Bien que certaines forces fassent croître ou décroître le flux d'investissement de telle sorte que l'efficacité marginale du capital reste égale au taux de l'intérêt, [...] intrinsèquement l'efficacité marginale du capital est autre chose que le taux de l'intérêt. (Keynes 2017 [1936], 232)
>
> […] whilst there are forces causing the rate of investment to rise or fall so as to keep the marginal efficiency of capital equal to the rate of interest, yet the marginal efficiency of capital is, in itself, a different thing from the ruling rate of interest. (Keynes 2013b [1936], VII:165)

Pour les deux auteurs, le rendement des capitaux converge vers le taux d'intérêt monétaire, et se trouve déterminé par lui. Cette distinction place Gesell comme Keynes dans la lignée hétérodoxe de l'économiste suédois Knut Wicksell, qu'ils citent d'ailleurs l'un comme l'autre dans leurs ouvrages, et qui formalise le premier cette distinction entre un taux d'intérêt monétaire (qu'il dit « de marché ») et la rentabilité attendue du capital (qu'il nomme « taux d'intérêt naturel »)[173]. Herland (1987) souligne d'ailleurs avec justesse que Wicksell est l'une des seules références académiques utilisées positivement par Gesell – avec Gustav Cassel et Irving Fisher, pourrait-on ajouter.

173 Fisher adopte une distinction similaire dans sa *Theory of Interest* de 1930 (Keynes 2013b [1936], VII:140-41)

2.2. « L'intérêt tend constamment vers un niveau trop élevé » : intérêt et sous-emploi

La limite basse (et positive) qu'admet le taux de l'intérêt constitue une barrière à la constitution de capitaux générant un rendement inférieur à cette limite, et empêche donc la réalisation de toutes les potentialités productives de l'économie (2.2.1.). Pour faire baisser le niveau de l'intérêt et rapprocher l'économie du plein-emploi, la dépréciation monétaire est un moyen qui a les faveurs de Gesell comme de Keynes, même si ce dernier considère que les réformes geselliennes ne constituent pas un chemin praticable pour atteindre cet objectif (2.2.2).

2.2.1. L'intérêt monétaire limite le volume de l'emploi

Keynes et Gesell s'accordent donc également à dire que le rendement des capitaux admet pour limite basse le niveau de l'intérêt de la monnaie, de sorte que la formation de nouveaux capitaux devient impossible dès lors que ce seuil est atteint :

> Le rendement escompté dont les producteurs d'investissement nouveau doivent se contenter ne peut baisser au-dessous du seuil fixé par le taux de l'intérêt courant. (Keynes 2017 [1936], 286)
>
> The prospective yield with which the producers of new investment have to be content cannot fall below the standard set by the current rate of interest. (Keynes 2013b [1936], VII:212-13)

Par ce mécanisme, les capitaux sont maintenus dans un état de rareté qui leur permet à leur tour de générer une rente :

> Au lieu de dire du capital qu'il est *productif,* il vaut beaucoup mieux en dire qu'il fournit au cours de son existence un rendement supérieur à son coût originel. Car la seule raison pour laquelle on peut attendre d'un bien capital qu'il procure au cours de son existence des services dont la valeur globale soit supérieure à son prix d'offre initial, c'est qu'il est *rare* ; et il reste rare parce que le taux d'intérêt attaché à la monnaie permet à celle-ci de lui faire concurrence. A
>
> It is much preferable to speak of capital as having a yield over the course of its life in excess of its original cost, than as being *productive*. For the only reason why an asset offers a prospect of yielding during its life services having an aggregate value greater than its initial supply price is because it is *scarce*; and it is kept scarce because of the competition of the rate of interest on money. If capital becomes less scarce, the excess yield will diminish, without

mesure que le capital devient moins rare, l'excès de son rendement sur son prix d'offre diminue, sans qu'il devienne pour cela moins productif – au moins au sens physique du mot. (Keynes 2017 [1936], 286-87)

its having become less productive—at least in the physical sense. (Keynes 2013b [1936], VII:213)

Cette limite à la production de nouveaux capitaux est atteinte, en règle générale, avant que l'économie n'ait atteint le plein emploi de ses capacités de production, c'est à dire avant que le chômage involontaire n'ait disparu :

Le taux de l'intérêt de la monnaie semble donc jouer dans la limitation du volume de l'emploi un rôle singulier, puisqu'il fixe un seuil que l'efficacité marginale d'un type de capital est obligée d'atteindre pour que ce capital puisse faire l'objet d'une production nouvelle. (Keynes 2017 [1936], 297)

It seems, then, that the rate of interest on money plays a peculiar part in setting a limit to the level of employment, since it sets a standard to which the marginal efficiency of a capital-asset must attain if it is to be newly produced. (Keynes 2013b [1936], VII:222)

C'est donc là un nouveau point d'accord entre Gesell et Keynes : dès que le rendement des capitaux atteint le niveau du taux d'intérêt de la monnaie, la constitution de nouveaux capitaux cesse, alors même qu'il existe encore du chômage. Dans un système d'étalon métallique, le laissez-faire n'amène pas à l'équilibre.

La situation d'équilibre en régime de *laissez-faire* sera donc une situation où l'emploi sera assez faible et le niveau de vie assez misérable pour que les épargnes s'annulent[174]. Ou plutôt il est probable qu'une oscillation cyclique se produira autour de cette position d'équilibre. (Keynes 2017 [1936], 291)

Thus for a society such as we have supposed, the position of equilibrium, under conditions of *laissez-faire*, will be one in which employment is low enough and the standard of life sufficiently miserable to bring savings to zero. More probably there will be a cyclical movement round this equilibrium position. (Keynes 2013b [1936], VII:217-18)

174 C'est à dire, pour amener l'investissement net à s'annuler, et donc que la formation de nouveaux capitaux à cesser.

L’économie converge spontanément vers un équilibre de sous-emploi, ou pour le dire autrement, le niveau de l’intérêt monétaire implique, en régime de laissez-faire, un certain niveau de chômage – contrairement à ce que prévoit la théorie néoclassique, par exemple. La conclusion de Keynes rejoint la pensée des théoriciens du crédit gratuit que furent Proudhon et Gesell :

> Reste un domaine connexe mais distinct où, pendant des siècles, voire pendant des millénaires, l’opinion éclairée a tenu pour certaine et évidente une doctrine que l’école classique a éliminée comme puérile. Cette doctrine, qui mérite d’être réhabilitée et considérée avec égards, est que le taux de l’intérêt ne se fixe pas de lui même au niveau le plus conforme à l’utilité sociale, mais tend constamment vers un niveau trop élevé, de sorte que la sagesse commande aux Gouvernements de le modérer par la législation et la coutume, voire en invoquant les sanctions de la loi morale. (Keynes 2017 [1936], 443)
>
> There remains an allied, but distinct, matter where for centuries, indeed for several millenniums, enlightened opinion held for certain and obvious a doctrine which the classical school has repudiated as childish, but which deserves rehabilitation and honour. I mean the doctrine that the rate of interest is not self-adjusting at a level best suited to the social advantage but constantly tends to rise too high, so that a wise government is concerned to curb it by statute and custom and even by invoking the sanctions of the moral law. (Keynes 2013b [1936], VII:351)

L’économie de marché compétitive ne peut s’ajuster d’elle-même : le taux de l’intérêt, qui dérive de la nature de la monnaie, empêche de réaliser toutes les potentialités de production.

2.2.2. Comment faire baisser l’intérêt ? L’éloge keynésien de la dépréciation monétaire

Comment, dès lors, faire baisser l’intérêt, afin d’amener l’économie vers le plein-emploi ? Keynes en convient, la question est ardue :

> Mais l'élément le plus stable et le plus difficile à modifier de notre économie contemporaine a été jusqu'à présent, et s'affirmera sans doute pour l'avenir, le taux d'intérêt minimal acceptable pour la généralité des détenteurs de richesse.[175] (Keynes 2017 [1936], 397)
>
> But the most stable, and the least easily shifted, element in our contemporary economy has been hitherto, and may prove to be in future, the minimum rate of interest acceptable to the generality of wealthowners. (Keynes 2013b [1936], VII:309)

De simples actions de la puissance publique sur la masse monétaire n'y suffiront pas :

> Si un niveau de l'emploi assez élevé pour que le chômage soit supportable exige un taux d'intérêt très inférieur aux taux moyens qui ont prévalu au XIXe siècle, il est fort douteux qu'on puisse maintenir un semblable taux par de simples manipulations de la quantité de monnaie. (Keynes 2017 [1936], 397)
>
> If a tolerable level of employment requires a rate of interest much below the average rates which ruled in the nineteenth century, it is most doubtful whether it can be achieved merely by manipulating the quantity of money. (Keynes 2013b [1936], VII:309)

Là encore, Keynes se trouve au diapason de Gesell. Comment faire alors, pour permettre la baisse du taux d'intérêt monétaire parallèlement à celle du rendement du capital, afin que l'accumulation de richesses ne s'interrompe pas d'elle-même ? Comment contrecarrer l'effet de la préférence pour la liquidité ? Sans reprendre les propositions de Gesell, qu'il commente favorablement, Keynes insiste sur les effets positifs de la dépréciation de la monnaie (en l'occurrence, quand elle prend la forme de l'inflation), puisqu'elle favorise les entrepreneurs et les travailleur·euses au détriment des richesses constituées :

> En outre, comme nous le verrons plus loin, les bénéfices d'une dépréciation de la monnaie ne sont pas limitées au gouvernement. Les fermiers et les débiteurs ainsi que toutes les personnes obligées de payer des sommes fixes à terme, profitent ensemble de cette
>
> Besides this, as we shall see below, the benefits of a depreciating currency are not restricted to the government. Farmers and debtors and all persons liable to pay fixed money dues share in the advantage. As now in the persons of business men, so also in former ages

175 Il cite à cet égard une maxime du 19e siècle rapportée par Bagehot : *John Bull can stand many things, but he cannot stand 2 per cent.* John Bull est un personnage bedonnant, à chapeau haut-de-forme, qui représente l'Angleterre dans les dessins de presse ou sur les affiches. Comme chez Gesell, les détenteurs de richesse exigent leur tribut, et bloquent la circulation si celui-ci n'est pas garantie.

évolution. Au même titre que les hommes d'affaires d'aujourd'hui, ces classes sociales représentaient jadis les éléments moteurs et créateurs de notre système économique. De tels mouvements séculaires qui ont toujours déprécié la monnaie dans le passé ont donc aidé les « hommes nouveaux » à s'affranchir de la main morte ; il profitèrent aux fortunes de fraîche date aux dépens des anciennes et donnèrent à l'esprit d'entreprise des armes contre l'accumulation des privilèges acquis. La tendance de la monnaie à se dévaluer a été autrefois un contrepoids efficace balançant les effets cumulatifs de l'intérêt composé et de la transmission des fortunes par héritage. Elle a exercé une influence modératrice sur la rigidité avec laquelle était répartie la richesse anciennement acquise et sur la sur la séparation entre propriété et activité. Par ce moyen chaque génération peut déshériter partiellement les héritiers de la génération précédente. Et le dessein d'établir une fortune à perpétuité doit être déjoué de cette manière, à moins que la communauté elle-même ne s'arrange pour y pourvoir de quelque autre façon qui soit plus équitable et plus efficace. (Keynes 2009 [1923], 21-22)

these classes constituted the active and constructive elements in the economic scheme. Those secular changes, therefore, which in the past have depreciated money, assisted the new men and emancipated them from the dead hand; they benefited new wealth at the expense of old, and armed enterprise against accumulation. The tendency of money to depreciate has been in past times a weighty counterpoise against the cumulative results of compound interest and the inheritance of fortunes. It has been a loosening influence against the rigid distribution of old-won wealth and the separation of ownership from activity. By this means each generation can disinherit in part its predecessors' heirs; and the project of founding a perpetual fortune must be disappointed in this way, unless the community with conscious deliberation provides against it in some other way, more equitable and more expedient. (Keynes 2013a [1923], IX:64)

On trouve donc bien le même esprit dans les textes de Gesell et ceux de Keynes : la dépréciation monétaire (qu'elle soit organisée ou survienne « naturellement » du fait de l'inflation) a des effets économiques vertueux si elle n'est pas excessive : elle incite la

monnaie à circuler, permet de favoriser les actif·ves par rapport à la classe oisive, de renforcer l'investissement et l'entreprise. Les propositions de réforme monétaire portées par Gesell, si elles ne trouvent pas entièrement grâce aux yeux de Keynes, constituent ainsi selon lui une piste digne d'intérêt :

> Lorsque certains réformateurs ont cherché un remède dans la création de frais artificiels grevant la conservation de la monnaie et lorsqu'à cette fin ils ont proposé, entre autres moyens, de soumettre les instruments monétaires dotés de cours légal à un estampillage périodique d'un coût réglementé qui prorogerait leur privilège monétaire, ces réformateurs étaient dans la bonne voie et la valeur pratique de leurs propositions mérite considération. (Keynes 2017 [1936], 310)
>
> Thus those reformers, who look for a remedy by creating artificial carrying-costs for money through the device of requiring legal-tender currency to be periodically stamped at a prescribed cost in order to retain its quality as money, or in analogous ways, have been on the right track; and the practical value of their proposals deserves consideration. (Keynes 2013b [1936], VII:234)

Plus loin, il affirme que la recommandation de Gesell de remplacer le circulant par une monnaie timbrée pourrait contenir « the essence of what is needed », l'essence du remède nécessaire, « bien qu'il ne soit pas faisable dans la forme qu'il propose » (2013b [1936], VII:356-57) : « L'idée derrière la monnaie timbrée est saine. » (2013b [1936], VII:357), écrit-il encore. Cette idée est cependant, selon lui, impossible à mettre en pratique à une large échelle, car, comme on l'a vu plus haut, la monnaie n'est pas le seul actif dans l'économie à offrir une prime de liquidité. Le risque, pour Keynes, serait alors trop grand qu'un autre objet que la monnaie timbrée soit choisi comme monnaie et se substitue à la monnaie officielle[176]. La solution de Keynes est toute autre : il s'agit de faire en sorte que l'État se substitue aux investisseurs privés pour réaliser des investissement dont le rendement sera inférieur à l'intérêt monétaire, afin d'amener et de maintenir l'économie au plein emploi – un programme qu'il nomme la « socialisation de l'investissement ». Cette idée, on y reviendra, est aux antipodes des conceptions de Gesell sur l'État et son rôle dans l'économie. Elle n'en contient pas moins la même prémisse : il faut surmonter la barrière que pose l'intérêt

176 Keynes mentionne notamment la terre – bien que, comme il le commente lui-même, celle-ci ne pourrait devenir une valeur refuge dans le système de Gesell, puisque celui-ci propose de la sortir entièrement du marché.

monétaire à l'accumulation de capital, et donc au développement de l'économie jusqu'au plein-emploi des facteurs de production.

2.3. Étalon-or ou monnaie fiduciaire ? Keynes et la gestion rationnelle de la masse monétaire.

Gesell et Keynes ont un autre combat majeur en commun : la lutte pour la sortie de l'étalon-or, ou à tout le moins, pour une transformation profonde de ce système (2.3.1.). Sortir de l'étalon-or est la condition pour voir l'avènement d'une gestion rationnelle de la monnaie (2.3.2.) ; sa suppression nécessitera bien entendu un nouveau système monétaire international : Keynes et Gesell font tous deux des propositions ambitieuses en ce sens (2.3.3.).

2.3.1. Une opposition résolue à l'étalon-or

Comme Gesell, Keynes a été entre les deux guerres un adversaire résolu du retour à l'étalon or, et le défenseur d'une gestion rationnelle de la monnaie. Dans l'un de ses *Essays in persuasion* de 1923, il l'exprime d'une formule que Gesell n'aurait sans doute pas reniée : « In truth, the gold standard is already a barbarous relic. » – en vérité, l'étalon-or est déjà une relique barbare (2013a [1923], IX:179). En 1930, il dénonce la « maudite faim d'or[177] » (*Auri sacra fames*) du monde occidental, et annonce la fin prochaine du règne de ce métal « autocrate » :

> Ainsi l'or, initialement placé au ciel avec son consort l'argent comme le sont le soleil et la lune, après s'être dépouillé de ses attributs sacrés, pour venir sur terre comme un autocrate, pourrait bien descendre dans un proche avenir au rang prosaïque de monarque constitutionnel s'en remettant au soin de gouverner à un cabinet de banquiers. De sorte qu'il se pourrait qu'on n'ait jamais besoin de proclamer la république. Mas nous n'en sommes pas encore là, et l'évolution peut être radicalement différente. Les amis de l'or devront faire preuve de beaucoup de sagesse et de modération
>
> Thus gold, originally stationed in heaven with his consort silver, as Sun and Moon, having first doffed his sacred attributes and come to earth as an autocrat, may next descend to the sober status of a constitutional king with a Cabinet of banks; and it may never be necessary to proclaim a republic. But this is not yet—the evolution may be quite otherwise. The friends of gold will have to be extremely wise and moderate if they are to avoid a revolution. (Keynes 2013a [1930], IX:163)

177 Celle que Virgile attribue au roi Midas.

s'ils tiennent à éviter une révolution. (Keynes 2009 [1930], 103-4)

Le fait que Keynes recoure à la même image que Proudhon et Gesell, en décrivant l'or comme un despote, et sa chute comme un progrès de la démocratie dans le domaine économique, mérite d'être souligné. En 1931, une semaine après la suspension de l'étalon-or en Grande-Bretagne, il écrit encore :

> Rares sont les Anglais qui ne se réjouissent pas de la rupture de nos chaînes d'or. Nous sentons que nous avons enfin les mains libres pour faire ce qui est raisonnable. La période romantique est révolue, et nous pouvons nous mettre à discuter de manière réaliste de la meilleure politique. (Keynes 2009 [1931], 139)
>
> There are few Englishmen who do not rejoice at the breaking of our gold fetters. We feel that we have at last a free hand to do what is sensible. The romantic phase is over, and we can begin to discuss realistically what policy is for the best. (Keynes 2013a [1931], IX:245)

Keynes dénonce la croyance irrationnelle, et profondément ancrée chez ses contemporains, dans les vertus de l'or et du système monétaire fondé sur lui[178]. Afin de pouvoir réellement poursuivre une politique monétaire souveraine et sensée, il est selon lui indispensable de se libérer de la « malédiction de Midas » (2013a [1931], IX:248): dans l'économie, l'or est un « autocrate », un « fétiche » (Dostaler 2007, 214). Dans son article « Prospects on Money », paru au début du premier conflit mondial, il écrit encore :

> Si l'un des effets secondaires des combats actuels doit être que l'or soit enfin privé de son contrôle despotique sur nous, et réduit à la position d'un monarque constitutionnel, un nouveau chapitre de l'histoire sera ouvert. L'homme aura fait un nouveau pas en avant vers l'autonomie, vers le pouvoir
>
> If it prove one of the after-effects of the present struggle, that gold is at last deposed from its despotic control over us and reduced to the position of a constitutional monarch, a new chapter of history will be opened. Man will have made another step forward in the attainment of self-government, in the

178 A propos de l'Inde, Keynes écrit ainsi « In these other parts a gold reserve is thought of as being some sort of charm, the presence of which is valuable quite apart from there being any idea of dissipating it,-as the emblem, rather than the prop, of respectability. It would be consistent with these ideas to melt the reserve into a great golden image of the Chief Cashier and place it on a monument so high that it could never be got down again. If any doubt comes to be felt about the financial stability of the country, a glance upwards at the image will, it is thought, restore confidence. If confidence is not restored, this only shows that the image is not quite big enough. » (1914)

de contrôler son destin conformément à ses propres souhaits. Nous nous souviendrons alors des influences subtiles, profondes, involontaires et souvent invisibles des métaux précieux sur les évènements historiques passés comme caractérisant une période révolue.

power to control his fortunes according to his own wishes. We shall then record the subtle, profound, unintended, and often unnoticed influences of the precious metals on past historical events as characteristic of an earlier period. (Keynes 1914)

Se libérer de l'étalon-or[179] est ainsi, pour Keynes, le préalable indispensable à toute souveraineté démocratique dans le domaine monétaire. Assimiler la monnaie au métal revient à

[laisser] les ajustements les plus intimes de notre organisme économique à la merci d'un chercheur d'or chanceux, d'un nouveau procédé chimique, ou d'un changement d'idées en Asie.

[…] leave permanently the most intimate adjustments of our economic organism at the mercy of a lucky prospector, a new chemical process, or a change of ideas in Asia. (Keynes [1913], in Dostaler 2007, 208)

écrit-il ainsi dans son ouvrage *Indian Currency and Finance* de 1913. En 1923, il ajoute :

Pour ces graves raisons nous devons nous affranchir de la profonde méfiance qui se manifeste devant l'éventualité de soumettre la régulation de l'étalon de valeur à l'empire des *décisions délibérées*. Nous ne pouvons plus nous permettre de l'abandonner à ce domaine qui regroupe, en vertu de caractéristiques communes possédées à des degrés

For these grave causes we must free ourselves from the deep distrust which exists against allowing the regulation of the standard of value to be the subject of *deliberate decision*. We can no longer afford to leave it in the category of which the distinguishing characteristics are possessed in different degrees by the weather, the birth-rate, and the

179 Après la première guerre mondiale, le système monétaire en vigueur est d'ores et déjà un système mixte : « A regulated non-metallic standard has slipped in unnoticed. *It exists*. Whilst the economists dozed, the academic dream of a hundred years, doffing its cap and gown, clad in paper rags, has crept into the real world by means of the bad fairies—always so much more potent than the good—the wicked ministers of finance. » (Keynes 2013a [1923], IX:180). Il s'agit alors désormais pour Keynes, d'éviter que les traits caractéristiques de l'ancien système-or hérité du XIXe siècle ne reprennent le dessus dans le nouveau système qui voit progressivement le jour dans les désordres de l'après-guerre. L'adoption d'un système d'étalon change-or (*gold exchange standard*), tel qu'il est généralisé après les accords de Bretton Woods, constitue du point de vue de Keynes un progrès non négligeable pour les institutions monétaires, même si l'élimination de toute référence à l'or reste selon lui souhaitable.

divers, la pluie et le beau temps, le taux de natalité et la constitution, domaine où les affaires sont réglées par le jeu des causes naturelles, ou bien résultent de la conjonction d'innombrables actions individuelles accomplies indépendamment les unes des autres, ou encore sont telles que seule une révolution peut les changer. (Keynes 2009 [1923], 41-42)

Constitution—matters which are settled by natural causes, or are the resultant of the separate action of many individuals acting independently, or require a revolution to change them. (Keynes 2013a [1923], IX:75)

L'étalon-or soumet pour Keynes la monnaie à des influences exogènes et aléatoires, qui empêchent une véritable gestion politique, autonome et souveraine de la monnaie de voir le jour – alors même que celle-ci est à l'origine de dynamiques économiques fondamentales. En mettant fin à la centralité de l'or dans le système monétaire, l'enjeu est donc de permettre à une souveraineté politique d'émerger au sein de la sphère économique.

2.3.2. Soumettre la monnaie à l'empire des décisions délibérées : la gestion rationnelle de la monnaie

Il s'agit donc de « soumettre la régulation de l'étalon de valeur à l'empire des *décisions délibérées »* (Keynes 2013a [1923], IX:75) ; c'est-à-dire, de prendre un contrôle rationnel, politique sur la monnaie. La monnaie est, pour Keynes, un phénomène institutionnel : elle est une « institution du capitalisme » (Dillard 1987).

Les hommes semblent avoir de la peine à comprendre que la monnaie est un simple intermédiaire sans aucune signification intrinsèque, et qui passe de main en main, est reçu et distribué, et disparaît enfin du total de la richesse d'une nation aussitôt sa fonction remplie. (Keynes 2009 [1923], 116)

It is not easy, it seems, for men to apprehend that their money is a mere intermediary, without significance in itself, which flows from one hand to another, is received and is dispensed, and disappears when its work is done from the sum of a nation's wealth. (Keynes 2013a [1923], IX:170)

Pour Keynes, comme pour Gesell, la monnaie est avant tout le support conventionnel des échanges. Il ne fait dès lors pour lui aucun doute que le système monétaire devrait être radicalement transformé afin de permettre à des objectifs politiques d'être poursuivis

efficacement par la politique monétaire. La référence à l'or dans le système monétaire, reconnue pour ce qu'elle est – une contrainte anti-politique –, pourrait être éliminée sans que cela ne pose aucune difficulté pratique. Keynes ne doute d'ailleurs pas, en 1913, que l'Europe ne tardera pas à « réguler son étalon de valeur sur une base plus rationnelle et plus stable » (Dostaler 2007, 208) : une base qui permettra un réel pilotage politique de l'institution monétaire par la puissance publique.

Ce pilotage devra poser comme l'objectif principal de la politique monétaire la stabilité du niveau général des prix.

> [Il] n'est ni sûr ni honnête de combiner la forme d'organisation de la société qu'a élaborée le XIXe siècle et qui demeure avec une politique de laisser-faire en matière monétaire. Il n'est point vrai que nos arrangements d'autrefois ont fonctionné correctement. Si nous devons continuer d'attirer l'épargne volontaire de la communauté vers des « investissements », il nous faut donner pour premier objectif à une politique délibérée de l'État le maintien d'un étalon de valeur stable qui permette d'exprimer ces investissements. (Keynes 2009 [1923], 27)

> [It] is not safe or fair to combine the social organisation developed during the ninteeenth century (and still retained) with a laissez-faire policy towards the value of money. It is not true that our former arrangements have worked well. If we are to continue to draw the voluntary savings of the community into 'investments', we must make it a prime object of deliberate State policy that the standard of value, in terms of which they are expressed, should be kept stable. (Keynes 2013a [1923], IX:67)

Ce point est martelé par Keynes, qui souligne les effets extrêmement profonds, et souvent délétères, des fluctuations du niveau des prix sur la distribution comme sur la production des richesses (Keynes 2013a [1923], IX:59-75; 2013a [1931], IX:150-60). Alors que les économistes de la période qui défendent les étalons métalliques insistent sur la crédibilité internationale que ceux-ci procurent, et font ainsi primer l'objectif de stabilité des changes sur la stabilité des prix, Keynes privilégie au contraire la stabilité des prix intérieurs[180] – louant d'ailleurs les efforts que Fisher avait fait en ce sens, et regrettant que le plan pour un « dollar compensé » qu'il avait formulé en 1911, et qui visait précisément cet objectif, n'ait pu être mis en application (Keynes 2013a [1923], IX:171). L'idée du primat de la stabilité des prix

180 Il précise cependant : « The right choice is not necessarily the same for all countries. » (Keynes 2013a [1923], IX:171) : un pays fortement dépendant du commerce extérieur pourra avoir intérêt à conserver une politique de stabilité des changes.

sur la stabilité des changes n'a, à l'époque, rien d'une évidence : comme le souligne Keynes lui-même en 1923,

> un étalon interne réglé de manière à assurer la stabilité d'un certain nombre de prix de référence est une difficile innovation scientifique qui n'a encore jamais été appliquée. (2009 [1923], 118)
>
> an internal standard, so regulated as to maintain stability in an index number of prices, is a difficult scientific innovation, never yet put into practice. (2013a [1923], IX:171)

Un tel étalon, faut-il le rappeler, est précisément ce que Gesell et son mouvement cherchent à rendre praticable depuis près de trois décennies au moment où Keynes rédige ces lignes. La convergence de points de vue avec le mouvement franchiste est donc, ici encore, très forte.

2.3.3. La réforme du système monétaire international

S'il est, comme Gesell, très en faveur de la suppression de l'étalon-or, Keynes est néanmoins conscient des difficultés que cette suppression pose dans l'organisation du commerce international : l'étalon-or a en effet permis, grâce à la stabilité des changes et à la facilité des paiements internationaux qu'il permettait, la grande expansion du commerce international au cours du long XIXe siècle.

En cohérence avec le primat de la stabilité des prix auquel il adhère, Keynes ne rejette pas l'idée du flottement des cours de change. Pour lui,

> l'adoption d'un change flottant signifie que les prix relatifs pourront être bousculés par les influences les plus fugaces, celles de la politique et de l'affectivité, et par les pulsions périodiques des commerces saisonniers. Mais cela signifie également qu'on dispose avec cette méthode d'un moyen très rapide et très puissant de corriger les déséquilibres réels affectant la balance des paiements internationaux pour toutes sortes de causes, et d'un merveilleux préventif pour réfréner la propension de certains pays à dépenser à l'étranger plus
>
> A fluctuating exchange means that relative prices can be knocked about by the most fleeting influences of politics and of sentiment, and by the periodic pressure of seasonal trades. But it also means that this method is a most rapid and powerful corrective of real dis-equilibria in the balance of international payments arising from whatever causes, and a wonderful preventive in the way of countries which are inclined to spend abroad beyond their resources. (2013a [1923], IX:173)

que leurs ressources ne le permettent.
(2009 [1923], 120-21)

Là encore il est en ligne avec le point de vue franchiste : un auteur comme Werner Zimmermann, fidèle adepte des théories geselliennes tout au long de sa vie, défend dès les années 1930 et jusque dans les années 1960 dans des échanges de lettres avec les autorités monétaires suisses la « libération des cours de change » (Zimmermann 1964).

Mais Keynes n'est pas, pour autant, d'avis que le laissez-faire en matière d'échanges monétaires internationaux constitue une solution viable et souhaitable. C'est ainsi qu'il élabore, à partir de la publication du *Treatise on Money*, un plan pour la création d'une *International Clearing Union* (Dostaler 2007, 215-26; Faudot 2019) permettant la résorption automatique des soldes positifs et négatifs des balances commerciales des pays adhérant au dispositif, notamment par l'imposition d'un taux d'intérêt négatif des soldes créditeurs – selon un principe qui a parfois été mis en parallèle avec le principe gesellien de taxation périodique des moyens de paiement (voir par ex. Herland 1977).

Il convient de noter que Gesell, conscient de la difficulté que pose la question du change de la monnaie dans son propre système, propose lui aussi la création d'une Union monétaire internationale, ou *International Valuta Association* (Gesell 1920a, 314-16). Une monnaie commune internationale, l'IVA, serait créée, dont l'émission serait confiée à un office central (Gesell envisage qu'il ait son siège à Berne), sur la base d'index statistiques des prix établis selon des standards partagés. Tous les États adhérents à l'Union monétaire auront adopté le principe d'une monnaie fondante gérée selon les règles indiquées par Gesell afin de maintenir en toute circonstance la stabilité du niveau des prix. L'IVA devrait représenter, lors de l'adhésion d'un État donné à l'Union monétaire, environ 20 % de sa masse monétaire : elle circulerait dans les États adhérents au pair avec la monnaie nationale et parallèlement à elle[181] – l'autorité monétaire nationale devant s'assurer de ce que ce rapport de parité soit maintenu : il lui revient donc d'augmenter l'émission monétaire lorsque les IVA-notes affluent (excédent commercial) et de diminuer la masse monétaire lorsqu'elles refluent (déficit commercial). En effet, dans le cas d'un trop grand afflux d'IVA, l'État se voit privé d'une partie des ressources qu'il tire, grâce à la fonte, de la circulation monétaire, et il est dans son intérêt de mettre fin à cette situation au plus vite. A l'inverse, lorsque les IVA quittent le pays, elles continuent d'y faire l'objet d'une demande afin de pouvoir procéder aux paiements internationaux – cette

181 Gesell cite en référence pour ce système l'Union monétaire latine, qui rassembla de 1865 à 1927 la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie, et à partir de 1868, la Grèce. Cette Union permettait l'intercirculation des monnaies nationales à l'intérieur de l'Union, et unifiait les règles d'émission monétaire des États membres, autour d'un régime bimétalliste.

demande s'augmente alors d'un agio d'autant plus grand que l'IVA est devenu rare dans le pays. Déficits et excédents commerciaux se voient donc également pénalisés, et les États sont incités à y remédier à brève échéance par des mesures adaptées de politique monétaire.

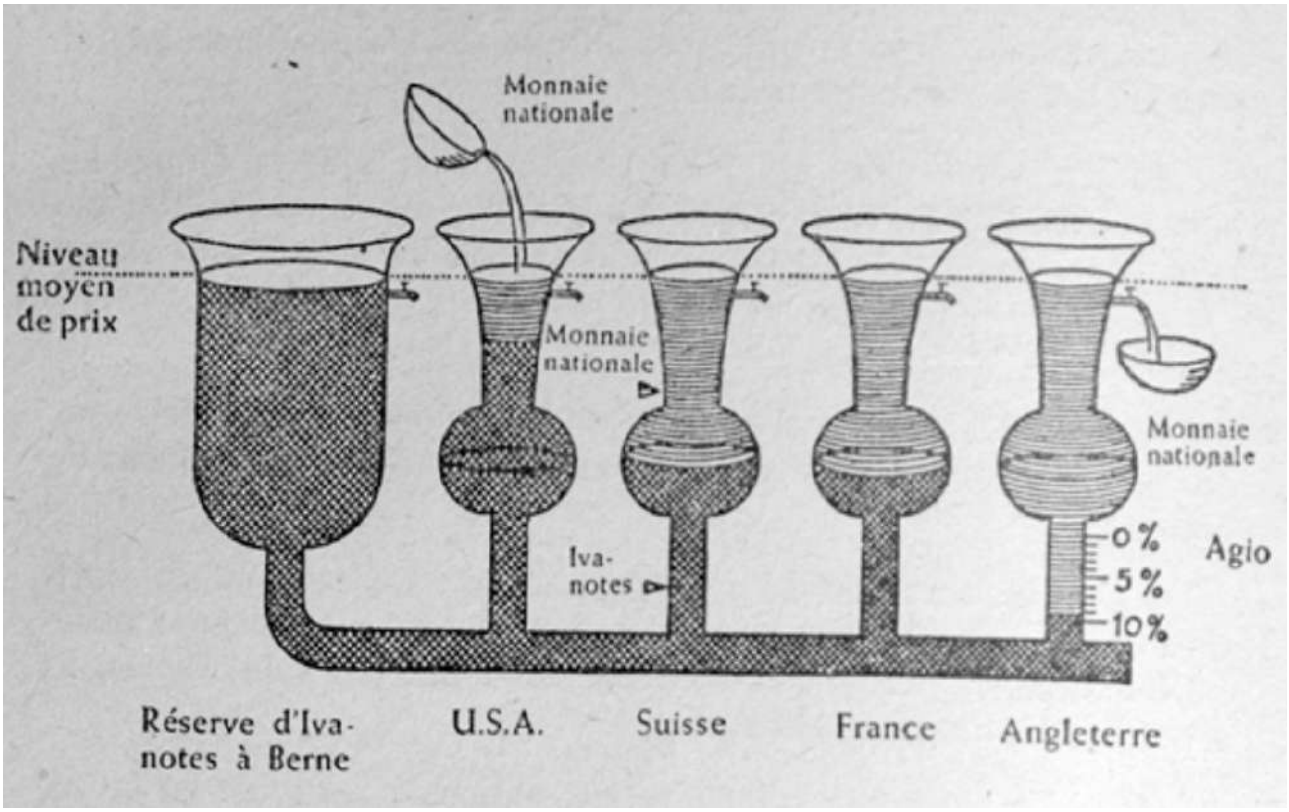


Figure 13: Le système de l'IVA tel que présenté dans L'Ordre économique naturel (Gesell 1948, 290)

L'idée au fondement de l'IVA est la même que celle qui guide la formulation de la proposition keynésienne d'*International Clearing Union* : il s'agit de mettre en place des dispositifs permettant de résorber les déséquilibres des balances commerciales, garantissant ainsi une stabilité internationale des prix et facilitant les transactions internationales en assurant une interopérabilité entre les systèmes monétaires nationaux. La proposition de Keynes n'en reste pas moins indéniablement plus opérationnelle, dès lors qu'elle prend en compte la réalité des pratiques bancaires de son époque – contrairement à Gesell, qui demeure attaché à la circulation d'une monnaie manuelle dont la place dans les échanges tant nationaux qu'internationaux n'a fait que perdre en importance depuis le XIXe siècle.

2.4. Monnaie et valeur

Keynes est loin d'exposer, sur les questions de valeur, une opinion aussi tranchée que celle de Gesell. En réalité, il semble même délibérément éviter de traiter frontalement le sujet : Joan Robinson aurait ainsi considéré que « Keynes n'a jamais trouvé une heure pour réfléchir au problème de la valeur » (Piluso 2013). Dans la *Théorie générale*, il aborde

uniquement le sujet à de brèves reprises. Ses remarques semblent pourtant indiquer une volonté de réduire la place et la portée des théories de la valeur dans la science économique.

> Nous avons tous pris l'habitude de nous trouver tantôt d'un côté de la lune, tantôt de l'autre, sans savoir par quel trajet ou parcours ils communiquent, ces deux côtés paraissant reliés de la même manière que nos vies de veille le sont à nos vies de songe. (Keynes 2017 [1936], 379)
>
> We have all of us become used to finding ourselves sometimes on the one side of the moon and sometimes on the other, without knowing what route or journey connects them, related, apparently, after the fashion of our waking and our dreaming lives. (Keynes 2013b [1936], VII:292)

nous dit ainsi Keynes à propos du rapport entre théorie des prix et théorie de la valeur. Les théories de la valeur renvoient ainsi non pas à la réalité de l'économie, mais à un autre monde, insaisissable, abstrait. Cela ne signifie cependant pas qu'elles soient entièrement inutiles pour l'étude de certains phénomènes économiques circonscrits, dans lesquels les propriétés caractéristiques de la monnaie n'interviennent donc pas de façon décisive et peuvent être écartées afin de simplifier le raisonnement. Mais à l'échelle d'une économie, faire abstraction des propriétés de la monnaie revient à donner une image fausse, ou à tout le moins gravement incomplète, des dynamiques à l'œuvre. Comme le résume Keynes :

> La division de l'économie en théorie de la valeur et de la distribution d'une part et en théorie de la monnaie d'autre part nous paraît erronée. La division correcte, à notre avis, range plutôt d'un côté la théorie de l'entreprise ou de l'industrie individuelles ainsi que des rémunérations et de la répartition entre les usages d'une quantité donnée de ressources, et de l'autre la théorie de la production et de l'emploi dans leur ensemble. (Keynes 2017 [1936], 379)
>
> The division of economics between the theory of value and distribution on the one hand and the theory of money on the other hand is, I think, a false division. The right dichotomy is, I suggest, between the theory of the individual industry or firm and of the rewards and the distribution between different uses of a given quantity of resources on the one hand, and the theory of output and employment as a whole on the other hand. (2013b [1936], VII:293)

On peut se permettre de négliger la monnaie au niveau d'une entreprise ou d'une industrie, en supposant que les principales grandeurs qui caractérisent la conjoncture économique ne varieront pas à court terme –

> Mais aussitôt qu'on en vient à chercher ce qui détermine les volumes de la production et de l'emploi, la théorie complète d'une économie monétaire est indispensable. (*ibid.*)
>
> But as soon as we pass to the problem of what determines output and employment as a whole, we require the complete theory of a monetary economy. (*ibid.*)

Pour Keynes, comme pour Gesell, la théorie de la monnaie et de l'intérêt ne doit pas être séparée de la théorie des échanges, comme c'est le cas dans les doctrines classique et néoclassique : elle doit, au contraire, être à son fondement (Dillard 1997 [1940], 300-301). L'entreprise keynésienne de produire la théorie d'une économie monétaire exclut ainsi fondamentalement le recours à une théorie de la valeur dès lors qu'il s'agit de rendre compte du fonctionnement global de l'économie capitaliste. Ce point de vue fait de lui l'un des contributeurs majeurs à une analyse monétaire de l'économie, comme le soulignent de nombreux auteurs, qui battent en brèche les tentatives de réintroduire dans l'édifice théorique keynésien une théorie de la valeur-utilité (Piluso 2013) ou de la valeur-travail (Segura 1991) qu'il faudrait y lire entre les lignes. La rupture épistémologique opérée par Keynes passe par la disqualification des théories de la valeur pour l'analyse des phénomènes macroéconomiques ; elle implique dès lors l'introduction d'une théorie de la détermination des prix de marché qui se passe de la référence à une grandeur abstraite telle que la valeur. D'après Cartelier (2018, 99), Keynes se rallie, dans le chapitre 10 ('Fundamental equations') de son *Treatise on Money*, à un principe énoncé avant lui par Cantillon, selon lequel « les prix [se] fixent par la proportion des denrées qu'on y expose en vente et de l'argent qu'on y offre pour les acheter. » On retrouve là encore l'esprit des propositions de Gesell au sujet de la détermination des prix, qui s'opère selon lui comme on l'a signalé plus haut en fonction des rapports de marché, c'est à dire en fonction de la proportion existant entre la quantité de monnaie en circulation sur le marché (qu'il nomme « demande de marchandise ») et la quantité de marchandises apportée au marché (qu'il nomme « demande de monnaie »[182]). On voit ainsi le rôle essentiel que prend, chez Gesell comme chez Keynes et avant eux chez Cantillon, non pas la quantité de monnaie considérée en général, mais la quantité de monnaie effectivement apportée au marché – celle que Keynes nommera la « demande effective » – dans la fixation du niveau des prix. Pour Keynes comme pour Gesell, la théorie quantitative de la monnaie, dans son acception stricte – qui établit un lien de proportionnalité entre la

182 D'après Gesell, une marchandise amenée sur le marché demande à être échangée au plus vite : elle représente donc une « demande de monnaie » adressée à l'ensemble de l'économie afin que l'échange puise avoir lieu.

quantité de monnaie et le niveau des prix, doit être regardée comme fausse, puisque seule la demande effective aura une influence déterminante sur les prix[183].

2.5. Des philosophies politiques jumelles

Mais quelles que puissent être les convergences et les divergences entre Keynes et Gesell dans leurs propositions théoriques et pratiques, c'est finalement la philosophie politique commune qui sous-tend leurs deux œuvres qui rapproche le plus les deux penseurs. Keynes ne manque d'ailleurs pas de le relever lui-même : il se place, avec Gesell et le Major Douglas, dans le camp marginalisé de Malthus, par opposition à celui, dominant, de Ricardo, des classiques et de leurs héritiers (Keynes 2013b [1936], VII:32-33) – le camp qui considère contre Ricardo que l'insuffisance de la demande effective oppose parfois un obstacle infranchissable à la prospérité de l'économie, et doit par conséquent faire l'objet d'une attention soutenue de la part de l'analyse comme de la politique économique. Cette importance donnée au concept de demande effective les amène tous deux à condamner sans détour la thésaurisation, du point de vue de l'efficacité économique bien sûr, comme on l'a montré plus haut, mais aussi simplement d'un point de vu moral. Dans un essai nommé *Economic Possibilities for our Grandchildren*, publié en 1930 et dans lequel il envisage l'avenir de l'économie à cent ans de distance, Keynes l'exprime ainsi :

> L'amour de l'argent comme possession – qui n'est pas l'amour de l'argent comme moyen de profiter des plaisirs et des réalités de la vie – sera reconnu pour ce qu'il est : une morbidité quelque peu dégoûtante, l'une de ces tendances mi-criminelles, mi-pathologiques que l'on que l'on place avec un frisson entre les mains des spécialistes des pathologies mentales.
>
> The love of money as a possession—as distinguished from the love of money as a means to the enjoyments and realities of life—will be recognised for what it is, a somewhat disgusting morbidity, one of those semi-criminal, semi-pathological propensities which one hands over with a shudder to the specialists in mental disease. (Keynes 2013a [1930], IX:329)

La thésaurisation et l'accumulation sont malsaines, et sont antisociales : voilà ce qu'affirment avec force tant Keynes que Gesell.

183 Ce point est regardé comme relativement évident par Keynes, qui insiste surtout, dans le chapitre 21 de la *Théorie Générale*, sur le fait que l'augmentation de la demande effective ne devient réellement inflationniste qu'en période de plein emploi. L'emploi des facteurs de production n'a en revanche pas une place centrale dans les raisonnements de Gesell.

Les deux auteurs partagent en outre l'axiome suivant, que Keynes qualifie de « préclassique » (2013b [1936], VII:213) : seul le travail est productif. Les revenus générés par les capitaux sont le résultat de leur rareté : ils constituent une rente, dont l'existence même est contraire au principe de justice dans l'économie. Comme le dit Keynes (2013b [1936], VII:470) :

> L'intérêt ne rémunère aujourd'hui aucun sacrifice véritable non plus que la rente du sol. Le détenteur du capital peut obtenir un intérêt parce que le capital est rare, de même pour le sol. Mais il n'y a pas de raisons intrinsèques qui expliquent la rareté du capital. (Keynes 2017 [1936], 470)

> Interest to-day rewards no genuine sacrifice, any more than does the rent of land. The owner of capital can obtain interest because capital is scarce, just as the owner of land can obtain rent because land is scarce. But whilst there may be intrinsic reasons for the scarcity of land, there are no intrinsic reasons for the scarcity of capital. (Keynes 2013b [1936], VII:376)

La conséquence qu'il en tire rejoint très clairement le programme qu'exposait Gesell vingt ans avant la *Théorie Générale* :

> Si nous avons des raisons de croire qu'il est relativement facile de multiplier les biens de capital jusqu'à ce que leur efficacité marginale soit nulle, ce serait sans doute la façon la plus raisonnable d'éliminer graduellement une grande partie des aspects choquants du capitalisme. (Keynes 2017 [1936], 295)

> If I am right in supposing it to be comparatively easy to make capital-goods so abundant that the marginal efficiency of capital is zero, this may be the most sensible way of gradually getting rid of many of the objectionable features of capitalism. (Keynes 2013b [1936], VII:221)

La disparition progressive de l'intérêt monétaire, et avec lui de l'intérêt des capitaux, signifierait, selon les mots de Keynes,

> l’euthanasie du rentier, et par suite, la disparition progressive du pouvoir oppressif additionnel qu’a le capitaliste d’exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté (Keynes 2017 [1936], 470)
>
> the euthanasia of the rentier, and, consequently, the euthanasia of the cumulative oppressive power of the capitalist to exploit the scarcity-value of capital. (Keynes 2013b [1936], VII:376)

Cette disparition de la rente du capital, et des rentiers qui en vivent, est l’horizon vers lequel s’efforce tant Keynes que Gesell : elle représente un progrès de l’économie vers un plus grand degré de justice. Il s’agit, pour nos deux réformateurs, de libérer le travail des entraves qui pèsent sur lui du fait des avantages acquis et des positions de rente, afin qu’il puisse bénéficier de l’intégralité de son fruit. Les « hommes nouveaux », les travailleur·euses, doivent s’émanciper de l’emprise de la « richesse anciennement acquise ». Travailleur·euses et entrepreneurs, c’est-à-dire producteur·ices, contre financier·es et rentier·es, qui tentent d’exploiter aux dépens des premiers les positions dominantes qu’ils ont acquises ou héritées : voilà l’opposition de classe dessinée par les théories de Keynes et de Gesell.

Le moyen de la dépasser cette opposition de classe, pour nos deux auteurs, doit être pacifique. Keynes écrit ainsi :

> Nous estimons donc, comme Gesell, que la suppression des lacunes de la théorie classique ne conduit pas à abandonner le système de Manchester mais simplement à indiquer quelle sorte d’environnement le libre jeu des forces économiques exige pour que les possibilités de la production puissent toutes être réalisées. (Keynes 2017 [1936], 474)
>
> Thus I agree with Gesell that the result of filling in the gaps in the classical theory is not to dispose of the 'Manchester System', but to indicate the nature of the environment which the free play of economic forces requires if it is to realise the full potentialities of production. (Keynes 2013b [1936], VII:379)

Keynes et Gesell disent tous deux leur attachement sans faille au libre-échange, à la liberté du travail et de l’entreprise, et à l’autonomie individuelle. Les bases posées par le système de Manchester sont saines et solides, affirment-ils, car elles permettent la coordination d’actions individuelles entièrement autonomes. Nos deux auteurs diffèrent cependant du tout au tout quant au moyen de corriger ce système. Pour permettre la multiplication des capitaux, la disparition progressive de la rente et la réalisation du plein-emploi, Keynes entend s’appuyer

sur l'action régulatrice de l'État, qui est en mesure, par l'investissement public, pallier la faiblesse de l'investissement privé et de surmonter les barrières qui se posent à lui – c'est ce qu'il nomme la socialisation de l'investissement. Gesell, quant à lui, rejette fondamentalement l'idée de l'intervention de l'État dans l'activité économique (si ce n'est pour bâtir et entretenir les infrastructures de communication, voir ch. 2.) : c'est en modifiant le cadre de l'action individuelle, c'est à dire par la réforme institutionnelle du système monétaire et du droit foncier, que l'on pourra supprimer les obstacles à la multiplication des capitaux, rendre au travail la totalité de son produit, et du même coup, mettre fin aux crises et au chômage. Gesell reste, contrairement à Keynes, un défenseur inépuisable du laissez-faire, pourvu que le libre jeu des forces économiques se déploie dans des conditions institutionnelles garantissant une égalité réelle et stricte de tous les agents économiques.

Conclusion

Les points de convergence entre Gesell et Keynes sont donc nombreux et fondamentaux. On peut rappeler ici les principaux :

- La monnaie possède des caractéristiques qu'aucune autre marchandise ne possède, et qui donnent naissance à l'intérêt. Cet intérêt monétaire prend sa source dans la tendance des agents économiques à thésauriser : son émergence est donc liée à l'adoption, comme monnaie, d'un bien durable et non grevé de frais de conservation significatifs, qui peut donc servir à la fois de moyen d'échange et de moyen d'épargne. Les deux auteurs établissent ainsi un lien entre l'émergence de l'intérêt et le désir universel qu'elle suscite, du fait de ses qualités particulières.

- Cet intérêt monétaire se fixe à un niveau compris entre 2 et 3 %, et en toute hypothèse, significativement supérieur à zéro. Son niveau est relativement stable sur la longue période.

- L'existence de l'intérêt monétaire induit l'existence d'une limite à la multiplication des capitaux réels, qui ne sont produits que pour autant qu'ils sont susceptibles d'offrir un rendement au moins égal au taux de l'intérêt. Ce rendement est le fruit de la rareté des capitaux réels par rapport aux besoins de la société, et constitue donc un revenu de rente. L'intérêt monétaire induit ainsi le sous-emploi des ressources de l'économie ; son annulation, à l'inverse, permettrait d'atteindre le plein-emploi.

- Gesell comme Keynes, s'ils défendent la liberté d'entreprise et un système de marché concurrentiel, affirment ainsi avec force que le laisser-faire ne peut avoir pour conséquence une convergence de l'économie vers l'équilibre. Pour protéger le système économique libéral, et perfectionner le « système de Manchester », il s'agit pour tous deux de supprimer les revenus de rente. Cet objectif ne peut être atteint qu'en tenant compte du rôle essentiel que joue la monnaie dans leur apparition et leur maintien.

- Les deux auteurs sont également des adversaires résolus de l'étalon-or. En enfermant la définition de la monnaie dans un rapport d'équivalence avec une marchandise, les pouvoirs publics se privent d'un levier d'action essentiel. La sortie de l'étalon-or et la définition d'une monnaie fiduciaire pouvant être gérée rationnellement, notamment en garantissant la stabilité du niveau des prix intérieurs, sont des mesures essentielles afin de garantir la capacité des pouvoirs publics à agir dans l'économie. La monnaie est une institution politique, de nature conventionnelle : elle doit pouvoir faire l'objet d'un contrôle politique. L'abandon de toute référence au métal dans le système monétaire est ainsi une condition à l'autonomie de la société dans le domaine économique.

- Ils rejoignent dans cette idée un autre adversaire déterminé du monnayage de l'or. Comme l'a souligné Dudley Dillard (1942b; 1997 [1940]), Gesell comme Keynes se situent dans la lignée des théories de Proudhon, tant dans la dénonciation du métallisme monétaire, que dans la critique du caractère lucratif de la propriété : de la dénonciation proudhonienne du « parasitisme » à celle, gesellienne, du « revenu sans travail », et à l'espoir keynésien d'une euthanasie progressive « du rentier et de l'investisseur inactif »[184] (Keynes 2013b [1936], VII:376), la ligne est aisément tracée.

On pourrait encore ajouter que Gesell et Keynes proposent tous deux une analyse économique ancrée dans la sphère de la circulation des marchandises, avec l'institution monétaire comme pivot de leurs théories, et sont tous deux critiques de l'orthodoxie économique de leur époque, qui voudrait reléguer la monnaie au rang de marchandise : les deux auteurs critiquent ainsi l'approche réelle de l'économie et ses prémisses, pour se situer résolument du côté d'une analyse monétaire des phénomènes économiques (Schumpeter 2004 [1954], 391-93 ; 2006 [1954], 264-66). Cette posture théorique, que Keynes assimile à celle des mercantilistes et de nombreux auteurs pré-classiques (2013b [1936], VII:333-53), n'a pu survivre que « furtivement, sous la surface, dans les inframondes de Karl Marx, Silvio Gesell et le Major Douglas » (Keynes 2013b [1936], VII:32). Avec Keynes, elle acquiert à nouveau droit de cité parmi les théories économiques académiques.

184 « […] the rentier, the functionless investor » (Keynes 2013b [1936], VII:376)

Au vu de cette étroite proximité, c'est à bon compte que Keynes estime que la pensée gesellienne a plus à apprendre au monde que celle de Marx :

> Je pense que l'avenir apprendra plus de l'esprit de Gesell que de celui de Marx. La préface de l'Ordre économique naturel indiquera au lecteur, s'il s'y réfère, la qualité morale de Gesell. La réponse au marxisme est, à mon avis, à trouver dans la ligne de cette préface.
>
> I believe that the future will learn more from the spirit of Gesell than from that of Marx. The preface to The Natural Economic Order will indicate to the reader, if he will refer to it, the moral quality of Gesell. The answer to Marxism is, I think, to be found along the lines of this preface. (Keynes 2013b [1936], VII:355)

Pourtant, si les deux auteurs convergent largement quant au diagnostic, leurs solutions politiques pour contrecarrer les effets économiques délétères de l'intérêt empruntent des chemins opposés. Keynes est en effet partisan de l'intervention de la puissance publique, par le biais de la politique monétaire, de l'investissement public, du contrôle des mouvements internationaux de capitaux : c'est l'action discrétionnaire des pouvoirs publics qui doit permettre de résoudre les problèmes de l'économie. Gesell, quant à lui, prône la réforme institutionnelle comme seul mode d'action politique : une fois que les institutions parfaites, conformes à « l'ordre naturel », auront été mises en place, aucune intervention gouvernementale ne sera plus nécessaire dans les affaires économiques. En anarchiste, Gesell refuse toute intervention volontaire de l'État dans l'activité économique ou la vie de la société : seuls les individus, et les groupes auxquels ils choisissent librement de s'associer, sont légitimes à déterminer, par leurs actions et leurs décisions, le devenir de la société – pour peu que le cadre institutionnel dans lequel ils agissent garantisse effectivement leur liberté et leur égalité.

Chapitre 8. Les geselliens, néo-physiocrates ?

De François Quesnay à la physiocratie gesellienne : l'éthique contre la politique

Gesell opère un retournement de pensée qui peut sembler paradoxal : à peine a-t-il affirmé que la monnaie était un objet politique, de nature conventionnelle et institutionnelle, qu'il soutient déjà qu'il faut en dépolitiser la gestion pour la rendre scientifique, impartiale. Il semble ainsi politiser la question monétaire pour mieux pouvoir neutraliser la monnaie : la gestion monétaire doit en effet se conformer à « l'ordre naturel » – qui, par définition, n'est pas un ordre politique. C'est ainsi que Gesell et Blumenthal revendiquent, à partir du milieu des années 1900, la paternité des physiocrates, au point d'adopter leur nom et de se présenter comme leurs successeurs (voir ch. 2).

Quel sens donner à cet hommage appuyé à la physiocratie, et à cette identification des geselliens à un mouvement dont, en apparence, beaucoup les sépare ? Les physiocrates – Quesnay, Mirabeau, Dupont de Nemours, Lemercier de la Rivière – écrivent dans la seconde moitié du XVIIIe siècle français. Ils sont principalement connus comme défenseurs acharnés du libre commerce des blés, et se revendiquent à ce titre de la fameuse formule attribuée par Quesnay à Vincent de Gournay : « laissez-faire, laissez-passer ! ». Souvent décrits comme précurseurs de la pensée libérale et de l'économie politique classique, leur héritage est pourtant souvent dédaigné – à la suite d'Adam Smith et de Karl Marx, qui ont l'un et l'autre jugé inepte et archaïque la principale thèse des physiocrates : celle selon laquelle seule l'agriculture serait productive, et les autres travaux (manufactures, artisanat) stériles. Y a-t-il des continuités et des points d'accord entre les « néo-physiocrates » et leurs prédécesseurs ? La ligne généalogique qui va des physiocrates à Gesell semble passer par le réformateur

foncier Henry George, qui s'est lui aussi réclamé de la paternité des physiocrates (1) - bien que certains auteurs considèrent ce rapprochement comme le fruit d'un malentendu. Pourtant l'idée d'une réelle proximité théorique semble résister à l'analyse : c'est ce que nous allons montrer ici, en étudiant successivement les vues communes entre anciens et nouveaux physiocrates à propos de la circulation économique (2), de la monnaie et de l'intérêt (3) et enfin, du rapport à la politique (4).

1. Physiocratie et réforme foncière : de Quesnay à Gesell via Henry George ?

C'est Georg Blumenthal qui introduit le nom de « physiocratie » au sein du mouvement gesellien : il s'appuie, pour le faire, sur des convergences de principe (1.1.), mais aussi sur la figure d'Henry George, qui s'en réclamait avant lui – bien que certains auteurs mettent en doute la pertinence de cette revendication de paternité (1.2.). Si certains concepts ont pu être distordus (comme ceux de « produit net » et de « rente foncière »), on peut néanmoins penser que, derrière ces imprécisions, des convergence réelles existent entre anciens et nouveaux physiocrates (1.3.).

1.1. Les geselliens, des « physiocrates » ?

Pourquoi les geselliens se considèrent-ils comme des « physiocrates » ? La « Déclaration de principes » physiocrate publiée en 1912 par Georg Blumenthal nous donne quelques pistes à ce sujet :

La physiocratie est la science de la domination de l'ordre naturel dans les relations des hommes et des peuples.	**Die Physiokratie** ist die Lehre von der Herrschaft der natürlichen Ordnung in den Beziehungen der Menschen und Völker.
Dans le domaine **économique**, la physiocratie signifie la réalisation du droit au rapport **plein et entier** du travail pour chacun.	Auf **wirtschaftlichem** Gebiet bedeutet die Physiokratie die Verwirklichung des Rechtes auf den **vollen ungeschmälerten** Arbeitsertrag für Jedermann.
Ce droit exclut naturellement toute prétention au bénéfice du produit du travail de quelqu'un **d'autre**.	Dieses Recht schließt natürlich jedes Anrecht auf den Arbeitsertrag eines **anderen** aus.
La physiocratie se place ainsi en forte contradiction avec le socialisme d'État communiste – mais aussi avec **l'exploitation de l'homme par l'homme** qui est aujourd'hui coutumière	Die Physiokratie stellt sich somit in schroffen Gegensatz zum kommunistischen Staats-Sozialismus —

aber auch zu der heute üblichen **Ausbeutung des einen Menschen durch den anderen**. (Blumenthal 1912a, 18. Les emphases figurent dans le texte original)

L'attaque vise bien sûr l'appropriation du revenu des travailleurs par une classe oisive, par le biais de l'intérêt et de la rente du sol, selon les lignes argumentatives qui sont désormais familières au lecteur. Plus loin :

Contrairement au marxisme de la social-démocratie et au socialisme d'État hostile aux libertés – comme d'ailleurs à toutes les velléités communistes – la physiocratie garantit à chaque individu (comme d'ailleurs à tout groupe ou à toute société) la plus grande

liberté personnelle, indépendance et autonomie,

tant que les droits et libertés garantis aux autres ne s'en trouvent pas menacés ou violés. Nous voyons le fondement de la liberté personnelle dans

l'intangibilité de la propriété privée issue du travail personnel.

Im Gegensatz zum Marxismus der Sozialdemokratie und dem freiheitswidrigen Staatssozialismus — wie überhaupt aller kommunistischen Bestrebungen — garantiert die Physiokratie jedem Einzelnen (sowie jeder beliebigen Gruppe oder Gesellschaft) die weitgehendste

Persönliche Freiheit, Unabhängigkeit und Selbstbestimmung

soweit dadurch nicht die ebenso verbürgten Rechte und Freiheiten der Anderen gefährdet oder geschädigt werden. Das Fundament der persönlichen Freiheit erblicken wir in der

Unantastbarkeit des selbst erarbeiteten Privat-Eigentums. (*ibid.*, même remarque)

La référence se fait autrement plus claire dans un article rédigé par Georg Blumenthal pour le premier numéro du journal *Der Physiokrat*, intitulé « Notre raison d'être » :

Bien, il semblerait que nous soyons de retour – après que l'on a si bien cru, il y a plus de cent ans, tordre le cou à notre idée et à notre nom à l'aide d'une guillotine dans le vertige de folie de la

So, da wären wir also wieder - nachdem man unserer Idee, unserem Namen vor über 100 Jahren im Wahnsinnstaumel der grossen französischen Revolution mit der Guillotine so schön glaubte den

grande révolution française !

Mais les idées sont difficiles à éradiquer, et il arrive souvent qu'il leur pousse de nouvelles têtes, nombreuses – et parfois meilleures – là où l'on avait cru en abattre une par l'épée ou le couperet.

Nous présentons donc à nouveau au public une idée que l'on a crue morte – bien que ses effets se fassent encore sentir aujourd'hui – l'idée de ces Français au caractère noble et libre que l'on nommait Physiocrates, dont on a pensé les efforts perdus dans leur chute, parce que l'on n'était pas capable de penser jusqu'au bout les pensées qu'ils ont, bien en avance sur leur temps, jetées dans le monde.

Et pourtant, le fil de cette pensée ne s'est jamais vraiment rompu – la pensée qu'il devait être possible de faire advenir un « ordre naturel » dans les relations entre les hommes et les peuples en transformant l'économie nationale. On est parti pour cela de l'idée juste que la propriété du sol et le système monétaire sont les piliers du système économique existant. Les premiers physiocrates avaient déjà compris que la rente du sol (le produit net) et l'intérêt étaient à l'origine de toutes les injustices sociales, de toutes les innaturalités dans la vie des États et des peuples, et visaient par conséquent à l'établissement d'un « règne de l'ordre naturel » pour paver le chemin à une juste harmonie des intérêts

Garaus gemacht zu haben!

Aber Ideen sind schwer totzuschlagen und oft ereignet es sich, dass ihnen statt eines Kopfes, den man mit dem Schwert oder dem Fallbeil abschlägt, viele andere, neue - und oft bessere Köpfe wachsen.

So treten wir denn auch in die Öffentlichkeit mit einer Idee, die man für tot hielt - obwohl ihre Wirkungen noch heute zu spüren sind - mit der Idee jener freimütigen und hochsinnigen Franzosen die man Physiokraten nannte, deren Bestrebungen man aber mit ihrem Sturz für „abgetan" hielt, weil man nicht fähig war, die Gedanken zu Ende zu denken, die sie - ihrer Zeit weit voraus - in die Welt warfen.

Und doch riss der Gedankenfaden eigentlich nie ganz ab, - der Gedanke nämlich, dass es möglich sein müsse die „natürliche Ordnung" in die Beziehungen der Menschen und Völker hineinzubringen auf Grund einer veränderten Volkswirtschaft. Man ging dabei von der richtigen Erkenntnis aus, dass der Grundbesitz und das Geldwesen die Grundpfeiler der bestehenden Wirtschaftsordnung sind, auf denen alles übrige beruht. Schon die ersten Physiokraten hatten begriffen, dass an der Grundrente, (dem produit net) und dem Zins alles soziale Unrecht, alle Unnatürlichkeit im Staats- und Völkerleben hängt und erstrebten

humains.

demgemäss die „Herrschaft der natürlichen Ordnung", um eine gerechte Harmonie der Interessen unter den Menschen anzubahnen. (Blumenthal 1912b, 27-28)

Après un éloge appuyé aux physiocrates, Blumenthal cite les deux auteurs qui ont, selon lui, repris leur flambeau au 19e siècle : Proudhon, pour ses thèses et ses propositions pratiques sur la monnaie et l'intérêt, et Henry George, pour ses travaux sur la réforme foncière – lequel, signale Blumenthal, dédie son ouvrage *Protection ou libre échange* au mouvement physiocrate français, de Quesnay à Mirabeau (voir plus bas). Cette référence à George, comme on va le voir plus bas, a sans aucun doute joué un rôle central dans l'adoption du concept de « physiocratie » par le mouvement gesellien.

Les indices d'une véritable convergence entre physiocrates classiques et nouveaux sont, on le voit, plutôt minces : une attention soutenue portée aux concepts de liberté individuelle et d'autonomie, intimement liés à celui de propriété privée ; la référence constante à un « ordre naturel » qu'il s'agit de faire advenir ; et l'analogie entre le *produit net*, concept central de la pensée physiocrate, et la rente foncière, que les geselliens aspirent à supprimer.

1.2. Rente foncière et produit net : une confusion ? Henry George et les physiocrates

Comme on l'a montré plus haut, le thème de la réforme foncière n'apparaît dans la pensée de Gesell que bien après celui de la réforme monétaire. Il y fait notamment son entrée par le biais des écrits de l'industriel et réformateur social Michael Flürscheim (Gesell consacre à son livre *Clue to the economic labyrinth* (1902), et aux propositions de réforme foncière et monétaire qu'il contient, un long article dans son journal *Die Geldreform* en 1903) – lequel était en contact direct avec Henry George, et fut le principal relais de ses idées en Allemagne (Silagi et Faulkner 1992; Sargent 2010). L'arrivée de Georg Blumenthal dans l'entourage de Gesell renforce encore cette influence de George sur le mouvement : lorsqu'il rencontre Gesell, Blumenthal est en effet membre du *Deutscher Bund für Bodenreform*[185], présidé à l'époque par un autre réformateur social, Adolf Damaschke, et fortement imprégné, lui aussi, des idées de Henry George.

185 Fédération allemande pour la réforme foncière.

Or, Henry George, bien avant les geselliens, se qualifie lui-même de « new-physiocrat » (Rivaud 1907, 11) ; Il dédicace d'ailleurs son livre *Protection or Free Trade*

A la mémoire de ces illustres français d'il y a un siècle, Quesnay, Turgot, Mirabeau, Condorcet, Dupont et leurs camarades, qui dans la nuit du despotisme prévirent les gloires du jour à venir.	To the memory of those illustrious Frenchmen of a century ago Quesnay, Turgot, Mirabeau, Condorcet, Dupont and their fellows. who in the night of despotism foresaw the glories of the coming day. (1897 [1885], iii)

Dans son principal ouvrage, *Progress and Poverty,* publié en 1879, il a, à propos des physiocrates, ces mots :

Le bénéfice qui résulterait d'une entière liberté donnée à l'industrie et au commerce par la substitution d'un impôt sur la rente à la place de toutes les impositions qui entravent et faussent l'application du travail a été sans aucun doute aussi clairement vu par eux que par moi. L'une des choses les plus regrettables à propos de la Révolution française est qu'elle a écarté les idées des Économistes[186] juste au moment où elles gagnaient en force parmi les classes pensantes, et étaient apparemment sur le point d'influencer la législation fiscale.	the benefit which would result from the perfect freedom given to industry and trade by a substitution of a tax on rent for all the impositions which hamper and distort the application of labor was doubtless as clearly seen by them as it is by me. One of the things most to be regretted about the French Revolution is that it overwhelmed the ideas of the Economists, just as they were gaining strength among the thinking classes, and were apparently about to influence fiscal legislation. (George 1916 [1879], 422)

Non que George ait directement tiré son inspiration des travaux de l'école physiocrate : il affirme nettement avoir construit son système théorique sans avoir connu la doctrine des physiocrates, et n'avoir été frappé que rétrospectivement par la forte proximité de ses thèses avec celles de Quesnay et de ses adeptes (George 1916 [1879], 422 ; Rivaud 1907, 6). En particulier, le libre-échangisme des physiocrates, et leur volonté de supprimer toutes les impositions pour les remplacer par un impôt unique sur le produit net ne manque pas de faire écho aux idées de George, qui entend lui aussi instaurer un impôt unique assis sur la rente

186 Comme on nomme parfois l'École physiocrate

foncière, défend le libre-échange, et se réfère du reste lui aussi à un « ordre naturel » qu'il s'agit de faire advenir (Sandilands 1986). Reste à déterminer dans quelle mesure les projets de réforme foncière de George et de ses successeurs – parmi lesquels les geselliens – procèdent effectivement de la même idée que ceux des physiocrates.

Emile Rivaud, qui consacre en 1907 une thèse à ce sujet, défend l'idée d'une confusion de la part de George : ni ce dernier, ni d'ailleurs les geselliens, ne semblent avoir lu les physiocrates de manière approfondie. Le parallèle facile qu'ils dressent entre le *produit net* des physiocrates et la rente foncière ne résiste par exemple pas longtemps à l'analyse. Pour les physiocrates,

> la terre est l'unique source des richesses, et [c'est] l'agriculture qui les multiplie. […] De cette source abondante dépend le succès de toutes les parties de l'administration du royaume (Quesnay 1991b, 238).

De toutes les activités humaines, seule l'agriculture est capable de générer un excédent du produit sur les frais engagés dans la production – elle seule génère un *produit net*. Les autres activités humaines – l'industrie, le commerce... – , si elles peuvent enrichir certains hommes, peuvent être dites stériles à l'échelle sociale, puisqu'elles ne génèrent pas de produit net. Le produit net généré par l'agriculture circule ensuite dans l'ensemble de la société (ce sont les zig-zags du *Tableau économique* de Quesnay – cf. *infra*) pour reconstituer les avances faites à l'agriculture – qui généreront à nouveau un produit net, et ainsi de suite. Il s'agit donc bien, pour les physiocrates, de *maximiser* le produit net, car le niveau de l'activité dépendra en grande partie du niveau auquel celui-ci s'établit : C'est lui qui est à la source de toute richesse dans la nation.

Le concept de rente foncière mobilisé par George, et à sa suite par Flürscheim et Gesell, est très différent du produit net physiocrate. Citons George, dans *Progress and Poverty* :

> La terre, le travail et le capital sont les facteurs de production. Le terme terre inclut toutes les richesses ou forces naturelles ; le terme travail, tout effort humain ; et le terme capital, toute richesse utilisée pour produire plus de richesse. Le produit total est distribué en revenus de ces trois facteurs. La part qui
>
> Land, labor, and capital are the factors of production. The term land includes all natural opportunities or forces; the term labor, all human exertion; and the term capital, all wealth used to produce more wealth. In returns to these three factors is the whole produce distributed. That part which goes to land owners as payment

va aux propriétaires terriens en paiement pour l'utilisation des richesses naturelles est appelée rente ; la part qui constitue la récompense de l'effort humain est appelée salaires ; et la part qui constitue le revenu pour l'usage du capital est appelée intérêt.

for the use of natural opportunities is called rent; that part which constitutes the reward of human exertion is called wages; and that part which constitutes the return for the use of capital is called interest. (1916 [1879], 162)

Constatons d'abord que, contrairement à la doctrine physiocrate, rien ne donne chez George un rôle prépondérant à la terre dans la production de la richesse : elle est, comme le capital et le travail, un facteur indispensable, mais en aucun cas le travail agricole n'est regardé comme le seul à pouvoir générer une richesse nette. Ensuite, il est clair que la rente telle que la décrit George n'a a priori rien de commun avec le produit net des physiocrates. Elle est définie comme la part du produit total attribuée aux propriétaires fonciers, du simple fait des droits de propriété dont ils disposent sur le sol. C'est donc la *distribution* du produit économique et les règles selon lesquelles celle-ci s'opère qui fait émerger la rente, alors que c'est bien la *production agricole* qui fait émerger le produit net, qui est ensuite distribué et amené à circuler.

Le raisonnement de Henry George sur la rente foncière n'est pas sans rappeler celui de Proudhon, et préfigure bien sûr celui de Gesell. La déclaration commune adoptée le 10 juin 1889 par le Congrès international des réformateurs fonciers convoqué à Paris par George, Michael Flürscheim et le député britannique libéral William Saunders, résume le fondement commun de leur position en peu de mots :

L'assemblée considérant que le sol n'est pas le produit du travail, qu'il est la matière première ou la source d'où celui-ci tire tout ce qui est nécessaire a l'existence ; considérant que le travail doit constituer la base rationnelle de la propriété ; considérant que l'appropriation individuelle du sol, a pour conséquence le paupérisme, l'esclavage ou l'exploitation du travail ; considérant, enfin, que cette situation

Whereas the land is not a product of labour, but the raw material or the source from which labour draws all that is necessary to existence; whereas labour must constitute the legitimate or rational basis of property; whereas the individual appropriation of the soil entails pauperism, the enslaving or exploitation of labour; whereas, finally, this social situation causes dangers which would end by rendering all order impossible;

sociale engendre des dangers qui finiront par rendre tout ordre impossible; déclare que la propriété individuelle du sol doit disparaître et se trouver remplacée par son appropriation au profit de tous. (Flürscheim 1902, 17)

this meeting declares that individual property in the soil must disappear and become replaced by appropriation for the benefit of all. (Flürscheim 1902, 17)

La rente foncière, en tant que revenu issu de la propriété et non du travail, est donc déclarée injuste : il s'agit de l'abolir, ou à tout le moins, de la socialiser, en socialisant ce qui lui sert de fondement légal et logique – la propriété de la terre[187]. Produit net physiocrate et rente foncière georgienne sont donc, on le voit, deux concepts conçus et utilisés à des escients distincts et que rien ne permet de rapprocher l'un de l'autre – sinon que pour les physiocrates et pour Henry George, ils constituent l'unique fonds taxable, sur lequel doit être assis l'impôt unique.

1.3. La question de l'impôt unique

Les physiocrates, tout comme George et tout comme Gesell, aspirent en effet à la suppression de tous impôts et taxes, et à leur remplacement par un impôt unique sur l'usage du sol (auquel vient s'ajouter, chez Gesell uniquement, la fonte de la monnaie, dont le produit est centralisé dans les caisses de l'État). Le sens que donnent à cette imposition George et les physiocrates diverge pourtant en apparence. Pour George, on l'a vu, il s'agit pour l'État de « s'approprier la rente par la taxation » (George 1916 [1879], 404), par le biais d'une imposition de la valeur marchande des terres – la principale rente visée par George étant l'enrichissement des propriétaires fonciers du fait du développement urbain[188]. Toutes les autres impositions doivent être abolies par respect de la propriété privée légitime, c'est à dire issue du travail, et du droit de chacun au produit intégral de son travail, qui en découle

187 Gesell tiendra, quelques années plus tard, un raisonnement analogue concernant les revenus des capitaux, reformulant ainsi les thèses de Proudhon.

188 Il décrit, dans *Progress and Poverty* (*op. cit*, 391), la situation suivante : « Take now the same man or another — some hard-headed business man, who has no theories, but knows how to make money. Say to him: "Here is a little village; in ten years it will be a great city — in ten years the railroad will have taken the place of the stage coach, the electric light of the candle; it will abound with all the ma- chinery and improvements that so enormously multiply the effective power of labor. Will, in ten years, interest be any higher?" He will tell you, "Nol » 'Will the wages of common labor be any higher; will it be easier for a man who has nothing but his labor to make an independent living?" He will tell you, "No; the wages of common labor will not be any higher; on the contrary, all the chances are that they will be lower; it will not be easier for the mere laborer to make an independent living; the chances are that it will be harder." "What, then, will be higher?" "Rent; the value of land. Go, get yourself a piece of ground, and hold possession." And if, under such circumstances, you take his advice, you need do nothing more. You may sit down and smoke your pipe; you may lie around like the lazzaroni of Naples or the leperos of Mexico; you may go up in a balloon, or down a hole in the ground; and without doing one stroke of work, without adding one iota to the wealth of the community, in ten years you will be rich! In the new city you may have a luxurious mansion; but among its public buildings will be an almshouse. »

directement : c'est la *single tax*, impôt unique sur le sol qui inspirera de nombreux mouvements sociaux en Amérique et en Europe, dont bien sûr le mouvement gesellien. Gesell a d'ailleurs pour sa part une proposition un peu différente de celle de George : il est partisan, tout d'abord, du rachat intégral des terres par l'État – un bon moyen de mettre en circulation sa monnaie fondante – quand George se limite à la taxation. Une fois les terres propriété publique, elles doivent être affermées selon un principe d'enchères publiques, le cultivateur proposant le fermage le plus élevé emportant le droit de cultiver le sol. La rente se trouve donc là aussi entièrement attribuée à l'État – bien que la définition de la rente sous-jacente à ce raisonnement semble être plutôt celle de Ricardo[189] que celle de George.

L'impôt unique des physiocrates résulte quant à lui simplement de la théorie du produit net : dès lors que la seule source de richesse est la production agricole, le seul fonds disponible pour l'impôt est le produit net (Rivaud 1907, 60). Tout autre impôt touche indirectement le produit net, mais constitue au passage un obstacle au commerce, au travail et à la circulation. Il s'agit donc simplement de rationaliser la taxation, et en aucun cas de priver le propriétaire foncier de son droit à percevoir ses rentes : le propriétaire terrien est en effet un personnage essentiel dans le système physiocrate, puisque c'est lui qui effectue les avances à l'agriculture qui permettent la génération du produit net. La garantie de la propriété privée du sol est donc, pour les physiocrates, une incitation essentielle à l'investissement dans l'agriculture : pour Le Mercier de la Rivière, la propriété du sol doit rester à celui qui a fait les dépenses pour la rendre cultivable, sans limite de temps (Rivaud 1907, 41). Contrairement à ce que l'on trouve notamment dans les théories de Gesell, il n'y a donc pas chez les physiocrates l'idée d'une égalité de droit de tous les hommes à accéder à la terre.

Mais à y regarder de plus près, et contrairement à ce qu'affirme Rivaud, les similitudes entre anciens et néo-physiocrates ne sont pas seulement d'apparence. La première concerne bien sûr leur attachement commun à la liberté de l'entreprise et des échanges. La devise *laissez-faire, laissez-passer* est largement partagée par anciens et nouveaux physiocrates : chaque homme doit être absolument libre de son travail ; il dispose, en contrepartie, d'un droit « naturel » au produit de son travail. C'est pourquoi physiocrates, georgistes et geselliens défendent la propriété privée avec autant de force : ce qu'un homme produit lui revient de droit – c'est d'ailleurs ce principe même qu'utilisent Le Mercier de la Rivière d'une part pour justifier la propriété privée du sol, et George et Gesell d'autre part pour démontrer son

189 Pour Ricardo (1817, 77-84), la rente foncière correspond à l'excès de ce que peut produire le travail sur une terre donnée par rapport au produit du même travail sur la terre la moins productive en exploitation. (voir aussi Rivaud 1907, 14). On peut noter que Gesell reprend entièrement ce raisonnement à son compte pour fonder son projet de nationalisation du sol et de la rente foncière. La terre doit ainsi être affermée selon un système d'enchères. D'après Gesell, les fermages seront ainsi égaux au montant de la rente foncière sur chaque terre cultivée, et ce revenu ira entièrement à l'État (1920a, 11:83-136).

injustice. C'est également l'une des raisons de l'introduction d'un impôt unique : garantir à chacun·e le respect de la propriété privée du fruit de son travail, en s'assurant que celui-ci ne lui est pas retiré par l'impôt. De quel droit alors, si le sol est propriété privée, le souverain peut-il, pour les physiocrates, prélever un impôt sur le produit net ? C'est qu'il est « copropriétaire à perpétuité » des terres agricoles (Rivaud 1907, 65; voir aussi Cartelier 1991, 54) et donc dudit produit net : on voit bien que la propriété privée du sol, pour les physiocrates mêmes, n'a rien d'un absolu. Le souverain, et par son truchement, toute la société, ont un droit inaliénable sur le sol, qui, en définitive, s'il est concédé à certains pour les besoins de l'investissement agricole, appartient bien à tous. Il faut d'ailleurs noter que George, malgré l'introduction de son impôt foncier, n'est pas favorable à la propriété commune du sol : celui-ci, selon le plan qu'il expose dans *Progress and Poverty*, reste propriété privée, cessible à titre onéreux. Pour George et pour les physiocrates, il s'agit non pas de mettre définitivement fin à l'usage privatif et marchand de la terre, mais de poser des limites à cet usage privatif et marchand.

2. Boisguilbert, Quesnay, Gesell : la question de la circulation

Les convergences entre physiocrates et geselliens ne sont donc pas que de surface : reste à déterminer jusqu'où le parallèle peut être fait entre ces deux mouvements qu'en apparence beaucoup sépare. On verra ici qu'outre la question de l'impôt unique, des vues communes existent notamment en ce qui concerne la condamnation de la thésaurisation comme acte antisocial (2.1.), et en miroir, la valorisation de la dépense et de la consommation comme actes économiquement vertueux : pour les physiocrates anciens comme nouveaux, la circulation des marchandises est d'une importance cruciale, ce qui implique de porter une attention soutenue aux infrastructures physiques de la circulation comme à la capacité de consommation des classes populaires (2.2.).

2.1. Les physiocrates et le circuit : la condamnation de la thésaurisation

Le parallèle entre les propositions de Pierre le Pesant de Boisguilbert, célèbre écrivain et économiste du 17e siècle dont les textes sont considérés comme fondateurs de l'économie politique moderne (Faccarello 1986), et celle de Gesell, a été notamment établi par Michel Herland, dans son article « *Perpetuum mobile* et crédit gratuit » de 1977. L'auteur y souligne que, tout comme Gesell, Boisguilbert met l'accent sur la fonction d'intermédiaire des échanges de la monnaie : tout comportement visant à accumuler la monnaie pour elle-même, interrompant ainsi le circuit des échanges et la circulation des marchandises, est ainsi néfaste pour la société entière et doit être condamnée. Or Boisguilbert, comme le souligne le grand

spécialiste des physiocrates qu'est Georges Weulersse (2003, 4), fait l'admiration de ces derniers : il est cité par Quesnay, et François Véron de Forbonnais – autre grand économiste du 18e siècle – ira même jusqu'à affirmer, à propos du *Détail de la France* (Boisguilbert 1695) que « le fond [du système de Boisguilbert] est absolument le même que celui du *Tableau économique* » de Quesnay (Weulersse, *loc.cit*). De fait, les idées énoncées par les physiocrates sur la circulation des richesses semblent très proches de celles que défendait Boisguilbert. Il apparaît donc que ce soit non seulement avec les idées de Boisguilbert qu'il faudrait faire dialoguer les idées geselliennes, mais bien également avec celles de tout le mouvement physiocrate, que ce dernier a significativement inspiré.

L'idée de circuit, et partant celle de circulation, sont d'une importance majeure pour les physiocrates. L'histoire de la pensée a d'ailleurs souvent mis à leur crédit d'avoir systématisé et popularisé l'idée de circuit économique, notamment à travers le très célèbre *Tableau économique* du docteur Quesnay. Celui-ci montre comment le produit net, après avoir été généré par les travaux agricoles, circule entre les différentes classes de la société – plus précisément, de la classe des dépenses productives (celle des propriétaires terriens) à la classe des dépenses stériles (celle des artisans, des commerçants et le reste de la société), avant de revenir à la classe des dépenses productives pour être réintroduites dans le circuit sous forme d'avances à l'agriculture (Quesnay 1991e [1758], 91-100). Les physiocrates sont ainsi parmi les premiers à montrer cette circulation de la richesse, et par là même à poser le principe d'une homogénéité des richesses échangées – en continuité avec le mercantilisme, qui porte également son attention sur les flux de richesses, mais aussi en progrès par rapport à lui (Larrère 1992, 194) : alors que les mercantilistes n'employaient la notion de richesse qu'en la qualifiant (*ibid*), les physiocrates emploient ce terme de manière absolue. Le principe de cette homogénéité des richesses et leur commune mesure, nous dit Quesnay, est leur « valeur vénale en argent » (Quesnay 1991c [1763], 158), c'est à dire, bien sûr, la monnaie, considérée comme unité de compte. C'est donc la circulation de ces richesses et de leur contrepartie monétaire qui accaparera toute l'attention des physiocrates. L'analogie entre la monnaie dans l'économie et le sang dans le corps humain est d'ailleurs fréquemment utilisée par eux : Quesnay, faut-il le rappeler, était médecin longtemps avant de se dédier à l'étude des phénomènes économiques ; l'usage de cette métaphore, fréquent chez les économistes pré-

classiques[190], souligne que ces doctrines sont peu préoccupées par la production et concentrent essentiellement leur analyse sur la circulation (Clément et Desmedt 2009).

La politique économique prônée par les physiocrates consiste ainsi à favoriser la circulation et le retour des avances faites à l'agriculture vers la classe des dépenses productives. Pour Quesnay, « Tout ce qu'un homme dépense profite à d'autres hommes et retourne à la source qui l'a produit et qui se renouvelle » (Weulersse 2003, 484). Le revenu net doit ainsi être immédiatement mis en circulation par la dépense, c'est à dire par la consommation : toute dérogeance, toute thésaurisation aurait un effet délétère sur la santé de l'économie. C'est ce que souligne Schumpeter dans le chapitre qu'il consacre aux physiocrates dans son *Histoire de l'analyse économique* :

> [Quesnay a] posé comme condition explicite au fonctionnement régulier du processus économique que chacun doit dépenser rapidement ses revenus nets en biens de consommation […]. Dans le cas contraire, pensait-il, et surtout si quelques personnes thésaurisent pour accroître leurs fortunes pécuniaires individuelles, toutes les classes dépériraient, et la production totale s'effondrerait, car, lorsque quelqu'un refuse de dépenser, il anéantit nécessairement, par là même, le revenu de quelqu'un d'autre. (Schumpeter 2004 [1954], 331)

2.2. Une économie politique de la jouissance : l'injonction à consommer

Les physiocrates affirment ainsi avec force l'importance primordiale de la consommation et de la dépense pour le bon fonctionnement du système économique. Ils s'opposent en cela à Turgot, qui est pourtant à bien des égards leur compagnon de route ; préfigurant les classiques, ce dernier défend de son côté le rôle de l'accumulation, de l'épargne, de l'ascèse (ce que Weber nommera plus tard l'éthique protestante) comme conditions de constitution d'une avance de capital et de mise en mouvement du circuit économique (Larrère 1992, 216-17). La physiocratie, nous dit la littérature, est à l'inverse une économie politique de la jouissance (Larrère 1992, 11; 1992, 195; Citton 2001, 68) : il ne s'agit pas simplement d'organiser la survie du peuple, mais d'affirmer le droit naturel de chaque individu au maximum de la jouissance. Ainsi Quesnay :

190 La métaphore qui associe monnaie et sang fait en réalité partie des lieux communs de l'époque, puisque Vauban l'utilise dans sa *Dîme royale* dès 1707 : « Le commerce du pays sert à faciliter la circulation et le mouvement de l'argent, non moins nécessaire au corps politique que celle du sang au corps humain, à l'entretien et subsistance des peuples, et empêche que l'argent ne demeure oisif et sorte du royaume pour passer chez les étrangers » (Larrère 1992, 107), ainsi que John Law dans son *Mémoire sur les banques*, qui convainc le régent de mettre en place son Système en 1716 (Larrère 1992, 107-8), ou encore Turgot (Citton 2001, 77). Si la paternité n'en revient pas aux physiocrates, elle imprègne néanmoins leur œuvre, qui s'inscrit là encore dans la continuité des auteurs qui les précèdent.

> Obtenir la plus grande augmentation possible de jouissances, par la plus grande diminution possible de dépenses, c'est la perfection de la conduite économique. (d'après Larrère 1992, 196).

On peut ici entendre le mot « jouissances » au sens que lui donne Boisguilbert en 1707 dans sa *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs* :

> On a dit en général, au commencement de ces Mémoires, en quoi consistait la véritable richesse, savoir en une jouissance entière, non seulement des besoins de la vie, mais même de tout le superflu et de tout ce qui peut faire plaisir à la sensualité. (Boisguilbert 1707)

Les richesses monétaires ne sont pas, pour les physiocrates comme pour Boisguilbert, de véritables richesses, mais seulement l'outil de la circulation : elles ne doivent donc pas être recherchées pour elles-mêmes, ou accumulées. Ce sont les richesses réelles qui doivent être recherchées, car elles seules procurent les jouissances auxquelles chacun aspire. L'objet de l'économie est bien la satisfaction des besoins (au sens large) : La valeur d'usage prime sur la valeur d'échange, et la jouissance sur la perspective des profits monétaires.

La jouissance, c'est à dire la dépense et la consommation, deviennent ainsi sous leur plume une forme d'impératif moral (Citton 2001, 71-75), puisqu'elles agissent selon eux comme le moteur de l'économie : pour Du Pont de Nemours, par exemple,

> ce sont les consommateurs qui servent de chaîne à la société par le revenu qu'ils versent de toute part ; c'est par le secours de leur dépense que les hommes qui ne possèdent que leurs bras acquièrent la faculté d'acheter du pain, de la viande, & des habits. (d'après Citton 2001, 71)

Quesnay y insiste également dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole* de 1774, où il formule la préconisation suivante :

> VII
>
> *Que la totalité des sommes du revenu rentre dans la circulation annuelle et la parcoure dans toute son étendue ;* qu'il ne se forme point de fortunes pécuniaires, ou du moins, qu'il y ait compensation entre celles qui se forment et celles qui reviennent dans la circulation ; car autrement ces fortunes pécuniaires arrêteraient la distribution d'une partie du revenu annuel de la nation, et retiendraient le pécule du royaume au préjudice de la rentrée des avances de la culture, de la rétribution du salaire des artisans, et de la consommation que doivent faire les différentes

> classes d'hommes qui exercent des professions lucratives ; cette interception du pécule diminuerait la reproduction des revenus et de l'impôt. (Quesnay 1991b [1774], 238-40)

Toute retenue, toute abstention de dépense, toute épargne nette est considérée par Quesnay et ses compagnons comme préjudiciable aux intérêts économiques de la nation : « la consommation est la mesure de la reproduction », écrit ainsi Le Mercier de la Rivière (Weulersse 2003, 484) – et l'abstention de consommer nuit ainsi à la reproduction des subsistances de la nation. La condamnation des « épargnes stériles » et du « luxe de décoration » (Quesnay 1991b [1774], 243-44) sont ainsi sans appel[191] ; et les « rentiers oisifs », qui ne participent pas par leur travail à la reproduction et vivent donc du produit du travail d'autrui[192], d'inutiles deviendraient « fort nuisibles » dès lors qu'ils s'abstiendraient de consommer : Quesnay leur recommande ainsi de consommer leur capital,

> qui, en passant à des hommes laborieux, le rendraient encore plus utile, au lieu que les richesses sont mal placées, tant qu'elles appartiennent à des hommes oisifs qui personnellement ne sont d'aucune utilité et d'aucun usage. (Quesnay 2005 [1757], 307-8)

L'État lui-même est prié de s'occuper moins

> du soin d'épargner, que des opérations nécessaires pour la prospérité du royaume ; car de très grandes dépenses peuvent cesser d'être excessives par l'augmentation des richesses (Quesnay 1991b [1774], 245)

Et Mirabeau d'abonder en ce sens :

> Ceux qui prêchent aux souverains l'économie sèche et stérile, n'en ont point cavé les principes. Il faut que le gouvernement d'une nation agricole consomme beaucoup, pour que le pays produise beaucoup. (d'après Weulersse 2003, 492) [193].

Exciter la dépense publique comme privée, les

191 Le « luxe de subsistance », lui, trouve grâce aux yeux des physiocrates, puisqu'il s'agit d'une dépense reproductible.

192 On reconnaît ici un motif cher à Proudhon, puis à Gesell : le travail génère la richesse, et les rentiers profitent injustement du travail d'autrui. Cette présentation, très claire dans le passage de l'article « Hommes » de l'Encyclopédie que rédige Quesnay et que nous citons ici, fait ainsi directement écho aux prémisses du raisonnement des socialistes qui réclameront, au 19e siècle, le « rapport intégral du travail ».

193 Une telle citation permet de nuancer la vision des physiocrates comme entièrement non-interventionnistes, adeptes d'un laissez-faire intégral (voir par ex. Dostaler 2000), et de les rapprocher, du moins sur ce chapitre, d'un point de vue proto-keynésien.

> dépenses d'exploitation et d'amélioration de l'agriculture, et [les] dépenses en consommation de subsistance, qui entretiennent le bon prix et le débit des denrées du cru, et la reproduction des revenus de la nation (Weulersse 2003, 244)

: voilà l'objectif des physiocrates et leur panacée économique. Il faut pour cela supprimer tous les obstacles à la circulation des richesses, c'est-à-dire, autant qu'il est possible, ménager les débouchés pour augmenter son débit. Le rôle du commerce est ainsi essentiel : il est le « grand principe vivifiant de la cultivation », écrit Quesnay (d'après Weulersse 2003, 484) ; il suit, là encore, les traces de Boisguilbert, qui écrit quant à lui : « si l'agriculture est une des mamelles de la République, l'autre est commerce » (d'après Weulersse 2003, 485). Quesnay encore, dans l'article « Grains » de l'Encyclopédie :

> C'est par le commerce intérieur et par le commerce extérieur, et surtout par l'état du commerce intérieur, que l'on peut juger la richesse d'une nation. (Quesnay 2005 [1757], 203)

Cet intérêt pour le commerce et la circulation physique des marchandises est entièrement partagé par Gesell. Anciens et nouveaux physiocrates partagent ainsi l'idée que tous les obstacles physiques et politiques au commerce doivent être supprimés : il s'agit bien sûr des impôts, dont nous avons parlé plus haut, mais aussi du soin qu'il s'agit d'apporter aux infrastructures essentielles à ce commerce (routes, canaux, chemin de fer…), et enfin bien sûr, du libre-échange intégral à appliquer tant à l'intérieur des frontières de l'État (Weulersse 2003, 213-17) que vis a vis de l'étranger. Mais la création de débouchés ne se limite pas à la suppression des obstacles au commerce : il faut également solvabiliser la demande en favorisant l'aisance du peuple. Quesnay formule ainsi dans ses *Maximes* l'invitation suivante *:*

> *Qu'on ne diminue pas l'aisance des dernières classes de citoyens* ; car elles ne pourraient pas assez contribuer à la consommation des denrées qui ne peuvent être consommées que dans le pays, ce qui ferait diminuer la reproduction et le revenu de la nation. (Quesnay 1991b [1774], 243)

La capacité de consommer des classes populaires est un enjeu essentiel, du point de vue des physiocrates, pour la prospérité de la nation : « Tant que les paysans seraient misérables, nous le serions aussi. » (d'après Weulersse 2003, 488), écrit ainsi Mirabeau dans les *Éphémérides du citoyen*, l'organe officiel de l'École. Pour rendre au peuple cette aisance, il faut, au-delà de la suppression de tout impôt, agir pour le « bon prix »[194] du blé, dont dépend la rémunération

194 Les physiocrates rejettent comme fallacieuse l'idée que les bas prix sont favorables aux intérêts du peuple. Pour citer Quesnay dans les *Maximes* : « *Qu'on ne fasse point baisser le prix des denrées et des*

des cultivateurs. Porter celle-ci au plus haut niveau possible, c'est ainsi augmenter la consommation des « denrées du cru », la circulation et la reproduction.

De Boisguilbert à Gesell en passant par Quesnay et Mirabeau, une doctrine commune s'affirme ainsi, qui pourrait être résumée par cette sentence de Gesell : « Qui détient de la monnaie a le droit d'acheter immédiatement des marchandises. Rien de plus » (Gesell 1920a, 228)[195]. La circulation est la condition de la prospérité économique : il s'agit de supprimer tous les obstacles qui se dressent sur son chemin, qu'ils soient fiscaux, physiques, ou imputables à une répartition des richesses trop inégale. L'accumulation, qu'elle prenne la forme d'une thésaurisation ou d'une capitalisation des richesses, est explicitement rejetée par ces auteurs et désignée comme la source des maux et des dysfonctionnements de l'économie. C'est au contraire la « jouissance » qui doit être recherchée, la consommation et la dépense qui doivent être encouragées ; car elles servent à la fois le bon fonctionnement de l'économie (les dépenses des uns formant les revenus des autres, comme l'ont reconnu tant Boisguilbert que les physiocrates) et sa finalité : la satisfaction des besoins.

3. La monnaie et l'intérêt chez les physiocrates

Si les infrastructures physiques de la circulation doivent faire l'objet d'une attention soutenue, c'est également le cas de l'infrastructure sociale qui permet cette circulation : le système monétaire. Peut-on tracer des parallèles quant aux conceptions respectives de la monnaie des physiocrates et des geselliens ? En particulier, quelle est la position des physiocrates relativement à la question de l'intérêt et de sa légitimité ? Les développements précédents amènent à penser que geselliens et physiocrates partagent une vision de la monnaie centrée sur sa fonction de moyen d'échange, et visant à minimiser son usage comme réserve de valeur : on verra ici qu'ils convergent effectivement pour considérer la monnaie comme un signe de nature conventionnelle (3.1.), et que les physiocrates français prônaient eux aussi la limitation du taux de l'intérêt (3.2.). Comme les geselliens, les physiocrates sont ainsi défenseurs d'une vision de l'économie dans laquelle la monnaie occupe une place centrale, à rebours des théories qui domineront la science économique après eux (3.3.)

marchandises dans le royaume ; car le commerce réciproque avec l'étranger deviendrait désavantageux à la nation. TELLE EST LA VALEUR VÉNALE, TEL EST LE REVENU : *abondance et non valeur n'est pas richesse*. *Disette et cherté est misère. Abondance et cherté est opulence*. » (Quesnay 1991b [1774], 243. Les emphases sont celles du texte.). Ce passage fait écho à l'éloge keynésien de l'inflation, qui, quand elle est modérée, stimule l'activité économique (voir ch. 7).

195 En particulier, « le droit de percevoir un intérêt contredit l'idée de monnaie » : la « rétention de monnaie » « embarrasse les détenteurs de marchandises ». Plus loin : « tu dois à présent obéir à l'obligation inconditionnelle de ramener immédiatement la monnaie sur le marché. Si tu ne le fais pas, tu devras y être contraint par la pénalité, car ton manquement nuit aux citoyens » (Gesell 1920a, 11:228; cf. 1948, 190)

3.1. La monnaie comme signe

La monnaie, disent les physiocrates, en écho à Boisguilbert, et plus tard, à Proudhon et Gesell, n'a pas de valeur par elle-même : ce sont les marchandises dont elle permet l'échange qui la lui confèrent. John Law, qui précède l'École physiocrate de quelques années, le formulera ainsi : la monnaie

> n'est pas la valeur *pour* laquelle les marchandises sont échangées, mais la valeur *par* laquelle les marchandises sont échangées. (d'après Larrère 1992, 119)

La monnaie est un signe, et non un gage. Chercher à la conserver n'a pas de sens, dit ainsi Quesnay :

> La monnaie ou l'or et l'argent en tant que monnaie ne sont point des richesses usuelles, car la monnaie n'est pour ainsi dire qu'un ustensile du commerce (…) L'opulence d'un État ne consiste donc pas dans la quantité de la monnaie, mais dans l'abondance et le bon prix des richesses commerçables. (Quesnay 2005, 274).

Mirabeau ne dit pas autre chose :

> Les métaux ne sont point richesse ; si vous leur permettez de s'établir tels, vous périrez par les conséquences. (d'après Weulersse 2003, 489).

Confondre les richesses réelles et l'instrument qui permet leur circulation, « l'ustensile du commerce », c'est faire une confusion lourde de conséquences – car alors la monnaie pourrait être désirée comme fin, alors qu'elle n'est que le moyen par lequel s'opère la circulation économique, et se doit de le rester. Il faut se garder de voir dans la monnaie autre chose que ce qu'elle est – une « petite richesse intermédiaire qui disparaîtrait en un moment sans la reproduction » (Quesnay d'après Larrère 1992, 216) ; toutes les pratiques d'accumulation sont donc futiles, en plus d'être socialement destructrices. Quesnay condamne ainsi non seulement la formation des « fortunes pécuniaires » (Quesnay 1991b, 246) mais aussi les politiques mercantilistes visant à faire rentrer des métaux précieux dans le pays en entretenant une balance du commerce active (Quesnay 1991d, 328-32). Les vraies richesses, une fois de plus, sont bien les richesses réelles, qui procurent la jouissance et permettent la reproduction et l'argent doit former

> un cercle continuel unique et réciproque entre la classe stérile et la classe productive. (Quesnay, d'après Masson 1984)

– cercle perpétuel qu'il est bien entendu exclu qu'il quitte, car il

> cesse de contribuer à perpétuer les richesses lorsqu'il est détenu hors de la circulation. (Mirabeau, d'après Weulersse 2003, 489)

Or c'est bien là son unique rôle : perpétuer les richesses en circulant sans cesse. Comme le dit Quesnay :

> A parler rigoureusement, l'argent […] n'a point de propriétaire ; il appartient aux besoins de l'État, lesquels le font circuler pour la reproduction des richesses qui font subsister la nation et qui fournissent le tribut du souverain. (1991b, 252)

La monnaie ne peut ainsi, aux yeux des physiocrates, en aucun cas être regardée comme une marchandise privativement appropriable : créée par la communauté, elle doit être au service des intérêts publics, et ne jamais être détournée au nom des intérêts privés.

3.2. Limiter le taux de l'intérêt

La position de l'École quant au prêt à intérêt est donc loin du « Laissez-faire, laissez-passer » dont elle a fait sa devise sur d'autres chapitres. Contrairement à Gournay ou à Turgot, qui plaident en faveur d'un libre fixation du taux de l'intérêt (Le Héron 2005), Quesnay condamne en effet le prêt à intérêt dans son principe, et plaide pour une limitation du niveau de l'intérêt, qui ne doit selon lui en aucun cas excéder le rendement des terres agricoles (Ravix 2014). L'épargne privée comme publique, on l'a vu, est partout déclarée nuisible – la plus nuisible étant celle des financiers :

> les trésors des escompteurs ne contribuent point à la production des richesses ; ils entravent celles qui circulent, et pompent peu à peu tout le pécule de la nation. (Quesnay, d'après Weulersse 2003, 490)

Non contents de retrancher la monnaie qu'ils possèdent à la circulation, les escompteurs prélèvent par dessus le marché un revenu – l'intérêt – qui enchérit (et donc, freine) la circulation. Les fortunes « actives », celles qui s'investissent dans le processus économique, « donnent de la consistance » à l'État et assurent la reproduction des richesses ;

> Mais on ne doit pas penser de même des fortunes pécuniaires qui se tirent des intérêts de l'argent, et qui ne sont pas établies sur des fonds productifs […] ; leur circulation stérile ne les empêche point d'être des fortunes rongeantes et onéreuses à la nation. (Quesnay 1991b [1774], 251)

Le coût de l'intérêt pour l'économie s'apparente, comme le dirait Gesell, à une imposition privée des échanges de biens à l'aide d'une institution étatique (Gesell 1920a, 228), c'est à dire, à un détournement de la monnaie de sa fonction sociale au profit d'intérêts privés. La « finance dévorante » s'approprie ainsi ce qui ne lui appartient pas, en plus « d'éluder la contribution que tous les revenus annuels doivent à l'Etat » (Quesnay 1991b [1774], 252-53), car

> LES FORTUNES PÉCUNIAIRES SONT DES RICHESSES CLANDESTINES QUI NE CONNAISSENT NI ROI NI PATRIE. » (*ibid.*, p. 246, emphase dans le texte original)[196]

Pour autant, et malgré ses propos durs quant à la « charge pour la société » (Weulersse 2003, 490) que représente le produit des capitaux pécuniaires, Quesnay ne réclame pas l'entière disparition de l'intérêt mais sa simple limitation. Pour ce libre-échangiste convaincu, ce n'est cependant pas rien. Dans ses « Observations sur l'intérêt de l'argent » publiées en janvier 1766 dans le *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*, il y insiste :

> ce revenu a manifestement ses bornes dans l'ordre de la nature et dans l'ordre de la justice, qui limitent le droit qu'a le prêteur, au revenu qu'il peut exiger de l'emprunteur. Il serait donc injuste d'exiger un revenu qui excéderait ces bornes, et les lois du Souverain doivent avoir pour objet de réprimer une injustice si manifeste. Le taux de l'intérêt de l'argent est donc comme le revenu des terres assujetti à une loi naturelle qui limite l'une et l'autre. (Quesnay 2005 [1766], 848)

Comme pour Gesell, la justice commande pour Quesnay que la monnaie ne soit pas regardée comme une marchandise quelconque, et que le prix de son usage ne puisse pas être déterminé par l'offre et la demande. Son raisonnement est le suivant : dès lors que seule la terre est productive, elle seule génère un revenu primaire – le produit net. Celui-ci est distribué entre les cultivateurs et les propriétaires fonciers. La portion du produit net attribuée au propriétaire n'est « ni arbitraire ni inconnue ; c'est une mesure manifeste et limitée par la nature, qui fait la loi au vendeur et à l'acheteur » (*ibid.*, 849). La monnaie, à l'inverse, est « une richesse stérile, qui ne produit rien » (*ibid.*, 850) – la seule manière dont on peut imaginer qu'elle puisse produire un revenu « loyal », c'est à dire un revenu qui ne soit pris « injustement sur ce qui appartient à autrui » (*ibid.*, 849), c'est bien sûr d'investir l'argent dans la terre. L'intérêt de l'argent ne peut donc outrepasser, sauf à se rendre injuste et spoliateur, la rente du propriétaire foncier, c'est à dire « l'état réel des revenus produits par la nature » (*ibid.*, 850). S'il vient à

196 Une condamnation de la finance qui ne manque pas d'une certaine forme d'actualité.

> monter plus haut que son taux naturel, la surcharge s'étend sur tous les citoyens ; les commerçants, qui ne calculent que par l'argent et par les intérêts qu'il rapporte, augmentent les frais de leur commerce à raison du prix du taux excessif de l'intérêt courant de l'argent, qui fait baisser le prix des ventes de production en première main, et qui augmente celui des reventes faites par les marchands ; ce qui établit une contribution sourde et générale qui devient d'autant plus funeste, qu'on est peu attentif à en arrêter les progrès. (2005 [1766], 852-53)[197]

Quesnay adjure ainsi ses concitoyens et l'institution judiciaire au respect de cette règle de conformité de l'intérêt de l'argent et de la rente de la terre :

> car un faux revenu qui excède l'ordre du revenu réel est une excroissance parasite dans une nation, et un dérèglement désastreux dans l'économie générale d'un royaume agricole. (*loc. cit.*)

«Faux revenu », « parasite », « déprédation » : ces expressions sonnent bien comme une condamnation par Quesnay de l'intérêt comme revenu purement monétaire, et l'exigence d'un assujettissement total de la sphère monétaire à la sphère réelle. Car son autonomisation, à l'inverse, détruirait la production et ruinerait la nation : si l'intérêt pouvait monter à sa guise, les revenus fonciers iraient se placer en rentes, au détriment de l'investissement – les cultures dépériraient alors, rendant les besoins d'emprunter plus pressants encore et alimentant la hausse de l'intérêt. La recherche de rente monétaire asphyxie l'économie réelle ; elle constitue une prédation des rentiers sur les revenus des travailleurs. Si leurs objectifs divergent donc quantitativement (Quesnay souhaitant limiter le taux de l'intérêt au niveau de la rente foncière, et Gesell souhaitant pour sa part que sa réforme monétaire amène sa disparition progressive), anciens et nouveaux physiocrates semblent donc bien, là encore partager un point de vue similaire. La monnaie, créature de la société, doit rester à son service : lorsqu'elle cesse de circuler, « de bon valet [elle] devient mauvais maître », comme le dit, avec les mots de Boisguilbert, le physiocrate Dupont de Nemours (Weulersse 2003, 489) ; cherchant la rente et se plaçant à intérêt, elle opère un prélèvement sur les échanges qui n'est pas seulement nuisible à la circulation (qu'il ralentit), mais également injuste et abusif (car il est déduit du produit du travail d'autrui). L'intérêt de l'argent doit donc être fermement contrôlé et limité, voire – pour Proudhon, et Gesell après lui, – entièrement éliminé.

197 On retrouve ici l'idée de Gesell d'une « imposition privée à l'aide d'une institution publique » (Gesell 1920a, 11:228; 1948, 190)

3.3. Physiocratie et approche monétaire

Au-delà de ces nombreux motifs communs et de ces convergences de vue à propos de la nature de la monnaie, des fonctions qui lui sont assignées et du jugement porté sur l'intérêt monétaire, notre étude paraît révéler quelque chose de plus fondamental sur les liens entre la physiocratie de Quesnay et le mouvement gesellien qui revendique ce nom. Nous avons longuement montré plus haut que Gesell, comme Keynes après lui, proposait une analyse monétaire de l'économie, en rupture avec l'analyse réelle proposée par les courants classiques et néoclassiques. Souvent présentés comme précurseurs du libéralisme, on pourrait supposer que les physiocrates préfigurent l'approche réelle qui dominera la science économique après Adam Smith. Il n'en est pourtant rien. On l'a vu, les physiocrates font le postulat d'une hétérogénéité de la monnaie aux marchandises : elle n'est que l'infrastructure des échanges, « l'ustensile du commerce », et non son objet. Les marchandises ne disposent d'ailleurs pas de valeur distincte de leur prix exprimé en monnaie, comme la pensée classique en fera l'hypothèse fondatrice de son analyse : « L'argent et les marchandises ne sont richesses qu'à raison de leur valeur vénale. », affirme ainsi Quesnay sans l'ombre d'une ambiguïté (Quesnay 1991b, 252). Quant au *Tableau économique* de Quesnay, qui présente l'économie comme un ensemble de relations monétaires entre différentes classes de citoyens, il est régulièrement cité comme la première représentation du circuit monétaire, voire comme les premières prémisses d'une analyse macroéconomique. Comme le résume Jean Cartelier, dans un article de 1984 :

> D'un point de vue strictement analytique le *Tableau économique* relève intégralement d'une *pure théorie de la circulation.* Rapprochée de la grande distinction faite par Schumpeter entre analyse réelle et analyse monétaire cette remarque fait basculer Quesnay et ses disciples dans le second camp. […] Fondamentalement, *la théorie de Quesnay appartient à la démarche hétérodoxe qui consiste à construire le discours économique à partir des seules grandeurs monétaires*. (Cartelier 1984, les emphases figurent dans le texte original. A ce sujet, voir aussi Goutte 2019; Menuet et Villieu 2020)

La filiation Quesnay-Smith établie par certains auteurs doit être regardée comme très superficielles à l'aune de ces remarques, ajoute Cartelier.

La convergence de la physiocratie et du franchisme va donc au-delà d'un simple accord sur le rôle dévolu à la monnaie dans l'économie : à travers lui, c'est rien moins qu'une perspective analytique commune aux deux courants de pensée qui se donne à lire. Mais ce point commun, pour être majeur, n'est pour autant pas le dernier.

4. « L'ordre naturel » : quel ordre, quelle nature ? La question de la souveraineté politique

Le programme économique des physiocrates et des franchistes, et les conceptions analytiques qu'elles révèlent, se recoupent comme on l'a vu dans une large mesure. Mais une comparaison de leurs conceptions politiques, de leur vision de la souveraineté, et de la manière dont ils envisagent le gouvernement économique, laisse également entrevoir une communauté de vue étonnante entre deux courants d'idées a priori si éloignés l'un de l'autre. Le terme central de cette autre convergence est, bien sûr, la notion de « nature », et plus spécifiquement, celle d'« ordre naturel », dont les physiocrates des deux époques tirent leur nom et qui fait l'objet de tous leurs efforts de réforme sociale – de l'*Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* de Le Mercier de la Rivière, publié en 1767, à *L'Ordre économique naturel* de Silvio Gesell (1920a). L'ambition de découvrir un « ordre naturel » des sociétés humaines est ancienne, tant pour les juristes que pour les économistes : les scolastiques entendaient déjà trouver *ex natura jus, ordo et leges*[198] (Schumpeter 2004 [1954], 322), et les physiocrates s'inscrivent dans cette tradition de droit naturel (4.1.). Convaincus de la capacité de la raison à découvrir un ordre social absolument juste et conforme à la nature, ils prônent une constitution de l'État n'opposant aucun contre-pouvoir à celui de l'autorité qui détient la connaissance de l'ordre naturel – et font ainsi, en quelque sorte, disparaître la politique : un trait que partagent anciens et nouveaux physiocrates (4.2.).

4.1. Physiocratie et droit naturel

Les premiers physiocrates n'en font pas mystère : le terme « nature » fait référence aux théories du droit naturel, qui s'opposent, depuis l'Antiquité, au conventionnalisme (ou positivisme) juridique. En témoigne notamment, comme le relève Cartelier dans sa préface à la réédition de la *Physiocratie* de Quesnay (Cartelier 1991, 47), le fait que Dupont de Nemours, qui élabore ce recueil de textes, place en tout premier l'article « Le droit naturel » publié par Quesnay en 1765 dans le *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*. Ces doctrines juridiques, défendues, dans leur version classique, par Socrate, Platon, Aristote et Cicéron, ont inspiré dans une large mesure la pratique médiévale du droit. Avec Hobbes, puis Locke, dans leur version moderne, elles ont inspiré les doctrines des droits de l'homme, proclamés par les révolutionnaires français de 1789 et 1793, et réaffirmés en 1946 et 1948 en réaction à la barbarie légale du régime national-socialiste, réputé avoir démontré les limites d'un positivisme pur en matière juridique. Elles ont en commun l'idée qu'il existe « un étalon du juste et de l'injuste qui est indépendant du droit positif et lui est supérieur » (Strauss 1954

198 « De la nature, droit, ordre et loi ». Les physiocrates ajoutent : *Ex homine arbitrium, regimen et coercitio* : « De l'homme, arbitraire, gouvernement et coercition. »

[1949], 15) – celui-là même qui sert de fondement à nos jugements et à nos critiques du droit positif. Cet étalon de justice peut faire l'objet d'une connaissance méthodique et rationnelle, c'est à dire d'une science, qui pourra dégager les principes de la meilleure société possible – celle qui est « conforme à la nature ».

4.1.1. Du jusnaturalisme classique au jusnaturalisme moderne : la perte du sens

Dans ses conférences de 1949 (éditées en français en 1954), Leo Strauss distingue deux grandes périodes dans l'histoire des théories du droit naturel. Le jusnaturalisme classique est intimement « lié à une perspective téléologique de l'univers » (Strauss 1954 [1949], 20) : les êtres naturels ont une fin naturelle, une destinée vers laquelle ils doivent tendre s'ils désirent s'insérer dans l'ordre de la nature. Les actions qui permettent aux humains d'atteindre cette destinée, discernées par la raison, seront dites bonnes, ou justes, pour eux. Pour le dire avec Strauss :

> un être est bon, il est « dans l'ordre » s'il fait bien ce qu'il a à faire. […] Pour déterminer ce qui est bon par nature pour l'homme (le bien humain naturel), il faut savoir quelle est la nature de l'homme (la constitution humaine naturelle). (1954 [1949], 142)

L'humain se distingue des autres animaux par le fait qu'il est doué de parole, de raison, d'intelligence : la « vie bonne » de l'homme sera donc celle dans laquelle il pourra développer au plus haut point ces facultés naturelles[199], soit porter la nature humaine au plus haut point possible de perfection. « On peut donc appeler « loi naturelle » les règles qui délimitent les caractéristiques de la vie bonne » (*loc. cit.*), ou vie conforme à la nature, et « vertus » les comportements qui permettent de tendre vers elle. Ce sont diverses versions de cette idée que proposent Socrate et Platon, Aristote, et plus tard, Thomas d'Aquin, qui réintroduit la pensée aristotélicienne dans la théologie chrétienne. C'est au sein de cette tradition de pensée[200] que se développe la doctrine idéaliste selon laquelle

> il y a un droit naturel totalement indépendant de toute convention et de tout pacte humain ; ou enfin, il existe un ordre politique qui est le meilleur parce qu'il est conforme à la nature. (Strauss 1954 [1949], 182)

– idée qui aura, on le devine, une influence décisive sur les physiocrates des deux époques.

199 En atteignant, par exemple, la plus grande sagesse possible, ou en vivant, comme le dit Spinoza, « sous la conduite de la raison ».

200 Les historiens de la philosophie me pardonneront, je l'espère, d'évoquer conjointement des doctrines aussi différentes, au nom de la clarté et de la concision de mon propos. Je ne veux pas affirmer ici que tous les auteurs que je cite adhéreraient sans réserves aux propositions que j'énonce, mais que leur pensée a servi de support à la tradition idéaliste pour les élaborer. Pour plus de précision, voir Strauss (1954 [1949]) ; Bloch (1976 [1961]) ; Villey (2014).

Le jusnaturalisme moderne est quant à lui, selon Strauss, inauguré par Thomas Hobbes. Celui-ci rejette d'emblée le postulat téléologique de la tradition idéaliste : loin d'être par nature un animal politique et social, auquel la société peut prescrire des devoirs afin de l'aider à s'élever vers la perfection de sa nature (portant du même coup la cité dont il est le sujet vers sa propre perfection naturelle), l'humain à l'état de nature est apolitique et asocial, et n'est mû que par son désir de persister dans son être. Plutôt que des devoirs de l'homme relativement à la finalité contenue dans sa nature, il est ici plutôt question des droits qu'il tient du simple fait d'exister – c'est à dire, de ses droits naturels, qui sont illimités dans l'état de nature[201]. Quand le droit naturel classique cherchait à connaître, par la raison, l'ordre de l'univers, et à prescrire à l'homme le comportement qui lui permettait de s'y inscrire au mieux, le droit naturel moderne nie qu'il y ait quelque chose comme un ordre cosmique intelligible. Pour découvrir l'ordre politique qui convient le mieux à la nature de l'homme (une entreprise à laquelle Hobbes et ses successeurs n'ont pas renoncé), il faut donc s'appuyer sur les passions les plus fortes, celles qui sont universelles car naturelles aux hommes – en premier lieu, sur la pulsion fondamentale d'auto-conservation.

> L'homme, créateur de la société civile, peut résoudre une fois pour toutes les problèmes inhérents à l'homme, matière de la société civile. Il peut garantir l'instauration du bon ordre social parce qu'il est capable de triompher de la nature humaine en comprenant et en manipulant le mécanisme des passions. (Strauss 1954 [1949], 208)

Locke va lui aussi dans ce sens :

> "La nature[, dit Locke,] a mis dans l'homme un désir de bonheur et une aversion de la misère qui sont en vérité des principes pratiques innés" : ils sont universellement et continuellement efficaces. […] Le désir et la recherche du bonheur ont le caractère d'un droit absolu, d'un droit naturel. Il y a donc un droit naturel inné, tandis qu'il n'y a pas de devoir naturel inné. (Strauss 1954 [1949], 237)

« L'ordre naturel », qui sera également le plus juste et le plus stable, doit être déduit de ces principes à l'aide de la raison. Il sera celui où les droits naturels de l'homme seront le mieux conciliés – celui où la vie humaine sera le mieux conservée ; celui où le minimum de peine et

201 Chacun ayant « par nature le droit de se conserver en vie, tout le monde a forcément droit aux moyens que requiert cette fin. » (Strauss 1954 [1949], 199) « Chacun est par nature juge de la justesse des moyens mis en œuvre pour assurer sa conservation. N'importe quel moyen peut donc être regardé comme légitime : toute chose devient juste par nature » (*ibid.*, 200).

le maximum de bonheur (ou de jouissance) seront apportés par la société à chaque individu. Avec le jusnaturalisme moderne naît l'hédonisme politique.

4.1.2. L'ordre naturel physiocrate : un ordre hédoniste

C'est à peine si la proximité du système physiocrate avec cette philosophie politique a encore besoin d'être explicitée. Les physiocrates, eux aussi, sont convaincus qu'il existe

> un *ordre* naturel pour le gouvernement des hommes réunis en société ; un ordre qui nous assure nécessairement toute la félicité temporelle à laquelle nous sommes appelés pendant notre séjour sur la terre, toutes les jouïssances que nous pouvons raisonnablement y désirer, et auxquelles nous ne pouvons rien ajouter qu'à notre préjudice ; un *ordre* pour la connoissance duquel la nature nous a donné une portion suffisante de lumières, et qui n'a besoin que d'être connu pour être observé ; un ordre où tout est bien, et nécessairement bien, où tous les intérêts sont si parfaitement combinés, si inséparablement unis entre eux, que depuis les Souverains jusqu'au dernier de leurs sujets, le bonheur des uns ne peut s'accroître que par le bonheur des autres ; un *ordre* enfin dont la sainteté et l'utilité, en manifestant aux hommes un Dieu bienfaisant, les prépare, les dispose, par la reconnaissance, à l'aimer, à l'adorer, à chercher par intérêt pour eux-mêmes, l'état de perfection le plus conforme à ses volontés. (Le Mercier de La Rivière 2001 [1767], 11-12)[202]

Cet ordre, que la raison peut découvrir, repose sur « la connoissance du juste et de l'injuste *absolus* » (*ibid.*, 23), le juste absolu étant

> une justice par essence, une justice qui tient tellement à la nature des choses, qu'il faudroit qu'elles cessassent d'être ce qu'elles sont, pour que cette justice cessât d'être ce qu'elle est. (*loc.cit).*

Or, dit Le Mercier de la Rivière,

> la nature a voulu [que les hommes] ne connussent que deux mobiles, l'appétit des plaisirs et l'aversion pour la douleur. (*ibid.*, 45)

On retrouve ici la thèse de Locke. Par aversion pour la douleur, l'homme cherchera à pourvoir à sa conservation, en s'associant à ses semblables, mais aussi en acquérant, « par ses recherches et ses travaux, les choses utiles à son existence », et en les conservant (*ibid*., 24).

202 L'ouvrage de Le Mercier de la Rivière, *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* est la principale synthèse, par un membre de l'École, des conceptions philosophiques et politiques qui sont au fondement du discours physiocrate, nous nous appuierons largement sur ce texte dans les lignes qui suivent.

Chaque homme possède ainsi un droit naturel à la vie, mais aussi à la propriété exclusive du fruit de son travail, et ce droit est absolument juste[203]. Mais pour accomplir son objectif « essentiel », la société ne peut se limiter à assurer la sûreté des personnes et des propriétés : elle doit également aider les hommes à assouvir leur appétit des plaisirs, en recherchant « le bonheur et la multiplication des hommes » (*ibid.*, p. 37). Or,

> humainement parlant, le plus grand bonheur possible consiste pour nous *dans la plus grande abondance possible d'objets propres à nos jouissances, et dans la plus grande liberté possible d'en profiter*. (*ibid.*, p. 39).

Les institutions de la société devront donc pourvoir à

> *la plus grande multiplication possible des productions, afin de procurer au genre humain la plus grande somme possible de bonheur, et la plus grande multiplication possible*. (*ibid*., p. 40).

L'univers n'ayant plus de sens ou d'ordre intelligible par la raison dans lequel l'homme devrait trouver sa place, le seul point d'appui pour définir le juste et l'injuste est désormais le bonheur des individus, assimilé à leur faculté de jouir des choses matérielles : « *Désir de jouir et liberté de jouir, voilà l'âme du mouvement social »*, écrit Lemercier de la Rivière (*ibid*., p. 45) sans l'ombre d'une ambiguïté. Les meilleures institutions possibles, et celles qui seront conformes à la nature de l'homme, seront donc celles qui permettent de maximiser cette jouissance, notamment en pourvoyant à la plus grande multiplication possible des productions matérielles, c'est à dire, des opportunités de consommation.

4.2. Le despotisme légal

Cette façon d'aborder le problème politique emporte plusieurs conséquences majeures. Dès lors qu'il existe un ordre politique qui correspond le mieux à la nature de l'homme, et qui est donc le meilleur possible, tout ordre institutionnel qui s'écarte de l'ordre naturel est nécessairement dans l'erreur. La politique peut donc désormais relever de la science, puisque le bon usage de la raison permet de découvrir la vérité, l'« évidence » de l'ordre naturel (Larrère, 1992, p. 8). Les physiocrates regardent donc le gouvernement des hommes non plus comme un art, mais comme l'objet d'une science : la « science nouvelle » de l'économie politique (Steiner 1998, p. 5) ou science économique, qui cherche à accroître le bonheur des individus en multipliant les productions et les consommations privées. Le pouvoir politique

203 Quesnay ne dit pas autre chose : l'homme a selon lui un droit naturel « *aux choses dont il peut obtenir la jouissance* » (1991a [1765], 73), c'est à dire aux choses « qu'il peut se procurer par son travail » (*loc. cit*). Ces droits naturels absolus sont bien sûr accompagnés du devoir de respecter les droits naturels à la vie et à la propriété des autres hommes. (Le Mercier de La Rivière 2001 [1767], 26; 2001 [1767], 28)

devra ainsi être exercé par une « autorité tutélaire » unique, connaissant parfaitement les lois naturelles et chargée d'édicter d'après elles les lois positives. Cette autorité n'admet aucun contre-pouvoir, aucune « contre-force » (Le Mercier de La Rivière 2001 [1767], 167) :

> l'ordre essentiel de toute société est un ordre évident ; et comme l'évidence a toujours la même autorité, il n'est pas possible que l'évidence de cet ordre soit manifeste et publique, sans qu'elle gouverne despotiquement. (*ibid.*, 176)[204]

L'autorité tutélaire exerce ainsi ce que les physiocrates nomment un « despotisme légal » : les lois naturelles transcrites par elles dans le droit positif s'imposent obligatoirement à tous les hommes, soit qu'ils reconnaissent librement que ces lois constituent « l'ordre évidemment le plus avantageux possible aux hommes réunis en société » (Quesnay 1991a, 84), soit qu'il faille les contraindre à s'y conformer – car la liberté d'un homme qui refuserait d'y obéir serait

> la liberté d'un insensé qui, dans un bon gouvernement, doit être contenue et redressée par l'autorité des lois positives de la société (*ibid.*, 86)

S'ils soutiennent bien un régime monarchique héréditaire, les physiocrates ne défendent donc en aucun cas un régime de monarchie absolue : la compétence du pouvoir politique est au contraire strictement liée par l'ordre naturel qu'elle a pour devoir de traduire, diffuser et rendre efficace dans la société (Steiner 1992, 230). Le souverain est ainsi tenu de s'entourer du conseil de magistrats qui connaissent parfaitement l'ordre naturel et sont en mesure de s'assurer de l'adéquation des lois positives à cet ordre (Steiner 1998, 105). Ils sont d'autant plus éloignés de défendre l'« ordre ancien », comme l'affirment certains (dont Cartelier 1991, 64), qu'ils refusent, outre l'absolutisme monarchique, la société d'ordres qui est pourtant au fondement de la société d'Ancien Régime – pour y substituer la notion de classe :

> La division des sociétés en différents ordres de citoyens dont les uns exercent l'autorité souveraine sur les autres détruit l'intérêt général de la nation, et introduit la dissension des intérêts entre les citoyens. (Quesnay 1991b [1774], 238)

La société décrite par les physiocrates ressemble ainsi beaucoup moins à une rationalisation de la société d'Ancien Régime qu'à la « royauté des philosophes » décrite dans la *République* de Platon – dans laquelle les hommes les mieux formés à l'exercice de la raison édictent des lois qui sont nécessairement les meilleures et les plus profitables à chacun, sans distinction *a*

204 Cette opinion est également illustrée par la première *Maxime* de Quesnay : « Que *l'autorité souveraine soit unique, et supérieure à tous les individus de la société et à toutes les entreprises injustes des intérêts particuliers* ; car l'objet de la domination est la sûreté de tous et l'intérêt licite de tous. Le système des contreforces dans un gouvernement est une opinion funeste, qui ne laisse apercevoir que la discorde entre les grands et l'accablement des petits. » (Quesnay 1991b [1774], 238)

priori de dignité entre les citoyens. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit bien sûr d'un projet à caractère utopique (Cartelier 1991, 12). Mais les utopies n'ont elles pas toujours eu leurs propres chemins pour influencer le réel ?

L'ordre économique naturel défendu par Gesell répond très largement à la même logique que celui des anciens physiocrates. La préface de la 3e édition de *L'Ordre économique naturel*, rédigée à l'automne 1918, nous renseigne amplement à ce sujet :

> L'ordre économique dont nous allons traiter ne peut s'appeler naturel qu'en tant qu'il s'adapte à la nature de l'homme. (Gesell 1948, XI)
>
> Die Wirtschaftsordnung, von der hier die Rede ist, kann nur insofern eine natürliche genannt werden, als sie der Natur des Menschen angepaßt ist. (Gesell 1920a, 11:15)

Plus loin :

> La preuve qu'un ordre économique convient à la nature de l'homme s'établit par l'observation du développement de l'humanité. Le régime économique le plus favorable à l'épanouissement de l'homme sera le plus naturel. (Gesell 1948, XII)
>
> Den Beweis, daß eine Wirtschaftsordnung der Natur des Menschen entspricht, liefert uns die Betrachtung der menschlichen Entwicklung. Dort, wo der Mensch am besten gedeiht, wird auch die Wirtschaftsordnung die natürlichste sein. (Gesell 1920a, 11:15)

Là encore, il s'agit de fonder la construction du meilleur ordre social possible sur les propensions humaines les plus universelles – en particulier « l'instinct de conservation donné par la nature. » (Gesell 1920a, 11:16). Dans l'ordre naturel, l'homme doit être libre « de se conduire conformément à sa nature », c'est à dire de « suivre son intérêt personnel légitime » (*loc.cit*). Pour garantir le caractère vertueux d'un tel système, il faut que le travail soit justement récompensé :

> L'ordre économique basé sur l'intérêt personnel doit garantir à chacun le rapport intégral de son propre travail, dont il peut ensuite disposer librement.
>
> Mit der auf Eigennutz aufgebauten natürlichen Wirtschaft soll jedem der eigene volle Arbeitsertrag gesichert werden, mit dem er dann nach freiem Ermessen verfahren kann. (Gesell 1920a,

11:17)

Comme pour les anciens physiocrates – et pour Locke avant eux –, la garantie des droits de propriété sur le produit de son travail est un fondement essentiel pour la vie en société. Quesnay définissait la justice comme

> une règle naturelle et souveraine, reconnue par les lumières de la raison, qui détermine évidemment ce qui appartient à soi-même, ou à un autre. (1991a [1765], 71)

– et c'est bien ce même principe de *suum cuique* qui guide l'entreprise de Gesell. Toute rente, en protégeant les uns au détriment des autres, leur permet de s'approprier le fruit du travail d'autrui, violant ainsi leur droit naturel[205]. L'ordre économique naturel se donne pour objectif de corriger cette injustice : il sera

> un ordre dans lequel les hommes se livrent le combat de la concurrence sur un terrain parfaitement égal, avec les armes que leur a conféré la nature, un ordre où, par conséquent, la direction échoit aux plus capables, où tout privilège est aboli et où chacun, en suivant son intérêt personnel, se dirige droit vers son but, sans se laisser contaminer par des considérations qui n'appartiennent pas à l'économie et qui lui fourniront par ailleurs suffisamment d'occasions de leur payer tribut.

> eine Ordnung, in der die Menschen den Wettstreit mit der ihnen von der Natur verliehenen Ausrüstung auf vollkommener Ebene auszufechten haben, wo darum dem Tüchtigsten die Führung zufällt, wo jedes Vorrecht aufgehoben ist und der einzelne, dem Eigennutz folgend, geradeaus auf sein Ziel lossteuert, ohne sich in seiner Tatkraft durch Rücksichten ankränkeln zu lassen, die nicht zur Wirtschaft gehören, und denen er außerhalb ihrer immer noch genug Frondienste leisten kann.

Ainsi :

205 Il faut ici redire que, contrairement à Gesell, et malgré ce que leurs principes philosophiques pourraient laisser supposer (comment comprendre que les fermiers doivent céder une part du produit de leur travail aux propriétaires terriens, quand celui-ci leur appartient selon les physiocrates par droit de nature?), Quesnay et ses disciples ne défendent qu'une limitation de la rente, et ne réclament pas sa disparition totale : la rente foncière doit être partagée (via l'impôt unique), la rente issue de l'intérêt de l'argent simplement limitée (par les tribunaux de commerce). Quesnay justifie le revenu des propriétaires par la propriété acquise du fait des premières avances, qui permettent de viabiliser la terre et de la rendre cultivable, la nécessité d'inciter à cette opération. Cette justification, cependant, est faible, comme le relève également Cartelier (1994). On peut penser que cette manière, pour Quesnay, de ménager la noblesse qui tirait largement ses revenus de la terre, et de lui attribuer un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'économie, n'était pas sans lien avec sa position à la cour du roi Louis XV.

> On pourrait aussi appeler cet Ordre économique naturel « manchesterianisme », du nom de cet ordre qui a toujours été présent comme un horizon pour les esprits vraiment libres – un ordre qui s'équilibre seul, sans intervention extérieure, qui n'a besoin que d'être abandonné au libre jeu des forces pour remettre d'aplomb tout ce qui a été abîmé par l'intervention des administrations, par le socialisme d'État et la myopie des autorités. […] L'ordre économique naturel nous libérera désormais, par la monnaie franche et le sol franc, de tous les phénomènes laids, perturbateurs et dangereux associés au manchesterianisme et il créera toutes les conditions pour un jeu vraiment libre des forces.
>
> Diese natürliche Wirtschaftsordnung könnte man auch als "Manchestertum" bezeichnen, jene Ordnung, die den wahrhaft freien Geistern immer als Ziel vorgeschwebt hat – eine Ordnung, die von selber, ohne fremdes Zutun steht und nur dem freien Spiel der Kräfte überlassen zu werden braucht, um alles das, was durch amtliche Eingriffe, durch Staatssozialismus und behördliche Kurzsichtigkeit verdorben wurde, wieder ins richtige Lot zu bringen. […] Die natürliche Wirtschaftsordnung wird nun durch Freiland und Freigeld von all den häßlichen, störenden und gefährlichen Begleiterscheinungen des Manchestertums befreit werden und alle Vorbedingungen für ein wirklich freies Spiel der Kräfte schaffen. (Gesell 1920a, 11:XVII-XX)

Puisque le jeu libre des forces naturelles placées en l'homme crée la meilleure des sociétés possibles, il faut créer les institutions qui permettront à ce jeu d'avoir lieu de manière parfaitement libre, c'est à dire non faussé ou altéré, et ces institutions seront les meilleures possibles. Tout comme Quesnay et ses adeptes, Gesell place donc la politique hors du champ de la délibération : c'est la raison qui doit permettre de définir les institutions de l'ordre économique naturel, d'après les droits naturels de l'homme. Il se prononce ainsi pour la « déconstruction de l'Etat » (1919a) – puisque ce dernier n'est selon lui qu'un instrument engendré par le capitalisme pour défendre ses institutions inégalitaires (1920a, 11:26) :

> Partout où nous pouvons nous passer de l'État, nous voulons le déconstruire. Il s'avérera alors que cette déconstruction peut concerner la totalité de l'activité actuelle de l'État, à l'exception des
>
> Überall, wo wir ohne den Staat auskommen können, wollen wir abbauen. Es wird sich dann zeigen, daß dieser Abbau bis auf das Verkehrswesen - Geld, Post, Eisenbahnen, Telegraph,

infrastructures de la circulation – monnaie, poste, chemin de fer, télégraphe, navigation.

Schiffahrt - den gesamten heutigen Staatsbetrieb umfassen kann. (Gesell 1919a, 224)

Ces infrastructures devront bien sûr être neutres pour les citoyens qui les emploient[206]. La monnaie franche, on l'a vu, doit ainsi être gérée par un institut central d'émission dont la seule mission est de garantir la stabilité du niveau général des prix : la politique monétaire perd ainsi toute autonomie, puisqu'elle doit se conformer sans reste à la règle qui lui est fixée. Le sol appartient à tous, car « [tous les hommes ont des droits égaux] en ce qui concerne le globe terrestre » (Gesell 1948, 59) : les procédures de répartition et les règles de l'usage des terres peuvent elles aussi être définies de manière juste, une bonne fois pour toutes. L'ordre ainsi réalisé sera une « acratie » (Gesell 1948, XXIV), un ordre dont la domination sera absente et dans lequel les hommes pourront jouir de leur pleine indépendance.

A l'instar de celles des physiocrates, les propositions de Gesell ont donc un fort caractère utopique : comme pour eux, l'ordre naturel gesellien a un caractère transcendant, parfait, et ceux qui en ont acquis la connaissance se doivent de guider le reste de la société vers lui. Reposant sur la raison et sur l'intérêt personnel,

L'O.E.N [Ordre économique naturel], qui tient debout sans la moindre mesure légale, qui rend superflus l'État, les autorités publiques et toute forme de mise sous tutelle et respecte les lois de la sélection naturelle qui nous façonne, donne à l'être humain qui s'y efforce une voie libre vers le plein déploiement du « Moi », à la personnalité affranchie de toute domination d'autrui et directement responsable, à l'idéal de Schiller, de Stirner, de Nietzsche et de Landauer. (Gesell 1948, XXIV)

Die N.W.-O., die ohne irgendwelche gesetzlichen Maßnahmen von selber steht, die den Staat, die Behörden, jede Bevormundung überflüssig macht und die Gesetze der uns gestaltenden natürlichen Auslese achtet, gibt dem strebenden Menschen die Bahn frei zu vollen Entfaltung des "Ich", zu der von aller Beherrschtheit durch andere befreiten, sich selbst verantwortlichen Persönlichkeit, die das Ideal , Stirners, Nietzsches, Landauers darstellt. (Gesell 1920a, 11:26)

Cet ordre pourra même, à terme, se passer de tribunaux et de droit pénal (Gesell 1926) :

206 Toute les tâches précédemment assurées par l'État sont confiées au secteur privé, ou aux citoyens associés en communautés. On retrouve là, sous une forme quelque peu dégradée, l'idéal associationniste de certains anarchistes (un terme dont Gesell se réclame : 1927a, 254). Dégradée, car Gesell n'évoque pas l'idée de fédération, et exclut explicitement certaines questions (terre, monnaie, infrastructures de circulation) de la souveraineté des associés.

L’ordre physiocrate est adapté à la nature humaine et il est protégé par la nature, le vent, le soleil, la lumière. Cet ordre se lève avec le soleil et se couche avec lui, les tempêtes de printemps mugissent régulièrement à travers cet ordre et emportent avec elles tout ce qui est malade et pourri. Dans cet ordre, il n’y a plus de « criminels ». Les fauteurs de trouble y sont conduits chez le médecin.

Di füsiokratiSe Ordnung ist der natur des menSen angepasst und Stet im Suze der natur, des vindes, der sonne, des liCtes. Dise Ordnung get mit der sonne auf und mit der sonne unter, die frülingsStürme brausen regelmäsig durC dise Ordnung und reisen alles kranke und morSe mit siC, und das liCt sorgt dafür, dass niCts faules unentdekkt bleibt. In diser Ordnung gibt es keine „ferbreCer" mer. Di Übeltäter Verden dort zum arzt gefürt. (Gesell 1926, 247. La graphie particulière est à mettre sur le compte des expérimentations éditoriales de la revue de W. Zimmermann, TAO)

Qui, en effet, pourrait vouloir violer les lois d’un ordre parfait, conforme à l’intérêt de chacun, sinon une personne privée du sens commun ? Fondé sur les droits naturels de l’homme, c’est à dire sur des principes universels, l’ordre naturel est universellement intelligible, et doit d’ailleurs aspirer à s’étendre sur toute la surface de la planète[207].

Conclusion

De la cour de Louis XV à Henry George, puis de Henry George à Silvio Gesell, les mots ont sans doute circulé à la faveur de malentendus, de projections et de surinterprétation de concepts. Mais comme une étude plus approfondie nous l’a appris, il est désormais indéniable que la *Physiokratie* gesellienne n’a pas usurpé son nom. Les deux physiocraties sont construites à partir des mêmes préceptes :

- l’être humain a des droits naturels à l’auto-conservation, à la propriété intangible du fruit de son travail. L’ordre social doit être bâti de manière à protéger ces droits, tout en garantissant à chacun·e le maximum de liberté et d’autonomie, l’égalité réelle, l’absence de domination. Libre échange intégral et « laissez-faire » sont donc les mots d’ordre – les seules contraintes admissibles étant celles qui visent à faire respecter l’ordre naturel, auquel tous les individus raisonnables adhèrent car ils voient que cet ordre est conçu à l’avantage de tous, et qu’il est donc le meilleur possible.

207 Ce qui n’est pas sans rappeler le projet kantien de paix perpétuelle (Kant 2018).

- L’objectif de l’économie politique est dirigé vers la production et la consommation des valeurs d’usage, la « jouissance » : la circulation doit donc être encouragée de manière à multiplier les occasions de jouissance ; l’épargne, quant à elle, détourne la monnaie de sa fonction de simple intermédiaire, et nuit à l’économie entière : en faisant de l’accumulation d’une richesse abstraite l’objet de l’économie, elle tend à saper ses bases mêmes. Boisguilbert, les physiocrates et les geselliens représentent ainsi une posture analytique similaire, qui envisage la circulation et la consommation des marchandises comme le critère fondamental du bon fonctionnement de l’économie, et préfigure celui des théoriciens post-keynésiens du circuit.

- L’action de gouverner, quant à elle, n’a à proprement parler pas lieu d’être : il s’agit simplement, pour « l’autorité tutélaire », ou ce qui en tient lieu, de maintenir en place l’ordre naturel selon des règles pré-établies et rationnellement démontrables : c’est que, dans l’ordre naturel, l’harmonie règne entre tous les intérêts privés. La politique n’y a donc, pour ainsi dire, plus de fonction : elle a été remplacée par l’éthique – la raison permettant assurément d’accéder au concept d’une économie parfaite, « naturelle ».

- Il est également remarquable que, tant pour les anciens que pour les nouveaux physiocrates, monnaie et terre ait un statut particulier, qui les fait sortir de l’ordre marchand : la terre en tant que tous les hommes ont également un droit sur elle, et la monnaie en tant qu’elle est non pas une richesse mais l’« ustensile du commerce », l’« institution de circulation » des marchandises. L’accumulation privée de monnaie, et la recherche de la monnaie comme fin, sont donc tout à la fois regardés comme illégitimes et socialement nuisibles. Gesell ne fera ainsi que proposer des réformes institutionnelles permettant de résoudre les grands problèmes que se posait également l’École physiocrate : la mise en culture et l’entretien des terres agricoles d’une part, et la mise en circulation permanente de la monnaie d’autre part.

Faut-il alors voir dans les premiers physiocrates des anticapitalistes avant la lettre, tout comme Gesell, avec force, affirmait l’être ? Marx voyait en eux, dans ses *Théories sur la plus-value*, les préfigurateurs et les premiers analystes (incomplets) du mode de production capitaliste (Cartelier 1977) ; Cartelier à l’inverse (1977; 1991) les décrit comme les « défenseurs de l’ordre ancien », tentant de défendre, dans une économie en plein bouleversement, les fondements du mode de production féodal. Bien que des arguments forts existent, dans un sens comme dans l’autre, aucune de ces deux interprétations ne semblent

pleinement satisfaisante : les physiocrates rejettent en effet l'ordre ancien, au nom du droit naturel – grand bouleverseur philosophique des traditions, et, sinon le revenu des propriétaires fonciers, on ne voit pas vraiment ce qui subsiste, dans leur système, de l'ordre féodal[208]. Inversement, les physiocrates refusent avec constance l'accumulation privée, condamnent l'épargne, limitent l'intérêt, proclament le droit naturel de chacun au produit de son travail, assimilent richesse et valeur d'usage... Autant de principes bien peu compatibles avec le capitalisme. Ainsi faut-il sans doute se résigner à voir les physiocrates non pas comme aspirant à la survivance du passé ou à hâter la survenance de l'avenir, mais comme les auteurs d'une utopie non-capitaliste – une utopie agissante, qui a pu contribuer à saper les fondements de l'ordre féodal et alimenter le discours libéral, tout en gardant, vis a vis du système classique et de la société du capital un caractère étonnamment corrosif, qu'un auteur comme Gesell a su redécouvrir, cent-cinquante ans plus tard.

208 Encore ne subsiste-t-il, on l'a vu, qu'avec de bien faibles appuis.

Chapitre 9. Le mouvement gesellien et l’objectif de la stabilité du pouvoir d’achat de la monnaie

Silvio Gesell parmi les réformateurs monétaires des années 1920-1930

Face au capitalisme, la réponse de Gesell ne repose pas sur le collectivisme, mais sur un individualisme conséquent. Rien ne justifie, à ses yeux, l’appropriation par les un·es du produit du travail des autres, qu’il nomme rente, ou extorsion. Gesell cherche donc à inventer une société dans laquelle l’individualisme est porté au terme de sa logique – absence de domination, absence d’accaparement du produit du travail d’autrui, autonomie individuelle... C’est ce qui explique les affinités particulières de sa pensée avec celle plusieurs grands noms de la pensée libérale – en particulier Irving Fisher, un auteur que l’on n’associerait pas spontanément à l’histoire du mouvement socialiste, ou encore, comme on le verra dans le prochain chapitre, le lauréat de prix de la Banque de Suède Maurice Allais. C’est que le socialisme de Gesell ressemble davantage à une utopie individualiste-égalitaire qu’à un quelconque ordre social collectivisé. L’égalité dont il est question sera bien sûr plutôt une égalité de statut et de chances qu’une réelle égalité de condition ou de fortune ; et la socialisation espérée, outre la réforme foncière, correspondrait plutôt à une « nationalisation du système monétaire » (pour reprendre le titre d’une brochure de Gesell de 1892). La recherche, par le mouvement franchiste, d’une légitimité académique pour diffuser ses théories, l’a en outre amené à se réclamer avec constance d’auteurs libéraux reconnus comme Irving Fisher ou Gustav Cassel, dont les journaux franchistes relaient des idées et les prises de parole, tout au long des années 1920 et 1930. La proximité entre Gesell et Fisher est peu étudiée par la littérature. Patalano (2017) développe ce thème de manière plus approfondie,

mais se cantonne en grande partie à des considérations théoriques (en particulier, les vues de Gesell sur la nature de la monnaie et la théorie quantitative de la monnaie), sans expliciter les connexions réelles et les références croisées entre le mouvement gesellien et Irving Fisher. Celles-ci sont pourtant importantes. L'ambition de ce chapitre est de souligner que, bien que le mouvement gesellien soit souvent réduit au dispositif de monnaie timbrée proposé par Gesell, la stabilisation du pouvoir d'achat de la monnaie est en fait son objectif central – ce qui explique, pour partie, les convergences nombreuses avec Irving Fisher (1). Ce n'est donc pas un hasard si les geselliens et Fisher semblent converger à propos d'une autre proposition de réforme monétaire que la monnaie timbrée : certaines propositions geselliennes peuvent en effet être rapprochées de la proposition 100 % Money, formulée par Fisher en 1936 (2). L'indexation fait également partie des outils proposés par le mouvement pour atteindre ce même objectif de stabilisation monétaire : Theophil Christen, proche collaborateur de Gesell, est l'auteur d'une proposition de « tactique » impliquant l'indexation des obligations monétaires et la séparation de l'unité de compte et des moyens de paiement (3). En somme, des années 1920 au début des années 1930, le mouvement gesellien se trouve de moins en moins isolé dans ses demandes d'une réforme monétaire fondamentale permettant de substituer à l'étalon-or une monnaie gérée scientifiquement, à pouvoir d'achat constant.

1. L'objectif central des réformes geselliennes : stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie

Tout au long des années 1920, le mouvement gesellien s'efforce de porter et de rendre audibles des réformes fondamentales des règles d'émission monétaire. Dans ce combat pour la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie, Irving Fisher est une référence constante dans les écrits geselliens (1.1.). Si Fisher n'a jamais été convaincu de la validité des thèses de Gesell, il finit, au début des années 1930, par accorder quelque crédit à leurs propositions pratiques (1.2.)

1.1. Gesell et la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie

Il pourrait paraître paradoxal que l'apôtre de la monnaie « fondante » défende la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. C'est pourtant le cas : La recherche de la stabilité du niveau des prix est pour Gesell un aspect central et sans cesse réaffirmé de ses propositions de réforme.

> La monnaie doit toujours chercher à conserver le prix qu'elle a aujourd'hui, par-delà le lieu et le temps. Qui obtient
>
> Das Geld soll über Ort und Zeit hinweg ewig denselben Preis erzielen, den es heute hat. Was man in Waren dafür

> de l'argent en cédant des marchandises, doit pouvoir exiger l'équivalent de ce qu'il a cédé pour la somme qu'il a reçue, demain, dans un an ou dans dix. Ainsi, le débiteur rembourse ce qu'il a reçu et le créancier reçoit ce qu'il a donné : pas un centime de plus ou de moins
>
> bezahlt hat, das hat jeder für das Geld morgen, in einem oder zehn Jahren, zu fordern. So zahlt der Schuldner zurück, was er erhalten, und der Gläubiger erhält, was er gegeben: keinen Pfennig mehr noch weniger. (Gesell 1920a, 182)

écrit-il dans l'Ordre économique naturel. La monnaie doit avoir un pouvoir d'achat constant : puisque sa raison d'être est d'être l'intermédiaire des échanges, elle ne doit en aucun cas les déstabiliser en changeant de valeur. Inflation et déflation sont deux nuisances qu'il convient d'éradiquer, car elles sont à l'origine de transferts de valeur entre créanciers et débiteurs. Comme l'écrit le musicologue et militant gesellien Willy Hess :

> La « mesure de valeur » des marchandises doit être aussi stable que nos mesures de longueur, de poids ou de volume. Les variations de la valeur de la monnaie sont la plus grande tromperie possible.
>
> Der « Wertmesser der Waren » muß so stabil sein wie unser Längen-, Gewichts- und Hohlmaß. Geldwertschwankungen sind der größte Betrug, der überhaupt möglich ist. (1985, 37)

C'est un point souvent omis dans la description des propositions de réforme de Gesell, qui sont régulièrement réduites au seul timbrage de la monnaie : si les moyens de paiement sont taxés de manière à stabiliser leur vitesse de circulation, l'unité de compte doit quant à elle posséder une valeur stable, invariable, en termes de pouvoir d'achat ; les contrats et obligations monétaires (dépôts en caisse d'épargne, crédits, pensions et salaires…) ont pour leur part une valeur réelle constante. La taxation périodique des moyens de paiement est en fait un moyen pour stabiliser le niveau général des prix.

Sur le chapitre de la stabilité de la valeur de la monnaie, les franchistes retrouvent Irving Fisher, qu'ils citent abondamment dans leurs publications, et dont ils suivent avec attention les travaux : l'économiste américain n'a-t-il pas impulsé la création, en 1921, la *Stable Money League* (Fisher et Cohrssen 1934, 104; Million 2019, 6), et proposé un plan de stabilisation du dollar dès 1911 (Gomez Betancourt et de Boyer des Roches 2013) ? Gesell cite ainsi régulièrement Fisher afin d'appuyer son propos, par exemple dans un texte de 1922

adressé aux syndicats allemands critiquant la politique monétaire de la Reichsbank, et son recours à un expert américain, le professeur Jenks :

> Pourquoi n'a-t-on pas sollicité le professeur Yrving Fisher [*sic*] ? Lui, au moins, comprend quelque chose à la circulation de la monnaie et à son influence sur les prix, et sur le poids des charges de réparation [du traité de Versailles]. Peut-être aurait-il attiré l'attention du monde entier sur ce sujet épineux et dévoilé l'étalon-or comme la plus grande escroquerie de tous les temps. Pourquoi a-t-on oublié à Berlin ce spécialiste mondialement connu, auteur du livre *Le pouvoir d'achat de la monnaie ?*
>
> Warum hat man nicht den Professor Yrving Fisher berufen? Der versteht etwas wenigstens vom Kreislauf des Geldes und von seinem Einfluß auf die Preise und auf das Gewicht der Reparationslasten. Vielleicht hatte er die Aufmerksamkeit der ganzen Welt auf diesen heiklen Punkt gelenkt und die Goldwährung als den größten Schwindel aller Zeiten entlarvt. Warum hat man in Berlin diesen weltbekannten Fachmann, den Verfasser des Werkes „Die Kaufkraft des Geldes" vergessen? (Gesell 1922a, 338)

L'édition allemande de la *Freiwirtschaftliche Zeitung* du 11 septembre 1927 cite elle aussi de longs extraits d'une intervention de Fisher à la *School of International Studies* de Genève[209] – qui sera publiée par la suite sous le titre de *The Money Illusion* (Fisher 1928; cf. Dimand 2019, 135) :

> Parmi les plus grands, s'il n'est le plus grand des problèmes économiques irrésolus qui appellent aujourd'hui une réponse, on trouve *le problème de la monnaie instable*.
>
> Eines der größten, wenn nicht das größte der ungelösten wirtschaftlichen Probleme, die gegenwärtig nach einer Lösung rugen, ist das *Problem des unstabilen Geldes* (*Freiwirtschaftliche Zeitung* 1927a)

explique ainsi Fisher. Après avoir montré, à l'aide de nombres index, les variations de pouvoir d'achat du dollar entre 1875 et 1925, il poursuit :

> Que dirions-nous si le
>
> Was würden wir sagen,
>
> What would we say if

209 Une intervention également mentionnée dans l'édition suisse de la *Freiwirtschaftliche Zeitung* (n°30, 4. Julinummer, 1927) : « […] première étape pour la concrétisation d'un ordre économique naturel tel que Silvio Gesell l'a présenté, la garantie du pouvoir d'achat de la monnaie devient progressivement – comme sujet de discussion – admissible en bonne société *(NdA : « salonfähig »)*. ». Suit une reproduction d'un article des *Basler Nachrichten* sur la « monnaie de stabilité des prix » (*Festpreiswährung)* relatant l'intervention de Fisher à Genève.

yard, la livre avoirdupois, le boisseau ou le kilowatt étaient soumis à des variations semblables à celles-ci ?	wenn das Yard-Maß, das Avoirdupois-Pfund, der Buschel oder das Kilowatt Schwankungen gleich den obigen unterworfen wären ? (*Freiwirtschaftliche Zeitung* 1927a)	our yardstick, pound avoirdupois, bushel basket, gallon, or kilowatt were to shrink and swell — nearly four fold — back and forth?[210] (Fisher 1928, 28, pour comparaison)

Dans un texte de 1909 intitulé *La plétora monetaria de 1909 y la anemia monetaria de 1898*, Gesell faisait usage du même parallèle :

Dans les questions monétaires nous devons êtres intransigeants. Nous ne devons pas tolérer, sous aucun prétexte, ni la hausse ni la baisse du niveau général des prix. Nous ne devons pas souffrir que le débiteur s'enrichisse aux dépens du créancier, ni vice-versa. Que chacun reçoive ce qu'il est en droit de réclamer, que chacun paye ce qu'il a reçu. Pas un maravedi de plus ni un de moins. Le prix juste. Le peso moneda nacional doit toujours obtenir le même prix. Aujourd'hui, demain, toujours. Que la monnaie soit, comme le kilo normal de Paris, invariable.	En cuestiones monetarias debemos ser intransigentes. No debemos tolerar, bajo ningún pretexto, ni alza ni baja en el nivel general de precios. No debemos sufrir que el deudor se enriquezca a expensas del acreedor, ni viceversa. Que cada cual reciba lo que tiene derecho de reclamar, que cada cual pague lo que recibió. Ni un maravedí más ni uno menos. Lo justo. El peso moneda nacional debe obtener siempre el mismo precio. Hoy, mañana, siempre. Que la moneda sea, cual el kilo normal de París, invariable. (Gesell 2020 [1909], 231)

1.2. Le mouvement gesellien et Irving Fisher : entre distance et reconnaissance

Cette analogie entre la monnaie, mesure des valeurs économiques, et les unités de mesure physiques, dessine l'idéal monétaire partagé par Fisher et par les geselliens : celui

210 Les divergences entre la version anglaise du texte est sa traduction sont à mettre sur le compte, on le rappelle, du fait que le texte édité dans la FZ retranscrit une conférence de Fisher de 1927, qui ne fera l'objet d'une publication qu'un an plus tard, en 1928.

d’une monnaie objective, qui ne distordrait pas, par des variations de valeur, les rapports d’échange, et n’aurait pas d’influence sur les rapports entre créanciers et débiteurs.

> Dans ce chapitre et le précédent, nous avons vu qu’une monnaie instable vole parfois une classe et parfois une autre ; qu’elle trouble toutes sortes de calculs et de relations et d’ajustements économiques ; qu’elle cause des fluctuations néfastes dans le commerce et l’emploi, et produit du mécontentement, des troubles sociaux, de la haine de classe et de la violence ; et qu’à la fin elle représente une perte économique générale. Ces maux de la monnaie instable peuvent être réduits à trois : injustice sociale, mécontentement social et inefficience sociale.
>
> In this and the previous chapter we have seen that unstable money robs sometimes one class and sometimes another; that it upsets all sorts of calculations and economic relationships and adjustments ; that it causes harmful fluctuations in trade and employment, and produces discontent, labor troubles, class hatred and violence; and that in the end it represents general economic loss. These evils of unstable money may be reduced to three: social injustice, social discontent and social inefficiency. (Fisher 1928, 105-6)

Fisher a été contacté de nombreuses fois par le mouvement franchiste au cours des années 1920, avec l’espoir que l’auteur de *Stabilizing the dollar* (1920) puisse se faire le relais de ses théories outre-Atlantique. Sollicité en particulier en amont de la parution de l’édition américaine de l’*Ordre économique naturel* par deux geselliens américains, Hugo Fack et Walter Camp, pour en écrire la préface, Fisher leur répond, selon le récit que fait Camp à Gesell dans une lettre de 1928, que « Gesell a des idées excellentes, mais sa théorie de l’intérêt est une erreur »[211] (Gesell 1997 [1928], 18:364). Il sollicite néanmoins le manuscrit, qu’il renvoie accompagné de la remarque qu’il le trouve « suggestif et intéressant », mais décline définitivement la demande de préface, indiquant qu’il n’est « pas tout à fait d’accord avec Gesell » (*ibid.*). Il citera cependant *L’Ordre économique naturel* de Gesell dans une liste de « suggestions de lectures complémentaires » de « 87 livres et articles sélectionnés parmi des centaines traitant du sujet de la monnaie instable », dressée en conclusion de son ouvrage *The Money Illusion* (*op. cit.*). Gesell écrit dans un courrier du 24 juillet 1928 à son ami Hugo Fack qu’« [il tient] cette citation bibliographique pour le maximum de ce qui peut être obtenu de Fisher » (Gesell 1997 [1928], 18:362). Mais à partir de l’été 1932, Irving Fisher fait des pas décisifs vers le mouvement gesellien (Million 2019, 7). Sa rencontre avec le jeune

211 « Gesell has some first class ideas, but his theory of interest is a fallacy »

militant gesellien Hans R. L. Cohrssen, qui se fait le promoteur de la monnaie accélérée auprès de Fisher, est à cet égard décisive (voir chapitre 5). En plus d'aider Fisher dans ses efforts de promotion de la monnaie timbrée au Congrès américain et auprès des autorités locales, Cohrssen assiste Fisher dans la rédaction de deux ouvrages : *Stamp scrip* (Fisher et Cohrssen 1933), un manuel à l'usage des municipalités souhaitant mettre en place un système de monnaie timbrée pour faire face à la dépression économique du début des années 1930 ; et *Stable Money : A History of the Movement* (Fisher et Cohrssen 1934) qui entreprend une histoire des tentatives de remédier aux « catastrophes » induites par une monnaie instable (1934, xxi). Fisher profitera de chacun de ces deux ouvrages pour donner son appréciation des théories de Gesell.

Dans *Stamp scrip*, Fisher l'affirme à nouveau :

> Il y a beaucoup de choses dans la philosophie de Gesell auxquelles, en tant qu'économiste, je ne peux pas souscrire, en particulier sa théorie de l'intérêt.
>
> There is much in Gesell's philosophy to which, as an economist, I cannot subscribe, especially his theory of interest. (Fisher et Cohrssen 1933, 13)

mais si Fisher désavoue nettement Gesell sur le plan scientifique, il reconnaît à son œuvre une portée pratique indéniable.

> La médecine doit beaucoup aux esprits non formés, ou du moins à des esprits non formés en médecine. Même Pasteur, bien qu'il ait été un scientifique compétent, n'était pas médecin ; et le laryngoscope fut perfectionné – en fait, disent certains, inventé – par un grand maître de chant, un Manuel Garcia, d'Espagne. […] La monnaie timbrée, je le crois, peut, dans l'urgence présente, devenir une invention aussi utile que le laryngoscope de Manuel Garcia.
>
> Medicine owes much to untrained minds, or at least to minds untrained in medicine. Even Pasteur, though a trained scientist, was not a doctor; and the laryngoscope was perfected - some say actually invented - by a great singing master, one Manuel Garcia, of Spain. […] Stamp scrip, I believe, can, in the present emergency, be made at least as unseful an invention as Manuel Garcia's laryngoscope. (Fisher et Cohrssen 1933, 13)

Dans *Stable Money : A History of the Movement*, Fisher précise son appréciation de Gesell. Après l'avoir brièvement présenté – dans la même section qu'il consacre à Knut Wicksell – en insistant sur la centralité, dans la recherche de Gesell, de la stabilité de la monnaie, et de

l'importance de cette dernière pour garantir un niveau élevé d'emploi et de consommation, il conclut sa présentation par le commentaire suivant :

> Le travail de Gesell a été mentionné ici car il semble avoir été le premier à prendre en compte le problème du contrôle de la vitesse de circulation de la monnaie dans le but d'influencer la valeur de la monnaie.
>
> Gesell's work is mentioned here because he seems to have been the first who considered the problem of controlling the velocity of circulation for the purpose of influencing the value of money. (Fisher et Cohrssen 1934, 44-45)

Sans valider le soubassement théorique construit par Gesell pour justifier ses propositions de réforme monétaire, Fisher reconnaît ainsi l'importance et la pertinence de sa contribution au développement des idées visant à stabiliser la monnaie : contrairement à Keynes, qui estime que Gesell a fait une proposition valable sur le plan théorique (bien que confuse et imparfaitement formulée) mais que sa proposition pratique est inaboutie, Fisher estime que la proposition pratique de Gesell est techniquement intéressante, mais que sa théorie n'a pas de valeur réelle.

Il faut aussi noter que Fisher reprend également à son compte, dans *Stable Money*, certaines références constantes du mouvement franchiste – en particulier, la référence aux bractéates, un système de rappel périodique des monnaies de petite dénomination qui aurait eu cours en Europe entre 1150 et 1350. La littérature gesellienne n'est pas avare de références à cet épisode, qu'elle présente comme une validation historique de ses thèses – l'accélération de la vitesse de circulation de la monnaie associée à ce système ayant favorisé, selon les franchistes, l'essor économique de l'Europe médiévale (voir ch. 3). Dans ce paragraphe, Fisher cite d'ailleurs, sans doute sur proposition de Cohrssen, des ouvrages franchistes – en particulier celui de Fritz Schwarz, figure du mouvement gesellien en Suisse (1925). Il conclut ce passage par le commentaire suivant :

> Ce premier exemple de quelque chose comme un « contrôle de la vitesse de circulation » est particulièrement intéressant dans une histoire de la stabilisation. Après que les bractéates ont disparu, en 1350 environ, ce principe a été oublié, jusqu'à ce qu'il apparaisse de manière plus nette dans les écrits de
>
> This first example of something akin to "velocity control" is of particular interest in a history of stabilization. After the bracteates had disappeared about 1350, this principle was forgotten, until it appeared more definitely in the writings of Silvio Gesell. After his death, velocity control was, in some instances, applied

Silvio Gesell. Après sa mort, le contrôle de la vitesse de circulation fut, dans quelques cas, appliqué sous la forme de monnaie timbrée pendant les années 1931-1933 en Allemagne, en Autriche et aux États-Unis.

in the form of "stamp scrip" during 1931-1933, in Germany, Austria, and the United States. (Fisher et Cohrssen 1934, 11)

Si Fisher n'a jamais accordé de valeur scientifique aux théories de Gesell, et en particulier à sa théorie de l'intérêt, il a ainsi largement validé la portée pratique de ses propositions, jusqu'à s'en faire le principal promoteur aux États-Unis (voir ch. 5). Ses liens avec le mouvement franchiste, avec lequel il partage l'objectif de stabiliser la valeur de la monnaie, se sont resserrés à partir du début des années 1930, qui marquent le début de la collaboration entre Fisher et Hans Cohrssen.

2. « Nationaliser le système monétaire » : de Gesell au plan « 100 % Money »

L'insistance du mouvement gesellien autour de la figure de Fisher n'est pas sans lien avec la place centrale qu'occupe la théorie quantitative de la monnaie dans les théories de Gesell et de ses disciples. Elle est en fait au fondement de leurs propositions de réforme (2.1.), et fonde leur demande d'une « nationalisation du système monétaire » devant permettre à la puissance publique d'exercer une gestion rationnelle de la monnaie appuyée sur l'équation quantitative des échanges (2.2.). Les écrits de Gesell résonnent ainsi avec le plan « 100 % Money » d'Irving Fisher, mais aussi avec ceux d'un autre réformateur monétaire des années 1920, et l'un des premiers à avoir formulé ce plan dans sa version moderne : Frederick Soddy. (2.3.).

2.1. La théorie quantitative de la monnaie, une arme aux mains des geselliens

Si les geselliens sont si attachés à la figure d'Irving Fisher, c'est qu'ils se réclament constamment de la théorie quantitative de la monnaie, dont il est l'un des principaux modernisateurs. C'est le cas, en particulier, de Theophil Christen, médecin et physicien suisse et proche collaborateur de Gesell[212], qui écrit entre 1915 et sa mort en 1920 plusieurs brochures afin de promouvoir et diffuser les idées franchistes. Dans l'une d'elles, nommée

212 Il fut, on le rappelle, son compagnon quand Gesell fut nommé Commissaire des finances du peuple au sein de la République des conseils de Bavière en 1919.

« La Théorie quantitative de la monnaie »[213], Christen défend la thèse suivante : La théorie quantitative « brute », selon laquelle

> le niveau général des prix des marchandises est déterminé par la quantité de marchandises disponibles d'une part et par la quantité de monnaie disponible d'autre part
>
> das allgemeine Niveau der Warenpreise bestimmt wird durch die Menge der vorhandenen Waren einerseits und die Menge des vorhandenen Geldes andererseits (Christen 1916, 86)

est fausse, car ce n'est pas la quantité de monnaie « disponible » qui entre en ligne de compte, mais la quantité de monnaie « en circulation » (Christen 1916, 87). Une monnaie inerte, qui serait stockée sans intermédier d'échange, serait sans effet sur le niveau général des prix. Le crédit, ajoute Christen, joue un rôle crucial dans la circulation monétaire, puisque la monnaie circulera plus ou moins rapidement en fonction des conditions dans lesquelles il est accordé. Ce sont donc les variations du crédit, c'est à dire, celles de la vitesse de circulation de la monnaie, qui expliquent les fluctuations de la conjoncture (Christen 1916, 90). C'est ce qu'il nomme la « théorie quantitative purifiée ».

Bien que Christen apporte à sa démonstration une formalisation mathématique peu commune dans la littérature franchiste, celle-ci ne semble pas particulièrement novatrice. Les tentatives de formalisation de la théorie quantitative de la monnaie intégrant un facteur de vélocité de la circulation de monnaie ont été proposées dès le début du 19e siècle (Humphrey 1984). Fisher, dont le nom est étroitement associé à cette équation, rend hommage à la formulation proposée par Simon Newcomb dès 1885, et les améliorations qu'il y apporte en distinguant la vitesse de circulation des espèces et celle des dépôts bancaires (Fisher 1920b, 48; Dimand 2019, 57) ne sont pas reprises par Christen. Mais s'ils n'innovent pas sur le plan théorique ou formel, les geselliens se distinguent néanmoins par leur défense exclusive de la théorie quantitative, dès la fin du XIXe siècle et les premiers écrits de Gesell. Ils se posent ainsi en adversaires résolus de la théorie monétaire classique, à laquelle la théorie quantitative de la monnaie fut opposée tout au long du XIXe siècle (Glasner 2021), et qui s'applique à donner un cadre théorique à la gestion d'une monnaie adossée aux métaux précieux. La défense d'une théorie quantitative stricte est ainsi pour les franchistes une tentative de se débarrasser en théorie de toute référence à l'or, auquel de nombreux théoriciens ainsi bien sûr que les autorités monétaires et financières des années 1920, restent indéfectiblement attachés.

213 Cette brochure et son contenus sont cités dans l'*Ordre économique naturel* (Gesell 1920a, 208-9), non sans être accompagnés d'une référence directe à Fisher et à son ouvrage *The Purchasing power of money* (Fisher 1920b; Christen 1916)

Les franchistes s'appuient sur la théorie quantitative pour lutter contre l'étalon-or. Si le niveau général des prix varie en proportion des variations de la quantité de monnaie en circulation et de la vitesse de sa circulation, alors il s'agit de stabiliser la vitesse de circulation (*i.e.*, empêcher la stagnation de la monnaie) et de gérer la quantité de monnaie disponible dans le but exclusif de stabiliser le niveau général des prix, et par ce biais, la conjoncture économique. Or, s'il faut gérer la quantité de monnaie de manière à stabiliser l'indice des prix, il est impossible de la gérer simultanément pour conserver une convertibilité en métaux précieux ou garantir la stabilité des changes. La priorité devant être donnée à la stabilisation du niveau général des prix et de la conjoncture économique, il convient de mettre fin aux étalons métalliques. Voilà le raisonnement que proposent Gesell et Christen. De cadre général de leur compréhension des phénomènes monétaires, la théorie quantitative devient ainsi le point de départ de leurs propositions de transformation du système monétaire et financier.

2.2. La « nationalisation du système monétaire » : Gesell et le plan « 100 % Money » de Fisher

Gesell propose ainsi, dès 1892, une « nationalisation du système monétaire », qui permettra une gestion centralisée et rationnelle de la masse monétaire, grâce notamment à la régularisation de sa vitesse de circulation.

> Quand la monnaie circule lentement, sa valeur est élevée ; mais cette valeur, le pouvoir d'achat de la monnaie décroît dès que la circulation monétaire est accélérée. […] Si l'on veut avoir une monnaie qui mérite tant soit peu le nom d'étalon des valeurs, alors il faut la soustraire aux mille et unes influences auxquelles l'or est aujourd'hui soumis.
>
> Pour cela, il faudrait avant tout une monnaie *nationale*
>
> Wenn das Geld langsam zirkuliert, dann ist sein Wert groß; aber dieser Wert, die Kaufkraft des Geldes fällt sofort, wenn die Geldzirkulation beschleunigt wird. […] Will man ein Geld haben, welches den Namen Wertmesser einigermaßen verdient, so muß man dasselbe den millionenfältigen Einflüssen entziehen, welchen das Gold heute unterworfen ist.
>
> Dazu würde vor allen Dingen ein *nationales* Geld nötig sein. (Gesell 1892, 188)

Seule une monnaie de papier gérée par une autorité neutre, l'État[214], pourra donner au commerce un cadre parfaitement neutre, constituant une base stable et équitable pour la concurrence économique – un cadre soustrait à l'influence des intérêts privés.

> Tant que la circulation de la monnaie n'est pas parfaitement uniforme, tant qu'elle dépend des caprices du banquier de tantôt retirer la monnaie de la circulation ou tantôt de la laisser circuler, la valeur de la monnaie fluctuera, les prix des marchandises augmenteront et baisseront, et l'on ne pourra jamais parler d'étalon des valeurs ; car on doit se tenir à l'idée que le pouvoir d'achat de la monnaie, sa valeur, ne peut rester inchangé que lorsque la circulation de la monnaie varie en proportion de la production de marchandises.
>
> So lange die Zirkulation des Geldes nicht vollkommen gleichmäßig ist, so lange es von den Launen des Bankiers abhängt, das Geld bald dem Verkehr zu entziehen, bald es in Fluß zu bringen, wird der Wert des Geldes fortwährend schwanken, werden die Preise der Waren auf- und abgehen, wird von einem Wertmaß niemals die Rede sein können; denn daran muß man festhalten, daß die Kaufkraft des Geldes, sein Wert nur dann unverändert bleiben kann, wenn die Zirkulation des Geldes gleichen Schritt mit der Warenproduktion hält. (Gesell 1892, 189-90)

Afin de soustraire la gestion de la monnaie aux intérêts privés, Gesell envisage ainsi la suppression des banques commerciales, comme il le propose dans une brochure de 1893 exposant ses suggestions de réforme du système monétaire argentin :

> Pour atteindre ce but [la stabilisation de la valeur de la monnaie], je propose ce qui suit :
> 1) Toutes les banques officielles sont dissoutes et remplacées par la Banque Nationale Régulatrice du prix de la monnaie.
> 2) Le seul objectif du *Banco Regulador* est la régulation du prix du billet et le
>
> Para tal objeto propongo lo siguiente:
> 1) Se liquidan todos los bancos oficiales y en su reemplazo se forma el Banco Nacional Regulador del precio del dinero.
> 2) El objeto único del Banco Regulador es regularizar el precio del billete y mantener el cambio del oro a 300.
> 3) El banco, para poder cumplir con su

214 Le fait que l'État soit considéré comme une autorité neutre par Gesell manifeste son attachement à une gestion de la monnaie par la règle. Comme les physiocrates avant lui (voir ch. 8), Gesell considère que les autorités publiques ne doivent disposer d'aucune marge d'initiative dans la gestion d'une infrastructure aussi essentielle que la monnaie, mais doivent prendre leurs décisions dans un cadre défini scientifiquement, selon des critères objectifs dégagés par la raison, et excluant donc – selon la conception de Gesell – tout intervention politique.

maintien du change de l'or à 300[215].

3) Pour que la banque puisse remplir sa mission, elle aura le privilège exclusif d'émission, elle pourra augmenter ou restreindre les émissions selon de l'exigence de la stabilisation du cours du change de l'or.

4) Toutes les transactions commerciales sont interdites à la banque ; elle ne peut pas escompter les lettres de change, ni accorder des crédits, ni recevoir des dépôts de particuliers, et la seule façon pour elle de mettre ses capitaux en circulation consistera en la vente ou l'achat de titres de la dette nationale.

[…]

7) Le gouvernement livrera à la banque via ses consuls toutes les données qui pourraient être utiles pour voir quel est le chemin que prend le prix de l'or sur le marché mondial, et afin qu'elle puisse évaluer la quantité d'or requise dans le pays pour ses engagements, toutes les obligations en or en circulation dans le commerce doivent être enregistrées auprès de la banque avec indication du montant et de la date d'échéance.

misión, tendrá el privilegio exclusivo de las emisiones, podrá aumentar y restringir las emisiones según resulte necesario para mantener la estabilidad del cambio del oro.

4) Al banco le son prohibidas todas las transacciones comerciales, no podrá descontar letras, ni hacer préstamos, ni recibir depósitos de particulares, y el único modo de poner sus capitales en circulación consistirá en la compra y venta de títulos de la deuda nacional.

[...]

7) El gobierno facilitará al banco por medio de sus cónsules todos los datos que puedan ser de utilidad para ver cuál es el camino que toma el precio del oro en el mercado universal, y para que el banco pueda formarse una idea de la suma aproximada del oro que necesita el país para sus compromisos, todas las obligaciones a oro que circulan en el comercio deberán ser registradas en el banco indicando el importe y la fecha de vencimiento. (Gesell 1893, 338-39)

Ce plan sera repris par Gesell dans ses écrits ultérieurs, comme on l'a vu plus haut : l'« Institut national d'émission » (*Reichswährungsamt*) qu'il appelle de ses vœux dans *L'Ordre économique naturel* (Gesell 1920a, 246; 1948, 216) fonctionne selon les mêmes

215 Gesell indique à ce sujet : « On pourrait ici objecter qu'il est indigne des Argentins de s'abaisser à se faire esclaves de l'or, et qu'il serait meilleur de laisser le prix de l'or de côté et de diriger le cours de la monnaie en direction [...] de la stabilité des prix dans la République Argentine. Mais pour le moment, il faut justement prendre les choses comme elles sont, et non comme on voudrait qu'elles soient. Il est ainsi nécessaire de restaurer le crédit de la monnaie non-convertible, pour la délivrer du reproche qui pèse sur elle d'être le malheur de chaque pays qui l'adopte. Et je crois que nous pouvons tout à fait atteindre ce résultat, si nous prouvons au monde entier que l'établissement d'une relation fixe entre le billet de banque et l'or ne dépend que de l'administration de la monnaie. » (Gesell 1893, 338).

principes, si ce n'est qu'il a pour sa part pour mandat la stabilité des prix, et que les informations que le gouvernement lui fournit sont les statistiques nécessaires à l'établissement d'un indice général des prix (Gesell 1920a, 248). Le bureau des statistiques s'appuie pour ce faire sur la méthodologie des nombres indices proposée par « Jevons, Saurerbeck, Soetbeer, entre autres »[216] (Gesell 1920a, 157). Gesell souligne d'ailleurs incidemment que, pour atteindre son objectif, l'institut d'émission pourra agir soit sur la quantité de monnaie en circulation, par l'intermédiaire de la dépense publique (Gesell 1920a, 249), soit sur la vitesse de circulation de la monnaie, en faisant varier le taux de dépréciation (Gesell 1920a, 248n**).

L'idée proposée ici par Gesell de confier à l'État le monopole de la création monétaire fait bien entendu écho à un autre plan proposé notamment par Fisher dans le contexte de la Grande Dépression des années 1930 afin de stabiliser la conjoncture : le plan dit « 100 % Money » (Fisher 1936). Tout comme le plan de Gesell, le plan 100 % Money de Fisher vise en effet, d'après le sous-titre de l'ouvrage qui le présente, à «[…] empêcher l'inflation et la déflation ; en grande partie, à remédier aux dépressions ou à les prévenir […]. » (Fisher 1936) - des objectifs que Gesell n'aurait évidemment pas reniés. Fisher précise d'ailleurs dans son ouvrage : « Would the plan be a nationalization of money and banking ? - Of money, yes ; of banking, no » (1936, 18) : Ce plan serait-il une nationalisation de la monnaie et des banques ? - De la monnaie, oui ; des banques, non. La nationalisation de la monnaie : n'est-ce pas là ce que demandait Gesell en 1892 ?[217]

2.3. De Gesell à Frederick Soddy : une convergence profonde

La proposition de confier le monopole de l'émission de monnaie à l'État ou à sa Banque centrale n'est certes pas nouvelle en cette fin de XIXe siècle. David Hume, David Ricardo, Thomas Joplin, James Pennington, Léon Walras… Du milieu du XVIIIe à la fin du XIXe siècle, de nombreux auteurs ont désapprouvé l'émission par les banques privées de billets au-delà des encaisses métalliques qu'elles détiennent effectivement. D'après le *currency principle*, qu'ils défendent, toute monnaie en circulation doit avoir une contrepartie métallique dans les réserves des banques commerciales ou de la banque centrale. C'est le sens du *Peel's Act* de 1844, qui octroie à la Banque d'Angleterre un monopole d'émission sur les

216 On ne présente pas William Stanley Jevons (1835-1882), économiste britannique considéré comme l'un des pères du marginalisme et l'un des fondateurs de l'école néoclassique. Jevons, qui a consacré des travaux à l'étude de la variation du pouvoir d'achat de la monnaie et à la construction d'indices de prix dans les années 1860, a beaucoup fait progresser les méthodologies dans ce domaine, tout comme Adolf Soetbeer (1814-1892) en Allemagne (Keynes 2010 [1933], 119; Mitchell 1938, 7). En Angleterre, Augustus Sauerbeck calcula et publia son indice de prix dans le *Journal of the Royal Statistical Society* de 1886 à 1912. Le calcul de l'indice de prix Sauerbeck fut ensuite repris par une autre publication britannique, *The Statist* (Journal of the Royal Statistical Society 1929).

217 Quant aux banques, Gesell envisage, dans l'*Ordre économique naturel*, la persistance de caisses d'épargne privées – là encore, en ligne avec ce qu'avance Fisher (Gesell 1920a, 352)

billets de banque et soumet leur émission au *currency principle*[218]. Mais alors que le *currency principle* limite essentiellement l'émission monétaire à la quantité de métal présente dans les réserves des banques, et empêche donc toute gestion active de la masse monétaire par les autorités publiques, le projet de Gesell se distingue radicalement : si, pour lui comme pour les auteurs de la *Currency School*, la masse monétaire doit être définie de manière exogène à l'économie, Gesell propose de l'émanciper complètement du métal, et d'utiliser une monnaie-papier qui pourra être gérée par les autorités publiques selon une règle quantitative. Son projet se rapproche en cela de celui proposé par le Prix Nobel de chimie Frederick Soddy dans son ouvrage de 1926, *Wealth, Virtual Wealth, and Debt*, qui réclame lui aussi « A national money system » (Soddy 1926, 186), un système monétaire national, libéré de tout ancrage à l'or – un plan qui devra être « scientifique » (Soddy 1930, 101), comme celui de Gesell. Le plan de Gesell et celui de Soddy méritent d'être brièvement comparés : les deux auteurs se rencontrent en effet sur de nombreux points[219]. On réalise ainsi que Soddy, qui passe pour l'un des premiers formulateurs de la version moderne du plan 100 % monnaie (Demeulemeester 2019, 34-36), pourrait bien avoir à partager cette paternité, entre autres, avec Silvio Gesell.

Critiquant la variabilité du pouvoir d'achat d'une monnaie convertible, Soddy se réfère aux travaux de Fisher sur le pouvoir d'achat de la monnaie, mais aussi à ceux de Gesell :

> Le professeur Irving Fisher, parmi les économistes orthodoxes, a été le premier à attirer l'attention sur les méfaits d'un étalon monétaire variable, et a fait beaucoup pour faire reconnaître par le public l'importance de la question. Mais parmi les non-orthodoxes, Silvio Gesell sur le continent et M. Arthur Kitson dans
>
> Professor Irving Fisher, among orthodox economists, has been foremost in calling attention to the evils of a variable monetary standard, and has done much to get the importance of the question more generally recognised. But among the unorthodox, Silvio Gesell on the Continent, and Mr. Arthur Kitson[220] in

218 Le *Peel's Act* s'applique cependant exclusivement aux émissions de monnaie papier, et non à la monnaie scripturale. Ludwig von Mises, dans un ouvrage nommé *Théorie des Geldes und der Umlaufsmittel* (Mises 1912), ainsi que dans ses écrits ultérieurs, propose d'appliquer le *currency principle* à l'intégralité de la masse monétaire (Demeulemeester 2019, 33-34)

219 On s'inscrit ici contre l'interprétation d'Herman E. Daly, qui dans son article de 1980 sur la pensée économique de Soddy (Daly 1986, 211) considère que « Soddy's proposals have nothing in common with those of Silvio Gesell or Major Douglas, or other famous 'monetary cranks'. ».

220 Arthur Kitson (1857-1937) est un inventeur et réformateur britannique qui propose, dès 1894 (Kitson 1895; 1917) le remplacement de la monnaie par une unité invariable de mesure de pouvoir d'achat, et la fin du système des étalons métalliques. La fin de la convertibilité signera la fin de la limitation de la quantité de monnaie à émettre et permettra ainsi la fin de l'intérêt (Hammes et Wills 2005). Kitson ne propose cependant pas de nationalisation de la monnaie, mais un système dans lequel les banques privées escomptent gratuitement des effets réels (*ibid.)*, qui évoque quelque peu celui décrit par Proudhon (voir ch. 6). A la fin de sa vie, Kitson aurait été une figure du mouvement fasciste et antisémite en Grande-Bretagne, et se serait rendu à plusieurs reprises en Allemagne afin d'échanger avec les économistes national-socialistes, et en

ce pays ont été des voix criant dans le vide, des années avant qu'aucun autre ne réalise son intérêt vital.

this country, have been like voices, crying in the wilderness, years before any others realised its vital interest (Soddy 1926, 170)

Comme Gesell, Soddy critique d'ailleurs la monnaie convertible et sa gestion par des banques privées, pour le prélèvement d'intérêts qu'elle permet, et assigne pour fonction à la monnaie nationalisée de soulager la population de l'obligation dans laquelle elle se trouve de payer l'intérêt :

Les vieilles politiques extrêmes de laissez-faire de l'économie individualiste ont jalousement dénié à l'État le droit d'entrer en compétition de quelque manière avec les individus dans la propriété de l'entreprise productive, qui peut générer de l'intérêt monétaire où du profit, et ce principe a été même étendu, de manière ignorante, à la richesse virtuelle de la communauté. L'économie individualiste, considérant la monnaie comme une richesse plutôt que comme une dette, abandonne à des individus le pouvoir d'émettre la monnaie, et laisse au contribuable la charge de payer l'intérêt pour son émission. […] L'État doit retrouver sa prérogative exclusive d'émission monétaire et rendre impossible pour les banques d'émettre de la monnaie qu'elle ne possèdent pas ou qui n'a pas été déposée auprès d'elles par le propriétaire comme dépôt à terme défini, qu'il faut distinguer d'un dépôt sur compte courant. Ceci mettrait fin à l'absurdité de taxer une catégorie de

The old extreme *laissez-faire* policy of individualistic economics jealously denied to the State the right of competing in any way with individuals in the ownership of productive enterprise, out of which monetary interest or profit can be made, and this was ignorantly extended even to the virtual wealth of the community. Individualistic economics, regarding money as wealth instead of debt, hands over to individuals the power of issuing money, and leaves to the taxpayer the duty of paying interest for the issue. [...] The State must recover its sole prerogative in the issue of money, and make it impossible for the banks to issue money which they do not possess or which has not been surrendered into their charge by the owner as a definite time-deposit as distinct from a deposit in current account. This would terminate the absurdity of taxing one set of people to prevent the currency being increased and handing over the taxes to another set

particulier, avec les cercles *völkisch* du mouvement franchiste (voir ch. 4).

personnes afin d'empêcher la quantité de monnaie d'augmenter et de transmettre ces taxes à une autre catégorie de personnes qui la font augmenter.

who are increasing it. (Soddy 1926, 195-97)

Et Soddy d'enchérir, dans son ouvrage *Money versus Man* (1930) :

Le Gouvernement, responsable vis-à-vis d'une Démocratie, n'a pas plus le droit d'autoriser des personnes ou des entreprises privées à s'approprier les revenus de l'émission monétaire que les revenus d'un prêt d'État. En le faisant, le premier a trahi la confiance de la seconde.

The Government responsible to a Democracy has no more right to allow private people or firms to appropriate the proceeds of the issue of money than the proceeds of a State loan. By doing so they have betrayed their trust. (Soddy 1930, 93)

On retrouve, en filigrane, l'un des arguments que Proudhon mobilise en défense de son projet de Banque du Peuple : Si le paiement de l'intérêt, la convertibilité en or, la concurrence privée dans la gestion et l'émission de la monnaie ont pu être nécessaires à une certaine étape du développement de la société (ce que Soddy nomme « l'économie individualiste »), il s'agit désormais de donner au système monétaire une dimension véritablement collective, et d'organiser le crédit et la monnaie de telle sorte que ni le paiement de l'intérêt, ni l'adossement du système monétaire à une marchandise telle que l'or ne soient plus nécessaires. C'est le sens des propositions de Soddy et Gesell de confier à une autorité nationale le soin d'émettre une monnaie papier et d'en maintenir le pouvoir d'achat selon un indice de prix, sans exiger le paiement d'intérêts pour la mettre en circulation. Comme le dit Soddy :

La voie est alors dégagée pour la future tâche consistant à maintenir constants l'indice des prix et le pouvoir d'achat de la monnaie, en l'émettant ou en la retirant de la circulation.

The way is then cleared for the future task of keeping the index number of prices and the purchasing power of money constant by issuing or withdrawing it [...]. (Soddy 1926, 199)

Pour Soddy, comme pour Fisher et Gesell (cf. supra), la tâche de maintenir un pouvoir d'achat constant de la monnaie est de même nature et de même importance que celle de fixer les poids et mesures des grandeurs physiques :

> Si l'État doit maintenir la confiance avec toutes les parties prenantes de l'économie, la valeur de la monnaie doit demeurer constante. C'est évidemment un faux-semblant que d'établir un bureau national des poids et mesures et de maintenir une armée d'inspecteurs pour assurer que ceux qui achètent le charbon à la tonne, le tissu au yard, ou la bière au gallon, recevront les quantités pour lesquelles ils payent, quand la monnaie même qui est échangée contre ces marchandises achète d'elles plus ou moins selon la quantité qui est mise en circulation en fonction des intérêts purement privés des prêteurs.
>
> If the State is to keep faith with all parties the value of its money must remain constant. It is obviously a pretence to set up a bureau of national standards and to maintain an army of inspectors of weights and measures to ensure that those who buy coals by the ton, cloth by the yard, or beer by the gallon, shall receive the quantities which they pay for, when the money itself which is exchanged for these commodities buys of them more or less according to the quantity of it that is put into circulation by purely private lending concerns. (Soddy 1926, 210)

Cette mission de l'État n'est, là encore, pas de nature politique : l'autorité d'émission monétaire ne doit pas avoir la moindre marge de manœuvre dans la conduite de ses opérations :

> Fixer un indice et faire varier arbitrairement le volume total de monnaie de manière à garder toujours l'indice au même niveau suffirait pour tous les objectifs pratiques.
>
> Fxing the index number, and altering arbitrarily the total money so as to keep the index number always the same, would suffice for all practical purposes. (Soddy 1926, 211)

La différence majeure entre le plan de Soddy et celui de Gesell est, bien entendu, le contrôle de la vitesse de circulation de la monnaie que Gesell veut instaurer : pour Gesell, une nationalisation de la monnaie qui ne donnerait pas les moyens aux autorités d'instaurer une obligation de circulation pour la monnaie (par sa dépréciation ou sa taxation périodique) serait condamnée à l'échec, puisque ses efforts pour maintenir un pouvoir d'achat constant à la monnaie en agissant sur la quantité de monnaie en circulation seraient anéantis par les variations de la vélocité de la circulation monétaire, qui répondent à des facteurs

psychologiques. C'est ce que souligne d'ailleurs Gesell à propos de plans comparables proposés par Michael Flürscheim[221] et Arthur Fonda[222] :

> Une fois que l'on a appris à séparer et à différencier la monnaie de l'or […], que l'on s'est convaincu de l'importance de la stabilité des prix et que l'on a abjuré la croyance en la valeur, on en vient aisément à cette pensée : produisez donc de la monnaie-papier, et mettez-la en circulation, jusqu'à constater que l'offre a rattrapé la demande et que les prix commencent à reculer, et à l'inverse, retirez de la monnaie-papier et brûlez-la, jusqu'à constater que la demande dépasse l'offre et que les prix remontent. Il s'agit simplement d'une question de quantité, et la presse lithographique dans un cas, le four à incinération dans l'autre, mettent à votre portée le fait d'adapter si finement la demande (monnaie) à l'offre (marchandise) que les prix restent stables.
>
> C'est ainsi que parle Michael Flürscheim, qui représente cette idée avec empressement, et qui me compte

> Wer nun einmal gelernt hat, das Geld vom Gold zu trennen und zu unterscheiden [...], sich auch von der Wichtigkeit fester Preise überzeugt und dabei dem Wertglauben abgeschworen hat, der kommt gleich auf den Gedanken: so verfertigt doch einfach Papiergeld und bringt es unter die Leute, sowie ihr merkt, daß das Angebot die Nachfrage überholt und die Preise zu weichen beginnen, und umgekehrt, zieht Papiergeld ein und verbrennt es, sowie ihr merkt, daß die Nachfrage das Angebot übersteigt und die Preise anziehen. Es handelt sich ja nur um eine Quantitätsfrage, und die lithographische Presse in dem einen, der Verbrennungsofen im anderen Falle, stellen es in euer Ermessen, die Nachfrage (Geld) dem Angebot (Ware) stets derart scharf anzupassen, daß die Preise fest bleiben müssen.
>
> So spricht Michael Flürscheim, der

221 Michael Flürscheim (1844-1912) est un réformateur social, né en Allemagne et émigré aux Etats-Unis en 1867. Il fut une référence majeure pour Gesell. Ami de Henry George, il se fait l'avocat d'une nationalisation du sol et de l'impôt unique (Flürscheim 1884; 1891). Il défend également l'idée d'une monnaie papier gérée selon un indice de prix (Flürscheim 1909, 101-14), citant, parmi ses inspirations, Arhur Isaac Fonda (1895), mais également Frank Parsons (1898), Correa Moylan Walsh (1901), Alfred Marshall (1887), Alfred Russel Wallace (1898) – à qui Fisher dédie son *Stabilizing the dollar* (1920a) et que Gesell reconnaît comme un « physiocrate de sang pur » (1913b) –, ainsi bien sûr que Gesell lui-même (Flürscheim 1909, 105). Flürscheim passa plusieurs années de sa vie en Nouvelle-Zélande, où il mit en place une banque coopérative (Sargent 2010) dont le modèle mériterait d'être étudié.

222 Nous n'avons pu réunir que peu d'informations quant à Arthur Isaac Fonda, originaire de Denver, Colorado. Il fait paraître un premier article portant le titre « Honest Money » dans le *American Journal of Politics* en juillet 1893, puis un ouvrage portant le même titre à New York en 1895. Il y propose, en référence à Jevons (1876), mais aussi à Joseph Lowe (1822), George Poulett Scrope (1833b; 1833a) et George Richardson Porter (1838), une monnaie-papier non-gagée (« similar to our 'greenbacks' » : Fonda 1895, 164) est prêtée aux banques commerciales par le gouvernement, qui contrôle la quantité de monnaie émise selon un indice de niveau général du prix des marchandises, de manière à lui conserver un pouvoir d'achat constant. Ce plan n'est donc pas un plan de monnaie « nationale », ou 100 % Money, puisqu'il conserve le système des réserves fractionnaires. On peut noter qu'il est relativement proche des systèmes monétaires contemporains.

comme l’un des premiers à l’avoir façonnée et diffusée. Je dois me défendre de cet honneur dans la mesure où j’ai toujours et d’emblée contesté [Gesell cite ici en bas de page sa brochure *Nervus Rerum* (1891b)] que le papier-monnaie, dans la forme où il est connu aujourd’hui, (c’est à dire sans contrainte directe, matérielle à la circulation) pourrait par de simples variations de sa quantité, s’adapter à l’offre de la manière nécessaire à un échange ordonné des biens dans le pays et la circulation internationale.

diesen Gedanken mit Eifer vertritt und der mich unter die ersten zählt, die ihn gestaltet und verbreitet haben. Gegen diese Ehre muß ich aber insofern Verwahrung einlegen, als ich es stets und von vornherein bestritten habe**, daß das Papiergeld in der Form, wie es heute bekannt ist, (also ohne stofflichen, unmittelbaren Umlaufszwang) einfach durch Veränderung seiner Menge sich dem Angebot so anschmiegen lassen, wie es die Bedürfnisse eines geregelten Austausches der Güter des eigenen Landes wie des Weltverkehrs erheischen. (Gesell 1920a, 196-97. Voir aussi 198-99)

Ce n’est qu’en interdisant matériellement à la monnaie de servir de moyen d’épargne et en la contraignant à circuler que les mesures de réglage de la quantité de monnaie en circulation par l’autorité monétaire pourront réellement porter leurs fruits. Pour Gesell, nationalisation de la monnaie (100 % Money) et dépréciation périodique (monnaie timbrée) vont nécessairement de pair et sont incomplètes l’une sans l’autre. Mises en place conjointement, elles doivent permettre la stabilisation des prix, et par là, l’éradication des crises économiques. Elles devraient également mettre fin, progressivement, au phénomène de l’intérêt.

3. Theophil Christen et la « double monnaie dynamique » : une autre « tactique » franchiste

La solution gesellienne n’est pas la seule possibilité technique envisagée par le mouvement franchiste pour stabiliser le pouvoir d’achat de la monnaie. Theophil Christen propose ainsi l’introduction d’une séparation de l’unité de compte et des moyens de paiement, un système qu’il nomme « double monnaie dynamique » (3.1.), et qui n’est pas sans faire écho aux propositions formulées par la suite par Robert Eisler (3.2.).

3.1. « Monnaie absolue » et « double monnaie dynamique » : les propositions de Theophil Christen

Dans sa brochure, publiée pour la première fois en 1917, intitulée « La mise en œuvre de la monnaie absolue » (1920), Christen décrit un système qui est, « dans son essence, exactement le même que celui de Gesell » (Christen 1920, 6): la « double monnaie dynamique ».

> « Double monnaie », car il s'agit de l'association de deux systèmes : d'une monnaie de compte fondée sur la monnaie absolue, et d'une monnaie de paiement soumise à une inflation constante. « Dynamique », car les fondements sur lesquels cette organisation monétaire repose rendent justice à la propriété *la plus importante* du système monétaire : sa *dynamique*.[223]
>
> « Doppelwährung », weil es sich um die Koppelung zweier Systeme handelt, eines auf der absoluten Währung begründeten Rechnungsgeldes und eines auf stetige Inflation eingestellten Zahlgeldes. « Dynamisch », weil die Grundsätze, auf denen diese Geldverfassung beruht, der *wichtigsten* Eigenschaft des Geldwesens, seiner *Dynamik*, Rechnung tragen. (Christen 1920, 7)

Il s'agit ainsi, selon Christen, de dissocier monnaie de compte et monnaie de paiement, et de laisser l'inflation dévaluer progressivement la monnaie de paiement : les autorités monétaires pourraient, dit-il, cibler un niveau d'inflation annuel de 5 % (*ibid.*, 8). Christen remarque d'ailleurs que la monnaie de Gesell, soumise à une dépréciation annuelle de 5 %, a un effet aussi positif sur l'économie qu'une inflation de même niveau :

> Si [la dépréciation] de la monnaie fondante s'exprime comme *contrainte à l'achat, elle stimule le commerce et l'industrie*, comme le ferait une inflation de 5 %. Si elle s'exprime comme *contrainte au prêt*, elle réduit *le taux de l'intérêt*.
>
> […] Si – en présence d'une monnaie absolue – la *dynamique* de la monnaie
>
> Äußert sich diese Eigenschaft des Schwundgeldes als *Kaufzwang, so belebt* sie *Handel und Gewerbe*, genau wie eine 5%ige Inflation. Äußert sie sich als *Leihzwang*, so erniedrigt sie den *Zinsfuß*.
>
> […] Wenn – bei gleichzeitig bestehender *absoluter Währung* – die *Dynamik* des *Gesell*schen Geldes auf eine

223 Christen entend par là que la gestion de la monnaie doit être active : il condamne les mesures de politique monétaire dites « statiques », fondées sur l'idée qu'il faudrait garantir les « conditions d'équilibre » du système monétaire : la convertibilité en or ou en argent à parité fixe, les limitaitons d'émission par obligation de couverture, ou par quotas d'émission... (1920, 20)

gesellienne va au-delà de l'effet d'une inflation, elle permet donc une stimulation de la vie économique aussi forte que sous une inflation à 5 %, avec cependant la différence remarquable que le niveau général des prix reste invariablement stable et qu'ainsi ni créanciers ni débiteurs n'ont à en subir de dommages.

Inflationswirkung hinausgeht, so findet eine ebenso kräftige Anregung des Wirtschaftslebens statt wie unter einer 5%igen Inflation, nur mit dem bemerkenswerten Unterschied, daß dabei der allgemeine Preisstand unverrückbar fest bleibt und also weder Gläubiger noch Schuldner geschädigt werden. (Christen 1920, 3-4)

Son système et celui de Gesell sont à ses yeux équivalents[224], car ils permettent tous deux d'assurer à la fois une stabilité des prix et une stimulation de l'économie suffisante pour que la monnaie ne soit pas thésaurisée. La différence majeure entre les deux systèmes est que la stabilité des prix est garantie dans un cas par un mécanisme d'indexation des prix, contrats et créances (stabilité des prix réels et inflation annuelle maintenue à 5 % par la politique monétaire), dans l'autre par la politique de ciblage menée par l'institut d'émission (stabilité des prix nominaux (inflation maintenue à 0 % par la politique monétaire), et taxation annuelle de 5 % de la monnaie circulante).

La question de savoir auquel des deux systèmes on donnera préférence, ou, pour dire mieux, quelle sorte de technique monétaire on privilégiera pour un système qui est dans les deux cas est fondamentalement le même*) [ndA : *) selon les expériences des dernières années, la préférence semble devoir aller à la monnaie timbrée, grâce à sa meilleure intelligibilité], ne peut être qu'une *question tactique*.

Es kann nur eine *taktische Frage* sein, welchem der beiden Systeme man den Vorzug gibt*) [*) Nach den Erfahrungen der letzten Jahre scheint dem Stempelgeld der Vorzug zu gebühren, dank der leichten Verständlichkeit] oder, besser gesagt, welche Art der Währungstechnik man dür das – in beiden Fällen grundsätzlich gleiche – System vorzieht. (Christen 1920, 6)

Le plan de Christen se décline comme suit : il s'agit de retirer le droit d'émission monétaire aux banques commerciales, et d'en confier le monopole à un institut monétaire d'État, qui émettra une monnaie-papier non gagée, et devra veiller à maintenir l'inflation de la monnaie circulante à un taux annuel de 5 % (Christen 1920, 8). Tous les contrats impliquant des

224 Christen souligne tout de même que son système est techniquement plus simple à mettre en place que celui de Gesell.

paiements (contrats de travail, baux, dettes, assurances…) sont conclus en « monnaie absolue », c'est-à-dire strictement indexés sur l'inflation, de même que les impôts (Christen 1920, 9) :

> Si le niveau général des prix a augmenté de P à P' entre le jour de conclusion du contrat et le jour de l'échéance, alors au jour de l'échéance, ce n'est pas la somme prévue contractuellement S qui est due, mais la somme $\frac{S \cdot P'}{P}$

> Ist vom Tage des Vertragsschlusses bis zum Verfalltermin der allgemeine Preisstand von P auf P' gestiegen, so ist am Tage des Verfalles nicht die vertraglich festgesetzte Summe S, sondern der Betrag $\frac{S \cdot P'}{P}$ fällig. (Christen 1920, 9)

La proposition de Christen ressemble en fait au « Tabular Standard » proposé par Jevons en 1876, en référence aux écrits de John Lowe (1822) George Poulett Scrope (1833a; 1833b), et George Porter (1838):

> Pour mettre en œuvre les plans de Lowe et de Scrope, une commission gouvernementale permanente devrait être créée en dotée d'une sorte de pouvoir judiciaire. Les agents de cette administration compileraient les prix courants des marchandises sur tous les principaux marchés du royaume et, par un système bien défini de calculs, déduiraient de ces données les variations moyennes du pouvoir d'achat de l'or. Les décisions de cette commission seraient publiées chaque mois, et les paiements seraient ajustés en fonction d'elles. Ainsi, supposons une dette de cent livres contractée le 1er juillet 1875, qui doive être remboursée le 1er juillet 1978 ; si la commission avait décidé en juin 1878 que la valeur de l'or avait chuté dans un rapport de 106 à 100 au

> To carry Lowe's and Scrope's plans into effect, a permanent government commission would have to be created, and endowed with a kind of judicial power. The officers of the department would collect the current prices of commodities in all the principal markets of the kingdom, and, by a well-defined system of calculations, would compute from these data the average variations in the purchasing power of gold. The decisions of this commission would be published monthly, and payments would be adjusted in accordance with them. Thus, suppose that a debt of one hundred pounds was incurred upon the 1st of July, 1875, and was to be paid back on 1st July, 1878; if the commission had decided in June, 1878, that the value of gold had fallen in the ratio of 106 to 100

cours des années concernées, alors le créditeur réclamerait une augmentation 6 % du montant nominal de la dette.

in the intervening years, then the creditor would claim an increase of 6 per cent in the nominal amount of the debt. (Jevons 1876, chap. XXV)

Ce passage dans l'ouvrage de Jevons a très largement influencé les auteurs qui chercheront par la suite à stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie ; il est régulièrement cité, comme on l'a vu plus haut, et y compris par Gesell lui-même. Le plan de Christen va cependant plus loin que celui évoqué par Jevons, dans la mesure où il accompagne sa proposition d'une nationalisation de la monnaie et de la prescription d'un objectif d'inflation aux autorités monétaires, c'est à dire de dispositifs visant, comme la monnaie timbrée de Gesell, à assurer effectivement la circulation monétaire dans l'économie.

3.2. De Theophil Christen à Robert Eisler : une autre convergence

Par certains aspects, la proposition de Christen s'approche ainsi de celle formulée par l'intellectuel autrichien Robert Eisler une dizaine d'années plus tard, dans ses ouvrages *The Money Maze* (1931) et *Stable Money* (1932). Eisler, il faut le préciser, est un chercheur aux intérêts multiples, membre de l'institut pour la recherche historique autrichienne (*Institut für österreichische Geschichtsforschung*) de l'Université de Vienne. En 1924, il publie un ouvrage nommé *La monnaie – son émergence historique et sa signification sociale,* dans le lequel il retrace l'histoire de l'évolution des formes historiques de la monnaie. C'est donc en historien qu'il formule ses propositions de réforme monétaire, qui font également écho à certaines formes prises par l'institution monétaire à l'époque médiévale. Il ne manque d'ailleurs pas de souligner, en évoquant les « rénovations monétaires » du Moyen-Âge (voir ch. 3), l'écho que celles-ci font aux thèses du mouvement franchiste (1924, 177) – un mouvement qu'il ne tient lui-même pas en très haute estime (Eisler 1924, 365-68).

Afin de stabiliser l'économie et de mettre fin aux cycles qui la condamnent à osciller entre expansion et crise, Eisler pose pourtant une question qui n'est pas étrangère à la problématique traitée par Gesell et Christen :

La question est de savoir si ce dilemme est insoluble ou si, entre le Scylla de la déflation et le Charybde de l'inflation il y a une voie médiane. *Est-il possible d'organiser une monnaie expansive avec*

The question is, whether this dilemma is insoluble, or whether between the Scylla of deflation and the Charybdis of inflation there is a middle course. *Is it possible to organize an expansible*

un pouvoir d'achat constant et absolument stable de l'unité monétaire ?

currency with a constant unalterably stable purchase power of the monetary unit ? (Eisler 1931, 80)

Eisler cherche ainsi, comme les auteurs franchistes – et comme, du reste, Fisher –, à combiner la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie et la stimulation de la circulation monétaire. Il se réfère d'ailleurs avec sympathie à la *Stable Money Association* fondée par Fisher en 1929, et à laquelle appartiennent plusieurs banquiers centraux, dont Sir Josiah Stamp, de la banque d'Angleterre, qui préface son ouvrage *This Money Maze* (Eisler 1931), mais aussi Charles Rist, économiste et premier sous-gouverneur de la Banque de France, ou encore Edwin Walter Kemmerer. Pour atteindre le double objectif qu'il fixe à sa réforme monétaire, Eisler propose l'introduction d'une monnaie de compte (monnaie *banco*), à pouvoir d'achat constant, et servant à réaliser toutes les transactions importantes et à conclure les contrats impliquant des paiements ou des obligations monétaires. Une monnaie courante circule parallèlement à cette monnaie, et permet de régler les petites transactions ou des paiements entre personnes n'entretenant pas de relations économiques régulières ; cependant, la majorité des paiements doivent se faire, à terme, en monnaie *banco*, par virement ou chèque. Un taux de change interne, qui varie en fonction de l'indice des prix, permet de convertir la monnaie banco en monnaie courante, et inversement. Comme l'explique Eisler :

Rien d'autre n'est nécessaire que l'introduction d'une nouvelle loi monétaire très simple dans tous les pays volontaires pour participer au plan d'expansion monétaire proposé. Cette législation disposerait que chaque obligation monétaire en vigueur à une date donnée – tous les contrats concernant les salaires et les traitements, toutes les stipulations concernant les assurances, les dépôts bancaires ou les crédits, les prêts et hypothèques, rentes ou intérêts sur ceux-ci, tous les actes de vente, tous les effets de commerce, etc. -- sera exécutée au regard du pouvoir d'achat réel de la monnaie nationale au

Nothing else is necessary, but the introduction of a new, very simple monetary law in all countries willing to participate in the proposed curency expansion scheme. This legislation would provide that every monetary obligation in force at the respective date -- all contracts concerning wages, salaries and appointments, all stipulations concerning insurances, bank deposits or credits, loans or mortgages, rent or interest on such, all deeds of sale, all commercial bills, etc. -- shall be carried out with due regard to the actual purchasing power of the national money at the time when the payment stipulated

moment où le paiement stipulé est effectué, le pouvoir d'achat temporaire de la monnaie étant certifié par le moyen de nombres indices représentant le prix de détail moyen d'un nombre conséquent de biens de consommation, le niveau des loyers, taux, taxes, tarifs des transports locaux, et le coût de l'éducation élémentaire à ce moment précis en termes de l'unité monétaire concernée.

is effected, the temporary purchase power of money being ascertained by means of index numbers representing the average retail price of a fair number of consumable goods, the height of rents, rates, taxes, local transport fares and the cost of elementary education at that particular moment in terms of the respective monetary unit. (Eisler 1931, 95-96)

La monnaie courante, de son côté, sera soumise à une politique monétaire visant à favoriser sa dépréciation, afin de stimuler sa circulation :

La monnaie courante se dépréciera, bien sûr, lentement mais constamment du fait de l'expansion du crédit et de la monnaie nécessaire à répondre aux exigences de l'augmentation de la production et de la consommation, le taux d'augmentation n'étant plus limité par rien que par la nécessité d'augmenter les dépenses des différents pays en proportion de leur pouvoir d'achat réel tel que mesuré par le volume de leurs monnaies à étalon-or et par les limites physiques de la production. Ceci forcera les banques commerciales et de compensation à diminuer autant que possible leurs réserves d'espèces en augmentant les dépôts auprès des Banques nationales, et tous les particuliers à dépenser ou déposer la monnaie courante aussi rapidement que possible. De cette manière, la vitesse de la circulation monétaire, qui est à présent l'un des

Current money will, of course, slowly but constantly depreciate through the expansion of credit and currency necessary to meet the requirements of increasing production and consumption, the rate of increase being no longer limited but by the necessity of expanding the expenses of the various countries in due proportion to their actual spending power as measured by the volume of their actual gold standard currencies and by the physical limits of production. This will force commercial and clearing banks to diminish as far as possible their cash reserves by increasing their deposits at National Banks, and all private people to spend or to deposit current money as quickly as possible. In this way the velocity of monetary circulation which is now one of the most intractable factors of monetary instability will always be maintained at its maximum value, that is,

facteurs les plus difficiles à maîtriser de l'instabilité monétaire, sera toujours maintenue à sa valeur maximale, c'est à dire, stabilisée autant que possible, et le volume maximal de crédit sera automatiquement placé à la disposition des producteurs.

stabilized as far as possible, and the maximum of available credit will be automaticaly placed at the disposition of producers. (Eisler 1931a, 98)

On retrouve bien ici les objectifs et les moyens proposés par Theophil Christen, à l'exception de la nationalisation de la monnaie, Eisler conservant pour sa part le système bancaire privé et le système des réserves fractionnaires. Mais pour les deux auteurs, comme pour Gesell, il s'agit bien de faire en sorte que la fonction de moyen d'échange et la fonction de réserve de valeur soient assurés par deux instruments monétaires distincts :

A travers une telle loi, les deux fonctions de la monnaie – servir de moyen d'échange (monnaie de cours légal) et de moyen d'accumuler du capital (pouvoir d'achat) ou revenu contractuel pour un usage futur – seront désormais séparées encore plus complètement qu'à présent.

Through such a law the two functions of money – to serve as a medium of exchange (legal tender) and as a means of accumulating capital (purchasing power) or contractual income for future use – will henceforward be separated still more completely than now. (Eisler 1931, 100)

Comme Gesell, et comme Keynes, Eisler considère que la réforme monétaire ne pourra déployer pleinement ses effets que si elle fait l'objet d'une refonte d'ensemble du système monétaire international :

Il n'y a aucun moyen de stabiliser *nationalement* le niveau général des prix ou réciproquement le pouvoir d'achat d'une *monnaie nationale*. La première condition pour la stabilisation du niveau général des prix et du pouvoir d'achat national d'une monnaie est la *stabilisation internationale des échanges* par le développement parallèle, proportionné et synchrone de la

There is no way of stabilising *nationally* the general price-level or reciprocally the purchase-power of a *national* money. The first condition for the stabilisation of the general price-level and of the national purchase-power of a currency is the *international stabilisation of the exchanges* through the parallel, proportionate and synchronic development of production and

production et de la consommation dans les différents pays *par le moyen de budgets supplémentaires proportionnels et les échange préliminaire de crédits de stabilisation mutuelle.* Si ces conditions indispensables sont réalisées par traité international, *l'application simultanée de l'étalon tabulaire dans chaque pays est le complément nécessaire des mesures énoncées*.

consumption in the various countries *by means of proportional supplementary budgets and the preliminary exchange of mutual stabilisation credits.* If these indispensible conditions are realised by international treaty, *the simultaneous application of the tabular standard in each country is the necessary complement of the measures stated*. (Eisler 1932, 245-46)

A l'inverse de Gesell, Eisler ne fait cependant pas de ces réformes un moyen de mettre fin au capitalisme. Au contraire, elles sont pour lui le moyen, en rendant la gestion de la monnaie scientifique, et donc équitable, de conforter un ordre social individualiste, fondé sur le travail et le mérite. La stratification sociale devient ainsi le reflet plus fidèle de l'effort des individus : en supprimant une variable arbitraire dans la réussite ou l'échec économique, la réforme monétaire conforte l'ordre social individualiste et méritocratique – une vision, on peut le souligner, assez proche que celle de Gesell, bien qu'elle s'appuie sur un vocabulaire différent :

Après avoir libéré le monde, à travers une autre Conférence économique internationale et un Accord international au sujet de la politique monétaire, des chaînes imposées sur la monnaie du monde par l'obsolète étalon-or non-compensé, il sera possible, pour une société individualiste, d'abolir graduellement par le moyen des méthodes économiques éprouvées du capitalisme, non seulement le chômage temporaire, mais l'intégralité du paupérisme sordide et pernicieux à la base de la pyramide sociale. Il sera possible d'élever constamment le niveau de vie des masses sans bouleverser la

Having liberated the world through another International Economic Conference and an International Agreement about monetary policy from the fetters imposed upon the world's currency through the obsolete uncompensated gold standard of values, it will be possible for individualistic society gradually to abolish by means of tried economic methods of capitalism not only temporary unemployment but the whole sordid and pernicious pauperism at the base of the social pyramid. It will be possible steadily to raise the standard of life of he masses without overturning the social

stratification sociale, établie par la sélection historique et biologique, et sans abolir la différence de potentiel économique entre les strates superposées, qui est nécessaire afin de maintenir et de stimuler l'effort économique.

stratification, established through historical and biological selection, and without abolishing the difference of economic potential between the superimposed strata which is necessary in order to maintain and stimulate economic effort. (Eisler 1931, 116)

Conclusion

Le mouvement gesellien paraît donc beaucoup moins isolé qu'il pourrait sembler : il participe à un mouvement plus large de contestation de l'étalon-or au nom des valeurs libérales, au sein duquel on retrouve des intellectuels comme, entre autres, Frederick Soddy, Robert Eisler, Irving Fisher ou J.M. Keynes. Au sein de ce mouvement, le franchisme présente la caractéristique d'être un mouvement de masse, cherchant à mobiliser politiquement autour des questions monétaires, y compris par la mise en œuvre d'initiatives pratiques, quand les autres auteurs que nous avons cités se cantonnent en grande partie à la controverse académique (à laquelle les geselliens n'ont jamais été admis à participer) et au plaidoyer auprès des autorités gouvernementales et monétaires. Les moyens prônés par le mouvement gesellien pour permettre une gestion rationnelle, économiquement vertueuse et préservant les intérêts des individus, défendus également (pour tout ou partie) par les autres auteurs que nous avons cités, sont les suivants :

- La dépréciation, périodique ou progressive, de la monnaie circulante. Celle-ci doit permettre de stimuler la circulation économique et de décourager la thésaurisation. Son taux optimal de dépréciation est estimé par les geselliens à 5 % par an.

- La nationalisation du système monétaire, et la fin du système des réserves fractionnaires. La monnaie est une institution trop centrale pour être confiée au secteur privé concurrentiel, et son rôle économique est trop important pour qu'elle soit gérée en fonction d'intérêts privés ; de plus, les revenus issus de la création monétaire n'ont aucune raison d'être privatisés, et devraient revenir à la collectivité. Les geselliens rejoignent ici le plan exposé par Soddy et repris par Fisher sous le nom de plan « 100 % Money ».

- La stabilisation du pouvoir d'achat réel de la monnaie à l'aide d'un indice de prix. En contrôlant à la fois la quantité de monnaie en circulation (via la nationalisation du

système monétaire) et la vitesse de circulation de la monnaie (via l'estampillage, par exemple), les geselliens souhaitent s'appuyer sur l'équation quantitative des échanges pour stabiliser le niveau général des prix. Pour tous les auteurs que nous avons cités, la stabilisation du pouvoir d'achat de la monnaie doit être le fruit d'une gestion rationnelle de la monnaie, de sorte que les droits monétaires acquis par les individus ne souffrent pas de variations aléatoires en fonction des changements de valeur de la monnaie.

Ces dispositifs poursuivent un objectif commun : neutraliser la monnaie, après que la crise a démontré que les phénomènes monétaires pouvaient gravement déstabiliser l'économie – contrairement à ce qu'affirmait la théorie économique, qui avait, par hypothèse, choisi de négliger ce facteur. Encore une fois, leur but est donc d'évacuer l'élément conflictuel, politique du système monétaire, en définissant rationnellement un compromis qui semble acceptable par tous les agents économiques.

Un siècle plus tard, on peut le constater : ces idées l'ont en partie emporté au cours de la seconde moitié du XXe siècle. L'étalon-or puis le système de Bretton Woods ont été abandonnés, les monnaies sont désormais entièrement fiduciaires et gérées majoritairement selon une politique de ciblage d'inflation supposé garantir (imparfaitement) la stabilité de leur pouvoir d'achat : ces points, qui faisaient l'objet de controverses animées dans les années 1920 et 1930, font désormais consensus. Ces évolutions n'ont cependant pas permis la mise en place durable d'un système monétaire international fonctionnel, ni permis de combiner l'objectif de stabilité des prix avec une stimulation monétaire de la circulation économique, ni, enfin, permis de mettre en place les conditions de l'annulation progressive de l'intérêt, comme Gesell l'ambitionnait. Il est donc intéressant d'observer le développement des débats sur l'intégration par les banques centrales des taux d'intérêts négatifs à leurs outils de politique monétaire suite à la crise économique mondiale de 2008. Les propositions de Gesell, Soddy ou Eisler sont parvenues à susciter l'intérêt d'économistes reconnu·es, qui se sont emparés de leurs propositions pratiques de la même manière que Fisher avait su le faire au début des années 1930 (Buiter 2007 ; 2009 ; Kimball 2019). Le débat concomitant sur la suppression de la monnaie liquide (Rogoff 2014) fait d'ailleurs écho aux débats des années 1930 sur la proposition 100 % Money, et la faculté des banques centrales à faire effectivement suivre d'effets leur politique monétaire. La mise en place effective de taux d'intérêts négatifs par des banques centrales majeures et la progressive normalisation de ces thèses autrefois totalement inaudibles laissent ainsi penser que Gesell était peut-être, bel et bien, un prophète.

Chapitre 10. Silvio Gesell et Maurice Allais

Deux auteurs, une doctrine

Parmi les économistes de la tradition libérale, c'est finalement et contre toute attente en Maurice Allais, prix Nobel d'économie 1988, que Silvio Gesell trouve son meilleur allié. Polytechnicien, chercheur en physique et en sciences économique, il est titulaire de la chaire d'économie de l'École des mines de Paris pendant de longues années. Grand admirateur de l'œuvre de Fisher, il tente d'inscrire ses travaux dans la tradition de ce dernier, tout en contribuant à la mathématisation de la discipline économique grâce à ses compétences de modélisation. Les analyses d'Allais, et les propositions pratiques auxquelles il parvient, semblent presque calquées sur le programme de réforme de Gesell – bien qu'Allais n'en ait pas eu connaissance. Allais a ainsi, sans le vouloir, offert à Gesell la formulation rigoureuse de ses idées qui lui faisait défaut[225], en particulier dans son livre *Économie et intérêt* (1998 [1947]), l'un des deux ouvrages qui lui vaut le prix de la Banque de Suède : inspiré de la méthode walrassienne, mais intégrant les apports de Keynes à la théorie monétaire, cet ouvrage démontre que l'annulation de l'intérêt correspond au maximum de la productivité de l'économie, et propose, pour réaliser cet objectif, une réforme de l'institution monétaire et la collectivisation du sol. En tant que l'un des principaux représentants de l'école néolibérale française, Allais souligne ainsi la proximité qui existe entre la pensée gesellienne et ces théories qui avaient pour objectif de refonder la science économique libérale après la démonstration ses insuffisances pendant la crise de 1929 – proximité qui sera à nouveau soulignée dans le prochain chapitre. Dans *Économie et intérêt,* Allais prône donc l'annulation de l'intérêt (1), et propose pour méthode, afin d'y parvenir, la collectivisation du sol et une réforme monétaire visant à empêcher la monnaie d'être thésaurisée (2). La réforme monétaire proposée par Allais, en disciple de Fisher, vise également à produire la neutralité de la

225 Son travail va bien sûr bien au-delà, du fait de sa formation scientifique et de la rigueur de sa méthodologie.

monnaie dans les dynamiques économiques et à garantir la stabilité de son pouvoir d'achat (3). Entre Allais et Gesell, une philosophie politique commune se dessine ainsi (4).

1. La nécessité de l'annulation de l'intérêt pur

Dans son ouvrage *Économie et intérêt* (1998 [1947]), Allais se confronte à la théorie de l'intérêt et analyse le rôle joué par ce dernier dans l'économie. L'intérêt, considère-t-il, est le paramètre fondamental de régulation de l'économie, qui permet l'adaptation constante de l'aspect réel à l'aspect monétaire de l'économie (1998 [1947], 192). Il est un phénomène omniprésent, qui détermine tout à la fois le partage entre consommations présentes et futures, la répartition du revenu nationale entre les parties prenantes de la production (travailleurs, entrepreneurs, apporteurs de capitaux…), ainsi que la structure technique de la production et la valeur réelle des encaisses. Impossible, dès lors, d'étudier l'intérêt sans étudier l'économie dans son ensemble.

Dans le chapitre VII de son ouvrage, Allais définit la « productivité sociale » d'un régime économique permanent comme l'état de l'économie, optimal au sens de Pareto[226], qui propose un équipement capitalistique de l'économie maximisant lui-même les satisfactions au sens de Pareto. Il décrit la recherche de la productivité sociale maximale comme la recherche d'un « optimum de structure » (1998 [1947], 181) pour l'économie. Le résultat des calculs d'Allais et la conclusion du modèle qu'il développe (1998 [1947], 184-98) sont synthétisés comme suit par l'auteur :

> La discussion théorique montre que **le régime permanent de rendement social maximum le plus avantageux correspond précisément à un taux d'intérêt[227] nul** (1998 [1947], 543 ; voir aussi 1998 [1947], 198). Toutes les emphases sont de l'auteur.).

Si la structure optimale de l'économie, c'est à dire la structure économiquement la plus efficace, est associée à la nullité de l'intérêt pur (et à l'extinction de la rente qui l'accompagne), alors le fait que l'intérêt se fixe spontanément à un niveau toujours positif et jamais négatif ou nul dans les économies capitalistes signale une imperfection de structure qu'il convient de corriger. En effet,

226 C'est à dire, tout état de l'économie tel que « toute modification virtuelle de cet état (…) qui augmente la satisfaction de certains individus, diminue nécessairement la satisfaction d'autres individus », pour une structure démographique et un équipement capitalistique donnés. Allais désigne cet état comme un état de « rendement social maximal » (1998 [1947], 153)

227 Abstraction faite par hypothèse, pour simplifier l'analyse, de la prime de risque et des frais d'administration des crédits (1998 [1947], 32-33). L'intérêt dont il est question ici correspond donc à l'intérêt fondamental (*Urzins*) gesellien auquel il faut ajouter ce que Gesell appelle la « prime de hausse », c'est à dire la prime liée au risque de dépréciation de la monnaie, qui reste comprise dans l'intérêt pur défini par Allais.

> Le détenteur de capital n'obtient actuellement un intérêt que parce que le capital est rare, de même que le détenteur du sol peut obtenir une rente parce que le sol est rare. **Mais, tandis que la rareté du sol s'explique par une raison intrinsèque, il n'y a aucune raison intrinsèque qui justifie la rareté du capital. La collectivité paye actuellement fort cher un service qui pourrait lui être rendu facilement, en quantité plus abondante et sans débours**. (Allais 1998 [1947], 566-67)

Allais se rallie ainsi à l'opinion de Gesell et de Keynes, selon laquelle l'intérêt se fixe tendanciellement à un niveau trop élevé et produit ainsi une rareté artificielle des capitaux. Cette rareté des capitaux permet aux capitalistes de prélever une rente sur l'économie, qui, si elle a pu trouver sa justification dans des conditions de structure données, n'en trouve pas dans l'absolu et constitue un coût pour la collectivité qu'il est possible d'éliminer. L'ouvrage d'Allais propose ainsi une réflexion sur les conditions de structure qui seraient propices à l'annulation de l'intérêt pur – et rencontre en de nombreux endroits la pensée de Silvio Gesell.

2. Comment annuler l'intérêt ? Réforme monétaire et collectivisation du sol

Pourquoi l'intérêt prend-il, dans toutes les économies connues, une valeur toujours positive, et jamais négative ou nulle ? C'est ce qu'Allais nomme « le problème de l'intérêt » (1998 [1947], 430). Pour y répondre, l'économiste s'intéresse aux éléments de structure de l'économie qui font de l'intérêt une grandeur systématiquement positive. Son analyse identifie deux éléments dans la structure de l'économie qui donnent à l'intérêt une valeur toujours positive – deux éléments qui ne dérouteront pas le lecteur de Gesell : il s'agit, d'une part, de la propriété privée du sol (2.1.), et d'autre part, de la possibilité de stockage sans frais appréciables de certains biens, et en particulier, de la monnaie circulante (c'est à dire, de son caractère thésaurisable : Allais 1998 [1947], 479) (2.2.). Deux réformes s'imposent ainsi pour obtenir l'annulation de l'intérêt : la réforme monétaire et la collectivisation du sol (2.3.)

2.1. Propriété foncière privée et positivité de l'intérêt

La propriété privée du sol est, pour Allais, le premier facteur interdisant à l'intérêt de prendre des valeurs négatives. Les revenus fonciers ont en effet la caractéristique d'être des revenus permanents (Allais 1998 [1947], 483). L'économiste prend également pour point de départ de son raisonnement le fait que les individus, même prévoyants, témoignent d'un certain degré de préférence pour la consommation présente, qu'il traduit par le fait que le rapport entre leur capital et leur revenu possède une limite supérieure qu'il nomme λ_i à

l'échelle individuelle, et λ à l'échelle agrégée[228]. Dès lors que la détention d'un capital foncier procure de manière permanente et certaine un revenu non nul, le revenu procuré par les capitaux mobiliers, et donc l'intérêt, ne pourront s'abaisser en-dessous d'un certain seuil positif, dont le niveau est fonction positive du rendement des terres et fonction négative de λ (Allais 1998 [1947], 480-83). La démonstration permet à Allais de conclure :

> On voit ainsi que **pour une structure psychologique et technique donnée de l'économie le régime de propriété privée des terres et l'existence d'une limite supérieure au rapport entre le capital national et le revenu national ont pour conséquence l'existence d'un taux d'intérêt, non seulement positif mais encore supérieur à un certain minimum […].** (Allais 1998 [1947], 482)

Dans l'introduction qu'il donne en 1998 à la réédition de son ouvrage de 1947, Allais souligne que ce facteur déterminant d'un taux d'intérêt toujours positif dans un processus de prix stables a été « généralement totalement négligé et méconnu dans toute la littérature antérieure », et représente un apport « *tout à fait original et fondamental* à la théorie générale de l'intérêt. » (Allais 1998 [1947], 78)

Allais semble ici rejoindre certaines remarques formulées par Keynes dans sa *Théorie générale*. Il y souligne en effet que, si aujourd'hui la plus grande prime de liquidité est accordée à la monnaie, ce rôle a pu autrefois être dévolu à la terre. Par conséquent :

> Il est concevable qu'il y ait eu des occasions dans l'histoire où le désir de détenir de la terre a joué le même rôle que la monnaie dans la période récente pour maintenir le taux de l'intérêt à un niveau trop élevé.
>
> [It] is conceivable that there have been occasions in history in which the desire to hold land has played the same rôle in keeping up the rate of interest at too high a level which money has played in recent times. (Keynes 2013b [1936], VII:241)

La propriété privée de la terre a donc bien, pour Keynes comme pour Allais, un effet sur le niveau de l'intérêt. Lorsqu'il discute les réformes proposées par Gesell, Keynes souligne d'ailleurs en creux que ce dernier fait bien d'envisager conjointement réforme monétaire et réforme foncière, faute de quoi la dépréciation de la monnaie circulante pourrait entraîner un report des comportements thésaurisateurs sur d'autres biens dotés d'une forte prime de liquidité – en particulier, sur la propriété foncière :

228 λ représente en fait la préférence pour les biens futurs.

Ainsi si les billets de monnaie devaient être privés de leur prime de liquidité par le système d'estampillage, une longue série de substituts viendraient prendre leur place […]. Comme je l'ai mentionné plus haut, par le passé, c'est probablement le désir de posséder la terre, indépendamment de son rendement, qui a servi à maintenir le taux de l'intérêt à un niveau élevé ;- bien qu'avec le système de Gesell cette possibilité aurait été éliminée par la nationalisation du sol.

Thus if currency notes were to be deprived of their liquidity-premium by the stamping system, a long series of substitutes would step into their shoes […]. As I have mentioned above, there have been times when it was probably the craving for the ownership of land, independently of its yield, which served to keep up the rate of interest;—though under Gesell's system this possibility would have been eliminated by land nationalisation. (Keynes 2013b [1936], VII:358)

2.2. Thésaurabilité de la monnaie et positivité de l'intérêt

Allais démontre ensuite que la simple circonstance que certains biens de l'économie puissent être stockés sans frais appréciables suffit à donner au taux d'intérêt une valeur nécessairement positive[229]. Il montre d'abord que, dans une économie où la propriété des terres est collective, s'il existe un bien A stockable sur une période donnée, présentant des avantages de liquidité, alors le taux d'intérêt *i* sera supérieur ou égal à la somme du taux de plus value p_A du bien A sur la période et de sa prime de liquidité l_A, diminuée des frais de stockage σ_A de ce bien, soit : $i \geqslant p_A + l_A - \sigma_A$ [230]. Or,

> l'excès du taux d'intérêt *i* sur le taux de plus-value p_A n'est autre que la mesure i_A du taux d'intérêt pratiqué sur le marché, lorsque l'on prend le bien A comme unité de valeur, on voit que [cette condition] peut encore s'écrire $i_A \geqslant l_A - \sigma_A$ (Allais 1998 [1947], 493).

Si les prix sont constants, les différentes mesures du taux d'intérêt sont égales, ce qui implique que le taux d'intérêt de marché est nécessairement supérieur ou égal à la plus grande différence ($l_A - \sigma_A$) dans l'économie. Les primes de liquidité sont toujours positives : dès lors, s'il existe des biens dont les frais de stockage sont négligeables, le taux d'intérêt prendra

229 Pour autant que le niveau des prix ne soit pas décroissant, auquel cas le taux d'intérêt pourrait prendre des valeurs nominales négatives. Allais remarque d'ailleurs (1998 [1947], 494 (8)) que la terre est un bien stockable sans frais appréciables, et entre par conséquent également dans le cadre de sa démonstration.

230 Une relation également présentée dans le chapitre XVII de la *Théorie Générale* de John Maynard Keynes (Keynes 2013b [1936], VII:226)

nécessairement une valeur positive, supérieure à la prime de liquidité du plus liquide de ces biens (Allais 1998 [1947], 494)[231].

Dans une économie monétaire, dans laquelle la monnaie servirait d'unité de compte, on voit donc que, si les frais de conservation de la monnaie circulante sont négligeables, le taux d'intérêt est nécessairement supérieur ou égal à la prime de liquidité de la monnaie, qui est elle-même positive. Dans une telle économie, le taux d'intérêt sera ainsi nécessairement positif, et supérieur à un certain minimum, qui correspond à la prime de liquidité de la monnaie. On retrouve là encore le résultat présenté par Keynes dans le chapitre XVII de la *Théorie Générale*, selon lequel le taux d'intérêt monétaire est égal à la prime de liquidité de la monnaie (Keynes 2013b [1936], VII:227) : si le taux d'intérêt s'abaisse au-dessous de ce niveau, alors les individus préfèrent garder tout leur capital sous forme de monnaie (Allais 1998 [1947], 496).

Allais valide ainsi l'une des intuitions fondamentales de Gesell : pour ce dernier, c'est bien le fait que les métaux précieux utilisés comme étalon monétaire soient stockables sans frais qui est à l'origine du phénomène de l'intérêt. Rien d'étonnant, dès lors, que les deux penseurs convergent également quand il s'agit d'imaginer des méthodes afin d'annuler le taux d'intérêt.

2.3. Méthode pour annuler l'intérêt : collectiviser le sol et réformer la monnaie.

Comme on l'a vu plus haut, Allais considère qu'il est nécessaire de rechercher les conditions de structure compatibles avec la nullité de l'intérêt, puisque seule cette nullité est à même d'amener l'économie vers un équipement capitalistique optimal. Le niveau trop élevé de l'intérêt a en effet pour conséquence une rareté des capitaux qui alimente une rente au bénéfice des détenteurs de ces capitaux.

> Au sens le plus littéral du mot, les détenteurs actuels du capital « profitent » donc, au détriment de la collectivité considérée dans son ensemble (générations présentes et générations futures), de la situation regrettable (rareté du capital), due au régime de la propriété foncière et de la monnaie. (Allais 1998 [1947], 566)

Afin de mettre fin à cette situation contraire à l'intérêt collectif, Allais propose deux réformes : la collectivisation de la propriété foncière, et une réforme de l'institution monétaire.

231 cf. note 21.

> En fait, il résulte de ce qui précède qu'une politique efficace d'annulation du taux de l'intérêt implique nécessairement comme conditions préalables de la collectivisation de la propriété du sol et la dévalorisation de la monnaie circulante par rapport à l'unité de compte. Si de telles modifications de structure étaient apportées, non seulement l'annulation du taux de l'intérêt deviendrait possible, mais encore on peut considérer que le taux d'intérêt qui tendrait à s'établir spontanément serait probablement nul, voire même légèrement négatif. (Allais 1998 [1947], 510)

Ainsi, Gesell et Allais convergent sur leur condamnation de l'intérêt, et sur la justification de son origine, comme sur les méthodes à même de permettre son annulation. Il faut cependant faire ici plusieurs remarques : d'une part, la rigueur fait parfois défaut aux démonstrations de Gesell, qui s'applique plus à convaincre son lecteur par divers procédés rhétoriques qu'à entrer véritablement dans une démarche visant à apporter une preuve scientifique de ce qu'il affirme. Là où Allais démontre que l'annulation de l'intérêt correspond pour l'économie à un optimum d'efficacité dans l'usage et la mobilisation des ressources, Gesell mobilise plutôt des arguments politiques et moraux, plus prompt à dénoncer la rente et l'exploitation inhérentes au capitalisme et à sa monnaie, qu'à analyser en profondeur le phénomène de l'intérêt. D'autre part, Gesell et Allais convergent sur les objectifs, mais n'ont pas exactement les mêmes motifs : Allais considère la collectivisation de la propriété du sol comme la condition *sine qua non* de l'annulation de l'intérêt, quand Gesell détache complètement la question foncière de celle de la monnaie. Le sol franc est « l'exigence d'airain de la paix »[232] (Gesell 1920a, 55) : là encore, les motivations de Gesell sont d'ordre purement politique et moral.

> Vis à vis de la Terre, du globe terrestre, tous les humains doivent avoir les mêmes droits, et par humains nous entendons tous les humains sans exception – sans différence de race, de religion, d'éducation ou de constitution physique.
>
> Der Erde, der Erdkugel gegenüber sollen alle Menschen gleichberechtigt sein, und unter Menschen verstehen wir ausnahmslos alle Menschen – ohne Unterschied der Rasse, der Religion, der Bildung und körperlichen Verfassung. (Gesell 1920a, 72)

Ces remarques faites, on ne peut que s'en étonner : les préconisations de Gesell et d'Allais se recoupent à peu près exactement. L'idée d'une dépréciation de la monnaie circulante par rapport à l'unité de compte, visant à prévenir la thésaurisation de la monnaie, est en effet endossée sans réserve par Allais. Elle est selon lui, comme pour Gesell, « l'une des

232 « Die eherne Forderung des Friedens » (loc. cit)

conditions nécessaires de la suppression des cycles économiques » (Allais 1998 [1947], 582). La proposition d'Allais s'énonce comme suit :

> Les fonctions d'unité de compte et d'instrument de circulation seraient assurés par deux monnaies distinctes, la monnaie de compte et la monnaie circulante.
>
> La monnaie de compte dont l'unité pourrait être appelée « franc de compte » ou plus simplement franc et qui serait invariablement rattachée à la valeur de l'unité de travail du manœuvre non spécialisé, servirait à la fois aux fonctions d'unité de compte dans l'espace à un instant donné et dans le temps.
>
> Les prix seraient établis et les contrats stipulés en francs. L'emploi de toute autre unité serait formellement interdit et les contrats qui y recourraient directement ou indirectement (sous forme de contrats indexés par exemple) seraient réputés nuls et non avenus.
>
> La monnaie circulante, dont l'unité pourrait être appelée « franc circulant », ou plus simplement « circul », et aurait à chaque instant un cours par rapport au franc de compte, serait matérialisée, comme notre monnaie actuelle, par des billets ou des jetons métalliques pour les petites sommes. […]
>
> La valeur salariale de la monnaie circulante serait progressivement diminuée suivant un taux établi d'après les données de l'expérience. On peut estimer que la valeur nominale de ce taux pourrait être d'environ 5 p. 100 par an.
>
> Pour les payements importants (supérieurs à 100.000 francs), la valeur salariale de la monnaie circulante serait modifiée tous les jours ; pour les payements moyens (1.000 à 10.000 francs), elle ne serait modifiée que toutes les semaines ; pour les payements courants (inférieurs à 1.000 francs) enfin, le cours ne serait changé que tous les mois.
>
> Des tables seraient régulièrement éditées donnant les formules de conversion suivant la date des transactions et des machines comptables spéciales d'un modèle simple seraient utilisées dans le commerce afin de faciliter leur application.
>
> En raison de sa dépréciation continue, la monnaie circulante serait périodiquement renouvelée, afin que le circul n'atteigne pas des valeurs trop faibles. Chaque fois par exemple que le circul ne vaudrait plus que 0 fr. 10,

> tous les anciens circuls seraient retirés de la circulation et remplacés par des circuls, dont la valeur serait de nouveau égale au franc. Un millésime différent distinguerait les différents circuls. (Allais 1998 [1947], 582-83, note 5)

Le plan d'Allais ressemble ainsi en tout point à celui de Gesell, même s'il n'en reprend pas la solution technique de la monnaie timbrée : il s'agirait plutôt de donner à la monnaie circulante, qui ne changerait pas de forme, une valeur variable dans le temps par rapport à l'unité de compte. Le taux de dépréciation évoqué par Allais, 5 % par an, est le même que celui préconisé par Gesell[233]. Plutôt que de modifier la forme de la monnaie, Allais propose que les circuls soient reçus en paiement selon un taux de change qui prévoit leur dévaluation périodique. Son système évoque ainsi la première forme que Gesell a donnée à sa « Monnaie anti-capitaliste » (cf. Fig. 14) : celle d'un tableau donnant la valeur en monnaie de compte de la monnaie circulante en fonction du moment de sa dépense.



Anti-capitalistisches Geld

mit materiellem Umlaufszwang und dauernd fester Währung.

Ein neues Tauschmittel zur Beschleunigung, Sicherung und Verbilligung des Waarenaustausches.

Zur Erzielung völliger Aequivalenz zwischen Waare und Geld und behufs Erzwingung der für die Währung unentbehrlichen Gleichmässigkeit im Geldumlauf, wird dieser Geldbrief zu Gunsten der Staatskasse und auf Kosten des Inhabers wie folgt an Tausch- und Zahlkraft abnehmen:

Januar		Februar		März		April		Mai		Juni	
1–7	100.	1–4	99.60	1–4	99.20	1	98.80	1–6	98.30	1–4	97.90
8–14	99.90	5–11	99.50	5–11	99.10	2–8	98.70	7–13	98.20	5–11	97.80
15–21	99.80	12–18	99.40	12–18	99.	9–15	98.60	14–20	98.10	12–18	97.70
22–28	99.70	19–25	99.30	19–25	98.90	16–22	98.50	21–27	98.–	19–25	97.60
29–31	99.60	26–28	99.20	26–31	98.80	23–29	98.40	28–31	97.90	26–30	97.50
						30	98.30				
Juli		**August**		**September**		**Oktober**		**November**		**Dezember**	
1–2	97.50	1–5	97.–	1–2	96.60	1–7	96.10	1–4	95.70	1–2	95.30
3–8	97.40	6–12	96.90	3–9	96.50	8–14	96.–	5–11	95.60	3–9	95.20
9–15	97.30	13–19	96.80	10–16	96.40	15–21	95.90	12–18	95.50	10–16	95.10
16–22	97.20	20–26	96.70	17–23	96.30	22–28	95.80	19–25	95.40	17–23	95.–
23–29	97.10	27–31	96.60	24–30	96.20	29–31	95.70	26–30	95.30	24–30	94.90
30–31	97.–									31	94.80

Figure 14: "Monnaie anti-capitaliste avec contrainte matérielle de circulation et stabilité constante de la monnaie". Détail d'un fac-similé de monnaie gesellienne. Argentine, 1899. Les nombres en rouge indiquent la réduction de la valeur faciale du billet aux dates indiquées. Taille originale : 160 x 120 mm. Source : Freiwirtschaftliches Archiv Basel, reproduit dans Million 2019, 48.

233 Keynes estime quant à lui que ce chiffre serait trop élevé (Keynes 2013b [1936], VII:357)

Allais a-t-il conscience de cette proximité lorsqu'il propose son plan ? De son propre aveu, s'il connaît l'existence des plans de Gesell et de Fisher, il ne les a pas consultés directement :

> Des propositions analogues ont déjà été faites parmi lesquelles nous devons tout particulièrement signaler celles d'Irving Fisher dans son ouvrage « Stamp scrip » et celles de Silvio Gesell dans son ouvrage « The Natural Economic Order » [...]. Toutefois, nous n'avons pas encore eu la possibilité de prendre connaissance de ces deux ouvrages. (Allais 1998 [1947], 585, note 6)

Bien que leurs vues semblent très proches, c'est donc indépendamment de Gesell (mais très inspiré par les théories de Fisher, auquel il dédie *Économie et intérêt* et qu'il désigne, avec Vilfredo Pareto, comme l'un de ses maîtres à penser (Allais 1998, 44, note 19)) qu'Allais développe son projet d'une dévaluation progressive et contrôlée de la monnaie circulante par rapport à l'unité de compte.

Gesell et Allais poursuivent donc un même objectif : l'annulation de l'intérêt – Allais, dans le but de maximiser l'efficacité du fonctionnement de l'économie, et Gesell, pour mettre fin à l'exploitation[234]. Ils préconisent (selon des argumentations qui ne se recoupent qu'en partie) les mêmes réformes à cette fin : une collectivisation de la propriété foncière, et la dépréciation contrôlée de la monnaie circulante par rapport à l'unité de compte. Mais l'analogie entre le système de Gesell et celui proposé par Allais en 1947 ne s'arrête pas là.

3. La recherche de la neutralité monétaire de l'économie

Comme on l'a souligné supra, la stabilité du niveau général des prix, *i.e.* la comparabilité de l'étalon monétaire par rapport à lui-même au cours du temps, est une préoccupation majeure du mouvement franchiste, tout comme du reste pour Fisher et les réformateurs monétaires, comme Soddy ou Eisler, que nous avons cités plus haut. Les geselliens espèrent atteindre cet objectif grâce à la nationalisation de la monnaie (ou comme Fisher le nomme plus tard, le « plan 100 % Money ») et au contrôle strict, par l'autorité d'émission, de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie, une fois la vitesse de circulation stabilisée par un mécanisme de contrainte à la circulation de la monnaie circulante. La stabilité des prix est vue par eux comme un enjeu de justice vis a vis des effets

234 On verra infra que pour Allais, l'objectif de justice sociale et d'efficacité économique sont poursuivis simultanément.

redistributifs de l'inflation et de la déflation, de fiabilité de la monnaie comme unité de mesure, mais aussi et surtout, comme un moyen de prévenir les cycles et les crises économiques, dans lesquels les fluctuations de valeur de la monnaie jouent un rôle décisif.

Il ne s'agit donc pas simplement de dissuader la thésaurisation par la dévaluation périodique de la monnaie circulante par rapport à l'unité de compte, mais également de garantir la stabilité de l'unité de compte dans le temps. Allais partage ces objectifs :

> Alors que dans une économie monétairement neutre où il n'y a ni inflation, ni déflation, ni thésaurisation de monnaie, les mécanismes économiques mènent à un équilibre stable, il ne saurait y avoir d'équilibre stable dans toute économie monétairement non neutre. En fait, la possibilité d'émission de monnaie scripturale à découvert et la thésaurabilité de la monnaie circulante constituent deux facteurs majeurs de déséquilibre *qui sont pour l'essentiel à l'origine des fluctuations conjoncturelles et en l'absence desquels aucune fluctuation cyclique générale majeure ne saurait se concevoir*. (Allais 1998 [1947], 192)

Pour Allais comme pour les franchistes, il s'agit donc, partant du constat que la monnaie telle qu'elle est est un facteur majeur de déstabilisation de l'économie, de chercher à produire les conditions de la neutralité de la monnaie. Loin d'être une prémisse des raisonnements, comme elle l'est dans les modèles économiques standard, la neutralité économique de la monnaie est ainsi un objectif politique à réaliser. Cet objectif ne peut être atteint que par des modifications de structure, c'est à dire, par des réformes monétaires d'ampleur, visant à mettre fin aux fluctuations de l'économie et aux crises que celles-ci engendrent. L'analyse d'Allais indique que deux facteurs (la thésaurabilité de la monnaie et le système des réserves fractionnaires) jouent un rôle particulier dans l'instabilité monétaire (3.1.) ; une réforme monétaire visant à stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie devra ainsi chercher à éliminer ces deux caractéristiques du système monétaire (3.2.).

3.1. Les facteurs d'instabilité de la monnaie : Thésaurabilité de la monnaie et création monétaire privée

Pour Allais, il existe deux facteurs monétaires de déstabilisation de la conjoncture : la thésaurabilité de la monnaie, d'une part ; et la possibilité d'émission de monnaie scripturale à découvert, c'est à dire, de la faculté des banques privées de créer de la monnaie par le crédit, d'autre part. La mesure présentée plus haut, visant à introduire une monnaie circulante distincte de la monnaie de compte et dont la valeur serait progressivement réduite par rapport à cette dernière, poursuit donc simultanément deux objectifs : celui de rendre possible

l'annulation de l'intérêt d'une part, et celui de stabiliser la conjoncture, via la stabilisation du niveau général des prix, d'autre part.

Fidèle à la tradition initiée par Fisher, Allais souligne le caractère procyclique de l'émission de crédit par les banques privées et de la thésaurabilité de la monnaie. Allais souligne le fait qu'en situation de déséquilibre, le taux d'intérêt sur le marché monétaire i_M , qui équilibre la demande d'encaisses et la quantité de monnaie, a tendance à se dissocier du taux d'intérêt sur les marchés financiers i_F , qui équilibre l'épargne et l'investissement (Allais 1998 [1947], 321). Si la monnaie est thésaurisable et si les banques ont la possibilité d'émettre de la monnaie scripturale à découvert, et que l'on se situe au début de la période de prospérité d'un cycle économique (sous-emploi des facteur de production et $i_F > i_M$), alors, les placements étant plus avantageux que la détention d'encaisses, les investissements augmentent. Pourtant, « cette évolution ne va entraîner immédiatement ni un abaissement du taux i_F, ni un relèvement du taux i_M. » (Allais 1998 [1947], 360), mais plutôt aggraver leur disparité. Dans une période de prospérité, les banques sont en effet incitées à profiter de la bonne conjoncture en augmentant le volume de leurs crédits et à garder leurs taux d'intérêt à un niveau faible. L'augmentation du volume des crédits entraîne l'augmentation des dépôts, qui alimente en retour l'augmentation du volume des crédit. Ce phénomène est accentué par la déthésaurisation des agents qui avaient thésaurisé de la monnaie. Par ces mécanismes, le taux d'intérêt monétaire est maintenu faible, tandis que le taux d'intérêt financier s'élève, à mesure que l'activité et la rentabilité des capitaux augmentent. Parallèlement, le niveau général des prix s'élève.

Lorsque les réserves des banques deviennent insuffisantes pour permettre de répondre à la demande de crédit (les réserves ont atteint le seuil minimal requis pour la couverture des émissions à découvert), et que toute la monnaie qui pouvait l'être a été déthésaurisée, la tendance doit nécessairement s'inverser. La facilité d'accès au crédit a conduit l'économie à se suréquiper : l'absence de débouchés confronte certaines entreprises à des difficultés de paiement. Au vu du retournement perceptible de la conjoncture, les banques cherchent à améliorer leur taux de liquidité en restreignant les crédits. La demande de crédit ne diminue pourtant pas, les entreprises ayant besoin d'y recourir afin de faire face à leurs difficultés de financement : le taux i_M augmente finalement, parfois de manière brutale. L'activité diminue, le chômage augmente, supprimant des flux de revenu. Les pertes des entreprises, la diminution de l'activité et le pessimisme vis a vis de l'avenir amènent le taux i_F à diminuer. De plus, la monnaie est à nouveau thésaurisée, diminuant la demande de biens et réduisant l'offre de monnaie. Dans ces conditions, le niveau général des prix décroît, alimentant la crise.

Une fois la crise passée, la quantité de monnaie scripturale a fortement diminué, et la liquidité des agents économiques a augmenté. L'activité peut reprendre, amenant le taux i_F à réaugmenter. Lorsque ce taux redevient supérieur à i_M, un nouveau cycle s'amorce.

> [la possibilité pour les banques d'émettre de la monnaie scripturale à découvert et la possibilité pour les agents économiques de thésauriser la monnaie] doivent ainsi être considérées comme les causes déterminantes de l'instabilité foncière permanente du système économique et des cycles auxquels elle donne naissance. (Allais 1998 [1947], 365-66)

3.2. Une solution : la nationalisation du système monétaire

La solution envisagée par Maurice Allais rejoint la proposition 100 % Money faite par Fisher deux décennies plus tôt[235]. Il s'agit d'exiger la couverture intégrale des dépôts à vue détenus par les banques. Les activités de crédit des banques ne pourraient se poursuivre qu'à concurrence des dépôts que le public leur aurait confiés spécialement à cet effet. Allais envisage ainsi que les banques tiennent des comptes à vue libellés en circuls, c'est à dire soumis à dépréciation, et des comptes à terme, rémunérés et libellés en monnaie de compte, correspondant aux fonds prêtables par la banque (Allais 1998 [1947], 585, note 1'). Comme le dira Allais dans un ouvrage ultérieur, dans le cadre de la réforme qu'il propose,

> Le domaine de la création monétaire doit relever de l'État et de l'État seul. Il convient de lui donner une maîtrise totale de la masse monétaire. (Allais 1977, 202)

Cette nationalisation du système monétaire permettrait à l'État de s'approprier la totalité des revenus générés par la création monétaire. Dans l'hypothèse de l'introduction simultanée de cette réforme et d'une dépréciation périodique de la monnaie circulante par rapport à l'unité de compte, les revenus monétaires de l'État correspondraient ainsi « au taux de dépréciation annuel d de la monnaie circulante », ce qui, sur la base d'un taux d de 5 %, pourrait représenter « 3 à 4 p. 100 du revenu national » (Allais 1998 [1947], 584, note (5); 1977, 201). L'idée de financer les dépenses publiques par les revenus liés à la création monétaire est, on le rappelle, également présente chez Gesell, pour qui la vente des timbres nécessaires à maintenir la monnaie en circulation représente une ressource pour l'État, qu'il peut dédier aux dépenses liées aux infrastructures publiques.

235 Allais précise (1998 [1947], 586, note 3) ne pas avoir eu la possibilité de prendre connaissance de l'ouvrage d'Irving Fisher.

La mise en place conjointe de la nationalisation du système monétaire, de la distinction des fonctions de compte et de paiement de la monnaie et de la dépréciation périodique de la monnaie circulante doivent permettre de produire la neutralité économique de la monnaie, stabilisant durablement le niveau général des prix, et par là, la conjoncture économique. Comme on l'a vu plus haut, Gesell et Allais se retrouvent, là encore, à la fois sur les finalités qu'ils poursuivent et sur les moyens qu'ils déploient pour les atteindre.

4. Une philosophie politique commune

Tant dans la volonté d'en finir avec l'intérêt que dans celle ce produire la neutralité de la monnaie, Allais et Gesell partagent les mêmes objectifs. Ils partagent également les moyens[236] : nationalisation de la propriété foncière, séparation des fonctions de compte et de paiement de la monnaie, dépréciation périodique de la monnaie circulante et nationalisation du système monétaire, avec obligation pour les banques commerciales de couvrir intégralement leurs dépôts, et contrôle par l'État de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. On pourrait cependant penser que leurs démarches s'opposent : Allais semble à la recherche des conditions de l'efficacité maximale du fonctionnement de l'économie capitaliste, quand Gesell cherche avant tout à mettre fin au capitalisme et aux rentes[237]. Les démonstrations d'Allais sont par ailleurs un modèle de rigueur, alors que celles de Gesell, très imagées, sont empreintes d'emphase et d'un certain sens de la formule, sans toutefois toujours aller au fond des choses. On constate pourtant, à la lecture d'Allais, que les philosophies sociales des deux auteurs sont bel et bien profondément en accord, et que pour Allais, les critères d'efficacité économique convergent en fait avec ceux de la justice sociale.

4.1. Une condamnation des rentes : la suppression des « revenus non gagnés »

Allais, en libéral conséquent, est critique des rentes :

> Les rentes pures, qu'elles résultent de la simple possession de biens physiques, des fluctuations de la valeur de la monnaie ou de situations monopolistiques sont

236 En tout cas, pour le Maurice Allais de 1947. Allais considérera en effet par la suite que, si les réformes qu'il propose dans *Économie et intérêt* permettent bel et bien d'amener l'économie vers son optimum de structure, ces changement sont trop importants dans une société libérale et trop ambitieux à mettre en œuvre par rapport au gain d'efficacité qu'ils représenteraient. Il préconise ainsi, par la suite, de substituer à l'ensemble de réformes proposé en 1947 un « impôt sur le capital » (Allais 1977) visant à « l'appropriation collective des rentes pures attachées à la propriété des biens physiques. » qu'il envisage de coupler avec l'indexation des engagements monétaires et l'obligation pour les banques de couvrir intégralement leurs dépôts, de manière à supprimer les « revenus non gagnés ». (Allais 1977, 9-10).

237 Notons que ces deux auteurs utilisent des définitions très différentes du mot « capitalisme » - Allais considérant que le capitalisme est « un régime économique où la propriété des moyens de production est privée » (Allais 1998 [1947], 106) quand Gesell désigne par ce terme un régime économique marchand comportant des revenus obtenus sans travail (cf. supra).

communément appelées « revenus non gagnés » par opposition aux « revenus gagnés » correspondant à la rémunération d'un service effectivement rendu. Ce sont les « revenus non gagnés » qui de tous temps ont suscité de puissantes oppositions à une économie de marchés de propriété privée. (Allais 1977, 9)

Cette condamnation des revenus non-gagnés fait évidemment écho au « arbeitsloses Einkommen », le revenu obtenu sans travail, dénoncé par Gesell dès les toutes premières pages de l'*Ordre économique naturel* :

La suppression du revenu obtenu sans travail, que l'on appelle survaleur, également nommé intérêt et rente, est le but économique immédiat de tous les efforts socialistes.

Die Beseitigung des arbeitslosen Einkommens, des sogenannten Mehrwertes, auch Zins und Rente genannt, ist das unmittelbare wirtschaftliche Ziel aller sozialistischen Bestrebungen. (Gesell 1920a, 3)

Pour Gesell, dès lors que toute richesse est le fruit du travail, le revenu sans travail est par définition le produit d'une exploitation, d'un « vol », pour reprendre la formule de Proudhon, commis au détriment des travailleurs. Pour Allais, de la même manière, les rapports de force défavorables dans lesquels les travailleurs se sont trouvés vis a vis de leurs employeurs ont pu créer des situations d'« exploitation » (Allais 1998 [1947], 441-42, note 7) dont l'existence de revenus non gagnés est la manifestation. C'est ce que redit Allais lorsqu'il argumente en faveur d'une indexation des engagements monétaires, dans un ouvrage publié en 1990 :

Refuser l'indexation, c'est en réalité permettre l'apparition de revenus non gagnés et l'enrichissement indu de certains, fondé sur la spoliation des autres ; pour reprendre une expression célèbre, mais qui prend ici tout son sens, c'est en réalité permettre l'exploitation de l'homme par l'homme. (Allais 1990, 82-83)

Éliminer les revenus non gagnés est ainsi une condition nécessaire afin de rétablir la justice et mettre fin à l'exploitation dans l'économie :

Finalement dans l'économie que nous préconisons, tout revenu ne serait qu'un salaire présent ou différé et il n'y aurait plus de profits. La richesse et la pauvreté seraient alors ce qu'elles devraient être, la richesse, la récompense du travail et de l'épargne, la pauvreté, la conséquence et le châtiment de la paresse et de la dissipation. Ainsi pourrait être réalisé un climat social éminemment favorable à la

> fois à l'efficacité de la production et à l'harmonie sociale.(Allais 1998 [1947], 610)

Cette élimination peut avoir lieu par le biais de réformes de structure, comme le propose Allais en 1947. Plus tard, il proposera plutôt leur simple collectivisation par le biais d'un impôt sur le capital, qui n'est pas sans rappeler l'impôt unique sur la rente foncière prôné par Henry George, ou plus lointainement, celui que les physiocrates voulaient voir se porter sur le produit net[238] (voir ch. 8). (Allais 1977)

4.2. L'intérêt personnel et la concurrence : moteurs du développement économique et du progrès social

On retrouve donc, chez Allais et chez Gesell, ce motif fondamental de la pensée libérale : celui de la responsabilité morale individuelle. L'économie doit être organisée de telle manière que le travail soit récompensé et l'oisiveté ou la paresse sanctionnées, car c'est seulement de cette manière que l'intérêt personnel pourra être utilisé afin d'amener l'économie à se développer dans la direction la plus socialement vertueuse. Les positions sociales occupées par les individus seront ainsi le reflet des « services rendus » à la collectivité (Audier 2023, 288). Les revenus non gagnés sont par suite « immoraux », car ils déconsidèrent l'effort et découragent le travail :

> Enfin et en ce qui concerne la répartition, l'économie de laissez-faire a conduit de manière permanente à une situation scandaleuse et intolérable pour toute conscience impartiale en permettant à certains de profiter aux dépens de la collectivité toute entière de situations de monopole, en laissant longtemps sans secours les victimes du chômage, en permettant des conditions de travail compromettant la santé et la vie des travailleurs, en démoralisant la société par des profits *immoraux* provenant de l'inflation, et en faisant profiter certains d'une rareté toute artificielle du capital. Ces conditions, il faut le reconnaître, ont abouti à une véritable « exploitation de l'homme par l'homme », et par leur *immoralité* flagrante, elles ont déconsidéré l'intérêt personnel qui, convenablement utilisé, est pourtant le seul capable de faire progresser l'économie vers des niveaux de plus en plus élevés de bien-être. (Allais 1998 [1947], 602. Nous soulignons.)

En utilisant la catégorie de « moralité », Allais nous révèle que l'enjeu de ses réformes est non seulement un enjeu d'efficacité mais également un enjeu moral : le travail, et lui seul, doit être

238 Comme on l'a souligné au chapitre 8, ces deux impôts uniques ne se rejoignent que dans leur volonté de réduire le nombre d'impositions au minimum afin de favoriser la circulation économique et les échanges.

récompensé, et l'oisiveté punie – sur le plan économique[239]. Ce n'est qu'à cette condition que l'intérêt individuel peut être utilisé afin d'amener l'économie vers des niveaux plus élevés de bien-être et de confort matériel. Allais nous révèle ainsi, en filigrane, qu'il est lui aussi à la recherche de l'ordre économique qui correspondrait le mieux à la nature de l'homme : un ordre dans lequel l'intérêt personnel des individus les amène à maximiser spontanément, tout en étant soumis au minimum de contraintes, la quantité et la productivité du travail qu'ils mettent à la disposition de l'économie. Là encore, il n'existe pas réellement d'alternative :

> Les réformes que nous préconisons apparaissent comme les conditions nécessaires de toute économie efficiente et adaptée. Il n'y a pas en ce domaine à choisir, il n'y a pas non plus place pour des compromis. (Allais 1998 [1947], 614).

Pour Allais, comme pour Gesell et les physiocrates, il existe un ordre économique et social optimal, adapté aux penchants naturels de l'homme, qu'il s'agit de découvrir par la science et la raison.

Pour Gesell aussi, en effet, c'est l'intérêt personnel, « expression de l'instinct de conservation de soi donné par la nature »[240] (Gesell 1920a, 16) qui doit être la force motrice de l'activité humaine dans l'ordre économique naturel. « Les meilleurs doivent être encouragés ; seulement ainsi peut-on espérer, que les trésors qui sommeillent en l'homme soient secoués hors de lui – des trésors inestimables ! »[241] (Gesell 1920a, 16). Récompenser chacun en proportion de son travail, et seulement de son travail : voilà la clé de l'organisation optimale de l'économie, celle qui amènera chacun à fournir le meilleur de lui-même au profit de la collectivité. Pour reprendre des citations de Gesell que nous avons déjà amenées plus haut,

> L'ordre économique basé sur l'intérêt personnel doit garantir à chacun le rapport intégral de son travail, et la faculté d'en user à sa guise. (Gesell 1948, XIII)

> Mit der auf Eigennutz aufgebauten natürlichen Wirtschaft soll jedem der eigene volle Arbeitsertrag gesichert werden, mit dem er dann nach freiem Ermessen verfahren kann. (Gesell 1920a,

239 On note dans ce même passage qu'Allais n'est pas opposé aux systèmes de sécurité sociale , puisqu'il condamne sans ambiguïté le fait de laisser sans secours les victimes du chômage. Dans le *Manifeste pour une Société Libre*, il préconise « le maintien et le développement d'un système étendu de sécurité sociale [dont] aucun citoyen quel qu'il soit ne saurait [...] être exclu directement ou indirectement. » (1959, 34), dans lequel la protection contre le chômage et la formation professionnelle doivent tenir une place importante.

240 Der « Ausdruck des naturgegebenen Selbsterhaltungstriebes ». Ce passage figure dans la préface à la 3e édition de l'*Ordre économique naturel*, publié en 1918.

241 « Die Besten müssen gefördert werden; nur so kann man hoffen, daß die Schätze einst ausgeschüttet werden, die im Menschen schlummern – unermeßliche Schätze! ». Préface de la 3e édition de l'*Ordre économique naturel*, 1918.

Cet ordre sera le meilleur car il permettra d'amener l'économie à son maximum d'efficacité :

> La preuve qu'un ordre économique convient à la nature de l'homme s'établit par l'observation du développement de l'humanité. Le régime économique le plus favorable à l'épanouissement de l'homme sera le plus naturel. (Gesell 1948, XI)

> Den Beweis, daß eine Wirtschaftsordnung der Natur des Menschen entspricht, liefert uns die Betrachtung der menschlichen Entwicklung. Dort, wo der Mensch am besten gedeiht, wird auch die Wirtschaftsordnung die natürlichste sein. (Gesell 1920a, 15)

Pour Gesell comme pour Allais, l'ordre économique le plus juste, le plus moral, se trouve aussi être le plus efficace, car le mieux adapté à la nature de l'homme et à sa poursuite spontanée de son intérêt personnel. Au sens gesellien, Allais ne serait-il pas, lui aussi, un physiocrate ?

Si l'intérêt personnel (Allais dira aussi « l'aiguillon du gain » : 1998 [1947], 614) doit être la force motrice de l'économie, la concurrence est le principe qui assure à la fois la discipline des individus et l'amélioration constante de l'humanité. Comme l'écrit Gesell,

> C'est seulement par la voie de la concurrence, qui se déroule principalement sur le terrain économique, que pourra advenir une évolution favorable, une élévation.

> Nur auf dem Wege des Wettbewerbs, der sich überwiegend auf wirtschaftlichem Gebiete abspielt, kann es zur förderlichen Entwicklung, zur Hochzucht kommen. (Gesell 1920a, 15)

Conformément à la tradition libérale, Allais développe un discours similaire :

> [Seule une] organisation concurrentielle de l'économie peut résoudre **le difficile problème de l'ascension continue et automatique, en dehors de tout arbitraire, des élites à partir du peuple dans un monde sans classes, et du Gouvernement par les meilleurs**. Par là même elle constitue **le véritable et le seul moyen** d'assurer à la fois la paix sociale et le progrès économique, intellectuel, artistique et moral des sociétés. (Allais 1998 [1947], 617)

La concurrence permet l'amélioration de la société par le mécanisme de la sélection des meilleurs (c'est à dire, la méritocratie) : on retrouve ici l'écho darwinien que nous avons discerné plus haut chez Gesell. Ce mécanisme permet d'en finir avec l'arbitraire, puisque tous les individus sont confronté à la même épreuve, pourvu qu'ils se battent sur un terrain neutre, et munis des mêmes armes : c'est tout l'enjeu des réformes de structure.

Intérêt personnel et concurrence sont ainsi, chez Gesell et Allais, les fondements de l'ordre économique, et la garantie du progrès des sociétés. Pour autant, leur projet ne peut être assimilé à un laisser-faire dans les affaires économiques : la concurrence doit être encadrée, l'intérêt personnel canalisé en direction de l'intérêt collectif. Cela ne peut être fait qu'à travers l'élaboration de structures économiques conçues à cette fin.

4.3. Organiser la liberté : pour un « planisme de structure »

C'est là la « troisième voie » que Gesell et Allais s'efforcent de trouver entre planisme centralisé et laisser-faire. L'ordre économique auquel ils aspirent tous deux repose sur la liberté et la responsabilité individuelles, dans le cadre d'une économie de marché décentralisée et concurrentielle. Partant, il s'agit donc de construire le cadre qui amènera l'économie à son stade de développement maximal, tout en faisant peser sur les individus le minimum de contraintes :

> Au point de vue de la gestion, nos propositions tendent essentiellement à organiser la concurrence et à réaliser le cadre le plus convenable pour que le jeu spontané des forces économiques réalise de lui-même toutes les possibilités qui sont à notre portée. (Allais 1998 [1947], 603)

Gesell n'est pas en reste : pour lui, on le rappelle, l'ordre économique naturel est un

> ordre économique s'équilibrant seul, sans intervention extérieure, et n'ayant besoin que de laisser se réaliser le libre jeu des forces pour remettre d'aplomb tout ce qui a été mis sans dessus dessous par l'ingérence officielle, le socialisme d'État et la myopie des autorités. (Gesell 1948, XVI)

> eine Ordnung, die von selber, ohne fremdes Zutun steht und nur dem freien Spiel der Kräfte überlassen zu werden braucht, um alles das, was durch amtliche Eingriffe, durch Staatssozialismus und behördliche Kurzsichtigkeit verdorben wurde, wieder ins richtige Lot zu bringen. (Gesell 1920a, 17)

C’est donc bien sur les structures et les institutions qui forment le cadre dans lequel les agents économiques font leurs choix, que porte leur réflexion : toute intervention publique discrétionnaire dans le « jeu spontané » des forces économiques est a priori exclue ; pour autant, les structures fondamentales de l’économie (en particulier, le système monétaire et celui de la propriété foncière) doivent faire l’objet d’une conception soigneuse, scientifique, de manière à ce que ce libre jeu se déroule de manière vertueuse, morale ; à ce que la concurrence se déroule de manière juste, non distordue par des privilèges indus. C’est ce qu’Allais nomme le « planisme concurrentiel » (1998 [1947], 617), ou le « planisme de structure » (1998 [1947], 618), un régime qui doit « permettre d’atteindre la plus haute efficacité tout en ne faisant appel qu’au minimum de contrainte. » (*loc. cit.).* Une fois ce régime devenu réalité, aucune intervention publique dans l’économie n’est plus nécessaire (cycles et crises économiques ayant été rendues structurellement impossibles), et le « libre jeu » des forces économiques suffit à garantir le fonctionnement optimal de l’économie.

> Ainsi une nouvelle forme d’économie, **aussi éloignée des formules libérales que des principes totalitaires**, est à la fois souhaitable et possible. Cette économie se caractérise par l’organisation de la liberté économique dans le cadre de la loi, essentiellement définie par la mise en œuvre systématique de la concurrence, la création d’un étalon de valeur comparable à lui-même dans le temps, la séparation des fonctions de la monnaie, la dépréciation continue de la monnaie circulante, la couverture intégrale du crédit à vue, la régularisation de l’intérêt, l’annulation de son taux, et la collectivisation des terres. (Allais 1998 [1947], 610-11)

Conclusion

La convergence de points de vue entre Silvio Gesell et Maurice Allais est aussi complète qu’elle est surprenante : Allais semble tout simplement donner la forme scientifiquement aboutie de l’argument de Gesell. Il faut désormais faire sens d’un paradoxe important : la pensée de Gesell, auteur libertaire et anticapitaliste de la première moitié du XX^{z} siècle, semble présenter des affinités significatives avec la pensée de Proudhon et la révolution théorique proposée par J.M. Keynes, mais aussi avec un continuateur de l’orthodoxie économique aussi réputé que Maurice Allais, l’un des principaux représentants de l’école néolibérale française. Comment comprendre cette place paradoxale au sein de l’histoire de la pensée ? Dans *Économie et* intérêt, Allais suggère une réponse : il dit appartenir à la tradition d’un « socialisme libéral ». Cette notion est-elle susceptible de bâtir

des ponts entre ces auteurs, et surtout, quel sens faut-il lui donner ? Ce ce que nous nous efforcerons d'établir dans le prochain chapitre.

Chapitre 11. Un socialisme libéral ?

Pensée libérale et pensée libertaire

Proudhon, Gesell, Keynes, Fisher, Allais, Soddy, Eisler, Solvay… Tous ces auteurs, si différentes que soient leurs approches, leur parcours, et leurs sympathies partisanes, semblent partager, dans leurs écrits sur l'économie et en particulier sur la monnaie, des points communs importants. Des penseurs anarchistes que sont Proudhon et Gesell à la révolution théorique portée par Keynes, des chemins ont depuis longtemps été tracés par la littérature. Nous avons montré dans cette thèse que la pensée de Gesell partageait également des affinités importantes avec la pensée physiocrate, mais aussi avec un représentant du néolibéralisme français, Maurice Allais. Comment comprendre ces convergences en respectant la pluralité de points de vue que ces auteurs représentent ? Dans son ouvrage *Économie et intérêt,* Allais suggère une réponse en disant se considérer comme un « socialiste libéral ». Quel sens donner à cette formule ? Ce sens permet-il de clarifier les convergences et les divergences entre les auteurs qui pourraient s'y rattacher ? La notion de « socialisme libéral » n'est en effet pas neuve, et paraît imprécise (1). Une analyse des points de convergence (2) et de divergence (3) entre les auteurs que nous étudions doit nous permettre de construire un référentiel à même de clarifier ce paysage intellectuel confus (4).

1. A la recherche d'une troisième voie : qu'est-ce que le socialisme libéral ?

Comme Gesell et Keynes avant lui, Allais recherche une troisième voie entre les deux systèmes politiques qui s'affrontent tout au long du XXe siècle ; le socialisme d'inspiration marxiste d'une part et un libéralisme adepte du laissez-faire d'autre part. La synthèse qu'il propose doit conjuguer l'impératif de justice sociale avec l'exercice du minimum de

contraintes sur les individus, c'est à dire, avec la plus grande décentralisation possible des décisions économiques, et donc avec la place la plus restreinte de l'État. Cet ordre sera à la fois le plus moral (puisqu'il permet une égalité parfaite entre les individus, éliminant tout arbitraire) et le plus efficace (puisqu'il s'appuie sur les élans spontanés des humains) :

> L'économie proposée conduit en fait à des **formules, qui, au point de vue de la répartition et de la justice sociales, répondent entièrement aux aspirations et au conclusions des grands réformateurs sociaux de tous les temps, des Pères de l'Église à Marx et à Lénine.** Propriété collective du sol, annulation de l'intérêt, universalité des revenus du travail, telles sont en effet les mesures qui caractérisent cette économie quant à la répartition des revenus. Mais les fondements sur lesquels elles reposent ne sont pas seulement moraux, ils apparaissent en réalité et principalement comme les conditions nécessaires de toute production efficiente. Nous devons ici tout particulièrement rendre hommage aux précurseurs comme Proudhon, Walras et Silvio Gesell, qui ont pressenti la grande conciliation de l'intérêt individuel et de l'intérêt collectif, que constitue l'économie que nous proposons. (Allais 1998 [1947], 613. C'est l'auteur qui souligne.)

La référence explicite à Proudhon, Walras et Gesell montre qu'Allais s'inscrit sciemment dans une filiation socialiste anti-marxiste, qu'il qualifie lui-même de « socialiste libérale » :

> Parmi toutes les contributions relatives à l'analyse critique de l'économie de marchés de propriété privée, trois me paraissent devoir être soigneusement méditées: celles de Léon Walras, de Silvio Gesell et de John Maynard Keynes, toutes trois de très haute qualité. Tous trois sont à la fois libéraux et socialistes, libéraux parce que convaincus de la supériorité de tout système où se trouve assurée la décentralisation du pouvoir économique et politique, socialistes parce que non moins convaincus du caractère inéquitable de la distribution des revenus et de la propriété dans un système de laissez-faire. (Allais 1977, 274)

Le terme « socialisme libéral » demande à être manié avec précaution, tant il associe deux concepts eux-mêmes extrêmement larges[242], comme le reconnaissent certains des auteurs qui l'ont étudié (Canto-Sperber 2003; Audier 2006). Si tant Gesell qu'Allais prétendent proposer une troisième voie face à l'alternative laissez-faire/socialisme marxiste (comme du reste

242 La réapparition périodique dans le débat public d'expressions comme « social-libéralisme » pour désigner l'évolution des partis de centre-gauche vers un accommodement toujours plus large à la réalité du capitalisme (Rioufreyt 2016) n'est certainement pas pour clarifier les choses.

d'autres auteurs se réclamant d'un socialisme libéral, parmi lesquels les auteurs italiens Francesco Saviero Merlino[243] et Carlo Rosselli[244] : Audier 2006), cette simple entreprise de dépassement ne suffit pas à caractériser ce qui pourrait les rassembler sous cette bannière.

Comment, alors, définir positivement ce « socialisme libéral » ? Si l'on reprend la définition d'Allais, les auteurs qu'il cite (Proudhon, Walras, Gesell, Keynes, ainsi que lui-même) empruntent au libéralisme la volonté de garantir le caractère décentralisé du pouvoir économique et politique – c'est à dire, dans le domaine économique, de maintenir une économie de marché reposant sur l'initiative privée individuelle ou collective – au nom du principe de liberté et de l'efficacité économique ; simultanément, ils empruntent au socialisme l'aspiration à l'équité dans la distribution des revenus et de la propriété, au nom de la justice sociale. Keynes le dit ainsi explicitement :

> La question est de savoir si nous sommes prêts à sortir du laissez-faire du dix-neuième siècle pour entrer dans une ère de socialisme libéral, par quoi j'entends un système où nous pouvons agir comme une communauté organisée en vue de buts communs, et à promouvoir la justice sociale et économique tout en respectant et en protégeant l'individu – sa liberté de choix, sa foi, son esprit et son expression, son entreprise et sa propriété.
>
> The question is whether we are prepared to move out of the nineteenth-century *laissez-faire* state into an era of liberal socialism, by which I mean a system where we can act as an organised community for common purposes and to promote social and economic justice, whilst respecting and protecting the individual – his freedom of choice, his faith, his mind and its expression, his enterprise and his property. (Keynes [1939], d'après Dostaler 2007, 80)

Ces deux marqueurs sont aussi bien présents chez Walras, qui revendique lui aussi pour lui-même l'étiquette de socialiste libéral (Herland 1996; Potier 2015), et assigne à l'économie politique la tâche de concilier le socialisme, en ce qu'il cherche à solutionner la question sociale, et le libéralisme, en ce qu'il place la liberté au fondement de la politique[245] : il s'agit

243 Avocat anarchiste de la fin du 19e siècle, Merlino critique à la fois la planification préconisée par les marxistes et le caractère fictif de la liberté dont se réclament les « économistes ». Il prône un socialisme de marché qui mettra fin au capitalisme en permettant à chacun d'accéder aux moyens de production (Audier 2006, 54-57).

244 Rosselli, militant anti-fasciste dans l'Italie mussolinienne, est l'auteur, en 1930, de l'ouvrage *Socialisme libéral* (Rosselli 2017 [1930]), dans lequel il défend un dépassement du marxisme, par le biais d'une réappropriation par le mouvement socialiste des idées libérales. Il combat au sien des forces républicaines lors de la guerre civile espagnole de 1936, et y défend la Catalogne libertaire.

245 Comme Allais et Gesell après lui, Walras défend d'ailleurs « la nationalisation du sol » (Potier 2015, 269), au nom du droit naturel de chacun d'accéder aux ressources naturelles, préalable indispensable à l' « égalité des conditions ».

en fait d'atteindre les objectifs du socialisme par les moyens du libéralisme. Socialisme et libéralisme ne seraient ainsi finalement que deux faces d'une même pièce. C'est bien ce que prétend Allais :

> Dans ce qu'ils ont de profondément humains, le véritable libéralisme comme le véritable socialisme sont beaucoup moins inconciliables qu'il n'y paraît à première vue. Nous oserions même soutenir qu'ils s'identifient l'un à l'autre. (Allais, d'après Audier 2023, 289).

On retrouve chez Carlo Rosselli une idée similaire :

> Le socialisme n'est que le développement logique poussé jusqu'à ses conséquences extrêmes du principe de liberté. Considéré dans son sens substantiel et jugé dans ses résultats, le socialisme – en tant que mouvement de l'émancipation concrète du prolétariat – est un libéralisme en action, c'est la liberté que l'on élabore pour les plus humbles (Rosselli, d'après Canto-Sperber 2003, 136)

La facilité de langage consistant à opposer frontalement libéralisme et socialisme a des racines profondes. Au sein du mouvement socialiste, le conflit entre une tendance libertaire, anti-autoritaire et plus favorable à la propriété privée des moyens de production, et une tendance marxiste, plus partisane de la conquête du pouvoir d'État et à la socialisation des moyens de production, se déroule tout au long de la deuxième moitié du XIXe siècle, de la célèbre polémique opposant Marx à Proudhon (Proudhon 1850 [1846]; Marx 1908 [1847]) à celle qui met aux prises Marx et Bakounine (Angaut 2007) et qui verra les « anti-autoritaires » exclus de la première Internationale des travailleurs, puis, plus tard, de la deuxième (Woodcock et Calvé 2022, 270-73). Marx et Engels ne retiennent pas leurs coups vis à vis de la mouvance anarchiste, qu'ils qualifient tour à tour de « socialisme bourgeois » ou de « socialisme utopique » (Engels et Marx 1886 [1848], 337-43); et si les divergences théoriques entre anarchistes et marxistes sont réelles et profondes, il faut voir aussi que la violence des saillies de ces brillants polémistes était parfois plus motivée par des enjeux politiques de recherche d'hégémonie au sein du mouvement socialiste que par la réalité des désaccords (Buber 2016 [1952], 31-38). La mouvance anarchiste, plus proche des idées libérales (dès lors qu'elle soutient la propriété privée des moyens de production, est moins critique du marché que les marxistes et plus critique qu'eux de l'institution étatique), se trouve ainsi progressivement marginalisée au sein du mouvement socialiste. La répression dont elle fera l'objet en France (en particulier dans les années 1890) et ailleurs en Europe (on

pense notamment à l'écrasement du camp républicain lors de la guerre civile espagnole) lui porte un coup de grâce, et le mouvement socialiste finira par être identifié à la stratégie marxiste. Il le sera d'autant plus facilement que la révolution russe de 1917 et l'application dans ce pays des principes du marxisme-léninisme jouent à la fois le rôle de repoussoir pour les libéraux, qui y voient l'opportunité de dénoncer les effets concrets de la mise en application du socialisme, et celui d'une puissante mise en avant, en tant qu'alternative politique, pour le socialisme marxiste. La guerre froide finira d'entériner cet état de fait : socialisme et libéralisme représentent, a priori, deux courants théoriques et deux visions de la politique qui s'opposent[246].

Difficile dès lors d'imaginer leur conciliation, comme le proposent Walras, Allais, Rosselli, et d'autres. Pourtant, la pensée anarchiste semble bien proposer une telle conciliation, entre les objectifs du socialisme (l'abolition des classes sociales et de l'exploitation) et ceux du libéralisme (la préservation de la liberté et de l'autonomie des individus). Certains spécialistes de ce mouvement défendent justement l'idée que la pensée libertaire est précisément le fruit de la confluence des deux grands courants issus de la pensée des Lumières que sont le socialisme et le libéralisme : c'est le cas de Noam Chomsky, qui cite à l'appui de son propos ceux de l'historien libertaire Rudolf Rocker (Chomsky 1970). Le philosophe Jean-Christophe Angaut défend lui aussi l'idée d'une une « relation de filiation critique » entre anarchisme et libéralisme (2015, 255). Dès lors, il n'y a plus matière à s'étonner du fait qu'une branche du mouvement anarchiste (en particulier, sa branche individualiste[247], favorable au marché et à la propriété privée des moyens de production) puisse adopter une vision de la politique et de l'économie compatible avec les libéraux les plus attachés à la justice sociale. On propose ici à la suite d'Allais de nommer « socialisme libéral » cet espace commun qui s'étend des franges les plus favorables au marché du mouvement libertaire aux courants libéraux les plus critiques des conséquences sociales du laissez-faire. Au sein de cet espace, on tentera bien sûr de distinguer les types de pensée en présence, en fonction notamment de leur rapport à l'État et à la politique. Les pistes qui nous invitent à faire cette proposition sont nombreuses, et ont été développées tout au long de ce travail de thèse : on a montré plus haut les liens forts qui existent entre la pensée de Gesell, qui se réclame de l'anarchisme individualiste de Max Stirner et du compagnonnage de Gustav

246 Ainsi la lente évolution des partis socialistes européens vers le (néo)libéralisme est plus facilement (et en fait, plus justement) interprétée comme un reniement de leurs fondamentaux théoriques et une conversion à ceux de leurs adversaires, que comme une évolution vers la conception d'un véritable socialisme non-marxiste.

247 Dans un article de 1928 qui fait date au sein du mouvement anarchiste, Sébastien Faure propose de distinguer trois courants au sein du mouvement anarchiste : l'anarcho-syndicalisme, le communisme libertaire et l'individualisme anarchiste (Faure 1973 [1928]). Proudhon, et Gesell (qui se réclame de Max Stirner et de son individualisme radical), opposés au collectivisme, sont considérés comme appartenant à la troisième mouvance.

Landauer, et celle de Keynes. Keynes a d'ailleurs lui aussi revendiqué l'étiquette de socialiste (Darity 1995; Fuller 2019), et la proximité de sa pensée avec celle de Proudhon a été soulignée par la littérature (Dillard 1942a; 1997 [1940]; Herland 1977) – le même Proudhon que Monique Canto-Sperber identifie dans son ouvrage consacré au socialisme libéral comme un précurseur de ce mouvement (2003, 58). On a en outre souligné plus haut la proximité qui existe entre la pensée de Gesell et celle de penseurs comme Allais ou Walras qui se réclament eux aussi d'un socialisme libéral[248]. Tant Proudhon que Gesell ont d'ailleurs été décrits comme cherchant à mener le système libéral de Manchester au terme de ses conséquences logiques.[249] Dès lors, il paraît indispensable de s'interroger sur les liens qui peuvent exister entre ces « socialistes libéraux » et la pensée anarchiste, qui semblent à plusieurs égards adopter une démarche similaire. Bien entendu, on formule ici une proposition à discuter et non un système définitif, pouvant prétendre épuiser le sujet : les doctrines mentionnées sont complexes et les pensées des auteurs évoqués infiniment plus riches et nuancées que les simplifications auxquelles on les soumet ici à des fins de clarification conceptuelle.

2. Des convergences nombreuses et fondamentales

Si l'on cherche à donner une définition positive au socialisme libéral, on devra d'abord tenter de comprendre ce qui rassemble les auteurs que nous étudions et justifie leur rapprochement. L'attachement à une coordination des actions économiques par le marché (2.1.), l'idée que le travail constitue la seule source légitime de revenus (2.2), et que l'économie doit garantir à chacun·e l'égalité des opportunités (2.3.) Il est également remarquable que tous les auteurs que nous avons mentionnés recherchent le moyen de supprimer les « rentes » ou le « revenu obtenu sans travail », et convergent souvent quant aux moyens d'y parvenir (2.4.). On peut encore ajouter qu'ils accordent systématiquement un statut à part à la terre et à la monnaie (2.5.), sont favorables au développement de formes d'autonomie collective associatives ou coopératives (2.6.), et condamnent en général le nationalisme, promouvant la coopération internationale et le pacifisme (2.7.). Pour finir, nous nous interrogerons sur leur rapport au « capitalisme » - un concept dont la définition soulève d'importantes questions théoriques (2.8).

248 On pourrait encore évoquer John Stuart Mill, dont la pensée se situe elle aussi au croisement du socialisme et du libéralisme, et sont nous n'avons pas sollicité la pensée dans le cadre de cette étude. La confrontation de sa pensée au cadre que nous cherchons à construire constitue un prolongement possible de ce travail.

249 C'est Keynes qui formule cet argument à propos de Gesell dans la *Théorie Générale* (voir ch. 7). Pour Proudhon, c'est Dillard (1997, 289) qui cite Charles A. Beard, selon lequel l'anarchisme de Proudhon serait « Manchesterism carried out to its logical conclusion »

2.1. Le marché comme mode de coordination

Le premier, et sans doute le plus essentiel des points de convergence des auteurs que nous discutons, est sans doute la conviction que le marché est le moyen le plus efficace et le moins coûteux afin de maximiser la production de richesses et d'allouer justement les ressources dans l'économie, tout en préservant autant que possible la liberté individuelle. Tous les auteurs que nous avons cités sont en effet de farouches opposants du planisme centralisé, et partisans d'une organisation décentralisée et concurrentielle de l'économie – par suite, tous sont critiques du socialisme marxiste. Tsuyoshi Yuki (2021, 221) propose, pour se référer aux idées de Proudhon et Gesell, le terme « Market-centered socialism » : si l'on accepte de désigner Keynes, Allais ou Walras comme des socialistes, ainsi qu'ils le réclament[250], nul doute que cette expression pourrait tout aussi bien leur convenir.

2.2. Le travail, seule source légitime de revenus

La défense du marché comme mode de coordination des acteurs économiques va de pair avec une conception distributive de la justice, c'est-à-dire la défense d'une allocation des ressources indexée sur les contributions individuelles à la richesse sociale. On peut ici citer Walras, dans *L'économie politique et la justice :*

> Allons au fait. Y a-t-il, dans notre société, d'autre misère que celle qui résulte logiquement de la paresse, de l'inintelligence ou des revers de la fortune ? Y a-t-il d'autre richesse que celle qui prend légitimement sa source, à quelque degré que ce puisse être, dans le travail, dans le talent ou dans le succès, et proportionnellement à ces causes ? Sans désordre, en sauvegardant intégralement les droits naturels et sacrés de la propriété, de la famille, ne pourrions-nous approcher davantage de l'esprit de la justice sociale exprimé poétiquement par ce mot admirable de Platon, principe de toute égalité vraie, formule de toute démocratie rationnelle : N'empêchez pas les fils des esclaves de s'élever au rang des rois ; n'empêchez pas les fils des rois de tomber au rang des esclaves ? (Walras 1860, III)

L'ordre social défendu par le socialisme libéral est celui du mérite, et seul le mérite doit pouvoir y être récompensé. Or, seul le travail peut être vu comme une contribution réelle à la richesse sociale : par conséquent, un certain nombre des auteurs que nous avons cités

250 Nous verrons plus bas dans quel sens du mot on pourrait être tenté de le faire. On note que la proximité de démarche de Proudhon et Walras est déjà soulignée par Herland (1996), malgré le fait que Walras ait consacré tout un ouvrage à critiquer les thèses de Proudhon (Walras 1860). Walras explique d'ailleurs en quel sens il se définit comme socialiste dans les premières pages de ses *Études d'économie politique appliquée* (Walras 1896)

défendent l'universalité des revenus du travail (ou le « produit intégral du travail », pour reprendre le mot d'ordre socialiste utilisé au XIXe siècle : Menger 1899; Böhm-Bawerk 1902 [1884], 2:5) et disqualifient les autres sources de revenu comme illégitimes, immorales ou nuisibles : ce sont les « revenus non-gagnés », qu'il convient de réduire ou de supprimer, au besoin en les socialisant par le biais de l'impôt – cf. *infra*. Les revenus issus de rentes de rareté ou de monopole sont particulièrement critiqués, ainsi que tout ce qui peut ralentir le commerce ou lui faire obstacle.

2.3. Égalité des conditions, inégalité des positions

La suppression des inégalités qui n'auraient pas pour origine une différence de contribution à la richesse collective est ainsi un point essentiel de la démarche socialiste libérale – on le voit, en particulier, chez Walras, Gesell et Allais. Comme l'exprime Allais :

> Les inégalités sociales doivent correspondre à l'inégalité des services rendus à la collectivité, inégalités à la fois justes et inéliminables. L'inégalité ne disparaîtrait pas, mais elle reposerait sur d'autres bases ; la hiérarchie de la propriété serait remplacée par celle du mérite. Ainsi pourrait être réalisée une **organisation rationnelle de l'inégalité.** (Allais 1998 [1947], 609)

Afin de réaliser cet ordre méritocratique, il est nécessaire de supprimer toute forme de rente, qu'elle provienne de la propriété (rente foncière, intérêt monétaire ou intérêt des capitaux), ou du monopole, contre lequel il convient de lutter activement. Il s'agit, en somme, de limiter ou d'empêcher la concentration du pouvoir économique, afin de garantir l'égalité stricte des individus : les agents économiques doivent pouvoir se confronter sur un terrain absolument neutre, avec pour seules armes leurs facultés personnelles, de manière à ce que la concurrence puisse sélectionner et valoriser les meilleurs. « Égalité des conditions, inégalité des positions », résume ainsi Walras (Potier 2019b, 435-36) : égalité des chances et des moyens, inégalité des situations sociales résultant de la compétition économique.

2.4. Supprimer les rentes : impôt unique ou réformes de structure

La suppression des rentes peut s'effectuer par deux moyens :

- les réformes de structure (c'est ce qu'Allais nomme le « planisme concurrentiel », ou planisme de structure), afin de rendre l'extraction d'une rente ou d'un revenu non-gagné impossible (cf. *infra*). En rendant progressivement impossible le prélèvement de la rente, on réalise « l'euthanasie du rentier » que Keynes appelle de ses vœux ;

- ou bien la collectivisation de cette rente par le biais de sa taxation. C'est le sens du soutien de nombre de nos auteurs à l'idée d'impôt unique. En plus de permettre, comme on l'a dit plus haut, de supprimer les impôts nuisant au commerce et à la production, ils permettent de mettre à disposition de la collectivité une rente indûment perçue par des acteurs privés abusant de leur situation. On a ainsi pu proposer la taxation ou la collectivisation de la rente foncière (qui permet la suppression des autres impôts, pour George ou Proudhon[251], ou le versement d'un revenu domestique aux mères de famille pour Gesell), la collectivisation des revenus issus de la création monétaire (en particulier dans le cas où l'État se réserverait la création monétaire, comme le suggèrent Allais, Fisher et Gesell), celle des revenus issus de la taxation périodique des moyens de paiement (comme le proposent Gesell et Allais), ou encore la mise en place d'un impôt général sur le capital[252], qui permettrait la suppression de toutes les autres impositions directes et indirectes (Allais 1977, 101-22) – une proposition également soutenue par Walras (1896, 426-28) à l'occasion du Congrès sur l'impôt de Lausanne en 1860.

2.5. Le statut particulier de la monnaie et de la terre.

En tant qu'institutions fondamentales à la conduite de la production et des échanges, la monnaie et la terre sont particulièrement visées par les projets de réformes de structure et de régulations particulières des socialistes libéraux, visant à garantir l'égalité de tous les individus vis a vis d'elles, et leur non-détournement au bénéfice d'intérêts privés.

La monnaie est centrale à cet égard : il s'agit de garantir la stabilité de sa valeur afin d'éviter les effets redistributifs de l'inflation et de la déflation, ainsi que les effets déstabilisants pour la conjoncture des fluctuations du niveau général des prix. A cette fin, il s'agit soit de permettre une gestion rationnelle de la masse monétaire par l'État, parfois conjointement à une indexation des créances et des dettes (c'est ce que proposent Gesell, Fisher et Allais, notamment via le dispositif « 100 % Money »), soit de garantir l'adéquation de la masse monétaire aux besoins de l'activité économique (comme le préconisent Proudhon et Keynes, dans la lignée de la *Banking School*) – deux positions qui impliquent l'abandon, ou une réforme profonde, des systèmes d'étalon métallique que beaucoup de nos auteurs combattent. Walras se distingue ici par une position loin d'être aussi radicale que celle

251 Proudhon défend l'idée d'un impôt unique sur la rente foncière dans *De la justice dans la Révolution et dans l'église*, car il s'agit du seul impôt qui « ne saurait jamais préjudicier en rien ni au travail, ni à l'agriculture, ni à l'industrie, ni au commerce, ni au crédit, ni au capital, ni à la consommation, ni à la richesse » (Proudhon 1858, 316) : on retrouve ici en substance l'argumentaire des anciens physiocrates pour l'impôt unique sur le produit net. Il revient sur cette conception dans sa *Théorie de l'impôt* (Proudhon 1861, 246-59)

252 C'est-à-dire sur les biens physiques durables (Allais 1977, 102). Allais imagine que cet impôt national pourrait avoir un taux de 2 % (voir aussi Allais 1990, 39).

d’autres auteurs. Dans ses *Études d’économie politique appliquée*, il défend cependant une gestion rationnelle de la quantité de monnaie par l’État, invité à nationaliser les mines de métaux précieux ou à introduire, à côté de la monnaie métallique, une monnaie divisionnaire régulatrice afin de garantir la stabilité des prix:

> J'ai soutenu qu'il appartient à l’État de régler la quantité de l'instrument d'échange, soit en se réservant d'exploiter les mines d'or et d'argent, soit, en attendant, par introduction ou retrait d'un billon d'argent complémentaire et régulateur à côté de la monnaie d'or. (Walras 1898, 484; voir aussi Cirillo 1986)

Bien que moins radicale, cette position souligne tout de même le caractère particulier de la monnaie, qui ne peut être considérée comme une marchandise ordinaire.

La monnaie est en outre principalement envisagée par nos auteurs comme « l’ustensile du commerce », c’est à dire au prisme de sa fonction d’intermédiaire des échanges : la fonction de réserve de valeur est, elle, critiquée, quand il ne s’agit pas de la supprimer purement et simplement. Le système monétaire doit par suite être transformé de manière à permettre à l’économie d’atteindre le plein emploi des facteurs de production : il s’agit pour cela de décourager, voire de rendre impossible la thésaurisation, en minorant, voire en supprimant l’intérêt – ce qui permet d’accroître l’investissement et la constitution de nouveaux capitaux, de favoriser le commerce et l’activité économique. Les moyens pour obtenir cette réduction de l’intérêt et la stimulation de la dépense diffèrent selon les auteurs : banque mutuelle pour Proudhon, intervention de l’État pour Keynes, taxation périodique des moyens de paiement, comme le proposent Gesell, Fisher et Allais. Le système monétaire est ainsi vu comme une infrastructure publique qui doit être mise au service de l’économie et des producteur·rices.

La terre possède elle aussi un statut à part dans la pensée des auteurs socialistes libéraux : dès lors qu’elle est une ressource rare, qui génère au surplus une rente plus ou moins importante selon sa qualité, son appropriation privée pose problème au regard de l’objectif de suppression des revenus non-gagnés, et la justification éthique de cette appropriation apparaît complexe à des auteurs attachés à l’égalité des individus. Plusieurs auteurs recommandent donc la propriété collective du sol, ou sa nationalisation par le biais de son rachat (c’est le cas de Walras (Potier 2019b), Gesell, et Allais (cf. *supra*), en accord avec une grande partie du mouvement socialiste au XIXe siècle[253]). A minima, c’est la collectivisation par l’impôt de la rente foncière qui est réclamée : fait notable, Walras parle de

253 Cet accord se limite à l’objectif de collectivisation de la propriété foncière : les moyens font bien sûr l’objet d’un âpre débat, et le rachat n’en est qu’un parmi de nombreux autres.

« copropriété indivise de la terre par l'État » (Walras 1896, 419) pour justifier l'impôt foncier, comme avant lui les physiocrates dont se réclame Gesell (cf. *supra).* Quant à Proudhon, il se contente de proposer la limitation de la rente foncière (Dillard 1997 [1940], 38-39, note 9, reconstitue l'évolution de ses positions).

2.6. Autonomie collective, association et coopération

Pour être favorables à l'économie de marché, les auteurs que nous discutons dans ce chapitre n'en sont néanmoins pas strictement individualistes, et défendent le principe de coopération, d'autonomie locale, et parfois, de la propriété collective ou commune des moyens de production. C'est le cas bien sûr de Proudhon, qui prône l'association libre et la mutualité dans tous les aspects de la vie économique et politique. C'est le cas également de Walras, qui défend les associations populaires de consommation, de production et de crédit comme mode d'organisation des travailleurs (Walras 1865; voir aussi Potier 2019a, 425-27) : les coopératives lui semblent être un moyen de réaliser l'idéal d'une économie concurrentielle sans firmes imposant leur pouvoir de marché. Si Gesell ne parle directement que peu des coopératives, il envisage bel et bien que la plupart des aspects de la vie sociale, y compris la production, soient gérées par des communautés autonomes (Gesell 1919a). Keynes, dans son essai *The end of Laissez-faire*, aura de son côté ces mots, qui ne sont pas sans faire écho à la défense de l'association, du fédéralisme et de l'autonomie collective par Proudhon :

> Je crois que dans de nombreux cas la taille idéale pour l'unité de contrôle et d'organisation se situe quelque part entre l'individu et l'État moderne. Je suggère, par conséquent, que le progrès réside dans la croissance et la reconnaissance de corps semi-autonomes à l'intérieur de l'État – des corps dont le criterium d'action au sein de leur propre champ est uniquement le bien public tel qu'ils le comprennent, et des délibérations desquels les motifs d'avantage privé sont exclus, bien qu'il pusse être nécessaire de leur laisser quelque place jusqu'à ce que l'étendue de l'altruisme humain ne s'élargisse, au profit de l'avantage
>
> I believe that in many cases the ideal size for the unit of control and organisation lies somewhere between the individual and the modern State. I suggest, therefore, that progress lies in the growth and the recognition of semi-autonomous bodies within the State—bodies whose criterion of action within their own field is solely the public good as they understand it, and from whose deliberations motives of private advantage are excluded, though some place it may still be necessary to leave, until the ambit of men's altruism grows wider, to the separate advantage of particular groups, classes, or faculties—

> collectif de groupes particuliers, de classes ou de facultés – des corps qui dans le cours ordinaire des affaires sont principalement autonomes dans le cadre des limites qui leur sont prescrites, mais sont sujettes en dernier ressort à la souveraineté de la démocratie exprimée par le Parlement. Je propose un retour, pourrait-on dire, aux conceptions médiévales des autonomies séparées.
>
> bodies which in the ordinary course of affairs are mainly autonomous within their prescribed limitations, but are subject in the last resort to the sovereignty of the democracy expressed through Parliament. I propose a return, it may be said, towards medieval conceptions of separate autonomies. (Keynes 2013a [1926], IX:288-89)

Quant à Allais, il souligne à plusieurs reprises (dans *Économie et intérêt*, et ailleurs dans son œuvre) que, si le seul mode de coordination souhaitable dans l'économie est le marché concurrentiel, par opposition au planisme centralisé, cela n'emporte aucune conclusion sur la forme de propriété des entreprises, qui peut tout à fait, pour lui, être collective[254] (Audier 2023, 286). Dans le *Manifeste pour une société libre* (1959), dont il est le principal rédacteur, il défend la liberté d'association et le principe de subsidiarité :

> Il ne peut y avoir de Société Libre que là où le pouvoir exécutif n'est centralisé que dans les domaines et dans la mesure où cette centralisation doit être regardée comme indispensable. Partout ailleurs, la plus grande décentralisation doit être assurée tant à l'échelle des régions que dans le cadre des communes. Partout une gestion locale des intérêts locaux doit être organisée et favorisée avec participation de tous les intéressés. / 19 - L'individu n'existe qu'en relation avec d'autres, au sein de communautés vivantes, notamment géographiques et professionnelles, qui doivent posséder une marge d'auto-détermination dans la limite de leur compétence et dans le plein respect des conditions fondamentales d'une Société Libre. Chaque question doit trouver par priorité sa solution à l'échelon qui la concerne et n'être transmise à des échelons supérieurs qu'en cas d'incompétence ou d'inaptitude des instances directement intéressées (1959, 21-22)

Il affirme par ailleurs qu'« une large place doit être faite aux activités qui naissent de la solidarité existant entre les divers groupes sociaux et de la fraternité des hommes » (1959, 38)

254 Ce qui amènera Allais à exprimer, contre Hayek et Mises, de la sympathie pour les théories d'Oskar Lange et Henry Douglas Dickinson. (Audier 2023, 480, note 1)

2.7. Pacifisme et internationalisme

Un point de convergence mérite encore d'être souligné : le caractère pacifiste et internationaliste des théories de la plupart des auteurs socialistes libéraux. De la *Clearing Union* de Keynes à l'IVA de Gesell, des propositions de réforme du système monétaire de Fisher à celles d'Allais, les échanges internationaux sont systématiquement envisagés comme vecteurs de paix, et doivent être encouragés, en particulier par le biais d'un système monétaire international permettant à la fois de mener des politiques économiques expansives et de garantir un équilibre dans les rapports de pouvoir internationaux. Gesell, comme Maurice Allais, ont défendu des positions les rapprochant de la pensée fédéraliste européenne (Gesell 1924b; Allais 1959).

2.8. Le socialisme libéral est-il anticapitaliste ?

Si le mot « libéral » peut être aisément relié à l'objectif de défense de la liberté et de l'autonomie individuelle, le mot « socialisme » a fait pour sa part l'objet d'âpres débats quant à son contenu. Si tous les auteurs que nous avons cités s'en réclament, rien ne garantit qu'ils donnent à ce mot le même sens. A propos du socialisme, Walras dit ainsi :

> Oui certes : la croyance en la perfection possible de la société et l'effort pour réaliser cet état, pour tout dire, en un mot, l'absolu, tels sont, théoriquement et pratiquement à la fois, la raison d'être et le principe constitutif du socialisme. (Walras 1896, 6)

Que les doctrines socialistes aient pour objectif de perfectionner la société, il est facile d'en convenir. Sous quel rapport la société doit-elle être parfaite ? La réponse traverse tous les écrits des auteurs que nous étudions ici : sous le rapport de la justice, ou de l'équité. Tenu conjointement à la prémisse libérale de l'autonomie privée, l'impératif de justice, ou d'« égalité des conditions » (Walras 1896, 187) implique l'absence de domination structurelle ou arbitraire de certains agents sur d'autres. Le socialisme libéral cherche donc à empêcher toute forme de concentration privée de pouvoir économique, car celle-ci permettrait un prélèvement sur la richesse créée par la société. Ce prélèvement, Proudhon le nomme « vol », Gesell « exploitation » (1922b), Allais, à la suite d'autres auteurs socialistes, « revenu non gagné » (1977, 52). La critique socialiste libérale s'adresse ainsi non pas à l'économie marchande d'initiative privée, mais à toute forme de concentration de pouvoir qui empêcherait cette dernière de fonctionner de manière juste. On dénoncera ainsi le « parasitisme » de la classe possédante, et la survivance d'une forme de « féodalité » privée au sein de l'économie, en particulier vis à vis de la finance – le terme « féodalité financière »

est utilisé tant par Proudhon et Gesell que par Walras (1896, 447; 1896, 462) ou Allais (1977, 132; 1998 [1947], 626) ; Keynes, pour sa part, formule le souhait que « the rentier aspect of capitalism » (2013b [1936], VII:376), l'aspect rentier du capitalisme, disparaisse promptement. Si l'on accepte de définir les classes sociales selon la nature des revenus qu'elles perçoivent (revenus du travail pour la classe laborieuse, rente du sol pour les propriétaires fonciers, revenus des capitaux pour les capitalistes), l'objectif partagé par nos auteurs semble ainsi tendre vers la suppression des classes dont les revenus sont « non gagnés », suite à quoi il ne resterait plus qu'une seule classe : celle des travailleurs – salariés et entrepreneurs confondus.

Si l'on accepte de nommer ce courant d'idée « socialiste », quel est son rapport au capitalisme ? Dès lors qu'il aspire à supprimer les revenus des capitaux (et les revenus fonciers), peut-on dire que le socialisme libéral est « anticapitaliste », comme le veut Gesell ? Cela dépendra, bien sûr, de la définition du capitalisme qu'on choisira de se donner. Prenons, par exemple, la définition qu'en donne Schumpeter :

> [...] Nous définirons le capitalisme à l'aide de trois particularités de la société industrielle: la propriété privée des moyens de production physiques; les profits privés et la responsabilité privée des pertes; et la création de moyens de paiement - billets de banque ou dépôts - par des banques privées. Les deux premiers traits suffisent à définir l'entreprise privée. *Mais aucun concept de capitalisme ne demeure satisfaisant sans y avoir inclus l'ensemble de phénomènes typiquement capitalistes recouvert par le troisième.* (Schumpeter, 1943, cité dans Lakomski-Laguerre 2006. L'emphase figure dans le texte original.)

Pour les deux premiers points, il règne un accord sans faille entre tous nos auteurs : tous sont partisans de l'entreprise privée, pour reprendre les mots de Schumpeter. C'est précisément le troisième point qui pose un problème spécifique. Certains, comme Gesell ou Allais, défendent la création de moyens de paiement par une banque publique ; d'autres, comme Keynes ou Proudhon, le contrôle public de la finance, ou sa forte régulation. L'effet recherché est le même : écarter les « phénomènes typiquement capitalistes » liés à la privatisation du système monétaire, et en premier lieu, l'intérêt. En annulant l'intérêt, pensent ces auteurs, on mettra fin avec lui au caractère lucratif des capitaux, c'est-à-dire au « vol », au « parasitisme », au « revenu non gagné », à la « rente » – au « capitalisme ». En maîtrisant la monnaie, les socialistes libéraux ont en commun de chercher à faire advenir une économie de marché, reposant sur l'investissement privé et la prise de risque individuelle, mais tendant à limiter ou

à supprimer le caractère lucratif de la propriété de capital. Dans leurs systèmes, le capital pourra servir de réserve de valeur, de moyen d'épargne : rien de plus.

Ce point de vue explique l'étonnant silence de certains de ces auteurs – Gesell en premier lieu – sur la question du salariat. Alors même que celui-ci est au cœur de la définition marxiste du capitalisme, Gesell ne l'évoque jamais ; si cette faiblesse n'est pas partagée par tous les auteurs que nous avons cités, il faut tout de même admettre que cette question est largement éclipsée, dans leurs œuvres, par les questions monétaires et foncières. C'est que le travail relève, pour la tradition anarchiste comme pour la pensée libérale, de la sphère de la liberté humaine. Dès lors que chacun·e peut accéder librement aux moyens de production du fait d'un accès équitable aux moyens de production que sont la terre et la monnaie, le travail peut cesser d'être un lieu d'exploitation pour devenir un lieu d'autonomie. Les écrits en faveur des coopératives et de la libre association des travailleur·euses que nous avons relevés plus haut chez plusieurs des auteurs étudiés ici, semblent aller dans le sens de cette thèse.

Refus de la concentration excessive du pouvoir entre les mains de l'État ou d'entités privées, critique du revenu obtenu sans travail (et aspiration à sa réduction ou à sa suppression, par la réforme structurelle ou par la taxation), remise en question, en particulier, des institutions monétaires et de la propriété foncière privée, coopération dans le travail, et coordination marchande des activités économiques : tel nous semble être le socle commun de ce que nous proposons d'appeler le socialisme libéral. Ces propositions se déclinent diversement selon les auteurs, qui en proposent des formulations plus ou moins complètes ou radicales. Des éléments de ce programme infusent une partie de la littérature socialiste, libertaire et libérale du XIXe et du début du XXe siècle, et des déclinaisons peuvent en être trouvées chez des auteurs comme Proudhon, Gesell, Walras, Keynes ou Allais, à qui il revient d'en avoir proposé la formulation à la fois la plus étayée et la plus radicale.

3. Divergences

Ces points de convergence ne doivent cependant pas dissimuler les profondes lignes de fracture politiques qui séparent les auteurs que nous avons cités, concernant d'une part le rôle joué par l'État (3.1.), et d'autre part, l'opposition, pour gérer les affaires humaines, de la science et de la politique (3.2.). L'étude de ces divergences doit nous permettre de proposer une première classification des différentes postures politiques adoptées par les auteurs socialistes libéraux.

3.1. L'État ou l'autogestion ? La question de l'autonomie politique

La première de ces lignes de fracture concerne, évidemment, le rapport de ces auteurs à l'État. Des auteurs libertaires comme Proudhon et Gesell sont en effet fondamentalement opposés à l'idée d'une souveraineté de l'État, à laquelle ils opposent l'idée d'une souveraineté construite « par le bas », à partir de l'association volontaire d'individus libres et de la souveraineté des communautés qu'ils forment. L'État fédéral proudhonien voit ainsi ses attributions réduites « à un simple rôle d'initiative générale, de garantie mutuelle et de surveillance », ses décrets « ne [recevant] leur exécution que sur le visa des gouvernements confédérés et par des agents à leurs ordres » (Proudhon 1863, 82). Quant à l'État de l'acratie gesellienne (1919a; 1927a), il se cantonne à la prise en charge des infrastructures permettant la circulation des humains et des marchandises (routes, télégraphe, monnaie…), sans aucune autonomie ou souveraineté. Il faut ainsi noter que les auteurs libertaires ne défendent pas la suppression de l'État, mais simplement sa transformation en vue de garantir l'autonomie des entités qui le composent, et la restriction drastique des prérogatives de l'autorité centrale, sinon sa suppression.

A l'inverse, Walras, Keynes, Allais, ainsi que la plupart des économistes libéraux, s'abstiennent de remettre en question frontalement le principe de gouvernement, et l'idée d'une démocratie représentative parlementaire. Cette idée s'accompagne, chez ces auteurs, d'une certaine forme d'élitisme : c'est aux plus éclairés et aux plus capables de gouverner, informés par la science. Si la réflexion sur les marges d'autonomie du gouvernement, la séparation et l'équilibre des pouvoirs est au cœur de la pensée libérale de l'État, il n'en reste pas moins que, pour ces auteurs, la légitimité d'un gouvernement de l'État à agir souverainement au nom du peuple n'est pas mise en cause, ce qui trace une ligne nette de démarcation entre ces auteurs et les représentants de la pensée libertaire.

3.2. La politique ou la science ? La question de la souveraineté populaire

Un second point de divergence majeur entre les auteurs que nous avons mentionné est leur rapport à la politique. Certains de nos auteurs prétendent en effet apporter une solution scientifique, et par là incontestable et finale, au problème social. C'est le cas de Walras, Gesell ou Allais, dont les systèmes très détaillés proposent une conciliation qui se veut définitive des différents intérêts en présence dans la société. Gesell, on l'a vu *supra*, propose l'avènement d'un O*rdre économique naturel*, c'est à dire conforme à la nature de l'homme. Une fois cet ordre réalisé, il n'est plus besoin de chercher à l'améliorer ou à le transformer : il s'impose avec l'autorité de l'évidence (pour reprendre les termes utilisés par les anciens physiocrates),

et peut donc être imposé et maintenu de manière despotique, puisqu'il est absolument juste et conforme à l'intérêt de la société. L'approche de Walras et d'Allais, si elle est moins radicale, procède de la même démarche. Citons Walras :

> Saint-Simoniens ou Fouriéristes, communistes-fraternitaires ou individualistes-anarchistes, tous les socialistes, et cela encore à peu près sans exception, usent d'une seule et même méthode scientifique, recourent à un seul et même procédé politique. Scientifiquement, ils s'efforcent de trouver par la *réflexion* et d'énoncer *dogmatiquement* une formule sociale définitive ; politiquement, ils sont prêts à nous imposer d'autorité et *despotiquement* l'application immédiate de cette formule. Le socialisme a donc un caractère aussi absolu que son principe : le dogmatisme est sa méthode scientifique, le despotisme est son procédé politique. (Walras 1896, 6. C'est l'auteur qui souligne.)

Walras, on l'a dit, se définit à la fois comme socialiste et comme libéral : scientifiquement, il est socialiste, c'est à dire qu'il prétend établir « dogmatiquement » une « formule sociale définitive », correspondant à la « vérité sociale économique » (cf. *infra*) : c'est la mission de la science sociale que de rechercher l'ordre social parfait, et donc celle de la science économique que de rechercher l'ordre économique parfait. Politiquement, en revanche, il revendique de parvenir à la concrétisation de ces idées par les moyens du libéralisme, c'est-à-dire, en portant attention aux circonstances culturelles et aux spécificités locales, et en respectant la liberté individuelle. Scientifiquement socialiste, politiquement libéral, voilà comment se définit le maître de Lausanne :

> Oui : je dis qu'en fait de science, nous pouvons être hardiment socialistes. En fait de science, nous sommes sur le terrain des idées, de l'idéal, de la perfection. Personne ne peut nous empêcher de définir, c'est à dire de dégager par abstraction de l'expérience, l'idée de la richesse sociale des capitaux et des revenus, des services producteurs et des produits, des propriétaires, travailleurs et capitalistes, des entrepreneurs, du marché et des prix ; l'idée de l'homme en société, divisant le travail, raisonnable et libre. Or, sur le fondement de ces idées, nous pouvons, nous devons établir la théorie de la production et celle de la répartition de la richesse sociale entre les hommes en société. Par exemple nous montrerons dans quels cas la liberté du travail et de l'échange assure à la fois l'abondance et la proportion dans la production de la richesse, et dans quels cas elle n'y réussit pas ; et de là nous déduirons les limites de l'initiative individuelle et de l'intervention de l'État dans l'agriculture, l'industrie, le commerce, le crédit. De même nous démontrerons

> que la propriété collective de la terre, avec la propriété individuelle des facultés personnelles, satisfait à l'égalité des conditions en même temps qu'à l'inégalité des positions en matière de répartition de la richesse. Ces conclusions seront *absolues* parce qu'elles seront applicables à toute société d'hommes produisant et se répartissant entre eux la richesse sociale Elles constituent la *vérité sociale économique*.
>
> En fait de politique, au contraire, nous devons être scrupuleusement libéraux. En fait de politique, nous sommes sur le terrain des faits, de la réalité, de l'imperfection. […] Au sein de ces faits, nous laisserons les idées pénétrer de façons diverses. Les uns iront à l'ordre par l'abus de l'autorité et d'autres par l'abus de la liberté ; Ces applications seront relatives parce que, si la science est universelle et permanente, la politique est locale et accidentelle [...]. (Walras 1896, 187-88. C'est nous qui soulignons.)

Allais se situe, quant à lui, dans la droite ligne de Walras, dont il reprend et améliore le modèle ; polytechnicien, il compte parmi ceux que l'histoire de la pensée a nommé les « ingénieurs économistes » français (Béraud 2011; Caré 2016). Comme Walras, Allais adopte une méthode déductive et mathématisée, et construit des modèles élaborés pour parvenir à ses conclusions. Ces conclusions, en tant que vérité scientifique, peuvent servir de fondement à l'élaboration d'une économie idéale :

> La science est susceptible de nous mener, nous en sommes convaincus, à un **idéal économique et social, susceptible de concilier, par delà leurs intérêts particuliers momentanés, les hommes dans une même Foi**. (Allais 1998 [1947], 627)

Gesell, Allais, et dans une moindre mesure Walras, sont des utopistes : la science et la raison leur permet de dessiner les contours d'une économie et d'une société idéale, dans laquelle les intérêts de tous·tes seront conciliés. Une fois cette société advenue, les conflits n'auront plus lieu d'être, ni même la politique. Gesell, dans une présentation publique tenue à Berne en 1916 (Gesell 1916), affirme ainsi que l'éradication des rentes est la condition de la paix civile et de la paix entre les peuples – et propose son système comme moyen vers ce but. Pour Gesell, Allais et Walras, il est ainsi possible de définir, rationnellement, scientifiquement, un système social idéal constituant le but à atteindre et permettant de pacifier la société : ce système idéal peut alors servir de guide à son développement. La science économique, véritable physique sociale, est pour eux le moyen de fonder ces idées en raison, et d'établir de

manière incontestable la vérité de ce que devrait être une société fondée sur les principes de liberté et de justice.

La démarche de Keynes et celle de Proudhon semblent éloignées de celle-ci. Proudhon, tout d'abord, le clame tout de go :

> De système, je n'en ai pas, j'en repousse formellement la supposition. Le système de l'humanité ne sera connu qu'à la fin de l'humanité. […] Ce qui m'intéresse, c'est de reconnaître sa route, et si je peux, de la lui frayer (Proudhon, d'après Buber 2016 [1952], 63).

Pour Proudhon, l'essentiel réside dans le fait de garantir l'autonomie individuelle et collective sur le plan politique : seul l'exercice effectif de la souveraineté par le peuple permettra de déterminer quel est le meilleur système social. La politique est pour lui un processus qui n'a pas de fin : les propositions qu'il formule (fédéralisme, Banque du Peuple...) sont des propositions pratiques, de méthode, afin de résoudre le problème social : il n'est pas possible de dire a priori comment, ou par quel système, les intérêts des différents groupes sociaux seront conciliés. Si Proudhon produit une utopie, c'est celle d'un cadre de conciliation des intérêts plutôt que celle d'un système où ces intérêts seraient déjà tout conciliés : la politique est le processus sans fin de conciliation d'intérêts sociaux toujours mouvants. Impossible dès lors de faire une science de la société qui permettrait d'accéder à sa vérité, de tirer des conclusions qui seraient absolument valables et définitives : « la société produit *les lois et les matériaux de son expérience* » (Proudhon, cité dans Buber 2016 [1952], 64). La vérité d'une société ou d'une époque de la société ne peut être transposée à une autre, et n'a donc pas de caractère absolu. Dans une lettre datée du 17 mars 1845, Proudhon écrira ainsi à Marx, qui lui demande de devenir son correspondant en France :

> D'abord, quoique mes idées en fait d'organisation et de réalisation soient en ce moment tout-à-fait arrêtées, au moins pour ce qui regarde les principes, je crois qu'il est de mon devoir, qu'il est du devoir de tout socialiste, de conserver pour quelque temps encore la forme critique ou dubitative ; en un mot, je fais profession avec le public, d'un anti-dogmatisme économique, presque absolu. Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir ; mais, pour Dieu !, après avoir démoli tous les dogmatismes *à priori*, ne songeons point à notre tour, à endoctriner le peuple ; […] J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire au jour toutes les opinions ; faisons-nous une bonne et loyale

> polémique ; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais, parce que nous sommes à la tête d'un mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion ; cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations ; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. À cette condition, j'entrerai avec plaisir dans votre association, sinon, non ! (Proudhon 1875 [1845], II:198-202)

Proudhon refuse ainsi de se considérer comme le détenteur d'une vérité politique ou scientifique : il s'efforce de proposer des moyens pratiques afin de « faire brûler la propriété à petit feu » (*loc.cit.*), plutôt que de s'ériger en concepteur d'un système théorique clos sur lui-même ou définitif.

C'est également en vain qu'on chercherait un « système » utopique chez Keynes : sa démarche consiste en effet essentiellement à critiquer la théorie économique de son époque et à proposer un paradigme élargi et amélioré (c'est l'entreprise de sa *Théorie générale*), afin de doter les gouvernements des outils les plus efficaces pour mener leurs politiques économiques et pour utiliser au mieux les ressources disponibles dans l'économie. Un texte comme *The Means to Prosperity* (Keynes 2013a [1933], IX:335-66) est exemplaire de ce positionnement de Keynes comme conseiller du pouvoir politique, plutôt que comme ingénieur d'un système social « parfait » : le bon usage des outils de la puissance publique permet d'atteindre la prospérité et le plein emploi des facteurs de production. La société idéale de Keynes, tel qu'il la préfigure par exemple dans son texte *Economic possibilities for our grandchildren* (Keynes 2013a [1930], IX:321-33), se place en continuité, et non en rupture, avec la société dans laquelle il évolue : il s'agit simplement de reconnaître le chemin le plus favorable à la multiplication des capitaux et à la résolution, par l'humanité, du « problème économique » (cf. Keynes 2013a [1930], IX:325). Si le gouvernement s'engage dans la voie qu'il décrit, la société pourra, à terme, jouir du temps libéré par l'accumulation de capital et les gains de productivité pour s'adonner à des activités sans visées économiques, comme les arts ou la simple jouissance de la vie. Si certaines transformations institutionnelles, comme la fin de l'étalon-or ou la mise en place d'une Union monétaire internationale (ICU) peuvent faciliter la réalisation de ces objectifs, c'est en technicien qu'il les propose, et en prenant soin de toujours ménager en leur sein l'espace pour la confrontation politique et la construction des

compromis. Keynes est conscient du rôle bloquant que peuvent jouer les « intérêts constitués », mais confiant aussi dans l'empire que les idées acquièrent au fil du temps :

> […] les idées des économistes et des philosophes politiques, quand ils ont raison comme quand ils ont tort, sont plus puissantes qu'il n'est communément admis. En fait, elles régissent en grande partie le monde. Les hommes d'action, qui se pensent bien exempts de toute influence intellectuelle, sont en général les esclaves de quelque économiste défunt. Les fous au pouvoir, qui entendent des voix dans les airs, distillent leur folie à partir des travaux d'un obscur gratte-papier académique d'il y a quelques années. Je suis sûr que le pouvoir des intérêts constitués est largement exagéré par rapport à celui de la diffusion graduelle des idées.
>
> […] the ideas of economists and political philosophers, both when they are right and when they are wrong, are more powerful than is commonly understood. Indeed the world is ruled by little else. Practical men, who believe themselves to be quite exempt from any intellectual influences, are usually the slaves of some defunct economist. Madmen in authority, who hear voices in the air, are distilling their frenzy from some academic scribbler of a few years back. I am sure that the power of vested interests is vastly exaggerated compared with the gradual encroachment of ideas. (Keynes 2013b [1936], VII:383) [255]

Si, contrairement à Proudhon, Keynes ne remet pas en question le cadre dans lequel s'exerce la politique à son époque – ce cadre étant celui de la démocratie parlementaire libérale –, il considère comme Proudhon qu'il n'est pas de son ressort de définir a priori l'état parfait de la société. Au même titre que les dentistes (Keynes 2013a [1930], IX:332), les économistes sont des spécialistes qui ont pour fonction d'aider les décideurs politiques à résoudre des problèmes pratiques, sans avoir vocation à se substituer à eux. Proudhon tente de doter la classe ouvrière des outils pratiques de son émancipation, et Keynes s'efforce de donner au gouvernement de l'État les outils pratiques permettant d'assurer la prospérité de l'économie nationale ; mais ni l'un, ni l'autre n'envisagent jamais de substituer la science à la politique, conçue comme l'institutionnalisation de compromis, toujours provisoires, entre les intérêts divergents des différents groupes sociaux.

255 Il est intéressant de noter que ce passage conclusif de la *Théorie Générale* est longuement reproduit par Maurice Allais en conclusion d'Économie *et intérêt* (Allais 1998 [1947], 628-29; Keynes 2013b [1936], VII:383).

4. Quatre types de socialisme libéral

Ces deux lignes de démarcation nous permettent de construire le tableau suivant :

Tableau 1: Quatre types de socialisme libéral

Socialisme libéral	Rejet du principe gouvernemental	Adhésion aux institutions de la démocratie libérale
Utopisme scientifique	Physiocratie gesellienne Franchisme	Ordolibéralisme/ Néolibéralisme français
Compromis politique	Mutualisme	Keynésianisme

Les socialistes libéraux s'accordent sur l'idée qu'il faut empêcher toute forme de concentration de pouvoir, que ce soit aux mains d'un gouvernement trop puissant ou autoritaire, ou aux mains de personnes privées. Il s'agit ainsi d'exercer le minimum de contraintes sur les individus (et en particulier, privilégier la coordination marchande des activités économiques), tout en cherchant à limiter ou éliminer les revenus qui ne sont pas issus du travail, c'est à dire, le caractère lucratif de la propriété des capitaux. Mais ils se divisent notamment quant à leur rapport à la science, à la politique, et à l'État.

On peut ainsi distinguer quatre types de socialisme libéral :

1) **La physiocratie gesellienne et le franchisme**. Ces doctrines s'appuient sur l'idée de droit naturel afin de refuser toute autre forme de contrainte sur l'action humaine que celle visant à garantir, pour chaque membre de la société, son auto-conservation et la propriété de l'intégralité du fruit de son travail. Elles sont héritières, en cela, de la physiocratie de Quesnay. L'ordre social construit par la raison sur le fondement de cette prémisse est l'*ordre naturel*. Il est nécessairement reconnu par chacun.e comme le meilleur ordre social possible. L'autorité qui assure le maintien de cet ordre est dotée d'un pouvoir de nature technique, dès lors qu'elle ne fait que reconnaître scientifiquement les lois de la nature et s'y conformer : c'est une autorité administrative sans contre-pouvoir. Tous les aspects de la vie humaine qui ne relèvent pas du cadre nécessaire à garantir les droits naturels et la prospérité de la société relèvent de la liberté et de l'autonomie des individus et des communautés, dans lesquels réside essentiellement la souveraineté.

Physiocratie gesellienne et franchisme sont distingués ici car, si le franchisme accepte les institutions de la démocratie libérale (et notamment la participation aux élections) comme moyens pour parvenir à réaliser son utopie politique, il les rejette (du moins initialement) en tant qu'institution légitime pour gérer les affaires publiques : à terme, lorsque le programme du franchisme sera réalisé, ces institutions n'auront plus lieu d'être. La physiocratie gesellienne, elle, pose d'emblée son rejet du processus électoral, et sa méthodologie révolutionnaire.

2) **Le néolibéralisme.** La doctrine de Maurice Allais, inspiré du socialisme néoclassique de Léon Walras, prétend définir scientifiquement le système social idéal : fondé sur la décentralisation des décisions économiques et la coordination marchande, cet ordre est à la fois le plus juste, le plus efficace et le moins contraignant. Il entend lutter à la fois contre la concentration de pouvoir entre les mains de l'État, par la séparation des pouvoirs et les moyens habituels préconisés par la pensée libérale, et contre les « féodalités privées » et la puissance des groupes d'intérêt, par la lutte contre les monopoles et les rentes (ou « revenus non gagnés »). Il ne s'agit donc pas pour lui de balayer les institutions de la démocratie libérale, comme le suggèrent les geselliens, mais de s'inscrire en leur sein afin de démontrer, de convaincre et d'éduquer, avec l'espoir (ou la conviction) que les idées vraies finiront nécessairement par s'imposer avec la force de *l'évidence*. Le *Manifeste pour une Société Libre* (1959), majoritairement rédigé par Allais et défendu par lui au sein de la Société du Mont Pélerin (Audier 2023, 275-95), insiste beaucoup sur la nécessité, dans une Société Libre, du débat public, d'une éducation pluraliste, de la pluralité des opinions, de la transparence de l'information et de l'importance fondamentale de la recherche scientifique et de la communication de ses résultats. Ce même texte insiste aussi sur la nécessité d'un État fort :

> 23 - Non seulement l'existence d'un État fort n'est pas incompatible avec le fonctionnement d'une Société Libre mais elle doit en être considérée comme une condition essentielle. Sans un gouvernement fort il est parfaitement utopique de réaliser les fins d'une Société Libre et d'en assurer le fonctionnement. Il ne peut y avoir de Société Libre sans un pouvoir capable de prendre rapidement et efficacement les décisions nécessaires et reposant sur des institutions qui lui assurent la durée, sous le contrôle d'une autorité démocratique résolument placée au service de la liberté. Un gouvernement faible ne peut mener qu'à l'anarchie ou à la dictature et dans les deux cas à la disparition de toute Société Libre. (1959, 24)

C’est donc à l’État de construire et de protéger le cadre dans lequel peut s’exercer la liberté humaine : Allais propose le concept de « planification de structure » pour désigner cette action.

Les similitudes sont frappantes entre ce programme et celui des ordo-libéraux allemands, qui cherchent, eux aussi, à lutter contre toute forme de concentration de pouvoir économique privé (Fèvre 2017). Ces derniers défendent, à partir des années 1930, la mise en place et le maintien par l’État du cadre d’une « économie sociale de marché », par le biais d’un *Ordnungspolitik*, une « politique d’ordre » ou de cadre – analogue au « planisme de structure » d’Allais. C’est que les propositions d’Allais, inspirées par celles de Walras, s’inscrivent comme celles des ordo-libéraux allemands dans la dynamique de renouveau de la pensée libérale contre les doctrines du « laissez-faire » à partir de la fin des années 1930 (cf. Audier 2022), c’est-à-dire dans la nébuleuse des « néolibéralismes ». Arnaud Diemer (2017) consacre un article à la proximité de ce qu’il nomme le « néolibéralisme français » (cf. Diemer 2014), incluant Allais et ses compagnons de route Jacques Rueff et Louis Rougier, et de l’ordo-libéralisme allemand. L’idée d’une proximité de certaines pensées néolibérales avec le socialisme libéral tel que nous l’avons défini est appuyée par le fait que, d’après Werner Onken (Onken 2020, 2:69-72), certains geselliens se sont rapprochés des cercles ordolibéraux après 1945. Trois membres du *Freiwirtschaftsbund* (FWB), refondé dans les zones d’occupation française et américaine de l’Allemagne d’après-guerre, amorcent ce rapprochement : Otto Lautenbach, Paul Diehl et Ernst Winkler fondent en 1953 l’« Aktionsgemeinschaft Soziale Marktwirtschaft » (ASM)[256]. Cette organisation sert de forum et de plateforme d’échanges entre le FWB et des représentants de la pensée ordolibérale comme Franz Böhm ou Alexander Rüstow, et plus tard, Wilhelm Röpke, et réunit plusieurs centaines de personnes lors de ses évènements publics. Lautenbach participe également à l’édition, avec Ludwig Erhard, du journal « Währung und Wirtschaft », qui prône une gestion rationnelle de la masse monétaire et la stabilisation du pouvoir d’achat de la monnaie (Onken 2020, 2:70). La mort de Lautenbach en 1954 signe la marginalisation définitive des geselliens au sein de l’ASM (Onken 2020, 2:71-72). En 1957, un militant franchiste suisse, Werner Schmid, publie un texte nommé « Neoliberalismus und Freiwirtschaft »[257], dans lequel il compare les thèses de son mouvement avec celles des penseurs ordolibéraux (Eucken, Röpke, Rüstow, Böhm). Son constat est sans appel :

On peut constater qu’entre les néolibéraux et l’économie franche,	Es darf festgestellt werden, daß zwischen den Neoliberalen und der

256 Communauté d’action Économie sociale de marché
257 Néolibéralisme et économie franche

aucune différence n'existe dans les objectifs fixés. Leur but commun, reconnu comme juste, est une économie de marché de concurrence libre, délivrée de tous les privilèges et monopoles. Cette économie de marché porte en elle-même la force de réaliser le principe de la justice sociale, en ajustant automatiquement le revenu du travailleur individuel à sa contribution, ses qualifications et l'intensité de son travail.

Freiwirtschaft in der Zielsetzung kein Unterschied besteht. Ihr gemeinsames, als richtig erkanntes Ziel ist eine von allen Vorrechten und Monopolen befreite Marktwirtschaft des freien Wettbewerbs. Diese Marktwirtschaft trägt in sich die Kraft, das Prinzip der sozialen Gerechtigkeit zu verwirklichen, indem sie automatisch das Einkommen des einzelnen wirtschaftenden Menschen abstuft nach seiner Leistung, seinen Qualifikationen und der Intensität seiner Arbeit. (Schmid 1957, 18)

Schmid relève que l'accord quant aux objectifs s'étend à la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie, et à la lutte contre les monopoles et les cartels, mais ne comprend pas la nationalisation du sol. Le mode d'action, comme on l'a noté, diffère également – les néolibéraux souhaitant porter leurs réformes par la voie législative, ce à quoi tous les franchistes ne se résolvent pas. Les liens matériels et idéologiques entre le mouvement gesellien et l'ordolibéralisme n'ont pas pu être étudiés de manière approfondie dans le cadre de cette thèse. Une telle étude constitue un prolongement possible de ce travail.

3) **Le mutualisme.** Cette doctrine se fonde sur l'idée que la plus grande autonomie possible doit être garantie aux communautés. L'objectif de transformation sociale doit être atteint par la libre association des individus, dont la capacité à mettre en œuvre eux-mêmes les moyens de leur émancipation est affirmée. Ces moyens peuvent être mis en œuvre quel que soit l'état de la société. L'idéal mutualiste consiste en la prise en charge autonome par les individus et leurs associations de la totalité des aspects de la vie sociale, de sorte que les concentrations de pouvoir (publiques ou privées) deviennent obsolètes et se voient progressivement privées de leur puissance. L'État ne devrait ainsi, à terme, plus occuper qu'une fonction subsidiaire dans la société. Le programme mutualiste est donc avant tout un programme d'action, et ne présente pas d'horizon utopique substantiel : il procède par l'affirmation d'actions pratiques collectives qui visent à faire évoluer les compromis sociaux en vigueur.

4) **Le keynésianisme.** Cette doctrine propose au gouvernement une méthode afin d'amener l'économie vers son plus grand niveau possible de prospérité et le plein emploi

de ses facteurs de production. La révolution théorique qu'il porte est ainsi mise au service d'objectifs pratiques, que l'État est chargé de réaliser. L'usage le plus efficace possible des ressources de l'économie implique « l'euthanasie du rentier », c'est à dire la réduction ou la suppression des rentes, et la réduction du niveau de l'intérêt afin de favoriser l'investissement. Si Keynes fait des propositions de réforme, en particulier de transformation du système monétaire international, on peut relever que celles-ci ménagent systématiquement une place essentielle à la négociation, l'ajustement et la construction de compromis entre des intérêts politiques divergents. Plutôt que de construire une utopie substantielle, Keynes considère que c'est par la politique monétaire, la réglementation, et la négociation internationale que l'État devra chercher à favoriser autant que possible l'intérêt économique général au détriment des intérêts économiques particuliers.

Il y a sans doute d'autres raisons aux réticences de Keynes à proposer une réforme monétaire trop ambitieuse. Il adopte en effet un point de vue plus pessimiste (et peut-être plus réaliste) que Gesell ou Allais quant au désir que suscite la monnaie : si la monnaie se voit privée de sa fonction de réserve de valeur par une taxation périodique, il n'est selon lui pas à exclure qu'« une longue série de substituts ne viennent prendre leur place » (Keynes 2013b [1936], VII:358), de manière immédiate ou différée. Le capitalisme, l'intérêt, la rente, suggère Keynes, ne prennent pas uniquement leur source dans la monnaie, mais aussi et d'abord dans le désir et les passions humaines. Changer la forme de la monnaie pourrait s'avérer n'être qu'un expédient temporaire et *in fine* inefficace : face à un adversaire aussi puissant que le désir, peut-être convient-il de battre en retraite et de tolérer les rentes, le temps que l'humanité ait « résolu le problème économique » : alors elle pourra mettre de côté la « motivation pécuniaire »[258], cette « morbidité quelque peu dégoûtante » (Keynes 2013a [1930], IX:329).

Conclusion

Le travail que nous esquissons dans ce chapitre est une ébauche : il demande à être renforcé par la définition d'un corpus plus large, une analyse en profondeur des textes concernés, la définition plus précise d'idéaux-types robustes. Il nous semble néanmoins constituer, en première approche, un cadre pertinent pour comprendre la place de Silvio Gesell et de son mouvement dans l'histoire des idées économiques, et plus largement, le rapport qu'entretient la pensée libertaire avec la pensée libérale – un sujet que la littérature économique n'a, à notre connaissance, jamais abordé de manière systématique.

258 « money-motive »

Les doctrines que nous proposons, après Allais, de réunir sous le nom de « socialisme libéral » ont donc pour point commun la condamnation du caractère lucratif du capital : c'est lui qu'elles identifient parfois au capitalisme, et lui qu'elles cherchent à combattre ou à éliminer, par les réformes de structure, la politique monétaire, ou la taxation. Les « marchandises fictives » que sont la terre et la monnaie sont en particulier la cible de ces réformes : en tant qu'institutions fondamentales de la sphère économique, leurs règles d'usage doivent offrir à chaque individu les mêmes opportunités. A défaut, les inégalités structurelles créées par cette distorsion de la concurrence menacent l'intégrité du corps social et maintiennent des privilèges au profit d'une partie de la population, qui bénéficie d'un revenu ne correspondant à aucune contribution substantielle à la création de la valeur économique. La sortie du capitalisme envisagée par ces doctrines prend ainsi la forme d'une économie marchande libérée des rentes. La critique adressée par le socialisme libéral au système économique s'appuie ainsi sur un présupposé éthique fort – seul le travail est productif et mérite d'être rémunéré comme contribution à la création des richesses. C'est ce principe qui doit guider la transformation du système économique afin que les principes de justice et d'égalité des opportunités deviennent réalité. Contre le projet de laissez-faire porté par une partie de l'école libérale (celui que les ordolibéraux nomment le « paléolibéralisme »), et contre le matérialisme marxiste, le socialisme libéral s'attache donc à réhabiliter l'éthique dans l'analyse économique, et à réaffirmer le caractère essentiellement politique des institutions économiques – fût-ce, paradoxalement, pour une partie d'entre eux, pour les neutraliser sans délai.

Conclusion générale

A l'issue de ce travail, nous espérons avoir contribué à une meilleure compréhension de la pensée de Silvio Gesell, de la nature du mouvement politique qu'il a initié et des expériences pratiques qu'il a inspirées, et donné des éléments afin de mieux appréhender la place de son œuvre dans l'histoire de la pensée économique. Cette recherche, qui s'appuie sur un important travail d'archives et de valorisation de sources peu exploitées, met l'accent sur la pensée monétaire de Gesell, qui nous a paru constituer l'enjeu théorique majeur résultant du corpus. Les enjeux liés à la réforme foncière ont été traités de manière incidente : leur examen approfondi pourra faire l'objet de travaux complémentaires.

Notre étude nous a amené à proposer le concept de « socialisme libéral » pour rassembler un certain nombre de doctrines ayant notamment pour point commun de postuler l'illégitimité des revenus qui ne sont pas le produit du travail tout en défendant une économie de marché concurrentielle libre. De cette posture politique découlent un certains nombre de traits communs dont nous avons tenté de dresser un premier inventaire. Cette proposition pourrait être approfondie afin d'en améliorer la robustesse, en élargissant le corpus étudié et en précisant les catégories proposées. Une telle étude pourrait fournir l'opportunité d'approfondir l'analyse des relations historiques et théoriques entre le mouvement pour une économie franche et la pensée ordolibérale, que nous avons simplement esquissée dans le dernier chapitre de la thèse ; plus largement, la piste d'une relation forte entre la pensée économique libertaire de tradition proudhonienne et certains courants de pensée libérale nous semble mériter d'être approfondie. D'autres approfondissements possibles concernent la genèse de la pensée gesellienne en Argentine, à l'aide de l'exploitation des archives disponibles sur place et auxquelles nous n'avons pas eu accès, les liens entre le franchisme et le mouvement JAK en Scandinavie, ou encore l'histoire des *Ausgleichkassen* (caisses de

compensation) dans les milieux ouvriers allemands, dont l'histoire est mal connue et dont un auteur comme Hugo Godschalk affirme qu'elles ont joué un rôle dans la genèse du cercle économique WIR.

Du point de vue de la science économique, la pensée de Gesell est incomplète. Ses raisonnements théoriques présentent des lacunes importantes : en particulier, la quasi-absence des banques et de la création monétaire par le crédit dans son œuvre constitue un défaut significatif de ses analyses, qui biaise ses conclusions quant aux conséquences politiques de l'étalon-or. Mais comme le relève Keynes, ses intuitions puissantes rendent ces défauts secondaires : la notoriété que Gesell a acquise en promouvant ses théories, si incomplètes soient-elles, montre que l'essentiel de son apport a été de permettre la politisation des questions monétaires. La monnaie, souligne Théret (2016), « est dotée d'une capacité intrinsèque de dissimulation ou d'obscurcissement de la nature même des rapports sociaux qu'elle médiatise » : par un patient travail de propagande, Gesell est parvenu à faire émerger, et persister jusqu'à nos jours, un mouvement dont l'objectif est d'exposer ces rapports sociaux et de revendiquer une transformation des compromis institutionnalisés dans le système monétaire. S'il est en capacité de faire ces revendications pratiques, c'est qu'il a adopté un point de vue théorique à rebours de l'orthodoxie économique, qui fait de la monnaie le rapport social fondamental de la sphère économique.

Pour conclure cette thèse, nous reprenons quelques points qui synthétisent ses principaux apports.

1. Au-delà de la personne de Gesell : un mouvement politique

Le mouvement politique inspiré par Silvio Gesell voit le jour dans la dernière décennie du XIXe siècle, et connaît sa plus grande activité entre les deux guerres mondiales, avec plusieurs dizaines de milliers de militants dans les pays germanophones. Il est l'un des mouvements majeurs de cette période réclamant l'abandon de l'étalon-or et son remplacement par un système monétaire géré rationnellement, garantissant la stabilité des prix. Le combat gesellien rejoint ainsi celui d'auteurs comme John Maynard Keynes, Irving Fisher, Frederick Soddy ou Robert Eisler, qui cherchent eux aussi les moyens de faire évoluer le système monétaire des pays occidentaux vers une forme moins dépendante des aléas du cours des métaux précieux et plus respectueuse des dynamiques endogènes à la sphère économique.

Dans les années 1920, ce mouvement se divise en trois courants majeurs, qui ont chacun produit leurs propres textes, leurs titres de presse, leurs figures de proue : un courant

physiocrate proche de la pensée anarchiste individualiste ; un courant franchiste lié au mouvement de la *Lebensreform*, qui conteste le style de vie moderne en prônant un retour à la nature, et dont la pensée gesellienne peut être considérée comme l'une des expressions politiques les plus saillantes ; et un courant *völkisch*, qui détourne la pensée de Gesell pour dénoncer une prétendue mainmise juive sur l'économie. C'est dans ce paysage complexe qu'émergent les premières expériences pratiques liées au mouvement gesellien : les monnaies « fondantes » privées, sur le modèle de la *Wära*, et publiques, sur le modèle mis en place dans la ville de Wörgl, puis le cercle économique WIR en Suisse. L'essaimage en Europe de ces expériences est brutalement interrompu par l'avènement des fascismes en Europe centrale, puis par la guerre. Ce mouvement a cependant laissé une empreinte culturelle forte dans les sociétés où il a été présent. Il est d'ailleurs toujours actif en Europe et sur le continent américain : des institutions comme l'INWO (*Initiative Natürliche Wirtschaftsordnung*[259]), la *Stiftung für Reform der Geld- und Bodenordnung*[260], le *Seminar für freiheitliche Ordnung*[261], le *Förderverein Natürliche Wirtschaftsordnung*[262], la *Neues Geld gemeinnützige GmbH*[263] ou l'association *Christen für gerechte Wirtschaftsordnung*[264] en Allemagne, en Suisse et en Autriche, mais aussi la *Silvio Gesell Foundation* aux États-Unis et l'*Instituto de Estudios Económicos Silvio Gesell*[265] en Argentine, organisent toujours, à l'heure actuelle, séminaires et évènements, éditent des périodiques (*Fairconomy, Humane Wirtschaft*[266]), des revues (*Zeitschrift für Sozialökonomie*[267], *Fragen der Freiheit*[268]), et continuent de promouvoir activement les idées de Silvio Gesell. Si le mouvement peine à exister dans l'espace public, sa persistance suggère tout de même que la pensée gesellienne a su trouver une résonance dans nos sociétés, autour d'une idée fondamentale : la politisation de la question monétaire.

2. *L'hétérodoxie monétaire de Silvio Gesell*

Parmi les mouvements critiques de l'étalon-or, le mouvement gesellien se distingue par son insistance à affirmer que la monnaie doit être regardée comme une institution politique, et ne saurait en aucun cas être naturalisée par un rapport d'équivalence strict avec les métaux précieux. La contestation du principe même d'un gage pour la monnaie circulante procède de cette logique. Pour Gesell, la monnaie n'est qu'un pur signe, et elle doit être mise

259 Initiative Ordre économique naturel
260 Fondation pour la réforme de l'ordre monétaire et foncier
261 Séminaire pour un ordre social libre
262 Association de promotion de l'Ordre économique naturel
263 Coopérative Nouvelle monnaie
264 Chrétiens pour un ordre économique juste
265 Institut d'études économiques Silvio Gesell
266 Économie humaine
267 Revue pour la socio-économie
268 Questions de la liberté

au service des échanges : elle n'est en aucun cas une richesse, ni ne peut en avoir les attributs. Elle ne peut donc ni représenter une marchandise gagée pour garantir sa valeur, ni être elle-même regardée comme une marchandise, en théorie comme en pratique.

- En théorie, la monnaie doit être, d'après lui, considérée comme hétérogène aux marchandises : elle n'est que le moyen de leur échange, de leur circulation, et ne peut donc en aucun cas leur être assimilée. Gesell rejette ainsi fermement les théories de la valeur, qui dominent la science économique de son époque ; il affirme du même coup que c'est l'institution monétaire elle-même qui permet l'établissement des valeurs. Il s'inscrit en cela pleinement dans une tradition d'analyse monétaire de l'économie : la monnaie, pour lui, n'est pas une marchandise, mais le rapport social fondamental de la sphère économique.

- En pratique, la monnaie ne doit, d'après Gesell, pas pouvoir servir de réserve de valeur. La monnaie circulante est destinée exclusivement au paiement, et en aucun cas à l'épargne ou à la thésaurisation : sa circulation doit être permanente pour permettre celle des marchandises. Les deux usages légitimes de la monnaie sont donc, exclusivement, le compte et le paiement. Gesell rejoint ici une tradition de pensée représentée au XVIIIe siècle par Boisguilbert et par l'École physiocrate, et préfigurant la pensée circuitiste, qui voit dans la circulation constante de la monnaie la condition de la santé du commerce et de l'économie.

Le dispositif proposé par Gesell pour priver la monnaie de sa fonction de réserve de valeur consiste en une taxation périodique de la monnaie circulante. En tant qu'outil technique, cette proposition retient, après la crise de 1929, l'attention des deux grands économistes que sont Irving Fisher et John Maynard Keynes, puis plus récemment, celle de toute une littérature cherchant à mettre cet outil au service des politiques monétaires des banques centrales. En tant que dispositif politique, elle reçoit dans les années 1920 une approbation plus large que le mouvement gesellien, en particulier dans les mouvements libertaires réunis autour de Gustav Landauer et de Rudolf Steiner. Si cette proposition sait séduire au-delà des cercles geselliens, c'est qu'elle pose une question fondamentale : celle des finalités du fonctionnement de la sphère économique, et de la capacité d'une société donnée à maîtriser ces finalités.

3. Transformer les institutions pour sortir du capitalisme

La proposition de réforme monétaire gesellienne affirme en effet une méthode : pour sortir du capitalisme, il faut transformer profondément les institutions fondamentales de la sphère économique. Il s'agit, pour Gesell, de la seule méthode à même de mettre fin au capitalisme sans recourir à la coercition, en préservant la liberté et l'autonomie humaine – un point essentiel pour ce penseur libertaire.

Les geselliens rejettent la définition du capitalisme issue de la tradition marxiste, qui caractérise celui-ci par la propriété privée des moyens de production et les rapports sociaux induits par le salariat. Ils lui préfèrent une définition fondée sur l'analyse des flux monétaires : le capitalisme est pour eux un système économique dans lequel il existe des flux monétaires permanents n'ayant pas pour objet la rémunération du travail, c'est-à-dire, des rentes. Dans l'économie capitaliste, la finalité du fonctionnement de la sphère économique consiste dans le maintien des rentes, et l'accumulation, aux mains de certaines classes d'individus, d'une part des richesses produites par le travail. Les institutions économiques (la terre et le système monétaire, en particulier) servent d'« appareils de capture » (Badaire 2022) au service de ce processus d'accumulation. Le fonctionnement de l'économie est ainsi dévoyé au service de finalités individuelles, anti-sociales, affirment les geselliens : selon les termes d'Aristote, la mauvaise chrématistique a pris le pas sur la chrématistique naturelle.

La monnaie joue un rôle déterminant dans ce processus : en devenant, au cours du développement historique de la société, le point de passage indispensable pour mener à bien la plupart des activités humaines, elle a fini par être détournée de sa destination de simple infrastructure des échanges. La puissance de la monnaie, comme instrument doté de la liquidité la plus importante, la rend désirable, non plus simplement comme un moyen pour accéder aux marchandises, mais pour elle-même, comme richesse ou comme actif. Pour pouvoir subordonner la sphère économique à des finalités collectives, ou pour dire mieux la cantonner à sa fonction sociale, qu'un auteur comme Karl Polanyi a défini la « satisfaction des besoins matériels » des communautés humaines (Polanyi 1977, 30), il est donc indispensable, d'après les geselliens, de limiter le pouvoir de la monnaie.

En proposant de limiter la validité des moyens de paiement dans le temps, les geselliens cherchent ainsi à réduire l'attrait de la monnaie comme objet d'accumulation afin de canaliser son usage vers ce qui est socialement utile. Cette tentative n'est pas restée totalement isolée dans l'histoire récente : on peut penser aux intérêts négatifs préconisés par

Keynes sur les soldes positifs dans sa proposition – restée lettre morte – d'*International Currency Union*, ou même à la séparation de l'unité de compte et des moyens de paiement actuellement en place au Chili[269]) ; on peut également considérer que les systèmes monétaires locaux, ou certains systèmes monétaires parallèles, poursuivent le même objectif, par des moyens parfois différents. En restreignant et en spécialisant les usages de la monnaie[270], ces initiatives s'efforcent en général de ré-ancrer ces usages la vie matérielle des communautés qui les mettent en place (voir aussi Blanc 2006; 2024)[271]. Reste que l'échelle à laquelle ces expériences sont conduites est très éloignée de celle à laquelle Gesell envisageait la mise en place de ses réformes.

Concernant la terre, la logique gesellienne est la même : afin de garantir l'équité des individus vis-à-vis de l'accès au foncier, il convient d'en limiter le droit d'usage dans le temps, et de le soumettre aux impératifs liés à la fonction sociale que celle-ci doit remplir. Ainsi, la terre et la monnaie ne peuvent être regardées comme de simples marchandises, car elles pourraient alors faire l'objet de dynamiques d'appropriation ou d'accumulation privées qui les soustrairaient à leur fonction au service de la société : il s'agit de trouver les dispositifs institutionnels garantissant que chaque individu disposera d'un accès équitable aux moyens de production qui lui permettront de vivre de son travail.

4. Terre et monnaie : les sociétés anciennes comme ressource pour les réformes institutionnelles

Dans leur recherche de dispositifs institutionnels permettant de contrecarrer la marchandisation de la monnaie et de la terre, les geselliens font fréquemment référence aux institutions qui en organisaient l'usage dans les sociétés pré-modernes, en particulier dans l'occident médiéval. Prohibition de l'usure, *renovatio monetarum*, distinction de l'unité de compte et des moyens de paiement, communaux, *Allmende* : tous ces dispositifs avaient pour objet de prévenir une même dérive – celle du détournement de la monnaie et de la terre de leur fonction sociale. Comme l'écrivent Deleuze et Guattari :

269 La « Unidad de Fomento » (UF) y sert d'unité de compte, et le peso chilien de moyen de paiement. Le taux de change entre UF et peso est ajusté en fonction de l'inflation.

270 Blanc (2019) identifie cinq critères de validité de la monnaie : un critère temporel, un critère territorial, un critère économique, un critère social et un critère légal. Les monnaies d'usage le plus courant dans nos sociétés modernes sont des « all-purpose monies », des monnaies dont l'usage n'est restreint selon aucun de ces critères de validité. La plupart des systèmes monétaires locaux ou parallèles restreignent l'usage des moyens de paiement selon au moins l'un de ces critères.

271 Il est intéressant de noter qu'une initiative monétaire comme le Bitcoin propose précisément la démarche inverse : Le Bitcoin, encore plus abstrait et dénué de déterminations particulières que les monnaies officielles (notamment, sa validité n'admet pas de limites territoriales), se rend encore plus désirable aux yeux des agents économiques ; il l'est cependant non pas comme moyen d'échange, mais comme pure réserve de valeur, c'est à dire, comme actif financier. Le Bitcoin constitue ainsi un cas-limite de ce conflit entre deux usages possibles de la monnaie, et représente la polarité inverse de la monnaie gesellienne, qui tend pour sa part à être pur moyen de circulation.

> D’une certaine manière, le capitalisme a hanté toutes les formes de société, mais il les hante comme leur cauchemar terrifiant, la peur panique qu’elles ont d’un flux qui se déroberait à leurs codes. (2012 [1972], 168)

D’après ce point de vue, chaque société a produit ses propres moyens d’empêcher le capitalisme d’émerger, et la marchandisation des institutions fondamentales de la sphère économique de survenir. Les institutions des sociétés pré-modernes peuvent ainsi servir de ressource pour imaginer les institutions monétaires et foncières d’une société non-capitaliste, dans laquelle, si l’on s’en tient au point de vue gesellien, ni la terre, ni la monnaie ne pourraient être assimilées à des marchandises.

5. Économie et éthique

Le projet gesellien consiste donc avant tout à ré-envisager les institutions économiques sous un prisme politique, afin de nous mettre en capacité de replacer la justice au fondement même de leur fonctionnement. Il s’agit d’une doctrine profondément ancrée dans l’éthique : c’est ce dont témoigne, à notre avis, l’omniprésence du concept de « nature » dans leurs textes. Malgré la polysémie du terme, et la pluralité des usages qu’en font Gesell et ses disciples, la référence à la physiocratie suggère que cette nature est aussi celle du droit naturel : celle qui donne accès à un étalon du juste et de l’injuste indépendant des lois humaines, qu’il s’agit de découvrir par l’exercice de la raison. Au sein du mouvement gesellien, deux courants coexistent à cet égard. Le premier se réfère à la scolastique chrétienne, et à travers elle aux écrits de Thomas d’Aquin et d’Aristote : l’ordre naturel est alors l’ordre divin, qui donne un sens à l’univers et assigne aux humains une place dans cet ordre cosmique. Le deuxième est plus proche de la pensée moderne, et regarde l’ordre naturel comme l’ordre dans lequel les droits de tous les individus sont respectés et rendus compatibles les uns avec les autres, sans domination ni exploitation. Dans un cas comme dans l’autre, le capitalisme est rejeté comme immoral, injuste, d’un côté parce qu’il favorise l’accumulation et le matérialisme au détriment de la simple satisfaction des besoins, de l’autre parce qu’il prive certains individus de leur droit naturel à posséder le produit de leur travail, au bénéfice d’autres, qui les exploitent.

Ce point de vue a pu amener Gesell à avoir un rapport ambivalent avec la politique. Considérer que le juste et l’injuste, le naturel et le dévoyé, ont un caractère absolu, dépendant uniquement de critères rationnels, revient en effet à rejeter le politique, l’affrontement des intérêts divergents et se confrontant sur le mode du rapport de force et du compromis, au nom d’une vérité qui le transcende. Cela se manifeste par exemple dans la manière dont Gesell

envisage la politique monétaire : après avoir re-politisé la question monétaire, il propose une gestion parfaitement scientifique de la monnaie, qui vise à la neutraliser. Dans la pensée gesellienne, l'éthique se substitue, *in fine*, à la politique.

6. Un socialisme libéral ?

Ce parti-pris n'est pas sans évoquer d'autres pensées libérales qui émergent à partir des années 1930 et prennent leur essor après la Seconde guerre mondiale. Critiques des rentes et de la concentration du pouvoir économique, la pensée ordolibérale et certains courants néolibéraux préconisent de la même manière que Gesell de placer certains éléments du système économique – et en particulier la politique monétaire – hors du champ de la délibération politique. Les affinités du mouvement gesellien avec ces courants de pensée libérale ne sont à notre avis pas suffisamment soulignées par la littérature. Dans ce travail nous avons tenté de montrer que les traits communs partagés par ces auteurs avec les keynésiens et la tradition mutualiste issue de la pensée de Proudhon formaient un socle suffisant pour pouvoir les regrouper sous le nom de « socialistes libéraux ». Ces auteurs nous paraissent en effet porter une critique du capitalisme à partir des notions de liberté et d'autonomie individuelle, et partager le projet d'établir une économie de marché, reposant sur la propriété privée des moyens de production, mais libérée des rentes – libérée, donc, du capitalisme, selon la définition qu'en donnent les geselliens –, et récompensant chaque individu selon la valeur de sa contribution, par son travail, à la production des richesses. Si le projet semble partagé sur le plan des principes, des divergences très importantes se font jour en ce qui concerne les moyens de les réaliser : l'économie doit-elle être régie par la science, ou par la politique ? La politique elle-même doit-elle relever de l'État, ou de communautés de vie autonomes ? Le cadre que nous proposons nous paraît permettre de faire sens des affinités de la pensée gesellienne tant avec un courant hétérodoxe, de tradition keynésienne, dont les liens avec l'anarchisme proudhonien ont été soulignés par la littérature, qu'avec des courants de pensée plus orthodoxes cherchant à revenir aux sources de la pensée libérale pour mieux en défendre les principes.

7. Économie, liberté, soutenabilité : refaire de l'économie politique

Le questionnement que nous propose Gesell constitue en effet, en définitive, l'un des problèmes fondamentaux de la société libérale : comment sauvegarder la cohérence de l'ordre social tout en garantissant aux individus le plus grand degré de liberté et d'autonomie possible ? Comment s'assurer que les finalités individuelles ne prennent pas le pas sur les réquisits de la vie collective, jusqu'à les compromettre ? Ce problème n'est pas celui du

capitalisme, qui ne se soucie que de ses propres équilibres internes : « sujet automate », le capital ne se préoccupe que de sa propre reproduction. Il est, en revanche, celui de tout humain reconnaissant dans l'intégrité de la société, et plus largement, dans l'intégrité de la biosphère, la condition de son existence.

Au temps de la crise écologique, nos sociétés sont confrontées à un problème de sens. La sphère économique semble ne plus fonctionner que selon ses propres logiques autoréférentielles, visant un accroissement constant de la production, la rémunération de quantités croissantes de capital, et concentrant du même coup les richesses à un degré toujours plus extrême. La science économique, quant à elle, semble avoir majoritairement pour objet de fournir à l'économie les moyens de fonctionner au mieux selon ses logiques actuelles, sans parvenir à développer les outils nécessaires pour s'interroger réellement sur les finalités de la production et leur adéquation avec les besoins de nos sociétés. Si la pensée gesellienne peut nous apprendre quelque chose aujourd'hui, c'est peut-être d'abord ceci : interroger les finalités du fonctionnement de la sphère économique, au regard de sa fonction sociale – assurer la subsistance de la société ; interroger les institutions qui régissent le travail, les échanges, l'accès à la terre, au regard des principes de justice, d'équité, de soutenabilité. A l'heure où le fonctionnement de notre système économique menace les conditions même de la vie sur la planète, il est urgent de faire, à nouveau, de l'économie politique.

Bibliographie générale

Textes de Silvio Gesell

*Pour faciliter la lecture, tous les textes de Silvio Gesell issus des œuvres complètes (*Gesammelte Werke*) éditées par Werner Onken entre 1988 et 1997 sont citées à l'aide de la date de première édition du texte.*

Gesell, Silvio. 1891a. « Die Reformation im Münzwesen als Brücke zum sozialen Staat ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 1:25-68. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1891b. « Nervus Rerum ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 1:69-152. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1892. « Die Verstaatlichung des Geldes ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 1:153-258. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1893. « Die argentinische Währungsordnung - Ihre Vorteile und ihre Verbesserung ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 1:261-350. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1897. « Die Anpassung des Geldes und seiner Verwaltung an die Bedürfnisse des modernen Verkehrs ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 2:13-217. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1898a. « La razón económica del desacuerdo chileno-argentino/La cuestión monetaria argentina ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 2:219-64. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1898. « Die argentinische Währungsfrage ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 2:265-66. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1899. « Wie sollen wir abrüsten? Enstes Wollen, vol. 1, n° 5 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 2:275-77. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1902a. « Anti-kapitalistisches Geld. Die Geldreform, vol. 1, n° 1 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 3:58-64. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1902b. « Eine neue Orientierung auf dem Gebiet der sozialen Frage, Die Geldreform, vol. 1, n°6 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 3:136-49. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1903a. « Die Geldreform, vol. 1, n°8 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 3:168-83. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1903b. « Michael Flürscheim's neues Buch, Die Geldreform vol. 1, n° 9 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 3:184-98. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1906. « Die Verwirklichung des Rechtes auf den vollen Arbeitsertrag durch die Geld- und Bodenreform ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 4:11-299. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1911. « Die neue Lehre vom Geld und Zins ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 6:12-271. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1912a. « Allgemeine Wehrpflicht gegen Mammon. Der Physiokrat, n° 4 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 7:317-20. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1912b. « Klassenhass. Der Physiokrat, n° 3 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 7:82-84. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1913a. « Die Auslese durch den Christentum, den Krieg, und den physiokratischen Frieden (I). Der Physiokrat, n° 9 ». In *Gesammelte Werke*, 7:199-211. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1913b. « Alfred Russel Wallace. Der Physiokrat, n° 10 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 7:227. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1913c. « Geldreform und Christentum, Hammer n° 258 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 6:287. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1914a. « Die Rolle des Geldes in den Geschicken der Völker, V., Der Physiokrat n° 11 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 8:81-90. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1914b. « Wie können wir uns während des Krieges der drohenden Arbeitslosigkeit sowie des allgemeinen Moratoriums erwehren und die Volkswirtschaft als Kraftquelle unseres Heeres wieder in Vollbetrieb setzen? [Tract de guerre] » In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 8:134-44. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1915. « Die Weltkraftzentrale “VIER” und ihre Verfassung, Der Physiokrat n° 7 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 8:295-306. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1916. « Gold und Frieden ? » In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:35-82. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1917. « Die Hochzucht des Menschen als Religion der Zukunft. Die Freistatt n° 24 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:164-66. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1918. « Die Auslese durch die natürliche Wirtschaftsordnung. Die Freistatt n° 1, 15 janvier ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:166-68. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1919a. « Der Abbau des Staates nach Einführung der Volksherrshaft. Denkschrift an die zu Weimar versammelten Nationalräte. » In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:215-45. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1919b. « Für was und wider was kämpfen die Physiokraten? [tract] » In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:287-90. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1919c. « Aktionsprogramm. Munich, avril ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:276-77. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1919d. « Die gesetzliche Sicherung der Kaufkraft des Geldes durch die absolute Währung. Denkschrift zu einer Eingabe an die Nationalversammlung. » In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:247-64. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1919e. « Internationale Valuta-Konferenz. Munich, avril ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:276. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1919f. « Verhandlungen mit der Reichsbank. Münchener Neueste Nachrichten n° 166, 11 avril » In *Gesammelte Werke*, 10:269. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]

———. 1919g. « An den Zentralrat! Munich, avril » In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 10:273. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1920a. « Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 4ème édition, 11:13-412. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1920b. « Verteidigungsrede ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 12:17-40. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1920c. « Das Reichswährungsamt - Wirtschaftliche, politische und finanzielle Vorbereitung für seine Errichtung ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 12:54-148. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1921. « Marx und Proudhon. Der Befreier, n° 2 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 13:114-15. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1922a. « Denkschrift für die Deutschen Gewerkschaften zum Gebrauch bei ihren Aktionen in der Frage der Währung, der Valuta und der Reparationen ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 13:193-350. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1922b. « Die Ausbeutung, ihre Ursachen und ihre Bekämpfung. Eine Gegenüberstellung meiner Kapitaltheorie und derjenigen von Karl Marx ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 13:351-98. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1923. « Der Aufstieg des Abendlandes ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 14:199-218. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1924a. « Die Vorrechte. Das Freie Volk n° 14-15 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 15:272-79. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1924b. « Statuten der Vereinigten Staaten von Europa, Die Freiwirtschaft durch Freiland und Freigeld n°7 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 15:97-104. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1924c. « Die Eroberung der politischen Macht für und durch FFF. Thesen für einen kurzfristigen Feldzugsplan. Die Freiwirtschaft durch Freiland und Freigeld n°8 » In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 15:108-9. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1926. « Bedarf die physiokratische Ordnung noch gerichtlicher Strafen? TAO, n° 27 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 16:245-49. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1927a. « Der abgebaute Staat. Leben und Treiben in einem gesetz- und sittenlosen hochstrebenden Kulturvolk ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 16:252-346. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1927b. « Die herrschaftslose Gesellschaft. Letzte Politik, n° 22 ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 17:97-101. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1948. *L'Ordre économique naturel*. Traduit par Félix Swinné. D'après la 8ème édition allemande. Paris/Berne/Bruxelles: Marcelin Issautier/Coopérative d'éditions franchistes/Etablissements Vromant SA.[en ligne]
———. 1958. *The Natural Economic Order*. Traduit par Philip Pye. London: Peter Owen. [en ligne]
———. 1997. *Briefe* [Correspondance]. Édité par Werner Onken. Vol. 18. 18 vol. Gesammelte Werke. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 2020. *Silvio Gesell : obra argentina*. Édité par Martin Guzman et Rodrigo Lopez. Buenos Aires: Editorial Manuel Belgrano del Ministerio de Economía.

Autres sources bibliographiques

Absi, Pascale. 2006. « La part du diable : métal et monnaie dans les mines du Potosi, Bolivie ». CLERSE ; IRD. [en ligne]

Aglietta, Michel, et André Orléan, éd. 1998. *La monnaie souveraine*. Paris: Odile Jacob.

Aglietta, Michel, et André. Orléan. 2002. *La monnaie entre violence et confiance*. Paris: Odile Jacob.

Aglietta, Michel, Jean-Michel Servet, Jean-Marie Thiveaud, Charles Malamoud, Daniel de Coppet, Jean Cartelier, Jacques Birouste, André Orléan, Bruno Théret, Mark Anspach, Jean Andreau. 1998. « Introduction ». In *La monnaie souveraine*, 9-31. Paris: Odile Jacob.

Aida, Shinichi. 2001. « Silvio Gesell' s Basic Interest Theory. » *Nara Sangyo University, Journal of Industrial Economics* 15 (4): 1-17.

———. 2010. « Gesell's theory of the gradual disintegration of the state ». *Free Economy Research*, n° 35 (juin), 1-30.

Alary, Pierre, Jérôme Blanc, Ludovic Desmedt, et Bruno Théret, éd. 2016. *Théories françaises de la monnaie: une anthologie*. Paris: PUF.

Allais, Maurice. 1959. *Manifeste pour une Société Libre: texte adopté au cours du colloque pour une Société libre à Paris les 7 et 8 Février 1959*. Paris: Secrétariat Général du Mouvement pour une Société Libre.

———. 1977. *L'impôt sur le capital et la réforme monétaire*. Paris: Hermann.

———. 1990a. *Pour la réforme de la fiscalité: repenser les vérités établies*. Paris: Clément Juglar.

———. 1990b. *Pour l'indexation : condition majeure d'efficacité, d'équité et d'honnêteté*. Paris: Clément Juglar.

———. 1998. *Économie et intéret*. 2e édition. Paris: Clément Juglar.

Amato, Massimo, et Luca Fantacci. 2014. *Saving the Market from Capitalism : Ideas for an Alternative Finance*. Cambridge: Polity.

Angaut, Jean-Christophe. 2007. « Le conflit Marx-Bakounine dans l'Internationale : une confrontation des pratiques politiques ». *Actuel Marx* 41 (1): 112-29.

———. 2015. « Anarchisme et libéralisme. Une démarcation ». In *Libertés et libéralismes : Formation et circulation des concepts*, par Jean-Pierre Potier, Jean-Louis Fournel, et Jacques Guilhaumou, 243-57. Gouvernement en question(s). Lyon: ENS Éditions. [en ligne]

Aucuy, Marc. 1908. *Les systèmes socialistes d'échange*. Paris : F. Alcan. [en ligne]

Audier, Serge. 2006. *Le socialisme libéral*. Repères. Paris: La Découverte. [en ligne]

———. 2022. *Devant la crise du libéralisme, du colloque Lippmann à la société du Mont Pèlerin*. Lormont: Le Bord de L'eau.

———. 2023. *Quel néolibéralisme ?: les «Pélerins» en quête d'hégémonie*. Lormont: Le Bord de L'eau.

Badaire, Quentin. 2022. « Le problème de la souverainet à l'âge du Capitalisme mondial intégré ». In *Monnaie, démocratie et souveraineté*, édité par Boccon-Gibod Thomas. Lormont: Le Bord de L'eau.
Bamberger, Ludwig. 1876. *Reichsgold: Studien über Währung und Wechsel*. F.A. Brockhaus. [en ligne].
Barba, Aldo. 2023. « Gesell's half a theory of the rate of interest: The Keynes-Hochstetter correspondence ». *The European Journal of the History of Economic Thought* 30 (4): 525-55.
Barinaga Martín, Ester. 2024. « Tax It Forward: The Form and Reason of Municipal Money ». In *Remaking Money for a Sustainable Future*, 89-106. Bristol University Press. [en ligne]
Barkai, Avraham. 1988. *Das Wirtschaftssystem des Nationalsozialismus. Ideologie, Theorie, Politik (1933-1945)*. 2e éd. Francfort sur le Main: Fischer. [en ligne]
Barral, Jean. 1924. *La Suprématie Universelle Des Juifs et La Société Des Nations : Une Étude Biblique d'économie Internationale*. Berre-les-Alpes: L'Ordre social. [en ligne]
———. 1926. « à Silvio Gesell ». Lettre, 21 février 1926. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1935. *La Révolution économique*. Paris: Nouvelles éditions latines.
Bartsch, Günter. 1990. « Freiwirtschaft als innere und äußere Weltaufgabe. Versuch eines Portraits von Paulus Klüpfel ». *Zeitschrift für Sozalökonomie* 27 (87): 3-12.
———. 1994. *Die NWO-Bewegung Silvio Gesells. Geschichtlicher Grundriss 1891-1992/93*. Studien zur natürlichen Wirtschaftsordnung 1. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie.
Baudin, Louis. 1936. « Deux expériences monétaires contemporaines: monnaie fondante et crédit social ». *Revue politique et parlementaire* CLXVI:209-25.
Bazzani, Giacomo. 2020. *When Money Changes Society: The Case of Sardex Money as Community*. Springer Nature.
Béraud, Alain. 2011. « Walras et les ingénieurs-économistes français », *in* Roberto Baranzini, André Legris, Ludovic Ragni (éd.). *Léon Walras et l'équilibre économique général*, Economica. 171-200. [en ligne]
Bernand, Carmen. 2000. « Circuits réels d'un objet virtuel ». *Études rurales*, n° 155-156 (janvier), 261-76.
Berthoud, Arnaud. 1981. *Aristote et l'argent*. Intervention en économie politique. Paris: F. Maspero.
Bierl, Peter. 2015 [1999]. *Wurzelrassen, Erzengel und Volksgeister die Anthroposophie Rudolf Steiners und die Waldorfpädagogik*. 2e édition. Hambourg: Konkret.
———, et Friedrich Burschel. 2012. *Schwundgeld, Freiwirtschaft und Rassenwahn: Kapitalismuskritik von rechts: Der Fall Silvio Gesell*. Hambourg: Konkret.
Billeter, Gustav. 1898. *Geschichte des Zinsfusses im griechisch-römischen Altertum bis auf Justinian, von Gustav Billeter*. Leipzig: B.G. Teubner.
Binn, Felix G. 1978. *Silvio Gesell, der verkannte Prophet. Ein Beitrag zur Dogmen- und Wirtschaftsgeschichte des 20. Jahrhunderts*. Hambourg: Stiftung für persönliche Freiheit und soziale Sicherheit. FB 131, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
Blanc, Jérôme. 1998a. « Free Money for Social Progress: Theory and Practice of Gesell's Accelerated Money ». *The American Journal of Economics and Sociology* 57 (4): 469-83.
———. 1998b. « Les monnaies parallèles. Approches historiques et théoriques ». Thèse. Lyon: Université Lumière Lyon 2. HAL Archive ouverte. [en ligne]
———. 1998c. « Silvio Gesell's Theory and Accelerated Money Experiments ». HAL Archive ouverte. [en ligne]
———. 2001. « Silvio Gesell, socialiste proudhonien et réformateur monétaire ». In *Le crédit, quel intérêt?*, 63-82. Paris. [en ligne]
———. 2006. « Karl Polanyi et les monnaies modernes : un réexamen ». In *Contributions à une sociologie des conduites économiques*, 51-66. L'Harmattan. []en ligne

———. 2007. « Les monnaies sociales : dynamique et logiques des dispositifs ». *Revue internationale de l'économie sociale : RECMA*, nº 303, 30-43.
———. 2018. *Les monnaies alternatives*. Repères. Paris: La Découverte.
———. 2019. « Making sense of the plurality of money: a Polanyian attempt ». In *Monetary Plurality in Local, Regional and Global Economies*, Georgina M. Gomez (éd.), 48-66. Londres, New York: Routledge.
———. 2024. « Money and the Ecological Turn: Lessons from Alternative Currencies ». *Sustainability Science*. https://doi.org/10.1007/s11625-024-01465-x
Blanc, Jérôme, et Bruno Théret. 2025. « Introduction générale. Comment penser la pluralité monétaire ? » In *La monnaie entre unicité et pluralité. Regards pluridisciplinaires et enjeux de théorisation*, Jérôme Blanc et Bruno Théret (éds.), Classiques Garnier. Bibliothèque de l'économiste. Paris.
Bloch, Ernst. 1976 [1961]. *Droit naturel et dignité humaine*. Critique de la politique. Paris: Payot.
Blumenthal, Georg. 1912a. « Prinzipien-Erklärung ». In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 7:18-20. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie.[en ligne]
———. 1912b. « Unsere Daseins-Berechtigung ». In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 7:27-45. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1912c. « Mammons Sturz! » In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 7:25-26. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1922. *Die Befreiung von der Geld- und Zinsherrschaft - Ein neuer Weg zur Überwindung des Kapitalismus*. 5e éd. Erfurt/Berne: Freiland-Freigeld-Verlag.
———. 1925. *Individuum und Allgemeinheit*. Berlin: Freiland-Freigeld-Verlag.
———. 1929. *Neue revolutionäre Taktik*. Hochheim bei Erfurt: Stirn Verlag.
Böhm-Bawerk, Eugen von. 1884. *Kapital und Kapitalzins*. Innsbruck: Wagner'sche Universitäts-Buchhandlung. [en ligne]
———. 1902 [1884]. *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*. Traduit par Joseph Bernard. 2e éd. Vol. 2. 2 vol. Paris: V. Giard et E. Brière.
Boisguilbert, Pierre Le Pesant de. 1695. *Le détail de la France*. Gallica. [en ligne]
———. 1707. Dissertation, sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs, où l'on découvre la fausse idée qui règne dans le monde à l'égard de ces trois articles. Wikisource. [en ligne]
Bourdet, Claude. 1933. « Wörgl ou l'argent fondant: une nouvelle Mecque économique ». *L'Illustration*, 1933, n° 4723 édition. XBF 2. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Bregnsbo, Henning. 1980. « Niels Ulrichsen: J.A.K. - en dansk krisebevægelse. København, Den danske historiske Forming, 1978. » *Historisk Tidsskrift* 14 (1): 271-73.
Brugière, Yves. 2012. « Jetons et bons niçois d'initiative privée (1875-1938) ». *Cercle numismatique de Nice*, 103-14.
Bryan, William Jennings. 1896, 9 juillet. « Cross of Gold Speech ». Wikisource. [en ligne]
Buber, Martin. 2016. *Utopie et socialisme*. Traduit par Paul Corset et François Girard. Paris: L'Echappée.
Buess, Karl. 1987. « Der Einfluss der Lehre Silvio Gesells auf den volkswirtschaftlichen Ausführungen von Rudolf Steiner ». FB 104, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
Buiter, Willem H. 2005. « Overcoming the Zero Bound on Nominal Interest Rates: Gesell's Currency Carry Tax vs. Eisler's Parallel Virtual Currency: Discussion of Mitsuhiro Fukao's "The Effects of 'Gesell' (Currency) Taxes in Promoting Japan's Economic Recovery" ». *International Economics and Economic Policy* 2 (2-3): 189-200.
———. 2009. « Negative nominal interest rates: Three ways to overcome the zero lower bound ». *The North American Journal of Economics and Finance* 20 (3): 213-38.
Buiter, Willem H., et Nikolaos Panigirtzoglou. 1999. « Liquidity Traps: How to Avoid Them and How to Escape Them ». Working Paper. Working Paper Series. National Bureau of Economic Research.

———. 2003. « Overcoming the Zero Bound on Nominal Interest Rates with Negative Interest on Currency: Gesell's Solution ». *The Economic Journal* 113 (490): 723-46.
Bürgermeisteramt der Marktgemeinde Wörgl/Tirol. 1933. « Gesuch an das Finanzministerium ». Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Burri, Eduard, et Fritz Schwarz. 1933. *Der Zins vom Standpunkt der christlichen Ethik, der Moral und der Volkswirtschaft*. Berne/Leipzig: Pestalozzi-Fellenberg Haus. [en ligne]
Cafiero, Mario, 2022a. « Entrevista inédita: moneda PAR, la utopía práctica de Mario Cafiero ». mariocafiero.com.ar. [en ligne]
———. 2022b. « Moneda PAR ». mariocafiero.com.ar. [en ligne]
Callon, Michel. 2013. « La formulation marchande des biens ». In *Évaluer et valoriser : Une sociologie économique de la mesure*, édité par François Vatin, 263-85. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Midi.
Canto-Sperber, Monique, et Nadia Urbinati. 2003. *Le socialisme libéral: une anthologie : Europe-États-Unis.* Paris: Éditions Esprit.
Caré, Sébastien. 2016. « La dérive des continents néolibéraux : essai de typologie dynamique ». *Revue de philosophie économique* 17 (1): 21-55.
Carrie, Ana. 2004. « How Interest-Free Banking Works. The Case of JAK ». *FEASTA Review*, nº 2 (novembre), 149-54.
Cartelier, Jean. 1977. « Quesnay, Marx et la société d'Ancien Régime : quelques aperçus ». In *Marx et l'économie politique: essais sur les Théories sur la plus-value*. Collection Intervention en économie politique. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.
———. 1984. « De l'ambiguité du «Tableau économique» ». *Cahiers d'Économie Politique* 9 (1): 39-63.
———. 1991. « L'économie politique de François Quesnay, ou l'Utopie du Royaume agricole ». In *Physiocratie: droit naturel, tableau économique et autres textes*, par François Quesnay. GF. Paris: Flammarion.
———. 1994. « L'invention de l'économie au XVIIIe siècle : note de lecture ». *Cahiers d'Économie Politique* 23 (1): 147-58.
———. 1996. *La monnaie: un exposé pour comprendre ; un essai pour réfléchir*. Dominos 83. Paris: Flammarion.
———. 2018. *Money, Markets and Capital: A Case for Monetary Analysis*. Routledge International Studies in Money and Banking. London New York: Routledge.
Chaïbi, Olivier. 2010. *Proudhon et la Banque du Peuple*. Paris: Connaissance et savoirs.
———. 2016. « Accorder du crédit à ceux qui n'en ont pas ». *Les Etudes Sociales* n° 164 (2): 87-111.
Champ, Bruce. 2007. « Private Money in Our Past, Present, and Future ». Federal Reserve Bank of Cleveland.
Chevalier, Michel. 1851. *La monnaie*. Bruxelles: Meline, Cans & Cie. [en ligne]
Chomsky, Noam. 1970. « Notes on Anarchism ». *The New York Review of Books*, 21 mai 1970. [en ligne]
Christen, Theophil. 1916. « Die Quantitätstheorie des Geldes ». Munich, Berlin et Leipzig : J. Schweitzer. FB 121, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
———. 1920. *Die Durchführung der absoluten Währung*. 2e édition. Erfurt: Freiwirtschaftlicher Verlag. FB 1097, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
———. 1926 [1917]. *Die menschliche Fortpflanzung, ihre Gesundung und ihre Veredlung*. Édité par Friedrich Landmann. 8e éd. München: E. Reinhardt. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Cirillo, Renato. 1986. « Leon Walras' Theory of Money ». *The American Journal of Economics and Sociology* 45 (2): 215-22.
Citton, Yves. 2001. *Portrait de l'économiste en physiocrate. Critique littéraire de l'économie politique*. Questions contemporaines. Paris: L'Harmattan.

Clément, Alain, et Ludovic Desmedt. 2009. « Medicine and economics in pre-classical economics ». In *Open Economics. Economics in relation to other disciplines*, édité par Richard Arena, Sheila Dow, et Matthias Klaes, 108-24. Londres: Routledge.
Cœuré, Benoit. 2014. « Life below Zero: Learning about Negative Interest Rates ». Discours présenté à Annual Dinner of the ECB's Money Market Contact Group, Francfort sur le Main, septembre 9. [en ligne]
———. 2016. « Assessing the implications of negative interest rates ». Discours présenté à Yale Financial Crisis Forum, New Haven, juillet 28. [en ligne].
Collectif. 1920. *Die Obstbausiedlung Eden, eingetragene Gesellschaft mbh, in Oranienburg in den ersten 25 Jahren ihres Bestehens*. Oranienburg: Verlag der Obstbausiedlung Eden eGmbh. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Courbis, Bernard, Éric Froment, et Jean-Michel Servet. 1990. « A propos du concept de monnaie ». *Cahiers d'économie politique* 18 (1): 5-29.
Creutz, Helmut. 2008. *Le syndrome de la monnaie: vers une économie de marché sans crise*. Paris: Economica.
———. 2018. *Das Geld-Syndrom Wege zu einer krisenfreien Wirtschaftsordnung*. 2018. Durchgesehene u. ergänzte Neuausgabe. Gesammelte Werke / Helmut Creutz. Münster: Verlag Thomas Kubo.
Daly, Herman E. 1986. « The Economic Thought of Frederick Soddy ». In *Frederick Soddy (1877–1956): Early Pioneer in Radiochemistry*, édité par George B. Kauffman, 199-218. Chemists and Chemistry. Dordrecht: Springer Netherlands.
Darity, William. 1995. « Keynes' Political Philosophy: The Gesell Connection ». *Eastern Economic Journal* 21 (1): 27-41.
Deleuze, Gilles, et Félix Guattari. 2012. *L'anti-Œdipe*. Capitalisme et schizophrénie. Paris: Éd. de Minuit.
Demeulemeester, Samuel. 2019. « La proposition 100% monnaie des années 1930: clarification conceptuelle et analyse théorique ». Lyon: ENS de Lyon. [en ligne]
Deutsche Bundesbank. 2024. « Kaufkraftäquivalente historischer Beträge [Equivalences de pouvoir d'achat de sommes historiques] ». [en ligne]
Diehl, Karl. 1888. *P. J. Proudhon: seine Lehre und sein Leben*. Jena: Fischer.
Diehl, Paul Heinrich. 1931. *Wohin führt uns der Nationalsozialismus?* Édité par Geschäftsstelle des deutschen Freiwirtschaftsbundes. Westerholt Lauf: Rudolf Zitzmann Verlag.
Diemer, Arnaud. 2014. « Le néolibéralisme français ou comment penser le libéralisme au prisme des institutions ». *Économie et institutions*, nº 20-21 (juin).
———. 2017. « Ordolibéralisme et néolibéralisme, un même combat ». *Revue d'histoire de la pensée économique*, Revue d'histoire de la pensée économique, 2017-1, n°3, , juin, 177-208.
Dillard, Dudley. 1942a. « Keynes and Proudhon ». *The Journal of Economic History* 2 (1): 63-76. [ch12]
———. 1942b. « Silvio Gesell's Monetary Theory of Social Reform ». *The American Economic Review* 32 (2,): 348-52.
———. 1987. « Money as an Institution of Capitalism ». *Journal of Economic Issues* 21 (4): 1623-47.
———. 1997. *Proudhon, Gesell and Keynes. An investigation of some anti-Marxian socialist antecedents of Keynes' General theory of employment, interet and money*. Thèse. St. Georgen: Angela Hackbarth Verlag.
Dimand, Robert W. 2019. *Irving Fisher*. Cham: Springer International Publishing.
Dockès, Pierre, et Jean-Michel Servet. 1992. « Les lecteurs de l'armée morte Note sur les méthodes en histoire de la pensée économique ». *Revue européenne des sciences sociales* 30 (92): 341-64.
Dostaler, Gilles. 2000. « Néolibéralisme, keynésianisme et traditions libérales ». *La Pensée*, nº 323, 71-87.

———. 2007. *Keynes and His Battles*. Cheltenham: Edward Elgar.
Du Cange, Charles Du Fresne. 1733. *Glossarium ad scriptores mediae et infimae latinitatis*. Paris: Sub oliva Caroli Osmont. [en ligne]
Dubois, Hervé. 2014. *Faszination WIR resistent gegen Krisen, Spekulationen und Profitgier*. Lenzburg: Faro.
Duby, Georges. 1996. *Les trois ordres: ou, L'imaginaire du féodalisme*. Bibliothèque des histoires. Paris: Gallimard.
Dumézil, Georges. 1968. *L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*. Bibliothèque des sciences humaines. Paris: Gallimard.
Düsing, Edith. 2006. *Nietzsches Denkweg : Theologie-Darwinismus-Nihilismus*. Munich: W. Fink.
Eden Gemeinnützige Obstbau-Siedlung eG. 2019. « Alwin Esser ». eden-eg.de. [en ligne]
———. 2019. « Gustav Simons ». eden-eg.de. [en ligne]
Eisler, Robert. 1924. *Das Geld. Seine geschichtliche Entstehung und gesellschaftliche Bedeutung*. Munich: Verlag der Diatypie.
———. 1931. *This Money Maze: A Way Out of the Economic World Crisis*. Londres: The Search Publishing Co.
———. 1932. *Stable Money: the Remedy for the Economic World Crisis*. Londres: The Search Publishing Co.
Engert, Rolf. 1998. « Die Freiwirtschaft: ein praktischer Ausdruck der Stirnerschen Philosophie ; Vortrag gehalten am 26. Nov. 76 nach Stirners Einzigem auf dem "1. Europäischen Individualisten-Kongreß" zu Berlin (1920) ». *Stirneriana*, nº 10, 26. Bibliothek der Freien.
Faccarello, Gilbert. 1986. *Aux origines de l'economie politique liberale: Pierre de Boisguilbert*. Paris: Anthropos.
Fack, Hugo R. 1944. *The Gothic, 1150-1450. The Key to the Problems of our Time*. San Antonio, Texas: Free-Economy Publishing Co. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Fantacci, Luca. 2013. « Reforming Money to Exit the Crisis: Examples of Non-capitalist Monetary Systems in Theory and Pratice ». In *Financial Crises and the Nature of Capitalist Money*, édité par Jocelyn Pixley et G. C Harcourt, 124-47. Londres: Palgrave Macmillan.
Faudot, Adrien. 2019. « Keynes sur la compensation internationale. Les années 1930 et la conception du plan pour une International Clearing Union ». *Revue d'histoire de la pensée économique*, nº 7, 73.
Faure, Sébastien. 1973 [1928]. « La Synthèse anarchiste ». *Le Mouvement social*, nº 83, 64-72. .
Feder, Gottfried. 1919. *Das Manifest zur Brechung der Zinsknechtschaft des Geldes*. Diessen vor München: Jos. C. Huber. [en ligne]
Fèvre, Raphaël. 2017. « Walter Eucken et Wilhelm Röpke face à la « nouvelle » Question Sociale », *Revue d'histoire de la pensée économique*, n°3 (juin) : 209-40.
Fisher, Irving. 1920a. *Stabilizing The Dollar*. New York: Macmillan. [en ligne]
———. 1920b. *The Purchasing Power of Money: Its Determination and Relation to Credit, Interest and Crises*. 2e édition. New York: The MacMillan Company.
———. 1928. *The Money Illusion*. New York: Adelphi Co. [en ligne]
———. 1932. *Booms and Depressions : Some First Principles*. New York: Adelphi. [en ligne]
———. 1933. « The Debt-Deflation Theory of Great Depressions ». *Econometrica* 1 (4): 337-57.
———. 1936. *100% Money*. 2e éd. New York: Adelphi Co.
———, et Hans R. L Cohrssen. 1933. *Stamp Scrip*. New York: Adelphi Co. [en ligne]
———, et Hans R. L. Cohrssen. 1934. *Stable Money: A History of the Movement*. Adelphi Company. [en ligne]
———, et Herbert W. Fisher. 1934. *Mastering the Crisis, with Additional Chapters on Stamp Scrip*. London: G. Allen & Unwin Ltd.

Flürscheim, Michael. 1884. *Auf friedlichem Wege: Ein Vorschlag zur Lösung der sozialen Frage*. O. Sommermayer. [en ligne]
———. 1891. *Rent, Interest and Wages : Or, The Real Bearings of the Land Question : Private Rent the Mother of Interest, the Cause of Commercial Depressions & Social Misery*. London : Reeves. [en ligne]
———. 1902. *Clue to the Economic Labyrinth*. Londres: S. Sonnenschein & co. [en ligne]
———. 1909. *The Economic and Social Problem*. Xenia, Ill., Jefferson Publishing Company. [en ligne]
Flury, Daniel. 2012. « Ein Traum bleibt Utopie ». *WIR-Plus*, juillet, 22-25.
Fonda, Arthur. 1895. *Honest Money*. New York: Macmillan. [en ligne]
Frankfurth, Ernst. 1906. *Das arbeitslose Einkommen : eine Skizze*. Arosa, Leipzig: Junginger-Hefti. [en ligne]
Freisoziale Union Hamburg. 1961. « Die Selbsthilfe wurde verboten ». I*nformationen für Kultur, Wirtschaft und Politik*, avril.
Freiwirtschaftliche Zeitung. 1927a. « Die Geldillusion, von Professor Irving Fisher », 11 septembre, n°37. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1927b. « Programm der freiwirtschaftlichen Arbeitspartei », 28 août. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1933. « Neues Umlaufsgeld in Oesterreich und - verbot in der Tschechoslowakei », 3 août, n° 31. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Freiwirtschaftliche Zeitung (CH). 1927. Juillet, n°30. Archiv für Geld- und Bodenreform,
1931a. « Das Wära-Wunder von Schwanenkirchen », avril, n° 15. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931b. « Die Wära in Nordeney », mai. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931c. « Neben dem “Wunder von Schwanenkirchen” das “Wunder von Nordeney” », mai. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Friedlaender, Benedict. 1892. *Der freiheitliche Sozialismus im Gegensatz zum Staatsknechtsthum der Marxisten: mit besonderer Berücksichtigung der Werke und Schicksale Eugen Dühring's*. Berlin: Freie Verlag-Anstalt. [en ligne]
Friedman, Milton, et Anna Jacobson Schwartz. 1993 [1963]. *A Monetary History of the United States: 1867 - 1960*. Studies in Business Cycles, 12. Princeton: Princton Univ. Press.
Friedmann, Werner. 1931. « Die Wära-Insel im Bayerischen Wald ». *Süddeutsche Sonntagspost*, 15 mars, n° 11. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Fukao, Mitsushiro. 2004. « The Effects of ‘Gesell’ (Currency) Taxes in Promoting Japan’s Economic Recovery ». Présenté à Policy Options for Japan and the United States, Ann Arbor, MI. [en ligne].
Fuller, Edward W. 2019. « Was Keynes a socialist? » *Cambridge Journal of Economics* 43 (6): 1653-82.
Gatch, Loren. 2006. « Local Scrip in the USA during the 1930s: Lessons for Today? » Bauhaus-Universität Weimar.
Inconnu. 1898. « Gedächtnis-Feier für den verstorbenen Oberstlieutnant a. D. M. v. Egidy ». Archives du musée Gustav Lilienthal. [en ligne]
Geld und Arbeit. 1933. « Das Schwundgeld ist tod, es lebe das Schwundgeld! », novembre, n°11. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
George, Henry. 1897 [1885]. *Protection or Free Trade: An Examination of the Tariff Question with Especial Regard to the Interests of Labor*. New York, Sterling Publishing Co. [en ligne]
———. 1916 [1879]. *Progress and Poverty, an Inquiry into the Cause of Industrial Depressions and of Increase of Want with Increase of Wealth; the Remedy*. New York, Garden City: Doubleday, Page & Cie. [en ligne]

Gille, Bertrand. 1970. « La fondation du crédit mobilier et les idées financières des frères Péreire ». *Travaux de Sciences Sociales*, 125-43.
Glasner, David. 2021. *Studies in the History of Monetary Theory: Controversies and Clarifications*. Palgrave Studies in the History of Economic Thought. Cham: Springer International Publishing.
Godschalk, Hugo. 2012. « Does Demurrage Matter for Complementary Currencies? » *Internationa Journal of Community Currency Research*, nº 16 (juillet), 58-69.
Gomez, Georgina M. 2008. « Making Markets. The Institutional rise and decline of the Argentine Red de Trueque ». Thèse. La Hague: Institute of Social Studies.
Gomez Betancourt, Rebeca, et Jérôme de Boyer des Roches. 2013. « Origins and Developments of Irving Fisher's Compensated Dollar Plan ». *The European Journal of the History of Economic Thought* 20 (2): 261-83.
Goodfriend, Marvin. 2000. « Overcoming the Zeor Bound on Interest Rate Policy ». *Journal of Money, Credit and Banking* 32 (4): 1007-35.
Goutte, Pierre-Henri. 2019. « Economie et transitions : l'œuvre de Dupont de Nemours au début de la Révolution française 1789-1792 ». In *Idées économiques sous la Révolution (1789-1794)*, édité par Jean-Michel Servet. Histoire. Lyon: Presses universitaires de Lyon. [en ligne]
Gueslin, André. 2002. « Les banques de l'économie sociale en France : perspectives historiques ». *Revue d'économie financière*, nº 67, 21-43.
Hackl, Hermann. 1934. « Ein Notschrei der Industriegemeinden in 12. Stunde ». Marktgemeinde Lilienfeld. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Haldane, Andrew. 2015. « How low can you go? » Discours, Portadown Chamber of Commerce, Northern Ireland, septembre 18. [en ligne]
Hammes, David, et Douglas Wills. 2005. « Thomas Edison's "except one": The monetary views of Arthur Kitson revisited ». *Journal of Economic Studies* 32 (1): 33-46.
Hartung, Günter. 1996. « Völkische Ideologie ». In *Handbuch zur « völkischen Bewegung » 1871-1918*, édité par Uwe Puschner et Walter Schmitz, 22-44. Munich, New Providence, Londres, Paris: K.G. Saur. [en ligne]
Haubtmann, Pierre. 1982. *Pierre-Joseph Proudhon. Sa vie et sa pensée (1809-1849)*. Paris: Beauchesne.
Hebecker, Max. 1946a. « à Hans Klabunde ». Lettre, 3 septembre 1946. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1946b. « à Hans Klabunde ». Lettre, 23 septembre 1946. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Herland, Michel. 1977. « « Perpetuum mobile » et crédit gratuit. Deux propositions oubliées pour améliorer le fonctionnement d'une économie monétaire ». *Revue économique* 28 (6): 938-73.
———. 1987. « L'utopie monétaire de Silvio Gesell: un cas d'hétérodoxie entre Wicksell et Keynes ». In *Les cahiers de Decta III*, 98-120. Université de Bordeaux I.
———. 1992. « À quoi sert l'histoire de la pensée économique? » *Revue économique* 43 (5): 953-60.
———. 1996. « Three French Socialist Economists: Leroux, Proudhon, Walras ». *Journal of the History of Economic Thought* 18 (1): 133-53.
Hertzka, Theodor. 1890. *Freiland. Ein sociales zukunftsbild*. Dresden und Leipzig, E. Pierson. [en ligne]
Hess, Willy. 1985. *Silvio Gesell: Leben und Werk : eine Einführung*. Zürich: Liberalsozialistische Partei der Schweiz.
Hitler, Adolf. 1943 [1925]. *Mein Kampf*. 851e-855e éd. Munich: Zentralverlag der NSDAP, Franz Eher Nachf. [en ligne]
Horna, Dr. 1938. « à Hans Klabunde ». Lettre, 7 janvier 1938. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.

Hornung, Alfred. 1934. *Das Ergebnis des Wörgler Schwundgeldversuches. Ist Wörgl ein Freigeld-Experiment?* Tiroler Studien, Heft 2. Innsbruck: Sozialwissenschaftliche Arbeitsgemeinschaft. FB 116, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
Humphrey, Thomas M. 1984. « Algebraic Quantity Equations before Fisher and Pigou ». *Economic Review*, septembre/octobre.
IEESG. 2020. « PRIMERAS JORNADAS DE ECONOMÍA GESELLIANA - Villa Gesell ». [en ligne]
Ilgmann, Cordelius. 2015. « Silvio Gesell: “A Strange, Unduly Neglected” Monetary Theorist ». *Journal of Post Keynesian Economics* 38 (4): 532-64. .
Ilgmann, Cordelius, et Martin Menner. 2011. « Negative Nominal Interest Rates: History and Current Proposals ». *International Economics and Economic Policy* 8 (4): 383-405.
Ingham, Geoffrey, Ken Coutts, et Sue Konzelmann. 2016. « Introduction: ‘Cranks’ and ‘Brave Heretics’: Rethinking Money and Banking after the Great Financial Crisis ». *Cambridge Journal of Economics* 40 (5): 1247-57.
International Labour Organization. 2022. « Global wage report 2022-23: the impact of inflation and COVID-19 on wages and purchasing power ». 1st ed. Geneva: ILO.
Jevons, Stanley. 1876. *Money and the Mechanism of Exchange*. New York: D. Appleton & Co. [en ligne]
Journal of the Royal Statistical Society. 1929. « Obituary (Augustus Sauerbeck) *». Journal of the Royal Statistical Society 92 (2): 300.*
Just, Adolf. 2001 [1896]. *Kehrt zur Natur zurück! die naturgemässe Lebensweise als einziges Mittel zur Heilung aller Krankheiten und Leiden des Leibes, des Geistes und der Seele ; das naturgemässe Bad, Licht und Luft in ihrer Anwendung im vollen Sinne der Natur, Die Erdkraft als wichtigstes Heilmittel der Natur, Naturgemässe Ernährung*. Friedrichsdorf: Verlag der Heilerde-Ges.
Kant, Immanuel. 2018. *Zum ewigen Frieden. Ein philosophischer Entwurf*. Édité par Jost-Dietrich Busch. 2e éd. Quellen zur Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte. Kiel: Christian-Albrechts-Universität zu Kiel.
Karner, Christoph. 2002. *Katholizismus und Freiwirtschaft. Das Lebensreformprogramm des Johannes Ude*. Europäische Hochschulschriften. Vienne/Francfort/Berlin/Berne/New York/Oxford/Bruxelles: Peter Lang.
Kästli, Tobias. 1979. « Auf der Suche nach dem dritten Weg zwischen Kapitalismus und Kommunismus : Werner Zimmermann und die Freiwirtschaft des Silvio Gesell ». *Tagesanzeiger-Magazin*, 17 mars, n°11. Schweizerisches Wirtschafstarchiv.
Keynes, John Maynard. 1914. « The Prospects of Money ». *The Economic Journal* 24 (96): 610.
———. 2009. *Sur la monnaie et l’économie*. Petite bibliothèque Payot (Paris). Paris: Payot.
———. 2010 [1933]. *Essays in Biography*. London: Palgrave Macmillan UK.
———. 2013a. *Essays in Persuasion*. Vol. IX. The Collected Writings of John Maynard Keynes. Cambridge: Cambridge University Press.
———. 2013b. *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. Vol. VII. The Collected Writings of John Maynard Keynes. Cambridge: Cambridge University Press.
———. 2017. *Théorie générale de l’emploi, de l’intérêt, et de la monnaie*. Traduit par Jean de Largentaye. Paris: Payot.
Kimball, Miles. 2015. « Negative Interest Rate Policy as Conventional Monetary Policy ». *National Institute Economic Review*, n° 234, R5-14.
Kimball, Miles, et Ruchir Agarwal. 2015. « Breaking Through the Zero Lower Bound ». Working Paper WP 15/224. Washington, D.C.: FMI. [en ligne]
———. 2019. « Enabling Deep Negative Rates to Fight Recessions: A Guide ». Working Paper WP 2019/084. Washington, D.C.: FMI. [en ligne]
Kitson, Arthur. 1895. *A Scientific Solution of the Money Question*. Boston, Arena Publishing Company. [en ligne]

———. 1917. *A Fraudulent Standard*. Hawthorne, CA: Omni Publications. [en ligne]
Klabunde, Hans. 1947. « An das Bürgermeisteramt Wagstadt/Mähren ». Lettre, 12 avril 1947. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Klüpfel, Paulus. 1916. « Vorwort ». In *Gesammelte Werke*, édité par Werner Onken, 9:XV-XX. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
Kölnische Zeitung. 1934a. « Kein Schwundgeld in Reval », 3 août, n° 388. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1934b. « Schwundgeld in Reval », 22 juin, n° 310. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Krier, Frédéric. 2009. *Sozialismus für Kleinbürger: Pierre Joseph Proudhon, Wegbereiter des Dritten Reiches*. Köln: Böhlau.
L'information sociale. 1934a. « Le discours de M. Daladier au congrès de Nantes (Compte-rendu sténographique) », 8 novembre 1934, n° 548. [en ligne]
———. 1934b. « Le discours de M. Daladier et la presse », 8 novembre 1934, n° 548. [en ligne]
Laacher, Smaïn. 1998. « L'État et les systèmes d'échanges locaux (SEL). Tensions et intentions à propos des notions de solidarité et d'intérêt général ». *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 11 (42): 123-49.
Lakomski-Laguerre, Odile. 2002. *Les institutions monétaires du capitalisme: la pensée économique de J.A. Schumpete*. Collection Économiques. Paris: L'Harmattan.
———. 2006. « Le crédit et le capitalisme : la contribution de J. A. Schumpeter à la théorie monétaire ». *Cahiers d'économie Politique* 51 (2): 241-64.
Landauer, Gustav. 1919. *Aufruf zum Sozialismus*. 2e éd. Berlin: Cassirer. [en ligne].
———. s. d. « Gustav Landauer Papers *181* Photocopies de lettres de Gustav Landauer à Silvio Gesell (1914) et Paulus Klüpfel (1915-1917) ». ARCH00780, Inv. n° 182. International Institute for Social Sciences. [en ligne]
Lanteri, Alessandro. 2011. « Douglas, Gesell, and the Economic Ethics of Ezra Pound ». *History of economic ideas : XIX, 1, 2011*, 147-66.
Larrère, Catherine. 1992. *L'invention de l'économie au XVIIIe siècle: du droit naturel à la physiocratie*. Léviathan. Paris: Presses universitaires de France. [en ligne]
Latour, Bruno. 2021. « Préface ». In *Controverses mode d'emploi*, édité par Clémence Seurat et Thomas Tari. Paris: FORCCAST : SciencesPo Les Presses.
Lautner, Marcel. 1964. *Der « WIR »-Verrechnungsverkehr.* Zürich: Schulthess.
Laveleye, Emile de. 1891. *La monnaie et le bimétallisme international*. 2e édition. Paris, F. Alcan. [en ligne]
Le Héron, Edwin. 2005. « A.R.J. Turgot et le marché des fonds prêtables ». In *Histoire des représentations du marché*, édité par Guy Bensimon. Paris: M. Houdiard.
Le Mercier de La Rivière, Pierre-Paul. 2001 [1767]. *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*. Paris: Fayard.
Leroy-Beaulieu, Paul. 1899. *Traité de la science des finances*. 6e édition. Paris: Guillaumin & Cie. [en ligne]
Letzte Politik. 1929. « Die erste Sitzung der Tauschgesellschaft verschoben », octobre, n° 38. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1933. « Freigeld in Frankreich », octobre 1933. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Letzte Politik - Wära-Beilage. 1929a. « Wir nehmen Wära an ! », mai 1929, n° 18 édition.
———. 1929b. « Wir nehmen Wära an ! », avril 1929. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Linse, Ulrich. 1996. « Völkisch-rassische Siedlungen der Lebensreform ». In *Handbuch zur « völkischen Bewegung » 1871-1918*, édité par Uwe Puschner et Walter Schmitz, 397-410. Munich, New Providence, Londres, Paris: K.G. Saur. [en ligne]
Lloyd, John William. 1930. *Karezza-Praxis: Liebe als Austausch magnetischer Kräfte ; Die Kunst ehelicher Liebe ; Der Liebende als Künstler der Berührung*. Traduit par Werner Zimmermann. Lebensbücher der Neuen Zeit. Lauf b. Nürnberg, Berne, Leipzig: Die neue Zeit, Rudolf Zitzmann.

Loehr, Dirk. 2012. « The Euthanasia of the Rentier — A Way toward a Steady-State Economy? » *Ecological Economics* 84 (décembre):232-39.
Loria, A. 1890. « Studii Sul Valore Della Moneta ». *Giornale degli Economisti* 1 (Anno 1):189-205.
Louge, Carlos Fernando. 2015. *Keynes & Gesell ¿Nuevo paradigma? El orden económico natural y breve historia monetaria argentina*. Buenos Aires: Errepar.
Lowe, Joseph. 1822. *The Present State of England in Regard to Agriculture, Trade and Finance; with a Comparison of the Prospects of England and France*. London : Longman, Hurst, Rees, Orme, and Brown. [en ligne]
Maaß, Otto, et German Sickinger. 1923. *Die « Brechung der Zinsknechtschaft » durch G. Feder*. Erfurt: Verlag des Freiwirtschaftsbundes.
Mackay, John Henry. 1898. *Max Stirner: Sein Leben und sein Werk*. Schuster & Loeffler. [en ligne]
Mankiw, N. Gregory. 2009. « It May Be Time for the Fed to Go Negative ». *The New York Times*, 18 avril 2009, sect. Business. [en ligne]
Mardellat, Patrick. 2024. *Économie radicale: philosophie économique du don, de la richesse et de la pauvreté*. Paris: Hermann.
Marktgemeinde Liezen. 1933. « Mein Bericht in der Ausschusssistzung v. 10.7.1933 ». Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Marktgemeinde Lilienfeld. 1933. « Aufnahmebericht über die Bürgermeister-Konferenz am 22. Juni 1933 in der Gemeindekanzlei in Lilienfeld ». Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Marshall, Alfred. 1887. « Remedies for Fluctuations of General Prices », *The Contemporary review* nº 51 (janvier), 355-75.
Marx, Karl. 1908 [1847]. *Misère de la philosophie : réponse à la « Philosophie de la misère » de M. Proudhon*. Paris: V. Giard et E. Brière. [en ligne]
———, et Friedrich Engels. 1886 [1848]. « Manifeste du Parti communiste ». In *La France socialiste*, traduit par Laura Lafargue, 296-345. Paris: F. Fetscherin et Chuit. [en ligne]
Masson, Bernard. 1984. « «Circuit et circulation chez Quesnay» ». *Cahiers d'Économie Politique* 9 (1): 19-38.
Menger, Anton. 1891. *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag in geschichtlicher Darstellung*. J.G. Cotta. [en ligne]
———. 1899. *The right to the whole produce of labour*. London: Macmillan.
Menuet, Maxime, et Patrick Villieu. 2020. « L'analyse physiocratique de la monnaie : une réévaluation ». *LEO Working Papers.* Orléans. [en ligne]
Merlio, Gilbert. 2009. « Nietzsche, Darwin et le darwinisme ». *Revue germanique internationale*, nº 10 (novembre), 125-45.
Meunier, Paul. 1959. *Le papier-monnaie « résorbable »*. Auto-édition. FB 106, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
Million, Claude. 2019. *Stamp Your Scrip - Stamp out Depression. Irving Fisher's Advocacy of Stamped Money, 1932-1934*. Berne: Stämpfli.
Mises, Ludwig von. 1912. *Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*. Munich et Leipzig: Duncker & Humblot. [en ligne]
Mitchell, Wesley C. 1938. « The Making and Using of Index Numbers ». Bulletin n° 656. Washington, D.C.: United States Department of Labor.
Molinié, Antoinette. 2012. « L'argent sauvage: une énigme andine de la monnaie ». In *Monnaie antique, monnaie moderne, monnaies d'ailleurs: métissages et hybridations*, par Patrick Pion, Bernard Formoso, et Etienne Roland, 175-87. Colloques de la Maison René-Ginouvès. Paris: De Boccard.
Morino, E. 2000. « 'Wasurerareta Shisouka Silvio Gesell: Rouka suru Okane no Riron to sono Jissen no Ayumi [Silvio Gesell, penseur oublié: un développement des théories et pratiques de la monnaie périssable]' ». In *« Ende no yuigon : kongen kara okane o tou*

koto [Le testament d'Ende: une remise en question radicale de la monnaie] », édité par Atsunori Kawamura et Gurūpu Gendai. Tokyo: Nihon Hōsō Shuppankyōkai.
Mühsam, Erich. 1999. *La République des Conseils de Bavière et La Société libérée de l'Etat*. Traduit par Théodore Zweifel et Pierre Gallissaires. Baye/Quimperlé: La Digitale.
Mülberger, Arthur. 1899. *P.-J. Proudhon: Leben und Werke*. Stuttgart: F. Frommann.
Muralt, Alex von. 1934. « La monnaie à valeur décroissante et l'expérience de Wörgl ». *Annales de l'économie collective*, 314-25. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Nidecker, Heinrich. 1926. *Gesundung des sozialen Organsimus nach den Vorschlägen von Rudolf Steiner und Silvio Gesell*. Berne: Pestalozzi-Fellenberg-Haus.
Nietzsche, Friedrich. 1961 [1883]. *Also sprach Zarathoustra*. Munich : Wilhelm Goldmann. [en ligne]
Observatorio de la Riqueza Padre Pedro Arrupe. « Quienes somos ». 2017. observatorio-riqueza.org. 2017. [en ligne]
OECD. 2023. « OECD Compendium of Productivity Indicators 2023 ». oecd-ilibrary.org. 2023. [en ligne]
Onken, Werner. 1983. « Ein vergessenes Kapitel der Wirtschaftsgeschichte - Schwanenkirchen, Wörgl und ander Freigeldexperimente ». *Zeitschrift für Sozalökonomie*, nº 57/58 (mai).
———. 1988. « Zum Geleit ». In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*. Vol. 2. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1990a. « Zum Geleit ». In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*, 8:9-14. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1990b. « Zum Geleit ». In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*, 6:7-10. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1992a. « Zum Geleit ». In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*, 10:11-20. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
——— (éd.). 1992b. « Verhandlungsbericht ». In *Gesammelte Werke*, 12:41-53. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1997. « Zum Geleit ». In *Silvio Gesell - Gesammelte Werke*, 18:5-24. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 1999. *Silvio Gesell und die Natürliche Wirtschaftsordnung. Eine Einführung in Leben und Werk*. Lütjenburg: Gauke, Verlag für Sozialökonomie. [en ligne]
———. 2018. *Silvio Gesell in der Münchener Räterepublik: Eine Woche Volksbeauftragter für das Finanzwesen im April 1919*. 2. überarbeitete und ergänzte Auflage Mai 2018. Oldenburg: Rettberg-Gauke Verlags- & Medienservice.
———. 2020. *Marktwirtschaft ohne Kapitalismus. Von der Akkumulation und Konzentration in der Wirtschaft zu ihrer Dezentralisierung*. Vol. 2. 3 vol. Oldenburg: Rettberg-Gauke Verlags- & Medienservice. [en ligne]
———. s.d.. « Jean Barral ». Archiv für Geld- und Bodenreform.
Orain, Arnaud. 2018. *La politique du merveilleux: une autre histoire du système de Law (1695-1795)*. L'épreuve de l'histoire. Paris: Fayard.
Orléan, André. 2011. *L'empire de la valeur*. Paris: Seuil.
———, et Frédéric Lordon. 2010. « Genèse de l'Etat, genèse de la monnaie. Le modèle de la Potentia Multitudinis ». In *Spinoza et les sciences sociales de la puissance de la multitude à l'économie des affects*. Amsterdam poches. Paris: Editions Amsterdam.
Orzi, Ricardo, Sebastián Valdecantos, et Raphaël Porcherot. 2020. « Criptomonedas para el cambio social. La experiencia de MonedaPAR en Argentina ». *Red Sociales, Revista del Departamento de Ciencias Sociales* 07 (6): 17-31.
Ould-Ahmed, Pepita. 2008. « Monnaie des économistes, argent des anthropologues : à chacun le sien? » In *L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes*, édité par Monique Selim, Eveline Baumann, Richard Sobel, Laurent Bazin, et Pascale Phélinas, 11. Questions contemporaines, Série Globalisation et sciences sociales. Paris: L'Harmattan.

———. 2010. « Les « clubs de troc » argentins : un microcosme monétaire Credito dépendant du macrocosme Peso ». *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, nº 7 (février).
Oxfam France. 2024. « Rapport Oxfam 2024 : Multinationales et inégalités multiples ». [en ligne]
Paolera, Gerardo della, et Alan M. Taylor. 2007. *Straining at the Anchor: The Argentine Currency Board and the Search for Macroeconomic Stability, 1880-1935*. National Bureau of Economic Research Series on Long-Term Factors in Economic Development. Chicago: University of Chicago Press. [en ligne].
Parsons, Frank. 1898. *Rational Money; a National Currency Intelligently Regulated in Reference to the Multiple Standard*. Philadelphia, Pa., C. F. Taylor. [en ligne]
Patalano, Rosario. 2017. « The Gesell Connection during the Great Depression ». *Journal of the History of Economic Thought* 39 (3): 349-79.
Piketty, Thomas. 2013. *Le capital au XXIe siècle*. Livres du nouveau monde. Paris: Éditions du Seuil.
Piluso, Nicolas. 2013. « Keynes et les synthèses néoclassico-keynésiennes : les raisons d'un divorce analytique ». *Idees economiques et sociales* N° 174 (4): 51-60.
Plasencia, María Adela. 2008. « La oxidacion monetaria y la moneda social. Aportes teoricos y analisis de un caso: la moneda social oxidable de Venado Tuerti, Pcia. de Santa Fe ». Mémoire de Maestria, Los Polvorines: Universidad Nacional de General Sarmiento.
———. 2012. *La moneda para otra economía : aportes en torno a la exclusión monetaria, el atesoramiento, la oxidación y la acumulación*. Buenos Aires: Imago Mundi. [en ligne]
Plöckinger, Othmar. 2018. « Gottfried Feders Einfluss auf die wirtschafts- und staatspolitischen Vorstellungen der frühen NSDAP und auf Hitlers „Mein Kampf“ / Gottfried Feder's influence on the early NSDAP's ideas on economic and state policies and Hitler's "Mein Kampf" ». *VSWG: Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* 105 (4): 497-527.
Polanyi, Karl. 1934. « Rudolf Steiner's Economics ». *New Britain* III (63): 311-12.
———. 1977. *The Livelihood of Man*. Studies in social discontinuity. New York, San Francisco, Londres: Academic Press.
———. 2001 [1944]. *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*. 2e éd. Boston: Beacon Press.
Popescu, Oreste. 1952. *El sistema económico en las misiones jesuíticas*. Bahía Blanca: Pampa-Mar. [en ligne]
———. 1963. *Ensayos de doctrinas económicas argentinas: Belgrano, Echeverria, Gesell*. La Plata, Argentine: Ediciones del Instituto de economia y finanzas.
———. 1965. *Ensayos de doctrinas económicas argentinas*. Buenos Aires, Argentine: Ediciones Depalma.
———. 1997. *Studies in the History of Latin American Economic Thought*. Routledge History of Economic Though Series. London New York (N. Y.): Routledge.
Porcherot, Raphael. 2023. « Une monnaie alternative peut-elle être une alternative à la monnaie? » Thèse. Paris: Université Paris-Saclay. [en ligne]
Porter, George Richardson. 1838. *The Progress of the Nation*. Londres: C. Knight & Co. [en ligne]
Potier, Jean-Pierre. 2015. « Léon Walras, un économiste socialiste libéral ». In Jean-Louis Fournel et Jacques Guilhaumou (éd), *Libertés et libéralismes : Formation et circulation des concepts*, 259-82. Gouvernement en question(s). Lyon: ENS Éditions. [en ligne]
———. 2019a. « Organisation du marché du travail, législation ouvrière et assurances sociales ». In *Léon Walras, économiste et socialiste libéral*, 407-27. Bibliothèque de l'économiste 28. Paris: Classiques Garnier.

———. 2019b. « Vers le rachat des terres par l'État et la suppression des impôts ». In *Léon Walras, économiste et socialiste libéral*, 429-50. Bibliothèque de l'économiste 28. Paris: Classiques Garnier.
Poulett Scrope, George. 1833a. *An Examination of the Bank Charter Question : With an Inquiry into the Nature of a Just Standard of Value, and Suggestions for the Improvement of Our Monetary System*. Londres: John Murray. [en ligne]
———. 1833b. *Principles of Political Economy, Deduced from the Natural Laws of Social Welfare, and Applied to the Present State of Britain*. Londres: Longman, Rees, Orme, Brown, Green & Longman. [en ligne]
Preparata, Guido G. 2002. « On the Art of Innuendo: J. M. Keynes' Plagiarism of Silvio Gesell's Monetary Economics ». In *Research in Political Economy*, 20:217-53. Bingley: Emerald.
———. 2006. « Perishable Money in a Threefold Commonwealth: Rudolf Steiner and the Social Economics of an Anarchist Utopia ». *Review of Radical Political Economics* 38 (4): 619-48.
Primavera, Heloisa, Horacio Covas, et Carlos De Sanzo. 1998. « Reinventando el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina ». [en ligne]
Proudhon, Pierre-Joseph. 1850 [1846]. *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*. Paris: Garnier.
———. 1858. *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*. Paris: Garnier frères.
———. 1861. *Théorie de l'impôt*. Paris: Dentu.
———. 1863. *Du principe fédératif*. Paris: Dentu. [en ligne]
———. 1875. *Correspondance de P.-J. Proudhon*. Vol. II. Paris: A. Lacroix et Cie. [en ligne]
———, 2003a [1848]. « Banque d'échange ». In *Solution du Problème social. Banque d'échange – Banque du Peuple*, 121-232. Antony: Tops/Trinquier.
———. 2003b [1848/1849]. « Banque du Peuple ». In *Solution du Problème social. Banque d'échange – Banque du Peuple*, 241-308. Antony: Tops/Trinquier.
———. 2003c [1848]. « Organisation du crédit et de la circulation et solution du problème social ». In *Solution du problème social. Banque d'échange - Banque du Peuple*, Tops/Trinquier, 91-120. Antony: Tops/Trinquier
Quesnay, François. 1991a [1765]. « Le droit naturel ». In *Physiocratie: droit naturel, tableau économique et autres textes*, 69-86. GF. Paris: Flammarion.
———. 1991b [1774]. « Maximes générales du gouvernement économique d'un Royaume agricole ». In *Physiocratie: droit naturel, tableau économique et autres textes*, 237-67. GF. Paris: Flammarion.
———. 1991c [1763]. « Philosophie rurale ». In *Physiocratie: droit naturel, tableau économique et autres textes*, 148-206. GF. Paris: Flammarion.
———. 1991d. *Physiocratie: droit naturel, tableau économique et autres textes*. GF. Paris: Flammarion.
———. 1991e [1758]. « Tableau économique ». In *Physiocratie: droit naturel, tableau économique et autres textes*, 87-147. GF. Paris: Flammarion.
———. 2005. *Oeuvres économiques complètes et autres textes*. Classiques de l'économie et de la population. Editions critiques. Paris: Institut national d'études démographiques.
Ravix, Joël-Thomas. 2014. « La pensée monétaire en France entre 1750 et 1776 : Forbonnais, Quesnay et Turgot ». In *Les pensées monétaires dans l'histoire: l'Europe, 1517 - 1776*, édité par Jérôme Blanc et Ludovic Desmedt. Bibliothèque de l'économiste. Paris: Classiques Garnier.
Repussard, Catherine. 2016. « Introduction ». *Recherches germaniques*, n° HS 11 (juillet), 5-15.
———. 2016. « *Freiland* de Theodor Hertzka (1890) ou le « libéralisme enchanté » ». *Recherches germaniques*, n° HS 11 (juillet), 89-108.
Ricardo, David. 1817. *The Works and Correspondence of David Ricardo, Vol. 1 : Principles of Political Economy and Taxation*. Online Library of Liberty. [en ligne]

Rindlisbacher, Stefan, éd. 2022. *Lebensreform in der Schweiz (1850-1950). Vegetarisch essen, nackt baden und im Grünen wohnen.* Berlin: Peter Lang.
Rioufreyt, Thibaut. 2016. « Le social-libéralisme, du label politique au concept scientifique ». *Raisons politiques* N° 61 (1): 115-27.
Rist, Charles. 1955. « La pensée économique de Proudhon ». *Revue d'histoire économique et sociale* 33 (2): 129-65.
Rivaud, Emile. 1907. *Henry George et la physiocratie*. Paris: Bonvalot-Jouve.
Rogoff, Kenneth. 2014. « Costs and Benefits to Phasing Out Paper Currency ». Présenté à NBER Macroeconomics Annual Conference, Cambridge, MA. [en ligne]
Rosselli, Carlo. 2017. *Liberal Socialism*. Édité par Nadia Urbinati. Princeton University Press.
Saiag, Hadrien. 2016. *Monnaies locales et économie populaire en Argentine*. Paris, France: Editions Karthala, 2016.
Sandilands, Roger J. 1986. « Natural Law and the Political Economy of Henry George ». *Journal of Economic Studies* 13 (5): 4-15.
Sargent, Lyman Tower. 2010. « Michael Flürscheim: From the Single Tax to Currency Reform ». *Utopian Studies* 21 (1): 139-61.
Sarlay, Ferdinand. 1947. « à Hans Klabunde ». Lettre, 11 mai 1947. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Sayre, Robert, et Michael Löwy. 2019. *Romantic Anti-capitalism and Nature: The Enchanted Garden*. London: Routledge.
Schmid, Werner. 1954. *Silvio Gesell: die Lebensgeschichte eines Pioners*. Bern: Genossenschaft Verlag freiwirtschaftlicher Schriften.
———. 1957. *Neoliberalismus und Freiwirtschaft*. Zurich: Verlag Freiwirtschaftlicher Schriften. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Schnurbein, Stefanie von. 1996. « Die Suche nach einer „arteigenen" Religion in 'germanisch-' und "deutschgläubigen' Gruppen ». In *Handbuch zur « völkischen Bewegung » 1871-1918*, édité par Uwe Puschner, Walter Schmitz, et Justus Ulbricht, 172-86. Munich, New Providence, Londres, Paris: K.G. Saur. [en ligne]
Schönstein, Curt. 1934. *Richtlinien zur Schaffung einer Entschuldungs- und Verrechnungsstelle die gegen Krisen gesichertes Wirtschaften gewährleistet*. Zurich/Leipzig: Wir-Verlag.
———. 1938. « Zeugnis ». Fonds 5: Nachlaß Kurt Zube, n° 88. Bibliothek der Freien, Berlin.
Schroeder, Rolf F.H. 2019. « The Swiss "Wirtschaftsring" (WIR) - A story of moving along the fine line between social and economic objectives ». Colloque. Complementary currencies and societal challenges: Crossing academic and practioners knowledge and perspectives. Bruxelles, 22 novembre.
Schuldt, Jürgen. 1997. *Dineros alternativos para el desarrollo local*. Lima: Universidad del Pacífico. [en ligne]
Schumpeter, Joseph Alois. 2004 [1954]. *Histoire de l'analyse économique*. Tel. Paris: Gallimard.
———. 2006 [1954]. *History of Economic Analysis.* Routledge. Taylor&Francis e-Library. [en ligne]
———. 2005 [1970]. *Théorie de la monnaie et de la banque. I, L'essence de la monnaie*. Collection Les Cahiers d'économie politique. Paris: L'Harmattan.
Schwarz, Fritz. 1925. *Segen und Fluch des Geldes in der Geschichte der Völker*. Berne: Verlag des Pestalozzi-Fellenberg-Hauses. [en ligne]
———. 1932. *La question capitale de notre temps: Etalon-or ou étalon-marchandises?* 2e édition. Berne: Pestalozzi-Fellenberg Haus.
———. 1959. *Der Christ und das Geld*. Berne: Pestalozzi-Fellenberg Haus.
Seccareccia, Mario. 1987. « La notion gesellienne de préférence pour la liquidité et sa généralisation dans les travaux de Keynes, Soddy et Johannsen ». In *Les cahiers de Decta III*. Université de Bordeaux I.

———. 1988. « Système monétaire et loi d'entropie: la notion gesellienne de préférence pour la liquidité ». *Economies et sociétés*, nº 22, 57-71.
———. 1997. « Early Twentieth-Century Heterodox Monetary Thought ». In *Money, Financial Institutions and Macroeconomics*, édité par Avi J. Cohen, Harald Hagemann, et John Smithin, 125-39. Dordrecht: Springer Netherlands.
Segura, André. 1991. « Y a-t-il une théorie keynésienne implicite de la valeur-travail ? » *Économie appliquée* 44 (3): 131-66.
Sember, Florencia. 2020. « Silvio Gesell's Vision on Monetary Reform: How to Reduce Social Inequalities ». In *Inequalities and the Progressive Era: Breakthroughs and Legacies*, édité par Guillaume Vallet. Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing.
Senft, Gerhard. 1990. « Vom "Volksgeld" zur "MEFO-Währung" ». *Zeitschrift für Sozalökonomie*, nº 85, 13-19.
———. 1995. « Antikapitalismus von Rechts? Eine Abrechnung mit Gottfried Feders „Brechung der Zinsknechtschaft" ». *Zeitschrift für Sozalökonomie*, nº 106, 18-32.
Sieferle, Rolf Peter. 1996. « Rassismus, Rassenhygiene, Menschenzuchtideale ». In *Handbuch zur « völkischen Bewegung » 1871-1918*, édité par Uwe Puschner, Walter Schmitz, et Justus Ulbricht, 436-48. Munich, New Providence, Londres, Paris: K.G. Saur. [en ligne]
Silagi, Michael, et Susan N. Faulkner. 1992. « Henry George and Europe ». *American Journal of Economics and Sociology* 51 (4): 495-495.
Silvant, Claire. 2012. « L'école libérale française et la question du bimétallisme (1860-1885). Enjeux économiques et politiques de la controverse ». *Œconomia. History, Methodology, Philosophy*, nº 2-3 (septembre), 305-26.
Simmel, Georg. 1989. *Philosophie des Geldes*. Édité par David Frisby et Klaus Christian Köhnke. Frankfurt am Main : Suhrkamp. [en ligne]
———. 2007. *Philosophie de l'argent*. Paris: Quadrige.
Skagen, Kaj. 2020. *Anarchist, Individualist, Mystiker Rudolf Steiners frühe Berliner Jahre 1897-1902*. 1. Auflage. Bâle: Rudolf Steiner Verlag.
Soddy, Frederick. 1926. *Wealth, Virtual Wealth, and Debt: The Solution of the Economic Paradox*. Londres: Allen & Unwin. [en ligne]
———. 1930. *Money versus Man: A Statement of the World Problem from the Standpoint of the New Economics*. Londres: Elkin Mathews & Marrot. [en ligne]
Solvay, Ernest. 1900. *Notes sur le productivisme et le comptabilisme*. Bruxelles : H. Lamertin. [en ligne]
Spahn, Heinz-Peter. 2007. « Money as a Social Bookkeeping Device. From Mercantilism to General Equilibrium Theory ». In *Money and Markets: a Doctrinal Approach*, Maria Cristina Marcuzzo et Alberto Giacomin (éds.). Londres: Taylor&Francis.
Spier, Rudolf. 1961. *Une solution - Ein Ausweg*. 2e éd. Düsseldorf: Schwann.
Stegmaier, Werner. 2018. « Darwin, Darwinismus, Nietzsche. Zum Problem der Evolution ». In *Europa im Geisterkrieg. Studien zu Nietzsche*, édité par Andrea Christian Bertino, 1re éd., 123-52. Open Book Publishers. [en ligne]
Steiner, Philippe. 1992. « L'économie politique du royaume agricole de François Quesnay ». In *Nouvelle histoire de la pensée économique*, par Alain Béraud et Gilbert Faccarello, 225-53. Paris: Editions La Découverte.
———. 1998. *La science nouvelle de l'économie politique*. Philosophies. Paris: Presses universitaires de France.
Steiner, Rudolf. 1985 [1919]. *Die Befreiung des Menschenwesens als Grundlage für eine soziale Neugestaltung*. Dornach: Rudolf Steiner Verlag. [en ligne]
———. 2002 [1922]. *Nationalökonomischer Kurs*. 6e éd. Dornach: Rudolf Steiner Verlag. [en ligne]
———. 2010 [1919]. *Die Kernpunkte der sozialen Frage in den Lebensnotwendigkeiten der Gegenwart und der Zukunft*. Rudolf Steiner Online Archiv. [en ligne]

———. 2019 [1895]. *Friedrich Nietzsche. Ein Kämpfer gegen seine Zeit ; Goethes Weltanschauung ; Haeckel und seine Gegner*. Schriften, kritische Ausgabe / Rudolf Steiner. Basel: Frommann-Holzboog.
Stiegler, Barbara. 1998. « Nietzsche, lecteur de Darwin ». *Revue Philosophique de la France et de l'Étranger* 188 (3): 377-95.
Stodder, James. 2009. « Residual Barter Networks and Macro-Economic Stability: Switzerland's Wirtschaftsring ». *Journal of Economic Behavior & Organization* 72 (1): 79-95.
———, et Bernard Lietaer. 2016. « The Macro-Stability of Swiss WIR-Bank Credits: Balance, Velocity, and Leverage ». *Comparative Economic Studies* 58 (4): 570-605.
Stoskopf, Nicolas. 2007. « Se passer de la monnaie : la banque d'échange de Victor-Corentin Bonnard (1849-1862) ». *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, nº XLV-137 (juillet), 167-75.
Strauss, Leo. 1954 [1949]. *Droit naturel et histoire*. Recherches en sciences humaines. Paris: Librairie Plon.
Studer, Tobias. 1998. *Wir in unserer Volkswirtschaft*. Basel: WIR Bank.
Suhr, Dieter. 1986. *Befreiung der Marktwirtschaft vom Kapitalismus: Monetäre Studien zur sozialen, ökonomischen und ökologischen Vernunft*. Berlin: Basis Verlag.
———. 1988. *Alterndes Geld. Das Konzept Rudolf Steiners aus geldtheoretischer Sicht*. Schaffhausen: Novalis.
———. 1989. *The Capitalistic Cost-Benefit Structure of Money*. Studies in Contemporary Economics. Berlin, Heidelberg: Springer Berlin Heidelberg.
Svensson, Roger. 2016. « Periodic Re-Coinage as a Monetary Tax: Conditions for the Rise and Fall of the Bracteate Economy ». *Economic History Review*, janvier. [en ligne]
———. 2017. « The Search for Seignorage: Periodic Re-Coinage in Medieval Sweden ». *Scandinavian Economic History Review* 65 (2): 189-205.
Svensson, Roger, et Andreas Westermark. 2020. « Renovatio Monetae: When Gesell Taxes Worked ». *International Economic Review* 61 (2): 821-46.
Taussig, Michael T. 2010. *The devil and commodity fetishism in South America*. Chapel Hill, Chapel Hill: The University of North Carolina Press.
Théret, Bruno. 2007. *La monnaie dévoilée par ses crises*. Paris: Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
———. 2016. « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire ». In *Théories françaises de la monnaie: une anthologie*, édité par Pierre Alary, Jérôme Blanc, Ludovic Desmedt, et Bruno Théret. Paris: PUF.
———. 2020. « Le papier monnaie de petites dénominations émis par les provinces argentines entre 1890 et 2003 ». *Dialogues d'histoire ancienne* S20 (Supplement20): 235.
Théret, Bruno, et Miguel Zanabria. 2007. « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations ». *Économie et institutions*, nº 10-11 (octobre), 9-66.
Timm, Hans, 1929. « Die Tat ». In *Neue revolutionäre Taktik* par Georg Blumenthal. Hochheim bei Erfurt: Stirn.
Ude, Johannes. 1930. *Eigentum, Kapitalismus, Christentum*. Graz/Leipzig: Leopold Stocker Verlag. FB 642, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
———. 1932. *Die Lösung der sozialen Frage durch Christus*. Graz/Leipzig: Leopold Stocker Verlag. FB 650, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
———. 1935. *Das Geld. Sein Einfluß auf Gesellschaft, Wirtschaft und Kultur*. Gams: Siegfriedverlag. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Uhlemayr, Benedikt. 1923. *Das Wirtschaftsprogramm der NSDAP*. Erfurt: Verlag des Freiwirtschaftsbundes. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1933. *Christliche Wirtschaftsordnung*. Lauf bei Nürnberg: Zitzmann. Archiv für Geld- und Bodenreform.

Unterguggenberger, Michael. 1932. « Nothilfe Wörgl 1932: Kurzbericht ». Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1933. « Das Wörgler Schwundgeld eingezogen! » Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1934a. « An die Basler Zeitung ». Lettre, Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1934b. « An die Handelsredaktion der Neuen Zürcher-Zeitung ». Lettre. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1936. « à Hans Klabunde » Lettre, 15 octobre 1936. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Valdecantos, Sebastián. 2018. « Moneda PAR: Un sistema monetario al servicio de la produccion y el trabajo ». Présenté à V Cumbre Cooperativa de las Américas, Buenos Aires, octobre.
Vallat, David. 2009. « L'émergence du crédit populaire en France au XIXe siècle ». Etika. 3 novembre 2009. [en ligne]
Vallet, Guillaume. 2015. « Le WIR en Suisse : la révolte du puissant ? » *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, nº 18 (octobre).
Vatin, François, éd. 2021. *Évaluer et valoriser: une sociologie économique de la mesure*. Toulouse: Presses universitaires du Midi. [en ligne]
Villey, Michel. 2014. *La nature et la loi une philosophie du droit*. Nuit surveillée. Paris: Les Éd. du Cerf.
WABA.network. 2018. « WABA Network White Paper ». waba.network. [en ligne]
Wallace, Alfred Russel. 1898. « Paper Money as a Standard of Value ». The Alfred Russel Wallace Page. [en ligne].
Walras, Léon. 1860. *L'économie politique et la justice. Examen critique et réfutation des doctrines économiques de M. P.-J. Proudhon, précédés d'une introduction à l'étude de la question sociale*. Paris: Guillaumin et Cie.
———. 1865. *Les associations populaires de consommation, de production et de crédit*. Paris : Dentu.
———. 1896. *Études d'économie sociale*. F. Rouge. [en ligne]
———. 1898. *Études d'économie politique appliquée*. Lausanne: F. Rouge. [en ligne]
Walsh, Correa Moylan. 1901. *The Measurement of General Exchange-Value*. New York : Macmillan. [en ligne]
Walter, Otto, et Fritz Schwarz. 1934. *Freiwirtschaft in der Schweiz*. Berne: Pestalozzi-Fellenberg-Haus.
Wära Handelsblatt. 1931a. « Bekanntmachung der Tauschgesellschaft », novembre, n°10. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931b. « Der Wortlauf der verfassungswidrigen Wära-Verordnung », novembre, n°10. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931c. « Nachtragsliste », février, n° 1. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931d. « Nachtragsliste. Liste der neu hinzu gekommenen Geschäfte, die Wära annehmen », mai, n° 4. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931e. « Tauschgesellschaft, Abt. Lebensreform », juillet, n° 6. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931f. « Wära Spar- und Überweisungsstelle », juillet, n° 6. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1931g. « Wära Spar- und Überweisungsverkehr », juillet, n° 6. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Warner, Jonathan. 2010. « Stamp scrips in the Great Depression : Lessons for community currencies for today ». *International Journal of Community Currency Research* 14:29-45.
———. 2012. « Iowa Stamp Scrip: Economic Experimentation in Iowa Communities during the Great Depression ». *The Annals of Iowa* 71 (1): 1-38.

Weißleder, Otto. s. d. « Das Währungs-Einmaleins ». Deutscher Bund für krisenlose Volkswirtschaft. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.
Weitkamp, Hans. 1983. *Das Hochmittelalter - Ein Geschenk des Geldwesens*. Hilterfingen: HMZ-Verlag. FB 504, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
Werner, Hans-Joachim. 1987. « Die Freiwirtschaft im 20. Jahrhundert ». Staatsarbeit. Warendorf. FB 3, Schweizerisches Wirtschaftsarchiv.
———. 1989. *Geschichte der Freiwirtschaftsbewegung: 100 Jahre Kampf für eine Marktwirtschaft ohne Kapitalismus*. Münster: Waxmann.
Weulersse, Georges. 2003. *Le mouvement physiocratique en France, de 1756 à 1770*. Genève: Skaline Reprints.
Wicksell, Knut. 1898. *Geldzins und Güterpreise: Eine Studie über die den Tauschwert des Geldes bestimmenden Ursachen*. Jena.
Wilson, Catherine. 2013. « Darwin and Nietzsche: Selection, Evolution, and Morality ». *Journal of Nietzsche Studies* 44 (2): 354-70.
WIR-Nachrichten. 1934a. « Dänemark-Fahrt », 1er novembre, n°1. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1934b. « Naturaltausch kann nicht ausbeuten! », 1er novembre, n°1. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1934c. « Was wir wollen », 1er novembre, n°1. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1934d, 1er novembre, n°1. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1935, 17 mai, n° 15. Archives de la Banque WIR, Bâle.
WIR-Pionier. 1958a. « Die Volkswirtschaftslehre und das Geld », n°3. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1958b. N° 11. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1958c, n°3. Archives de la Banque WIR, Bâle.
Wirtschaftsring. 1935, 16 août, n° 21. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1936a, 20 novembre, n° 73. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1936b, 14 février, n° 35. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1937, 17 décembre, n° 103. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1938a, 1er avril, n° 108. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1938b, 1er août, n° 112. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1939a. 2 mars, n° 119. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1939b, 18 décembre, n° 128. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1943a, 17 juillet, n° 170. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1943b, 14 août, n° 172. Archives de la Banque WIR, Bâle.
Wiwjorra, Ingo. 1996. « Die deutsche Vorgeschichtsforschung und ihr Verhältnis zu Nationalismus und Rassismus ». In *Handbuch zur « völkischen Bewegung » 1871-1918*, édité par Uwe Puschner, Walter Schmitz, et Justus Ulbricht, 186-207. Munich, New Providence, Londres, Paris: K.G. Saur. [en ligne]
Woodcock, George, et Nicolas Calvé. 2022. *L'anarchisme : Une histoire des idées et mouvements libertaires*. Lux Editeur. [en ligne]
Yuki, Tsuyoshi. 2021. « Reconsideration of Gesell's Critique of Marx's Theory of Capital ». In *Socialism, Markets, and the Critique of Money: The Theory of "Labor Notes"*, 215-45. Marx, Engels, and Marxisms. Cham: Springer International Publishing.
Zimmermann, Werner. 1920. *Weltvagant - Erlebnisse und Gedanken*. Erfurt: Steigerverlag. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1922. *Die Befreiung der Frau*. Berne: Freiland-Freigeld-Verlag.
———. 1925. *Liebe - Von ihrem dreifachen Sinn*. 2e édition. Berlin: Ato.
———. 1930. « Silvio Gesell. Persoehnliche erinnerungen ». *TAU - Monatsblätter für Versinnlichung und Selbstgestaltung*, n° 73 (mai), 3-11. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1933 [1919]. *Sozialismus in Freiheit*. 4e édition. Berne/Leipzig: Rudolf Zitzmann Verlag. Archives de la Banque WIR, Bâle.

———. 1938. *Freiheit oder Zwang? Ein Wegweiser zur befreienden Tat ; Zugleich ein Bericht über Sechs Jahre Siedlung Bassersdorf und vier Jahre « Wirtschaftsring »*. Thielle (Neuchâtel): Fankhauser. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1939. *Gesunde Kleidung. Einsichten und praktische Anregungen*. Buckow: O. Lautenbach.
———. 1947. *Lichtwärts - Ein Buch erlösender Erziehung*. 5e édition. Berlin: Ato. Archiv für Geld- und Bodenreform.
———. 1950a. *Kräfte des Atems - Praktische Anleitungen - Atemsysteme - Yoga-Atmen*. 4e édition. Munich: Drei Echen Verlag.
———. 1950b. *Zu freien Ufern. Erlebnis und Ergebnis meiner Weltreise 1949/1950.* München: Drei Echen Verlag. Archives de la Banque WIR, Bâle
———. 1952. *ICH BIN - Erkenntnis, jenseitiges Wissen*. 2e édition. Munich: Drei Echen Verlag.
———. 1954. *Chinesische Weisheit und Heilkunst*. Munich: Drei Echen Verlag.
———. 1964. *Gute Konjunktur ohne Inflation*. Zielbrücke-Thielle: Fankhauser. Archives de la Banque WIR, Bâle.
———. 1965. *Heilende Kost - Schon morgen gesünder*. Munich: Drei Echen Verlag.
———. 1966. *Geld+Boden. Schicksalfragen aller Völker*. Berne: Humanta. Archives de la Banque WIR, Bâle.
Zube, Kurt. s. d.-a. « Der verblüffendste und zugleich solideste Vorschlag, der Ihnen je gemacht wurde! » Fonds 5: Nachlaß Kurt Zube, n° 88. Bibliothek der Freien, Berlin.
———. s. d.-b. « Die Vorgeschichte der WIR-Gründung ». Fonds 5: Nachlaß Kurt Zube, n° 89. Bibliothek der Freien, Berlin.
Zwinger, Norbert. 1933. « Die Wära-Aktionen in Oesterreich ». *Letzte Politik*, novembre, n° 48. Dossier Hans Klabunde. Archiv für Geld- und Bodenreform.

Résumé

Réformer la monnaie et partager la terre pour sortir du capitalisme? *Origines et postérités théoriques et pratiques de l'économie franche de Silvio Gesell*

La pensée du réformateur monétaire Silvio Gesell (1862-1930) est surtout connue pour l'hommage que lui rend Keynes dans sa *Théorie Générale*. Parmi les travaux qui lui sont consacrés, peu reviennent sur le contexte dans lequel cette pensée a émergé, et sur l'important mouvement social qu'elle a suscité en Europe. La proximité des idées de Gesell avec celles d'auteurs libéraux comme Fisher ou Allais, malgré le caractère hétérodoxe de sa pensée monétaire, est elle aussi négligée. Cette thèse veut combler ces manques en s'appuyant sur les *Œuvres complètes* de Gesell et les archives du mouvement pour une économie franche, qu'il a inspiré. Elle discute les conditions de la naissance de la pensée gesellienne en Argentine, ses liens avec la pensée anarchiste individualiste (Landauer), la *Lebensreform* (Steiner) et la pensée *völkisch* (Feder). Elle revient sur le développement du mouvement pour une économie franche et les expériences monétaires qu'il a portées (monnaies « fondantes » des années 1920-1930, et Banque WIR, comparée à la Banque du Peuple de Proudhon). La thèse analyse enfin la place de Gesell dans l'histoire de la pensée économique, en comparant ses idées à celles de Keynes, mais aussi à celles des physiocrates (une étiquette que Gesell revendique pour lui-même), des réformateurs monétaires des années 1920 et 1930 (Fisher, Soddy, Eisler), et à celle de Maurice Allais. Ce travail nous amène à qualifier de « socialisme libéral » la pensée de Gesell et celle d'autres auteurs libéraux et libertaires qui souhaitent rétablir le lien entre économie et éthique, et libérer l'économie de marché des rentes induites par l'usage de la monnaie et de la terre comme réserve de valeur.

Mots clés : Monnaie, réforme monétaire, réforme foncière, Silvio Gesell, Irving Fisher, John Maynard Keynes, Maurice Allais, Pierre-Joseph Proudhon, Physiocratie, monnaie fondante, socialisme libéral

Abstract

Reforming money and sharing the land as a way out of capitalism? *Theoretical and practical origins and posterities of Silvio Gesell's free economy*

The thinking of monetary reformer Silvio Gesell (1862-1930) is best known for the tribute paid to him by Keynes in his *General Theory*. Few of the works that have been devoted to him examine the context in which his ideas emerged, or the major social movement that they sparked off in Europe. The proximity of Gesell's ideas to those of liberal authors such as Fisher and Allais, despite the heterodox nature of his monetary thinking, is also neglected. This thesis seeks to fill these gaps by drawing on Gesell's *Collected Writings* and the archives of the Free Economy movement, which he inspired. It discusses the conditions of the birth of Gesellian thought in Argentina, its links with individualist anarchist thought (Landauer), the *Lebensreform* (Steiner) and *völkisch* thought (Feder). It looks back at the development of the movement for a free economy and the monetary experiments it led (the 'melting' currencies of the 1920s and 1930s, and the WIR Bank, compared here with Proudhon's *Banque du Peuple*). Finally, the thesis analyses Gesell's place in the history of economic thought, by comparing his ideas with those of Keynes, the physiocrats (a label Gesell claims for himself), the monetary reformers of the 1920s and 1930s (Fisher, Soddy, Eisler), and Maurice Allais. This work leads us to describe Gesell's thinking, and that of other liberal and libertarian authors, as 'liberal socialism'. This stream of thought, the study suggests, seeks to re-establish the link between economics and ethics, and free the market economy from the rents induced by the use of money and land as a store of value.

Keywords: Money, monetary reform, land reform, Silvio Gesell, Irving Fisher, John Maynard Keynes, Maurice Allais, Pierre-Joseph Proudhon, Physiocracy, demurrage, liberal socialism